

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CIV

1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2375. — Allemagne et Suisse :	
Convention sur la régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein. Signée à Berne, le 28 mars 1929	19
N° 2376. — Allemagne, France et Suisse :	
Protocole réglant les modalités de la collaboration technique et administrative de l'Allemagne, de la France et de la Suisse, pour l'exécution des travaux de régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein. Signé à Genève, le 18 décembre 1929	27
N° 2377. — Allemagne, Danemark et Luxembourg :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et le Luxembourg par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de l'Allemagne. Signé à Copenhague, le 20 août 1928, à Luxembourg, le 27 août 1928, et à Berlin, le 12 septembre 1928	43
N° 2378. — Danemark et Suède :	
Arrangement concernant le service téléphonique. Signé à Stockholm, le 8 décembre 1928, et à Copenhague, le 13 décembre 1928	55
N° 2379. — Danemark et Suède :	
Arrangement concernant le service télégraphique. Signé à Copenhague, le 12 février 1929, et à Stockholm, le 28 février 1929	69
N° 2380. — Allemagne et Conférence des Ambassadeurs (Grande-Bretagne, France, Italie et Japon) :	
Echange de notes comportant des accords en vue de conformer le réseau ferré allemand de la rive gauche du Rhin aux dispositions de l'article 43 du Traité de Versailles. Paris, les 17 juillet, 4, 10 et 23 août 1929	87

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CIV

1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2375. — Germany and Switzerland :	
Convention regarding the Regulation of the Rhine between Strasburg-Kehl and Istein. Signed at Berne, March 28, 1929	19
No. 2376. — Germany, France and Switzerland :	
Protocol determining the Methods of Technical and Administrative Co-operation between Germany, France and Switzerland, in the Work for the Regulation of the Rhine between Strasburg-Kehl and Istein. Signed at Geneva, December 18, 1929	27
No. 2377. — Germany, Denmark and Luxemburg :	
Agreement concerning Telephone Service between Denmark and Luxemburg through the intermediary of the Lines of Communications established on German Territory. Signed at Copenhagen, August 20, 1928, at Luxemburg, August 27, 1928, and at Berlin, September 12, 1928	43
No. 2378. — Denmark and Sweden :	
Agreement concerning Telephone Service. Signed at Stockholm, December 8, 1928, and at Copenhagen, December 13, 1928	55
No. 2379. — Denmark and Sweden :	
Agreement regarding Telegraph Service. Signed at Copenhagen, February 12, 1929, and at Stockholm, February 28, 1929	69
No. 2380. — Germany and Conference of Ambassadors (Great Britain, France, Italy and Japan) :	
Exchange of Notes constituting Agreements with a view to making the German Railway System on the Left Bank of the Rhine conform with the Provisions of Article 43 of the Treaty of Versailles. Paris, July 17, August 4, 10, and 23, 1929	87

	Pages
N° 2381. — Danemark, Norvège et Suède :	
Arrangement sur le service téléphonique entre le Danemark et la Norvège, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède. Signé à Stockholm, le 8 décembre 1928, à Oslo, le 13 décembre 1928, et à Copenhague, le 22 décembre 1928	103
N° 2382. — Danemark et Norvège :	
Arrangement concernant le service télégraphique. Signé à Oslo, le 18 septembre 1928, et à Copenhague, le 21 janvier 1929	119
N° 2383. — Norvège et Portugal :	
Accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité entre les deux pays. Signé à Lisbonne, le 7 février 1929	137
N° 2384. — Albanie et Suisse :	
Convention d'établissement et de commerce, avec protocole final. Signés à Rome, le 10 juin 1929	145
N° 2385. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention relative à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale, avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 22 février 1928	151
N° 2386. — France et Yougoslavie :	
Accord pour le règlement de la dette de guerre de la Yougoslavie envers la France. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930	171
N° 2387. — France et Yougoslavie :	
Accord pour le règlement des excédents touchés par la Yougoslavie au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930	177
N° 2388. — Espagne et Islande :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Copenhague, le 26 août 1929	183
N° 2389. — Estonie et France :	
Echange de notes, comportant un accord relatif aux cognacs et armagnacs français importés en Estonie. Paris, les 28 septembre et 7 octobre 1929	193
N° 2390. — Allemagne et Belgique :	
Accord relatif aux marks, avec annexe et protocole final. Signés à Bruxelles, le 13 juillet 1929	201
N° 2391. — Allemagne et Belgique :	
Accord relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, avec protocole de signature. Signés à Berlin, le 13 juillet 1929	211

	Page
No. 2381. — Denmark, Norway and Sweden :	
Agreement concerning Telephone Service between Denmark and Norway, through the intermediary of the Lines of Communications established on Swedish Territory. Signed at Stockholm, December 8, 1928, at Oslo, December 13, 1928, and at Copenhagen, December 22, 1928... ..	103
No. 2382. — Denmark and Norway :	
Agreement regarding Telegraph Service. Signed at Oslo, September 18, 1928, and at Copenhagen, January 21, 1929	119
No. 2383. — Norway and Portugal :	
Agreement regarding the reciprocal Recognition of Certificates of Seaworthiness between the two Countries. Signed at Lisbon, February 7, 1929	137
No. 2384. — Albania and Switzerland :	
Convention regarding Conditions of Residence and Commerce, with Final Protocol. Signed at Rome, June 10, 1929	145
No. 2385. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention concerning the Extradition of Criminals and Judicial Cooperation in Criminal Matters, with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, February 22, 1928	151
No. 2386. — France and Yugoslavia :	
Agreement for the Settlement of the War Debt of Yugoslavia to France. Signed at The Hague, January 20, 1930	171
No. 2387. — France and Yugoslavia :	
Agreement for the Settlement of the Surplus Amount received by Yugoslavia in respect of the last Five Months of the Fifth Annuity under the Dawes Plan. Signed at The Hague, January 20, 1930	177
No. 2388. — Spain and Iceland :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Copenhagen, August 26, 1929	183
No. 2389. — Estonia and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Importation into Estonia of French Cognacs and Armagnacs. Paris, September 28 and October 7, 1929	193
No. 2390. — Germany and Belgium :	
Agreement regarding the Marks, with Annex and Final Protocol. Signed at Brussels, July 13, 1929	201
No. 2391. — Germany and Belgium :	
Agreement regarding German Property, Rights and Interests in Belgium, with Protocol of Signature. Signed at Berlin, July 13, 1929	211

	Pages
N° 2392. — Allemagne et Belgique :	
Accord pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III à VII de la Partie X du Traité de Versailles. Signé à Bruxelles, le 16 janvier 1930	223
N° 2393. — Autriche et Belgique :	
Convention pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la Partie X du Traité de Saint-Germain, avec protocoles additionnels. Signés à La Haye, le 18 janvier 1930	231
N° 2394. — Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, etc. :	
Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations, signé à La Haye, le 20 janvier 1930, avec annexes et protocole concernant l'approbation de principe du Rapport des experts, etc., signé à La Haye, le 31 août 1929; et Arran- gement concernant la mobilisation d'une fraction de la partie non différable des annuités du Nouveau Plan, avec annexe, La Haye, le 17 janvier 1930.... ..	243
N° 2395. — Autriche, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, etc. :	
Accord relatif à l'acquittement définitif des obligations financières de l'Autriche. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930	413
N° 2396. — Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Grèce, etc. :	
Arrangement relatif au mémorandum joint au rapport des experts du 7 juin 1929, avec annexe. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930... ..	421
N° 2397. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, etc. :	
Arrangement entre les Puissances créancières de l'Allemagne. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930	433
N° 2398. — Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Italie, Japon et Suisse :	
Convention concernant la Banque des Règlements internationaux, avec annexe. Signée à La Haye, le 20 janvier 1930	441
N° 2399. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France et Allemagne :	
Echange de notes concernant l'évacuation des territoires rhénans. La Haye, le 30 août 1929	473
N° 2400. — Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France et Italie :	
Accord concernant les Commissions de conciliation franco-allemande et belgo-allemande instituées par les Traités de Locarno. Signé à La Haye, le 30 août 1929	487

	Page
No. 2392. — Germany and Belgium :	
Agreement for the Final Settlement of the Questions resulting from Sections III to VII of Part X of the Treaty of Versailles. Signed at Brussels, January 16, 1930	223
No. 2393. — Austria and Belgium :	
Convention for the Final Settlement of the Questions resulting from Sections III and IV of Part X of the Treaty of St. Germain, with Additional Protocols. Signed at The Hague, January 18, 1930	231
No. 2394. — Germany, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, etc. :	
Agreement regarding the complete and final Settlement of the Question of Reparations, signed at The Hague, January 20, 1930, with Annexes and Protocol concerning the Approval in Principle of the Report of the Experts, etc, signed at The Hague, August 31, 1929, and Arrangement as to the Financial Mobilisation of the German Annuities, with Annex. The Hague, January 17, 1930... ..	243
No. 2395. — Austria, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, etc. :	
Agreement regarding the Final Discharge of the Financial Obligations of Austria. Signed at The Hague, January 20, 1930	413
No. 2396. — Germany, Belgium, France, Great Britain and Northern Ireland, Greece, etc. :	
Arrangement relating to the Concurrent Memorandum accompanying the Experts' Plan of 7th June 1929, with Annex. Signed at The Hague, January 20, 1930	421
No. 2397. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, etc. :	
Arrangement between the Creditor Powers of Germany. Signed at The Hague, January 20, 1930	433
No. 2398. — Germany, Belgium, France, Great Britain and Northern Ireland, Italy, Japan and Switzerland :	
Convention respecting the Bank for International Settlements, with Annex. Signed at The Hague, January 20, 1930	441
No. 2399. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, France and Germany :	
Exchange of Notes regarding the Evacuation of the Rhineland. The Hague, August 30, 1929	473
No. 2400. — Germany, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, France and Italy :	
Agreement concerning the Franco-German and Belgo-German Commissions of Conciliation established by the Treaties of Locarno. Signed at The Hague, August 30, 1929... ..	487

ANNEXE XXVI. — *Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.*

N° 170. — **Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920 .**

Disposition facultative :

Signatures 492
Ratification 495

N° 171. — **Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.**

Ratification 495

N° 222. — **Convention internationale de l'opium. Signée à La Haye, le 23 janvier 1912.**

Signature 495

N° 375. — **Echange de notes entre les Gouvernements danois et estonien relatif à la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge dressées par les autorités des deux pays. Copenhague, les 8 mars 1921 et 7 avril 1922.**

Abrogé à partir du 15 février 1931 en vertu du deuxième alinéa de l'article 2 de la Déclaration du 16 janvier 1931 496

N° 585. — **Echange de notes entre les Gouvernements danois et tchécoslovaque, comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre leurs deux pays. Prague, les 31 janvier 1924, 18 décembre 1924 et 18 avril 1925.**

Echange de notes relatif à l'importation des produits tchécoslovaques au Groenland et vice-versa. Copenhague, le 26 août 1929. 496

N° 597. — **Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 21 juin 1922.**

Echange de notes relatif à l'application à l'Ecosse de la convention ci-dessus. Bruxelles, les 3 et 24 novembre 1930 497

N° 678. — **Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.**

Ratification 499
Adhésion 499

N° 853. — **Traité d'amitié entre l'Afghanistan et la Perse. Signé à Téhéran, le 22 juin 1921.**

Protocole relatif à l'extradition (additionnel au traité ci-dessus), signé à Téhéran, le 15 juin 1928 499

N° 1057. — **Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada en vue de supprimer la contrebande le long de la frontière internationale entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, de coopérer à l'arrestation et à la poursuite des personnes qui violent les lois de l'un ou de l'autre gouvernement concernant les narcotiques, et de prendre d'autres dispositions relatives au même sujet. Signée à Washington, le 6 juin 1924 ...**

	Page
ANNEX XXVI. — Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
Optional Clause :	
<i>Signatures</i>	492
<i>Ratification</i>	495
No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratification</i>	495
No. 222. — International Opium Convention. Signed at The Hague, January 23, 1912.	
<i>Signature</i>	495
No. 375. — Exchange of Notes between the Danish and Estonian Governments regarding the mutual Recognition of the Tonnage Measurement Certificates issued by the Authorities in the respective Countries. Copenhagen, March 8, 1921, and April 7, 1922.	
Abrogated as from February 15, 1931, in virtue of the second paragraph of Article 2 of the Declaration of January 16, 1931	496
No. 585. — Exchange of Notes between the Danish and Czechoslovak Governments constituting a Provisional Arrangement with regard to Commerce and Navigation between their two Countries. Prague, January 31, and December 18, 1924, and April 18, 1925.	
Exchange of Notes regarding the Importation of Czechoslovak Products into Greenland and vice-versa. Copenhagen, August 26, 1929	496
No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 21, 1922.	
Exchange of Notes relating to the application to Scotland of the above-mentioned Convention. Brussels, November 3 and 24, 1930.	497
No. 678. — Protocol [on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Ratification</i>	499
<i>Accession</i>	499
No. 853. — Treaty of Friendship between Afghanistan and Persia. Signed at Teheran, June 22, 1921.	
Protocol regarding Extradition (additional to the above Treaty). Signed at Teheran, June 15, 1928	499
No. 1057. — Convention between the United States of America and Canada for the purpose of suppressing Smuggling Operations along the International Boundary between the United States of America and Canada, and assisting in the Arrest and Prosecution of Persons violating the Narcotic Laws of either Government, and for other purposes. Signed at Washington, June 6, 1924.	502

	Pages
N° 1058. — Convention supplémentaire entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada relative à l'extradition. Signée à Washington, le 8 janvier 1925	502
N° 1059. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, en vue de déterminer la démarcation de la frontière entre les Etats-Unis et le Canada. Signé à Washington, le 24 février 1925	502
N° 1060. — Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada en vue de régler le niveau du lac des bois, et protocole y relatif. Signés à Washington, le 24 février 1925	503
N° 1173. — Convention entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 novembre 1924.	
Echange de notes relatif à l'application à l'Ecosse de la convention ci-dessus. Prague, les 7 et 15 novembre 1930.	503
N° 1218. — Convention postale et télégraphique entre la République de Pologne, d'une part, et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, les Républiques socialistes des Soviets de l'Ukraine et de la Russie Blanche, d'autre part. Signée à Moscou, le 24 mai 1923.	
<i>Dénonciation</i>	505
N° 1362. — Traité de douane et de crédit entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Berlin, le 26 novembre 1925.	
Protocole additonal au traité ci-dessus, signé à La Haye, le 17 mai 1930, et échange de notes de la même date	505
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Ratification</i>	511
<i>Adhésion</i>	511
N° 1469. — Echange de notes entre les Gouvernements de l'Estonie et des Etats-Unis d'Amérique comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Washington, le 21 août, et New-York, le 30 novembre 1926	511
N° 1539. — Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure. Signée à Paris, le 27 novembre 1925.	
<i>Ratification</i>	511
N° 1563. — Echange de notes entre le Gouvernement norvégien et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, comportant un accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices résultant de l'exploitation des navires appartenant à l'un ou l'autre des deux pays. Washington, les 26 novembre 1924, 23 janvier et 24 mars 1925	512
N° 1743. — Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle. Revisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	512

	Page
No. 1058. — Supplementary Extradition Convention between the United States of America and Canada. Signed at Washington, January 8, 1925... ..	502
No. 1059. — Treaty between the United States of America and Canada regarding the Demarcation of the Boundary between the United States and Canada. Signed at Washington, February 24, 1925	502
No. 1060. — Agreement between the United States of America and Canada to regulate the Level of Lake of the Woods and Protocol relating thereto. Signed at Washington, February 24, 1925... ..	503
No. 1173. — Convention between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic relative to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, November 11, 1924.	
Exchange of Notes relating to the application to Scotland of the above-mentioned Convention. Prague, November 7 and 15, 1930	503
No. 1218. — Postal and Telegraphic Convention between the Polish Republic, of the one part, and the Russian Socialist Federal Soviet Republic, the Socialist Soviet Republic of Ukraine and of White Russia, of the other part. Signed at Moscow, May 24, 1923.	
<i>Denunciation</i>	505
No. 1362. — Treaty between Germany and the Netherlands concerning Customs and Credit. Signed at Berlin, November 26, 1925.	
Additional Protocol to the above Treaty, signed at The Hague, May 17, 1930, and exchange of Notes of the same date	505
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Ratification</i>	511
<i>Accession</i>	511
No. 1469. — Exchange of Notes between the Governments of Estonia and of the United States of America, constituting an Agreement with regard to mutual Recognition of Tonnage Certificates. Washington, August 21, and New York, November 30, 1926	511
No. 1539. — Convention regarding the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. Signed at Paris, November 27, 1925.	
<i>Ratification</i>	511
No. 1563. — Exchange of Notes between the Norwegian Government and the Government of the United States of America, constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Taxes in certain cases of Profits accruing from the Operation of Ships under their respective Flags. Washington, November 26, 1924, January 23 and March 24, 1925	512
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property. Revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911 ; and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	512

	Pages
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	513
N° 1793. — Convention sanitaire internationale. Signée à Paris, le 21 juin 1926.	
Présentation à l'enregistrement.	513
N° 1794. — Arrangement relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes. Signé à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1924.	
<i>Adhésion</i>	513
N° 1799. — Pacte d'amitié et de collaboration cordiale entre la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Signé à Genève, le 18 septembre 1926.	
Echange de notes entre les Gouvernements polonais et yougoslave concernant le renouvellement du pacte ci-dessus. Belgrade, le 3 décembre 1930.	514
N° 1841. — Echange de notes entre les Gouvernements persan et suédois, comportant un arrangement pour le règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, les 30 juillet et 9 août 1928.	516
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations) et protocole y relatif. Signés à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Adhésions</i>	516
N° 1852. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et persan, comportant un règlement provisoire des relations d'amitié et de commerce entre les deux pays. Téhéran, le 20 juin 1928	516
N° 1858. — Accord provisoire réglant les relations générales entre la France et la Perse. Signé à Téhéran, le 11 mai 1928.	
Echange de notes prorogeant cet accord jusqu'au 1 ^{er} février 1931. Téhéran, les 1 ^{er} février et 1 ^{er} août 1930	517
Echange de notes prorogeant jusqu'au 1 ^{er} août 1931 les dispositions des articles I et II de l'accord du 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement des ressortissants des deux pays sur leurs territoires respectifs. Téhéran, le 1 ^{er} février 1931	520
N° 1859. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et persan comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 8 septembre 1928.	
Echange de notes prorogeant l'arrangement commercial ci-dessus jusqu'au 10 août 1929. Téhéran, les 29 avril et 9 mai 1929, et	522
Echange de notes prorogeant à nouveau cet arrangement jusqu'à la conclusion des traités définitifs. Téhéran, les 9 et 17 août 1929	522

	Page
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	513
No. 1793. — International Sanitary Convention. Signed at Paris, June 21, 1926.	
Presentation for registration.	513
No. 1794. — Agreement respecting Facilities to be given to Merchant Seamen for the Treatment of Venereal Disease. Signed at Brussels, December 1, 1924.	
<i>Accession</i>	513
No. 1799. — Pact of Friendship and Cordial Co-operation between Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Signed at Geneva, September 18, 1926.	
Exchange of Notes between the Polish and Yugoslav Governments concerning the Prorogation of the above-mentioned Pact. Belgrade, December 3, 1930.	514
No. 1841. — Exchange of Notes between the Persian and Swedish Governments constituting an Agreement for the Provisional Settlement of relations between the two Countries. Teheran, July 30, and August 9, 1928 ...	516
No. 1845. — International Opium Convention adopted by the Second Opium Conference (League of Nations), and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Accessions</i>	516
No. 1852. — Exchange of Notes between the Netherlands and Persian Governments constituting a Provisional Settlement of the relations of Friendship and Commerce between the two Countries. Teheran, June 20, 1928	516
No. 1858. — Provisional Agreement regulating the general relations between France and Persia. Signed at Teheran, May 11, 1928.	
Exchange of Notes renewing this Agreement until February 1st, 1931. Teheran, February 1st and August 1st, 1930	517
Exchange of Notes renewing until August 1st, 1931, the provisions of Articles I and II of the Agreement of May 11, 1928, as well as the most-favoured-nation treatment as regards the Establishment of Nationals of both Countries on their respective territories. Teheran, February 1, 1931	520
No. 1859. — Exchange of Notes between the Danish and Persian Governments constituting a Provisional Settlement of the relations between the two Countries. Teheran, September 8, 1928.	
Exchange of Notes renewing the above Commercial Agreement until August 10, 1929. Teheran, April 29, and May 9, 1929, and	522
Exchange of Notes further renewing this Agreement until the conclusion of definitive Treaties. Teheran, August 9 and 17, 1929.	522

	Pages
N° 1905. — Convention radiotélégraphique internationale. Signée à Washington, le 25 novembre 1927.	
<i>Adhésions</i>	523
<i>Ratifications</i>	523
N° 2044. — Convention entre Sa Majesté Britannique et le président du Reich allemand concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'application à l'Ecosse de la Convention ci-dessus. Berlin, les 6 et 22 novembre 1930	523
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.	
<i>Ratifications</i>	526
<i>Adhésion</i>	526
N° 2127. — Traité d'amitié et d'établissement entre la Perse et l'Égypte. Signé à Téhéran, le 28 novembre 1928.	
<i>Amendements au texte arabe</i>	527
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	528
N° 2162. — Echange de notes entre les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et dans le Commonwealth d'Australie et de Gouvernement de l'Inde; d'une part, et le Gouvernement italien, d'autre part, concernant la reconnaissance mutuelle des certificats de navigation des navires à passagers et des règlements relatifs aux navires d'émigrants. Rome, le 25 janvier 1929.	
Echange de notes relatif à l'application de l'accord ci-dessus à certaines Colonies britanniques et à certains Protectorats, Territoires sous mandat. Rome, les 11/25 août 1930.	529
Echange de notes entre les Gouvernements de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et à Terre-neuve et le Gouvernement italien relatif à l'application de l'Accord du 25 janvier 1929 à la Nouvelle-Zélande et à Terre-Neuve. Rome, le 10 mai 1930	535
N° 2179. — Echange de notes entre les Gouvernements italien et persan comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, les 25 juin et 11 et 24 juillet 1928.	537
Echange de notes prorogeant l'arrangement ci-dessus jusqu'au 10 novembre 1930. Téhéran, les 9 mai, 9 août et 6 novembre 1929 et 10 mai 1930	538
Echange de notes prorogeant l'arrangement du 25 juin 1928 jusqu'au 10 mai 1931. Téhéran, le 10 novembre 1930	543
N° 2241. — Echange de notes entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République hellénique, comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Washington, les 26 avril 1928, 2 et 6 avril 1929, et 10 juin 1929	544

	Page
No. 1905. — International Radiotelegraph [Convention. Signed at Washington, November 25, 1927.	
<i>Accessions</i>	523
<i>Ratifications</i>	523
No. 2044. — Convention between His Britannic Majesty and the President of the German Reich regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes relating to the application to Scotland of the above-mentioned Convention. Berlin, November 6 and 22, 1930.	523
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.	
<i>Ratifications</i>	526
<i>Accession</i>	526
No. 2127. — Treaty of Friendship and Establishment between Persia and Egypt. Signed at Teheran, November 28, 1928.	
<i>Amendments in the Arabic text.</i>	527
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.	
<i>Ratification</i>	528
No. 2162. — Exchange of Notes between His Majesty's Governments in the United Kingdom and the Commonwealth of Australia and the Government of India, and the Italian Government, concerning the reciprocal Recognition of Passenger Ships' Certificates and Emigrant Ship Regulations. Rome, January 25, 1929.	
Exchange of Notes respecting the extension to certain British Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories, of the provisions of the above Agreement. Rome August 11-25, 1930	529
Exchange of Notes between His Majesty's Governments in New Zealand and Newfoundland and the Italian Government, respecting the extension to New Zealand and Newfoundland of the provisions of the Agreement of January 25, 1929. Rome, May 10, 1930	535
No. 2179. — Exchange of Notes between the Italian and Persian Governments constituting a Provisional Settlement of the relations between the two Countries. Teheran, June 25, and July 11 and 24, 1928	537
Exchange of Notes renewing the above Arrangement until November 10, 1930. Teheran, May 9, August 9, and November 6, 1929 and May 10, 1930.	538
Exchange of Notes renewing the Arrangement of June 25, 1928, until May 10, 1931. Teheran, November 10, 1930	543
No. 2241. — Exchange of Notes between the Government of the United States of America and the Government of the Hellenic Republic, constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Washington, April 26, 1928, April 2 and 6, 1929, and June 10, 1929.	544

	Pages
N° 8a). — Convention relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris, le 4 mai 1910.	
<i>Adhésions</i>	545
N° 105a). — Convention commerciale entre la Pologne et la Roumanie. Signée à Bucarest, le 1^{er} juillet 1921.	
<i>Dénonciation</i>	545
N° 106a). — Convention entre le Royaume-Uni et l'Italie concernant l'échange des colis postaux. Signée à Rome, le 11 juillet 1896.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le Gouvernement italien relatif à la date à partir de laquelle la convention sus-mentionnée cesse de produire ses effets. Rome, les 3 et 31 octobre 1930	546
ERRATA	549

	Page
No. 8(a). — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic. Signed at Paris May 4, 1910.	
<i>Accessions</i>	545
No. 105 (a). — Commercial Convention between Poland and Roumania. Signed at Bucharest, July 1, 1921.	
<i>Denunciation</i>	545
No. 106 (a). — Convention between the United Kingdom and Italy concerning the Exchange of Parcels by Parcel Post. Signed at Rome, July 11, 1896.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Italian Government respecting the date on which the above-mentioned Convention ceases to have effect. Rome, October 3 and 31, 1930	546
ERRATA	549

N° 2375.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention sur la régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein. Signée à Berne, le 28 mars 1929.

**GERMANY
AND SWITZERLAND**

Convention regarding the Regulation of the Rhine between Strasbourg-Kehl and Istein. Signed at Berne, March 28, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2375. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND DEUTSCHLAND
ÜBER DIE REGULIERUNG DES RHEINS ZWISCHEN STRASSBURG/
KEHL UND ISTEIN. GEZEICHNET IN BERN AM 28. MÄRZ 1929.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 juillet 1930.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place July 5, 1930.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT und DAS DEUTSCHE REICH, von dem Wunsche beseelt, die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein nach Massgabe des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 zur Ausführung zu bringen, sind übereingekommen, hierüber einen Vertrag zu schliessen.

Zu diesem Zwecke haben :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT :

den Director Herrn Dr. HEROLD ;
den Direktor Herrn Ingenieur PAYOT ;
den Direktor Herrn Dr. STRICKLER ;

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHES :

den Gesandten Herrn Dr. SEELIGER ;
den Ministerialdirigenten Herrn Geheimen Regierungsrat KÖNIGS ;
den Ministerialrat Herrn HÖBEL ;
den Ministerialdirektor Herrn Dr.-Ing. Dr. FUCHS ;

zu ihren Bevollmächtigten ernannt.

Diese haben nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart :

Artikel I.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft und das Deutsche Reich kommen überein, die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein nach Massgabe des von der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt am 29. April 1925 genehmigten Entwurfs unverzüglich zu beginnen und ohne Unterbrechung durchzuführen.

Von den Baukosten, die auf 50 Millionen RM. veranschlagt sind, übernehmen die Schweiz 60 % und Deutschland 40 %.

In dem gleichen Verhältnis werden etwaige Mehrkosten bis zur Höhe von 10 % aufgebracht.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne. le 7 juin 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, June 7, 1930.

Sollte nach Erschöpfung dieser Mittel das Ziel der Regulierung wider Erwarten nicht erreicht sein, so werden sich die Vertragsstaaten rechtzeitig über das weitere Vorgehen verständigen.

Beiträge, die von dritter Seite geleistet werden sollten, werden den Vertragsstaaten im Verhältnis von 60 : 40 gutgeschrieben.

Artikel 2.

Über die Höhe der Jahresraten, die auch in dem Verhältnis von 60 : 40 geleistet werden, und über die Zahlungstermine werden sich die Vertragsstaaten jeweils für das folgende Jahr rechtzeitig verständigen.

Artikel 3.

Die Frage der Übernahme der Kosten für die Unterhaltung der regulierten Strecke wird im Sinne der von deutschen, französischen und schweizerischen Delegierten am 10. Mai 1922 in Strassburg abgeschlossenen Vereinbarung und des dazu gehörenden Protokolls vom gleichen Tage geregelt werden. Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie die Unterhaltung der regulierten Strecke auf ihrem Staatsgebiet auf ihre Kosten übernimmt.

Artikel 4.

Beide Regierungen stellen fest, dass die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt in ihrem Beschluss vom 29. April 1925 die Genehmigung des Regulierungsentwurfs unter der Bedingung erteilt hat, dass die Schweiz und Deutschland sich durch ein Abkommen verpflichten, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, damit die Schifffahrt während der Ausführung der Regulierungsarbeiten durch diese keine nennenswerte Behinderung erfährt.

Sie kommen daher überein, diese Verpflichtung zu übernehmen und deren Erfüllung durch entsprechende Anweisung der verantwortlichen Bauleitung sicherzustellen.

Artikel 5.

Beide Regierungen stellen fest, dass die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt in demselben Beschluss die Genehmigung des Regulierungsentwurfs unter der weiteren Bedingung erteilt hat, dass in dem gedachten Abkommen auch die Verpflichtung übernommen werde, alle schädlichen Folgen, die für den bereits regulierten Teil der Wasserstrasse unterhalb Strassburg durch die Ausführung und das Bestehen der Regulierung oberhalb Strassburg entstehen könnten, zu beheben.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie diese Verpflichtung auf ihre Kosten übernimmt.

Artikel 6.

Die Schweizerische und die Deutsche Regierung sind darüber einig, dass im Zusammenhang mit der Regulierung des Rheins von Strassburg/Kehl bis Istein die Ausführung des Grossschiffahrtsweges von Basel bis zum Bodensee zu erstreben ist.

Beide Regierungen kommen überein, dass, sobald die wirtschaftlichen Verhältnisse die Ausführung des Unternehmens möglich erscheinen lassen, der Schweizerische Bundesrat mit der Badischen Regierung einen Vertrag abschliessen wird, durch den insbesondere eine angemessene Kostenbeteiligung der Schweiz, die Fristen der Ausführung des Unternehmens und seine technische und administrative Förderung festgesetzt werden.

Um die Erstellung eines Grossschiffahrtsweges zu fördern, sagt der Schweizerische Bundesrat zu.

1. die Verhandlungen betreffend die Erteilung neuer Konzessionen für Kraftwerke zwischen Basel und dem Bodensee nach den bisherigen Grundsätzen gemeinsam mit der badischen Regierung zu führen und möglichst zu beschleunigen ;
2. die bisher im Interesse der Grossschiffahrt üblich gewordenen Auflagen auch bei Erteilung neuer Konzessionen im Einvernehmen mit der Badischen Regierung zu erlassen ;
3. die Ausführung der Kraftwerke zu erleichtern, insbesondere auch in der Bewilligung der Ausfuhr für schweizerische Kraftanteile, die ausserhalb der Schweiz eine günstigere Verwendung finden können, Entgegenkommen zu zeigen, soweit die Rücksicht auf die nationalen Interessen der Schweiz ein solches Entgegenkommen erlaubt, und sofern hiervon die Erstellung der Kraftwerke abhängen sollte.

Artikel 7.

Dieser Vertrag soll sobald wie möglich ratifiziert werden.

Er tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag in zwei Ausfertigungen unterzeichnet.

Geschehen zu Bern, am 28. März 1929.

(gez.) HEROLD.

(gez.) E. PAYOT.

(gez.) STRICKLER.

(gez.) SEELIGER.

(gez.) KÆNIGS.

(gez.) HÆBEL.

(gez.) FUCHS.

Für getreue Abschrift.

Bern, den 4. Juli 1930.

Der Bundeskanzler :

Kæslin.

¹ TRADUCTION.

N^o 2375. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUISSE SUR LA RÉGULARISATION DU RHIN ENTRE STRASBOURG-KEHL ET ISTEIN. SIGNÉE A BERNE, LE 28 MARS 1929.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE REICH ALLEMAND animés du désir d'exécuter la régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein conformément à la résolution du 29 avril 1925 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, sont convenus de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

- M. HEROLD, directeur du III^e arrondissement des chemins de fer fédéraux ;
- M. PAYOT, ingénieur, directeur de la société suisse d'industrie électrique ;
- M. STRICKLER, directeur de la société suisse pour le transport et la distribution d'électricité ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

- M. le ministre SEELIGER ;
- M. KÖNIGS, directeur ministériel, conseiller intime du gouvernement ;
- M. HÖBEL, conseiller ministériel ;
- M. FUCHS, ingénieur, directeur ministériel.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

La Confédération suisse et le Reich allemand conviennent d'entreprendre sans délai et de

¹ Traduction du Gouvernement de la Confédération suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

² TRANSLATION.

No. 2375. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND SWITZERLAND REGARDING THE REGULATION OF THE RHINE BETWEEN STRASBURG-KEHL AND ISTEIN. SIGNED AT BERNE, MARCH 28, 1929.

THE SWISS CONFEDERATION and THE GERMAN REICH, desirous of carrying out the regulation of the Rhine between Strasbourg-Kehl and Istein in accordance with the resolution of the Central Commission for Rhine Navigation dated April 29, 1925, have agreed to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

- Dr. HEROLD, Director of the Third District of the Federal Railways ;
- M. PAYOT, Engineer, Director of the Swiss Industrial Electricity Company ;
- Dr. STRICKLER, Director of the Swiss Company for the Transport of the Distribution of Electricity ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

- Dr. SEELIGER, Minister ;
- M. KÖNIGS, Ministerial Director and Government Privy Councillor ;
- M. HÖBEL, Ministerial Councillor ;
- Dr. FUCHS, Engineer, Ministerial Director,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The Swiss Confederation and the German Reich agree to begin without delay and carry

¹ Translation of the Government of the Swiss Confederation.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

poursuivre sans interruption la régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein, conformément au projet approuvé par la Commission centrale pour la navigation du Rhin, le 29 avril 1925.

Le coût des travaux, évalués par devis à cinquante millions de reichsmarks, sera supporté à raison de soixante pour cent par la Suisse et de quarante pour cent par l'Allemagne.

Les frais supplémentaires éventuels seront répartis dans la même proportion, jusqu'à concurrence de dix pour cent du devis indiqué.

Si, contre toute attente, les sommes susvisées ne suffisaient pas à permettre la régularisation recherchée, les Parties contractantes prendront de commun accord, en temps voulu, les dispositions appropriées.

Les contributions qui proviendraient d'autres intéressés seront créditées aux Parties contractantes dans la proportion de soixante à quarante.

Article 2.

Les Parties contractantes s'entendront chaque année, en temps utile, en vue de déterminer pour l'année suivante le montant des crédits nécessaires et les échéances de paiement, leurs parts respectives demeurant toujours fixées dans la proportion de soixante à quarante.

Article 3.

La charge de l'entretien des sections régularisées sera déterminée conformément à l'accord conclu à Strasbourg, le 10 mai 1922, entre délégués allemands, français et suisses, et conformément au protocole du même jour annexé à cet accord. Le Gouvernement allemand déclare prendre à sa charge les frais d'entretien de la section située sur son territoire.

Article 4.

Les deux gouvernements constatent que la Commission centrale pour la navigation du Rhin, dans sa résolution du 29 avril 1925, subordonne son approbation du projet de régularisation à la condition que la Suisse et l'Allemagne s'engagent, par un accord, à prendre les dispositions nécessaires pour que la navigation ne subisse pendant l'exécution des travaux de régularisation aucune gêne appréciable du fait de celle-ci.

out without interruption the regulation of the Rhine between Strasbourg-Kehl and Istein, in accordance with the scheme approved by the Central Commission for Rhine Navigation on April 29, 1925.

The cost of the work, estimated at fifty million reichsmarks, shall be borne in the proportion of sixty per cent by Switzerland and forty per cent by Germany.

Any supplementary expenditure not exceeding ten per cent of the estimate shall be allocated in the same proportion.

If, contrary to expectation, the above sums prove insufficient for the proposed regulation, the Contracting States shall in due course jointly take such measures as are suitable.

Contributions from other interested parties shall be allocated to the Contracting Parties in the proportion of sixty to forty.

Article 2.

The Contracting Parties shall in due course each year jointly determine for the coming year the amount of credits necessary and the times at which payment shall be made, their respective shares always remaining fixed in the proportion of sixty to forty.

Article 3.

The cost of upkeep of the sections of river which have been regulated shall be fixed in accordance with the agreement concluded at Strasbourg on May 10, 1922, between German, French and Swiss delegates, and in accordance with the protocol of the same date annexed to the said agreement. The German Government declares that it makes itself responsible for the cost of upkeep of the section situated in its territory.

Article 4.

The Governments note that the Central Commission for Rhine Navigation, in its resolution of April 29, 1925, makes its approval of the scheme of regulation subject to the condition that Switzerland and Germany conclude an agreement to take the necessary measures to prevent any appreciable hindrance to navigation during the work of regulation as a result of that work.

Ils conviennent d'assumer cette obligation et d'en garantir l'observation en donnant les instructions nécessaires à la direction des travaux responsable.

Article 5.

Les deux gouvernements constatent que, dans la même résolution, la Commission centrale pour la navigation du Rhin, en approuvant le projet de régularisation, a posé comme condition que l'accord en question comporte également l'obligation de remédier à toutes les conséquences dommageables qui résulteraient pour la partie de la voie navigable déjà régularisée en aval de Strasbourg de l'exécution et de la réalisation des travaux de régularisation en amont de Strasbourg.

Le Gouvernement allemand déclare qu'il prend à sa charge cette obligation.

Article 6.

Les Gouvernements suisse et allemand sont d'accord que l'établissement d'une voie de grande navigation de Bâle au lac de Constance doit être recherchée en liaison avec la régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein.

Les deux gouvernements conviennent qu'au plus tôt que les conditions économiques permettront l'exécution de l'entreprise, le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement badois concluront une convention qui fixera notamment une participation équitable de la Suisse aux frais, les délais d'exécution et l'aide technique et administrative dont bénéficiera cette œuvre.

En vue de favoriser l'établissement d'une voie de grande navigation, le Conseil fédéral suisse consent :

1° A mener, conjointement avec le gouvernement badois et sur la base des principes adoptés jusqu'à présent, les pourparlers concernant l'octroi de nouvelles concessions de forces motrices entre Bâle et le lac de Constance, et à les accélérer dans la mesure du possible ;

2° A imposer, d'accord avec le Gouvernement badois, également dans les concessions futures, les conditions généralement adoptées dans l'intérêt de la grande navigation ;

They agree to assume this obligation and to ensure that it shall be observed by giving the necessary instructions to the contractors responsible.

Article 5.

The two Governments note that in the same resolution the Central Commission for Rhine Navigation, while approving the scheme of regulation, has stipulated that the agreement in question shall also include an obligation to remedy any prejudicial consequences which the carrying out and completion of the regulation work above Strasbourg may involve for the part of the navigable waterway already regulated below Strasbourg.

The German Government declares that it assumes this obligation.

Article 6.

The Swiss and German Governments agree that endeavours shall be made to establish a main waterway from Basle to Lake Constance in connection with the regulation of the Rhine between Strasbourg-Kehl and Istein.

The two Governments agree that, as soon as financial conditions enable this work to be carried out, the Swiss Federal Council and the Government of Baden shall conclude a convention which will *inter alia* make provision for the equitable participation by Switzerland in the expenditure for this purpose, stipulate the time-limits for carrying out the work and arrange for the technical and administrative assistance to be given.

With a view to promoting the establishment of a main waterway, the Swiss Federal Council agrees :

(1) To carry on jointly with the Baden Government and on the basis of the principles hitherto adopted, negotiations concerning the granting of new motive power concessions between Basle and Lake Constance and to accelerate such negotiations as far as possible ;

(2) In future concessions also, to impose, in agreement with the Baden Government, the conditions previously adopted in the interests of important navigation ;

3° A faciliter la construction d'usines hydro-électriques et — en tant que les intérêts nationaux de la Suisse le permettront et si la construction des usines en dépend — à autoriser dans la mesure du possible l'exportation de quotes-parts suisses d'énergie électrique qui, hors de Suisse, seraient susceptibles d'une meilleure utilisation.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé cette convention en deux expéditions.

Fait à Berne, le 28 mars 1929.

(*Signé*) HEROLD.
 (*Signé*) E. PAYOT.
 (*Signé*) STRICKLER.
 (*Signé*) SEELIGER.
 (*Signé*) KÆNIGS.
 (*Signé*) HÆBEL.
 (*Signé*) FUCHS.

Pour copie conforme :
 Berne, le 4 juillet 1930.

Le Chancelier de la Confédération :
 Kæslin.

(3) To promote the construction of hydro-electric works and, in so far as Swiss national interests allow and if the construction of power works depends thereon, to authorise as far as possible the export of quotas of Swiss electrical power which could be put to better use outside Switzerland.

Article 7.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

It shall come into force as soon as the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two parties have signed this Convention in duplicate.

Done at Berne on March 28, 1929.

(*Signed*) HEROLD.
 (*Signed*) E. PAYOT.
 (*Signed*) STRICKLER.
 (*Signed*) SEELIGER.
 (*Signed*) KÆNIGS.
 (*Signed*) HÆBEL.
 (*Signed*) FUCHS.

N° 2376.

ALLEMAGNE, FRANCE
ET SUISSE

Protocole réglant les modalités de la collaboration technique et administrative de l'Allemagne, de la France et de la Suisse, pour l'exécution des travaux de régularisation du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Istein. Signé à Genève, le 18 décembre 1929.

GERMANY, FRANCE
AND SWITZERLAND

Protocol determining the Methods of Technical and Administrative Co-operation between Germany, France and Switzerland in the Work for the Regulation of the Rhine between Strasburg-Kehl and Istein. Signed at Geneva, December 18, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2376. — PROTOCOLE RÉGLANT LES MODALITÉS DE LA COLLABORATION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE DE L'ALLEMAGNE, DE LA FRANCE ET DE LA SUISSE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉGULARISATION DU RHIN ENTRE STRASBOURG-KEHL ET ISTEIN. SIGNÉ A GENEVE, LE 18 DÉCEMBRE 1929.

N^o 2376. — PROTOKOLL¹ UBER DIE VERHANDLUNGEN, WELCHE DIE REGELUNG DER ART UND WEISE DER TECHNISCHEN UND BEHOERDLICHEN ZUSAMMENARBEIT DEUTSCHLANDS, FRANKREICHS UND DER SCHWEIZ BEI DER AUSFÜHRUNG DER ARBEITEN DER REGULIERUNG DES RHEINS ZWISCHEN STRASSBURG-KEHL UND ISTEIN ZUM GEGENSTAND HABEN. UNTERZEICHNET IN GENÈVE AM 18. DEZEMBER 1929.

Textes officiels français et allemand communiqués par le Conseil fédéral suisse et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 5 juillet 1930.

German and French official texts communicated by the Swiss Federal Council and the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Protocol took place July 5, 1930.

Les représentants des Gouvernements allemand, français et suisse, savoir :

POUR L'ALLEMAGNE :

M. SEELIGER, M. HOEBEL, M. FUCHS,
M. SPIESS ;

POUR LA FRANCE :

M. Albert MATHIEU, M. Silvain DREYFUS,
M. F. HERRENSCHMIDT ;

POUR LA SUISSE :

M. HEROLD, M. PAYOT, M. STRICKLER ;

Die Vertreter der Deutschen, Französischen und Schweizerischen Regierung, nämlich :

FÜR DEUTSCHLAND :

Die Herren SEELIGER, HOEBEL, FUCHS,
SPIESS ;

FÜR FRANKREICH :

Die Herren Albert MATHIEU, Silvain DREYFUS
F. HERRENSCHMIDT ;

FÜR DIE SCHWEIZ :

Die Herren HEROLD, PAYOT, STRICKLER ;

¹ Entré en vigueur le 19 mai 1930.

¹ Came into force May 19, 1930.

Se sont réunis du 4 au 18 novembre 1929 à Strasbourg et du 15 au 18 décembre 1929 à Genève en vue d'élaborer l'arrangement prévu par la résolution de la Commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925 (chapitre premier, 3^o) et destiné à régler les modalités de la collaboration technique et administrative de leurs pays pour l'exécution des travaux de régularisation du Rhin entre Strasbourg et Istein.

Lesdits représentants sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes et sont convenus de recommander à leurs gouvernements respectifs de les adopter le plus tôt possible et de se notifier réciproquement leur approbation :

Article premier.

L'Allemagne et la Suisse exécuteront la régularisation du Rhin de Strasbourg-Kehl à Istein, conformément au projet approuvé par la Commission centrale pour la navigation du Rhin (résolution du 29 avril 1925). La France prêtera à cette entreprise son concours technique et administratif.

Article 2.

1. Les travaux seront exécutés d'après un programme conforme aux dispositions du chapitre premier, chiffre I, de la résolution mentionnée à l'article premier. Ils seront entrepris sur deux points à la fois : 1^o Aux environs de Strasbourg-Kehl, à partir du km. bad. 125,5 km. fr. 127,4, et 2^o aux environs de Hartheim, à partir du km. bad. 45,5 km. fr. 47,5. A partir de Strasbourg, les travaux seront exécutés progressivement vers l'amont ; à partir de Hartheim ils seront poussés à la fois vers l'amont jusqu'au seuil d'Istein et vers l'aval jusqu'à leur jonction aux travaux entrepris sur la section de Strasbourg.

2. Dans chacune des trois sections d'aménagement, les tronçons à mettre en chantier pourront atteindre une longueur de 12 km. par an. Si toutefois, dans certaines parties de ces tronçons, la configuration du lit du fleuve se révélait momentanément défavorable à l'exécution des travaux, l'aménagement de ces parties pourra être renvoyé aux années suivantes.

waren in der Zeit vom 4. bis 18. November 1929 in Strassburg und vom 15. bis 18. Dezember 1929 in Genf versammelt, um den Wortlaut der Abmachungen auszuarbeiten, die durch den Beschluss der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 (Abschnitt I, 3) vorgesehen sind, und welche die Art und Weise der technischen und behördlichen Zusammenarbeit ihrer Länder bei der Ausführung der Arbeiten für die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein regeln sollen.

Die genannten Vertreter haben sich über die nachstehenden Bestimmungen geeinigt und sind übereingekommen, ihren Regierungen zu empfehlen, diese Bestimmungen möglichst bald anzunehmen und die Annahme sich durch gegenseitigen Notenwechsel bekanntzugeben :

Artikel 1.

Deutschland und die Schweiz werden die Regulierung des Rheins von Strassburg/Kehl bis Istein nach Massgabe des von der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt (Beschluss vom 29. April 1925) genehmigten Entwurfs ausführen. Frankreich wird diesem Unternehmen seinen technischen und behördlichen Beistand leihen.

Artikel 2.

1. Die Arbeiten werden nach einem Bauprogramm durchgeführt, das dem Abschnitt I, Ziffer 1, des in Artikel 1 erwähnten Beschlusses entspricht. Sie werden an zwei Punkten gleichzeitig begonnen : 1. bei Strassburg/Kehl, bad.-km 125,5/fr.-km 127,4, und 2. bei Hartheim bad.-km 45,5/frz.-km 47,5. Die Arbeiten werden von Strassburg aus stromaufwärts, von Hartheim aus gleichzeitig stromaufwärts bis zu der Isteiner Schwelle, und stromabwärts bis zum Anschluss an die von Strassburg ausgehenden Arbeiten fortgesetzt.

2. Die jährlich in Angriff zu nehmenden Baustrecken können in jedem der drei Bauabschnitte bis zu je 12 km Länge ausgedehnt werden. Indessen können Teile dieser Strecken, in denen die augenblickliche Gestalt der Sohle für die Ausführung ungünstig ist, für die folgenden Jahre zur Verbauung zurückgestellt werden.

3. Si les expériences faites au cours des travaux exigent que le projet d'exécution subisse des modifications ou additions d'une certaine importance, il appartiendra à la commission des travaux instituée par l'article 7 de statuer, sous réserve d'approbation par la Commission centrale pour la navigation du Rhin.

4. Il est bien entendu que les travaux seront exécutés selon les règles de la plus stricte économie et que, chaque année, ils seront avancés autant que possible.

Article 3.

Les travaux de régularisation comprennent :

a) L'aménagement du lit d'étiage entre Strasbourg-Kehl et la barre rocheuse d'Istein ;

b) Le déplacement de l'embouchure des affluents, si les travaux de régularisation l'exigent, ainsi que toutes autres modifications ou défenses de berges ;

c) L'adaptation éventuelle des ponts fixes, en dehors des cas où cette adaptation serait nécessitée principalement par le développement du trafic et non par les modifications du chenal résultant de la régularisation.

Article 4.

1. Dans la disposition des ouvrages de régularisation, on tiendra compte, autant que possible, des ouvrages existants. Le chenal navigable sera raccordé au canal de fuite de l'usine de Kembs et à l'entrée projetée du port de Strasbourg. On prendra toutes mesures nécessaires pour maintenir le fonctionnement des canaux d'alimentation et de décharge existants.

2. On s'attachera, en outre, dans l'intérêt de la navigation, à réaliser une entente en vue de permettre ultérieurement un raccordement, aussi facile que possible, des canaux de fuite provisoires du grand canal d'Alsace avec le chenal navigable.

3. L'adaptation des ports, débarcadères et bacs, que les travaux de régularisation pour-

3. Sollten im Laufe der Arbeiten nach Massgabe der beim Bau gemachten Erfahrungen erhebliche Änderungen oder Ergänzungen am Bauprojekt notwendig werden, so hat die durch Artikel 7 eingesetzte Baukommission, vorbehaltlich der Zustimmung der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt, hierüber zu beschliessen.

4. Es herrscht Einverständnis darüber, dass bei der Ausführung der Arbeiten streng nach wirtschaftlichen Grundsätzen vorgegangen werde und der jährliche Baufortschritt möglichst gross sein soll.

Artikel 3.

Die zur Regulierung gehörenden Arbeiten umfassen :

a) die Herstellung des Niederwasserbettes von Strassburg/Kehl bis zur Isteiner Felsenschwelle,

b) die infolge der Regulierung etwa notwendig werdende Verlegung der Mündungen von Seitengewässern und die sonstigen Veränderungen oder Sicherungen der Ufer,

c) gegebenenfalls die Anpassung der festen Brücken, ausser wenn diese Anpassung hauptsächlich durch die Entwicklung des Verkehrs, nicht aber durch die sich aus der Regulierung ergebenden Veränderungen der Fahrwasserrinne notwendig wird.

Artikel 4.

1. Bei der Anordnung der Regulierungswerke wird auf die bestehenden Anlagen tunlichst Rücksicht genommen werden. Die Fahrwasserrinne wird mit dem Auslaufkanal des Kembser Werkes und der vorgesehenen Mündung des Strassburger Hafens verbunden. Es werden alle notwendigen Massnahmen getroffen, um die Zu- und Ableitungskanäle wirksam zu erhalten.

2. Ausserdem wird im Interesse der Schifffahrt eine Vereinbarung darüber angestrebt, dass die vorläufigen Auslaufkanäle des elsässischen Seitenkanals später so gut wie möglich an die Fahrwasserrinne angeschlossen werden.

3. Die Anpassung von Häfen, Landungsanlagen und Fähren, die im Zusammenhange

raient rendre nécessaire, incombera aux Etats riverains ; l'adaptation des ponts de bateaux incombera aux propriétaires de ces ponts.

Article 5.

1. L'exécution des travaux de régularisation sera confiée à la Badische Wasser-und Strassenbaudirektion, à Karlsruhe, appelée Direction des travaux.

2. La direction des travaux engage le personnel, se procure les installations de chantier et achète les matériaux de construction. Elle assume le service de comptabilité et établit les règlements de comptes.

Article 6.

En exécution de l'engagement pris par l'Allemagne et la Suisse au chapitre premier, chiffre 2 a, de la résolution de la Commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925, la direction des travaux sera chargée de prendre les dispositions nécessaires pour que la navigation ne subisse aucune gêne appréciable pendant l'exécution des travaux de régularisation.

Article 7.

1. L'expédition des affaires de nature technique et administrative relatives à l'exécution des travaux de régularisation incombe à une commission des travaux. Celle-ci est composée de six membres, chaque Etat contractant en désignant deux. Elle se réunit au moins une fois par année. Chaque Etat contractant prend à sa charge les frais de sa délégation.

2. Il appartient à la commission des travaux d'approuver les programmes d'exécution que lui soumet la direction des travaux pour l'ensemble et les différentes étapes de la régularisation, de surveiller l'exécution des travaux, de statuer dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 2, de présenter aux gouvernements intéressés des rapports périodiques sur la marche des travaux, ainsi que sur l'observation des délais, et de procéder au récolement des tronçons aménagés.

3. Les décisions de la commission des travaux sont prises à l'unanimité. La commission fixera elle-même le détail de son organisation dans un

mit der Regulierung notwendig werden könnte, bleibt Aufgabe der Uferstaaten, die Anpassung der Schiffbrücken Aufgabe der Eigentümer.

Artikel 5.

1. Die Ausführung der Regulierungsarbeiten wird der Badischen Wasser und Strassenbaudirektion in Karlsruhe (Bauleitung) übertragen.

2. Die Bauleitung stellt das Personal ein, schafft die Einrichtungen für den Baubetrieb an und kauft die Baustoffe. Sie besorgt das Rechnungswesen und stellt die Abrechnung auf.

Artikel 6.

In Erfüllung der gemäss Abschnitt I, Ziffer 2 a, des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 von Deutschland und der Schweiz übernommenen Verpflichtung wird der Bauleitung die Aufgabe übertragen, dafür zu sorgen, dass die Schiffahrt während der Ausführung der Regulierungsarbeiten nicht nennenswert behindert wird.

Artikel 7.

1. Die Geschäfte technischer und administrativer Art, die sich auf die Ausführung der Regulierung beziehen, werden durch eine Baukommission wahrgenommen. Diese besteht aus sechs Mitgliedern, von denen jeder Staat zwei ernannt. Sie tritt mindestens einmal jährlich zusammen. Jeder Staat übernimmt die Kosten für seine Vertretung.

2. Die Baukommission hat die Aufgabe, die von der Bauleitung für die Arbeit im ganzen und deren einzelnen Teile vorzulegenden Bauprogramme zu genehmigen, die Ausführung der Arbeiten zu überwachen, in den im dritten Absatz des Artikels 2 vorgesehenen Fällen zu entscheiden, den Regierungen periodisch über den Gang der Arbeiten sowie über die Einhaltung der Termine Bericht zu erstatten und die fertigen Baustrecken abzunehmen.

3. Die Beschlüsse der Baukommission werden mit Einstimmigkeit gefasst. Ihre Tätigkeit wird im einzelnen durch eine Geschäftsordnung

règlement qu'elle soumettra à l'approbation des Etats contractants.

4. Si l'unanimité ne peut être obtenue, le président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par la commission de désigner un ingénieur qui statuera définitivement sur les points au sujet desquels l'accord n'aura pas été réalisé. Cette désignation devra autant que possible porter successivement sur des ressortissants d'Etats différents, à l'exclusion toutefois des ressortissants des Etats contractants.

5. La mission de la commission des travaux prendra fin lorsque la totalité des ouvrages aura été prise en charge pour l'entretien par les Etats riverains comme il est prévu à l'article 9 ci-après.

Article 8.

1. L'expédition des affaires financières relatives à l'exécution des travaux de régularisation est confiée à un comité des finances. Celui-ci est composé de quatre membres, dont deux sont désignés par l'Allemagne et deux par la Suisse. Il se réunit au moins une fois par année. Chacun des deux Etats prend à sa charge les frais de sa délégation.

2. Sur demande, le comité des finances met les fonds nécessaires à la disposition de la direction des travaux, en surveille l'emploi et donne les directives pour le service de comptabilité. Il présente aux deux gouvernements des rapports périodiques sur la situation financière et le respect des prévisions du devis.

3. Les décisions du comité des finances sont prises à l'unanimité. Le comité fixera lui-même le détail de son organisation dans un règlement qu'il soumettra à l'approbation des deux gouvernements.

Article 9.

1. Dès qu'un tronçon sera aménagé sur une longueur d'au moins 5 kilomètres, la commission des travaux procédera au récolement des travaux sur ce tronçon.

2. Après un délai de trois années, et si pendant ce délai les ouvrages ont fait preuve d'une solidité satisfaisante, l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent en prendra possession

geregelt, die sie selbst aufstellt und den beteiligten Regierungen zur Genehmigung unterbreitet.

4. Wenn die Einstimmigkeit nicht erreicht werden kann, wird der Präsident des Ständigen Internationalen Gerichtshofes von der Baukommission gebeten werden, einen Ingenieur zu bestimmen, der endgültig über die Punkte entscheiden wird, über die eine Ubereinstimmung nicht erzielt werden konnte; soweit als möglich sollen Angehörige verschiedener Staaten mit Ausnahme der Angehörigen der beteiligten Staaten abwechselnd bestimmt werden.

5. Die Aufgabe der Baukommission wird beendet sein, wenn alle Regulierungswerke in die Unterhaltung der Uferstaaten übernommen sind, wie es in nachstehendem Artikel 9 vorgesehen ist.

Artikel 8.

1. Die Geschäfte finanzieller Art, die sich auf die Ausführung der Regulierung beziehen, werden durch einen Finanzausschuss wahrgenommen. Dieser besteht aus vier Mitgliedern, von denen Deutschland und die Schweiz je zwei ernennen. Er tritt mindestens einmal jährlich zusammen. Jeder der beiden Staaten übernimmt die Kosten für seine Vertretung.

2. Der Finanzausschuss stellt der Bauleitung auf Anforderung die notwendigen Mittel zur Verfügung, überwacht deren Verwendung und gibt Richtlinien für das Rechnungswesen. Er erstattet den beiden Regierungen periodisch Bericht über den Stand der Baumittel und die Einhaltung des Voranschlages.

3. Die Beschlüsse des Finanzausschusses werden mit Einstimmigkeit gefasst. Seine Tätigkeit wird im einzelnen durch eine Geschäftsordnung geregelt, die er selbst aufstellt und den beiden Regierungen zur Genehmigung unterbreitet.

Artikel 9.

1. Sobald eine Strecke auf eine Länge von mindestens 5 km fertiggestellt ist, wird die Baukommission die Arbeiten auf dieser Strecke abnehmen.

2. Nach einer Frist von drei Jahren wird, sofern die Bauwerke genügend Widerstandsfähigkeit gezeigt haben, jeder Uferstaat die auf seinem Hoheitsgebiet gelegenen Werke

et commencera, en même temps, à en assumer l'entretien.

3. Les autorités compétentes des deux Etats riverains conféreront chaque année au sujet des mesures nécessaires pour l'entretien des ouvrages.

4. La France recevra de l'Allemagne et de la Suisse, à titre de fonds de concours pour cet entretien, une contribution égale à l'excédent des dépenses réelles de travaux par rapport à un contingent normal annuel fixé à 10,000 francs français par kilomètre de section régularisée et remise à l'entretien. Ce contingent est calculé sur la base de l'index du coût de la vie en France pour 1929, et variera comme cet index.

5. Il est entendu toutefois que si, pendant une ou plusieurs années, les dépenses effectuées par la France se trouvent inférieures audit contingent normal, la France, avant de faire appel, les années suivantes, pour cet entretien, au concours financier de l'Allemagne et de la Suisse, prendra à sa charge le supplément de dépenses d'entretien qui serait nécessaire, en sus du contingent normal, jusqu'à concurrence, pour chaque année, d'un dixième au moins de ce contingent, aussi longtemps que les économies qu'elle aurait réalisées n'aurent pas été entièrement absorbées.

6. Lorsque la France aura pris possession, conformément à l'alinéa 2 du présent article, de la totalité des ouvrages compris dans les travaux de régularisation et situés sur son territoire, elle prendra intégralement à sa charge l'entretien de ces ouvrages.

Article 10.

1. En vue d'assurer l'exécution du chapitre premier, chiffre 2 b), de la résolution de la Commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925 et de déterminer, le cas échéant, les conséquences dommageables qui résulteraient pour la partie de la voie navigable déjà régularisée en aval de Strasbourg de l'exécution et de la réalisation des travaux de régularisation en amont de Strasbourg, on relèvera, au début des travaux et dans la mesure nécessaire, l'état du lit du fleuve en aval de Strasbourg, en faisant des levés de profils en travers espacés

übernehmen und gleichzeitig mit ihrer Unterhaltung beginnen.

3. Die zuständigen Behörden der beiden Uferstaaten werden jedes Jahr über die für die Unterhaltung der Bauten notwendigen Massnahmen verhandeln.

4. Frankreich erhält von Deutschland und der Schweiz als Beitrag für diese Unterhaltung einen Zuschuss insoweit, als der wirkliche Unterhaltungsaufwand die jährlichen normalen Ausgaben übersteigt, die auf 10,000 französische Franken für den Kilometer der ausgebauten und in Unterhaltung genommenen Strecken festgesetzt sind. Dieser Betrag ist auf der Grundlage des Index für die Lebenshaltung in Frankreich im Jahre 1929 berechnet und wird entsprechend diesem Index geändert werden.

5. Es herrscht indessen Einverständnis darüber, dass, wenn während eines oder mehrerer Jahre die von Frankreich geleisteten Ausgaben unter dem genannten Normalbetrag bleiben, Frankreich, bevor es in den folgenden Jahren Deutschland und die Schweiz für diese Unterhaltung finanziell in Anspruch nimmt, die den Normalbetrag übersteigenden, für die Unterhaltung notwendigen Kosten bis zu der jährlichen Höhe von mindestens einem Zehntel des Normalbetrages zu seinen Lasten übernimmt, und zwar solange, als die etwa entstandenen Ersparnisse nicht vollständig aufgebraucht sein werden.

6. Sobald Frankreich gemäss Absatz 2 dieses Artikels sämtliche auf seinem Hoheitsgebiet gelegenen Regulierungswerke übernommen haben wird, geht die Unterhaltung dieser Werke ausschliesslich zu seinen Lasten.

Artikel 10.

1. Um die Ausführung des Abschnittes I, Ziffer 2 b), des Beschlusses der Zentralkommission für die Rhenschiffahrt vom 29. April 1925 sicherzustellen, und gegebenenfalls die schädlichen Folgen bestimmen zu können, welche für die bereits regulierte Strecke unterhalb Strassburg durch die Ausführung und das Bestehen der Regulierungsarbeiten oberhalb Strassburg entstehen könnten, wird der Zustand des Flussbettes unterhalb Strassburg bei Beginn der Arbeiten in dem erforderlichen Umfang dadurch festgestellt, dass Querschnitte im

d'environ 100 mètres et des levés de profils en long de chaque rive, ainsi que des différents niveaux du fleuve ; on relèvera, en outre, l'état des ouvrages de régularisation. Ces levés seront exécutés aux frais de l'entreprise et sous la surveillance de la commission des travaux. Le résultat en sera consigné dans un rapport, avec plans à l'appui, et soumis à l'approbation des gouvernements des Etats contractants.

2. Ces levés seront renouvelés lorsque l'une des trois délégations à la commission des travaux le jugera nécessaire.

3. Il appartiendra à la commission des travaux de constater les conséquences dommageables visées à l'alinéa 1 ci-dessus et de déterminer les mesures à prendre pour y remédier.

4. Après l'achèvement de la mission confiée à la commission des travaux, l'exécution des levés, la constatation des dommages et la détermination des mesures à prendre pour y remédier incomberont aux administrations des Etats riverains du fleuve entre Strasbourg et Sondernheim. Chacune de ces administrations recevra de l'autre communication du programme des mesures dont l'exécution pourrait avoir une influence directe sur les parties du fleuve ou de ses rives situées dans le territoire de son pays, afin qu'elles soient exécutées de la manière la plus convenable pour les deux pays. Lesdites administrations s'entendront sur les questions qui pourraient s'élever à l'occasion des travaux susvisés.

5. Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'application de l'alinéa précédent seront portées devant la commission centrale pour la navigation du Rhin agissant (dans les conditions prévues par les traités et conventions en vigueur.

Article II.

Les gouvernements allemand, français et suisse détermineront d'un commun accord une procédure spéciale pour la fixation, le cas échéant, du montant des dommages, autres que ceux qui sont visés à l'article 10 ci-dessus, qui viendraient à être causés par l'exécution des travaux de régularisation et pour lesquels les Etats qui exécutent ces travaux devraient indemnité.

Abstand von je etwa 100 m in Verbindung mit Längsschnitten an jedem Ufer und verschiedene Wasserspiegellinien aufgenommen werden. Ausserdem wird der Zustand der Regulierungsbauwerke aufgenommen werden. Diese Aufnahmen erfolgen auf Kosten des Unternehmens und unter Aufsicht der Baukommission. Das Ergebnis wird in einer Beschreibung mit den zugehörigen Plänen zusammengefasst und den Regierungen der beteiligten Staaten zur Anerkennung vorgelegt.

2. Die Aufnahmen werden erneuert, sobald eine der drei die Baukommission bildenden Delegationen es für notwendig erachtet.

3. Die Baukommission hat die nach Abs. 1 dieses Artikels in Betracht kommenden Schäden festzustellen und die Massnahmen für deren Ausbesserung zu bestimmen.

4. Nach Beendigung der Aufgabe der Baukommission wird die Ausführung der Aufnahmen die Feststellung der Schäden und die Bestimmung der Wiederherstellungsmassnahmen an die Verwaltungen der Uferstaaten der Stromstrecke zwischen Strassburg und Sondernheim übergehen. Jede dieser Verwaltungen wird von der anderen über das Programm der Massnahmen, deren Ausführung einen unmittelbaren Einfluss auf die auf ihrem Hoheitsgebiet gelegenen Strom- und Uferstrecken haben könnte, Mitteilung erhalten, damit sie auf die für beide Länder zuträglichste Art ausgeführt werden. Die genannten Verwaltungen werden sich über die bei der Durchführung der oben erwähnten Arbeiten sich ergebenden Fragen verständigen.

5. Die Meinungsverschiedenheiten, die sich aus der Anwendung des vorhergehenden Absatzes ergeben könnten, werden der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt im Rahmen der geltenden Verträge und Übereinkommen unterbreitet.

Artikel II.

Die deutsche, französische und schweizerische Regierung werden durch eine Vereinbarung ein besonderes Verfahren bestimmen für die Feststellung der Höhe etwaiger anderer als der in Artikel 10 genannten Schäden, die durch die Ausführung der Regulierungsarbeiten verursacht und zu deren Ersatz die diese Arbeiten ausführenden Staaten verpflichtet sind.

Article 12.

En exécution du chapitre premier, chiffre 3, de la résolution de la commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925, les États riverains s'engagent à faciliter de leur mieux l'exécution des travaux de régularisation en concédant les avantages suivants :

a) La Direction des travaux est assurée du concours des autorités administratives dans ses rapports avec ces autorités et notamment en cas de procédure requise par les lois ou ordonnances du pays ;

b) L'entreprise pourra occuper gratuitement les terrains du domaine public nécessaires à l'entreposage des matériaux, à l'aménagement des chantiers et à l'établissement des baraques provisoires dans la mesure compatible avec l'usage auquel ces terrains sont destinés ; les projets d'installation sur ces terrains devront être soumis à l'approbation des administrations intéressées ; les lieux devront être remis en état au fur et à mesure de l'achèvement des travaux ;

c) L'entreprise pourra extraire les matériaux nécessaires dans les dépendances du domaine public moyennant les autorisations qui seront délivrées par les administrations intéressées dans les mêmes conditions qu'aux entrepreneurs de travaux publics et moyennant notamment les redevances habituelles ;

d) Le matériel et l'outillage des administrations seront mis à la disposition de l'entreprise dans la mesure compatible avec l'exploitation normale du service, moyennant le paiement des dépenses réelles majorées des dépenses d'entretien et d'amortissement ;

e) Les facilités dont disposent les administrations en vertu de la législation et de la réglementation en vigueur pour l'approvisionnement en bois de fascinage et l'extraction de pierres et autres matériaux seront accordées à l'entreprise ;

f) Le personnel employé aux travaux pourra circuler librement sur le Rhin et sur les rives jusqu'à une distance de 50 mètres en arrière de la crête de la digue de correction sous réserve des mesures de police nécessaires.

Artikel 12.

In Ausführung von Abschnitt I, Ziffer 3, des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 verpflichten sich die Uferstaaten, die Ausführung der Regulierungsarbeiten durch folgende Vergünstigungen nach besten Kräften zu erleichtern :

a) Unterstützung der Bauleitung bei ihrem Verkehr mit den Verwaltungsbehörden, insbesondere bei Durchführung etwaiger Verfahren, die nach den Landesgesetzen und -verordnungen erforderlich werden ;

b) unentgeltliche Benützung von öffentlichem Gelände zur Lagerung von Baustoffen zur Errichtung von Werkplätzen und zur vorübergehenden Aufstellung von Baracken, in einer mit der sonstigen Benützungsort in Einklang stehenden Weise. Die Entwürfe für die Baueinrichtungen auf diesem Gelände bedürfen der Zustimmung der beteiligten Verwaltungen. Die Plätze müssen je nach der Fertigstellung der Arbeiten wieder instand gesetzt werden ;

c) das Unternehmen kann die notwendigen Baustoffe aus dem öffentlichen Gelände auf Grund besonderer Genehmigungen entnehmen, die von den beteiligten Verwaltungen unter den gleichen Bedingungen erteilt werden wie den Unternehmern öffentlicher Arbeiten und insbesondere zu den üblichen Gebühren ;

d) die Geräte und Betriebseinrichtungen der Verwaltung werden dem Unternehmen zur Verfügung gestellt, soweit es der normale Dienstbetrieb zulässt, gegen Erstattung der entstehenden tatsächlichen Ausgaben, zuzüglich der Kosten für Unterhaltung und Abschreibung ;

e) die Erleichterungen, welche die Verwaltungen auf Grund der in Kraft befindlichen gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen für die Entnahme von Faschinenholz, Steinen und anderen Baustoffen genießen, werden dem Unternehmen zugebilligt ;

f) das bei den Arbeiten verwendete Personal kann auf dem Rhein und den Ufern bis auf eine Entfernung von 50 m hinter der Kante des Korrektionsufers vorbehaltlich der notwendigen polizeilichen Massnahmen frei verkehren.

Article 13.

1. En vue du recrutement du personnel nécessaire à l'exécution des travaux, la direction des travaux engagera des ressortissants de chacun des trois États contractants d'après les offres qu'elle recevra de personnes qualifiées (employés et ouvriers).

2. La direction des travaux devra recruter ce personnel en donnant la priorité, dans une mesure équitable, aux ressortissants de l'État sur le territoire duquel ce personnel sera employé et en s'adressant aux offices publics de placement.

3. Les conditions du travail du personnel seront conformes aux lois et règlements qui, dans la région des travaux, seront applicables aux marchés de travaux publics exécutés pour le compte de l'État.

Article 14.

Sous réserve des dispositions de l'article 9, les États riverains continueront, pendant la durée des travaux, à entretenir à leurs frais les rives et le lit du fleuve dans la mesure où cet entretien ne serait pas rendu nécessaire par l'exécution ou la réalisation de la régularisation.

Article 15.

1. Si un litige vient à s'élever entre les trois États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord, il sera soumis, au cas où il n'aurait pas été réglé dans un délai raisonnable par la voie diplomatique à la chambre de la Cour permanente de Justice internationale appelée, aux termes de l'article 29 du statut de la Cour, à statuer en procédure sommaire. Toutefois, à la requête de l'une des parties, le litige sera soumis à la Cour de Justice siégeant en séance plénière.

2. Les parties pourront également convenir de soumettre le litige à un tribunal arbitral constitué conformément à l'article 45 de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Artikel 13.

1. Bei der Einstellung des für die Bauarbeiten notwendigen Personals wird die Bauleitung nach Massgabe des Angebots geeigneter Arbeitskräfte (Angestellte und Arbeiter) Angehörige der drei beteiligten Staaten annehmen.

2. Die Bauleitung wird bei der Einstellung dieses Personals den Angehörigen des Staates, auf dessen Hoheitsgebiet das Personal beschäftigt werden soll, in angemessenem Umfange den Vorzug geben und zu diesem Zweck sich an die öffentlichen Arbeitsämter wenden.

3. Die Arbeitsbedingungen sollen den geltenden gesetzlichen und sonstigen Bestimmungen entsprechen, die auf den betreffenden Arbeitsstellen bei Ausführung öffentlicher Arbeiten auf Rechnung des Staates Anwendung finden.

Artikel 14.

Unter dem Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 9 werden die Uferstaaten während der Ausführung der Bauarbeiten auf ihre Kosten die Ufer und das Flussbett weiterhin unterhalten, soweit diese Unterhaltung nicht durch die Ausführung oder das Bestehen der Regulierung notwendig sein wird.

Artikel 15.

1. Sofern zwischen den drei beteiligten Staaten über die Auslegung oder Anwendung dieser Vereinbarung ein Streitfall entsteht, wird dieser, falls er nicht innerhalb einer angemessenen Frist auf diplomatischem Wege erledigt worden ist, der Kammer des Internationalen Gerichtshofs unterbreitet, die nach Artikel 29 des Statuts dieses Gerichtshofs zur Entscheidung im summarischen Verfahren zuständig ist. Auf Verlangen einer der Parteien ist jedoch der Streitfall dem in Vollversammlung tagenden Ständigen Internationalen Gerichtshof zu unterbreiten.

2. Die Parteien können ferner vereinbaren, den Streitfall einem nach Massgabe von Artikel 45 des Haager Abkommens¹ vom 18. Oktober 1907 zur friedlichen Erledigung internationaler

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 16.

1. Les présentes dispositions entreront en vigueur dès qu'elles auront été approuvées par les trois gouvernements intéressés ;

2. Chaque gouvernement notifiera son approbation aux deux autres. Le gouvernement allemand constatera que toutes ces notifications ont été faites et il en fera part aux deux autres gouvernements en indiquant la date de l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

Fait en trois exemplaires, chacun en allemand et en français.

GENÈVE, le 18 décembre 1929.

SEELIGER. S. DREYFUS. HEROLD.
HOEBEL.
SPIESS.

Pour copie conforme :
Berne, le 4 juillet 1930.

Le Chancelier de la Confédération :
Kæslin.

Streitfälle zu bildenden Schiedsgericht zu unterbreiten.

Artikel 16.

1. Diese Bestimmungen treten in Kraft, sobald sie von den drei beteiligten Regierungen genehmigt sein werden.

2. Jede Regierung wird den beiden anderen von ihrer Genehmigung Kenntnis geben. Die Deutsche Regierung wird feststellen, dass die entsprechenden Mitteilungen erfolgt sind und wird darüber die beiden anderen Regierungen unter Angabe des Zeitpunktes des Inkrafttretens dieser Bestimmungen verständigen.

Gegeben in drei Ausfertigungen je in deutscher und französischer Sprache.

GENÈVE, den 18. Dezember 1929.

(*Sig. :*) SEELIGER.
(*Sig. :*) HOEBEL.
(*Sig. :*) SPIESS.
(*Sig. :*) DREYFUS. (*Sig. :*) HEROLD.

Für getreue Abschrift,
Bern, den 23 Juni 1930.

Der Bundeskanzler :
Kæslin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2376. — PROTOCOL DETERMINING THE METHODS OF TECHNICAL AND ADMINISTRATIVE COOPERATION BETWEEN GERMANY, FRANCE AND SWITZERLAND IN THE WORK FOR THE REGULATION OF THE RHINE BETWEEN STRASBURG-KEHL AND ISTEIN. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 18, 1929.

The representatives of the German, French and Swiss Governments, namely :

FOR GERMANY : MM. SEELIGER, HOEBEL, FUCHS, SPIESS.

FOR FRANCE : MM. Albert MATHIEU, Silvain DREYFUS, F. HERRENSCHMIDT.

FOR SWITZERLAND : MM. HEROLD, PAYOT, STRICKLER.

Met at Strasburg from November 4 to 18, 1929, and at Geneva from December 15 to 18, 1929, for the purpose of drawing up the agreement provided for in the resolution of the Central Commission for Rhine Navigation dated April 29, 1925, (Chapter I, (3)) to determine the methods of technical and administrative co-operation between Germany, France and Switzerland in the work for the regulation of the Rhine between Strasburg and Istein.

The said representative agreed on the following provisions and undertook to recommend their respective Governments to adopt them as soon as possible and to communicate their approval to each other :

Article 1.

Germany and Switzerland shall carry out the regulation of the Rhine between Strasburg-Kehl and Istein, in accordance with the scheme approved by the Central Commission for Rhine Navigation (resolution of April 29, 1925). France shall give technical and administrative assistance in the execution of this undertaking.

Article 2.

1. The work shall be carried out according to a programme drawn up in conformity with Chapter I, section 1, of the resolution referred to in Article 1. It shall be begun simultaneously at two points, namely, 1) in the neighbourhood of Strasburg-Kehl, starting from km. Bad. 125.5 km. Fr. 127.4 ; and 2) in the neighbourhood of Hartheim, starting from km. Bad. 45.5 km. Fr. 47.5. The work starting from Strasburg shall be executed by successive stages upstream ; the work starting from Hartheim shall be carried out simultaneously upstream as far as the Istein "sill" and downstream as far as the point of junction with the work undertaken in the Strasburg section.

2. In each of these three sections the length of river on which improvement work is to be carried out may amount to 12 km. per year. If, however, in parts of these sections the configuration of the river-bed should be found temporarily unsuitable for the carrying out of the work, the improvement of that part of the river may be postponed until later years.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Should the experience acquired during the work show that the scheme requires to be modified or enlarged to any considerable extent, the Works Commission set up by Article 7 shall be responsible for the decision to be taken, subject to approval by the Central Commission for Rhine Navigation.

4. It is fully understood that the work shall be carried out with the strictest economy and shall be expedited every year as rapidly as possible.

Article 3.

The regularisation work shall include :

(a) Improvement of the low-water bed of the river between Strasburg-Kehl and the bar of rocks at Istein ;

(b) Alteration of the confluences of tributaries, should the regulation work require such a change, and any other alterations in or measures for protecting the banks ;

(c) Adaptation if necessary of permanent bridges, except where such adaptation is necessitated mainly by increased traffic and not by alterations in the channel resulting from regulation.

Article 4.

In the arrangement of the regulation works, account shall be taken as far as possible of existing constructions. The navigable channel shall be connected with the channel discharging water from the Kembs works and with the proposed entrance to the Port of Strasburg. All necessary steps shall be taken to provide for the continuance of existing water-supply or discharge channels.

2. Further, in the interests of navigation, every effort shall be made to bring about an agreement enabling a connection to be made in the future in as convenient a manner as possible between the provisional channels for discharging water from the main Alsace canal and the navigable channel.

3. Any adaptation of ports, landing places and ferries which may be rendered necessary by the regulation work shall be carried out by the riparian States ; any alterations in pontoon bridges shall be effected by the owners of such bridges.

Article 5.

1. The regulation work shall be carried out by the Badische Wasser und Strassenbandirektion, of Karlsruhe, which shall be known as the Works Board.

2. The Works Board shall engage personnel, obtain the necessary plant and purchase construction material. It shall keep and prepare accounts.

Article 6.

In pursuance of the undertaking entered into by Germany and Switzerland in Chapter 1, No. 2 (a) of the resolution of the Central Commission for Rhine Navigation, dated April 29, 1925, the Works Board shall be instructed to take the necessary measures to ensure that navigation shall not be interfered with to any appreciable extent during the carrying out of the regulation work.

Article 7.

1. There shall be a Works Commission to deal with matters of a technical and administrative character connected with the regulation work. The Commission shall consist of six members, each

Contracting State appointing two. It shall meet at least once a year. Each Contracting State shall be responsible for the expenses of its own delegation.

2. The Works Commission shall approve the programmes for carrying out the work submitted to it by the Works Board for the whole of the regulation and for the various stages thereof, shall supervise the carrying out of the work, take decisions in the cases provided for in Article 2, (3), submit to the Governments concerned periodical reports on the progress of the work and on the proper observance of the time-limits, and inspect and approve the sections of the river on which improvement work has been completed.

3. The decisions of the Works Commission shall be unanimous. The Commission itself shall issue regulations, to be submitted to the Contracting States for approval, arranging the details of its organisation.

4. Should it prove impossible to obtain unanimity, the President of the Permanent Court of International Justice shall be requested by the Commission to appoint an engineer who shall give a final decision on the points on which agreement has not been reached. The appointment shall be made as far as possible from among the nationals of a different State on each occasion, nationals of the Contracting States being, however, excluded.

5. The duties of the Works Commission shall come to an end when all the work has been taken over for upkeep by the riparian States, as provided in Article 9 below.

Article 8.

1. Financial affairs connected with the carrying out of the regulation work shall be managed by a Financial Committee. This Committee shall consist of four members, two appointed by Germany and two by Switzerland; it shall meet at least once a year. Each State shall be responsible for the expenses of its own delegation.

2. On application being made, the Financial Committee shall place the necessary funds at the disposal of the Works Board, shall supervise the use made of them and shall give directions to the accountancy service. It shall submit periodical reports to the two Governments on the financial situation and on the extent to which expenditure keeps within the estimates.

3. The decisions of the Financial Committee must be unanimous. The Committee shall itself issue regulations, to be submitted to the two Governments for approval, arranging the details of its organisation.

Article 9.

1. As soon as a section has been regulated over a distance of not less than five kilometres, the Works Commission shall inspect and approve the work on that section.

2. After three years, if during that period the work has proved satisfactory, the State on whose territory the works are situated shall take possession of the works and shall thereupon begin to be responsible for their upkeep.

3. The competent authorities of the two riparian States shall confer every year with regard to the necessary measures for the upkeep of works.

4. France shall receive from Germany and Switzerland as her contribution to such upkeep a sum equal to the excess of the actual expenditure on the work over a normal annual quota fixed at 10,000 French francs per kilometre of section regulated and handed over for upkeep. This quota is calculated on the basis of the cost-of-living index in France for 1929 and shall vary with that index.

5. If, however, during one or more years the amount expended by France is less than the said normal quota, France, before applying to Germany and Switzerland in the following years for financial assistance towards such upkeep, shall bear the full cost of upkeep when necessary over and above the normal quota, up to not less than one-tenth of the said quota for each year until the whole amount she has saved is spent.

6. When France, in accordance with 2 of the present Article, has taken over all the parts of the regulation works situated in her territory, she shall be wholly responsible for the upkeep of the said works.

Article 10.

1. In order to provide for the execution of Chapter I, 2 (*b*) of the Resolution of the Central Commission for Rhine Navigation dated April 29, 1925, and if necessary to determine any consequences prejudicial to that part of the navigable waterway already regulated below Strasburg which may result from the execution and completion of the regulation work above Strasburg, the state of the river-bed below Strasburg shall be examined where necessary at the beginning of the work, diagrams being made showing cross-sections of the river at intervals of about 100 metres, lengthwise sections of each bank and the various levels of the river. The condition of the regulation works shall also be recorded. These diagrams shall be made at the expense of the undertaking and under the supervision of the Works Commission. The results shall be set forth in a report, accompanied by plans, to be submitted to the Governments of the Contracting States for approval.

2. These diagrams shall be made again whenever any of the three delegations on the Works Commission thinks necessary.

3. The Works Commission shall be responsible for ascertaining the prejudicial consequences referred to in 1 above and for deciding on the remedial measures to be taken.

4. After the completion of the duties entrusted to the Works Commission, the administrations of the riparian States of the river between Strasburg and Sonderheim shall be responsible for preparing diagrams, ascertaining damage and deciding on the remedial measures to be taken. These administrations shall inform each other of such proposed measures as may directly affect the parts of the river or of the banks situated in the territory of their respective countries, in order that the measures may be carried out in the manner most convenient for both countries. The administrations shall jointly settle any questions that may arise out of the said work.

5. Disputes which may arise with regard to the application of the preceding paragraph shall be brought before the Central Commission for Rhine Navigation, acting in accordance with the conditions laid down by the treaties and conventions in force.

Article 11.

The German, French and Swiss Governments shall decide by mutual agreement on a special procedure for assessing, if necessary, the amount of damage, other than that referred to in Article 10 above, which may be caused by the carrying out of regulation work, and for which the States carrying out such work are obliged to give compensation.

Article 12.

In pursuance of Chapter I, No. 3, of the resolution of the Central Commission for Rhine Navigation dated April 29, 1925, the riparian States undertake to promote by all means in their power the carrying out of regulation work, granting the following facilities :

(*a*) The Works Board shall be accorded the assistance of the administrative authorities in its relations with them, particularly in cases where a specified procedure is required by the laws or regulations of the country ;

(*b*) Public land necessary for the storage of material, for the establishment of yards and of provisional hutments, in so far as is compatible with the use for which such land is intended, may be occupied free of charge. Proposals for the erection of installations on such land shall be submitted to the administrations concerned for approval. The land shall be restored to its previous condition as the work is completed ;

(*c*) Necessary material may be taken from places situated on public land, if authority is granted by the administrations concerned, on the same terms as those governing the granting of authority to contractors for public works, and subject to payment of the customary dues ;

(*d*) Material and plant belonging to the various administrations shall be placed at the disposal of the undertaking carrying out the regulation work, in so far as is compatible

with the normal operation of services, subject to payment of the actual outlay plus expenses of upkeep and redemption ;

- (e) Any facilities that administrations hold under the laws and regulations in force for obtaining wood for fascines or for quarrying stone or other material shall be granted to the undertaking carrying out the regulation work ;

(f) The personnel employed on the work shall be allowed to travel freely on the Rhine and on its banks up to a distance of 50 metres inland from the top of the correcting dyke, subject to the necessary police measures.

Article 13.

1. In recruiting the personnel necessary for carrying out the work, the Works Board shall engage nationals of each of the three Contracting States, according to the applications it receives from qualified persons (employees and workmen).

2. The Works Board shall recruit such personnel, giving reasonable priority to nationals of the State in whose territory the personnel will be employed, and shall make use of the public employment bureaux.

3. The conditions of labour applicable to the personnel shall be governed by the laws and regulations in force, in the district in which the work is executed, in regard to the labour market for public works carried out for the State.

Article 14.

Save where otherwise provided in Article 9, the riparian States shall during the work be responsible for the upkeep of the banks and the river-bed at their own expense, in so far as such upkeep is not necessitated by the carrying out or completion of the regulation work.

Article 15.

1. Should a dispute arise between the three Contracting States with regard to the interpretation or application of the present Agreement, it shall, if not settled within a reasonable time through the diplomatic channels be referred to the Chamber of the Permanent Court of International Justice which, under Article 29 of the Statute of the Court, has to settle cases by summary procedure. Should one of the parties so request, however, the dispute shall be submitted to the Court of Justice in plenary session.

2. The parties may also agree to submit a dispute to an arbitral tribunal set up in accordance with Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the peaceful settlement of international disputes.

Article 16.

1. The present provisions shall come into force as soon as they have been approved by the three Governments concerned.

2. Each Government shall notify its approval to the other two. The German Government shall ascertain that all such notifications have been made and shall inform the other two Governments stating the date of the coming into force of the present provisions.

Done in triplicate in German and in French.

GENEVA, December 18, 1929.

(Signed) SEELIGER.

(Signed) HOEBEL.

(Signed) SPIESS.

(Signed) S. DREYFUS.

(Signed) HEROLD.

N° 2377.

ALLEMAGNE, DANEMARK
ET LUXEMBOURG

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et le Luxembourg par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de l'Allemagne. Signé à Copenhague, le 20 août 1928, à Luxembourg, le 27 août 1928, et à Berlin, le 12 septembre 1928.

GERMANY, DENMARK,
AND LUXEMBURG

Agreement concerning Telephone Service between Denmark and Luxemburg through the intermediary of the Lines of Communications established on German Territory. Signed at Copenhagen, August 20, 1928, at Luxemburg, August 27, 1928, and at Berlin, September 12, 1928.

N^o 2377. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LE LUXEMBOURG PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LE TERRITOIRE DE L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 20 AOUT 1928, A LUXEMBOURG, LE 27 AOUT 1928, ET A BERLIN LE 12 SEPTEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 juillet 1930.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (revision de Paris 1925) annexé à la Convention¹ télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont appliquées au service téléphonique entre le Danemark et le Luxembourg par l'intermédiaire des voies de communications établies sur le territoire de l'Allemagne, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Copenhague, respectivement à la Direction des Postes et des Télégraphes, Luxembourg.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2377. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND LUXEMBURG THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON GERMAN TERRITORY. SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 20, 1928, AT LUXEMBURG, AUGUST 27, 1928, AND AT BERLIN, SEPTEMBER 12, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 7, 1930.

Article I.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision, 1925), annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Denmark and Luxemburg, through the means of communication established on German territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Copenhagen for the Danish directories, and to the Directorate of Posts and Telegraphs, Luxemburg, for the Luxemburg directories.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1.

" Lightning " calls are not allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2. (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à six minutes des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier. (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier. (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les périodes de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les périodes de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus) le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6. (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (section L, paragraphe premier, (1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7. (3).

Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (section H, paragraphe 2 (1), ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the German Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes, when these calls are made through one of its offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic : half the unit charge.
- (b) During other periods : three times the unit charge.

*Paragraph 2 (1).**Additional clause :*

“ Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted. ”

Paragraph 3.

During the periods of light traffic, subscription calls of more than 6 minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on the basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excluded.

*Paragraph 6 (2).**Additional clause :*

“ An additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for during the hours of heavy traffic at the unit rate, and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$ ths) of the unit rate. ”

*Paragraph 7 (3).**Additional clause :*

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of this amount, or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE.

Les communications foruites à heure fixe sont admises et sont soumises à une taxe égale au triple de celle d'une conversation ordinaire échangée pendant la même période de taxe majorée du tiers de l'unité de taxe, le minimum de cette majoration étant de 0 fr. 50. Pour l'établissement des communications foruites à heure fixe les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international (*Livre rose*, page 112).

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4.

Pour la détermination des taxes terminales, le territoire du Danemark est divisé en deux zones ; le territoire du Luxembourg ne comprend qu'une zone.

Une taxe uniforme de transit est attribuée à l'Allemagne, quelle que soit la voie allemande utilisée pour l'échange des communications.

LIMITE DES ZONES AU DANEMARK :

La première zone comprend :

Les réseaux situés au sud d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Køge, Horsens et Skern, ces villes inclusivement.

La deuxième zone comprend :

Les réseaux situés au nord d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Køge, Horsens et Skern, ces villes exclusivement.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	Montant de l'unité de taxe	Part du Danemark	Part du Luxembourg	Part de l'Allemagne (transit)	Observations
Danemark } et le 1 ^{re} zone } Luxembourg	7.20	1.50	0.50	5.20	
Danemark } et le 2 ^{me} zone } Luxembourg	7.80	2.10	0.50	5.20	

Les heures de faible trafic sont celles de 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant les périodes de faible trafic la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphes 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR.

Casual calls at a fixed hour are allowed, and are subject to a charge three times that of an ordinary call taking place during the same rate-period, plus one-third of the unit charge, the minimum for the latter amount being 0.50 fr. In putting through casual calls at a fixed hour, the Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee (Pink Book, page 112).

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

For the fixing of terminal charges, Danish territory is divided into two zones. Luxemburg territory constitutes only one zone.

A uniform transit charge shall be paid to Germany, whatever the German route used for the transmission of the calls.

BOUNDARIES OF THE DANISH ZONES.

The first zone comprises :

The systems situated south of a line drawn from east to west through the towns of Køge, Horsens and Skern, these towns being included.

The second zone comprises :

The systems situated north of a line drawn from east to west through the towns of Køge, Horsens and Skern, these towns being excluded.

The amount of the unit charge, for each call, and the quota due to each Administration are shown in the following table :

Calls between	Amount of unit charge	Quota of Denmark	Quota of Luxemburg	Quota of Germany (transit)	Remarks
	Gold fr.	Gold fr.	Gold fr.	Gold fr.	
Denmark (1st Zone) and Luxemburg	7.20	1.50	0.50	5.20	
Denmark (2nd Zone) and Luxemburg	7.80	2.10	0.50	5.20	

The hours of light traffic are from 7 p.m. to 8 a.m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5ths) of the unit charge.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES.
DURATION OF CALLS.*Paragraph 8 (2) and (3).*

If the caller fails to reply, he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

Lorsque le demandeur ou le demandé, après avoir répondu à l'appel préalable, ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe premier. (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Les communications avec avis d'appel sont admises aussi pour ses destinataires habitant en dehors du périmètre de distribution gratuite. La surtaxe afférente à la distribution en dehors du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est la taxe demandée pour un exprès dans le service télégraphique international. Ultérieurement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international (*Livre rose*, page III).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les demandes de renseignements sont admises et sont soumises à une taxe équivalente à $\frac{1}{3}$ de l'unité de taxe entre les réseaux extrêmes avec un minimum de 0 fr. 50. Les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international (*Livre rose*, page 113); la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne, de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4. (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Ajouter un nouveau paragraphe, ainsi conçu :

Paragraphe II.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les administrations danoises et luxembourgeoises. La liquidation des taxes de transit se fera entre l'Administration allemande et les

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the final call, his not replying shall be treated as a refusal, and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND "TELEPHONIC PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed. In putting through such calls, the Administrations concerned will comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of Establishing Communications with "Préavis" or "Avis d'Appel", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

Calls with "avis d'appel" are allowed even if the person receiving the call lives outside the free delivery area. The surcharge for delivery outside the free delivery area for telegrams is the charge for an express telegram in the International telegraphic service. As regards other points, the Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee (Pink Book, page III).

REQUESTS FOR INFORMATION.

Requests for information are allowed, and are subject to a charge equivalent to $\frac{1}{3}$ of the unit charge between the terminal systems, with a minimum of 0.50 fr. The Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee (Pink Book, page II3). The charge will be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for calls must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the call in progress, each terminal office has at least two requests for calls in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

Add a new paragraph, as follows :

Paragraph II.

"As regards the putting through of calls passing through an office of the German Administration, the three Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long distance telephone communications under the heading: "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision)."

SECTION Q. ACCOUNTING.

Terminal charges shall be settled direct between the Danish and Luxemburg Administrations. Transit charges shall be settled between the German Administration and the two debtor Adminis-

deux administrations débitrices. L'Administration allemande comprendra les taxes de transit dues par l'Administration danoise dans son compte du trafic dano-allemand, séparées des autres montants, et les taxes de transit dues par l'Administration luxembourgeoise dans son compte du trafic germano-luxembourgeois séparées des autres montants.

Article 2.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} septembre 1928.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en trois exemplaires signés.

COPENHAGUE, le 20 août 1928.

*Direction générale des Postes
et des Télégraphes,*
(Signé) C. MONDRUP.

LUXEMBOURG, le 27 août 1928.

*Le Directeur général
des Finances,*
(Signé) DUPONG.

BERLIN, le 12 septembre 1928.

*Der Reichspostminister
In Vertretung,*
(Signé) FEYERABEND.

In fidem :
Gredsted.

trations. The German Administration shall include the transit charges due from the Danish Administration in its account for Danish-German traffic, separate from the other amounts, and the transit charges due from the Luxemburg Administration in its account for German-Luxemburg traffic, separate from the other amounts.

Article 2.

The present Agreement shall be put into effect on September 1, 1928.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled any time subject to three month's notice.

Done in triplicate, signed at :

COPENHAGEN, *August 20, 1928.*

*General Directorate of Posts
and Telegraphs :*

(Signed) C. MONDRUP.

LUXEMBURG, *August 27, 1928.*

*Director General of the
Finances :*

(Signed) DUPONG.

BERLIN, *September 12, 1928.*

For the Minister of Posts :

(Signed) FEYERABEND.

N° 2378.

DANEMARK ET SUÈDE

Arrangement concernant le service téléphonique. Signé à Stockholm, le 8 décembre 1928, et à Copenhague, le 13 décembre 1928.

DENMARK AND SWEDEN

Agreement concerning Telephone Service. Signed at Stockholm, December 8, 1928, and at Copenhagen, December 13, 1928.

N° 2378. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHÖLM, LE 8 DÉCEMBRE 1928, ET A COPENHAGUE, LE 13 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 juillet 1930.

La Direction générale des Postes et des Télégraphes du Danemark et la Direction générale des Télégraphes de Suède ont conclu l'arrangement suivant sur le service téléphonique entre le Danemark et la Suède.

Article premier.

1. Le service téléphonique entre le Danemark et la Suède est assuré par des câbles posés dans le détroit d'Öresund, câbles appartenant par moitié à chacun des deux pays.

2. L'entretien desdits câbles a lieu à frais communs, chacun des deux pays participant pour une part égale à ces frais d'entretien.

3. L'Administration danoise est chargée, pour le compte des deux pays, de l'entretien des câbles en question.

Les balises et guérites de ces câbles sont entretenues, à leurs propres frais, par les administrations respectives des deux pays.

Lorsque les travaux d'entretien des câbles nécessiteront la pénétration de l'équipe d'entretien sur le territoire suédois, notification préalable en sera faite au directeur des lignes à Malmö, à qui il appartiendra de fournir la main-d'œuvre auxiliaire nécessaire à l'exécution des travaux.

L'Administration suédoise a le droit, pour tous travaux de réparation, de déléguer un représentant avec mission d'assister aux travaux.

4. A l'expiration de chaque trimestre, chacune des deux administrations adressera à l'autre un état détaillé des frais engagés pour le compte commun au cours du trimestre précédent ; le décompte et le règlement de ces frais auront lieu en même temps que le décompte trimestriel suivant afférent au trafic téléphonique et télégraphique entre les deux pays.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris, 1925), annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, sont appliqués au service téléphonique entre le Danemark et la Suède, sous réserve des précisions et additions suivantes :

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2378. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND SWEDEN. SIGNED AT STOCKHOLM, DECEMBER 8, 1928, AND AT COPENHAGEN, DECEMBER 13, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 7, 1930.

The General Directorate of Posts and Telegraphs of Denmark and the General Directorate of Telegraphs of Sweden have concluded the following agreement concerning the telephone service between Denmark and Sweden.

Article 1.

1. The telephone service between Denmark and Sweden shall be ensured by cables laid in the Öresund Straits, these cables being owned by the two countries in equal proportions.

2. The cost of upkeep of the said cables shall be borne jointly and in equal shares by the two countries.

3. The Danish Administration shall be responsible, on the joint account of the two countries, for the upkeep of the cables in question.

The sea-marks and cable-sheds belonging to the cables shall be kept up by the respective Administrations of the two countries at their own expense.

When it is necessary, in connection with works for the upkeep of the cables, for the workmen to enter Swedish territory, previous notification shall be made to the director of telephones at Malmö, who shall be responsible for providing the additional labour required for the execution of the work.

The Swedish Administration shall be entitled, whenever any repairs are undertaken, to appoint a representative to be present during the operations.

4. At the end of each quarter, each of the two Administrations shall send to the other a detailed statement of the expenses incurred on joint account during the preceding quarter; the balancing and settlement of these charges shall be effected at the same time as the next quarterly settlement of the accounts for telegraph and telephone traffic between the two countries.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision, 1925), annexed to the International Telegraph Convention of St-Petersburg, shall be applied to the telephone service between Denmark and Sweden, subject to the following amplifications and additions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LVII, page 201; Vol. LXXVIII, page 489; Vol. LXXXVIII, page 347; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressés à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Copenhague respectivement à la Direction générale des Télégraphes à Stockholm. Ces offices font parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au vingtuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1 (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe 1 (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1 (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic (de 18 h. à 9 h.) : à la moitié de l'unité de taxe ; toutefois, lorsqu'elles sont échangées entre 23 h. et 7 h., et la taxe est acquittée pour un minimum de 5 unités, il n'est perçu que le tiers de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes (de 9 h. à 18 h.) : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Remplacer par :

Les conversations par abonnement sont celles qui ont lieu soit journallement soit à des jours déterminés de la semaine — deux par semaine, au moins, — entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance, et qui sont retenues pour la durée d'un mois au moins.

Le demandeur d'une conversation par abonnement a affectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles de fête.

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Copenhagen, for the Danish directories, and to the General Directorate of Telegraphs at Stockholm, for the Swedish directories. These offices will forward the desired publication direct to the person concerned on payment of the cost.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1.

" Lightning " calls are allowed.

Paragraph 3.

The charge for a " lightning " call is fixed at twenty times the charge for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls,

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

(a) During the periods of light traffic (6 p.m. to 9 a.m.), half the unit charge. When, however, the calls take place between 11 p.m. and 7 a.m., and the charge is paid for at least 5 units, only one-third of the unit charge shall be levied ;

(b) During other periods (9 a.m. to 6 p.m.), three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Substitute the following text :

Subscription calls are those which take place either daily or on fixed days each week — twice a week at least — between the same stations, at the same time agreed upon beforehand, and which are contracted for at least one month.

Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays, holidays and days preceding a holiday to be excepted.

Paragraphe 3.

Des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Remplacer par :

Le montant de l'abonnement est calculé sur la base du nombre de jours qu'il comprend.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, § 1,1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins, et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Remplacer par :

Le remboursement à accorder doit être proportionné au temps perdu.

SECTION K. TARIFS — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

I. ZONES

Pour la détermination des taxes terminales.

Le territoire du *Danemark* est divisé en deux zones définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux des îles situées à l'est des détroits de Storebælt et de Langelandsbælt.

La zone B comprend les autres réseaux du pays.

Le territoire de la *Suède* est divisé en quatre zones comme suit :

La zone A comprend les réseaux situés au sud de 57° 30' de latitude nord, sauf les réseaux de Gotland.

La zone B comprend les réseaux situés entre 57° 30' et 61° de latitude nord et les réseaux de Gotland.

La zone C comprend les réseaux situés entre 61° et 64° 30' de latitude nord et le réseau de Vilhelmina.

La zone D comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' de latitude nord, à l'exception du réseau de Vilhelmina.

2. La taxe revenant à chaque administration, par unité de taxe, est fixée comme suit :

DANEMARK.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A : un franc 20 centimes ;

De la zone B : deux francs 40 centimes.

Paragraph 3.

Subscription calls of more than 6 minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

Substitute the following text :

“ The amount of the subscription is calculated on the basis of the number of days covered by the latter ”.

Paragraph 6 (2).

Additional clause :

“ An additional call is regarded as a new call (Section L. § 1 (1)), and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic at not less than three-fifths (3/5) of the unit rate ”.

Paragraph 7 (3).

Substitute the following text :

“ The refund must be proportionate to the time lost ”.

SECTION K. RATES-COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

I. ZONES.

For the fixing of terminal charges,

Danish territory is divided into two zones. These zones are as follows :

Zone A comprises the systems situated in the islands lying to the east of the Great Belt and Langeland Belt straits.

Zone B comprises the other systems of the country.

Swedish territory is divided into four zones, as follows :

Zone A comprises the systems situated south of Latitude 57° 30' N., except the Gotland systems.

Zone B comprises the systems situated between Latitudes 57° 30' and 61° N., and also the Gotland systems.

Zone C comprises the systems situated between Latitudes 61° and 64° 30' N., and also the Vilhelmina system.

Zone D comprises the systems situated north of Latitude 64° 30' N., with the exception of the Vilhelmina system.

2. The quota of each Administration, per unit charge, is fixed as follows :

DENMARK.

For any call from or to :

Zone A : one franc 20 centimes.

Zone B : two francs 40 centimes.

SUÈDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

- De la zone A : un franc 20 centimes ;
- De la zone B : deux francs 40 centimes ;
- De la zone C : quatre francs 20 centimes ;
- De la zone D : six francs.

3. Pour les conversations échangées entre les réseaux danois suivants : Fredensborg, Frederikssund, Frederiksværk, Helsingør, Holte, Hillersd, Kobenhavn, Roskilde et Skodsborg, d'une part, et les réseaux suédois suivants : Ängelholm, Eslöv, Hålsingborg, Höganas, Klippan, Landskrona, Lund, Malmö et Trälleborg, d'autre part, la taxe par unité est réduite à un franc 80 centimes, dont 90 centimes reviennent au Danemark et 90 centimes à la Suède.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 18 h. à 9 h.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

Nouveau paragraphe.

En calculant dans les monnaies des pays respectifs les taxes à percevoir d'après le paragraphe 3, sections 2^o et 3^o ci-dessus, le montant par unité de taxe exprimé dans la monnaie du pays en question doit être arrondi en plus ou en moins à un nombre d'öre divisible par 15.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe premier.

Remplacer par :

La taxe des communications est calculée par périodes indivisibles de trois minutes.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe, pour une conversation d'une durée de trois minutes, de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Paragraphe 2.

Les préavis sont soumis à une taxe qui est fixée au tiers (1/3) de la taxe d'une conversation ordinaire de trois minutes échangée dans la même période de taxation.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dedans du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est la même que la taxe afférente à un préavis.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dehors du périmètre de distribution gratuite est fixée au même montant que la taxe d'un préavis, avec une surtaxe pour la distribution par exprès calculée à raison de fr. 0.50 par kilomètre de la distance entre le bureau destinataire et le domicile de la personne demandée.

SWEDEN.

For any call from or to :

- Zone A : one franc 20 centimes.
- Zone B : two francs 40 centimes.
- Zone C : four francs 20 centimes.
- Zone D : six francs.

3. For calls between the following Danish systems : Fredensborg, Frederikssund, Frederiksværk, Helsingør, Holte, Hillerød, Copenhagen, Roskilde and Skodsborg, on the one hand, and the following Swedish systems : Ängelholm, Eslöv, Hälsingborg, Höganäs, Klippan, Landskrona, Lund, Malmö and Trälleborg, on the other, the unit charge is reduced to one franc 80 centimes, of which 90 centimes are due to Denmark and 90 centimes to Sweden.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are 6 p.m. to 9 a.m.

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit charge.

New paragraph.

When calculating in the currency of the respective countries the charges to be levied under paragraph 3, 2 and 3 above, the amount per unit charge, expressed in the currency of the country in question, must be converted into øre to the nearest number divisible by 15.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES — DURATION OF CALLS.

Paragraph 1.

Substitute the following text :

The charge for calls is calculated in indivisible periods of three minutes each.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND "TELEPHONIC PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

Paragraph 2.

The charge for "préavis" is fixed at one-third (1/3) the rate for an ordinary three-minute conversation in the same rate-period.

The charge for an "avis d'appel" to be delivered within the free delivery area for telegrams is the same as the charge for a "préavis".

The charge for an "avis d'appel" to be delivered outside the free delivery area is the same as for a "préavis" with a surcharge for express delivery calculated at the rate of fr. 0,50 per kilometre, according to the distance between the office of destination and the residence of the person concerned.

Si le bureau d'origine ne possède pas les renseignements nécessaires concernant ladite distance, ces renseignements seront fournis par le bureau tête de ligne — côté destinataire.

La surtaxe d'express reviendra entièrement à l'administration du bureau destinataire.

Paragraphe 3.

Dans l'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris), avec les additions et modifications suivantes :

a) Si le bureau destinataire est informé que la personne demandée ne peut recevoir la communication que plus tard, le bureau demandeur en est avisé aussitôt que possible. Ce dernier bureau renseigne le demandeur.

b) Si le bureau destinataire reçoit du poste d'abonné, lors de l'appel préalable, l'information que la personne demandée ne peut être atteinte, l'établissement de la communication est différé jusqu'à ce que la personne demandée soit prête à recevoir la communication. Si, pour la même cause, le poste d'abonné demandé ne peut recevoir la communication lors de l'appel définitif, sans que le bureau destinataire en ait été averti lors de l'appel préalable, la taxe est due pour une conversation de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée.

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe ». (*Livre rose*, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre rose*, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre les bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 7 (1).

Ajouter :

« A la fin de chaque période de trois minutes le bureau tête de ligne — côté demandeur — doit prévenir les correspondants de l'expiration d'une période (deux périodes, etc.). Toutefois, l'omission de cette annonce ne dispense pas le demandeur du paiement de la taxe pour toutes les périodes utilisées. »

If the office of origin is not in possession of the necessary information concerning the said distance, this information shall be furnished by the terminal office at the receiving end.

The whole of the surcharge for express delivery shall be retained by the Administration of the office of destination.

Paragraph 3.

In putting through calls with " *préavis* " or " *avis d'appel* ", the Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: " *Method of Establishing Communications with 'Préavis' or 'Avis d'Appel'* ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision), with the following additions and amendments :

(a) If the office of destination is informed that the person called cannot receive the call until later, the office putting through the call shall be notified as soon as possible. This latter office shall notify the caller.

(b) If the office of destination, on ringing up the subscriber for the purpose of the " *préavis* ", is informed that the person called is not there, the actual call shall not be put through until the person called is ready to receive it. If, when the call is finally put through, he is unable for the same reason to receive it, although the office of destination was not notified thereof on making the preliminary call, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded.

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. — REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " *Casual Calls at a Fixed Hour* " (*Pink Book*, page 112).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " *Requests for Information* " (*Pink Book*, page 113). The charge shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for calls must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for calls in hand in each direction.

Paragraph 7 (1).

Additional clause :

" At the end of each period of three minutes, the terminal office at the end making the call must warn the speakers of the expiration of a period (two periods, etc.). Omission of such warning shall not, however, exempt the caller from payment of the charge for all the periods used."

Paragraphe 8.

Ajouter :

« Si par suite de la disposition du circuit ou pour une autre cause la communication ne peut pas être continuée pendant deux périodes entières de trois minutes, les correspondants en seront avisés d'avance. »

Article 3.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de St-Petersbourg chacune des administrations contractantes se réserve le droit de suspendre entièrement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 4.

Le présent arrangement, établi en deux exemplaires, sera mis en exécution le 1^{er} janvier 1929. Il aura une durée indéterminée et pourra être révisé toutes les fois que l'une des administrations le proposera. Il restera en vigueur pendant une année après la date à laquelle il aura été dénoncé par une des administrations contractantes.

Fait à Copenhague, le 13 décembre 1928.

Fait à Stockholm, le 8 décembre 1928.

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) A. HAMILTON.

(Signé) GREDSTED.

(Signé) Artur KARLSSON.

In fidem :

Gredsted.

Paragraph 8.

Additional clause :

“ If, owing to the arrangement of the connection, or for any other reason, the call cannot be continued for two complete periods of three minutes, the speakers shall be notified beforehand.”

Article 3.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to payment of any indemnity.

Article 4.

The present Agreement, drawn up in duplicate, shall be put into effect on January 1st, 1929. It shall be valid for an indefinite period and may be revised whenever one of the Administrations so proposes. If denounced by one of the contracting Administrations, it shall remain in force for one year after the date of denunciation.

Done at Copenhagen, on December 13, 1928. Done at Stockholm, on December 8, 1928.

(Signed) C. MONDRUP.

(Signed) GREDSTED.

(Signed) A. HAMILTON.

(Signed) Artur KARLSSON.

N° 2379.

DANEMARK ET SUÈDE

Arrangement concernant le service télégraphique. Signé à Copenhague, le 12 février 1929, et à Stockholm, le 28 février 1929.

DENMARK AND SWEDEN

Agreement regarding Telegraph Service. Signed at Copenhagen, February 12, 1929, and at Stockholm, February 28, 1929.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2379. — OVERENSKOMST ANGAAENDE TELEGRAF KORRESPONDANCEN MELLEM DANMARK OG SVERIGE. UNDERTEGNET I KÖBENHAVN DEN 12TE FEBRUAR 1929 OG I STOCKHOLM DEN 28DE FEBRUAR 1929.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 juillet 1930.

DET KGL. DANSKE GENERALDIREKTORAT FOR POST- OG TELEGRAFVÆSENET og DEN KGL. SVENSKTE TELEGRAFSTYRELSE har paa Grundlag af Art. 17 i den i St. Petersburg i 1875 vedtagne internationale Telegrafkonvention¹ afsluttet følgende Overenskomst angaaende Telegrafkorrespondancen mellem Danmark og Sverige :

Artikel I.

1. Telegrafkorrespondancen mellem Danmark og Sverige udføres gennem de i Øresund udlagte Kabler, af hvilke hvert Land ejer Halvdelen.

I Kablerne stilles visse Ledninger til vedkommende Jernbanestyrelsers Disposition.

2. Vedligeholdelsen af Kablerne besørges af det danske Post- og Telegrafvæsen ; men hvert Land bidrager med en Halvdel til Bestridelse af Omkostningerne. Udførelsen af større Arbejder maa dog ikke foretages, før begge Landes Telegrafstyrelser er blevet enig derom. De til Kablerne henhørende Sømærker og Kabelhuse anskaffes og vedligeholdes af hvert Lands Telegrafstyrelse for egen Regning.

Naar Arbejder vedrørende Kablernes Vedligeholdelse nødvendiggør Arbejdsstyrkens Betrædelse af svensk Territorium, bør saadant ikke ske uden forudgaaende Anmeldelse til vedkommende svenske stedlige Myndighed, hvem det paahviler at yde den til Arbejdets Udførelse fornødne Hjælp.

Den svenske Telegrafstyrelse er berettiget til at have en Repræsentant til Stede under forefaldende Reparationsarbejder.

3. Efter hvert Kvartal skal hvert Lands Telegrafstyrelse tilstille det andet Lands Telegrafstyrelse en specificeret Opgørelse over de i det forløbne Kvartal for fælles Regning afholdte Udgifter, hvorefter Afregning og Opgørelse sker sammen med den nærmest følgende Kvartalsafregning angaaende Telefon- og Telegrafkorrespondancen.

Artikel II.

1. Telegrafstyrelserne bestemmer hver for sit Lands Vedkommende hvilke Stationer, der skal fungere som Grænsekontrolstationer for de forskellige Telegrafforbindelser.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome III, page 614.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2379. — ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE TELEGRAFTRAFIKEN MELLAN SVERIGE OCH DANMARK. UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 12 FEBRUARI OCH I STOCKHOLM DEN 28 FEBRUARI 1929.

Danish and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 7, 1930.

KUNGL. SVENSKA TELEGRAFSTYRELSEN och KUNGL. DANSKA GENERALDIREKTORATET FOR POST- OG TELEGRAFVÆSENET hava på grund av art. 17 i den år 1875 in St. Petersburg avslutade internationella telegrafkonventionen ¹ avslutat följande överenskommelse angående telegraftrafiken mellan Sverige och Danmark.

Artikel I.

1. Telegraftrafiken mellan Sverige och Danmark förmedlas genom i Öresund nedlagda kablar, av vilka vardera landet äger hälften.

I kablarna ställas vissa ledningar till vederbörande järnvägsförvaltningars förfogande.

2. Underhållet av kablarna ombesörjes av det danska post- och telegrafverket, men vardera landet bidrager med hälften till kostnadernas bestridande. Större arbeten må dock icke företagas, förrän de båda ländernas telegrafstyrelser därom överenskommit. Till kablarna hörande sjömärken och kabelhus anskaffas och underhållas av vardera landets telegrafstyrelse för egen räkning.

När arbeten rörande kablarnas underhåll nödvändiggöra arbetsstyrkans beträdande av svenskt område, bör sådant icke ske utan föregående anmälan till vederbörande svenska lokalmyndighet, vilken det åligger att tillhandahålla för arbetets utförande erforderligt arbetsbiträde.

Svenska telegrafstyrelsen är berättigad att vid reparationsarbeten hava representant närvarande.

3. Efter varje kvartal skall vardera landets telegrafstyrelse tillstålla det andra landets telegrafstyrelse specificerad uppgift å de under sistförflutna kvartal för gemensam räkning bestridda kostnaderna, varefter avräkning och likvid ske i samband med näst påföljande kvartalsavräkning rörande telefon- och telegraftrafiken.

Artikel II.

1. Telegrafstyrelserna bestämma, var för sitt lands vidkommende, vilka stationer skola tjänstgöra såsom gränskontrollstationer för de skilda telegrafförbindelserna.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 19.

2. Grænsekontrolstationerne, hvis Tjenestetid fastsættes efter Aftale mellem de to Landes Telegrafstyrelser, skal, hvis ikke andet fastsættes, under normale Forhold optage og viderebefordre hele Telegrafkorrespondancen paa de til deres Disposition stillede mellemrigrske Ledninger.

Det paahviler Bestyrerne af disse Stationer at træffe de til Korrespondancens Fremme og hurtige Afvikling særlige Foranstaltninger, som Forholdene i hvert enkelt Tilfælde kræver.

Til fornøden Vejledning ved Fordelingen og Dirigeringen af Telegrafkorrespondancen mellem de danske og de svenske Stationer udveksles mellem de to Telegrafstyrelser Fortegnelse over Stationerne med disses Grænsekontrolstationer. De i disse Fortegnelser anviste Befordringsveje skal under normale Forhold benyttes ved Telegrammernes Afsendelse. Saafrent tilfældige Omstændigheder saasom Linieforstyrrelser og lignende gør Afvigelse herfra nødvendig eller hensigtsmæssig, skal Grænsekontrolstationerne give hverandre fornøden Underretning herom.

Artikel III.

For almindelige Telegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, udgør Taksten 14 centimes i Guld for hvert Ord.

For Iltelegrammer er Ordtaksten det tredobbelte af Ordtaksten for et almindeligt Telegram.

Artikel IV.

1. For Pressetelegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, udgør Taksten 7 centimes i Guld for hvert Ord.

For Presseiltelegrammer er Ordtaksten det tredobbelte af Ordtaksten for et almindeligt Pressetelegram.

2. Pressetelegrammer skal være affattet paa klart Sprog paa Dansk, Svensk, Norsk, Engelsk, Fransk eller Tysk. Det er tilladt at anvende Dansk, Svensk og Norsk i et og samme Telegram.

Afsenderen skal paa Foden af Telegrammet med sit Navns Underskrift attestere dets Egenskab som « Pressetelegram til Offentliggørelse » og er forpligtet til paa Forlangende at godtgøre sin Identitet.

3. Et almindeligt Pressetelegram skal foran Adressen forsynes med den takstpligtige tjenstlige Angivelse « Presse ». I Presseiltelegrammer sættes den takstpligtige tjenstlige Angivelse « Ilpresse » foran Adressen.

4. Almindelige Pressetelegrammer befordres i Rækkefølge med almindelige Privattelegrammer. Presseiltelegrammer befordres i Rækkefølge med private Iltelegrammer.

5. Telegrafstyrelserne skal underrette hinanden, hvis der skulde forekomme Misbrug med Hensyn til Benyttelsen af Pressetelegrammer til nedsat Takst.

Artikel V.

1. For meteorologiske Telegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, er Taksten den samme som for almindelige Telegrammer uden Fortrinsret.

2. Meteorologiske Telegrammer skal befordres med den gebyrfri tjenstlige Angivelse « Metobs ». Adresse er kun nødvendig for Telegrammer, som afsendes direkte fra vedkommende meteorologiske Observationssted til det andet Land.

Artikel VI.

1. For Lykønskningstelegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, betales foruden Gebyret for Befordringen et særligt Gebyr i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Afgangslandet vedrørende indenrigske Lykønskningstelegrammer. Dette særlige Gebyr tilfalder den Telegrafstyrelse, som har opkrævet det.

2. Gränskontrollstationerna, vilkas tjänstgöringstid fastställs efter samråd mellan de båda ländernas telegrafstyrelser, skola, försåvitt annorlunda icke bestämmas, under normala förhållanden upptaga och vidare expediera hela den på de till deras disposition ställda mellanriksledningarna befordrade telegrafkorrespondensen.

Föreståndarna för dessa stationer åligger att träffa de särskilda anstalter för befrämjande av korrespondensens snabba avveckling, vilka omständigheterna i varje särskilt fall kräva.

Till erforderlig vägledning vid fördelning och dirigering av telegrafkorrespondensen mellan de svenska och danska stationerna utväxlas mellan de bägge telegrafstyrelserna förteckningar över stationerna, med angivande av dessas gränskontrollstationer. De i dessa förteckningar angivna befordringsvägarna skola under normala förhållanden begagnas för telegrammens avsändande. Skulle tillfälliga omständigheter, såsom linjefel eller dylikt, göra avvikelser härifrån nödvändiga eller lämpliga, skola gränskontrollstationerna giva varandra erforderlig underrättelse härom.

Artikel III.

För vanliga telegram, som utväxlas terminalt mellan de båda länderna, utgör avgiften 14 centimes guld för varje ord.

För iltelegram är ordavgiften tre gånger så hög som ordavgiften för ett vanligt telegram.

Artikel IV.

1. För presstelegram, som utväxlas terminalt mellan de båda länderna, är avgiften 7 centimes guld för varje ord.

För pressiltelegram är ordavgiften tre gånger så hög som ordavgiften för ett vanligt presstelegram.

2. Presstelegram skola vara avfattade på klart språk, svenska, danska, norska, engelska, franska eller tyska. Det är tillåtet att använda svenska, danska och norska språken i ett och samma telegram.

Avsändaren skall med sitt namn nedtill å telegrammet intyga dettas egenskap av « presstelegram att offentliggöras » samt är pliktig att, när sådant påfordras, styrka sin identitet.

3. Vanligt presstelegram skall framför adressen innehålla den taxerade tjänsteanmärkningen =Press=. I pressiltelegram anbringas den taxerade tjänsteanmärkningen =Ilpress= framför adressen.

4. Vanliga presstelegram befordras i tur med vanliga privattelegram.

Pressiltelegram befordras i tur med privata iltelegram.

5. Telegrafstyrelserna skola underrätta varandra, därest missbruk skulle förekomma vid begagnandet av presstelegram mot nedsatt avgift.

Artikel V.

1. För meteorologiska telegram, som utväxlas terminalt mellan de båda länderna, är avgiften densamma som för vanliga telegram utan företrädesrätt.

2. Meteorologiska telegram skola befordras med den avgiftsfria tjänstebeteckningen «Metobs». Adress är nödvändig endast för telegram, som direkt från vederbörande meteorologiska stationer avsändas till det andra landet.

Artikel VI.

1. För lyxtelegram, som utväxlas terminalt mellan de båda länderna, betalas utöver befordringsavgiften en särskild avgift i enlighet med bestämmelserna i avgångslandet rörande inländska lyxtelegram. Denna särskilda avgift tillfaller den förvaltning, som upprävt densamma.

For Radiotelegrammer, som af et af Landenes Fartøjsstationer sendes over det andet Lands Kyststationer, finder der ikke Afregning Sted for det særlige Gebyr.

2. Lykønskningstelegrammer skal paa Adressetelegrafstationen udfærdiges paa en særlig udstyret Blanket. De skal forsynes med den takstpligtige tjenstlige Angivelse « Lx » foran Adressen.

3. Lykønskningstelegrammer, som er adresseret til Jernbanetelegrafstationer i Danmark eller Sverige eller til Understationer i Sverige, befordres, saafremt Adressestationen ikke er i Stand til at udfærdige dem paa særlig Blanket, til Adressestationen som almindeligt Telegram, men en paa Lykønskningblanket udfærdiget Afskrift af Telegrammet skal fra den paagældende Optagelsesstation tilstilles Adressaten.

4. Lykønskningstelegrammer kan forsynes med alle de i international Trafik tilladte takstpligtige tjenstlige Angivelser. De to Telegrafstyrelser skal tilsende hinanden Prøver af de til Lykønskningstelegrammers Udfærdigelse benyttede Blanketter til Ophængning i Publikums-værelserne paa de større Telegrafstationer.

Artikel VII.

1. Vedrørende den terminale Telegrafkorrespondance sker Afregning mellem den danske og den svenske Telegrafstyrelse efter følgende Regler :

a) I September og Marts hvert Aar opstiller de to Telegrafstyrelser Beregninger over Antallet af de i de paagældende Maaneder i begge Retninger udvekslede Terminal-telegrammer af hver Slags og over deres Ordantal, hvorved hvert Ord i Iltelegrammer regnes for 3 Ord, i Pressetelegrammer for $\frac{1}{2}$ Ord og i Presseiltelegrammer for $1\frac{1}{2}$ Ord.

Disse Beregninger skal være afsluttet i November henholdsvis Maj og udveksles mellem de to Telegrafstyrelser.

Hvis der i Beregningerne skulde vise sig Uoverensstemmelser, der overstiger een Procent af hele Antallet, skal Telegrafstyrelserne til gensidig Sammenligning oversende de af hver udarbejdede statistiske Fortegnelser over Korrespondancen. Er Uoverensstemmelsen mindre end een Procent, skal Middeltallet mellem de af de Telegrafstyrelser beregnede Tal gælde som det rigtige.

b) Summen af de ifølge a) for September og Marts i begge Retninger beregnede Ordantal multipliceres med 14 centimes i Guld, og det saaledes udkomne Beløb divideres med Summen af de ifølge a) beregnede Antal af de i de nævnte Maaneder udvekslede Telegrammer. Det saaledes udkomne Beløb udgør den for det løbende danske Finansaar gældende Middelværdi pr. Telegram i begge Retninger.

c) Begge Telegrafstyrelserne skal hver Maaned tilstille hinanden Opgørelse over Antallet af de i den nærmest foregaaende Maaned i hver Retning afsendte Terminal-telegrammer.

Hvis der skulde vise sig Uoverensstemmelse mellem de saaledes leverede Opgørelser og det af vedkommende Telegrafstyrelse beregnede Telegramantal, gaar man frem saaledes, som det er fastsat ovenfor vedrørende Berening af Middelværdien.

Ved Multiplicering af den ifølge b) beregnede Middelværdi pr. Telegram for det foregaaende danske Finansaar med Antallet af de i hver Retning afsendte Telegrammer faas Gebyrsummen for samtlige fra Danmark henholdsvis fra Sverige i den paagældende Maaned afsendte Telegrammer.

d) Hver Maaned skal

Danmark kreditere Sverige $10/19$ af den ifølge c) beregnede Gebyrsum for de fra Danmark afsendte Telegrammer og

Sverige kreditere Danmark $9/19$ af den ifølge c) beregnede Gebyrsum for de fra Sverige afsendte Telegrammer.

Den herved opstaaede Saldo likvideres kvartalsvis sammen med Likvideringen af Afregningen vedrørende Transitkorrespondancen.

För radiotelegram, som av ettdera landets fartygsstationer sändas över det andra landets kuststationer, äger avräkning beträffande denna särskilda avgift icke rum.

2. Lyxtelegram skola å adresstelegrafstationen utskivas å särskild blankett. De skola vara försedda med den taxerade tjänsteanmärkingen =Lx= framför adressen.

3. Lyxtelegram, som är adresserat till understation i Sverige eller till järnvägsstation i någotdera landet, befordras, så framt adresstationen icke är i stånd att utfärda detsamma på avsedd blankett, till adresstationen såsom vanligt telegram, men en å lyxblankett verkställd avskrift av telegrammet skall från vederbörande förmedlingsstation sändas till adressaten.

4. Lyxtelegram kunna förses med alla i internationell trafik tillåtna taxerade tjänsteanmärkingar. De båda telegrafstyrelserna skola tillstålla varandra prov å de för lyxtelegram avsedda utskrivningsblanketterna att anslås i allmänhetens rum å de större stationerna.

Artikel VII.

1. Rörande den terminala telegraftrafiken sker avräkning mellan svenska och danska telegrafstyrelserna enligt följande bestämmelser :

a) I september och mars varje år uppgöra de båda telegrafstyrelserna beräkningar över antalet under nämnda månader i bägge riktningarna utväxlade terminaltelegram av varje slag och över dessas ordantal, varvid varje ord i iltelegram räknas såsom 3 ord, presstelegram såsom $\frac{1}{2}$ ord och i pressiltelegram såsom 1 $\frac{1}{2}$ ord.

Dessa beräkningar skola vara avslutade i november respektive maj och utväxlas mellan de båda styrelserna.

Därest i beräkningarna skulle yppa sig skiljaktigheter överstigande en procent av hela antalet, skola styrelserna för sammanjämkning ömsesidigt översända varandra statistiska förteckningar över trafiken. Är skiljaktigheten mindre än en procent, skall medeltalet mellan de av båda styrelserna beräknade talen gälla såsom det riktiga.

b) Summan av de enligt a) för september och mars i bägge riktningarna beräknade ordantalen multipliceras med 14 centimes guld och det sålunda erhållna beloppet divideras med summan av de enligt a) beräknade antalen under samma månader utväxlade telegram. Det härigenom erhållna beloppet utgör det för det löpande danska finansåret gällande medelvärdet per telegram i bägge riktningarna.

c) De båda telegrafstyrelserna skola varje månad meddela varandra uppgift över antalet under näst föregående månad i vardera riktningen avsända terminaltelegram.

Skulle skiljaktigheter yppa sig mellan sålunda lämnad uppgift och av vederbörande styrelse beräknat telegramantal, förfäres såsom här ovan stadgats beträffande medelvärdeberäkningarna.

Genom multiplicering av det enligt b) beräknade medelvärdet per telegram för föregående danska finansår med antalet av de i vardera riktningen avsända telegrammen erhålles avgiftssumman för samtliga från Sverige respektive från Danmark under månaden avsända telegram.

d) För varje månad skall

Sverige kreditera Danmark $\frac{9}{10}$ av den enligt c) beräknade avgiftssumman för de från Sverige avsända telegrammen, och

Danmark kreditera Sverige $\frac{10}{10}$ av den enligt c) beräknade avgiftssumman för de från Danmark avsända telegrammen.

Härigenom uppkommande saldo likvideras kvartalsvis i sammanhang med likviderande av avräkning rörande transittrafiken.

I Sammenhæng med Likvideringen af Kvartalsafregningen for det danske Finansaars sidste Kvartal skal Slutregulering for Finansaarets samtlige Kvartaler finde Sted med Iagttagelse af den Middelværdi pr. Telegram, som er fremgaaet af de for September og Marts i det samme Finansaar opstillede Beregninger.

Artikel VIII.

Afregning vedrørende Transitlegrammer sker i Overensstemmelse med Bestemmelserne i det internationale Telegrafreglement eller særlige om Transitbefordringen truffene Overenskomster. Udvekslingen af Maanedsopgørelser angaaende saadanne Telegrammer bør ske midt i den anden Maaned efter den, i hvilken Telegrammerne er blevet befordret. Kvartalsafregning opstilles af det danske Generaldirektorat umiddelbart efter, at samtlige Maanedsopgørelser for Kvartalet er blevet godkendt.

Denne Overenskomst, som udfærdiges i to Eksemplarer og paa hvert Lands Sprog, skal træde i Kraft den 1 ste Januar 1929.

Overenskomsten gælder indtil videre og skal kunne underkastes Revision, saa ofte en af Telegrafstyrelserne fremsætter Begæring derom hos den anden. Den vedbliver at gælde i et Aar fra den Dag, da den opsiges af en af de kontraherende Parter.

Overenskomsten angaaende Telefon- og Telegrafkorrespondancen mellem Danmark og Sverige af 1/8 Oktober 1924 med Tillægsoverenskomst af 16' Juni/6' Juli 1926 ophører at være gældende med Udgangen af Aaret 1928.

STOCKHOLM, den 28 Februar 1929.

Kungl. Svenska Telegrafstyrelsen :

(Signé) A. HAMILTON.

(Signé) Artur KARLSSON.

KØBENHAVN, den 12. Februar 1929.

*Det kgl. Danske Generaldirektorat
for Post- og Telegrafvæsenet :*

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) GREDSTED.

In fidem :

Gredsted.

I samband med likviderandet av kvartalsavräkningen för det danska finansårets sista kvartal skall slutreglering för finansårets samtliga kvartal äga rum med iakttagande av det medelvärde per telegram, som framgått ur de för september och mars under samma finansår verkställda beräkningarna.

Artikel VIII.

Avräkning rörande transitelegram sker i enlighet med det internationella telegrafreglementets bestämmelser eller särskilda angående transitbefordringen träffade överenskommelser. Utväxlingen av månadsuppgifter rörande dylika telegram bör ske i medlet av andra månaden näst efter den, under vilken telegrammen befordrats. Kvartalsavräkning upprättas av danska generaldirektoratet omedelbart efter det samtliga månadsuppgifter för kvartalet godkänts.

Denna överenskommelse, vilken utfärdas i två exemplar och på vardera landets språk, skall anses hava trätt i kraft den 1 januari 1929.

Överenskommelsen gäller tills vidare och skall kunna underkastas revision, så ofta endera av telegrafstyrelserna gör framställning därom hos den andra. Den förblir gällande intill ett år från den dag, då densamma uppsäges av någondera av de kontraherande parterna.

Överenskommelsen angående telefon- och telegraftrafiken mellan Sverige och Danmark den 1/8 oktober 1924 med tilläggsöverenskommelse den 16 juni/6 juli 1926 upphör att gälla med utgången av år 1928.

KÖPENHAMN den 12 februari 1929.

*Det Kgl. Danske Generaldirektorat
for Post- og Telegrafvæsenet :*

C. MONDRUP.

J. JANSEN.

STOCKHOLM den 28 februari 1929.

Kungl. Svenska Telegrafstyrelsen :

A. HAMILTON.

Artur KARLSSON.

¹ TRADUCTION.

N^o 2379. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 12 FÉVRIER 1929, ET A STOCKHOLM, LE 28 FÉVRIER 1929.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DU DANEMARK et LA DIRECTION DES TÉLÉGRAPHES DE SUÈDE, en application de l'article 17 de la Convention, de Saint-Petersbourg de 1875, ont conclu l'arrangement ci-après, relatif à la correspondance télégraphique entre le Danemark et la Suède.

Article premier.

1. La correspondance télégraphique entre le Danemark et la Suède empruntera les câbles, posés dans le Sund, qui appartiennent par moitié à chacun des deux pays.

Certains fils à l'usage des administrations de chemins de fer des deux pays seront placés dans les câbles.

2. L'Administration des Postes et Télégraphes danois sera chargée de l'entretien des câbles, mais chaque pays participera par moitié aux dépenses. Toutefois aucun travail important ne devra être entrepris avant que les administrations des télégraphes des deux Etats ne se soient entendues à ce sujet. L'achat et l'entretien des balises et postes de câbles affectés au service des câbles seront effectués par l'administration des télégraphes de chaque pays pour son propre compte.

Lorsque l'entretien des câbles nécessitera des travaux obligeant les ouvriers à pénétrer en territoire suédois, l'autorité locale suédoise compétente devra en être avisée au préalable et elle sera tenue de fournir l'aide nécessaire pour l'exécution des travaux.

L'Administration des Télégraphes suédois pourra déléguer un représentant chargé d'assister, le cas échéant, aux travaux de réparation.

3. A la fin de chaque trimestre, les administrations des télégraphes des deux Etats se communiqueront réciproquement un état détaillé des dépenses effectuées pour leur compte commun pendant le trimestre écoulé ; la compensation et la liquidation de ces dépenses seront effectuées lors du prochain règlement trimestriel des comptes relatifs à la correspondance téléphonique et télégraphique.

Article II.

1. Les administrations des télégraphes respectives désigneront, chacune en ce qui concerne son pays, les bureaux qui serviront de bureaux frontières de contrôle pour les diverses communications télégraphiques.

2. Les bureaux frontières de contrôle dont les heures de service seront fixées par accord entre les administrations des télégraphes des deux pays, devront, en temps normal, et sauf instructions contraires, recevoir et transmettre toute la correspondance télégraphique par les lignes reliant les deux Etats mises à leur disposition à cet effet.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome III, page 614.

¹ TRANSLATION.

No. 2379. — AGREEMENT REGARDING TELEGRAPH SERVICE BETWEEN DENMARK AND SWEDEN. SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 12, 1929, AND AT STOCKHOLM, FEBRUARY 28, 1929.

THE ROYAL DANISH POST AND TELEGRAPH ADMINISTRATION and THE ROYAL SWEDISH TELEGRAPH ADMINISTRATION, have concluded the following agreement regarding telegraph traffic between Denmark and Sweden on the basis of Article 17 of the International Telegraph Convention, signed at St. Petersburg in 1875.

Article I.

1. Telegraph traffic between Denmark and Sweden shall be carried on by means of the cables of which each country owns one-half, laid in the Sound.

Certain lines in the said cables shall be placed at the disposal of the respective railway administrations.

2. The upkeep of the cables shall be entrusted to the Danish Post and Telegraph Administration, but each country shall contribute one-half of the costs incurred. No work on a large scale shall, however, be undertaken until the telegraph administrations of both countries have agreed thereon. The sea-marks and cable sheds belonging to the cables shall be constructed and maintained by the telegraph administrations of the respective countries at their own expense.

When it is necessary, in connection with work for the maintenance of the cables, to send workmen into Swedish territory, previous notification must be made to the competent Swedish local authority, who shall be responsible for affording any necessary help in carrying out the work.

The Swedish Telegraph Administration shall be entitled to have a representative on the spot while the repair work is being carried on.

3. At the end of each quarter the telegraph administration of each country shall furnish the telegraph administration of the other country with a detailed statement of the expenses incurred on joint account during the past quarter, after which the balancing and settlement of these charges shall be effected in conjunction with the next quarterly settlement in respect of telephone and telegraph traffic.

Article II.

1. The telegraph administrations shall decide which stations in their respective countries shall act as frontier control stations for the various telegraphic connections.

2. Frontier control stations (the working hours of which shall be fixed by agreement between the telegraph administrations of the two countries) shall, unless otherwise provided, under normal conditions receive and transmit all telegraph traffic over the inter-state lines allotted to them.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 19.

Il appartiendra aux chefs de ces bureaux de prendre, en vue de l'écoulement rapide du trafic, les mesures spéciales qui s'imposeront dans chaque cas particulier.

Afin de se renseigner réciproquement sur la répartition et l'acheminement du trafic entre les bureaux danois et suédois, les administrations des télégraphes des deux pays échangeront les listes de leurs bureaux respectifs avec l'indication des bureaux frontières de contrôle correspondants. En temps normal, les itinéraires indiqués dans ces listes seront utilisés pour l'acheminement des télégrammes. Au cas où, par suite de circonstances fortuites telles que les dérangements sur les lignes, etc., il serait nécessaire ou opportun de s'écarter de cette règle, les bureaux frontières de contrôle s'en aviseront réciproquement.

Article III.

La taxe pour les télégrammes à destination finale de l'un des deux pays est fixée à 14 centimes or par mot.

La taxe pour les télégrammes urgents est fixée au triple de celle des télégrammes ordinaires.

Article IV.

1. La taxe pour les télégrammes de presse à destination finale de l'un des deux pays est fixée à 7 centimes or par mot.

La taxe des télégrammes de presse urgents est fixée au triple de celle des télégrammes de presse ordinaire.

2. Les télégrammes de presse devront être libellés en langage clair, en danois, suédois, norvégien, anglais, français ou allemand. Le danois, le suédois et le norvégien pourront être utilisés dans le même télégramme.

L'expéditeur devra certifier, par une déclaration signée au bas du télégramme, qu'il s'agit bien d'un « télégramme de presse destiné à être publié » et, s'il y est invité, il devra établir son identité.

3. Les télégrammes de presse ordinaires devront porter, avant l'adresse, l'indication de service « Presse », qui sera taxée. Dans les télégrammes de presse urgents, on fera précéder l'adresse de l'indication de service « Il presse », qui sera taxée.

4. Les télégrammes de presse ordinaires seront acheminés dans le même ordre que les télégrammes privés ordinaires.

Les télégrammes de presse urgents seront acheminés dans le même ordre que les télégrammes urgents privés.

5. Les administrations des télégraphes respectives s'aviseront réciproquement, au cas où il serait constaté que l'utilisation des télégrammes de presse au tarif réduit donne lieu à des abus.

Article V.

1. Les télégrammes météorologiques échangés à destination finale de l'un des deux pays seront taxés au même tarif que les télégrammes de presse ordinaires sans priorité.

2. Les télégrammes météorologiques seront transmis avec la mention de service « *Metobs* » qui ne sera pas taxée. L'adresse ne sera nécessaire que pour les télégrammes expédiés directement dans l'autre pays par l'observatoire météorologique lui-même.

Article VI.

1. Les télégrammes de félicitations à destination finale de l'un des deux pays seront soumis, en sus de la taxe de transmission, à une taxe spéciale fixée d'après les dispositions relatives aux

The officials in charge of these stations shall be responsible for taking such special measures as circumstances may demand in any individual case to promote the expeditious despatch of the traffic.

In order to afford guidance in distributing and routing telegrams between the Danish and Swedish stations, the two telegraph administrations shall exchange lists of stations and corresponding frontier control stations.

The routes indicated in these lists shall be those normally used for the despatch of telegrams. Should any accidental circumstances, such as line disturbances and the like, make it necessary or advisable to deviate from these routes, the frontier control stations shall duly inform each other.

Article III.

The charge for ordinary terminal telegrams exchanged between the two countries shall be 14 centimes gold per word.

For urgent telegrams the charge shall be three times that for ordinary telegrams.

Article IV.

1. For terminal press telegrams exchanged between the two countries the charge shall be 7 centimes gold per word.

The charge for urgent press telegrams shall be three times that for ordinary press telegrams.

2. Press telegrams shall be written in plain language in Danish, Swedish, Norwegian, English, French or German. Danish, Swedish and Norwegian may be used in one and the same telegram.

The sender must make a signed declaration at the foot of the telegram to the effect that it is a "press telegram for publication" and must if required give proof of his identity.

3. In ordinary press telegrams the paid service indication "Presse" shall be inserted before the address. In urgent press telegrams the paid service indication is "Il presse", inserted before the address.

4. Ordinary press telegrams rank for transmission in with ordinary private telegrams.

Urgent press telegrams rank for transmission in with urgent private telegrams.

5. The telegraph administrations shall notify each other of any abuse arising in connection with the sending of press telegrams at the reduced rate.

Article V.

1. For terminal meteorological telegrams between the two countries the rate shall be the same as for ordinary telegrams without priority.

Meteorological telegrams shall be transmitted with the unpaid service indication "Metobs", addresses are only necessary in the case of telegrams sent direct from the respective meteorological observatories to the other country.

Article VI.

1. In the case of terminal congratulatory telegrams between the two countries, a special charge shall be made in addition to the charge for despatch; this charge shall be fixed in accordance

télégrammes de félicitations dans le régime intérieur du pays de départ. Le montant de cette taxe spéciale sera acquis à l'administration des télégraphes qui l'aura perçue.

Pour les radiotélégrammes expédiés des postes de navires de l'un des deux pays par la voie des postes côtiers de l'autre pays la taxe spéciale ne sera pas portée en compte.

2. Les télégrammes de félicitations seront transcrits, au bureau des télégraphes destinataire, sur un formulaire spécial. Ils devront porter, avant l'adresse, l'indication de service « Lx » qui sera taxée.

3. Les télégrammes de félicitations adressés aux bureaux de télégraphe des chemins de fer au Danemark ou en Suède, ou aux bureaux secondaires de Suède, s'ils ne peuvent être établis par le bureau de destination sur le formulaire spécial prévu à cet effet, seront transmis à ce bureau comme télégrammes ordinaires, mais une copie du télégramme établie sur le formulaire de félicitations sera adressée au destinataire par le bureau d'expédition.

4. Les télégrammes de félicitations pourront contenir toutes les indications autorisées dans le service international. Les deux administrations des télégraphes se communiqueront réciproquement des exemplaires de formulaires servant à l'établissement des télégrammes de félicitations, en vue de leur affichage dans les salles réservées au public dans les principaux bureaux de télégraphes.

Article VII.

1. En ce qui concerne la correspondance télégraphique à destination finale de l'un des deux pays, le règlement des comptes entre les administrations des télégraphes de Danemark et de Suède s'effectuera conformément aux règles suivantes :

a) En septembre et en mars, chaque année, les deux administrations des télégraphes établiront le calcul du nombre de télégrammes de chaque catégorie expédiés dans les deux sens, à destination finale de l'un des deux pays, pendant les mois en question et celui du nombre de mots de ces télégrammes en comptant chaque mot pour trois mots dans les télégrammes urgents, pour un demi-mot dans les télégrammes de presse et pour un mot et demi dans les télégrammes de presse urgents.

Ces calculs seront arrêtés respectivement en novembre et en mai et feront l'objet d'un échange entre les deux administrations des télégraphes.

Si l'on constate dans les calculs des écarts dépassant 1 % du chiffre total, les administrations télégraphiques se communiqueront, aux fins de comparaison, les relevés statistiques de la correspondance établis par chacune d'entre elles. Si l'écart est inférieur à 1 %, la moyenne entre les chiffres calculés par les deux administrations des télégraphes sera considérée comme le chiffre exact.

b) Le total des mots transmis dans les deux sens, calculés pour les mois de septembre et de mars de la manière indiquée sous *a)* sera multiplié par 14 centimes or et la somme ainsi obtenue sera divisée par le nombre total de télégrammes échangés au cours des mois en question, calculé de la manière indiquée sous *a)*. La somme ainsi obtenue représentera le prix moyen du télégramme, dans les deux sens, pour l'exercice budgétaire courant au Danemark.

c) Les deux administrations des télégraphes se communiqueront chaque mois le relevé du nombre de télégrammes à destination finale de l'autre pays, expédiés dans chaque sens au cours du mois précédent.

S'il est constaté un écart entre les relevés ainsi fournis et le nombre de télégrammes calculé par l'administration des télégraphes intéressée, on aura recours à la méthode fixée ci-dessus pour déterminer le prix moyen.

Le total des taxes perçues pour tous les télégrammes expédiés au cours du mois en question, soit du Danemark, soit de Suède, s'obtiendra en multipliant par le nombre de télégrammes expédiés dans les deux sens, le prix moyen d'un télégramme, calculé ainsi qu'il est indiqué sous *b)* pour l'exercice budgétaire danois antérieur.

with the provisions in the country of origin regarding inland congratulatory telegrams. The special charge shall accrue to the telegraph administration which has collected it.

In the case of radio telegrams sent by a ship station of one country through the coast stations of the other country, this special charge shall not be brought into account.

2. Congratulatory telegrams shall be written out at the terminal telegraph station on a special form. They shall bear the paid service indication "Lx", before the address.

3. Congratulatory telegrams addressed to railway telegraph stations in Denmark or Sweden or to sub-stations in Sweden shall, in case the terminal station is unable to write them out on the special form, be transmitted to the terminal station as ordinary telegrams, but copies of the telegrams written out on the congratulation form shall be sent to the addressees by the intermediate station concerned.

4. The congratulatory telegrams may contain all the paid service indications allowed in international traffic. The two telegraph administrations shall furnish each other with copies of the forms prescribed for congratulatory telegrams for displaying in the public rooms at the chief telegraph stations.

Article VII.

1. As regards terminal telegraph traffic, the settlement between the Danish and the Swedish telegraph administrations shall be effected in accordance with the following rules :

(a) In September and March of each year the two telegraph administrations shall draw up abstracts showing the number of terminal telegrams of all kinds which have passed in both directions during these months, together with the number of words, each word in urgent telegrams being counted as three words, in press telegrams as half a word, and in urgent press telegrams as 1 ½ words.

These abstracts shall be closed in November and May respectively, and shall be exchanged between the two telegraph administrations.

Should the abstracts show a discrepancy exceeding 1 % of the total number, the telegraph administrations shall, with a view to harmonizing the results, transmit to each other the statistical records of the traffic. Should the discrepancy be less than 1 %, the mean of the totals calculated by the two telegraph administrations shall be considered as correct.

(b) The total number of words calculated for September and March in both directions in accordance with (a) shall be multiplied by 14 centimes gold and the amount thus arrived at shall be divided by the number of telegrams exchanged in these two months, as calculated in accordance with (a). The amount thus arrived at shall be recognized as the average value per telegram, in both directions, for the current Danish financial year.

(c) The two telegraph administrations shall forward to each other a monthly statement of the number of terminal telegrams sent in each direction in the immediately preceding month.

Should the statements disagree with each other, the procedure shall be the same as that described above for the calculation of average values.

The total charges for all telegrams sent from Denmark or Sweden, respectively, in the month concerned shall be obtained by multiplying the average value per telegram for the previous Danish financial year, as calculated in accordance with (b), by the number of telegrams sent in each direction.

d) Chaque mois,

Le Danemark portera au crédit de la Suède $\frac{10}{19}$ du total (calculé ainsi qu'il est indiqué sous c)) des taxes perçues pour des télégrammes expédiés du Danemark et

La Suède portera au crédit du Danemark les $\frac{9}{19}$ du total (calculé ainsi qu'il est indiqué sous c)) des taxes perçues pour des télégrammes expédiés de Suède.

Le solde ainsi obtenu fera l'objet d'un règlement trimestriel en même temps que le règlement des comptes relatifs à la correspondance en transit.

A l'occasion du règlement des comptes trimestriels relatifs au dernier trimestre de l'exercice budgétaire danois, on procédera au règlement final des comptes de tous les trimestres de cet exercice, en se fondant sur le prix moyen du télégramme tel qu'il a été calculé pour les mois de septembre et de mars du même exercice budgétaire.

Article VIII.

En ce qui concerne les télégrammes en transit, le règlement des comptes s'effectuera conformément aux dispositions du Règlement international des Télégraphes ou conformément à des accords spéciaux relatifs à la transmission en transit. L'échange des relevés mensuels de ces télégrammes aura lieu au milieu du second mois qui suivra celui pendant lequel les télégrammes auront été transmis. Le décompte trimestriel sera établi par la Direction générale des Télégraphes danois aussitôt que tous les comptes mensuels du trimestre auront été approuvés.

Le présent arrangement, établi en double exemplaire et dans la langue de chacun des deux pays, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1929.

L'arrangement restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre et pourra être révisé chaque fois que l'une des deux administrations des télégraphes en fera la demande à l'autre. Il demeurera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à courir du jour où il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

L'Arrangement du 1/8 octobre 1924 concernant la correspondance téléphonique et télégraphique entre le Danemark et la Suède, ainsi que l'Arrangement additionnel du 16 juin/6 juillet 1926 cesseront d'être applicables à partir de la fin de l'année 1928.

COPENHAGUE, le 12 février 1929.

*La Direction générale de l'Administration
des Postes et Télégraphes du Danemark :*

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) GREDSTED.

STOCKHOLM, le 28 février 1929.

La Direction des Télégraphes de Suède :

(Signé) A. HAMILTON.

(Signé) Artur KARLSSON.

(d) Every month

Denmark shall credit Sweden with ten-nineteenths of the total charges calculated in accordance with (c) in respect of the telegrams sent from Denmark, and

Sweden shall credit Denmark every month with nine-nineteenths of the total charges calculated in accordance with (c) in respect of the telegrams sent from Sweden.

The balance thus arrived at shall be settled quarterly, concurrently with the accounts in respect of transit traffic.

On the occasion of the settlement of quarterly accounts for the last quarter of the Danish financial year, a final settlement shall be effected for all quarters of the financial year, having regard to the average value per telegram, as calculated for September and March of the same financial year.

Article VIII.

The settlement in connection with transit telegrams shall be effected in accordance with the International Telegraph Regulations or special agreements concluded for transit traffic. The exchange of monthly statements regarding such telegrams must take place in the middle of the second month after that in which the telegrams were transmitted. The quarterly statement shall be drawn up by the Danish Department immediately after the whole of the monthly statements for the quarter have been approved.

The present Agreement, which is done in two copies and in the language of both countries, shall come into force on January 1, 1929.

The Agreement shall continue in force until further notice, and may be revised whenever a request to that effect is made by either Telegraph Department to the other. It shall remain in force for one year after the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

The Agreement concerning Telephonic and Telegraphic Correspondence between Denmark and Sweden, dated October 1/8, 1924, together with the Additional Agreement dated June 16/July 6, 1926, shall cease to be in force as from the end of the year 1928.

COPENHAGEN, February 12, 1929.

(Signed) C. MONDRUP.
GREDSTED.

Royal Danish Post and Telegraph
Department.

STOCKOLM, February 28, 1929.

(Signed) A. HAMILTON.
Artur KARLSSON.

Royal Swedsh Telegraph Department.

N° 2380.

**ALLEMAGNE ET
CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS**
(Grande-Bretagne, France, Italie et Japon.)

Echange de notes comportant des accords en vue de conformer le réseau ferré allemand de la rive gauche du Rhin aux dispositions de l'article 43 du Traité de Versailles. Paris, les 17 juillet, 4, 10 et 23 août 1929.

**GERMANY AND
CONFERENCE OF AMBASSADORS**
(Great Britain, France, Italy and Japan.)

Exchange of Notes constituting Agreements with a view to making the German Railway System on the Left Bank of the Rhine conform with the Provisions of Article 43 of the Treaty of Versailles. Paris, July 17, August 4, 10 and 23, 1929.

Nr. 2380. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER BOTSCHAFTERKONFERENZ, BETREFFEND VEREINBARUNGEN ZUR ANGLEICHUNG DES DEUTSCHEN EISENBAHNNETZES AM LINKEN RHEINUFER AN DIE BESTIMMUNGEN DES ARTIKELS 34 DES VERSAILLER VERTRAGES. PARIS, AM 17. JULI, 4., 10. UND 23. AUGUST 1929.

N° 2380. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS, COMPORTANT DES ACCORDS EN VUE DE CONFORMER LE RÉSEAU FERRÉ ALLEMAND DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 43 DU TRAITÉ DE VERSAILLES. PARIS, LES 17 JUILLET, 4, 10 ET 23 AOUT 1929.

Textes officiels français et allemand communiqués par le président de la Conférence des Ambassadeurs. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 juillet 1930.

French and German official texts communicated by the President of the Conference of Ambassadors. The registration of this Exchange of Notes took place July 7, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.
A. 2538.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.
A. 2538.

PARIS, den 17. Juli 1929.

PARIS, le 17 juillet 1929.

HERR PRÄSIDENT!

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Im Anschluss an die Besprechungen, die kürzlich zwischen den Vertretern der Deutschen Regierung und den in der Botschafterkonferenz vertretenen Regierungen über die in der Note der Botschafterkonferenz vom 25. Mai 1922 behandelten Eisenbahnfragen stattgefunden haben, beehre ich mich Euerer

Comme suite aux entretiens qui ont eu lieu dernièrement entre les représentants du Gouvernement allemand et des gouvernements représentés dans la Conférence des Ambassadeurs, au sujet des questions ferroviaires traitées dans la note de la Conférence des Ambassadeurs du 25 mai 1922, j'ai l'honneur de faire connaître

¹ Traduction du Gouvernement de la République française.

¹ Translation of the Government of the French Republic.

Exzellenz im Auftrage meiner Regierung folgendes mitzuteilen :

I.

Soweit es sich in der erwähnten Note um vorhandene Anlagen handelt, erklärt die Deutsche Regierung folgendes :

1. AHR TAL-BAHN NEBST VERLÄNGERUNGEN NACH STEINEBRÜCK UND LOSHEIM.

Zwischen Block Insul und Block Liers wird ein Gleis nebst den zugehörigen Weichen entfernt.

Auf der Strecke Gerolstein-Steinebrück wird ein Gleis entfernt.

Auf der Strecke Jünkerath-Losheim wird ein Gleis entfernt.

2. STRECKE HOMBURG-MÜNSTER AM STEIN.

Auf der Strecke Odernheim-Münster wird ein Gleis entfernt.

3. RHEINBRÜCKE ZWISCHEN ERPEL UND SINZIG.

Die Verbindung von der Brücke nach Bodendorf wird in der Weise beseitigt, dass die beiden Gleise sowie die Anschlussweichen entfernt werden.

Bemerkung zu 1—3: Die « Entfernung » eines Gleises bedeutet die Fortnahme des Oberbaus, der Bettung sowie der Signale und Sicherungsanlagen. Die Bettung wird innerhalb 9 Monaten beseitigt.

4. VERBINDUNG ODERNHEIM-STAUDERNHEIM.

Die eingleisige Verbindungskurve Odernheim-Staudernheim, deren Linienführung nicht geändert wird, wird bei etwaiger Erneuerung des Oberbaus mit Schienen ausgerüstet, deren Gewicht 35 kg auf den laufenden Meter nicht übersteigt.

5. RAMPEN.

Ahrdorf wird um 160 m gekürzt.
Jünkerath wird beseitigt.

No. 2380

à Votre Excellence, d'ordre de mon gouvernement, ce qui suit :

I.

Pour autant qu'il s'agit, dans la note ci-dessus visée, d'installations et ouvrages existants, le Gouvernement allemand fait la déclaration suivante :

1. LIGNE DE LA VALLÉE DE L'ÀHR AVEC PROLONGEMENTS VERS STEINEBRÜCK ET LOSHEIM.

Entre le Block Insul et le Block Liers, il sera enlevé une voie, ainsi que les aiguilles correspondantes.

Sur la section Gerolstein-Steinebrück, il sera enlevé une voie.

Sur la section Jünkerath-Losheim, il sera enlevé une voie.

2. LIGNE HOMBURG-MÜNSTER-S-STEIN.

Sur la section Odernheim-Münster-s-Stein, il sera enlevé une voie.

3. PONT DU RHIN ENTRE ERPEL ET SINZIG.

Le raccordement du pont vers Bodendorf sera supprimé par l'enlèvement des deux voies, ainsi que des aiguilles de raccordement.

Remarques sur les N^o 1) à 3) ci-dessus. — L'« enlèvement » d'une voie s'entend de l'enlèvement de la superstructure, du ballast, ainsi que des signaux et des dispositifs de sécurité. Le ballast sera enlevé dans une période de neuf mois.

4. RACCORDEMENT ODERNHEIM-STAUDERNHEIM.

Le raccordement à une voie Odernheim-Staudernheim, dont le tracé ne sera pas modifié, sera, en cas de réfection de la superstructure, équipé avec des rails d'un poids n'excédant pas 35 kg. au mètre courant.

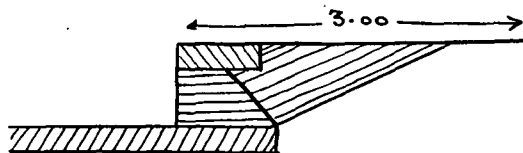
5. QUAIS MILITAIRES.

Ahrdorf. Le quai sera raccourci de 160 m.
Jünkerath. Le quai sera supprimé.

Wengerohr wird um 175 m gekürzt.
 Salmrohr wird um 130 m gekürzt.
 Hetzerath wird um 360 m gekürzt.
 Ehrang wird beseitigt.
 Nennig wird um 160 m gekürzt.
 Prüm wird um 350 m gekürzt.
 Pronsfeld wird um 400 m gekürzt.
 Bleialf wird um 390 m gekürzt.
 Nonnweiler wird um 150 m gekürzt.
 Block Hindenburg-Brücke wird beseitigt.

Schaidt-Steinfeld wird um 250 m gekürzt.

Bemerkung zu 5 : Die Verkürzung oder Beseitigung erfolgt in der Weise, dass die Rampenmauer entfernt und der verbleibende Teil nach Massgabe der folgenden Skizze abgeböschet wird.



II.

Hinsichtlich künftiger Bauten teilt die Deutsche Regierung mit, dass sie nach eingehender Prüfung der wirtschaftlichen und eisenbahntechnischen Verhältnisse zu folgendem Entschluss gelangt ist :

I. STRECKE DÜREN-KÖLN.

Die Linie wird während der nächsten 12 Jahre nicht viergleisig ausgebaut werden.

2. STRECKE EHRANG-KOBLENZ.

Das Gleiche gilt für die Fortführung des viergleisigen Ausbaus dieser Strecke. Unabhängig hiervon bleiben der viergleisige Ausbau der Teilstrecke Ehrang-Föhren sowie der eingleisige Ausbau der Strecke Carden-Neef.

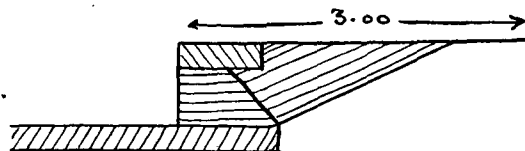
3. EISENBAHNBRÜCKEN ÜBER DEN RHEIN.

Während eines Zeitraums von 12 Jahren wird die Zahl der zwischen Maxau und der holländischen Grenze über den Rhein führenden Gleise nicht vermehrt, mit Ausnahme des Baus der

Wengerohr. Le quai sera raccourci de 175 m.
 Salmrohr. Le quai sera raccourci de 130 m.
 Hetzerath. Le quai sera raccourci de 360 m.
 Ehrang. Le quai sera supprimé.
 Nennig. Le quai sera raccourci de 160 m.
 Prüm. Le quai sera raccourci de 350 m.
 Pronsfeld. Le quai sera raccourci de 400 m.
 Bleialf. Le quai sera raccourci de 390 m.
 Nonnweiler. Le quai sera raccourci de 150 m.
 Block Hindenburg-Brücke. Le quai sera supprimé.

Schaidt-Steinfeld. Le quai sera raccourci de 250 m.

Remarque sur le N° 5 : La réduction de la longueur ou la suppression d'un quai sera réalisée de la façon suivante : le mur de soutènement sera supprimé et le terre-plein sera mis en pente conformément à l'esquisse ci-contre.



II.

En ce qui concerne les travaux futurs, le Gouvernement allemand déclare que, après un examen approfondi des conditions économiques et ferroviaires, il a pris la décision suivante :

I. LIGNE DÜREN-COLOGNE.

La ligne ne sera pas mise à quatre voies avant 12 ans.

2. LIGNE EHRANG-COBLENCE.

Il en est de même en ce qui concerne la continuation du quadruplement de cette ligne. Exception est faite pour le quadruplement de la section Ehrang-Föhren, ainsi que pour la construction à une voie de la section Carden-Neef.

3. PONTS DE CHEMIN DE FER SUR LE RHIN.

Pendant une période de douze ans, le nombre des voies ferrées franchissant le Rhin entre Maxau et la frontière hollandaise ne sera pas augmenté sous réserve de la construction à

zweigleisigen Brücke bei Maxau sowie der im Norden von Köln geplanten Brücke.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Gez.) HÆSCH.

Seiner Exzellenz
den Präsidenten
der Botschafterkonferenz
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu récemment au sujet des questions ferroviaires visées dans la note du 25 mai 1922, Votre Excellence, par sa lettre en date du 17 juillet dernier, m'a communiqué, d'ordre de son Gouvernement la déclaration suivante :

I.

Pour autant qu'il s'agit, dans la note ci-dessus visée, d'installations ou d'ouvrages existants, le Gouvernement allemand fait la déclaration suivante :

1. LIGNE DE LA VALLÉE DE L'ADR AVEC PROLONGEMENT VERS STEINEBRÜCK ET LOSHEIM.

Entre le Block Insul et le Block Liers, il sera enlevé une voie, ainsi que les aiguilles correspondantes.

Sur la section Gerolstein-Steinebrück, il sera enlevé une voie.

Sur la section Jünkerath-Losheim, il sera enlevé une voie.

2. LIGNE HOMBURG-MÜNSTER-S-STEIN.

Sur la section Odernheim-Münster-s-Stein, il sera enlevé une voie.

3. PONT DU RHIN ENTRE ERPEL ET SINZIG.

Le raccordement du pont vers Bodendorf sera supprimé par l'enlèvement des deux voies, ainsi que des aiguilles de raccordement.

Remarques sur les N^o 1^o à 3^o ci-dessus.

L'« enlèvement » d'une voie s'entend de l'enlèvement de la superstructure, du ballast, ainsi que des signaux et des dispositifs de sécurité. Le ballast sera enlevé dans une période de neuf mois.

deux voies du pont de Maxau et de la construction du pont projeté au nord de Cologne.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) HÆSCH.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Président de la
Conférence des Ambassadeurs,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs :
R. Massigli.

PARIS, le 4 août 1929.

4. RACCORDEMENT ODERNHEIM-STAUDERNHEIM.

Le raccordement à une voie Odernheim-Staudernheim, dont le tracé ne sera pas modifié, sera, en cas de réfection de la superstructure, équipé avec des rails d'un poids n'excédant pas 35 kg. au mètre courant.

5. QUAIS MILITAIRES.

Ahrdorf. Le quai sera raccourci de 160 m.

Jünkerath. Le quai sera supprimé.

Wengerrohr. Le quai sera raccourci de 175 m.

Salmrohr. Le quai sera raccourci de 130 m.

Hetzerath. Le quai sera raccourci de 360 m.

Ehrang. Le quai sera supprimé.

Nennig. Le quai sera raccourci de 160 m.

Prüm. Le quai sera raccourci de 350 m.

Pronsfeld. Le quai sera raccourci de 400 m.

Bleialf. Le quai sera raccourci de 390 m.

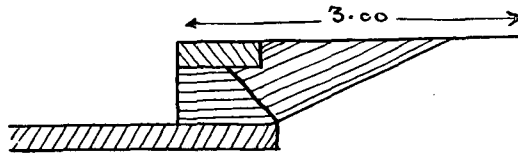
Nonnweiler. Le quai sera raccourci de 150 m.

Block-Hindenburg-Brücke. Le quai sera supprimé.

Schaidt Steinfeld. Le quai sera raccourci de 250 m.

Remarque sur le N° 5.

La réduction de la longueur ou la suppression d'un quai sera réalisée de la façon suivante : le mur de soutènement sera supprimé et le terre-plein sera mis en pente conformément à l'esquisse ci-contre,



En ce qui concerne les travaux futurs, le Gouvernement allemand déclare que, après un examen approfondi des conditions économiques et ferroviaires, il a pris la décision suivante :

1. LIGNE BÜREN-COLOGNE.

La ligne ne sera pas mise à quatre voies au cours des douze prochaines années.

2. LIGNE EHRANG-COBLENCE.

Il en est de même en ce qui concerne la continuation du quadruplement de cette ligne. Exception est faite pour le quadruplement de la section Ehrang-Föhren, ainsi que pour la construction à une voie de la section Garden-Neef.

3. PONTS DE CHEMINS DE FER SUR LE RHIN.

Pendant une période de douze ans, le nombre des voies ferrées franchissant le Rhin entre Maxau et la frontière hollandaise ne sera pas augmenté, sous réserve de la construction à deux voies du pont de Maxau et de la construction du pont projeté au nord de Cologne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, sur le vu de cette déclaration dont elle a pris acte avec satisfaction, la Conférence des Ambassadeurs a estimé pouvoir renoncer à demander l'exé-

cution intégrale du programme visé dans sa note du 25 mai 1922 susmentionnée. Il doit demeurer naturellement entendu qu'en prenant acte de la déclaration transmise par Votre Excellence les Gouvernements intéressés ne renoncent en aucune manière à faire usage, éventuellement, des droits qu'ils tiennent de l'article 43 du Traité de Paix, soit en ce qui concerne les travaux qui seraient effectués à l'expiration de la période de douze ans mentionnée au paragraphe II sur les lignes et ouvrages qui y sont énumérés, soit à l'égard de tous travaux ferroviaires effectués avant ou après l'expiration de ladite période en un point quelconque de la zone démilitarisée et qui constitueraient à leurs yeux une infraction audit article 43.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

LE PRÉSIDENT.

PARIS, le 4 août 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours des conventions qui se sont poursuivies au sujet des chemins de fer de Rhénanie, les représentants du Gouvernement allemand ont précisé comme suit les raisons des travaux envisagés soit à la gare de Juliers, soit dans l'Osterthal.

I. TRANSFORMATION DE LA GARE DE JULIERS. (JÜLICH).

La gare de Juliers (Jülich) construite au début des années 70 et qui reçoit cinq lignes à voie unique devait déjà, en raison de l'augmentation du trafic, être sérieusement remaniée et agrandie vers 1900. Les projets sans cesse modifiés, n'ont cependant pas pris de forme définitive avant la fin de 1925. La nécessité d'élargir rapidement une gare complètement démodée, et d'une exploitation très coûteuse était, entre temps, devenue si pressante — en raison du fort accroissement aussi bien du trafic des voyageurs que de celui des marchandises — que, au début de 1926, un projet très hâtivement établi a servi de base au commencement des travaux. Par suite des réclamations de la Ville et des autorités de la police locale, des modifications importantes durent être apportées ultérieurement aux plans ; elles concernent essentiellement le déplacement de la gare des voyageurs (*Empfangsgebäude*) l'établissement de trois quais accessibles par passage souterrain et le remplacement du passage à niveau de la « *Provinzialstrasse* » par un passage en dessus. Ce programme définitif, précisé dans un nouveau plan de l'année 1928, répond exclusivement aux exigences locales de l'exploitation et du trafic dans une gare tout à fait démodée et insuffisante depuis de nombreuses années.

La capacité de rendement des cinq lignes qui rayonnent de la gare de Juliers ne sera pas affectée par la transformation de la gare. On n'a pas l'intention d'augmenter la capacité de rendement de ces lignes en cours des douze prochaines années.

2. CHEMIN DE FER DE L'OSTERTHAL.

La ligne de l'Osterthal est conçue comme un chemin de fer à voie unique d'intérêt local (*Kleinbahn*). Le projet élaboré est donc établi, du point de vue technique, de manière à remplir les conditions nécessaires pour le classement de la ligne comme chemin de fer d'intérêt local. En conséquence, il a été prévu pour les voies de garage une longueur de voie utilisable de 300 m. ainsi, des trains militaires entiers ne pourront pas être chargés en une fois, d'autant que la construction de quais d'embarquement fixes d'assez grande longueur n'est pas envisagée. De son côté, la superstructure ne correspondra qu'au profil le plus faible en usage dans le service général des chemins de fer. Le projet ne prévoit pas de raccordement avec la ligne de Türkismühle-Kusel projetée pour plus tard. Il est cependant possible que, au cas où cette dernière ligne serait construite, le raccordement soit réclamé par la Société exploitante ou les usagers. On ne peut donc encore prévoir avec certitude l'aménagement définitif. Toutefois, il est certain que, même si jamais un raccordement est construit, le chemin de fer de l'Osterthal conservera pour la durée de douze ans au moins le caractère technique d'un chemin de fer d'intérêt local (*Kleinbahn*).

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que la Conférence a pris acte de ces déclarations ; elle a, d'autre part, invité la Commission des chemins de fer de campagne et la Commission de navigation de campagne de l'Armée du Rhin à donner suite aux demandes d'autorisation de travaux dont elles avaient été saisies et auxquelles une réponse n'avait pas encore été faite. Ces deux commissions ont été en même temps invitées à se prononcer dorénavant sur les demandes dont elles seraient saisies à l'avenir, sans en référer à la Conférence.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :
Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.
A. 2894.

PARIS, den 10. August 1929.

HERR PRÄSIDENT!

Im Anschluss an mein Schreiben vom 17. Juli d. J. — A. 2538 — beehre ich mich Eurer Exzellenz im Auftrage meiner Regierung folgendes ergänzend mitzuteilen :

Nachdem sich nachträglich ergeben hat, dass die von dem deutschen Sachverständigen

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.
A. 2894.

PARIS, le 10 août 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Comme suite à ma lettre du 17 juillet dernier, A. 2538, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, à titre complémentaire, d'ordre de mon Gouvernement, ce qui suit :

Etant donné qu'il est apparu après coup que les chiffres relatifs à la rampe de

¹ Traduction du Gouvernement de la République française.

¹ Translation of the Government of the French Republic.

digen und den Sachverständigen der Botschafterkonferenz bei den Verhandlungen über Eisenbahnfragen im Juni d. J. zu Grunde gelegte Zahlenangabe über die Rampe von Densborn einen Irrtum enthielt, wird die Deutsche Regierung diese Rampe in gleicher Weise wie die in der Note der Botschaft vom 17. Juli unter Ziffer I,5, erwähnten Rampen um 257 m auf 250 m kürzen.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Gez.) HÆSCH.

Seiner Exzellenz
dem Präsidenten
der Botschafterkonferenz
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :
Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.
N° 77.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par lettre N° 2894 du 10 août courant, Votre Excellence a bien voulu faire tenir à la Conférence des Ambassadeurs une note complémentaire à sa lettre N° 2538, en date du 17 juillet dernier, consacrant l'accord récemment conclu sur la question des chemins de fer rhénans. Aux termes de cette communication, le Gouvernement allemand, reconnaissant que les chiffres ayant servi de base à l'élaboration de cet accord, contenaient une erreur en ce qui concernait la longueur du quai de Densborn, annonce spontanément son intention de raccourcir ce quai de 257 mètres, de façon à le ramener à la longueur de 250 mètres, comme les quais mentionnés sous les chiffres 1,5, dans la lettre de Votre Excellence du 17 juillet dernier.

En vous faisant connaître que la Conférence des Ambassadeurs a pris acte avec satisfaction de cette déclaration, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de faire savoir à son gouvernement combien elle a apprécié l'esprit dans lequel cette affaire a été réglée par lui.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :
Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

No. 2380

Densborn, pris comme base par les experts allemands et les experts de la Conférence des Ambassadeurs lors des discussions au mois de juin dernier concernant les questions ferroviaires, contenaient une erreur, le Gouvernement allemand fera raccourcir cette rampe de 257 mètres à 250 mètres comme les rampes mentionnées sous les chiffres 1, 5 dans la note de l'Ambassade du 17 juillet dernier.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) HÆSCH.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Président de la Conférence
des Ambassadeurs,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :
Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs :
R. Massigli.

PARIS, le 23 août 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2380. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE CONFERENCE OF AMBASSADORS, CONSTITUTING AGREEMENTS WITH A VIEW TO MAKING THE GERMAN RAILWAY SYSTEM ON THE LEFT BANK OF THE RHINE CONFORM WITH THE PROVISIONS OF ARTICLE 43 OF THE TREATY OF VERSAILLES. PARIS, JULY 17, AUGUST 4, 10 AND 23, 1929.

GERMAN EMBASSY.

PARIS.

A. 2538.

PARIS, *July 17, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the conversations which have recently taken place between the representatives of the German Government and the Governments represented on the Conference of Ambassadors with regard to the railway questions dealt with in the Note of the Conference of Ambassadors dated May 25, 1922, I am instructed by my Government to bring the following statement to your notice :

I.

The German Government makes the following declaration in respect of existing installations and works referred to in the above-mentioned Note :

1. AHR VALLEY RAILWAY AND EXTENSIONS TO STEINEBRÜCK AND LOSHEIM.

Between Block Insul and Block Liers, one track together with the corresponding switches shall be removed.

In the section Gerolstein-Steinebrück, one track shall be removed.

In the section Jünkerath-Losheim, one track shall be removed.

2. HOMBURG-MÜNSTER-AM-STEIN LINE.

In the section Odernheim-Münster-am-Stein, one track shall be removed.

3. RHINE BRIDGE BETWEEN ERPEL AND SINZIG.

The connection with the bridge in the direction of Bodendorf shall be broken by the removal of the two tracks and the converging switches.

Note to 1-3. By the "removal" of a track shall be meant the taking away of the permanent way, ballast, signals and installation of safety appliances. The ballast shall be cleared away within nine months.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. ODERNHEIM AND STAUDERNHEIM CONNECTION.

The single-track curve connecting Odernheim and Staudernheim, the lay-out of which shall remain unchanged, shall, in the event of the permanent way being removed, be laid with rails weighing not more than 35 kg. per lineal metre.

5. RAMPS.

Ahrdorf. To be made 160 m. shorter.

Jünkerath. To be removed.

Wengerohr. To be made 175 m. shorter.

Salmrohr. To be made 130 m. shorter.

Hetzerath. To be made 360 m. shorter.

Ehrang. To be removed.

Nennig. To be made 160 m. shorter.

Prüm. To be made 350 m. shorter.

Pronsfeld. To be made 400 m. shorter.

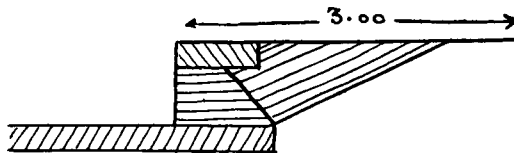
Bleialf. To be made 390 m. shorter.

Nonnweiler. To be made 150 m. shorter.

Block Hindenburg-Brücke. To be removed.

Schaidt-Steinfeld. To be made 250 m. shorter.

Note to 5. The shortening or removal shall be effected in such a manner that the retaining wall is taken away and the remaining portion sloped off as shown in the following sketch :



II.

The German Government states that, after exhaustive examination of the economic and technical conditions, it has reached the following decision with regard to future works :

1. DÜREN-COLOGNE LINE.

The line shall not be developed into a four-track line during the next twelve years.

2. EHRANG-COBLENZ LINE.

The same shall apply with regard to further work on the development of this line into a four-track line. The quadrupling of the section Ehrang-Föhren and the construction of the single-track section Garden-Neef shall not be affected by this division.

3. RAILWAY BRIDGES OVER THE RHINE.

During a period of twelve years the number of railway lines crossing the Rhine between Maxau and the Dutch frontier shall not be increased, with the exception of the construction of the double-track bridge near Maxau and of the projected bridge north of Cologne.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HÆSCH.

His Excellency

M. Aristide Briand,

President of the

Conference of Ambassadors,

Paris.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
THE PRESIDENT.

PARIS, August 4, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the conversations which recently took place concerning the railway questions mentioned in the Note of May 25, 1922, you communicated to me on behalf of your Government, in your letter dated July 17 last, the following declaration :

I.

The German Government makes the following declaration in respect of existing installations and works referred to in the above-mentioned Note :

1. AHR VALLEY RAILWAY AND EXTENSIONS TO STEINEBRÜCK AND LOSHEIM.

Between Block Inſul and Block Liers, one track together with the corresponding switches shall be removed.

In the section Gerolstein-Steinebrück, one track shall be removed.

In the section Jünkerath-Losheim, one track shall be removed.

2. HOMBURG MÜNSTER-AM-STEIN LINE.

In the section Odernheim-Münster-am-Stein, one track shall be removed.

3. RHINE BRIDGE BETWEEN ERPEL AND SINZIG.

The connection with the bridge in the direction of Bodendorf shall be broken by the removal of the two tracks and the converging switches.

Note to 1-3.

By the "removal" of a track shall be meant the taking away of the permanent way, ballast, signals and installation of safety appliances. The ballast shall be cleared away within nine months.

4. ODERNHEIM AND STAUDERNHEIM CONNECTION.

The single-track curve connecting Odernheim and Staudernheim, the lay-out of which shall remain unchanged, shall in the event of the permanent way being removed, be laid with rails weighing not more than 35 kg. per lineal metre.

5. RAMPS.

Ahrdorf. To be made 160 m. shorter.

Jünkerath. To be removed.

Wengerohr. To be made 175 m. shorter.

Salmrohr. To be made 130 m. shorter.

Hetzerath. To be made 360 m. shorter.

Ehrang. To be removed.

Nennig. To be made 160 m. shorter.

Prüm. To be made 350 m. shorter.

Pronsfeld. To be made 400 m. shorter.

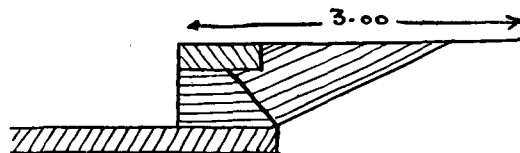
Bleialf. To be made 390 m. shorter.

Nonnweiler. To be made 150 m. shorter.

Block-Hindenburg-Brücke. To be removed.

Schaidt-Steinfeld. To be made 250 m. shorter.

Note to 5. The shortening or removal shall be effected in such a manner that the retaining wall is taken away and the remaining portion sloped off as shown in the following sketch :



II.

The German Government states that, after exhaustive examination of the economic and technical conditions, it has reached the following decision with regard to future works :

1. DÜREN-COLOGNE LINE.

The line shall not be developed into a four track line during the next twelve years.

2. EHRANG-COBLENZ LINE.

The same shall apply with regard to further work on the development of this line into a four-track line. The quadrupling of the section Ehrang-Föhren and the construction of the single track section Garden-Neef shall not be affected by this decision.

3. RAILWAY BRIDGES^r OVER THE RHINE.

During a period of twelve years the number of railway lines crossing the Rhine between Maxau and the Dutch frontier shall not be increased, with the exception of the construction of the double-track bridge near Maxau and of the projected bridge north of Cologne.

I have the honour to inform you that in view of this declaration, which it has noted^r with satisfaction, the Conference of Ambassadors considers that it can waive its demand for the integral execution of the programme referred to in its above-mentioned Note dated May 25, 1922. It must, of course, be understood that, in noting the declaration communicated by you, the Governments concerned do not in any manner renounce their right to avail themselves, if necessary, of the rights which they hold in virtue of Article 43 of the Treaty of Peace, whether in regard to works to be carried out on the lines and undertakings specified in paragraph II on the expiry of the period of twelve years mentioned therein, or in respect of any railway works carried out before or after the expiry of the said period at any point whatever in the demilitarised zone, which might in their opinion constitute an infringement of the aforesaid Article 43.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

THE PRESIDENT.

PARIS, August 4, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the conversations which have taken place regarding the Rhineland railways, representatives of the German Government gave the following explanations as to the reasons for the works contemplated at the station of Juliers and in the Osterthal.

I. RECONSTRUCTION OF THE STATION AT JULIERS (JÜLICH).

The station at Juliers (Jülich), constructed early in the seventies, and into which five single-track lines run, was to have been altered and enlarged as long ago as 1900 owing to the increase in traffic. The plans, which were constantly altered, did not, however, take final shape until the end of 1925. The necessity for enlarging without delay a station which was absolutely out of date and very costly to operate had in the meantime become so urgent, owing to the marked increase both in passenger and goods traffic, that, at the beginning of 1926, a very hastily worked-out plan was adopted as a basis on which to start work. Owing to complaints by the municipality and local police authorities important changes had subsequently to be made in the plans; these changes were chiefly concerned with the shifting of the passenger station (*Empfangsgebäude*), the construction of three platforms with access by a subway, and the substitution of an over-line bridge for the level crossing of the "*Provinzialstrasse*". This final scheme, as established in a later plan in 1928, does no more than satisfy local requirements in regard to the exploitation and traffic of a station which for many years past has been entirely out of date and inadequate.

The traffic capacity of the five lines which run into the station of Juliers will not be affected by the reconstruction of the station. It is not intended to increase the capacity of these lines during the next twelve years.

2. THE OSTERTHAL RAILWAY.

The Osterthal Railway is intended to be a single-track local line (*Kleinbahn*). From the technical point of view, the plan is such as to comply with the conditions necessary for its classification as a local line. Provision has accordingly been made for 300 metres of utilisable track for the shunting loops, and it would thus be impossible for full-length military trains to be loaded at one time, particularly as there is no intention to construct regular platforms sufficiently long for this purpose. The permanent way, for its part, will correspond only to the weakest cross-section of track in use in the general railway service. The scheme does not contemplate any connection with the Türkismühle-Kusel line which is planned for a later date. It is, however, possible that the operating company or parties using the line may demand such connection in the event of the latter line being constructed. There is, therefore, still some doubt as to the final arrangements. It is, however, certain that even if such a connection were effected the Osterthal Railway would remain technically speaking a local line (*Kleinbahn*) for not less than twelve years.

I have the honour to inform you that the Conference has noted these declarations; it has, furthermore, requested the Field Railways Commission and the Field Shipping Commission of the Rhine Army to accede to the requests for authorisation of works which have been submitted to them, and in respect of which no answer has hitherto been given. These two Commissions have also been instructed henceforth to deal with all requests submitted to them in future without reference to the Conference.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

To His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

GERMAN EMBASSY,
PARIS.
A. 2894.

PARIS, August 10, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my letter of July 17 last, No. A. 2538, I am instructed by my Government to communicate the following supplementary information:

As it has since transpired that the figures concerning the ramp at Densborn, which served as a basis for the German experts and the experts of the Conference of Ambassadors

during the discussions on railway questions in June last, were incorrect, the German Government will have this ramp shortened by 257 metres to a length of 250 metres, in the same manner as the ramps mentioned in the Embassy's Note of July 17, under No. I, 5,

I have the honour to be, etc.

(Signed) HOESCH.

His Excellency
M. Aristide Briand,
President of the Conference
of Ambassadors,
Paris.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

THE PRESIDENT.

No. 77.

PARIS, August 23, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter, No. 2894, of August 10, you were good enough to communicate to the Conference of Ambassadors a Note supplementing your letter, No. 2538, dated July 17 last, which confirmed the Agreement recently concluded with regard to the Rhineland railways. In this communication, the German Government, recognising that the figures which had served as a basis for drawing up the said Agreement were incorrect as regards the length of the ramp at Densborn, voluntarily announces its intention of shortening this ramp by 257 metres so that it is reduced to a length of 250 metres, in the same manner as the ramps mentioned under Nos. I, 5, in your letter of July 17 last.

In informing you that the Conference of Ambassadors has noted this declaration with satisfaction, I have the honour to request you to communicate to your Government the Conference's appreciation of the spirit in which this matter has been settled by it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

N° 2381.

DANEMARK, NORVÈGE
ET SUÈDE

Arrangement sur le service téléphonique entre le Danemark et la Norvège par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède. Signé à Stockholm, le 8 décembre 1928, à Oslo, le 13 décembre 1928, et à Copenhague, le 22 décembre 1928.

DENMARK, NORWAY
AND SWEDEN

Agreement concerning Telephone Service between Denmark and Norway through the intermediary of the Lines of Communications established on Swedish Territory. Signed at Stockholm, December 8, 1928, at Oslo, December 13, 1928, and at Copenhagen, December 22, 1928.

N° 2381. — ARRANGEMENT SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA NORVÈGE ET LE DANEMARK, PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LE TERRITOIRE DE LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 8 DÉCEMBRE 1928, A OSLO, LE 13 DÉCEMBRE 1928, ET A COPENHAGUE, LE 22 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 juillet 1930.

La Direction générale des Télégraphes du Royaume de Norvège, la Direction générale des Postes et des Télégraphes du Royaume de Danemark et la Direction générale des Télégraphes du Royaume de Suède ont conclu, sous réserve de l'approbation nécessaire, l'arrangement suivant sur le service téléphonique entre la Norvège et le Danemark par intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention¹ télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Norvège et le Danemark, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Télégraphes à Oslo, respectivement à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Copenhague. Ces offices font parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2381. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND NORWAY THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE LINES OF COMMUNICATIONS ESTABLISHED ON SWEDISH TERRITORY. SIGNED AT STOCKHOLM, DECEMBER 8, 1928, AT OSLO, DECEMBER 13, 1928, AND AT COPENHAGEN, DECEMBER 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 8, 1930.

The General Directorate of Telegraphs of the Kingdom of Norway, the General Directorate of Posts and Telegraphs of the Kingdom of Denmark and the General Directorate of Telegraphs of the Kingdom of Sweden have concluded, subject to the necessary approval, the following agreement concerning the telephone service between Norway and Denmark through the means of communication established on Swedish territory.

Article I.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision, 1925) annexed to the International Telegraph Convention² of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Norway and Denmark, through the means of communication established on Swedish territory subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Telegraphs at Oslo for the Norwegian directories, and to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Copenhagen for the Danish directories. These offices will forward the desired publication direct to the person concerned on payment of the cost.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe 1 (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois l'Administration suédoise se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1 (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1 (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic (de 18 h. à 9 h.) : à la moitié de l'unité de taxe. Toutefois, lorsqu'elles sont échangées entre 23 h. et 7 h., et la taxe est acquittée pour un minimum de 5 unités, il n'est perçu que le tiers de l'unité de taxe.
- b) Pendant les autres périodes (de 9 h. à 18 h.) : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Remplacer par :

Les conversations par abonnement sont celles qui ont lieu soit journallement, soit à des jours déterminés de la semaine — deux par semaine au moins — entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance, et qui sont retenues pour la durée d'un mois au moins.

Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles de fête.

Paragraphe 3.

Des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Remplacer par :

Le montant de l'abonnement est calculé sur la base du nombre de jours qu'il comprend.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are not allowed.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes, when these calls are made through one of its offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic (6 p.m. to 9 a.m.), half the unit charge. When, however, the calls take place between 11 p.m. and 7 a.m., and the charge is paid for at least 5 units, only one-third of the unit charge shall be levied ;
- (b) During other periods (9 a.m. to 6 p.m.), three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Substitute the following text :

Subscription calls are those which take place either daily or on fixed days each week — twice a week at least — between the same stations, at the same time agreed upon beforehand, and which are contracted for at least one month.

Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays, holidays and days preceding a holiday to be excepted.

Paragraph 3.

Subscription calls of more than 6 minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

Substitute the following text :

"The amount of the subscription is calculated on the basis of the number of days covered by the latter."

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins, et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Remplacer par :

Le remboursement à accorder est proportionné au temps perdu.

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4.

I. ZONES.

Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire de la Norvège est divisé en six zones terrestres définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux situés au sud de 61° de latitude nord et à l'est de 8° longitude est de Greenwich, sauf le réseau de Kristiansand S.

La zone B comprend les réseaux situés entre 61° et 64°30' de latitude nord et à l'est de 8° de longitude est de Greenwich.

La zone C 1 comprend les réseaux situés à l'ouest de 8° de longitude est de Greenwich et au sud de 61° de latitude nord, et le réseau de Kristiansand S.

La zone C 2 comprend les réseaux situés à l'ouest de 8° de longitude est de Greenwich et au nord de 61° de latitude nord.

La zone D 1 comprend les réseaux situés entre 64°30' et 68° de latitude nord.

La zone D 2 comprend les réseaux situés au nord de 68° de latitude nord.

Le territoire du Danemark est divisé en deux zones comme suit :

La zone A comprend les réseaux situés sur les îles à l'est du Storebelt et du Langelandebelt.

La zone B comprend tous les autres réseaux.

2. La taxe revenant à chaque administration, par unité de taxe, est fixée comme suit :

PARTS TERMINALES.

NORVÈGE.

a) Voie Svinesund, Korneje ou Charlottenberg.

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone A	— un franc 20 centimes
De la zone B	— deux francs 40 centimes
Des zones C 1 et C 2	— deux francs 40 centimes
De la zone D 1	— quatre francs 20 centimes
De la zone D 2	— cinq francs 40 centimes

Paragraph 6 (2).

Additional clause :

“ An additional call is regarded as a new call (Section L. paragraph 1 (1)), and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic at not less than three-fifths (3/5) of the unit rate.”

Paragraph 7 (3).

Substitute the following text :

“ The refund must be proportionate to the time lost.”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

I. ZONES.

For the fixing of terminal charges :

Norwegian territory is divided into six zones. These zones are as follows :

Zone A comprises the systems situated south of Latitude 61° N. and east of Longitude 8° E. of Greenwich except Kristiansand S.

Zone B comprises the systems situated between Latitudes 61° and 64°30' N. and east of Longitude 8° E. of Greenwich.

Zone C 1 comprises the systems situated west of Longitude 8° E. and south of Latitude 61° N. of Greenwich and also Kristiansand S.

Zone C 2 comprises the systems situated west of Longitude 8° E. and north of Latitude 61° N. of Greenwich.

Zone D 1 comprises the systems situated between Latitudes 64°30' and 68° N. of Greenwich.

Zone D 2 comprises the systems situated north of Latitude 68° N. of Greenwich.

Danish territory is divided into two zones, as follows :

Zone A comprises the systems situated in the islands lying to the east of the Great Belt and Langeland Belt.

Zone B comprises all the other systems.

2. The quota of each Administration, per unit charge, is fixed as follows :

TERMINAL QUOTAS.

NORWAY.

(a) Svinesund, Korneje or Charlottenberg route.

For any call from or to

Zone A	— one franc, 20 centimes
Zone B	— two francs, 40 centimes
Zones C 1 and C 2	— two francs, 40 centimes
Zone D 1	— four francs, 20 centimes
Zone D 2	— five francs, 40 centimes

b) Voie Storlien.

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone A	— deux francs 40 centimes
De la zone B	— un franc 20 centimes
De la zone C 1	— trois francs
De la zone C 2	— un franc 80 centimes
De la zone D 1	— deux francs 40 centimes
De la zone D 2	— trois francs 60 centimes

c) Voie Riksgränsen.

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone D 1	— un franc 80 centimes
De la zone D 2	— un franc 20 centimes.

DANEMARK.

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone A	— un franc 20 centimes
De la zone B	— deux francs 40 centimes

PART DE TRANSIT.

La part de transit revenant à l'Administration suédoise par unité de taxe par toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination est fixée comme suit :

- | | |
|--|---------------------------|
| a) Voie Svinesund, Korneje au Charlottenberg : | deux francs 40 centimes |
| b) Voie Storlien : | quatre francs 20 centimes |
| c) Voie Riksgränsen : | six francs 60 centimes. |

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 18 h. à 9 h. (temps légal du pays d'origine).

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

Nouveau paragraphe.

En calculant dans les monnaies des pays respectifs les taxes à percevoir d'après les paragraphes 3 et 4 ci-dessus le montant, par unité de taxe, exprimé dans la monnaie du pays en question doit être arrondi en plus ou en moins à un nombre d'øre divisible par 15.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe premier.

Remplacer par :

La taxe des communications est calculée par périodes indivisibles de trois minutes.

(b) Storlien route.

For any call from or to

Zone A	—	two francs, 40 centimes
Zone B	—	one franc, 20 centimes
Zone C 1	—	three francs
Zone C 2	—	one franc, 80 centimes
Zone D 1	—	two francs, 40 centimes
Zone D 2	—	three francs, 60 centimes

(c) Riksgränsen route.

For any call from or to

Zone D 1	—	one franc 80 centimes
Zone D 2	—	one franc 20 centimes

DENMARK.

For any call from or to

Zone A	—	one franc, 20 centimes
Zone B	—	two francs, 40 centimes

TRANSIT QUOTA.

The transit quota due to the Swedish Administration per unit charge for any call, whatever the offices of origin and destination, is fixed as follows :

<i>(a)</i> Svinesund, Korneje or Charlottenberg route		two francs, 40 centimes
<i>(b)</i> Storlien route	—	four francs, 20 centimes
<i>(c)</i> Riksgränsen route	—	six francs, 60 centimes.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are 6 p.m. to 9 a.m. (legal time of the country of origin).

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit charge.

New paragraph.

When calculating in the currency of the respective countries the charges to be levied under paragraphs 3 and 4 above, the amount per unit charge, expressed in the currency of the country in question, must be converted into öre to the nearest number divisible by 15.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 1.

Substitute the following text :

The charge for calls is calculated in indivisible periods of three minutes each.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Paragraphe 2.

Les préavis sont soumis à une taxe qui est fixée au tiers ($\frac{1}{3}$) de la taxe d'une conversation ordinaire de 3 minutes échangée dans la même période de taxation que la communication en question.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dedans du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est la même que la taxe afférente à un préavis.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dehors du périmètre de distribution gratuite est fixée au même montant que la taxe d'un préavis avec une surtaxe pour la distribution par exprès calculée à raison de fr. 0.50 par kilomètres de la distance entre le bureau destinataire et le domicile de la personne demandée.

Si le bureau d'origine ne possède pas les renseignements nécessaires concernant la distance mentionnée, ces renseignements seront fournis par le bureau tête de ligne — côté destinataire.

La surtaxe d'exprès reviendra entièrement à l'administration du bureau destinataire.

Paragraphe 3.

Dans l'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris), avec les additions et modifications suivantes :

a) Si le bureau destinataire est informé que la personne demandée ne peut recevoir la communication que plus tard, le bureau demandeur en est avisé aussitôt que possible. Ce dernier bureau renseigne le demandeur.

b) Si le bureau destinataire reçoit du poste d'abonné, lors de l'appel préalable, l'information que la personne demandée ne peut être atteinte, l'établissement de la communication est différé jusqu'à ce que la personne demandée soit prête à recevoir la communication. Si, pour la même cause, le poste d'abonné demandé ne peut recevoir la communication lors de l'appel définitif, sans que le bureau destinataire en ait été averti lors de l'appel préalable, la taxe est due pour une conversation de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée.

NOUVELLE SECTION. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE.
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe ». (*Livre rose*, page 112).

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND "TELEPHONIC PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

Paragraph 2.

The charge for "préavis" is fixed at one-third ($\frac{1}{3}$) the rate for an ordinary three-minute conversation in the same rate-period as the communication in question.

The charge for an "avis d'appel" to be delivered within the free delivery area for telegrams is the same as the charge for a "préavis".

The charge for an "avis d'appel" to be delivered outside the free delivery area is the same as for a "préavis" with a surcharge for express delivery calculated at the rate of fr. 0.50 per kilometre, according to the distance between the office of destination and the residence of the person concerned.

If the office of origin is not in possession of the necessary information concerning the said distance, this information shall be furnished by the terminal office at the receiving end.

The whole of the surcharge for express delivery shall be retained by the Administration of the office of destination.

Paragraph 3.

In putting through calls with "préavis" or "avis d'appel", the Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of Establishing Communications with "Préavis" or "Avis d'Appel", "supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision) with the following additions and amendments:

(a) If the office of destination is informed that the person called cannot receive the call until later the office putting through the call shall be notified as soon as possible. This latter office shall notify the caller.

(b) If the office of destination on ringing up the subscriber for the purpose of the "préavis", is informed that the person called is not there, the actual call shall not be put through until the person called is ready to receive it. If when the call is finally put through, he is unable for the same reason to receive it although the office of destination was not notified thereof on making the preliminary call a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded.

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR.
REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed, under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Casual Calls at a Fixed Hour" (*Pink Book*, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre rose*, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre les bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 7 (1).

Ajouter :

« A la fin de chaque période de trois minutes le bureau tête de ligne — côté demandeur — doit prévenir les correspondants de l'expiration d'une période (deux périodes, etc.). Toutefois, l'omission de cette annonce ne dispense pas le demandeur du paiement de la taxe pour toutes les périodes utilisées. »

Paragraphe 8.

Ajouter :

« Si, par suite de la disposition du circuit ou pour une autre cause, la communication ne peut pas être continuée pendant deux périodes entières de trois minutes, les correspondants en seront avisés d'avance. »

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise, les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Révision de Paris).

Q — COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Révision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en triple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à l'Administration suédoise, laquelle, à moins de contestation de sa part, incorpore dans le compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui reviennent à la Suède.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des administrations contractantes se réserve le droit de suspendre entièrement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Requests for Information " (*Pink Book*, page 113). The charge shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for calls must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for calls in hand in each direction.

Paragraph 7 (1).

Additional clause :

" At the end of each period of three minutes, the terminal office at the end making the call must warn the speakers of the expiration of a period (two periods, etc.). Omission of such warning shall not, however, exempt the caller from payment of the charge for all the periods used."

Paragraph 8.

Additional clause :

" If, owing to the arrangement of the connection or for any other reason, the call cannot be continued for two complete periods of three minutes, the speakers shall be notified beforehand."

Additional clause :

" As regards the putting through of calls passing through an office of the Swedish Administration, the three Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long distance telephone communications under the heading : " Regulations for the Operation of International Transit Traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with Article 78, paragraph 3, of the International Regulations (Paris Revision) the terminal charges shall be settled direct between the terminal Administrations.

These Administrations shall submit to one another monthly accounts in three copies. On accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out, and one to the Swedish Administration, which shall, unless it disputes the figures, enter the total amount due to it in the main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part, without being liable to payment of any indemnity.

Article 3.

Le présent arrangement, établi en trois exemplaires, sera mis en exécution le 1^{er} janvier 1929. Il aura une durée indéterminée et pourra être révisé toutes les fois que l'une des administrations le proposera. Il restera en vigueur pendant une année auprès la date à laquelle il aura été dénoncé par une des administrations contractantes.

Fait à Oslo, le 13 décembre 1928.

Fait à Copenhague, le 22 décembre 1928.

*La Direction générale des Télégraphes.
Pour le Directeur général :*

(Signé) ENGSET.

(Signé) ØISETH.

*La Direction générale des Postes
et des Télégraphes :*

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) GREDSTED.

Fait à Stockholm le 8 décembre 1928.

La Direction générale des Télégraphes :

(Signé) A. HAMILTON.

(Signé) Artur KARLSSON.

In fidem :

(Signé) Gredsted.

Article 3.

The present Agreement, drawn up in triplicate, shall be put into effect on January 1, 1929.

It shall be valid for an indefinite period and may be revised whenever one of the Administrations so proposes. If denounced by one of the contracting Administrations it shall remain in force for one year after the date of denunciation.

Done at Oslo on December 13, 1928.

Done at Copenhagen on December 22, 1928.

*General Directorate of Telegraphs,
For the Director General :*

(Signed) ENGSET.

(Signed) ØISETH.

*General Directorate of Posts
and Telegraphs :*

(Signed) C. MONDRUP.

(Signed) GREDSTED.

Done at Stockholm on December 8, 1928.

General Directorate of Telegraphs :

(Signed) A. HAMILTON.

(Signed) Artur KARLSSON.

N° 2382.

DANEMARK ET NORVÈGE

Arrangement concernant le service télégraphique. Signé à Oslo, le 18 septembre 1928, et à Copenhague, le 21 janvier 1929.

DENMARK AND NORWAY

Agreement regarding Telegraph Service. Signed at Oslo, September 18, 1928, and at Copenhagen, January 21, 1929.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2382. — OVERENSKOMST ANGAAENDE TELEGRAF KORRESPONDANCEN MELLEM DANMARK OG NORGE, UNDERSKREVET I OSLO DEN 18DE SEPTEMBER 1928 OG I KÖBENHAVN DEN 21DE JANUAR 1929.

Textes officiels danois et norvégien communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 juillet 1930.

DET KGL. DANSKE GENERALDIREKTORAT FOR POST- OG TELEGRAFVÆSENET OG DET KGL. NORSKE TELEGRAFSTYRE har i Henhold til Art. 17 i St. Petersburgkonventionen ¹ af 1875 og under Forbehold af fornøden Godkendelse afsluttet følgende Overenskomst angaaende Telegrafkorrespondancen mellem Danmark og Norge :

Art. I.

1. Telegrafkorrespondancen mellem Danmark og Norge udføres paa Telegrafkablet Hirtshals-Arendal samt paa en direkte Ledning mellem København og Oslo gennem Sverige.

2. Vedligeholdelsen af Kablet Hirtshals-Arendal, der ejes af den danske og norske Stat hver med Halvdelen, saavel som Anskaffelse, Udlægning og Vedligeholdelse af nye undersøiske Kabler, naar saadanne fremtidig maatte anses for nødvendige for Telegrafkorrespondancen, sker paa fælles Bekostning, saaledes at begge Lande bidrager hver med en Halvdel til Bestridelse af Omkostningerne.

Vedligeholdelsen for fælles Regning af det omhandlede Kabel besørges af det danske Telegrafvæsen, der skal være bemyndiget til efter eget Skøn at lade foretage nødvendige Reparations- og Vedligeholdelsesarbejder. Derimod maa større Arbejder eller Anskaffelse og Udlægning af nye undersøiske Kabler ikke foretages, før begge Landes Telegrafstyrelser er blevet enige derom.

De til Kablerne henhørende Sømærker og Kabelhuse anskaffes og vedligeholdes af hvert Lands Telegrafstyrelse for egen Regning. Eventuelle Udgifter til Sømærkernes Belysning og Kablernes Bevogtning afholdes paa Fællesregning.

Naar Arbejder vedrørende Kablernes Vedligeholdelse nødvendiggør Arbejdsstyrkens Betrædelse af norsk Territorium, bør saadant ikke ske uden forudgaaende Anmeldelse til vedkommende norske stedlige Myndighed, der er berettiget til at føre Tilsyn med Arbejdets Udførelse, og hvem det paahviler at yde den i saa Henseende fornødne Hjælp.

Efter hvert Kvartal skal hvert Lands Telegrafstyrelse tilstille det andet Lands Telegrafstyrelse en specificeret Opgørelse over de i det forløbne Kvartal for fælles Regning afholdte Udgifter, hvorefter Afregning og Opgørelse sker sammen med den nærmest følgende Kvartalsafregning angaaende Telefon- og Telegrafkorrespondancen.

Reservekabel opbevares af den danske Telegrafstyrelse, der efter hvert Kvartal fremsender Opgørelse over tilstedeværende Reservematerial til Kablets Vedligeholdelse.

3. Begge Landes Telegrafstyrelser skal hver for sig for egen Regning og efter fælles Aftale drage Omsorg for de fornødne periodiske Maalinger af Kablernes elektriske Egenskaber.

4. Det i § 1 nævnte Kabel og den samme Sted nævnte Ledning skal være forbundne med begge Landes Telegrafnet. Hvert Land anlægger og vedligeholder Ledningerne indenfor sit Omraade.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome III, page 614.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 2382. — OVERENSKOMST¹ ANGÅENDE TELEGRAFTRAFIKKEN
MELLEM NORGE OG DANMARK.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 8, 1930.

DET KGL. NORSE TELEGRAFSTYRE og DET KGL. DANSKE GENERALDIREKTORAT FOR POST- OG TELEGRAFVESENET har i henhold til art. 17 i St. Petersburgkonvensjonen¹ av 1875 og under forbehold av nødvendig godkjenning avsluttet følgende overenskomst angående telegraftrafikken mellom Norge og Danmark.

Art. I.

1. Telegraftrafikken mellom Norge og Danmark befordres på telegrafkabelen Agrendal—Hirtshals samt på en direkte ledning mellom Oslo og København gjennom Sverige.

2. Vedlikeholdet av kabelen Agrendal—Hirtshals, som eies av den norske og den danske stat med halvdelen hver, så vel som anskaffelse, utlegning og vedlikehold av nye undersjøiske kabler når sådanne fremtidig måtte anses nødvendige for telegraftrafikken skjer på felles bekostning således at begge land bidrar med en halvdel hver til bestridelse av omkostningene.

Vedlikeholdet for felles regning av den omhandlede kabel besørjes av det danske telegrafvesen, som skal være bemyndiget til etter eget skjønn å la foreta nødvendige reparasjons og vedlikeholdsarbeider. Derimot må større arbeider eller anskaffelse og utlegning av nye undersjøiske kabler ikke foretas før begge lands telegrafstyrene er blitt enige om det.

De sjømerker og kabelhus som hører til kablene anskaffes og vedlikeholdes av hvert lands telegrafstyre for egen regning. Eventuelle utgifter til belysning av sjømerkene og bevokning av kablene bæres i fellesskap.

Når arbeider vedkommende kablens vedlikehold gjør det nødvendig at arbeidsstyrken betrer norsk territorium, bør dette ikke skje uten forutgående anmeldelse til vedkommende norske stedlige myndighet, som har rett til å føre tilsyn med arbeidets utførelse og som skal gi den hjelp som er nødvendig hertil.

Efter hvert kvartal skal hvert lands telegrafstyre tilstille det annet lands telegrafstyre en spesifisert oppgave over de utgifter det har hatt for felles regning i det forløpne kvartal, hvorefter avregning og oppgjør skjer sammen med den nærmest følgende kvartalsavregning for telefon- og telegraftrafikken.

Reservekabel oppbevares av det danske telegrafvesen, som efter hvert kvartal sender oppgjør over tilstedeværende reservemateriell til kablens vedlikehold.

3. Begge lands telegrafstyrene skal hver for sig for egen regning og efter felles avtale dra omsorg for de nødvendige periodiske målinger av kablens elektriske egenskaper.

4. Den i § 1 nevnte kabel og ledning skal stå i forbindelse med begge lands telegrafnett. Hvert land anlegger og vedlikeholder ledningene innenfor sitt område.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 19.

Art. II.

1. Telegrafstyrelserne bestemmer hver for sit Lands Vedkommende hvilke Stationer, der skal fungere som Grænsekontrolstationer for de forskellige Telegrafforbindelser.

Ekspeditionen af Telegrammerne over det dansk-norske Kabel skal foregaa direkte mellem Fredericia og Oslo.

Den danske Telegrafstyrelse forbeholder sig dog, naar den maatte finde det hensigtsmæssigt, Ret til at betjene Kablet og den dermed i Forbindelse staaende Landleddning fra et andet Sted end Fredericia.

2. Grænsekontrolstationerne, hvis Tjenestetid fastættes efter Aftale mellem de to Landes Telegrafstyrelser, skal, hvis ikke andet fastsættes, under normale Forhold optage og viderebefordre hele Telegrafkorrespondancen paa de til deres Disposition stillede mellemrigske Ledninger

Det paahviler Bestyrerne af disse Stationer at træffe de til Korrespondancens Fremme og hurtige Afvikling særlige Foranstaltninger, som Forholdene i hvert enkelt Tilfælde kræver.

Til fornøden Vejledning ved Fordelingen og Dirigeringen af Korrespondancen mellem de danske og de norske Stationer udveksles mellem de to Telegrafstyrelser Fortegnelser over Stationerne med disses Grænsekontrolstationer. De i disse Fortegnelser anviste Veje skal under normale Forhold benyttes ved Telegrammernes Afsendelse. Saafremt tilfældige Omstændigheder saasom Linieforstyrrelser og lignende gør Afvigelse herfra nødvendig eller hensigtsmæssig, skal Grænsekontrolstationerne give hverandre fornøden Underretning herom.

Art. III.

For almindelige Telegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, er Taksten 14 centimes i Guld for hvert Ord.

For Iltelegrammer er Ordtaksten det tredobbelte af Ordtaksten for et almindeligt Telegram.

Art. IV.

1. For Pressetelegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, er Taksten 7 centimes i Guld for hvert Ord.

For Presseiltelegrammer er Ordtaksten det tredobbelte af Ordtaksten for et almindeligt Pressetelegram.

2. Pressetelegrammer skal affattes i klart Sprog paa Dansk, Norsk, Svensk, Engelsk, Fransk eller Tysk. Det er tilladt at anvende Dansk, Norsk og Svensk i samme Telegram.

Afsenderen skal paa Foden af Telegrammet med sit Navns Underskrift attestere dets Egenskab som « Pressetelegram til Offentliggørelse » og er forpligtet til paa Forlangende at godtgøre sin Identitet.

3. Et almindeligt Pressetelegram skal foran Adressen forsynes med den takstpligtige Tjenesteangivelse « Presse ». I Presseiltelegrammer sættes den takstpligtige Tjenesteangivelse « Ilpresse » foran Adressen.

4. Almindelige Pressetelegrammer befordres i Rækkefølge med almindelige Privattelegrammer. Presseiltelegrammer befordres i Rækkefølge med private Iltelegrammer.

5. Telegrafstyrelserne skal underrette hinanden, hvis der skulde forekomme Misbrug med Hensyn til Benyttelsen af Pressetelegrammer til nedsat Takst.

Art. V.

1. For meteorologiske Telegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, er Taksten den samme som for almindelige Telegrammer uden Fortrinsret.

Art. II.

1. Telegrafstyrene bestemmer hver for sitt lands vedkommende hvilke stasjoner skal fungere som grensekontrollstasjoner for de forskjellige telegrafforbindelser.

Ekspedisjonen av telegrammene over den norsk-danske kabel skal foregå direkte mellom oslo og Fredericia.

Det danske telegrafstyre forbeholder sig dog, når det måtte finne det hensiktsmessig, rett til å betjene kablen og den landleidning som står i forbindelse med den, fra et annet sted enn Fredericia.

2. Grensekontrollstasjonene, hvis tjenestetid faststttes efter avtale mellom de to lands telegrafstyrene, skal, hvis ikke annet bestemmes, under normale forhold opta og viderebefordre hele telegrafkorrespondansen på de mellemrikske ledninger som er stillet til deres disposisjon.

Bestyrerne av disse stasjoner skal treffe de særskilte foranstaltninger til en hurtig avvikling av korrespondansen som omstendighetene i hvert enkelt tilfelle krever.

Til nødvendig veiledning ved fordelingen og dirigeringen av korrespondansen mellom de norske og de danske stasjoner utveksles det mellom de to telegrafstyrene fortegnelser over stasjonene med deres grensekontrollstasjoner. De veier som er anvist i disse fortegnelser skal under normale forhold benyttes ved telegrammenes avsendelse. Hvis tilfeldige omstendigheter som linjeforstyrrelser og lignende gjør avvikelse herfra nødvendig eller hensiktsmessig, skal grensekontrollstasjonene gi hverandre nødvendig underretning herom.

Art. III.

For almindelige telegrammer som utveksles terminalt mellom de to land, er taksten 14 centimes gull for hvert ord.

For iltelegrammer er ordtaksten det tredobbelte av ordtaksten for et almindelig telegram.

Art. IV.

1. For pressetelegrammer som utveksles terminalt mellom de to land, er taksten 7 centimes gull for hvert ord.

For presseiltelegrammer er ordtaksten det tredobbelte av ordtaksten for et almindelig pressetelegram.

2. Pressetelegrammer skal avfattes i klart sprog på norsk, dansk, svensk, engelsk, fransk eller tysk. Det er tillatt å anvende norsk, dansk og svensk i samme telegram.

Avsenderen skal på foten av telegrammet med sitt navns underskrift attestere dets egenskap som « pressetelegram til offentliggjørelse », og må, når det forlanges, godtgøre sin identitet.

3. Et almindelig pressetelegram skal foran adressen ha den takserte tjenesteangivelse « Presse ». I presseiltelegrammer settes den takserte tjenesteangivelse « Ilpresse » foran adressen.

4. Almindelige pressetelegrammer befordres i rekkefølge med almindelige privattelegrammer. Presseiltelegrammer skal befordres i tur med private iltelegrammer

5. Telegrafstyrene skal underrette hinannen hvis det skulde forekomme misbruk med hensyn til benyttelse av pressetelegrammer til nedsatt takst.

Art. V.

1. For meteorologiske telegrammer som utveksles terminalt mellom de to land, er taksten den samme som for almindelige telegrammer uten fortrinsrett.

2. Meteorologiske Telegrammer skal befordres med den gebyrfri tjenstlige Angivelse « Metobs ». Adresse behøves kun for Telegrammer, som afsendes direkte fra vedkommende meteorologiske Observationssted til det andet Land.

Art. VI.

1. For Lykønskningstelegrammer, som udveksles terminalt mellem de to Lande, betales foruden Gebyret for Befordringen et særligt Gebyr i Overensstemmelse med Bestemmeslerne i Afganglandet vedrørende indenrigske Lykønskningstelegrammer. Dette særlige Gebyr tilfalder den Telegrafstyrelse, som har opkrævet det.

For Radiotelegrammer, som fra det ene Lands Skibsstationer sendes over det andet Lands Kyststationer, finder Afregning over det særlige Gebyr ikke Sted.

2. Lykønskningstelegrammer skal paa Adressetelegrafstationen udfærdiges paa en særlig udstyret Blanket. De skal forsynes med den takstpligtige Tjenesteangivelse « Lx » foran Adressen.

3. Lykønskningstelegrammer, som er adresseret til Jernbanetelegrafstationer, befordres, saafremt Adressestationen ikke er i Stand til at udfærdige dem paa særlig udstyret Blanket, til Adressestationen som almindelige Telegrammer, men en paa Lykønskingsblanket udfærdiget Afskrift af Telegrammet skal fra den paagældende Optagelsesstation tilstilles Adressaten.

4. Lykønskningstelegrammer kan forsynes med alle de i international Trafik tilladte eventuelle Angivelser. De to Telegrafstyrelser skal tilsende hinanden Prøver af de til Lykønskningstelegrammers Udfærdigelse benyttede Blanketter til Ophængning i Publikumsværelserne paa de større Telegrafstationer.

Art. VII.

Et for et ubenyttet Svarbevis betalt Gebyr tilbagebetales af det Lands Telegrafstyrelse, som gennem Afregningen er blevet godskrevet Bevisets Beløb.

Art. VIII.

1. Vedrørende Terminalkorrespondancen opstiller hvert Lands Telegrafstyrelse i Henhold til de Kontrolopgørelser, som Grænsekontrolstationerne skal føre for hver Maaned, Opgørelse over sin Gæld til det andet Land, idet det iagttages :

at den Sverige ifølge særlige Overenskomst imellem de tre Landes Telegrafstyrelser tilkommende Transitafgift for Telegrammer, som befordres gennem Sverige, godtgøres sidstnævnte Land af Afganglandet,

at der for Telegrammer, som befordres paa Kablet Hirtshals-Arendal skal beregnes et Kabelgebyr, som er lig med ovennævnte Transitafgift for Telegrammer gennem Sverige, og som deles lige mellem Afgangs- og Adresselandet,

at Restbeløbet af Befordringsafgifterne efter Fradrag af ovennævnte Transithenholdsvis Kabelafgift deles mellem Danmark og Norge i Forholdet 9/19 til Danmark og 10/19 til Norge,

at i øvrigt Bestemmelserne i det internationale Telegrafreglement vedrørende Afregning skal anvendes.

Udvekslingen af Maanedsopgørelser bør ske midt i den anden Maaned, der følger efter den, i hvilket Telegrammet er blevet befordret. Kvartalsafregning opstilles af den danske Telegrafstyrelse umiddelbart efter at samtlige Maanedsopgørelser for Kvartalet er blevet godkendt.

Art. IX.

For Transitzkorrespondancens Vedkommende sker Befordringen af Telegrammerne efter de i det internationale Telegrafreglement fastsatte Bestemmelser og Takster eller i Henhold til særlige

2. Meteorologiske telegrammer skal befordres med den avgiftsfrie tjenestemerknad « Metobs ». Adresse behøves bare for telegrammer som avsendes direkte fra vedkommende meteorologiske observasjonssted til det annet land.

Art. VI

1. For luksusteleggrammer som utveksles terminalt mellom de to land, betales foruten avgiften for befordringen en særskilt avgift i overensstemmelse med bestemmelsene i avgangslandet angående innenlandske luksusteleggrammer. Denne særskilte avgift tilfaller det telegrafvesen som har opkrevd den. For radioteleggrammer som fra det ene lands skibsstasjoner sendes over det annet lands kyststasjoner finner avregning for denne særskilte avgift ikke sted.

2. Luksusteleggrammer skal på adressetelegrafstasjonen utskrives på en særlig utstyrt blankett. De skal forsynes med den takserte tjenesteangivelse =Lx= foran adressen.

3. Luksusteleggrammer som er adressert til jernbanetelegrafstasjoner, skal, hvis adressestasjonen ikke er i stand til å utferdige dem på de dertil bestemte blanketter, befordres til adressestasjonen som almindelige telegrammer, men en avskrift av telegrammene utferdiget på luksusblankett skal sendes til adressaten av vedkommende formidlingsstasjon.

4. Luksusteleggrammer kan forsynes med alle de takserte tjenesteangivelser som er tillatt i internasjonal trafikk. De to telegrafstyrene skal tilstille hverandre prøver av de blanketter som er bestemt for luksusteleggrammer, til ophengning i skranken på de større telegrafstasjoner.

Art. VII.

Erlagt avgift for ubenyttet svarbevis tilbakebetales av det lands telegrafvesen som gjennom avregningen er blitt godskrevet bevisets beløp.

Art. VIII.

For terminaltrafikken oppstiller hvert lands telegrafstyre i henhold til de kontrolloppgaver som grensekontrollstasjonene skal føre, for hver måned oppgave over sin gjeld til det annet land, idet det iakttas :

at den transittavgift som ifølge særskilt overenskomst mellom de tre lands telegrafstyrene tilkommer Sverige for telegrammer som befordres gjennom Sverige, godtgjøres sistnevnte land av avgangslandet,

at det for telegrammer som befordres på kablen Arendal —Hirtshals skal beregnes en kabelavgift som er lik med den ovenfor nevnte transittavgift for telegrammer gjennom Sverige, og som deles likt mellom avgangs- og adresselandet,

at restbeløpet av befordringsavgifter etter fradrag av den ovenfor nevnte transitt-henholdsvis kabelavgift deles mellom Norge og Danmark i forholdet 10/19 til Norge og 9/19 til Danmark.

at for øvrig bestemmelsene i det internasjonale telegrafreglement angående avregning skal anvendes.

Utveksling av månedsoppgaver bør skje i midten av den annen måned næst etter den i hvilken telegrammene er blitt befordret. Kvartalsavregning oppstilles av det danske telegrafstyre umiddelbart etter at samtlige månedsoppgaver for kvartalet er blitt godkjent.

Art. IX.

For transitt-trafikkens vedkommende skjer befordringen av telegrammene etter de i det internasjonale telegrafreglement fastsatte bestemmelser og takster, eller etter særlige overenskomster

om Transitbefordringen truffne Overenskomster. Dog skal Befordringen fra Norge til Frankrig og Lande der udover ske uden Beregning af nogen Kabeltakst til Danmark.

Vedrørende Udvekslingen af Maanedsopgørelser for Transitkorrespondancen og Opstilling af Afregning desangaaende gælder, hvad der er fastsat i Art. VIII angaaende Terminaltelegrammer.

Denne Overenskomst, som udfærdiges i to Eksemplarer og paa hvert Lands Sprog, skal træde i Kraft den 1' Januar 1929.

Overenskomsten gælder indtil videre og skal kunne underkastes Revision, saa ofte en af Telegrafstyrelserne fremsætter Begæring derom hos den anden. Den vedbliver at gælde i et Aar fra den Dag, da den opsiges af en af de kontraherende Parter.

Overenskomsten angaaende Telefon- og Telegrafkorrespondancen mellem Danmark og Norge af 1' Oktober 1924 med Tillægsoverenskomst af 6'/9' Juli 1926 ophører at gælde fra Udgangen af Aaret 1928.

KØBENHAVN, den 21. Januar 1929.

*Det Kgl. Danske Generaldirektorat
for Post- og Telegrafvæsenet :*

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) GREDSTED.

OSLO, den 18. September 1928.

Det Kgl. Norske Telegrafstyre :

For Generaldirektøren,

(Signé) ENGSET.

(Signé) STRAND.

In fidem:

Gredsted.

angående transittbefordringen. Dog skal befordringen fra Norge til Frankrike og land bortenfor skje uten beregning av nogen kabeltakst til Danmark.

Angående utvekslingen av månedsopgaver for transitttrafikken og oppstilling av avregning herfor, gjelder hvad der er fastsatt i art. VIII angående terminaltelegrammer.

Denne overenskomst, som utferdiges i to eksemplarer og på hvert lands sprog, skal tre i kraft den 1 januar 1929.

Overenskomsten gjelder inntil videre og skal kunne underkastes revisjon så ofte det ene av telegrafstyrene fremsetter begjæring derom hos det annet. Den forblir gjeldende inntil ett år fra den dag den måtte opsies av nogen av de kontraherende parter.

Overenskomsten angående telefon- og telegraftrafikken mellom Norge og Danmark av 1 oktober 1924 med tilleggsoverenskomst av 6/9 juli 1926 ophører å gjelde fra utgangen av året 1928.

OSLO, den 18 september 1928.

Det Kgl. Norske Telegrafstyre :

For Generaldirektøren,

ENGSET.

STRAND.

KJØBENHAVN, den 21 Januar 1929.

*Det Kgl. Danske Generaldirektorat
for Post- og Telegrafvæsenet,*

C. MONDRUP.

GREDSTED.

¹ TRADUCTION.

N^o 2382. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A OSLO, LE 18 SEPTEMBRE 1928, ET A COPENHAGUE, LE 21 JANVIER 1929.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DU DANEMARK et LA DIRECTION DES TÉLÉGRAPHES DE NORVÈGE, en application de l'article 17 de la Convention de Saint-Pétersbourg de 1875, et sous réserve des approbations nécessaires, ont conclu l'arrangement ci-après relatif à la correspondance télégraphique entre le Danemark et la Norvège :

Article premier.

1. La correspondance télégraphique entre le Danemark et la Norvège empruntera le câble télégraphique Hirtshals-Arendal, ainsi qu'une ligne directe entre Copenhague et Oslo, par la Suède.

2. Les frais d'entretien du câble Hirtshals-Arendal, qui appartient par moitié à l'Etat danois et à l'Etat norvégien, ainsi que les frais d'acquisition, de pose et d'entretien de tous nouveaux câbles sous-marins qui, par la suite, pourraient être jugés nécessaires pour la correspondance télégraphique, incomberont par moitié à chacun des deux Etats.

L'Administration des Télégraphes danois sera chargée de l'entretien du câble précité pour le compte commun des deux Etats et pourra, de sa propre initiative, faire procéder aux travaux d'entretien et de réparations nécessaires. Par contre, aucun travail important ne sera entrepris et aucun nouveau câble sous-marin ne sera acquis ou posé avant qu'un accord soit intervenu à cet effet entre les administrations des télégraphes des deux Etats.

L'achat et l'entretien des balises et des postes de câbles appartenant au service des câbles seront effectués par l'administration des télégraphes de chaque pays, pour son propre compte. Les dépenses auxquelles pourraient donner lieu l'éclairage des balises ou la surveillance des câbles seront supportées en commun par les deux Etats.

Lorsque l'entretien des câbles nécessitera des travaux obligeant les ouvriers à pénétrer en territoire norvégien, l'autorité locale norvégienne compétente devra en être avisée au préalable ; celle-ci aura le droit de surveiller l'exécution des travaux et sera tenue de fournir toute assistance nécessaire à cet égard.

A la fin de chaque trimestre, les administrations des télégraphes des deux Etats se communiqueront réciproquement un état détaillé des dépenses effectuées pour le compte commun pendant le trimestre écoulé ; la compensation et la liquidation de ces dépenses seront effectuées lors du prochain règlement trimestriel des comptes relatifs à la correspondance téléphonique et télégraphique.

Un câble de réserve sera gardé en magasin par l'Administration des Télégraphes danois qui fournira, à la fin de chaque trimestre, un état du matériel de réserve existant pour l'entretien du câble.

3. Les administrations des télégraphes des deux pays prendront, chacune de son côté et à ses frais, après s'être entendues à ce sujet, les dispositions nécessaires pour mesurer périodiquement l'état électrique des câbles.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2382. — AGREEMENT REGARDING TELEGRAPH SERVICE BETWEEN DENMARK AND NORWAY. SIGNED AT OSLO, SEPTEMBER 18, 1928, AND AT COPENHAGEN, JANUARY 21, 1929.

THE ROYAL DANISH POST AND TELEGRAPH and THE ROYAL NORWEGIAN TELEGRAPH ADMINISTRATIONS have with reference to Article 17 of the St. Petersburg Convention of 1875, and subject to the necessary confirmation, concluded the following agreement regarding telegraph traffic between Denmark and Norway.

Article I.

1. Telegraph traffic between Denmark and Norway shall be conducted by the telegraph cable between Hirtshals and Arendal, and by a direct line between Copenhagen and Oslo via Sweden.

2. The cost of the upkeep of the Hirtshals-Arendal cable, which is owned in equal portions by the Danish and Norwegian States, and also the cost of providing, laying and maintaining any new submarine cables which may subsequently be found necessary for telegraph traffic, shall be borne jointly and in equal shares by the two States.

The Danish Telegraph Service shall be responsible for the upkeep of the cable in question, on the joint account of the two States, and shall be empowered to undertake the necessary works for upkeep and repairs at its own discretion. On the other hand, no works on a large scale shall be undertaken, nor shall new submarine cables be provided or laid except after agreement between the telegraph administrations of both countries.

The seamarks and cable-sheds belonging to the cables shall be provided and kept up by the telegraph administrations of the respective countries at their own expense. Any expenses which may become necessary for lighting the seamarks or for protecting the cables shall be borne jointly by the two countries.

When it is necessary, in connection with works for the upkeep of the cables, for workmen to enter Norwegian territory, previous notification must be made to the competent Norwegian local authorities, who shall be empowered to supervise the execution of the work and shall be bound to afford such assistance as may be necessary in the circumstances.

At the end of each quarter the telegraph administrations of the two countries shall forward to each other a detailed statement of the expenses incurred on joint account during the past quarter; the balancing and settlement of these charges shall be effected concurrently with the next quarterly settlement of accounts for telephone and telegraph traffic.

Reserve cables shall be kept in store by the Danish Telegraph Administration, which shall render, at the end of each quarter, a return showing the reserve material available for the upkeep of the cable.

3. The telegraph administrations of both countries shall provide, at their own expense, and by agreement with each other, for the necessary periodical testing of the electrical conditions of the cables.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Le câble visé à l'alinéa 1 et la ligne mentionnée au même alinéa seront reliés aux réseaux télégraphiques des deux pays. Chacun des deux pays établira et entretiendra les lignes nécessaires sur son propre territoire.

Article II.

1. Les administrations des télégraphes respectives désigneront, chacune en ce qui concerne son pays, les bureaux qui serviront de bureaux frontières de contrôle pour les diverses communications télégraphiques.

Les télégrammes expédiés par le câble dano-norvégien emprunteront la voie directe Fredericia-Oslo.

Toutefois, l'Administration des Télégraphes danois se réserve le droit d'utiliser, lorsqu'elle le jugera opportun, le câble et la ligne terrestre qui y est raccordée à partir d'un point autre que Fredericia.

2. Les bureaux frontières de contrôle, dont les heures de service seront fixées par accord entre les administrations des télégraphes des deux pays, devront, en temps normal et sauf instructions contraires, recevoir et transmettre toute la correspondance télégraphique par les lignes reliant les deux Etats mises à leur disposition à cet effet.

Il appartiendra aux chefs de ces bureaux de prendre, en vue de l'écoulement rapide du trafic les mesures spéciales qui s'imposeront dans chaque cas particulier.

Afin de se renseigner réciproquement sur la répartition et l'acheminement de la correspondance entre les bureaux danois et norvégiens, les administrations des télégraphes des deux pays échangeront les listes de leurs bureaux respectifs avec l'indication des bureaux frontières de contrôle correspondants. En temps normal, les itinéraires indiqués dans ces listes seront utilisés pour l'acheminement des télégrammes. Au cas où, par suite de circonstances fortuites, telles que dérangements de lignes, etc., il serait nécessaire ou opportun de s'écarter de cette règle, les bureaux frontières de contrôle s'en aviseront réciproquement.

Article III.

La taxe pour les télégrammes ordinaires à destination finale de l'un des deux pays, est fixée à 14 centimes or par mot.

La taxe pour les télégrammes urgents est fixée au triple de celle des télégrammes ordinaires.

Article IV.

1. La taxe pour les télégrammes de presse à destination finale de l'un des deux pays est fixée à 7 centimes or par mot.

La taxe pour les télégrammes de presse urgents est fixée au triple de celle des télégrammes de presse ordinaires.

2. Les télégrammes de presse devront être rédigés en langage clair, en danois, norvégien, suédois, anglais, français ou allemand. Le danois, le norvégien et le suédois pourront être utilisés dans le même télégramme.

L'expéditeur devra certifier par une déclaration signée, au bas du télégramme, qu'il s'agit bien d'un « télégramme de presse destiné à être publié » et, s'il y est invité, il devra établir son identité.

3. Les télégrammes de presse ordinaires devront porter, avant l'adresse, l'indication de service « Presse », qui sera taxée. Dans les télégrammes de presse urgents, on fera précéder l'adresse de l'indication de service. « Il presse », qui sera taxée.

4. The cable mentioned in paragraph 1 and the line mentioned in the same paragraph shall be connected with the telegraph systems of the two countries. Each country shall establish and maintain the connections within its own territory.

Article II.

1. The respective telegraph administrations shall decide, as regards their own countries, which stations shall act as frontier control stations for the various telegraphic connections.

Telegrams sent by the Danish-Norwegian cable shall be despatched direct between Fredericia and Oslo.

The Danish Telegraph Administration shall, however, be entitled, if it sees fit, to operate the cable and the land wire connected with it from some place other than Fredericia.

2. Frontier control stations, the working hours of which are fixed by agreement between the telegraph administrations of the two countries, shall, under normal conditions and in the absence of other instructions, accept and transmit all telegraph traffic on the inter-state lines at their disposal.

The officials in charge of these stations shall be responsible for taking such special measures to promote the expeditious despatch of the traffic as may be required in any individual case.

For the necessary guidance in distributing and routing traffic between the Danish and Norwegian stations, the two telegraph administrations shall exchange lists of stations and corresponding frontier control stations. The routes indicated in these lists shall be those normally used for the despatch of telegrams. Should any accidental circumstances, such as the interruption of a line, etc., make it necessary or desirable to deviate from these routes, the frontier control stations shall duly inform each other of the circumstances.

Article III.

For ordinary terminal telegrams between the two countries the charge shall be 14 gold centimes per word.

The charge per word for urgent telegrams shall be three times that for an ordinary telegram.

Article IV.

1. The charge for terminal press telegrams between the two countries shall be 7 gold centimes per word.

For urgent press telegrams the charge per word shall be three times that for ordinary press telegrams.

2. Press telegrams must be written in plain language, in Danish, Norwegian, Swedish, English, French or German. Danish, Norwegian and Swedish may be used in one and the same telegram.

The sender must make a signed declaration at the foot of the telegram to the effect that it is a " Press telegram for publication " and must if required give proof of his identity.

3. In ordinary press telegrams the paid service indication " Presse ", shall be placed before the address. In urgent press telegrams the paid service indication " Il presse " shall be placed before the address.

4. Les télégrammes de presse ordinaires seront acheminés dans le même ordre que les télégrammes privés ordinaires.

Les télégrammes de presse urgents seront acheminés dans le même ordre que les télégrammes privés urgents.

5. Les administrations des télégraphes respectives s'aviseront réciproquement au cas où il serait constaté que l'utilisation des télégrammes de presse au tarif réduit donne lieu à des abus.

Article V.

1. Les télégrammes météorologiques à destination finale de l'un des deux pays seront taxés au même tarif que les télégrammes de presse ordinaires sans priorité.

2. Les télégrammes météorologiques seront transmis avec la mention de service « *Metobs* » qui ne sera pas taxée. L'adresse ne sera nécessaire que pour les télégrammes expédiés directement dans l'autre pays par l'observatoire météorologique lui-même.

Article VI.

1. Les télégrammes de félicitations à destination finale de l'un des deux pays seront soumis, en sus de la taxe de transmission, à une taxe spéciale fixée d'après les dispositions relatives aux télégrammes de félicitations dans le régime intérieur du pays d'expédition. Le montant de cette taxe spéciale sera acquis à l'administration des télégraphes qui l'aura perçue.

Pour les radiotélégrammes expédiés des postes de navires de l'un des deux pays par la voie des postes côtiers de l'autre pays, la taxe spéciale ne sera pas portée en compte.

2. Les télégrammes de félicitations seront transcrits au bureau des télégraphes destinataire, sur un formulaire spécial. Ils devront porter, avant l'adresse, l'indication de service « *Lx* » qui sera taxée.

3. Les télégrammes de félicitations adressés aux bureaux des télégraphes des chemins de fer, s'ils ne peuvent être transcrits par le bureau de destination sur le formulaire spécial prévu à cet effet, seront transmis au bureau destinataire comme télégrammes ordinaires, mais une copie du télégramme établie sur le formulaire de félicitations sera envoyée au destinataire par le bureau d'expédition.

4. Les télégrammes de félicitations pourront contenir toutes les indications autorisées dans le service international. Les deux administrations des télégraphes se communiqueront réciproquement des exemplaires de formulaires servant à l'établissement des télégrammes de félicitations, en vue de leur affichage dans les salles réservées au public, dans les principaux bureaux des télégraphes.

Article VII.

La taxe acquittée pour un bon de réponse payée non utilisé sera remboursée par l'administration des télégraphes du pays qui aura été crédité de la valeur du bon.

Article VIII.

1. En ce qui concerne la correspondance télégraphique à destination finale de l'un des deux pays, l'administration des télégraphes de chaque pays établira tous les mois un état des sommes dues à l'autre pays en prenant pour base les relevés des bureaux frontières de contrôle et les règles suivantes seront observées à cet égard.

La taxe de transit qui, en vertu d'un accord spécial entre les administrations des télégraphes des trois pays, revient à la Suède pour les télégrammes acheminés par la voie de ce pays, lui sera créditée par le pays expéditeur.

4. Ordinary press telegrams shall rank for transmission with ordinary private telegrams.

Urgent press telegrams shall rank for transmission with urgent private telegrams.

5. The telegraph administrations shall inform each other if any abuse occurs as regards the sending of press telegrams at the reduced rate.

Article V.

1. For terminal meteorological telegrams between the two countries the charge shall be the same as for ordinary telegrams which have no right of priority.

2. Meteorological telegrams shall be forwarded with the unpaid service indications "*Metobs*". The address is only necessary in the case of telegrams which are despatched direct from the meteorological observatory to the other country.

Article VI.

1. In the case of terminal congratulatory telegrams between the two countries, a special charge shall be made in addition to the charge for despatch; this charge shall be fixed in accordance with the provisions in the sending country regarding inland congratulatory telegrams. The special charge shall accrue to the telegraph administration which has collected it.

For wireless telegrams sent by the ship stations of one country via the coast stations of the other country, the special charge shall not be collected.

2. Congratulatory telegrams shall be written out at the terminal telegraph station on a special form. They shall bear the paid service indication "*Lx*", before the address.

3. Congratulatory telegrams addressed to railway telegraph stations shall, in case the terminal station is unable to write them out on the special forms, be transmitted to the terminal station as ordinary telegrams, but a copy of the telegram, written out on the congratulation form, shall be sent to the addressee by the intermediate station concerned.

4. Congratulatory telegrams may contain all indications allowed in international traffic. The two telegraph administrations shall furnish each other with copies of the forms used for writing out congratulatory telegrams for display in the public rooms at the chief telegraph stations.

Article VII.

Sums paid for unused reply vouchers shall be refunded by the telegraph administration of the country to which the value of the voucher has been credited in the accounts.

Article VIII.

1. As regards terminal traffic, the telegraph administration of each country shall draw up a monthly statement showing its liability to the other country, based on the entries in the books of the frontier control stations, and in accordance with the following rules:

The transit charges which, in pursuance of special agreements between the telegraph administrations of the three countries, accrue to Sweden for telegrams transmitted through Sweden, shall be credited to the last-named country by the sending country;

Pour les télégrammes transmis par le câble Hirtshals-Arendal, il sera perçu une taxe de câble égale à la susdite taxe de transit applicable aux télégrammes passant par la Suède ; le montant de cette taxe sera réparti par moitié entre le pays de départ et le pays d'arrivée.

Le reliquat du montant des taxes de transmission, déduction faite des taxes de transit et de câble précitées, sera réparti entre le Danemark et la Norvège, à raison de 9/19 au Danemark et de 10/19 à la Norvège.

Par ailleurs, on appliquera les stipulations du règlement international des télégraphes relatives au règlement des comptes.

L'échange des relevés mensuels aura lieu au milieu du second mois qui suivra celui pendant lequel le télégramme a été transmis. Le décompte trimestriel sera établi par l'Administration des télégraphes danois, aussitôt que tous les comptes mensuels du trimestre auront été approuvés.

Article IX.

En ce qui concerne la correspondance en transit, la transmission des télégrammes s'effectuera selon les stipulations et le tarif du Règlement international des Télégraphes, ou conformément à des accords spéciaux relatifs à la transmission en transit. Toutefois, les télégrammes expédiés de Norvège à destination de la France ou de pays situés au delà ne donneront pas lieu à la perception de la taxe de câble pour le compte du Danemark.

En ce qui concerne l'échange des relevés mensuels relatifs à la correspondance en transit et l'établissement des décomptes qui s'y rapportent, on appliquera les dispositions de l'article VIII concernant les télégrammes à destination finale de l'un des deux pays.

Le présent arrangement, établi en double exemplaire dans la langue de chacun des deux pays, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1929.

L'arrangement restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre et pourra être révisé chaque fois que l'une des deux administrations des télégraphes en fera la demande à l'autre. Il demeurera applicable jusqu'à l'expiration d'une année comptée à partir du jour où il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

L'arrangement du 1^{er} octobre 1924 concernant la correspondance téléphonique et télégraphique entre le Danemark et la Norvège, ainsi que l'arrangement additionnel du 6/9 juillet 1926 cesseront d'être applicables à partir de la fin de l'année 1928.

COPENHAGUE, le 21 janvier 1929.

*La Direction générale
de l'Administration des Postes et Télégraphes
du Danemark :*

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) GREDSTED.

OSLO, le 18 septembre 1928.

La Direction des Télégraphes de Norvège,

Pour le Directeur général :

(Signé) ENGSET.

(Signé) STRAND.

For telegrams transmitted by the Hirtshals-Arandal cable, a cable charge shall be made which shall be similar to the above-mentioned transit charge for telegrams sent through Sweden ; this charge shall be divided equally between the sending and the receiving countries ;

The residue of the transmission charges, after the above-mentioned transit or cable charges have been deducted, shall be divided between Denmark and Norway in the proportions of nine-nineteenths to Denmark and ten-nineteenths to Norway ;

Lastly, the instructions in the International Telegraph Regulations regarding accounts shall be observed.

The exchange of the monthly statements of accounts shall take place in the middle of the second month following that in which the telegrams were transmitted. The quarterly statements of accounts shall be drawn up by the Danish Telegraph Administration as soon as all the monthly accounts for the quarter have been approved.

Article IX.

As regards transit traffic, telegrams shall be forwarded in conformity with the instructions and rates laid down in the International Telegraph Regulations, or in conformity with special agreements in regard to transmission in transit. Nevertheless, telegrams from Norway to France and more distant countries shall be transmitted without any cable charge being credited to Denmark.

As regards the exchange of monthly statements and the drawing up of accounts regarding transit traffic, the provisions of Article VIII regarding terminal telegrams shall apply.

The present Agreement, which is done in duplicate in the language of each country, shall come into force on January 1, 1929.

It shall remain in force until further notice and shall be liable to revision whenever a desire to that effect is expressed by one of the telegraph administrations concerned to the other. It shall remain in force until one year after the date on which it is denounced by one of the Contracting Parties.

The Agreement regarding telephonic and telegraphic correspondence between Denmark and Norway of October 1, 1924, with the Supplementary Agreement of July 6/9, 1926, shall cease to have effect, as from the end of 1928.

COPENHAGEN, *January 21, 1929.*

*For the Royal Danish
Post and Telegraph Administration :*
(Signed) C. MONDRUP.
(Signed) GREDSTED.

OSLO, *September 18, 1928.*

For the Royal Telegraph Administration,
For the Director General :
(Signed) ENGSET.
(Signed) STRAND.

N° 2383.

NORVÈGE ET PORTUGAL

Accord concernant la reconnaissance
réciproque des certificats de navi-
gabilité entre les deux pays. Signé
à Lisbonne, le 7 février 1929.

NORWAY AND PORTUGAL

Agreement regarding the reciprocal
Recognition of Certificates of
Seaworthiness between the two
Countries. Signed at Lisbon, Fe-
bruary 7, 1929.

N° 2383. — ACCORD ENTRE LA NORVÈGE ET LE PORTUGAL CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A LISBONNE, LE 7 FÉVRIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 juillet 1930.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE NORVÈGE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, ayant reconnu que les lois et règlements sur la sûreté de la navigation, en vigueur dans les deux pays, garantissent un contrôle efficace des conditions de navigabilité des navires, Désirant faciliter les relations maritimes réciproques entre les deux Etats, Ont résolu de conclure l'accord suivant :

Article premier.

Chacun des deux Etats contractants reconnaît pleinement les dispositions légales et réglementaires établies par l'autre Etat dans sa législation, dans le but d'assurer un contrôle suffisant des conditions de sûreté des navires de sa respective nationalité, quels que soient leur genre et dimensions.

Article 2.

En conséquence, des stipulations de l'article premier, les autorités des ports norvégiens reconnaissent comme valables et légaux les certificats de navigabilité délivrés par les autorités maritimes portugaises, d'après les dispositions des arrêtés N°s 15.372 et 15.452 du Gouvernement de la République portugaise, en date du 9 avril 1928.

Les autorités maritimes portugaises, dans les ports du continent de la République et des archipels adjacents reconnaissent comme valables et légaux les certificats de navigabilité délivrés aux navires norvégiens par les autorités compétentes de leur pays, et comme preuve de ce que ces navires, quant à la construction et l'armement, y compris également l'armement d'embarcation et d'engins de sauvetage sont en bon état de navigabilité et en conformité avec les prescriptions de la législation norvégienne sur la matière.

Les certificats de navigabilité norvégiens sont le « *Passasjer-certifikat* » (certificat pour le transport de passagers) ou le « *Farts-certifikat* » (permis de navigation).

Le premier est délivré aux navires transportant plus de douze passagers, le second à tous les autres navires.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2383. — AGREEMENT BETWEEN NORWAY AND PORTUGAL REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF SEAWORTHINESS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT LISBON, FEBRUARY 7, 1929.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 10, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF NORWAY and THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, recognising that the laws and regulations on the safety of navigation in force in the two countries guarantee effective control over the conditions of seaworthiness of vessels ;
Desiring to facilitate mutual maritime relations between the two countries ;
Have decided to conclude the following Agreement :

Article 1.

Each of the two Contracting States fully recognises the legal provisions and the regulations established by the other State in its laws with a view to ensuring sufficient control over the conditions of safety of vessels having its nationality, whatever their type or dimensions.

Article 2.

In virtue of Article 1, the authorities of Norwegian ports shall recognise as valid and legal certificates of seaworthiness issued by Portuguese maritime authorities in accordance with Decrees Nos. 15,372 and 15,452 of the Government of the Portuguese Republic, dated April 9, 1928.

The Portuguese maritime authorities at ports of the mainland of the Republic and of the adjacent archipelagos shall recognise certificates of seaworthiness issued to Norwegian vessels by competent Norwegian authorities as legal and valid and as evidence that such vessels are in a seaworthy condition and comply with the requirements of Norwegian law on this subject as regards their construction and equipment, including embarkation equipment and safety appliances.

The Norwegian certificates of seaworthiness are the "*Passasjer-certifikat*" (certificate for transport of passengers) and the "*Farts-certifikat*" (navigation certificate).

The former is issued to vessels carrying more than twelve passengers and the latter to all other vessels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les navires norvégiens dans les ports du continent de la république ou des archipels adjacents ne sont astreints, de la part des autorités maritimes portugaises, qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord de certificats de navigabilité encore en vigueur, et délivrés par les autorités compétentes de leur pays.

Les navires portugais dans les ports norvégiens ne sont astreints, de la part des autorités compétentes de ces ports, qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord d'un certificat de navigabilité, encore en vigueur, et délivré par les autorités maritimes portugaises.

Article 4.

Nonobstant les stipulations des articles précédents, les autorités compétentes de chacun des deux Etats contractants peuvent empêcher le départ d'un navire de la nationalité de l'autre Etat, même s'il est pourvu d'un certificat de navigabilité en vigueur, dès qu'elles ont des raisons de craindre un danger évident pour la vie des personnes à bord si le navire dont il s'agit était autorisé à faire le voyage projeté.

Dans ce cas, le consul du pays auquel appartient le navire dont le départ a été empêché, sera incessamment mis au courant de l'incident par les autorités compétentes du port afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires imposées par les circonstances, à moins que, entre temps, le capitaine du navire dont il s'agit ne l'ait remis en bon état de navigabilité.

Article 5.

Les navires de la nationalité de chacun des deux Etats contractants ne peuvent prétendre aux avantages découlant de cet accord que s'ils sont pourvus d'un certificat de navigabilité encore en vigueur, et délivré par les autorités compétentes de leur pays. Par conséquent, les navires de la nationalité de l'un des deux Etats contractants qui ne sont pourvus que des certificats délivrés par une société de classification, même si elle est reconnue par les deux gouvernements, ne peuvent se couvrir du présent accord pour se soustraire au contrôle exercé par les autorités compétentes de l'autre Etat, sauf sur les points pour lesquels la législation du pays de la nationalité du navire reconnaît comme valables et équivalents à des certificats officiels les certificats de la société de classification dont il s'agit.

Les navires qui, de par la législation de leur pays, ne sont pas tenus d'avoir à bord un certificat de navigabilité jouissent, par contre, de tous les avantages reconnus par le présent accord, dans les mêmes conditions des navires pourvus de certificats de navigabilité en règle.

Article 6.

Les autorités maritimes portugaises se réservent le droit de constater que les prescriptions contenues dans les certificats de navigabilité des navires norvégiens transportant des émigrants d'un port du continent de la République ou des archipels adjacents à une autre partie du monde (hors l'Europe), particulièrement celles ayant trait aux engins de sauvetage, nombre de passagers, vivres et eau, sont dûment observées, ainsi que les dispositions réglementaires ayant trait à l'habitabilité, l'hygiène et la salubrité des locaux affectés aux passagers d'entrepont et si les installations des infirmeries, le matériel médical et pharmaceutique sont d'accord avec les prescriptions en vigueur.

Les autorités maritimes norvégiennes se réservent le droit de faire sur les navires portugais transportant des émigrants d'un port norvégiens à une autre partie du monde (hors l'Europe), exception faite toutefois des ports de la Méditerranée, la visite de partance spéciale établie dans des cas analogues pour les navires norvégiens, conformément aux prescriptions de la législation norvégienne sur la matière.

Article 3.

Norwegian vessels, when in ports of the mainland of the Republic or of the adjacent archipelagos, shall be liable to supervision by the Portuguese maritime authorities only in order that the latter may ascertain whether the vessels have on board certificates of seaworthiness issued by the Norwegian competent authorities and still valid.

Portuguese vessels, when in Norwegian ports, shall be liable to supervision by the competent authorities of those ports only in order that such authorities may ascertain whether the vessels have on board certificates of seaworthiness issued by the Portuguese maritime authorities and still valid.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of the preceding Articles, the competent authorities of either of the Contracting States may prevent the departure of a vessel having the nationality of the other State even if it is provided with a valid certificate of seaworthiness, should they have reason to fear that the life of persons on board would clearly be endangered if the vessel were authorised to make the proposed voyage.

In such case the competent port authorities shall at once bring the incident to the notice of the consul of the country to which the vessel belongs, in order to enable him to take any steps necessitated by the circumstances, unless the master of the vessel in question has in the meantime rendered it seaworthy.

Article 5.

Vessels having the nationality of either of the Contracting States cannot claim the advantages derivable from this Agreement unless they are provided with certificates of seaworthiness issued by the competent authorities of their country and still valid. Consequently, vessels having the nationality of either of the Contracting States provided only with certificates issued by a classification society, even though the latter be recognised by the two Governments, may not cite the present Agreement in order to obtain exemption from the supervision exercised by the competent authorities of the other State, except in matters in respect of which the laws of the country to which the vessel belongs recognise the certificates of the classification society in question as valid and equivalent to official certificates.

Vessels which are not obliged by the laws of their country to have on board a certificate of seaworthiness shall, on the other hand, enjoy all the advantages granted by the present Agreement under the same conditions as vessels provided with proper certificates of seaworthiness.

Article 6.

The Portuguese maritime authorities reserve the right, in the case of Norwegian vessels transporting emigrants from a port on the mainland of the Republic or in the adjacent archipelagos to some other part of the world (outside Europe), to ascertain whether the provisions contained in such vessels' certificates of seaworthiness are duly observed, particularly those referring to safety appliances, the number of passengers, victuals and water, and the regulations relating to the habitability, hygiene and sanitation of the quarters allocated to steerage passengers, and also whether the sick berth arrangements and the medical and pharmaceutical stores are in accordance with the provisions in force.

The Norwegian maritime authorities reserve the right, in the case of Portuguese vessels transporting emigrants from a Norwegian port to some other part of the world (outside Europe), with the exception of Mediterranean ports, to make the special inspection before sailing prescribed in similar cases for Norwegian vessels, in accordance with Norwegian law on the subject.

Article 7.

Les stipulations contenues à l'article 1^{er}, du présent accord n'empêchent pas chacun des deux Etats contractants de modifier, dès qu'il le trouve nécessaire, les dispositions légales et réglementaires respectives sur la sûreté de la navigation, mais il devra toutefois porter immédiatement à la connaissance de l'autre Etat les modifications apportées à la législation en vigueur.

Les Etats contractants peuvent introduire dans le présent accord, par voie diplomatique et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées désirables ou nécessaires.

Article 8.

Le présent accord entrera en vigueur à partir du 1^{er} mars 1929 et restera en vigueur pour un temps indéterminé, pouvant être dénoncé en tout temps par un des deux Etats contractants.

La dénonciation de l'accord ne portera ses effets que six mois après qu'elle sera communiquée à l'autre Etat.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire à Lisbonne, le 7 février 1929.

(Signé) Finn KOREN.

(Signé) Manuel Carlos QUINTAO MAIRELES.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère royal des Affaires étrangères,
Oslo, le 1^{er} juillet 1930.

*Pour le Ministre,
Le Chef de la 1^{re} Division des Affaires
politiques et commerciales.*

O. Tostrup.

Article 7.

The provisions contained in Article 1 of the present Agreement shall not prevent either of the Contracting States, if it thinks fit, from amending its legal provisions or its regulations regarding the safety of navigation, but the amending State shall immediately inform the other State of such amendments to existing laws.

The Contracting States may at any time, through the diplomatic channel, make such improvements in the present Agreement as may be found desirable or necessary.

Article 8.

The present Agreement shall come into force on March 1, 1929, and shall remain in force for an indeterminate period, and may be denounced at any time by either of the Contracting States.

The denunciation of the Agreement shall not come into effect until six months after it has been communicated to the other State.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Lisbon on February 7, 1929.

(Signed) Finn KOREN.

(Signed) Manuel Carlos QUINTAO MAIRELES.

N° 2384.

ALBANIE ET SUISSE

Convention d'établissement et de
commerce, avec protocole final.
Signés à Rome, le 10 juin 1929.

**ALBANIA
AND SWITZERLAND**

Convention regarding Conditions of
Residence and Commerce, with
Final Protocol. Signed at Rome,
June 10, 1929.

N^o 2384. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT ET DE COMMERCE
ENTRE L'ALBANIE ET LA SUISSE. SIGNÉE A ROME, LE 10 JUIN
1929.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 juillet 1930.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS, animés du désir de faciliter les relations entre la Suisse et l'Albanie, ont résolu de conclure une convention d'établissement et de commerce et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Georges WAGNIÈRE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près Sa Majesté le Roi d'Italie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

S. Exc. M. Djémil DINO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Albanais près Sa Majesté le Roi d'Italie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacune des Parties contractantes accordera aux représentants diplomatiques et consulaires de l'autre partie les avantages et privilèges qui sont ou seront concédés par elle aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les ressortissants de chacun des deux Etats admis à résider sur le territoire de l'autre Etat, par les autorités et selon la législation de celui-ci, jouiront à tous égards, notamment en ce qui concerne leur situation juridique, la protection à laquelle ils auront droit de la part des autorités, le libre et facile accès aux tribunaux, l'exercice du commerce et de l'industrie, l'acquisition et la possession de biens mobiliers et immobiliers et les contributions et autres charges fiscales auxquelles ils pourraient être soumis, du traitement accordé aux étrangers les mieux traités.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 3 mars 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2384. — CONVENTION REGARDING CONDITIONS OF RESIDENCE AND COMMERCE BETWEEN ALBANIA AND SWITZERLAND. SIGNED AT ROME, JUNE 10, 1929.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place July 10, 1930.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS, being desirous of facilitating the relations between Switzerland and Albania, have decided to conclude a Convention of Establishment and Commerce and have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. George WAGNIÈRE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to His Majesty the King of Italy ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency M. Djémil DINO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Albanians to His Majesty the King of Italy ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the Contracting Parties shall grant to the diplomatic and consular representative of the other Party the advantages and privileges which are or may hereafter be conceded by it to the diplomatic and consular representatives of the most favoured nation.

Article 2.

Nationals of either of the States who are permitted to reside in the territory of the other State by the latter's authorities and in accordance with its laws shall enjoy in all respects the treatment granted to the most favoured foreigners, particularly as regards their legal position, the protection which they are entitled to receive from the authorities, free and ready access to the courts of justice, the exercise of trade and industry, the acquisition and possession of movable and immovable property and the taxes and other fiscal charges to which they may be subjected.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, March 3, 1930.

Article 3.

Les sociétés commerciales, industrielles ou autres légalement constituées sur le territoire de l'une des Parties seront reconnues sur le territoire de l'autre partie conformément aux lois du pays et y jouiront du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les marchandises originaires et en provenance directe ou indirecte de l'une des parties contractantes importées sur le territoire de l'autre partie et destinées, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, bénéficieront du traitement applicable aux marchandises originaires ou en provenance de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les Parties au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention et n'auraient pas pu être résolues par la voie diplomatique dans un délai raisonnable seront déferées, à la demande d'une seule des parties, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée. Elle entrera en vigueur aussitôt après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Rome dès que faire se pourra.

La présente convention déploiera ses effets jusqu'à l'expiration du délai de trois mois à partir du jour où l'une des Parties aura fait part à l'autre partie de son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le dix juin mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (Signé) WAGNIÈRE.

(L. S.) (Signé) D. DINO.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la présente convention d'établissement et de commerce, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord que ladite convention s'appliquera également et sous tous les rapports à la principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

Fait en double exemplaire à Rome, le dix juin mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) WAGNIÈRE.

(Signé) D. DINO.

Pour copie conforme :

Berne, le 9 juillet 1930.

Le Chancelier de la Confédération :

Kæslin.

Article 3.

Commercial, industrial and other companies legally constituted in the territory of either of the Parties shall be recognised in the territory of the other Party in accordance with the latter's laws and shall enjoy in its country the treatment accorded to the companies of the most favoured nation.

Article 4.

Goods originating in and coming directly or indirectly from one of the Contracting Parties, imported into the territory of the other Party and intended either for consumption or for re-exportation or transit, shall enjoy the benefit of the treatment applicable to goods originating in or coming from the most favoured nation.

Article 5.

Any disputes which may arise between the Parties regarding the interpretation and execution of the present Convention, and which cannot be settled within a reasonable period through the diplomatic channel, shall, at the request of one only of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. It shall come into force immediately after the exchange of ratifications, which shall take place at Rome as soon as possible.

The present Convention shall remain in force for three months from the date on which either of the Parties informs the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Rome, in duplicate, June the tenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) (Signed) WAGNIÈRE.

(L. S.) (Signed) D. DINO.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the present Convention of Establishment and Commerce, the undersigned Plenipotentiaries have agreed that the said Convention shall apply equally and in all respects to the Principality of Liechtenstein so long as the latter shall be connected with Switzerland by a treaty of Customs union.

Done in duplicate at Rome, June the tenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Signed) WAGNIÈRE.

(Signed) D. DINO.

N° 2385.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention relative à l'extradition
des malfaiteurs et à l'assistance
judiciaire en matière pénale, avec
protocole de signature. Signés à
Belgrade, le 22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention concerning the Extradition
of Criminals and Judicial
Cooperation in Criminal Matters,
with Protocol of Signature. Signed
at Belgrade, February 22, 1928.

N^o 2385. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE HONGRIE RELATIVE A L'EXTRADITION DES MALFAITEURS ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juillet 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière pénale, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le docteur Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade, et

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION DES MALFAITEURS

Article premier.

ENGAGEMENT RÉCIPROQUE DE L'EXTRADITION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes qui, poursuivies par les autorités judiciaires de l'une des Parties pour des infractions indiquées à l'article suivant, se trouvent sur le territoire de l'autre Partie.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 26 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2385. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE EXTRADITION OF CRIMINALS AND JUDICIAL COOPERATION IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 11, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being equally desirous of concluding a convention with a view to regulating the extradition of criminals and judicial cooperation in criminal matters, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. VOÏSLAV MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron PAUL FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade, and

M. ALFRED DE NICKL, Councillor of Legation, Director of the Economic Section in the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following Articles :

CHAPTER I.

EXTRADITION OF CRIMINALS.

Article I.

RECIPROCAL UNDERTAKING TO GRANT EXTRADITION.

The Contracting Parties undertake to deliver up to each other, upon requisition, persons against whom the judicial authorities of one Party are taking proceedings for any of the offences indicated in the following Article and who shall be found within the territory of the other Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratification took place at Budapest, June 26, 1930.

Article 2.

INFRACTIONS DONNANT LIEU A L'EXTRADITION.

L'extradition aura lieu, — sauf les exceptions prévues à l'article 3, — pour les infractions qui, selon les lois des deux Parties contractantes, même si ces lois ne sont pas en vigueur dans tous les territoires des deux Parties, peuvent entraîner une peine restrictive de la liberté personnelle, non inférieure à un an.

En cas de condamnation il sera exigé, hors des conditions susmentionnées, qu'il soit appliqué une peine restrictive de la liberté personnelle, non inférieure à six mois.

En cas de la subsistance des conditions prévues aux alinéas précédents, l'extradition sera accordée de même dans les cas de tentative et de complicité.

Article 3.

EXCEPTIONS DE L'ENGAGEMENT D'EXTRADITION.

L'extradition ne sera pas accordée :

I.

1. Si la personne, dont l'extradition sera demandée, est ressortissante de la Partie requise ;
2. Si l'infraction est commise sur le territoire de la Partie requise ;
3. Si la poursuite de l'infraction est réservée, en vertu des lois de la Partie requise, exclusivement à la juridiction de cette Partie ;
4. Si, contre la personne dont l'extradition est demandée, une procédure pénale pour la même infraction a déjà été ouverte sur le territoire de la Partie requise et que cette procédure a déjà été terminée par une sentence ou d'une autre manière ;
5. Si, d'après la législation en vigueur sur tous les territoires de l'une des Parties contractantes, la poursuite ou la peine est prescrite ou éteinte ;
6. Si, d'après la législation de la Partie requise, l'infraction qui a motivé la demande en extradition, ne peut être poursuivie que sur la plainte ou la proposition de la partie lésée, à moins qu'il ne soit vérifié que la partie lésée ait demandé la poursuite ;

II.

1. Pour les infractions politiques ou pour des faits connexes à une telle infraction. Il est entendu qu'il ne sera pas considéré comme infraction politique, ni fait connexe à une telle infraction :
 - a) L'attentat contre la personne d'un Chef d'Etat ou contre les membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement ou de tentative ou de complicité dans une de ces infractions ;
 - b) L'infraction contre la vie humaine, la sécurité personnelle ou la propriété connexe aux mouvements communistes ;
 2. Pour les infractions exclusivement punissables par les lois pénales militaires ;
 3. Pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse ;
 4. Pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur les douanes, impôts ou dans les autres lois financières ;
 5. Pour les infractions formant, selon les lois au moins de l'une des deux Parties contractantes, une contravention.
- La Partie requise sera en droit d'examiner, si les cas énumérés dans cet article ne subsistent pas.

Article 2.

EXTRADITION OFFENCES.

Extradition shall, except in the cases provided for in Article 3, be granted for offences which under the laws of the two Contracting Parties (even if these laws are not in force in all their territories) may involve a penalty restricting the offender's personal freedom for not less than one year.

If the person is convicted he must, apart from the above conditions, have been sentenced to deprivation in some form or other of his personal freedom for a term of not less than six months.

If the conditions laid down in the first two paragraphs are fulfilled, extradition shall also be granted in the case of attempted offences or of complicity.

Article 3.

EXCEPTIONS TO THE UNDERTAKING TO GRANT EXTRADITION.

Extradition shall not be granted :

I.

1. If the person whose extradition is claimed is a national of the Party applied to ;
2. If the offence has been committed in the territory of the Party applied to ;
3. If, under the laws of the Party applied to, the offence comes exclusively within the jurisdiction of that Party ;
4. If criminal proceedings have already been instituted in the territory of the Party applied to, for the same offence, against the person whose extradition is claimed and if these proceedings have already been terminated by a judgment or in some other manner ;
5. If, according to the law in force in all the territories of one of the Contracting Parties, exemption from prosecution or punishment has been acquired through lapse of time or in some other way ;
6. If, according to the law of the Party applied to, proceedings can only be taken in connection with the offence for which extradition is claimed on the complaint or petition of the injured party, unless it be duly ascertained that the injured party has requested proceedings ;

II.

1. For political offences or acts connected with such offences. It is understood that the following offences shall not be regarded as political offences or as acts connected therewith :

(a) A crime committed or attempted, against the person of a Head of State or against the members of his family when such crime amounts to murder, homicide, or poisoning, or an attempt to commit the same, or complicity in such acts ;

(b) An offence against human life, personal safety or property, connected with Communist movements ;

2. For offences punishable exclusively under military justice ;
3. For offences coming exclusively under the Press laws ;
4. For offences coming exclusively under the laws on Customs or taxes, or under other fiscal laws ;
5. For offences which, according to the law of at least one of the two Contracting Parties, are regarded merely as petty offences (*contraventions*).

The Party applied to shall be entitled to ascertain whether the conditions specified in this Article exist.

Article 4.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si la personne dont l'extradition a été demandée, est poursuivie ou condamnée dans l'Etat requis pour quelque autre infraction que celle motivant la demande, l'extradition pourra être différée jusqu'au moment où la procédure sera terminée définitivement et, en cas de condamnation, jusqu'à ce qu'elle ait subi la peine ou qu'elle en ait obtenu la remise.

Toutefois, les circonstances susindiquées ne pourront servir de cause à l'ajournement de la décision sur la demande d'extradition.

Si, d'après les lois de la Partie requérante, la prescription ou d'autres dommages importants de la poursuite pouvaient résulter de l'ajournement, sa remise temporaire sera accordée, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé, aussitôt que la poursuite sur le territoire de la Partie requérante sera terminée.

Article 5.

CONCURRENCE DES DEMANDES D'EXTRADITION DE PLUSIEURS ETATS.

Si la personne dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes, est réclamée en même temps également par un ou plusieurs autres Etats pour les mêmes ou pour d'autres infractions, elle sera livrée à l'Etat dont elle ressort.

Dans le cas, où la personne à extraditer n'est pas ressortissante d'aucun des Etats requérants, elle sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise et, en cas de différentes infractions, à l'Etat où a été commise l'infraction la plus grave et, enfin, s'il s'agit, infractions de gravité égale, elle sera livrée à l'Etat dont la demande est parvenue la première.

Cette disposition ne déroge en rien aux engagements pris antérieurement par l'une des Parties contractantes envers d'autres Etats.

Article 6.

RESTRICTION DE LA POURSUITE DE LA PERSONNE EXTRADÉE.

La personne extradée ne pourra être poursuivie, ni punie sur le territoire de la Partie à laquelle elle a été livrée, ni extradée à un Etat tiers que pour les infractions en raison desquelles l'extradition a été explicitement accordée.

Elle ne pourra, en outre, être poursuivie ou livrée à un Etat tiers pour des infractions antérieures à l'extradition que :

1. Si la Partie qui a accordé l'extradition, y consent ultérieurement ; ce consentement ne pourra pas être refusé, si l'extradition en vertu de cette convention aurait dû être accordée ;
2. Si la personne extradée a eu la liberté de quitter de nouveau le territoire de la Partie à laquelle elle avait été livrée, au cours d'un mois à compter du jour où la procédure pénale relative à l'infraction ayant provoqué l'extradition, a été terminée définitivement et, en cas de condamnation, elle a purgé sa peine ou en a obtenu la remise, ou bien si elle y est retournée par la suite de son plein gré.

Article 7.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition pour un tribunal civil sera présentée directement par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise, et la demande pour un tribunal militaire sera présentée de la part de la Hongrie par le Ministère de la Défense

Article 4.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If, in the State applied to, the person whose extradition has been claimed is being proceeded against or has been sentenced for some offence other than that which led to the requisition, extradition may be deferred until the proceedings have been definitely closed, and, if the person is sentenced, until he has served his sentence or sentence has been remitted.

The above circumstances may not, however, be advanced as a reason for adjourning the decision with regard to the requisition for extradition.

If, under the law of the Party applied to, the prosecution might lose its right of action owing to lapse of time or suffer some other considerable prejudice as a result of postponement, the prisoner may be handed over temporarily, unless there be any special objection to such a course, provided an undertaking be given that the person surrendered will be sent back as soon as the proceedings in the territory of the requisitioning Party have been terminated.

Article 5.

WHEN MORE THAN ONE STATE CLAIMS EXTRADITION.

If the person whose extradition is claimed by one of the Contracting Parties is also claimed, at the same time, by another State or States for the same or other offences, he shall be handed over to the State of which he is a national.

If the person to be surrendered is not a national of any of the requisitioning States, he shall be handed over to the State in whose territory the offence was committed or, if more than one offence has been committed, to the State in which he has committed the most serious offence or, finally, if the offences are all of equal gravity, to the State whose requisition was received first.

This provision shall not in any way affect agreements previously concluded by either Contracting Party with other States.

Article 6.

RESTRICTION OF PROCEEDINGS AGAINST THE PERSON SURRENDERED.

A person who has been surrendered may only be proceeded against or punished in the territory of the Party to which he has been handed over, and may only be surrendered to a third State for the offences on account of which extradition was expressly granted.

He may, moreover, only be proceeded against or handed over to a third State for offences committed before his extradition :

1. If the Party which has granted extradition subsequently consents thereto ; such consent may not be refused if extradition would have had to be granted in accordance with this Convention ;
2. If the person surrendered has been free to leave the territory of the Party to which he was handed over during one month as from the date on which the criminal procedure connected with the offence that led to extradition was finally terminated, and, if he was sentenced, as from the date on which he completed his sentence or obtained remission thereof, or if he subsequently returns to the same territory of his own free will.

Article 7.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

A requisition for extradition on behalf of a civil court must be submitted direct by the Ministry of Justice of the requisitioning Party to the Ministry of Justice of the Party applied to, and on behalf of a military court, as far as Hungary is concerned, by the Ministry of National Defence,

nationale et de la part du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par le Ministère de la Guerre au Ministère de la Justice de l'autre Partie.

Cette demande devra faire mention de l'endroit où la remise du malfaiteur pourrait avoir lieu.

La demande d'extradition sera accompagnée soit d'une décision judiciaire ordonnant l'arrestation du malfaiteur, soit d'un acte de mise en accusation, ou bien d'un jugement de condamnation. Ce document devra contenir le bref résumé des faits, la nature et la gravité de l'infraction et l'indication des prescriptions de loi appliquées ou applicables à la qualification de l'infraction, ainsi qu'à la peine qu'elle entraîne. Le texte de ces prescriptions devra être de même y contenu ou annexé.

On y joindra également, autant que possible, le signalement de la personne à livrer, sa photographie et toutes autres données nécessaires à la constatation de l'identité.

Article 8.

EXPLICATIONS ULTÉRIEURES.

Dans le cas où il y aura doute sur la question de savoir, si l'infraction, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à la Partie requérante et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 9.

DÉTENTION DE LA PERSONNE RÉCLAMÉE EN EXTRADITION.

Il sera procédé à la mise en détention d'extradition de la personne dont l'extradition a été réclamée, dès que la demande aura été reçue, sauf le cas, où il est à prévoir que l'extradition ne pourra avoir lieu.

En cas d'urgence, l'arrestation du malfaiteur pourra avoir lieu sur tout avis postal ou télégraphique, parvenu conformément à l'alinéa premier de l'article 7, par lequel l'existence d'un des documents mentionnés à l'alinéa 3 de l'article 7, sera communiqué.

En cas d'extrême urgence, l'arrestation aura également lieu, si l'avis de l'existence d'un des documents mentionnés à l'alinéa 3 de l'article 7 sera adressé par une autorité compétente de l'une des Parties contractantes directement à une autorité compétente de l'autre Partie.

La détention effectuée au sens des alinéas 2 et 3 sera communiquée, sans délai, par l'une à l'autre des autorités mentionnées à l'alinéa premier de l'article 7.

Article 10.

MISE EN LIBERTÉ DE LA PERSONNE DÉTENUE.

La personne détenue sera mise en liberté :

1. S'il n'est pas donné suite à la demande de l'extradition de la personne détenue conformément à l'alinéa premier de l'article précédent ;
2. Si les explications exigées conformément à l'article 8 ne seront pas parvenues dans le délai d'un mois à partir du jour où la demande en a été envoyée ;
3. Si le document avisé conformément à l'alinéa 2 de l'article précédent, n'est pas parvenu dans le délai d'un mois à partir du jour de l'arrestation et, enfin,
4. Si, en cas de l'arrestation effectuée au sens de l'alinéa 3 de l'article précédent, aucune communication annonçant la demande d'extradition ne sera pas parvenue par voie prévue à l'alinéa premier de l'article 7, dans le délai de huit jours à partir de l'arrestation.

and as far as the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes is concerned, by the Ministry of War to the Ministry of Justice of the other Party.

This requisition should mention the place at which the criminal may be handed over.

Requisitions for extradition must be accompanied either by a magistrate's order for the arrest of the criminal, or an act of indictment, or a sentence of Court. This document should contain a brief summary of the facts, the nature and gravity of the offence, and an indication of the provisions of law applied or applicable in connection with the particular offence, and the penalty involved. The text of these provisions should likewise be quoted or annexed.

As far as possible, the description of the person to be handed over should also be attached, together with his photograph and all other details necessary to establish his identity.

Article 8.

FURTHER EXPLANATIONS.

If there be any doubt as to whether the offence which is the subject of the proceedings comes within the scope of the present Convention, the requisitioning Party shall be asked for explanations, and extradition will only be granted if the explanations given are such as to dispel all doubt.

Article 9.

KEEPING IN CUSTODY OF THE PERSON CLAIMED.

The person whose extradition is claimed shall be placed in custody as soon as the requisition has been received unless the probability is that extradition will not be granted.

In urgent cases, the criminal may be arrested on receipt of notification transmitted by post or telegraph in accordance with the first paragraph of Article 7, indicating the existence of one of the documents referred to in paragraph 3 of Article 7.

In cases of extreme urgency the offender may also be arrested if notification of the existence of one of the documents referred to in paragraph 3 of Article 7 is transmitted by a competent authority of one of the Contracting Parties direct to a competent authority of the other Party.

When the offender has been taken into custody in accordance with paragraphs 2 and 3 of this Article, the fact shall be immediately notified by one authority to the other authority specified in paragraph 1 of Article 7.

Article 10.

RELEASE OF THE ARRESTED PERSON.

The arrested person may be released :

1. If the requisition for the extradition of the person placed in custody in conformity with paragraph 1 of the previous Article is not granted ;

2. If the explanations demanded in conformity with Article 8 are not received within one month from the date on which they were requested ;

3. If the document, the existence of which was notified in conformity with paragraph 2 of the previous Article, is not received within one month from the date of the arrest, and finally :

4. If, when a person has been arrested in accordance with paragraph 3 of the previous Article, no communication announcing a requisition for extradition has been received through the channel specified in paragraph 1 of Article 7 within eight days from the date of the arrest.

Article 11.

COMMUNICATION DU RÉSULTAT DE LA PROCÉDURE.

La Partie contractante à laquelle la personne poursuivie a été livrée, informera, sur demande, l'autre Partie du résultat définitif de la procédure pénale au moyen d'une expédition de la décision y relative.

Article 12.

TRANSIT DES MALFAITEURS.

Les dispositions de cette convention concernant l'extradition des malfaiteurs, seront également appliquées à la demande et à la permission du transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes d'une personne extradée par un Etat tiers à l'autre Partie.

Le transport sera effectué par les organes de la Partie requise.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

Article 13.

ENGAGEMENT DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter réciproquement, sur leurs territoires respectifs assistance judiciaire en matière pénale, notamment à donner suite aux demandes de signification des autorités de l'autre Partie, ainsi qu'à leurs commissions rogatoires concernant les actes d'instruction, tels que : audition des prévenus, des témoins et des experts, visite des lieux, visite domiciliaire, perquisition personnelle et saisie de corps de délit ou des pièces de conviction, et enfin, aux commissions rogatoires mentionnées aux articles suivants ; elles se remettront également les actes judiciaires et les objets ayant trait aux affaires pénales, qui seront à retourner le plus tôt possible.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, celle-ci transmettra, par voie officielle, la commission rogatoire à l'autorité compétente de son Etat et en informera simultanément l'autorité requérante.

Les demandes de signification, ainsi que les commissions rogatoires émanant des tribunaux civils, seront transmises par l'intermédiaire des Ministères de la Justice des Parties contractantes, et celles émanant des Tribunaux militaires, seront à transmettre de la part de la Hongrie par le Ministère de la Défense nationale et de la part du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par le Ministère de la Guerre au Ministère de la Justice de l'autre Partie.

Dans des cas d'extrême urgence où toute perte de temps pourrait risquer de compromettre le résultat de la procédure pénale, les autorités poursuivantes pourront saisir directement les autorités compétentes de la Partie requise, soit afin d'obtenir l'arrestation d'un malfaiteur ou en faire constater l'identité, soit pour assurer le résultat d'une visite domiciliaire ou la saisie de corps de délit et des pièces de conviction.

Les autorités compétentes de la Partie requise donneront la suite immédiate à toute demande des autorités poursuivantes qui serait formulée dans l'un des sens mentionnés dans l'alinéa précédent, et procéderont ensuite conformément aux dispositions de la présente convention.

Article 11.

COMMUNICATION OF THE RESULT OF PROCEEDINGS.

The Contracting Party to whom the person proceeded against has been handed over shall, if the other Party so requests, inform that Party of the final results of the criminal proceedings by communicating a copy of the decision reached in the case.

Article 12.

TRANSIT OF CRIMINALS.

The provisions of this Convention concerning the extradition of criminals shall also apply to the request for and granting of transit through the territory of one of the Contracting Parties of a person surrendered by a third State to the other Party.

The authorities of the Party applied to shall be responsible for the conveyance of such person.

CHAPTER II.

JUDICIAL CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS.

Article 13.

UNDERTAKING IN REGARD TO JUDICIAL CO-OPERATION.

The Contracting Parties undertake to afford each other, in their respective territories, judicial co-operation in criminal matters, and in particular to act on requests for the service of documents emanating from the authorities of the other Party, and to execute letters rogatory in connection with preliminary legal proceedings, such as the hearing of prisoners and the examination of witnesses and experts, investigations on the spot, the searching of premises and persons, the seizure of the main evidence of the crime and of articles serving as proof of the crime, and finally, the letters rogatory mentioned in the following Articles. They will also transfer to each other judicial acts and the objects connected with criminal cases, which must be returned as soon as possible.

Should the authority applied to be without jurisdiction, the latter shall, through the official channel, transmit the letters rogatory to the proper authority of the country, at the same time informing the applicant authority of its action.

Requests for the service of documents and letters rogatory issued by the civil courts shall be transmitted through the intermediary of the Ministries of Justice of the Contracting Parties, and those issued by military courts shall be transmitted, as far as Hungary is concerned by the Ministry of National Defence, and as far as the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes is concerned by the Ministry of War, to the Ministry of Justice of the other Party.

In cases of extreme urgency in which any loss of time might jeopardize the result of the criminal proceedings, the prosecuting authorities may communicate direct with the competent authorities of the Party applied to, either to secure the arrest of a criminal or establish his identity, or to obtain the results of a search of premises, or ensure the seizure of the main evidence of the crime or of articles serving as proof of the crime.

The competent authorities of the Party applied to shall give immediate effect to any request made by the prosecuting authorities, provided it be formulated in one of the ways specified in the previous paragraphs, and shall then proceed in conformity with the provisions of the present Convention.

Article 14.

EXCEPTIONS DE L'ENGAGEMENT DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Les sentences de condamnation, ainsi que les citations à comparution des prévenus, émanant des tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les ressortissants de l'autre Partie, ne seront pas signifiées à ces derniers.

Ne devra pas être exécutée non plus la commission rogatoire concernant l'audition d'un ressortissant de la Partie requise, en qualité de prévenu, ni la demande de signification ou la commission rogatoire dressée dans une affaire pénale, où l'extradition du prévenu, aux termes de la présente convention, ne pourrait avoir lieu.

La Partie requise informera l'autre Partie sans retard du refus de la signification ou de la commission rogatoire, en lui communiquant les motifs.

Article 15.

CITATION DU TERRITOIRE DE L'AUTRE PARTIE.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert est jugée nécessaire ou désirable, le gouvernement de la Partie sur le territoire de laquelle ils se trouvent, les engagera à se rendre à l'assignation qui leur sera adressée à cet effet de la part des autorités de l'autre Partie, sans pouvoir toutefois prendre contre eux des mesures de coercition.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert seront toujours supportés par la Partie requérante, et l'invitation qui sera envoyée à cet effet, indiquera la somme qui sera allouée au témoin ou à l'expert à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que la Partie requise pourra, sauf remboursement de la Partie requérante, faire au témoin ou à l'expert sur la somme intégrale.

Cette avance leur sera faite aussitôt qu'ils auront déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin, ni expert, quelle que soit leur nationalité, qui, cités dans le territoire de l'une des Parties contractantes, comparaitront volontairement devant les juges de l'autre Partie, ne pourront y être poursuivis, ou détenus pour des faits ou condamnations antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits, qui font l'objet du procès où ils figureront comme témoins, ou experts. Toutefois, ils perdront ce privilège si, par leur faute, ils ne quittent pas le pays dans les 48 heures après que leur présence près du tribunal a cessé d'être nécessaire.

Si la personne citée en qualité de témoin, se trouve en prison sur le territoire de la Partie requise, on pourra demander son extradition provisoire, contre l'obligation de la restituer dans les 48 heures après que sa présence près du tribunal a cessé d'être nécessaire. Une demande y relative ne pourra être refusée que pour des motifs d'importance et notamment si la personne, qui se trouve en prison préventive, s'y oppose.

Article 16.

REMISE DES PIÈCES DE CONVICTION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les objets provenant d'une infraction et qui pourront servir de pièces de conviction, même s'ils sont soumis à la saisie ou à la confiscation.

Si tels objets sont demandés en vue de l'extradition ou du transit d'un malfaiteur, ils seront remis, autant que possible, en même temps que l'extradition ou le transit sera effectué. Ces objets seront remis au gouvernement réclamant l'extradition, même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Article 14.

EXCEPTIONS TO THE UNDERTAKING TO AFFORD JUDICIAL COOPERATION.

Sentences of Court and orders for accused persons to appear in court delivered or issued by the courts of one of the Contracting Parties against nationals of the other Party shall not be served on the latter.

Nor shall the following be executed : letters rogatory concerning the hearing of a national of the Party applied to, if that national be the accused ; a request for service or letters rogatory issued in a criminal case in which, under the terms of the present Convention, extradition could not be granted.

The Party applied to shall notify the other Party without delay of its refusal to serve a document or execute letters rogatory and shall give its reasons.

Article 15.

SUMMONING OF WITNESSES FROM THE TERRITORY OF THE OTHER PARTY.

If in a criminal case the attendance of a witness or expert is deemed to be necessary or desirable, the Government of the Party in whose territory these persons happen to be shall urge them to comply with the summons issued by the authorities of the other Party, but may not compel them to do so.

The costs in connection with the personal attendance of a witness or expert shall in each case be borne by the applicant Party, and the document communicated for this purpose shall indicate the sum to be allotted to the witness or expert for travelling expenses and subsistence allowance, and the amount which the Party applied to may, subject to repayment by the applicant Party, advance to the witness or expert out of the whole amount.

These sums shall be advanced as soon as the persons in question have stated that they are willing to comply with the summons.

No witness or expert, whatever his nationality may be, who, having been summoned in the territory of one of the Contracting Parties, attends of his own free will before the judges of the other Party, may be prosecuted within the territory of that Party or kept in custody for previous acts or on account of previous sentences, nor as an accessory to the offence forming the subject of the prosecution in which he appears as a witness or expert. These persons, however, shall forfeit this privilege if, by their own fault, they fail to leave the country within forty-eight hours from the time when their presence in the neighbourhood of the court ceases to be necessary.

If the person summoned as a witness happens to be in prison in the territory of the Party applied to, his provisional extradition may be requested, provided he be returned within forty-eight hours from the time when his presence in the neighbourhood of the court ceases to be necessary. A request of this nature can only be refused on serious grounds, in particular if the person, being merely in custody awaiting trial, objects.

Article 16.

HANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE CRIME.

The Contracting Parties undertake to deliver to each other on request objects which have figured in the commission of an offence and which may serve as proof of the crime, even if they are subject to seizure or confiscation.

If these objects are requested in connection with the extradition or transit of a criminal they shall be handed over, as far as possible, at the time at which the extradition or transit takes place. They shall be handed over to the Government claiming extradition even when extradition, having been granted, cannot be carried out owing to the death or escape of the offender.

Cette remise comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et, qui seraient découverts ultérieurement.

La Partie à laquelle la remise de ces objets aura été demandée, pourra les retenir provisoirement, si elle les juge nécessaires pour une instruction criminelle.

Les droits des tiers sur ces objets seront réservés.

La Partie ayant accordé la remise des objets susmentionnés, pourra se réserver le droit de ce qu'ils lui soient restitués le plus tôt possible.

Dans ces cas, ainsi que lorsqu'il subsiste sur les objets remis des droits d'une tierce personne, la restitution gratuite de ces objets sera ordonnée sans retard dès qu'ils ne seront plus nécessaires dans la procédure pénale.

Article 17.

COMMUNICATION DES JUGEMENTS DE CONDAMNATION.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les jugements de condamnation pour crimes ou délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'une des deux Parties contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi du jugement prononcé et passé en force de chose jugée, ou d'un bulletin de condamnation, à la Partie à laquelle le condamné appartient.

Ces jugements ou bulletins seront communiqués sans traduction par trois mois.

Article 18.

COMMUNICATION DES DONNÉES CONCERNANT LES CONDAMNÉS.

La Hongrie s'engage à fournir à l'Etat serbe-croate-slovène, sur demande, des données du casier judiciaire central.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à assumer la même obligation envers la Hongrie après l'établissement d'une telle institution et jusqu'à cette époque il sera obligé de fournir les données mentionnées en base des renseignements recueillis des autorités pénales.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES ÉGALEMENT A L'EXTRADITION AINSI QU'À L'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 19.

TRADUCTION ET LÉGALISATION DES DEMANDES D'EXTRADITION, DE SIGNIFICATION ET DES COMMISSIONS ROGATOIRES.

Les demandes d'extradition, leurs annexes, les demandes de signification et les commissions rogatoires ne devront pas être légalisées ; elles devront cependant être revêtues du sceau de l'autorité requérante. Ces demandes ou commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes, seront accompagnées pour la Hongrie d'une traduction hongroise, française ou allemande, pour l'Etat serbe-croate-slovène d'une traduction serbe, française ou allemande, si ces pièces ne sont pas rédigées dans une de ces langues ou dans la langue de l'autorité requise. Ces traductions seront ou bien officielles, ou bien rédigées, ou légalisées par un traducteur assermenté de la Partie requérante et munies de sa signature et sceau officiel ; leur législation ultérieure ne sera pas nécessaire.

All objects of the same kind which the accused may have hidden or deposited in the country granting extradition and which have been subsequently discovered shall also be handed over.

The Party which has been asked to hand over these objects may retain them provisionally if it considers them necessary for the preliminary investigation in connection with the crime.

The rights of third parties over these objects shall be reserved.

The Party which has agreed to hand over the objects in question may stipulate that they shall be restored as soon as possible.

In such cases, and when a third party has rights over the objects thus surrendered, orders shall be issued for the return of these objects free of charge and without delay as soon as they are no longer required in connection with the criminal proceedings.

Article 17.

COMMUNICATION OF THE SENTENCE OF COURT.

The Contracting Parties undertake to communicate to each other sentences of Court for crime or offences of every kind pronounced by the courts of either Contracting Party against the subjects of the other.

Communication shall be made by transmitting the text of the sentence which has been delivered and has become *res judicata*, or a copy thereof, to the Party of which the prisoner is a national.

These judgments, or copies, shall be communicated, without translation, once every three months.

Article 18.

COMMUNICATION OF PARTICULARS CONCERNING SENTENCED PRISONERS.

Hungary undertakes to supply to the Serb-Croat-Slovene State, on request, details from the central criminal records.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes to supply similar information to Hungary as soon as an institution of this kind has been established, pending which it can only supply the above-mentioned particulars on the basis of the information collected by the authorities dealing with criminal matters.

CHAPTER III.

PROVISIONS APPLICABLE BOTH TO EXTRADITION AND TO JUDICIAL COOPERATION.

Article 19.

TRANSLATION AND LEGALISATION OF REQUISITIONS FOR EXTRADITION, REQUESTS FOR THE SERVICE OF DOCUMENTS, AND LETTERS ROGATORY.

Requisitions for extradition and their annexes, requests for the service of documents, and letters rogatory need not be legalised; they must, however, bear the seal of the applicant authority. These requisitions, requests and letters rogatory, and their annexes, shall be accompanied, in the case of Hungary, by a translation in Hungarian, French, or German, and, in the case of the Serb-Croat-Slovene State, by a translation in Serbian, French, or German, if these documents are not drawn up in one of these languages or in the language of the authority applied to. These translations shall be either official, or prepared or legalised by a sworn translator of the applicant Party, and, if signed and sealed by that Party, they shall require no further legalisation.

Les réponses aux demandes d'extradition, les pièces prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée, les réponses aux commissions rogatoires et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes, ne seront pourvues de traduction qu'à la demande de la Partie requérante et contre remboursement des frais de traduction.

Article 20.

FRAIS DE L'EXTRADITION ET DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Les frais résultant de l'exécution de la demande d'extradition, ou d'une autre assistance judiciaire en matière pénale, seront, en général, à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont surgis.

Toutefois, la Partie requérante remboursera les sommes versées aux experts, ainsi que les frais résultant de la remise temporaire des personnes mentionnées à l'alinéa dernier de l'article 15, et enfin les frais du transport mentionnés à l'article 12. De même les frais de la remise temporaire mentionnée à l'article 4, seront supportés par la Partie requérante.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 21.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Article 22.

La présente convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant six ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié six mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention relative à l'extradition des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière pénale en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

1. L'extradition pour les infractions mentionnées à l'article 3, II 1/b ne sera pas accordée que si l'infraction a été commise après la mise en vigueur de cette convention.

Replies to requisitions for extradition, documents proving that service has been effected or stating why it could not be effected, replies to letters rogatory and documents drawn up in execution of letters rogatory, together with their annexes need only be accompanied by a translation if the applicant Party so requests and agrees to repay the costs of translation.

Article 20.

COSTS OF EXTRADITION AND JUDICIAL COOPERATION.

The costs involved in the execution of a requisition for extradition or other judicial cooperation in criminal matters shall, in general, be borne by the Party in whose territory they have arisen.

The applicant Party shall, however, repay the sums paid to experts and the cost entailed by the temporary surrender of the persons referred to in the last paragraph of Article 15, and, finally, the transport costs referred to in Article 12. Similarly, the costs of temporary surrender referred to in Article 4 shall be borne by the applicant Party.

CHAPTER IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 21.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Budapest.

Article 22.

The present Convention shall come into force three months after the exchange of ratifications, and shall remain in force for six years as from that date.

If six months before the end of this period neither Contracting Party has notified its intention of terminating the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which one or other of the Contracting Parties has denounced it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the Convention and affixed their seals thereto.

Done at Belgrade, in duplicate, on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(Signed) FORSTER.

(Signed) NICKL.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding to sign the Convention concerning the extradition of criminals and judicial cooperation in criminal matters of to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries agreed on the following provisions :

1. Extradition for the offences referred to in Article 3, II, 1/b, shall only be granted if the offence was committed after the coming into force of this Convention.

2. Pour faire faciliter la remise et la réception des malfaiteurs dont l'extradition ou le transport aura été accordé, les deux Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, après la mise en vigueur de la présente convention, la liste des lieux et des autorités de frontière où la remise ou la réception pourra avoir lieu.

3. Les décisions judiciaires ordonnant l'arrestation et les actes de mise en accusation mentionnés à l'alinéa 3 de l'article 7, ainsi que les demandes de signification et les commissions rogatoires nommées à l'alinéa 3 de l'article 13, pourront émaner de l'autorité de police lorsque l'autorité est saisie, selon les lois en vigueur dans la circonscription de la Cour d'Appel de Belgrade, de Skoplje et de la Grande-Cour de Podgorica, des fonctions de l'instruction dans les affaires tombant dans la compétence des tribunaux civils.

Le présent protocole aura la même force et la même durée que la convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINCOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

Pour copie certifiée, conforme.

D'ordre du Ministre, le Conseiller :

Belgrade, le 2 juillet 1930.

D^r Svet. Djoritch.

2. In order to facilitate the surrender and the taking over of criminals whose extradition or transport has been granted, the two Parties undertake to communicate to each other, after the coming into force of the present Convention, a list of the places at the frontier at which the surrender or taking over may be effected, and a list of the frontier authorities empowered for the purpose.

3. The Magistrate's orders for arrest and the indictments mentioned in paragraph 3 of Article 7, and also requests for the service of documents and letters rogatory specified in paragraph 3 of Article 13, may be issued by the police authorities when those authorities have, in accordance with the laws in force within the jurisdiction of the Court of Appeal of Belgrade, of Skoplje and of the High Court of Podgorica, been invested with powers to conduct a preliminary investigation in matters coming within the jurisdiction of the civil courts.

The present Protocol shall have the same force and duration as the above-mentioned Convention to-day.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed their seals thereto.

Done at Belgrade, in duplicate, on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(Signed) FORSTER.

(Signed) NICKL.

N° 2386.

FRANCE
ET YOUGOSLAVIE

Accord pour le règlement de la
dette de guerre de la Yougoslavie
envers la France. Signé à La
Haye, le 20 janvier 1930.

FRANCE
AND YUGOSLAVIA

Agreement for the Settlement of the
War Debt of Yugoslavia to France.
Signed at The Hague, January 20,
1930.

N° 2386. — ACCORD¹ POUR LE RÈGLEMENT DE LA DETTE DE GUERRE DE LA YOUGOSLAVIE ENVERS LA FRANCE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 juillet 1930.

Entre LE GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE, représenté par S. Exc. M. MARINKOVITCH, ministre des Affaires étrangères, d'une part, et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, représenté par S. Exc. M. Henry CHÉRON, ministre des Finances, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

I. — En règlement complet et définitif de sa dette de guerre envers la France, telle que ladite dette résulte de la comparaison des créances et contre-créances incluses dans le projet de règlement présenté le 31 mai 1928 par le Gouvernement français au Gouvernement yougoslave, la Yougoslavie s'engage à payer et la France convient d'accepter les annuités suivantes :

Pour l'année 1929.	Fr. 3.153.157
Pour l'année 1930.	» 9.459.482
Pour l'année 1931.	» 12.612.639
Pour les années 1932 à 1936 inclus.	» 15.765.802
Pour les années 1937 à 1942 inclus.	» 17.342.383
Pour les années 1943 à 1946 inclus.	» 20.699.834
Pour les années 1947 à 1965 inclus.	» 37.636.131
Pour l'année 1966.	» 18.818.065

II. — Les paiements indiqués ci-dessus seront effectués par termes semestriels égaux, le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année. Exceptionnellement, le paiement de l'annuité de 1929 devra être effectué le 1^{er} mars 1930 et le paiement de l'annuité de 1966 devra être effectué en totalité le 1^{er} mars 1966.

III. — Les versements prévus par le présent accord seront effectués en monnaie française à la Caisse centrale du Trésor public à Paris. Le franc dont il est question ci-dessus est l'unité monétaire définie par la loi du 25 juin 1928, équivalente à 65,5 milligrammes d'or, au titre de 0,900.

IV. — Au cas où l'un quelconque des paiements prévus par le présent accord ne serait pas effectué à la date d'exigibilité, il serait dû par la Yougoslavie des intérêts de retard au taux de 5 % l'an, à dater de la date d'exigibilité.

V. — La Yougoslavie remettra au Trésor français, au plus tard le 1^{er} mai 1930, des obligations établies dans la forme du modèle ci-annexé. Ces obligations seront exemptes de tous impôts yougoslaves présents et futurs aussi longtemps qu'elles seront en la possession et jouissance du Gouvernement français ou d'une personne ou d'une collectivité n'ayant ni son domicile ni sa résidence habituelle en Yougoslavie. Après paiement de chaque annuité, l'obligation y afférente sera restituée au Gouvernement yougoslave.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 4 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2386. — AGREEMENT ² FOR THE SETTLEMENT OF THE WAR DEBT OF YUGOSLAVIA TO FRANCE. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 11, 1930.

Between THE YUGOSLAV GOVERNMENT, represented by His Excellency M. MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs, of the one part, and THE FRENCH GOVERNMENT, represented by His Excellency M. Henry CHERON, Minister of Finance, of the other part.

The following agreement has been concluded :

I. — In full and final settlement of her war debt to France, as resulting from the comparison of claims and counter-claims included in the draft settlement submitted on May 31, 1928, by the French Government to the Yugoslav Government, Yugoslavia undertakes to pay, and France agrees to accept the following annuities :

For the year 1929	fs.	3,153,157
For the year 1930	»	9,459,482
For the year 1931	»	12,612,639
For the years 1932 to 1936 inclusive	»	15,765,802
For the years 1937 to 1942 »	»	17,342,383
For the years 1943 to 1946 »	»	20,699,834
For the years 1947 to 1965 »	»	37,636,131
For the year 1966	»	18,818,065

II. — The payments indicated above shall be made in equal half-yearly instalments on March 1 and September 1 of each year, save that the payment of the 1929 annuity shall be made on March 1, 1930, and the payment of the 1966 annuity shall be made in full on March 1, 1966.

III. — The payments provided for by the present Agreement shall be made in French currency to the Caisse Centrale du Trésor Public in Paris. The franc referred to above is the monetary unit defined by the law of June 25, 1928, and is equivalent to 65.5 milligrammes of gold of 900 fine.

IV. — In case any one of the payments provided for by the present Agreement is not made on the due date, interest for the delay shall be payable by Yugoslavia at the rate of 5 % per annum from the due date.

V. — Yugoslavia shall deliver to the French Treasury, on or before May 1, 1930, bonds drawn up in accordance with the annexed specimen. These bonds shall be exempt from all Yugoslav taxation, present or future, so long as they are in the possession and enjoyment of the French Government or of a person or group of persons having neither their domicile nor usual residence in Yugoslavia. After payment of each annuity the bond referring thereto shall be returned to the Yugoslav Government

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, June 4, 1930.

VI. — Sur la demande du Gouvernement français et dans les six mois de la réception de ladite demande, la Yougoslavie remettra au Gouvernement français, en échange de l'une quelconque ou de la totalité des obligations dont l'émission est prévue à l'article précédent, des obligations susceptibles d'être négociées, revêtant la forme au porteur, ou nominative, en tels montants et coupures qu'il plaira au Gouvernement français de demander. Ces obligations comporteront les mêmes termes et conditions quant aux dates d'émission, d'échéance, quant à l'exemption d'impôts et à tous autres égards, que les obligations remises en échange.

Le Gouvernement yougoslave fera timbrer à ses frais toutes les obligations ainsi émises, conformément à la législation fiscale française en vigueur lors de l'émission.

VII. — Lors de la délivrance des obligations dont il est question à l'article V, la France restituera au Gouvernement yougoslave les obligations ou reconnaissances de dettes que ce dernier lui avait remises avant la conclusion du présent accord.

VIII. — Le Gouvernement français prend volontiers l'engagement, dans le cas où la France obtiendrait des Etats-Unis et de l'Angleterre, pour le règlement de sa propre dette de guerre, des conditions plus avantageuses que celles inscrites dans les Accords franco-américains du 19 avril 1926 et franco-anglais¹ du 12 juillet 1926, de faire bénéficier la Yougoslavie d'avantages analogues, et, le présent accord sera révisé en conséquence.

IX. — La validité du présent accord est subordonnée à l'adhésion de la Yougoslavie au Plan Young et à la mise en vigueur dudit plan.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 20 janvier 1930.

(Signé) Dr V. MARINKOVITCH.

(Signé) Henry CHÉRON.

FORME DE L'OBLIGATION

Le Gouvernement yougoslave s'engage à payer au Gouvernement français ou à son ordre :

Le 1 ^{er} mars 19.....	} la somme de	francs.
Le 1 ^{er} septembre 19...		

Le paiement, exigible en vertu de la présente obligation, sera exempt de tous impôts yougoslaves présents ou futurs, aussi longtemps que celle-ci sera en la possession et jouissance du Gouvernement français, ou d'une personne, ou collectivité, etc., n'ayant en Yougoslavie ni son domicile, ni sa résidence habituelle.

La présente obligation est émise par le Gouvernement yougoslave, en exécution de l'accord du 20 janvier 1930 relatif à la consolidation de la dette de guerre de la Yougoslavie envers la France.

En foi de quoi le Gouvernement yougoslave a fait approuver en son nom la présente obligation, par M., dûment autorisé à cet effet.

(Signé) Henry CHÉRON.

(Signé) Dr V. MARINKOVITCH.

Pour copie certifiée conforme.

Belgrade, le 3 juillet 1930.

D'ordre du ministre,

Le Conseiller :

Dr Svet. Djoritch.

¹ Voir vol. XCVIII, page 155, de ce recueil.

VI. — At the request of the French Government, and within six months from the date of receiving such request, Yugoslavia shall deliver to the French Government, in exchange for any one or all of the bonds, the issue of which is provided for in the preceding Article, negotiable bonds, to bearer or registered for such amounts and denominations as the French Government shall choose to request. These bonds shall be subject to the same terms and conditions as regards dates of issue and maturity and as to exemption from taxation and in all other respects, as the bonds delivered in exchange.

The Yugoslav Government shall have all the bonds thus issued stamped at its expense in accordance with French fiscal legislation in force at the time of issue.

VII. — At the time of delivery of the bonds referred to in Article V, France shall return to the Yugoslav Government the bonds or debt certificates delivered to it by the latter before the conclusion of the present Agreement.

VIII. — Should France obtain from the United States and England more advantageous conditions for settling her own war debt than those contained in the Franco-American Agreement * of April 19th, 1926, and the Franco-English Agreement ¹ of July 12th, 1926, the French Government willingly undertakes to give to Yugoslavia the benefit of such advantages, and the present Agreement shall consequently be revised.

IX. — The validity of the present Agreement is subject to the adhesion of Yugoslavia to the Young Plan and to the putting in force of the said plan.

Done at The Hague in duplicate, January 20, 1930.

(Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(Signed) Henry CHERON.

FORM OF BOND.

The Yugoslav Government undertakes to pay to the French Government or order :

On March 1, 19..... }
On September 1, 19... } the sum offrancs.

The payment due under this bond shall be exempt from all Yugoslav taxation present or future so long as it is in the possession and enjoyment of the French Government or of a person or a group of persons who have neither their domicile nor habitual residence in Yugoslavia.

This bond is issued by the Yugoslav Government in pursuance of the Agreement of January 20, 1930, regarding the consolidation of the war debt of Yugoslavia to France.

In faith whereof, the Yugoslav Government has duly authorised M. to approve this bond on its behalf.

(Signed) Henry CHERON.

(Signed) Dr V. MARINKOVITCH.

¹ Vol. XCVIII, page 155, of this Series.

N° 2387.

FRANCE
ET YUGOSLAVIE

Accord pour le règlement des excédents touchés par la Yougoslavie au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930.

FRANCE
AND YUGOSLAVIA

Agreement for the Settlement of the Surplus Amount received by Yugoslavia in respect of the last Five Months of the Fifth Annuity under the Dawes Plan. Signed at The Hague, January 20, 1930.

N^o 2387. — ACCORD¹ POUR LE RÈGLEMENT DES EXCÉDENTS TOUCHÉS PAR LA YOUGOSLAVIE AU TITRE DES CINQ DERNIERS MOIS DE LA CINQUIÈME ANNUITÉ DU PLAN DAWES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 juillet 1930.

Entre LE GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE, représenté par S. Exc. M. MARINKOVITCH, ministre des Affaires étrangères, et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, représenté par S. Exc. M. Henry CHÉRON, ministre des Finances, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

I. En remboursement complet et définitif des excédents touchés par elle, au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, sur ses paiements extérieurs, tels qu'ils sont définis à l'article 83 du Plan Young, la Yougoslavie s'engage à payer et la France convient d'accepter les annuités suivantes :

Pour l'année 1929	. . . . .	marks or	251.761
» » 1930	. . . . .	» »	394.227
» » 1931	. . . . .	» »	225.636,50
» » 1932	. . . . .	» »	186.693
Pour les années 1933 à 1935 inclus	. . . . .	» »	207.045
Pour l'année 1936	. . . . .	» »	292.221,50
» » 1937	. . . . .	» »	487.574
» » 1938	. . . . .	» »	597.750
» » 1939	. . . . .	» »	647.750
» » 1940	. . . . .	» »	747.750
» » 1941	. . . . .	» »	897.750
» » 1942	. . . . .	» »	1.284.702,50
» » 1943	. . . . .	» »	1.833.607,50
» » 1944	. . . . .	» »	2.595.560
» » 1945	. . . . .	» »	3.095.560
» » 1946	. . . . .	» »	3.049.194,50
» » 1947	. . . . .	» »	3.031.463,50
» » 1948	. . . . .	» »	3.060.098
» » 1949	. . . . .	» »	4.060.098
Pour les années 1950 à 1953 inclus	. . . . .	» »	5.060.098
Pour l'année 1954	. . . . .	» »	5.310.098

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 4 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2387. — AGREEMENT ² FOR THE SETTLEMENT OF THE SURPLUS AMOUNTS RECEIVED BY YUGOSLAVIA IN RESPECT OF THE LAST FIVE MONTHS OF THE FIFTH ANNUITY UNDER THE DAWES PLAN. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 11, 1930.

Between THE YUGOSLAV GOVERNMENT, represented by this Excellency M. MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs, of the one part, and THE FRENCH GOVERNMENT, represented by His Excellency M. Henry CHÉRON, Minister of Finance, of the other part.

The following agreement has been concluded :

I. — In full and final repayment of the surplus amounts, received by Yugoslavia, in respect of the last five months of the fifth annuity under the Dawes Plan in excess of her outpayments, as defined in Article 83 of the Young Plan, Yugoslavia undertakes to pay and France agrees to receive the following annuities :

For the year 1929	251,761	Marks Gold.
» » » 1930	394,227	»
» » » 1931	225,636.50	»
» » » 1932	186,693	»
For the years 1933 to 1935 inclusive . . .	207,045	»
For the year 1936	292,221.50	»
» » » 1937	487,574	»
» » » 1938	597,750	»
» » » 1939	647,750	»
» » » 1940	747,750	»
» » » 1941	897,750	»
» » » 1942	1,284,702.50	»
» » » 1943	1,833,607.50	»
» » » 1944	2,595,560	»
» » » 1945	3,095,560	»
» » » 1946	3,049,194.50	»
» » » 1947	3,031,463.50	»
» » » 1948	3,060,098	»
» » » 1949	4,060,098	»
For the years 1950 to 1953 inclusive . . .	5,060,098	»
For the year 1954	5,310,098	»

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, June 4, 1930.

Pour les années 1955 à 1958 inclus	marks or	7.560.098
Pour l'année 1959	» »	8.810.098
Pour les années 1960 à 1965 inclus	» »	10.060.098
Pour l'année 1966	» »	5.030.049

II. — Les paiements indiqués ci-dessus seront effectués par termes semestriels égaux le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année. Exceptionnellement, le paiement de l'annuité de 1929 qui venait à échéance en totalité le 1^{er} septembre 1929 sera effectué le 1^{er} mars 1930 majoré des intérêts de retard prévus à l'article V du présent arrangement et le paiement de l'annuité de 1966 sera effectué en totalité le 1^{er} mars 1966.

III. — Les versements prévus par le présent accord seront effectués à la Banque des Règlements internationaux au compte de la France.

IV. — L'unité monétaire ci-dessus désignée sous le nom de mark-or équivaut à 1/2.790 kilogramme d'or fin.

V. — Au cas où l'un quelconque des paiements prévus par le présent accord ne serait pas effectué à la date d'exigibilité il serait dû par la Yougoslavie des intérêts de retard au taux de 5½% à dater de la date d'exigibilité.

VI. — La Yougoslavie remettra au Trésor français au plus tard le 1^{er} mai 1930 des obligations établies dans la forme du modèle ci-annexé. Ces obligations seront exemptes de tous impôts yougoslaves présents et futurs. Après paiement de chaque annuité l'obligation y afférente sera restituée au Gouvernement yougoslave.

VII. — La validité du présent accord est subordonnée à l'adhésion de la Yougoslavie au Plan Young et à la mise en vigueur dudit Plan.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 20 janvier 1930.

(Signé) D^r MARINKOVITCH.

(Signé) H. CHÉRON.

FORME DE L'OBLIGATION

Le Gouvernement yougoslave s'engage à payer au Gouvernement français :

Le 1 ^{er} mars 19	} la somme de marks or . . .
Le 1 ^{er} septembre 19	

Le paiement exigible en vertu de la présente obligation sera exempt de tous impôts yougoslaves présents et futurs.

La présente obligation est émise par le Gouvernement yougoslave en exécution de l'accord du 20 janvier 1930 relatif au remboursement des excédents touchés par la Yougoslavie au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes.

En foi de quoi le Gouvernement yougoslave a fait approuver en son nom la présente obligation par M. , dûment autorisé à cet effet.

(Signé) D^r MARINKOVITCH.

(Signé) H. CHÉRON.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 3 juillet 1930.

D'ordre du Ministre,

Le Conseiller :

D. Svet. Djoritch.

For the years 1955 to 1958 inclusive . . .	7,560,098	Marks Gold.
For the year 1959	8,810,098	»
For the years 1960 to 1965 inclusive . . .	10,060,098	»
For the year 1966	5,030,049	»

II. — The payments indicated above shall be made in equal half-yearly instalments on March 1st and September 1st of each year, save that the payment of the 1929 annuity, which matured in full on September 1, 1929, shall be made on March 1, 1930, with the addition of interest for the delay as provided for in Article V of the present Arrangement, and the payment of the 1966 annuity shall be made in full on March 1, 1966.

III. — The payments provided for by the present Agreement shall be made to the Bank for International Settlements to the account of France.

IV. — The monetary unit designated above as " gold mark " is equivalent to 1/2,790 kg. of fine gold.

V. — In case any one of the payments provided for by the present Agreement is not made on the due date, interest for the delay shall be payable by Yugoslavia at the rate of 5½% as from the due date.

VI. — Yugoslavia shall deliver to the French Treasury on or before May 1, 1930, bonds drawn up in accordance with the annexed specimen. These bonds shall be exempt from all Yugoslav taxation present or future. After payment of each annuity, the bond referring thereto shall be returned to the Yugoslav Government.

VII. — The validity of the present Agreement is subject to the accession of Yugoslavia to the Young Plan and to the putting in force of the said plan.

Done at The Hague in duplicate, on January 20, 1930.

(Signed) DR. MARINKOVITCH.

(Signed) H. CHÉRON.

FORM OF BOND :

The Yugoslav Government undertakes to pay to the French Government :

On March 1, 19..... }
On September 1, 19..... } the sum of Gold Marks.

The payment due under this bond shall be exempt from all Yugoslav taxation present or future.

This bond is issued by the Yugoslav Government in execution of the Agreement of January 20th, 1930, regarding the repayment of surplus payments received by Yugoslavia in respect of the last five months of the fifth annuity under the Dawes Plan.

In faith whereof, the Yugoslav Government has duly authorised M. to approve this bond on its behalf.

(Signed) DR. MARINKOVITCH.

(Signed) H. CHÉRON.

N° 2388.

ESPAGNE ET ISLANDE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Copenhague, le 26 août 1929.

SPAIN AND ICELAND

Treaty of Conciliation, Judicial Sett-
lement and Arbitration. Signed at
Copenhagen, August 26, 1929.

N^o 2388. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ISLANDE ET L'ESPAGNE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 26 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 juillet 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre l'Islande et l'Espagne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

M. Peter Rochegune MUNCH, docteur ès lettres, ministre des Affaires étrangères de Danemark ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. Vicente GUTIERREZ DE AGÜERA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Danemark ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Islande et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par es procédés diplomatiques ordinaires.

PREMIÈRE PARTIE

Article II.

Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 9 juillet 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2388, — TREATY ¹ OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN ICELAND AND SPAIN. SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 26, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 14, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the bonds of friendship existing between Iceland and Spain and of settling, in accordance with the highest principles of public international law, any disputes which may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

M. Peter Rohegune MUNCH, Doctor of Letters, Danish Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

M. Vicente Gutierrez DE AGÜERA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Denmark ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty, all disputes or conflicts of any nature whatsoever which may arise between Iceland and Spain and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

PART I.

Article II.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, July 9, 1930.

à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article III.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des Tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité, avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article IV.

Avant d'être soumis à la procédure judiciaire prescrite à l'article II du présent traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale spécialement constituée à cet effet et qui aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties.

Si, dans les six mois à compter du jour où l'une des Parties aura proposé la procédure de conciliation, il n'y a pas accord sur le renvoi du différend à ce moyen de règlement, sur la composition de la Commission de conciliation ou sur les modalités de la procédure, chacune des Parties pourra demander de soumettre la contestation, soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, suivant les stipulations de l'article II du présent traité.

Article V.

Si le renvoi à la procédure de conciliation n'a pas été demandé ou si la conciliation devant une commission constituée à cet effet n'a pas abouti, ainsi que dans le cas mentionné au dernier alinéa de l'article IV, les Parties établiront de commun accord le compromis déférant le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou désignant des arbitres. Le compromis déterminera nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre les Parties. Il sera établi par échange de notes entre les deux gouvernements.

La Cour permanente de Justice internationale chargée de statuer sur le différend ou le Tribunal arbitral désigné aux mêmes fins, auront, respectivement, compétence pour interpréter les termes du compromis.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande aux fins de règlement judiciaire, chaque partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Au surplus, la procédure applicable sera celle prévue par le Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale ou, en cas de recours à un Tribunal arbitral, celle prévue par la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article III.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, such Party may oppose the submission of the dispute to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent judicial authority.

Article IV.

Before being submitted to the judicial procedure provided for in Article II of the present Treaty, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to an International Commission specially constituted for that purpose whose task it shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement.

If, within six months of the date on which either Party shall have proposed conciliation procedure, agreement has not been reached concerning the submission of the dispute to that means of settlement, the composition of the Conciliation Commission or the details of the procedure, either Party may request that the dispute should be submitted either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice, in accordance with the provisions of Article II of the present Treaty.

Article V.

If no request has been made for the submission of the dispute to conciliation procedure, or if the Commission constituted for that purpose has not succeeded in effecting a settlement, and also in the case mentioned in the last paragraph of Article IV, the Parties shall jointly draw up a special agreement for submitting the dispute to the Permanent Court of International Justice or appointing arbitrators. The special agreement shall clearly specify the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice or upon the Arbitral Tribunal and all other conditions decided upon between the Parties. It shall be constituted by an exchange of Notes between the two Governments.

The Permanent Court of International Justice, if requested to give a decision on the dispute, or the arbitral Tribunal appointed for the same purpose, shall respectively be competent to interpret the terms of the special agreement.

If the special agreement is not drawn up within three months of the date on which either Party shall have received a request for judicial settlement, either Party may, after giving one month's notice, bring the dispute by means of an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Moreover, the procedure applicable shall be that laid down in the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice or, in the case of recourse to an Arbitral Tribunal, that laid down in the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; and Vol. C, page 153, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

PARTIE II

Article VI.

Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés, sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article II du présent traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, pourront, d'un commun accord entre les Parties, être soumises en vue de conciliation à une commission spécialement instituée à cet effet.

Article VII.

Si, dans les six mois à compter du jour où l'une des Parties a, en vertu de l'article VI, proposé la procédure de conciliation, il n'y a pas accord sur le renvoi du conflit à ce moyen de règlement, sur la composition de la commission de conciliation ou sur les modalités de procédure, ainsi que lorsque le renvoi à la procédure de conciliation n'a pas été demandé ou lorsqu'une conciliation par une commission instituée à cet effet, n'a pas abouti, le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un Tribunal arbitral qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier. Les Parties contractantes nomment chacune librement un arbitre et désignent d'un commun accord les trois autres, parmi lesquels sera choisi le président de la commission. Ce Tribunal arbitral aura, en pareil cas, les pouvoirs d'amiable compositeur, et dictera un règlement obligatoire pour les Parties.

Article VIII.

Si la nomination des membres du Tribunal arbitral à désigner en commun n'intervenait pas dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, chacune des Parties contractantes désignera, à côté de l'arbitre nommé librement en vertu de l'article VII, encore un arbitre qui cependant ne devra pas être un de ses propres ressortissants. Le cinquième arbitre qui sera en même temps président du tribunal arbitral sera nommé à la requête de l'une des Parties par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des États contractants par le vice-président ou par le membre le plus âgé de la cour, qui n'est pas ressortissant d'un des États contractants.

Article IX.

Lorsqu'il sera question d'arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article X.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contrac-

PART II.

Article VI.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, the settlement of which cannot be sought by a judgment as provided in Article II of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down in a treaty or convention in force between the Parties may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to a friendly settlement, to a Commission specially set up for that purpose.

Article VII.

If within six months of the date on which either Party has, in virtue of Article VI, proposed conciliation procedure, agreement has not been reached concerning the submission of the dispute to that means of settlement, the composition of the Conciliation Commission or the details of the procedure, and also when the submission of the dispute to conciliation procedure has not been requested or when a Commission set up for that purpose has not succeeded in effecting a settlement, the dispute shall, on the request of either Party, be submitted for decision to an Arbitral Tribunal which, in the absence of any other agreement between the Parties, shall be composed of five members appointed for each particular case. The Contracting Parties shall each freely appoint one arbitrator and shall jointly designate the other three, from among whom the President of the Commission shall be chosen. This Arbitral Tribunal shall, in such a case, have the powers of a friendly arbitrator and shall prescribe the terms of a settlement that shall be binding on the Parties.

Article VIII.

If the appointment of the members of the Arbitral Tribunal to be designated jointly is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties shall have addressed to the other the request for arbitration, each Contracting Party shall designate, in addition to the arbitrator freely appointed in virtue of Article VII, a further arbitrator who shall not, however, be one of its own nationals. The fifth arbitrator, who shall also be President of the Arbitral Tribunal, shall be appointed, on the request of either Party, by the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of one of the Contracting States, by the Vice-President or by the oldest member of the Court who is not a national of either Contracting State.

Article IX.

Should recourse be had to arbitration between the Contracting Parties, the latter undertake to conclude, within a period of three months from the date on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the dispute and the details of the procedure.

If this agreement cannot be concluded within the time stipulated, resort shall be had instead to the procedure laid down in Chapter IV of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, and the recourse to arbitration shall, in such cases, be governed by the provisions of that Convention.

GENERAL PROVISIONS.

Article X.

Should the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal find that a decision by a court of law or any other authority of either of the Contracting Parties is wholly or in part

tantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminera la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article XI.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toutes mesures pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet la commission de conciliation, la Cour de Justice ou le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisoires doivent être prises.

Article XII.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article XIII.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Copenhague dans le plus bref délai possible.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et remplacera dans les relations entre l'Islande et l'Espagne, la Convention¹ d'arbitrage conclue à Madrid le 1^{er} décembre 1905. Il aura une durée de dix ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Copenhague, en double exemplaire, le 26 août 1929.

Pour l'Islande :

(L. S.) P. MUNCH.

Pour l'Espagne :

(L. S.) VICENTE GUTIERREZ DE AGÜERA.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 9 juillet 1930.

Georg Cohn,

*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 488.

contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award shall indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article XI.

During the procedure of conciliation or the judicial or arbitral procedure, the Contracting Parties shall refrain from all measures which might affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the Arbitral Tribunal. For this purpose the Conciliation Commission, the Court of Justice or the Arbitral Tribunal shall, if necessary, lay down the provisional measures to be adopted.

Article XII.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple request.

Article XIII.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of the ratifications and, as regards relations between Iceland and Spain, shall replace the Arbitration Convention concluded at Madrid on December 1, 1905. It shall be valid for a period of ten years as from that date. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be renewed for further successive periods of ten years.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings relating to conciliation, settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion, in accordance with the provisions of the present Treaty.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen in duplicate on August 26, 1929.

For Iceland :

(L. S.) P. MUNCH.

For Spain :

(L. S.) Vicente GUTIERREZ DE AGÜERA.

N° 2389.

ESTONIE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord relatif aux cognacs et armagnacs français importés en Estonie. Paris, les 28 septembre et 7 octobre 1929.

ESTONIA AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Importation into Estonia of French Cognacs and Armagnacs. Paris, September 28 and October 7, 1929.

N^o 2389. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX COGNACS ET ARMAGNACS FRANÇAIS IMPORTÉS EN ESTONIE. PARIS, LES 28 SEPTEMBRE ET 7 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 juillet 1930.

I.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1/J. C.

MINISTÈRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction des Affaires
politiques et commerciales.

Relations commerciales.

PARIS, le 28 septembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Convention ¹ de commerce entre la France et l'Estonie, signée à Paris le 15 mars 1929, prévoit à la liste A des droits réduits en faveur des cognacs et des armagnacs importés en Estonie. Ainsi que ne l'ignore pas le Gouvernement estonien, les territoires auxquels a été reconnu le droit aux appellations d'origine cognac et armagnac ont été fixés, pour le cognac, par le décret du 1^{er} mai 1909 et, pour l'armagnac, par le décret du 25 mai 1909. En outre, toute expédition de cognac et d'armagnac faite en France doit être accompagnée, jusqu'à la frontière ou au port d'embarquement, d'un acquit régional. Ce document devant être remis à la sortie de France aux agents de la douane française, l'Administration des Contributions indirectes a créé, à l'usage des acheteurs étrangers, des certificats dont la copie est ci-jointe, tenant lieu de l'acquit régional et offrant aux acheteurs étrangers toute garantie pour la pureté et l'origine du produit.

Tous les pays où la France expédie ses cognacs et ses armagnacs ont reconnu que les certificats délivrés par l'Administration des Contributions indirectes donnaient des garanties équivalentes aux certificats délivrés par les laboratoires officiels.

La Convention de commerce entre la France et l'Estonie contient, dans la liste A, une remarque aux n^{os} 27 et 28 précisant que, du bénéfice du droit réduit, ne jouissent que les boissons alcooliques et les vins accompagnés de certificats émis par les laboratoires officiels français attestant leur pureté et certifiant leur droit à une appellation régionale d'origine.

¹ Vol. LXXXIX, page 381 ; et vol. C, page 250, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2389. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ESTONIAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE IMPORTATION INTO ESTONIA OF FRENCH COGNACS AND ARMAGNACS. PARIS, SEPTEMBER 28 AND OCTOBER 7, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 14, 1930.

I.

FRENCH REPUBLIC

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Section for Political and Commercial
Affairs.

Commercial Relations.

PARIS, September 28, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Commercial Convention ² between France and Estonia signed at Paris on March 15, 1929, provides in List A for reduced duties on Cognac and Armagnac imported into Estonia. As the Estonian Government is aware, the territories recognised as entitled to the appellations of origin "Cognac" and "Armagnac" are specifically determined as regards Cognac by the Decree of May 1, 1909, and as regards Armagnac by the Decree of May 25, 1909. Further, every consignment of Cognac or Armagnac from France must be accompanied to the frontier or the port of shipment by a regional certificate. As this document must be delivered to the French Customs officials, on exportation from France, the Department of Indirect Taxation has prepared, for the use of foreign purchasers, certificates (specimen of which is attached) replacing regional certificates and giving foreign purchasers every guarantee of the purity and the origin of the product.

All the countries to which France exports Cognac and Armagnac recognise that the certificates issued by the Department of Indirect Taxation give guarantees equivalent to the certificates issued by the official laboratories.

The Commercial Convention between France and Estonia contains in List A a Note under Nos. 27 and 28 to the effect that only alcoholic beverages and wines accompanied by certificates issued by official French laboratories attesting their purity and certifying their right to a regional appellation of origin are entitled to benefit by the reduced rates of duty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LXXXIX, page 381; and Vol. C, page 250, of this Series.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement estonien est disposé à reconnaître que les cognacs et les armagnacs, accompagnés d'un certificat délivré par l'Administration des Contributions indirectes, bénéficieront du droit réduit prévu à la liste A sans qu'il soit nécessaire d'y joindre un certificat des laboratoires du Ministère de l'Agriculture.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ch. CORBIN.

*Pour le Président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères.*

*Le Ministre plénipotentiaire.
Directeur des Affaires politiques et commerciales.*

Monsieur Pusta,
Ministre d'Estonie
à Paris.

CERTIFICATS D'ORIGINE.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Département d
Direction d
Bureau d

Reg. N° 2 B spécial.

ACQUIT D'ORIGINE : (A)

Eaux-de-vie provenant de (B)
récoltées et distillées dans le région donnant droit à l'appellation employée
.....
Le 193..... il a
été délivré un acquit-à-caution sous le N° pour n° s..... à..... (1).....
contenant ensemble
litres d (2)
degrés centésimaux formant en hect. cent.
alcool pur lit..... cent.
expédiés d
par M
profession d
à M.
profession d
à
commune d
département d
A..... le 193

(Signature du ruraliste)

(1) Indiquer les numéros des fûts ou des caisses.

(2) Eau-de-vie de Cognac, Armagnac, etc.

(A) Appellation d'origine (Cognac, etc.).

(B) Indication de la substance avec laquelle les eaux-de-vie ont été fabriquées.

I should be obliged if you would be so good as to inform me whether the Estonian Government will agree that Cognac and Armagnac accompanied by a certificate issued by the Department of Indirect Taxation shall be dutiable at the reduced rate provided for in List A without its being necessary to supply in addition a certificate from the laboratories of the Ministry of Agriculture.

I have the honour, etc.

Ch. CORBIN.

For the President of the Council,
Minister for Foreign Affairs.

Minister Plenipotentiary.
Director of Political and Commercial Affairs.

M. Pusta,
Estonian Minister
at Paris.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

INDIRECT TAXATION.

Department
Sub-Department
Office

Special Reg. No. 2 B.

CERTIFICATE OF ORIGIN : (A)

Brandies made (from (B)
grown and distilled in the district giving the right to the appellation used.
On (Date)193..... release on deposit has been (granted
under No Nos to (1)
for
containing a total of
litres of (2)
centesimal degrees consisting of hect.,
pure alcohol lit. cent.
despatched from
by M.
Occupation
to M.
Occupation
at
Commune of
Department of
..... (date) 193

(Signature of official)

- (1) State numbers on casks or cases.
- (2) Cognac, Armagnac, etc.
- (A) Appellation of origin (Cognac, etc.).
- (B) State the substance from which the brandies have been made.

II.

PARIS, le 7 octobre 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par sa note du 28 septembre dernier, Votre Excellence a bien voulu signaler à mon attention le fait que l'Administration des Contributions indirectes de France avait créé, à l'usage des acheteurs étrangers des cognacs et des armagnacs, des certificats tenant lieu de l'acquit régional et susceptibles d'offrir aux acheteurs étrangers, quant à la pureté et à l'origine du produit, les mêmes garanties que les certificats délivrés par les laboratoires officiels du Ministère de l'Agriculture. En me communiquant en même temps une copie des certificats d'acquit dont il s'agit, Votre Excellence a bien voulu me demander si le Gouvernement estonien est disposé à reconnaître que les cognacs et les armagnacs, accompagnés d'un pareil certificat, bénéficieront, à leur entrée en Estonie, du droit réduit prévu à la liste A de la Convention commerciale franco-estonienne du 15 mars 1929, sans qu'il soit nécessaire d'y joindre un certificat des laboratoires du Ministère de l'Agriculture.

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement estonien reconnaît, autant qu'il s'agit des expéditions de cognacs et d'armagnacs, les certificats délivrés par l'Administration des Contributions indirectes comme équivalents aux certificats exigés en vertu de la Convention commerciale franco-estonienne (liste A, remarque aux nos 27 et 28) pour l'admission des cognacs et des armagnacs au bénéfice des droits réduits, étant entendus que les certificats ainsi reconnus devront contenir toutes les indications nécessaires relatives à la pureté et à l'origine des produits auxquels ils se rapportent ainsi qu'à leur titrage d'alcool.

L'accord ainsi intervenu entre nos deux gouvernements ne sera mis en vigueur que le jour où l'approbation dudit accord par le Riigikogu (l'Assemblée d'Etat) sera notifié par le Gouvernement estonien au Gouvernement de la République française.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

C. R. PUSTA.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

II.

PARIS, *October, 7, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In your note of September 28th you inform me that the French Department of Indirect Taxation has prepared, for the use of foreign purchasers of Cognac and Armagnac, certificates replacing regional certificates and offering to foreign purchasers the same guarantees in respect of the purity and the origin of the product as the certificates issued by the official laboratories of the Ministry of Agriculture. Your Excellency communicated to me at the same time a specimen of the certificate of origin in question, and asked whether the Estonian Government would agree that Cognac and Armagnac accompanied by such a certificate should, on importation into Estonia, be dutiable at the reduced rate provided for in List A of the Franco-Estonian Commercial Convention of March 15th, 1929, without its being necessary to supply in addition a certificate from the laboratories of the Ministry of Agriculture.

In reply to Your Excellency's note, I have the honour to inform you that the Estonian Government recognises, in respect of consignments of Cognac and Armagnac, the certificates issued by the Department of Indirect Taxation as equivalent to the certificates required under the Franco-Estonian Commercial Convention (List A, note under Nos. 27 and 28) for the admission of Cognac and Armagnac at the reduced rates of duty, provided that the certificates thus recognised contain all the necessary indications in respect of the purity and the origin of the products to which they refer and in respect of the alcoholic content of such products.

The Agreement thus concluded between our two Governments shall not be put into force until the date on which the approval of the said Agreement by the Riigikogu (State Assembly) is notified by the Estonian Government to the Government of the French Republic.

I have the honour, etc.

C. R. PUSTA.

His Excellency
M. Aristide Briand,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 2390.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Accord relatif aux marks, avec annexe
et protocole final. Signés à
Bruxelles, le 13 juillet 1929.

GERMANY AND BELGIUM

Agreement regarding the Marks,
with Annex and Final Protocol.
Signed at Brussels, July 13, 1929.

N^o 2390. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET L'ALLEMAGNE RELATIF AUX MARKS. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 13 JUILLET 1929.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juillet 1930.

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, également animés du désir de régler d'une manière définitive, par voie d'entente réciproque, dans le cadre du règlement général des questions financières nées de la guerre, les questions encore pendantes entre l'Allemagne et la Belgique et relatives aux dommages économiques spéciaux résultant de l'occupation de celle-ci,

Ont résolu, tout en maintenant chacun leur point de vue juridique, de conclure le présent accord.

A cette fin, ont été nommés pour plénipotentiaires, savoir :

PAR SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. GUTT ;

PAR LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r RITTER, directeur ministériel à l'Auswärtiges Amt ;

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 avril 1930. L'accord est entré en vigueur le 17 mai 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2390. — ABKOMMEN ZWISCHEN BELGIEN UND DEUTSCHLAND. GEZEICHNET IN BRÜSSEL, AM 13. JULI 1929.

French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place July 14, 1930.

DIE BELGISCHE REGIERUNG und DIE DEUTSCHE REGIERUNG sind in dem gemeinsamen Wunsch, im Rahmen der Gesamtregelung der durch den Krieg aufgeworfenen finanziellen Fragen im Wege des gegenseitigen Entgegenkommens auch diejenigen Fragen endgültig zu erledigen, die zwischen Belgien und Deutschland noch wegen der im Zusammenhang mit der Besetzung Belgiens entstanden besonderen wirtschaftlichen Schäden schweben,

übereingekommen, unabhängig von dem beiderseitigen Rechtsstandpunkt, dieses Abkommen abzuschliessen.

Zu diesem Zweck haben zu Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER :

Herrn GUTT ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt, Herrn Dr. RITTER,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Formbefund den haben, folgendes vereinbart haben :

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, April 14, 1930. The Agreement came into force May 17, 1930.

Article premier.

Le Gouvernement allemand payera au gouvernement royal belge les annuités qui figurent au tableau ci-annexé.

Article 2.

Ces annuités prendront, sous réserve des dispositions du présent accord, une forme identique à celles dont il est question dans le Rapport des experts signé à Paris, le 7 juin 1929.

Elle seront payables, pendant chaque année, par versement mensuels égaux, le 15 de chaque mois, au compte de l'Etat belge à la Banque Nationale de Belgique.

Dans le cas où, pour les annuités fixées dans le dit rapport, la suspension de transfert ou de paiement prévue à la partie VIII*d* et VIII*e*, ainsi que dans l'Annexe IV de ce rapport deviendrait effective, les annuités prévues dans le présent accord, venant à échéance pendant cette suspension, seraient payables sous forme de prestations en nature, pour autant que le Gouvernement allemand donnât notification à cet effet au Gouvernement royal belge, en même temps qu'il annoncerait la dite suspension.

Le règlement d'exécution pour les prestations en nature qui devra, conformément à la partie VIII*f* du Rapport des experts, être élaboré de commun accord par les gouvernements intéressés, serait applicable dans ce cas.

Article 3.

Les divergences de vues qui pourraient se manifester dans l'exécution du présent accord au sujet d'une question d'interprétation ou d'application du Rapport des experts, seront soumises au Tribunal arbitral prévu dans la partie VIII de ce rapport.

La Convention¹ d'arbitrage germano-belge conclue à Locarno le 16 octobre 1925 s'appliquera à toute autre contestation relative à l'interprétation ou à l'application du présent accord.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification, au moment où entreront en vigueur les traités ou accords qui seront conclus au sujet du Rapport des experts.

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung wird der Königlich Belgischen Regierung die aus der Anlage ersichtlichen Annuitäten zahlen.

Artikel 2.

Die Annuitäten erhalten vorbehaltlich der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens die gleiche Form wie die in dem Bericht der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 festgesetzten Annuitäten.

Sie sind während eines jeden Jahres in gleichen monatlichen Teilbeträgen am 15. jedes Monats auf das Konto des Belgischen Staates bei der Belgischen Nationalbank zu zahlen.

Sollte für die im Sachverständigenbericht festgesetzten Annuitäten der in Teil 8*d* und 8*e* sowie in der Anlage IV des Berichts vorgesehene Transfer oder Zahlungsaufschub wirksam werden, so sind die während dessen Wirksamkeit fälligen Annuitäten des vorliegenden Abkommens in Form von Sachleistungen zu entrichten, sofern die Deutsche Regierung der Königlich Belgischen Regierung einen dahingehenden Wunsch gleichzeitig mit Ankündigung des Aufschubs bekannt gibt.

Die von den beteiligten Regierungen gemäss Artikel 8*f* des Sachverständigenberichts aufzustellende Verfahrensvorschrift für Sachleistungen soll dabei angewendet werden.

Artikel 3.

Meinungsverschiedenheiten, die sich bei der Durchführung dieses Abkommens über eine Frage der Auslegung oder Anwendung des Sachverständigenberichts ergeben, sollen dem in Teil 8 dieses Berichts vorgesehenen Schiedsgericht unterbreitet werden.

Im übrigen wird bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens¹ das deutsch-belgische Schiedsabkommen von Locarno vom 16. Oktober 1925 angewendet.

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und tritt nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit den zur Inkraftsetzung des Sachverständigenberichts abzuschliessenden Verträgen oder Abkommen in Kraft.

¹ Vol. LIV, page 303, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 303, of this Series.

Cet échange aura lieu en même temps et au même endroit que celui des instruments de ratification desdits traités ou accord.

Der Austausch soll gleichzeitig mit dem der Ratifikationsurkunden der erwähnten Verträge oder Abkommen und am gleichen Ort stattfinden.

Fait à Bruxelles, le 13 juillet 1929.

Geschehen zu Brüssel am 13, Juli 1929.

(Signé) GUTT.

(L. S.) (g.) GUTT.

(Signé) RITTER.

(L. S.) (g.) RITTER.

ANNEXE

SOMME A PAYER PAR L'ALLEMAGNE À LA BELGIQUE.

Année fiscale allemande.	En millions de Reichsmark.
Du 1 ^{er} septembre 1929 au 31 mars 1930	16.2
1930-1931	21.5
1931-1932	21.5
1932-1933	21.5
1933-1934	26.0
1934-1935	26.0
1935-1936	26.0
1936-1937	26.0
1937-1938	26.0
1938-1939	26.0
1939-1940	26.0
1940-1941	26.0
1941-1942	20.1
1942-1943	20.1
1943-1944	20.1
1944-1945	20.1
1945-1946	20.1
1946-1947	20.1
1947-1948	20.1
1948-1949	20.1
1949-1950	9.3
1950-1951	9.3
1951-1952	9.3
1952-1953	9.3
1953-1954	9.3
1954-1955	9.3
1955-1956	9.3
1956-1957	9.3
1957-1958	9.3
1958-1959	9.3
1959-1960	9.3
1960-1961	9.3
1961-1962	9.3
1962-1963	9.3
1963-1964	9.3
1964-1965	9.3
1965-1966	9.3

ANLAGE

DEUTSCHEN ZAHLUNGEN AN BELGIEN.

Deutsches Haushaltsjahr	In Millionen Reichsmark.
Vom 1. September 1929 bis 31. März 1930	16,2
1930-1931	21,5
1931-1932	21,5
1932-1933	21,5
1933-1934	26,0
1934-1935	26,0
1935-1936	26,0
1936-1937	26,0
1937-1938	26,0
1938-1939	26,0
1939-1940	26,0
1940-1941	26,0
1941-1942	20,1
1942-1943	20,1
1943-1944	20,1
1944-1945	20,1
1945-1946	20,1
1946-1947	20,1
1947-1948	20,1
1948-1949	20,1
1949-1950	9,3
1950-1951	9,3
1951-1952	9,3
1952-1953	9,3
1953-1954	9,3
1954-1955	9,3
1955-1956	9,3
1956-1957	9,3
1957-1958	9,3
1958-1959	9,3
1959-1960	9,3
1960-1961	9,3
1961-1962	9,3
1962-1963	9,3
1963-1964	9,3
1964-1965	9,3
1965-1966	9,3

CONTRE-VALEUR EN FRANCS BELGES DES ANNUITÉS
PRÉVUES A L'ACCORD DU 13 JUILLET.

1 ^{er} sept. 1929-31 mars 1930	138,769,200
1 ^{er} avril 1930-31 mars 1931	184,169,000
1 ^{er} avril 1931-31 mars 1932	184,169,000
1 ^{er} avril 1932-31 mars 1933	184,169,000
1 ^{er} avril 1933-31 mars 1934	222,716,000
1 ^{er} avril 1934-31 mars 1935	222,716,000
1 ^{er} avril 1935-31 mars 1936	222,716,000
1 ^{er} avril 1936-31 mars 1937	222,716,000
1 ^{er} avril 1937-31 mars 1938	222,716,000
1 ^{er} avril 1938-31 mars 1939	222,716,000
1 ^{er} avril 1939-31 mars 1940	222,716,000
1 ^{er} avril 1940-31 mars 1941	222,716,000
1 ^{er} avril 1941-31 mars 1942	172,176,000
1 ^{er} avril 1942-31 mars 1943	172,176,000
1 ^{er} avril 1943-31 mars 1944	172,176,600
1 ^{er} avril 1944-31 mars 1945	172,176,600
1 ^{er} avril 1945-31 mars 1946	172,176,600
1 ^{er} avril 1946-31 mars 1947	172,176,600
1 ^{er} avril 1947-31 mars 1948	172,176,600
1 ^{er} avril 1948-31 mars 1949	172,176,600
1 ^{er} avril 1949-31 mars 1950	79,663,800
1 ^{er} avril 1950-31 mars 1951	79,663,600
1 ^{er} avril 1951-31 mars 1952	79,663,800
1 ^{er} avril 1952-31 mars 1953	79,663,800
1 ^{er} avril 1953-31 mars 1954	79,663,800
1 ^{er} avril 1954-31 mars 1955	79,663,800
1 ^{er} avril 1955-31 mars 1956	79,663,800
1 ^{er} avril 1956-31 mars 1957	79,663,800
1 ^{er} avril 1957-31 mars 1958	79,663,800
1 ^{er} avril 1958-31 mars 1959	79,663,800
1 ^{er} avril 1959-31 mars 1960	79,663,800
1 ^{er} avril 1960-31 mars 1961	79,663,800
1 ^{er} avril 1961-31 mars 1962	79,663,800
1 ^{er} avril 1962-31 mars 1963	79,663,800
1 ^{er} avril 1963-31 mars 1964	79,663,800
1 ^{er} avril 1964-31 mars 1965	79,663,800
1 ^{er} avril 1965-31 mars 1966	79,663,800

PROTOCOLE FINAL.

1. Au cas où le Plan des experts n'aurait pas encore été mis en vigueur le 1^{er} septembre 1929, les mensualités prévues à l'accord de ce jour et échues au moment de la mise en vigueur de ce plan, feront, à ce moment, l'objet d'un paiement global, augmentées des intérêts à 5 ½ p. c. depuis la date de l'échéance.

2. Si le moratoire de transfert ou de paiement était déclaré après l'expiration de la période de fonctionnement des prestations en nature, et que le Gouvernement allemand recourût à la possibilité d'exécuter en nature les paiements

SCHLUSSPROTOKOLL

1. Sollte der Sachverständigenplan am 1. September 1929 noch nicht in Kraft gesetzt sein, so würden die in dem heute abgeschlossenen Abkommen vorgesehenen und im Zeitpunkt der Inkraftsetzung des Sachverständigenplans bereits fälligen Monatszahlungen zuzüglich 5 ½ % Zinsen seit dem Tage der Fälligkeit dann durch eine Gesamtzahlung zu entrichten sein.

2. Wenn das Transfer- oder Zahlungsmoratorium nach Beendigung des für die Sachleistungen vorgesehenen Zeit abschnitts erklärt wird, und wenn die Deutsche Regierung von der Möglichkeit Gebrauch macht, dann die in dem

prévus à l'accord de ce jour, les deux gouvernements auraient à se mettre d'accord sur une procédure d'exécution s'inspirant de celle qui aurait fonctionné précédemment.

3. Pour l'exécution de l'Accord de ce jour, le mot « Reichmark » sera interprété conformément à la lettre du 6 juin du D^r Schacht, président de la Reichsbank, à M. Owen D. Young, président du Comité des experts.

4. Les dispositions ci-dessus auront même force et valeur que l'accord de ce jour dont elles doivent être considérées comme faisant partie intégrante.

BRUXELLES, le 13 juillet 1929.

(Signé) GUTT.
(Signé) RITTER.

Abkommen vom heutigen Tage vorgesehenen Zahlungen durch Sachleistungen zu entrichten, so würden sich die beiden Regierungen über ein Verfahren einigen, das dem früher geltenden angepasst sein soll.

3. Für die Ausführung des heutigen Abkommens wird das Wort « Reichsmark » entsprechend dem Schreiben des Herrn Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht an den Vorsitzenden des Sachverständigenausschusses, Herrn Owen D. Young, vom 6. Juni 1929 ausgelegt werden.

4. Die vorstehenden Vereinbarungen gelten in gleicher Weise wie das heutige Abkommen und bilden einen Bestandteil des Abkommens.

BRUSSEL, den 13. Juli 1929.

(g.) GUTT.
(g.) RITTER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2390. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND GERMANY REGARDING THE MARKS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 13, 1929.

THE BELGIAN GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT, being equally desirous of finally settling by mutual understanding, within the limits of the general settlement of the financial questions arising out of the War, the question still pending between Germany and Belgium with regard to the special economic damages resulting from the occupation of the latter :

Have resolved, while each maintaining their legal standpoint, to conclude the present Agreement ;
To this end the following have been appointed Plenipotentiaries, viz :

BY HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. GUTT ;

BY THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. RITTER, Ministerial Director at the Ministry of Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Who, having examined their respective full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The German Government will pay to the Royal Belgian Government the annuities specified in the table hereto attached.

Article 2.

Subject to the provisions of the present Agreement these annuities will be identical in form with those to which reference is made in the Experts' Report signed in Paris on June 7, 1929.

They will be payable each year in equal monthly payments on the fifteenth of each month, to the account of the Belgian State at the Banque Nationale de Belgique.

In the event of the postponement of transfers or of payments, for which provision is made in Parts VIII*d* and VIII*e*, and in Annex IV of the Experts' report, becoming effective in respect of the annuities fixed in the said Report, the annuities for which provision is made in the present Agreement falling due during such postponement will be payable in the form of deliveries in kind, in so far as the German Government notifies the Royal Belgian Government to that effect at the same time as it gives notice of the said postponement.

The detailed regulations for deliveries in kind, which are to be drawn up by common agreement of the interested Governments under Part VIII*f* of the Experts' Report, will be applicable in this case.

Article 3.

Differences of opinion which may arise in the course of the execution of the present Agreement with regard to the interpretation or application of the Experts' Report will be submitted to the Arbitral Tribunal for which provision is made in Part VIII of the said Report.

The German-Belgian Arbitration Convention concluded at Locarno on October 16, 1925, will be applicable in the case of any other dispute in regard to the interpretation or application of the present Agreement.

Article 4.

The present Agreement will be ratified and will come into force after the exchange of the instruments of ratification, at the same time as the Treaties or Agreements to be concluded with relation to the Experts' Report.

The exchange will be affected at the same time and place as the exchange of the instruments of ratification of the said Treaties or Agreements.

Done at Brussels, July 13, 1929.

(Signed) GUTT.

(Signed) RITTER.

ANNEX.

SUMS PAYABLE BY GERMANY TO BELGIUM.

German financial year.	In millions of Reichsmarks.
From September 1, 1929 to March 31, 1930	16.2
1930-1931	21.5
1931-1932	21.5
1932-1933	21.5
1933-1934	26.0
1934-1935	26.0
1935-1936	26.0
1936-1937	26.0
1937-1938	26.0
1938-1939	26.0
1939-1940	26.0
1940-1941	26.0
1941-1942	20.1
1942-1943	20.1
1943-1944	20.1
1944-1945	20.1
1945-1946	20.1
1946-1947	20.1
1947-1948	20.1
1948-1949	20.1
1949-1930	9.3
1950-1951	9.3
1951-1952	9.3
1952-1953	9.3
1953-1954	9.3
1954-1955	9.3
1955-1956	9.3
1956-1957	9.3
1957-1958	9.3
1958-1959	9.3
1959-1960	9.3
1960-1961	9.3
1961-1962	9.3
1962-1963	9.3
1963-1964	9.3
1964-1965	9.3
1965-1966	9.3

EQUIVALENT IN BELGIAN FRANCS OF THE ANNUITIES FOR WHICH PROVISION IS MADE IN THE AGREEMENT OF JULY 13.

September 1, 1929-31 March, 1930	138,769,200
April 1, 1930-March 31, 1931	184,169,000
April 1, 1931-March 31, 1932	184,169,000
April 1, 1932-March 31, 1933	184,169,000

April 1, 1933-March 31, 1934	222,716,000
April 1, 1934-March 31, 1935	222,716,000
April 1, 1935-March 31, 1936	222,716,000
April 1, 1936-March 31, 1937	222,716,000
April 1, 1937-March 31, 1938	222,716,000
April 1, 1938-March 31, 1939	222,716,000
April 1, 1939-March 31, 1940	222,716,000
April 1, 1940-March 31, 1941	222,716,000
April 1, 1941-March 31, 1942	172,176,600
April 1, 1942-March 31, 1943	172,176,600
April 1, 1943-March 31, 1944	172,176,600
April 1, 1944-March 31, 1945	172,176,600
April 1, 1945-March 31, 1946	172,176,600
April 1, 1946-March 31, 1947	172,176,600
April 1, 1947-March 31, 1948	172,176,600
April 1, 1948-March 31, 1949	172,176,600
April 1, 1949-March 31, 1950	79,663,800
April 1, 1950-March 31, 1951	79,663,800
April 1, 1951-March 31, 1952	79,663,800
April 1, 1952-March 31, 1953	79,663,800
April 1, 1953-March 31, 1954	79,663,800
April 1, 1954-March 31, 1955	79,663,800
April 1, 1955-March 31, 1956	79,663,800
April 1, 1956-March 31, 1957	79,663,800
April 1, 1957-March 31, 1958	79,663,800
April 1, 1958-March 31, 1959	79,663,800
April 1, 1959-March 31, 1960	79,663,800
April 1, 1960-March 31, 1961	79,663,800
April 1, 1961-March 31, 1962	79,663,800
April 1, 1962-March 31, 1963	79,663,800
April 1, 1963-March 31, 1964	79,663,800
April 1, 1964-March 31, 1965	79,663,800
April 1, 1965-March 31, 1966	79,663,800

FINAL PROTOCOL.

1. In the event of the Experts' Plan not yet having come into force on September 1, 1929, the monthly payments for which provision is made in the Agreement of to-day's date, and which are due at the moment of the coming into force of the said Plan, will be paid in a lump sum at the moment in question plus interest at 5 $\frac{1}{2}$ % from the date of their falling due.

2. Should a moratorium for transfers or payments be declared after the expiry of the period stipulated for deliveries in kind, and should the German Government have recourse to the possibility of making the payments for which provision is made in the Agreement of to-day's date in the form of deliveries in kind, the two Governments will have to arrive at an agreement as to a procedure of execution based on that previously in force.

3. For the purpose of the execution of the Agreement of to-day's date, the word "Reichsmark" will be interpreted in conformity with the letter of Dr. Schacht, President of the Reichsbank, to Mr. Owen D. Young, President of the Experts Committee, of June 6th.

4. The above provisions will have the same force and validity as the Agreement of to-day's date, of which they shall be considered as forming an integral part.

BRUSSELS, July 13, 1929.

(Signed) GUTT.

(Signed) RITTER.

N° 2391.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Accord relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, avec protocole de signature. Signés à Berlin, le 13 juillet 1929.

GERMANY AND BELGIUM

Agreement regarding German Property, Rights and Interests in Belgium, with Protocol of Signature. Signed at Berlin, July 13, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2391. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE RELATIF AUX BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS ALLEMANDS EN BELGIQUE. SIGNÉ A BERLIN, LE 13 JUILLET 1929.

N° 2391. — ABKOMMEN¹ ÜBER DIE DEUTSCHEN GÜTER, RECHTE UND INTERESSEN IN BELGIEN. GEZEICHNET IN BERLIN AM 13. JULI 1929.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juillet 1930.

French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place July 14, 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de régler aussitôt que possible les questions se rapportant aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT von dem Wunsche beseelt, die Fragen, welche die deutschen Güter Rechte und Interessen in Belgien betreffen, sobald als möglich zu regeln, haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Hector DEDUYTSCHAEVER, directeur général au Ministère des Finances ; et
M. Jean-Maurice MARX, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles et conseiller juridique du Gouvernement belge ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER :

den Generaldirektor im Finanzministerium Hektor DEDUYTSCHAEVER, und den Advokaten am Obergericht in Brüssel und Rechtsbeistand der Belgischen Regierung Jean-Maurice MARX ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Richard FUCHS, conseiller ministériel au Ministère des Finances ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Ministerialrat im Reichsfinanzministerium Dr. Richard FUCHS,

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben :

Article premier.

Artikel 1.

Conformément à la recommandation contenue dans la partie 9 du Rapport des experts signé à

Gemäss der Empfehlung im 9. Teil des am 7. Juni 1929 in Paris unterzeichneten Sachver-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 avril 1930. L'accord est entré en vigueur le 17 mai 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, April 14, 1930. The Agreement came into force May 17, 1930.

Paris le 7 juin 1929, le Gouvernement belge renonce à faire usage à partir de la date de la signature de ce rapport, de la faculté accordée par l'article 297, *littéra b)*, et l'article 121 du Traité de Versailles, de saisir, retenir ou liquider les biens, droits et intérêts de ressortissants allemands, ou de compagnies ou sociétés allemandes, ou contrôlées par des Allemands, soit en Belgique, soit dans la colonie du Congo, soit dans les territoires soumis à l'Administration mandataire de la Belgique, en tant que ces biens, droits et intérêts n'étaient déjà pas liquides, liquidés ou retenus à la même date.

Ne sont considérés comme liquides, liquidés ou retenus à la date du 7 juin 1929, au sens du présent accord, que :

a) Les biens, droits et intérêts qui, à cette date, avaient été transmis définitivement entre parties à des tiers ou pour lesquels, à la même date, avait été faite la notification de l'acquisition par l'Etat belge, prévue à l'article 15 de la loi belge du 17 novembre 1921 ou à l'article 14 du décret du 9 août 1922 ;

b) Les créances, en tant qu'elles étaient recouvrées par le séquestre ou le Gouvernement belge à cette date ;

c) Les avoirs en numéraires au sens du § 11 de l'Annexe à la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles, séquestrés à la même date.

Article 2.

Au moment de la mise en vigueur du présent accord, toutes les défenses, autres que celles de droit commun, entravant le libre exercice des droits et intérêts visés au premier alinéa de l'article premier, cesseront d'être en vigueur.

Article 3.

Les biens se trouvant en la possession du Gouvernement belge seront restitués aux ayants droit, avec les fruits et revenus du 7 juin 1929, dans un délai d'un mois à partir de la demande introduite par les intéressés.

ständigenplans verzichtet die Belgische Regierung darauf, von dem Tage der Unterzeichnung dieses Plans ab von dem ihr durch Artikel 297^b und Artikel 121 des Vertrags von Versailles gewährten Rechte Gebrauch zu machen, die Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger, deutscher oder von Deutschen abhängiger Gesellschaften sei es in Belgien oder in der Kongo-Kolonie oder in der Mandatsverwaltung Belgiens unterstellten Gebieten, zu beschlagnahmen, einzubehalten oder zu liquidieren, soweit diese Güter, Rechte und Interessen in dem genannten Zeitpunkt nicht bereits liquide, liquidiert oder einbehalten waren.

Im Sinne dieses Abkommens gelten als am 7. Juni 1929 bereits liquide, liquidiert oder einbehalten nur die folgenden Vermögenswerte :

a) die Güter, Rechte und Interessen, die in dem genannten Zeitpunkt dritten Personen, mit endgültiger Rechtswirkung zu ihren Gunsten, übertragen worden waren oder wegen deren in dem gleichen Zeitpunkt die in Artikel 15 des belgischen Gesetzes vom 17. November 1921 oder in Artikel 14 des Dekrets vom 9. August 1922 vorgesehene Mitteilung über den Erwerb durch den Belgischen Staat gemacht worden war ;

b) die Forderungen, soweit sie in dem genannten Zeitpunkt durch den Zwangsverwalter oder die Belgische Regierung eingezogen waren ;

c) die in dem gleichen Zeitpunkt unter Zwangsverwaltung stehenden Barguthaben im Sinne des § 11 der Anlage zu Abschnitt IV von Teil X des Vertrags von Versailles.

Artikel 2.

Vom Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Abkommens ab verlieren alle nicht auf gemeinem Recht beruhenden Verbote ihre Wirkung, die der freien Ausübung der Rechte deutscher Reichsangehöriger in Bezug auf die in Artikel 1 Abs. 1 bezeichneten Güter, Rechte und Interessen entgegenstehen.

Artikel 3.

Die im Besitz der Belgischen Regierung befindlichen Güter werden den Berechtigten mit den seit dem 7. Juni 1929 gezogenen Früchten und erzielten Erträgen innerhalb einer Frist von einem Monat nach Eingang des Antrags des Berechtigten freigegeben.

Les biens non liquidés, liquidés ou retenus d'une société mise en liquidation pour avoir été contrôlée par des Allemands seront restitués aux sociétaires ou actionnaires, qui auront à désigner à ce effet un représentant commun.

Le Gouvernement allemand fournira au Gouvernement belge, sur demande et dans la mesure du possible, tous renseignements nécessaires sur les droits de propriété et l'identité des réclamants. L'Etat belge ou le séquestre ne pourront être rendus responsables à quelque titre que ce soit du chef de toute restitution faite par erreur ensuite de ces renseignements.

Article 4.

Les biens seront délivrés dans l'état de fait et de droit où ils se trouvent, avec les droits et avantages qui y sont attachés et les charges qui les grèvent, mais sans qu'il puisse être fait de retenue sur ces biens pour les frais et honoraires de séquestre ou de liquidation.

Article 5.

Les dettes et autres obligations de séquestre, non acquittées par le séquestre ou l'Etat belge resteront pour compte du bénéficiaire de la restitution.

Celui-ci pourra renoncer à la restitution. Dans ce cas, le Gouvernement belge supportera, à concurrence du produit net retiré ou à retirer de l'ensemble de la liquidation des biens, droits et intérêts du séquestre, les dettes et autres obligations, qui, suivant les précédents ou des décisions judiciaires à intervenir ou des arrangements qui seraient conclus avec les intéressés, resteraient lui incomber.

Article 6.

Les ressortissants allemands et les sociétés ou compagnies allemandes ayant racheté leurs

Die nicht liquiden, liquidierten oder einbehaltenen Güter einer Gesellschaft, die wegen ihrer Abhängigkeit von Deutschen der Liquidation unterworfen worden ist, werden den Gesellschaftern oder Aktionären freigegeben, die zu diesem Zwecke einen gemeinsamen Vertreter zu bestimmen haben.

Die Deutsche Regierung wird der Belgischen Regierung auf Verlangen, soweit möglich, alle zum Nachweis des Eigentums der Antragsteller und für ihre persönliche Legitimation erforderlichen Auskünfte erteilen. Der Belgische Staat und der Zwangsverwalter können unter keinem Gesichtspunkt wegen irgendeiner infolge dieser Auskünfte irrtümlich vorgenommenen Freigabe verantwortlich gemacht werden.

Artikel 4.

Die Güter werden in dem tatsächlichen und rechtlichen Zustande, in dem sie sich befinden, samt den mit ihnen zusammenhängenden Rechten und Vergünstigungen und unter Aufrechterhaltung der bestehenden Belastungen, freigegeben, ohne dass jedoch für die Kosten und Honorare der Zwangsverwaltung oder der Liquidation eine Zurückbehaltung erfolgen darf.

Artikel 5.

Die Geldschulden und anderen Verbindlichkeiten des von der Beschlagnahme Betroffenen, die von dem Zwangsverwalter oder dem Belgischen Staat nicht abgedeckt worden waren, bleiben zu Lasten dessen bestehen, dem die Freigabe zugute kommt.

Er kann auf die Freigabe verzichten. In diesem Falle übernimmt die Belgische Regierung bis zur Höhe des Gesamtreinerlöses, der aus der Liquidation des Vermögens des Betroffenen erzielt worden ist oder werden wird, die Abdeckung derjenigen Geldschulden und anderen Verbindlichkeiten, die ihr auf Grund ihrer bisherigen Übung oder auf Grund künftiger gerichtlicher oder schiedsgerichtlicher Entscheidungen oder auf Grund von besonderen Abmachungen, die mit den Beteiligten geschlossen werden sollten, noch zur Last fallen werden.

Artikel 6.

Den deutschen Reichsangehörigen und Gesellschaften, die ihre Güter, Rechte oder Inte-

biens, droits ou intérêts avant la mise en vigueur du présent accord seront libérés du prix de rachat en tant qu'il n'était pas encore payé le 7 juin 1929.

Toutefois, l'intéressé devra continuer ses paiements tant que le prix perçu, augmenté du produit de ses autres biens, droits et intérêts liquides, liquidés ou retenus, ne suffit pas à payer ses dettes et autres obligations.

Article 7.

Il est entendu que le Gouvernement belge ne réclamera plus de remises de titres en application du paragraphe 10 de l'Annexe à la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles.

Article 8.

A partir du 7 juin 1929, le Gouvernement belge n'exercera plus les droits que lui avaient conférés les alinéas 5, 6 et 7 de l'article 306 du Traité de Versailles.

Article 9.

Il est entendu que les dispositions du présent accord se rapportant à des créances et dettes ne visent pas les créances et dettes dont il est question à l'article 296 du Traité de Versailles.

Le Tribunal arbitral mixte germano-belge sera seul compétent pour décider si une créance notifiée à l'Office de Vérification et de Compensation belge ou allemand, et non retirée définitivement, devra être considérée comme tombant sous l'application de l'article 296 du Traité de Versailles.

Article 10.

Les différends entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application du présent accord ou du protocole annexé seront soumis à un tribunal composé d'un ressortissant de chacune des deux Hautes Parties contractantes et d'un troisième arbitre agissant comme

ressen vor Inkrafttreten dieses Abkommens zurückgekauft haben, wird der Kaufpreis, soweit er am 7. Juni 1929 noch nicht bezahlt war, erlassen.

Der Betroffene muss jedoch seine Zahlungen insoweit fortsetzen, als die gezahlten Beträge samt den Erlösen aus seinen übrigen bereits liquiden, liquidierten oder einbehaltenen Gütern, Rechten und Interessen zur Bezahlung seiner Geldschulden und übrigen Verbindlichkeiten nicht ausreichen.

Artikel 7.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Belgische Regierung die im § 10 der Anlage zu Abschnitt IV von Teil X des Vertrags von Versailles vorgesehene Auslieferung von Wertpapieren nicht mehr verlangen wird.

Artikel 8.

Mit Wirkung vom 7. Juni 1929 ab wird die Belgische Regierung die ihr im Art. 306 Abs. 5, 6 und 7 des Vertrags von Versailles eingeräumten Rechte nicht mehr ausüben.

Artikel 9.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die auf Forderungen und Schulden bezüglichen Bestimmungen dieses Abkommens die im Artikel 296 des Vertrags von Versailles bezeichneten Forderungen und Schulden nicht berühren.

Das deutsch-Belgische Gemischte Schiedsgericht ist allein zuständig, darüber zu entscheiden, ob eine dem belgischen oder deutschen Ausgleichsamt notifizierte Forderung, die nicht endgültig zurückgezogen ist, unter die Bestimmungen des Art. 296 des Vertrags von Versailles fällt.

Artikel 10.

Streitfragen zwischen den Hohen vertragsschliessenden Parteien über die Auslegung und Durchführung dieses Abkommens oder des dazugehörigen Protokolls werden einem Schiedsgericht zur Entscheidung unterbreitet. Dieses Schiedsgericht wird aus je einem Staatsangehö-

le président et appartenant à une nation qui n'a pas pris part à la guerre.

Le président sera désigné d'un commun accord entre les deux parties. Au cas où cet accord ne pourrait se faire dans un délai de trois mois à partir de la demande de l'une des parties, le troisième arbitre sera nommé par le Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Article II.

Aussitôt après la mise en vigueur du Rapport des experts, signé à Paris, le 7 juin 1929, et conformément à la recommandation contenue dans la partie 9 dudit rapport, les Hautes Parties contractantes entreront en négociation pour le règlement définitif des autres questions se rapportant aux dispositions des Sections III, IV et VI de la Partie X du Traité de Versailles.

Article 12.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification au moment où entreront en vigueur les traités ou accords qui seront conclus au sujet du Rapport des experts.

Cet échange aura lieu en même temps et au même endroit que celui des instruments de ratification desdits traités ou accords.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Berlin, en double exemplaire en français et en allemand, le 13 juillet 1929.

(*Signé*) H. DEDUYTSCHAEVER,
(*Signé*) J. M. MARX,
(*Signé*) FUCHS.

rigen der beiden Hohen vertragschliessenden Parteien und einem dritten Schiedsrichter als Präsidenten gebildet, der einer am Kriege nicht beteiligten Macht angehören muss.

Der Präsident wird durch gemeinsame Vereinbarung zwischen den beiden Parteien ernannt. Falls eine solche Vereinbarung innerhalb von drei Monaten nach Ersuchen einer Partei nicht zustande kommt, wird der dritte Schiedsrichter durch den Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Haag ernannt werden.

Artikel II.

Als bald nach Inkrafttreten des am 7. Juni 1929 in Paris unterzeichneten Sachverständigenplans werden die Hohen vertragschliessenden Parteien gemäss der in Teil 9 dieses Plans enthaltenen Empfehlung in Verhandlungen zum Zwecke der endgültigen Regelung der anderen sich aus den Bestimmungen der Abschnitte III, IV und VI von Teil X des Vertrags von Versailles ergebenden Fragen eintreten.

Artikel 12.

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert werden und tritt nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit den zur Inkraftsetzung des Sachverständigenplans abzuschliessenden Verträgen oder Abkommen in Kraft.

Dieser Austausch soll gleichzeitig mit dem der Ratifikationsurkunden der genannten Verträge oder Abkommen und an dem gleichen Orte stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift, in französischer und deutscher Sprache, am 13. Juli 1929.

(*g.*) Hektor DEDUYTSCHAEVER.
(*g.*) J. M. MARX.
(*g.*) FUCHS.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer le présent accord relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, en date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes qui doivent être considérées comme faisant partie intégrante dudit accord :

Ad Article premier.

Sont par exception compris parmi les biens, droits et intérêts considérés comme liquidés ou retenus aux termes de l'accord, les biens sous séquestre au 7 juin 1929 qui, avant le 22 juin 1929, auraient été transmis définitivement entre parties à des tiers, ou pour lesquels, avant la même date, aurait été faite la notification prévue à l'article 15 de la loi belge du 17 novembre 1921, ou à l'article 14 du décret du 9 août 1922.

Ad Articles 2 et 3.

Dans les trois mois de la signature de l'accord, mais pas avant sa mise en vigueur, le Gouvernement belge remettra au Gouvernement allemand une liste des biens, droits et intérêts visés au premier alinéa de l'article premier. Toutefois, les dispositions dudit accord ne cesseront pas d'être applicables aux biens, droits et intérêts visés au même alinéa et qui pour un motif quelconque n'auraient pas été portés sur cette liste.

Plus tard, mais aussitôt que possible, le Gouvernement belge remettra au Gouvernement allemand une liste des biens, droits et intérêts allemands liquidés ou retenus. A l'expiration du délai d'un an, à compter de la remise de cette dernière liste, les demandes de restitution visées à l'article 3 ne pourront plus être présentées au Gouvernement belge.

Ad Article 10.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent dès à présent qu'elles désigneront

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des Abkommens über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Belgien, vom heutigen Tage, sind die unterzeichneten gehörig bevollmächtigte Vertreter über folgende Bestimmungen übereingekommen, die einen wesentlichen Bestandteil des genannten Abkommens bilden sollen :

Zu Art. 1.

Ausnahmsweise werden den Gütern, Rechten und Interessen, die im Sinne des Abkommens als liquidiert oder einbehalten angesehen werden, die am 7. Juni 1929 unter Zwangsverwaltung stehenden Güter gleichgestellt, die vor dem 22. Juni 1929 dritten Personen, mit endgültiger Rechtswirkung zu ihren Gunsten, übertragen worden sein sollten, oder wegen deren vor dem gleichen Zeitpunkt die in Artikel 15 des belgischen Gesetzes vom 17. November 1921 oder in Artikel 14 des Dekrets vom 9. August 1922 vorgesehene Mitteilung gemacht worden sein sollte.

Zu Art. 2 und 3.

Innerhalb von drei Monaten nach der Unterzeichnung des Abkommens, jedoch nicht vor seinem Inkrafttreten, wird die Belgische Regierung der Deutschen Regierung ein Verzeichnis der im Art. 1 Abs. 1 bezeichneten Güter, Rechte und Interessen zugehen lassen. Die Bestimmungen des Abkommens bleiben indessen auch auf diejenigen dort bezeichneten Güter, Rechte und Interessen anwendbar, die aus irgendwelchem Grunde nicht in dieses Verzeichnis aufgenommen sein sollten.

Später, aber sobald als möglich, wird die Belgische Regierung der Deutschen Regierung ein Verzeichnis der bereits liquiden, liquidierten oder einbehaltenen deutschen Güter, Rechte und Interessen zugehen lassen. Nach Ablauf einer Frist von einem Jahre seit der Übergabe dieses letzten Verzeichnisses können die im Artikel 3 vorgesehenen Freigabeanträge nicht mehr bei der Belgischen Regierung geltend gemacht werden.

Zu Artikel 10.

Die beiden Hohen vertragchliessenden Parteien vereinbaren schon jetzt, dass sie als

comme président du Tribunal arbitral prévu à l'article 10, M. Charles Guex, professeur de l'Université de Lausanne, s'il est disposé à accepter ces fonctions.

Präsidenten des im Artikel 10 vorgesehenen Schiedsgerichts Herrn Charles Guex, Professor an der Universität Lausanne, bestimmen werden, falls er bereit ist, diese Aufgabe zu übernehmen.

Fait à Berlin, en double exemplaire, en français et en allemand, le 13 juillet 1929.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift, in französischer und deutscher Sprache, am 13. Juli 1929.

(*Signé*) H. DEDUYTSCHAEVER,

(*g.*) H. DEDUYTSCHAEVER

(*Signé*) J. M. MARX,

(*g.*) J. M. MARX.

(*Signé*) FUCHS.

(*g.*) FUCHS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2391. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND BELGIUM REGARDING GERMAN PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN BELGIUM. SIGNED AT BERLIN, JULY 13, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of settling as soon as possible the questions relating to German property, rights and interests in Belgium, have to this end appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Hector DEDUYTSCHAEVER, Director-General in the Finance Ministry, and

M. Jean-Maurice MARX, Advocate of the Court of Appeal in Brussels and Legal Adviser to the Belgian Government ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Richard FUCHS, Ministerial Councillor in the Finance Ministry,

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

In accordance with the recommendation contained in Part 9 of the Experts' Report signed in Paris on June 7, 1929, the Belgian Government will forego, as from the date of signature of the said Report, all exercise of its powers under Article 297 *b* and Article 121 of the Treaty of Versailles to seize, retain or liquidate the property, rights and interests of German nationals, or of German companies or companies controlled by Germans, either in Belgium or in the Belgian Congo, or in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

territories under Belgian mandate, in so far as such property, rights or interests were not already liquid, liquidated, or retained at the same date.

The only property, rights or interests considered to be liquid, liquidated or retained, as at the date of June 7, 1929, within the meaning of the present Agreement are :

(a) The property, rights and interests which at this date had been definitively transferred by the two parties to third parties, or in respect of which notice of acquisition by the Belgian State had been given ; before the same date as provided for in Article 15 of the Belgian Law of November 17, 1921, or in Article 14 of the Decree of August 9, 1922 ;

(b) Claims in so far as recovered by the sequestrator or by the Belgian Government at this date ;

(c) Cash assets within the meaning of 11 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Versailles sequestrated at the same date.

Article 2.

At the moment of the coming into force of the present Agreement all prohibitions, other than common law prohibitions, which obstruct the free exercise of the rights and interests referred to in the first paragraph of Article 1 will cease to be enforced.

Article 3.

Property in the possession of the Belgian Government will be restored to those entitled thereto together with the yield and income up to June 7, 1929, within a period of one month from the lodging of the claim by the parties interested.

Property not liquidated, liquid or retained, belonging to a company which is in liquidation owing to having been under German control, will be restored to the partners or shareholders, who will be required to nominate for this purpose a common representative. The German Government will furnish the Belgian Government at its request and as far as possible with all necessary information as to the rights of ownership and identity of the claimants. The Belgian State and the sequestrator shall not be held in any way responsible for restitutions made in error or the basis of such information.

Article 4.

The property will be handed over as it stands in fact and at law, together with the rights and advantages attaching thereto and the charges incumbent thereon, and without any deduction for the costs and fees of sequestration or liquidation.

Article 5.

The debts and other obligations of the sequestrated property, not already settled by the sequestrator or the Belgian State, will be taken over by the beneficiary of the restitution.

The latter may refuse the restitution. In this case the Belgian Government will take over, to the amount of the net proceeds derived or to be derived from the entire liquidation of the property, rights or interests sequestrated, such debts and other obligations as may remain chargeable thereto in accordance with precedents, or such judicial decisions as may be taken, or such arrangements as may be concluded with the interested parties.

Article 6.

German nationals and German companies which have repurchased their property, rights or interests before the coming into force of the present Agreement will be exempt from such part of the purchase price as has not yet been paid on June 7, 1929.

Nevertheless, the interested party shall continue his payments in so far as the price paid plus the proceeds of his other property, rights or interests which are liquid, liquidated, or retained, is insufficient to meet his debts and other obligations.

Article 7.

It is understood that the Belgian Government will cease to claim deliveries of securities in execution of paragraph 10 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Versailles.

Article 8.

As from June 7, 1929, the Belgian Government will no longer exercise the rights conferred upon it by paragraphs 5, 6 and 7 of Article 306 of the Treaty of Versailles.

Article 9.

It is understood that the provisions of the present Agreement in regard to claims and debts do not apply to the claims and debts referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles.

The German-Belgian Mixed Arbitral Tribunal will alone be competent to decide whether a claim notified to the Belgian or German Clearing Office and not definitively withdrawn is to be considered as falling under Article 296 of the Treaty of Versailles.

Article 10.

Differences between the High Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Agreement or of the annexed Protocol will be submitted to a tribunal composed of a national of each of the two High Contracting Parties with a third arbitrator acting as chairman and belonging to a nation which took no part in the War.

The chairman will be appointed by common agreement between the two parties. In the event of such agreement not being reached within a period of three months from the request of one of the parties the third arbitrator will be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague.

Article 11.

Immediately after the coming into force of the Experts' Report, signed in Paris on June 7, 1929, and in conformity with the recommendation contained in Part 9 of the said Report, the High Contracting Parties will enter into negotiations for the definitive settlement of the other questions relating to the provisions of Sections III, IV and VI of Part IX of the Treaty of Versailles.

Article 12.

The present Agreement will be ratified and will come into force after the exchange of the instruments of ratification at the same time as the treaties or agreements to be concluded with relation to the Experts' Report.

This exchange will take place at the same time and place as the exchange of the instruments of ratification of the said treaties or agreements.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised to this effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Berlin, in duplicate French and German texts, July 13, 1929.

(Signed) H. DEDUYTSCHAEVER.

(Signed) J. M. MARX.

(Signed) FUCHS.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In signing the present Agreement of to-day's date concerning German property, rights and interests in Belgium, the undersigned, duly authorised to this effect, have agreed to the following provisions, which shall be considered as forming an integral part of the said Agreement :

Ad Article 1.

Exceptionally the property, rights and interests regarded as liquidated or retained within the terms of the Agreement shall include such property under sequestration on June 7, 1929, as has been definitively transferred by the two parties up to June 22, 1929, to third parties, or in respect of which notice of acquisition has been given before the same date, as provided for in Article 15 of the Belgian Law of November 17, 1921, or in Article 14 of the Decree of August 9, 1922.

Ad Articles 2 and 3.

Within three months of the signature of the Agreement, but not before its putting into force, the Belgian Government will forward to the German Government a list of the property, rights and interests specified in the first paragraph of Article 1. Nevertheless, the provisions of the said Agreement will not cease to be applicable to the property, rights and interests specified in the same paragraph which for any reason have not been entered on the said list.

As soon as possible afterwards the Belgian Government will forward to the German Government a list of the German property, rights and interests which are liquid, liquidated or retained. On the expiry of one year from the transmission of this last list the applications for restitution to which reference is made in Article 3 may no longer be presented to the Belgian Government.

Ad Article 10.

The two High Contracting Parties hereby agree to appoint as Chairman of the Arbitral Tribunal for which provision is made in Article 10, M. Charles Guex, Professor at the University of Lausanne, if the latter is prepared to accept that office.

Done in Berlin, in duplicate French and German texts, July 13, 1929.

(Signed) H. DEDUYTSCHAEVER.

(Signed) J. M. MARX.

(Signed) FUCHS.

N° 2392.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Accord pour le règlement définitif des questions résultant des sections III à VII de la partie X du Traité de Versailles. Signé à Bruxelles, le 16 janvier 1930.

GERMANY AND BELGIUM

Agreement for the Final Settlement of the Questions resulting from Sections III to VII of Part X of the Treaty of Versailles. Signed at Brussels, January 16, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2392. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET L'ALLEMAGNE POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DES QUESTIONS RÉSULTANT DES SECTIONS III A VII DE LA PARTIE X DU TRAITÉ DE VERSAILLES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 16 JANVIER 1930.

N° 2392. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND BELGIEN, ZUR ENDGÜLTIGEN REGELUNG DER FRAGEN AUS DEN ABSCHNITTEN III BIS VII DES TEILS X DES VERTRAGES VON VERSAILLES. GEZEICHNET IN BRÜSSEL, AM 16. JANUAR, 1930.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juillet 1930.

French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place July 14, 1930.

Comme suite à l'Accord² signé à Berlin, le 13 juillet 1929, et relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, LES GOUVERNEMENTS BELGE ET ALLEMAND sont convenus des dispositions suivantes :

DIE DEUTSCHE und DIE BELGISCHE REGIERUNG haben sich im Anschluss an das in Berlin am 13. Juli 1929 unterzeichnete Abkommen² über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Belgien über folgende Bestimmungen geeinigt :

Article premier.

Artikel 1.

Il est entendu qu'aucun paiement en sus des annuités prévues au Plan Young ne peut être demandé à l'Allemagne du chef des créances et réclamations dont il est question dans les Sections III à VII de la Partie X du Traité de Versailles.

Es besteht Einverständnis darüber, dass das Deutsche Reich ausserhalb der im Young-Plan vorgesehenen Jahresleistungen zu keinerlei Zahlungen auf belgische Ansprüche der in Teil X Abschnitt III bis VII des Versailler Vertrages bezeichneten Art verpflichtet ist.

Il est entendu également que l'Etat allemand n'a pas droit au remboursement du solde final qui pourrait résulter à son profit du décompte entre les Offices de Vérification et de Compensation germano-belge de la totalité des crédits prévus par les dispositions des articles 296 et 297 du Traité de Versailles.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass dem Deutschen Reich kein Rechtsanspruch auf die Endüberschüsse zusteht, die sich nach Verrechnung der gesamten, in Artikel 296 und 297 vorgesehenen Gutschriften zwischen dem Deutschen und dem Belgischen Ausgleichsam ergeben würden.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 avril 1930. L'accord est entré en vigueur le 17 mai 1930.

² Voir page 211, de ce volume.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, April 14, 1930. The Agreement came into force May 17, 1930.

² See page 211, of this Volume.

Les avis de crédit cesseront d'être échangés entre les offices susnommés.

Le Gouvernement belge continuera à fournir au Gouvernement allemand sur sa demande toutes informations au sujet des liquidations des biens allemands effectuées en Belgique.

Article 2.

A partir de la mise en vigueur du présent accord, la procédure de compensation prévue par l'article 296 du Traité de Versailles, sera terminée entre la Belgique et l'Allemagne conformément aux dispositions suivantes :

1. Toutes les créances belges et allemandes notifiées en procédure de compensation et qui ne sont pas encore créditées ou retirées seront considérées, entre offices, comme réglées par la voie de la compensation.

Cette disposition s'applique aussi aux créances dont le Tribunal arbitral mixte a été déjà saisi. Les affaires non encore mises en délibéré sont considérées comme terminées, à moins que, dans un délai de quatre mois, l'agent général du Gouvernement belge n'en demande au secrétariat du Tribunal arbitral mixte germano-belge le maintien au rôle.

2. Dans les limites de la législation nationale de chacun des deux pays intéressés et des dispositions à prendre éventuellement par les deux gouvernements, chacun des offices réglera avec les parties les créances et dettes visées au présent accord.

L'office débiteur est subrogé dans les droits du créancier. Pour faciliter à l'office débiteur la poursuite du recouvrement des dettes, l'office créancier s'engage à prendre toute décision conjointe sollicitée par l'office débiteur dans le délai de six mois. Le cas échéant l'office débiteur soumettra à l'office créancier le projet d'une décision conjointe déjà signée par lui. La partie intéressée aura le droit d'appeler contre une telle décision conjointe au Tribunal arbitral mixte, conformément au paragraphe 20 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles.

3. L'Agent du Gouvernement allemand et l'Office allemand de Vérification et de Compen-

Im Verhältnis zwischen dem Deutschen und dem Belgischen Ausgleichsamt werden Gutachten nicht mehr erteilt.

Die Belgische Regierung wird auch weiterhin der Deutschen Regierung auf ihr Verlangen alle Auskünfte über die Liquidationen deutschen Vermögens in Belgien erteilen.

Artikel 2.

Von Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens ab wird das im Artikel 296 des Vertrages von Versailles vorgesehene Ausgleichsverfahren im Verhältnis zwischen Deutschland und Belgien nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen zu Ende geführt :

1. Alle deutschen und belgischen im Ausgleichsverfahren notifizierten Forderungen, die noch nicht gutgeschrieben oder zurückgezogen sind, gelten zwischen den Ämtern als im Ausgleichsverfahren geregelt.

Diese Regelung umfasst auch die Sachen, die bereits beim Gemischten Schiedsgericht anhängig sind. Die Prozesse, die sich noch nicht in der Beratung befinden, gelten als erledigt, soweit nicht binnen einer Frist von vier Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens der belgische General-Staatsvertreter bei dem Sekretariat des deutsch-belgischen Gemischten Schiedsgerichts beantragt, sie auf der Prozessliste zu belassen.

2. Jedes Ausgleichsamt regelt die nach diesem Abkommen erledigten Forderungen und Schulden gegenüber den Parteien auf Grund der geltenden oder neu zu erlassenden Vorschriften seines Landes.

Die Rechte des Gläubigers gehen auf das Schuldneramt über. Um dem Schuldneramt die Einziehung der Schulden zu erleichtern, wird das Gläubigeramt in allen Fällen, wo das Schuldneramt es binnen einer Frist von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens verlangt, bei einer gemeinsamen Entscheidung mitwirken. Das Schuldneramt hat einen von ihm bereits unterzeichneten Entwurf der gemeinsamen Entscheidung dem Gläubigeramt vorzulegen. Die Partei, gegen die eine gemeinsame Entscheidung gerichtet ist, hat das Recht der Berufung an das Gemischte Schiedsgericht nach Massgabe des § 20 der Anlage zu Artikel 296 des Vertrages von Versailles.

3. Die Deutsche Staatsvertretung und das Reichsausgleichsamt sind zu einer Mitwirkung

sation n'ont pas l'obligation d'intervenir dans les procès en matière de compensation ni d'assister aux audiences devant le Tribunal arbitral mixte.

4. Sans préjudice des dispositions prévues au N° 1 du présent article, les deux offices s'engagent mutuellement à se procurer et à fournir, dans la limite du possible, toutes pièces justificatives, demandées et nécessaires à la preuve de l'existence ou de l'inexistence des créances réglées par cet accord. Les demandes de l'espèce devront être présentées dans le délai de six mois.

5. En ce qui concerne les créances susvisées, l'Etat créancier garantira l'Etat débiteur ainsi que le débiteur contre tous recours et actions de la part du créancier et supportera les frais résultant de pareils recours et actions.

Article 3.

L'Agent du Gouvernement allemand n'est pas tenu d'intervenir devant le Tribunal arbitral mixte dans les procès qui ont été intentés ou qui pourraient encore, en vertu des dispositions du présent accord, être intentés contre l'Etat allemand du chef des dispositions de la Partie X du Traité de Versailles.

Article 4.

Sans préjudice aux dispositions du Règlement de procédure relatives aux forclusions et autres fins de non-recevoir, il est convenu ce qui suit :

Seront irrecevables devant le Tribunal arbitral germano-belge toutes actions nouvelles quelconques introduites après l'expiration d'un délai de trois mois, à dater de la mise en vigueur du présent accord.

Seront exceptées de cette forclusion les actions d'appel contre les décisions conjointes des Offices de Vérification et de Compensation, prévues par l'alinéa 2 du N° 2 de l'article 2 ci-dessus.

Après l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord,

in Ausgleichsprozessen, insbesondere zu einem Auftreten in der mündlichen Verhandlung vor dem Gemischten Schiedsgericht nicht verpflichtet.

4. Unbeschadet der Bestimmungen in Ziffer 1 dieses Artikels werden sich die Ausgleichsämter gegenseitig auf Verlangen soweit möglich die Beweismittel beschaffen und liefern, die zum Nachweis des Bestehens oder Nichtbestehens der nach diesem Abkommen geregelten Forderungen erforderlich sind. Derartige Anträge müssen innerhalb einer Frist von sechs Monaten seit Inkrafttreten dieses Abkommens gestellt werden.

5. Hinsichtlich der vorbezeichneten Forderungen leistet der Gläubigerstaat dem Schuldnerstaat und dem Schuldner Gewähr gegen alle Ansprüche und Klagen des Gläubigers und trägt auch die durch eine solche Inanspruchnahme oder Klage entstehenden Kosten.

Artikel 3.

In dem Verfahren vor dem Gemischten Schiedsgericht über Ansprüche, die gegen das Deutsche Reich auf Grund der Bestimmungen des Teils X des Vertrages von Versailles geltend gemacht worden sind oder nach den Bestimmungen dieses Abkommens noch geltend gemacht werden können, ist der Deutsche Staatsvertreter zu einer Mitwirkung nicht verpflichtet.

Artikel 4.

Unbeschadet der Vorschriften der Prozessordnung über Ausschlussfristen und anderer Vorschriften, die sonst der Zulässigkeit einer Klage entgegenstehen sollten, wird folgendes vereinbart :

Vor dem deutsch-belgischen Gemischten Schiedsgericht werden keinerlei neue Klagen mehr zugelassen, die nach Ablauf einer Frist von drei Monaten seit Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens eingereicht werden.

Eine Ausnahme gilt lediglich für Berufungsklagen, die gegen die im Artikel 2 Ziffer 2 Absatz 2 vorgesehenen gemeinsamen Entscheidungen der Ausgleichsämter eingelegt werden.

Nach Ablauf einer Frist von drei Monaten seit Inkrafttreten dieses Abkommens finden

les dispositions des articles 300 *b*) à *e*), 302, 304 *b*), alinéa 2, et 305 du Traité de Versailles ne seront plus applicables aux relations entre la Belgique et l'Allemagne et leurs ressortissants respectifs, sous réserve des procès se trouvant en cours à cette date devant le Tribunal arbitral mixte.

Article 5.

A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement belge supportera les frais du Tribunal arbitral mixte.

Les frais judiciaires et dépens qui pourraient être fixés à l'avenir par le Tribunal arbitral mixte, à charge de l'État allemand ou de ses ressortissants seront considérés comme couverts par le produit de la liquidation des biens allemands en Belgique, exception faite pour les procès pendants entre les parties privées en vertu des articles 304 *b*), alinéa 2, et 305 du Traité de Versailles.

L'excédent non utilisé des consignations sera remboursée aux ayants-droit.

Article 6.

Le présent accord sera porté à la connaissance du Tribunal arbitral mixte. Les divergences d'opinion qui pourraient surgir au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cet accord seront soumises au Tribunal et, après la fin de son activité, au Tribunal arbitral prévu par l'article 10 de l'Accord du 13 juillet 1929.

Article 7.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur, après l'échange des instruments de ratification, au moment ou entreront en vigueur les traités ou accords qui seront conclus au sujet du Rapport des Experts.

Cet échange aura lieu en même temps et au même endroit que celui des instruments de ratification desdits traités et accords.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

die Bestimmungen der Artikel 300 *b-e*, 302, 304 *b* Abs. 2 und 305 des Versailler Vertrages im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Belgien sowie ihren beiderseitigen Staatsangehörigen, abgesehen von den alsdann bereits schwebenden Verfahren, keine Anwendung mehr.

Artikel 5.

Vom Inkrafttreten dieses Abkommens ab trägt die Belgische Regierung die Kosten des Gemischten Schiedsgerichts.

Gerichtskosten und Auslagen, die etwa in Zukunft zu Lasten des Deutschen Reiches oder seiner Staatsangehörigen durch das Gemischte Schiedsgericht festgesetzt werden sollten, gelten als gedeckt durch das liquidierte deutsche Vermögen in Belgien. Dies gilt nicht für die Prozesse zwischen Privatparteien auf Grund der Artikel 304 *b* Abs. 2 und 305 des Versailler Vertrages.

Die nicht verbrauchten Kostenvorschüsse sind an die Berechtigten zurückzuzahlen.

Artikel 6.

Dieses Abkommen wird dem deutsch-belgischen Gemischten Schiedsgericht mitgeteilt.

Streitigkeiten über die Auslegung und Durchführung des Abkommens werden diesem Gericht zur Entscheidung unterbreitet, nach Beendigung seiner Tätigkeit dem in Artikel 10 des Abkommens vom 13. Juli 1929 vorgesehenen Schiedsgericht.

Artikel 7.

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit den zur Inkraftsetzung des Sachverständigen-Plans abzuschließenden Verträgen oder Abkommen in Kraft treten.

Der Austausch soll gleichzeitig mit dem der Ratifikationsurkunden der genannten Verträge oder Abkommen und an dem gleichen Orte stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommens unterzeichnet.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, en français et en allemand, le 16 janvier 1930.

Ausgefertigt in Brüssel in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache, am 16 Januar 1930.

Pour la Belgique :

*Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) HYMANS.*

Für das Deutsche Reich :

*Der Deutsche Gesandte in Brüssel,
(Signé) HORSTMANN.*

Für das Deutsche Reich :

*Der Deutsche Gesandte in Brüssel,
(Gezeichnet) HORSTMANN.*

Für Belgien :

*Der Minister der Auswärtigen
Angelegenheiten,
(Gezeichnet) HYMANS.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2392. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND GERMANY FOR THE FINAL SETTLEMENT OF THE QUESTIONS RESULTING FROM SECTIONS III TO VII OF PART X OF THE TREATY OF VERSAILLES. SIGNED AT BRUSSELS, JANUARY 16, 1930.

Following upon the Agreement signed in Berlin on July 13, 1929, with regard to German property, rights and interests in Belgium, THE BELGIAN and GERMAN GOVERNMENTS have agreed to the following provisions :

Article I.

It is understood that no payment over and above the annuities for which provision is made in the Young Plan may be required of Germany in respect of the claims to which reference is made in Sections III to VII of Part X of the Treaty of Versailles.

It is further understood that the German State shall have no right to the repayment of any final balance which may remain to its credit after bringing into the accounts between the German-Belgian Clearing Offices all the credit items for which provision is made in Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles.

Credit notices will cease to be exchanged between the said Offices.

The Belgian Government will continue to furnish the German Government, at the latter's request, with all information in regard to the liquidations of German property effected in Belgium.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

As from the coming into force of the present Agreement, the clearing procedure for which provision is made in Article 296 of the Treaty of Versailles will be concluded as between Belgium and Germany, in accordance with the following provisions :

1. All Belgian and German claims notified in accordance with the clearing procedure, which are not yet carried to credit or withdrawn, will be considered as between the Clearing Offices as having been settled by the clearing process.

This provision also applies to claims already before the Mixed Arbitral Tribunal. Cases which have not yet come up for consideration will be treated as concluded, unless within a period of four months the Agent General of the Belgian Government requests the Secretariat of the German-Belgian Mixed Arbitral Tribunal to retain such cases on the list.

2. Within the limits of the national legislation of each of the two interested countries, and of such provisions as may be introduced by the two Governments in the future, each of the Clearing Offices will settle the claims and debts to which the present Agreement relates with the parties concerned.

The Debtor Clearing Office shall succeed to the rights of the creditor. To facilitate the action of the Debtor Clearing Office for the recovery of the debts, the Creditor Clearing Office agrees to take any joint decision which the Debtor Clearing Office may request within a period of six months. The Debtor Clearing Office will, in case of necessity, submit to the Creditor Clearing Office a draft joint decision already signed by itself. The interested Party will have the right to appeal against such joint decision to the Mixed Arbitral Tribunal, in conformity with paragraph 20 of the Annex to Article 296 of the Treaty of Versailles.

3. The Agent of the German Government and the German Clearing Office are under no obligation to intervene in clearing cases or to attend sittings before the Mixed Arbitral Tribunal.

4. Save in so far as otherwise provided in No. 1 of the present Article, the two Clearing Offices mutually undertake to procure and to furnish each other as far as possible with all documentary evidence requested or required for the proof of the existence or non-existence of the claims governed by this Agreement ; such requests shall be presented within a period of six months.

5. In the matter of the above-mentioned claims, the Creditor State will guarantee the Debtor State and the debtor against all appeal or litigation on the part of the creditor, and will bear the costs of any such appeal or litigation.

Article 3.

The Agent of the German Government is not obliged to intervene before the Mixed Arbitral Tribunal in cases which have been brought, or may in the future be brought, under the provisions of the present Agreement, against the German State in respect of the provisions of Part X of the Treaty of Versailles.

Article 4.

Without prejudice to the provisions of the Rules of Procedure with regard to foreclosures or other pleas in par, it is agreed as follows :

No new actions of any kind brought after the expiry of a period of three months from the date of the coming into force of the present Agreement may be accepted by the German-Belgian Arbitral Tribunal.

The above prescriptive limitation will not apply to appeals against the joint decisions of the Clearing Offices, for which provision is made in paragraph 2 of Article 2 No. 2 above.

After the expiry of a period of three months from the date of the coming into force of the present Agreement, the provisions of Articles 300 (b)-(e), 302, 304 (b) paragraph 2, and 305 of the Treaty of Versailles will no longer be applicable to the relations between Belgium and Germany and their respective nationals, without prejudice to cases pending at that date before the Mixed Arbitral Tribunal.

Article 5.

As from the coming into force of the present Agreement, the Belgian Government will bear the costs of the Mixed Arbitral Tribunal.

Such judicial costs and expenditure as may in the future be placed by the Mixed Arbitral Tribunal at the charge of the German State or of its nationals will be considered as covered by the proceeds of the liquidation of German property in Belgium, save in the case of suits pending between private parties in virtue of Article 304 (*b*), paragraph 2 and Article 305 of the Treaty of Versailles.

The unutilised balance of deposits will be refunded to those entitled thereto.

Article 6.

The present Agreement will be brought to the knowledge of the Mixed Arbitral Tribunal. Differences of opinion which may arise with regard to the interpretation or execution of this Agreement will be submitted to the Tribunal, or, after the close of the latter's activities, to the Arbitral Tribunal for which provision is made in Article 10 of the Agreement of July 13, 1929.

Article 7.

The present Agreement will be ratified and will come into force after the exchange of the instruments of ratification, at the same time as the Treaties or Agreements to be concluded in relation to the Experts' Report.

The exchange will be effected at the same time and place as the exchange of the instruments of ratification of the said Treaties and Agreements.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised to that end, have signed the present Agreement.

Done at Brussels in duplicate French and German texts on January 16, 1930.

For Belgium :

*The Minister for Foreign Affairs,
(Signed) HYMANS.*

For the German Reich :

*The German Minister in Brussels,
(Signed) HORSTMANN.*

N° 2393.

AUTRICHE ET BELGIQUE

Convention pour le règlement définitif des questions résultant des sections III et IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, avec protocoles additionnels. Signés à La Haye, le 18 janvier 1930.

AUSTRIA AND BELGIUM

Convention for the Final Settlement of the Questions resulting from Sections III and IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, with Additional Protocols. Signed at The Hague, January 18, 1930.

N^o 2393. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET L'AUTRICHE
POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DES QUESTIONS RÉSULTANT
DES SECTIONS III ET IV DE LA PARTIE X DU TRAITÉ DE
SAINT-GERMAIN. SIGNÉE A LA HAYE, LE 18 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 juillet 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de régler définitivement les questions se rapportant aux sections III et IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, ont désigné, à cet effet, comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. HYMANS, ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le docteur Otto JUCH, ministre fédéral des Finances ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement belge cessera, à partir de la signature de la présente convention, d'exercer son droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Saint-Germain, appartenaient à des ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche ou à des sociétés contrôlées par ces ressortissants, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts ne sont pas déjà liquidés, ou liquidés ou qu'il n'en a pas encore été disposé à titre définitif par rétention, accords amiables ou autrement.

Est également dégrevé de séquestre, le produit net de la liquidation de l'avoir, en Belgique, du Postsparkassen-Amt à Vienne.

Article 2.

Les levées de séquestre dont il s'agit à l'article précédent n'invalident aucun des actes accomplis pendant la séquestration. Les autorités belges compétentes ne refuseront pas de donner aux ayants

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 8 mai 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2393. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND AUSTRIA FOR THE FINAL SETTLEMENT OF THE QUESTIONS RESULTING FROM SECTIONS III AND IV OF PART X OF THE TREATY OF SAINT-GERMAIN. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 18, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 14, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA being desirous of finally settling the questions relating to Sections III and IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, have to this end appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. HYMANS, Minister for Foreign Affairs, Minister of State, and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Otto JUCH, Federal Finance Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The Belgian Government will cease, as from the signature of the present Convention, to exercise its right to retain the property, rights and interests which, at the date of the coming into force of the Treaty of Saint-Germain, belonged to nationals of the former Empire of Austria or to companies controlled by those nationals, in so far as the said property, rights and interests are not already liquid or liquidated, or finally disposed of by retention, amicable agreements or otherwise.

The net proceeds of the liquidation of the assets in Belgium of the Postsparkassen-Amt of Vienna shall also be released from sequestration.

Article 2.

The releases from sequestration to which reference is made in the preceding Article do not invalidate any acts done during the sequestration. The competent Belgian authorities will not

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, May 8, 1930.

droit les indications que ceux-ci ou le Gouvernement fédéral autrichien pourraient demander au sujet de la gestion du séquestre.

Les dettes et autres obligations du séquestré non acquittées à ce jour au moyen des produits et revenus de la séquestration restent pour compte du bénéficiaire de la restitution.

Article 3.

Les biens, droits et intérêts de séquestre seront tenus avec leurs produits à la libre disposition de leurs propriétaires, à l'expiration d'un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, après paiement par ces derniers de tous les frais, honoraires et autres charges quelconques de la séquestration, et sur production d'un certificat délivré par le Gouvernement fédéral autrichien, constatant que les intéressés ont satisfait à leurs obligations envers lui.

Le Gouvernement belge fournira au Gouvernement fédéral autrichien la liste sommaire des biens à restituer, avec évaluation approximative de ceux-ci.

Les bénéficiaires de la restitution seront forclos d'exercer leur droit de reprise, après un délai de trois ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

La restitution s'effectuera par le Gouvernement belge aux personnes dans le chef desquelles les biens ont été mis sous séquestre. Le tiers qui auraient des droits à faire valoir devront les exercer dans le délai de six mois indiqué au premier alinéa du présent article.

Le Gouvernement fédéral autrichien fournira au Gouvernement belge, sur demande et dans la mesure du possible, tous renseignements nécessaires sur les droits de propriété et l'identité des réclamants. L'Etat belge ou le séquestre ne pourront être rendus responsables à quelque titre que ce soit du chef de toute restitution faite par erreur en suite de ces renseignements.

Si les bénéficiaires de la restitution en font la demande, l'Administration des Domaines de Belgique se chargera de réaliser, au mieux de leurs intérêts, tout ou partie des biens à restituer. Elle se conformera, à cet effet, aux règles actuellement en vigueur, après avoir pris l'avis des propriétaires intéressés.

Article 4.

Il est entendu que le Gouvernement belge ne réclamera plus de remises de titres par application du paragraphe 10 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, le Gouvernement fédéral autrichien étant considéré comme ayant satisfait à ses obligations au moyen des livraisons qu'il a faites.

Article 5.

Le produit net des biens, droits et intérêts autrichiens non restitués en vertu des dispositions qui précèdent, ainsi que le montant avec les intérêts y afférents des créances autrichiennes notifiées à l'Office de Vérification et de Compensation belge et non retirées définitivement à ce jour, seront affectées par le Gouvernement belge au paiement des créances et réclamations belges résultant de l'application des sections III et IV de la partie X du Traité de Saint-Germain.

Le Gouvernement belge décidera seul des paiements à effectuer en vertu de ce qui précède.

Article 6.

A partir de la mise en vigueur de la présente convention, la procédure de compensation prévue par l'article 248 du Traité de Saint-Germain, sera terminée entre la Belgique et l'Autriche dans les conditions suivantes :

- a) Toutes les créances belges et autrichiennes notifiées en procédure de compensation et qui ne sont pas encore crédités ou retirées ou qui n'ont pas fait l'objet d'accords amiables sont considérées, entre offices, comme réglées par la voie de la compensation.

refuse to furnish those entitled thereto with such information as the latter, or the Austrian Federal Government, may request in regard to the administration of the sequestered property.

The debts and other obligations of the sequestered property, not being settled as at to-day's date out of the proceeds and income accruing from the sequestration, will be taken over by the beneficiary of the restitution.

Article 3.

The property, rights and interests released from sequestration will be held, with their proceeds, at the free disposal of their owners on the expiry of a period of six months from the coming into force of the present Convention, after payment by the said owners of all costs, fees or other charges involved in the sequestration, and on production of a certificate delivered by the Austrian Federal Government, confirming that the interested parties have fulfilled their obligations to it.

The Belgian Government will furnish the Austrian Federal Government with a summary list of the property for restitution, with an approximate valuation of the same.

The right of the beneficiaries of restitution to resume possession will lapse after a period of three years from the coming into force of the present Convention.

The restitution will be effected by the Belgian Government to those persons in whose names the property was placed under sequester. Third parties having rights to enforce must exercise such rights within the period of six months indicated in the first paragraph of the present Article.

The Austrian Federal Government will furnish the Belgian Government at its request as far as possible with all necessary information as to the rights of ownership and identity of the claimants. The Belgian State and the sequesteror shall not be held in any way responsible for restitutions made in error on the basis of such information.

If the beneficiaries of the restitution so request, the "Administration des Domaines de Belgique" will undertake the realisation to the best of their advantage of the whole or part of the property to be restituted. They will comply for this purpose with the regulations at present in force, after taking the opinion of the owners concerned.

Article 4.

It is understood that the Belgian Government will cease to claim the deliveries of securities in execution of paragraph 10 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, the Austrian Federal Government being considered to have fulfilled its obligations by the deliveries it has made.

Article 5.

The net proceeds of the Austrian property, rights and interests not restituted under the preceding provisions, and the amount, with accrued interest, of the Austrian claims notified to the Belgian Clearing Office and not finally withdrawn as at to-day's date, will be assigned by the Belgian Government to the payment of the Belgian claims of all kinds resulting from the execution of Sections III and IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain.

The Belgian Government will alone decide as to the payments to be made in virtue of the above provisions.

Article 6.

As from the coming into force of the present Convention, the clearing procedure for which provision is made in Article 248 of the Treaty of Saint-Germain, will be concluded as between Belgium and Austria under the following conditions :

(a) All Belgian and Austrian claims notified in accordance with the clearing procedure, which are not yet carried to credit or withdrawn, and have not formed the object of amicable agreements, will be considered as between the Clearing Offices as having been settled by the clearing process.

Cette disposition s'applique aussi aux créances dont le Tribunal arbitral mixte a déjà été saisi. Les affaires non encore mises en délibéré seront considérées comme terminées, à moins que, dans un délai de six mois, l'agent général du Gouvernement belge ou celui du Gouvernement fédéral autrichien n'en demande, au secrétariat du Tribunal arbitral mixte austro-belge, le maintien au rôle ;

b) Dans les limites de la législation nationale de chacun des deux pays intéressés et des dispositions à prendre éventuellement par chacun des deux gouvernements, chacun des offices réglera avec les parties les créances et dettes visées au présent article. Il est loisible, notamment à l'Office belge et à l'Office autrichien, de refuser d'acquitter toutes créances dont le fondement n'est pas établi et de limiter le montant et les conditions des sommes à payer en argent ou en titres. Cette disposition s'applique à tous les paiements visés à l'article 5 ci-dessus.

L'office débiteur est subrogé dans les droits du créancier. Pour faciliter à l'office débiteur la poursuite du recouvrement des dettes, l'office créancier s'engage à prendre toute décision conjointe sollicitée par l'office débiteur dans le délai d'un an. Le cas échéant, l'office débiteur soumettra à l'office créancier le projet d'une décision conjointe déjà signée par lui. La partie intéressée aura le droit d'appeler contre une telle décision conjointe au Tribunal arbitral mixte, conformément au paragraphe 20 de l'annexe à l'article 248 du Traité de Saint-Germain.

Article 7.

Sans préjudice des dispositions prévues sous la lettre a) de l'article ci-dessus, les deux offices s'engagent mutuellement à se procurer et à fournir, dans la limite du possible, toutes pièces justificatives demandées et nécessaires à la preuve de l'existence ou de l'inexistence des créances et réclamations réglées par la présente convention.

En ce qui concerne les créances et réclamations visées aux articles 5 et 6, l'Etat créancier garantira l'Etat débiteur, ainsi que le débiteur contre tous recours et actions de la part du créancier et supportera les frais résultant de pareils recours et actions.

Article 8.

A partir de la mise en vigueur de la présente convention, les frais du Tribunal arbitral mixte, en tant qu'ils concernent la présidence et le secrétariat seront à la charge de chacun des deux pays dans la proportion du nombre des affaires qui auront été introduites au cours de l'année en vertu des articles qui précèdent.

Les articles 5, 6 et 7 ci-dessus seront portés à la connaissance du Tribunal arbitral mixte.

Article 9.

Les produits visés à l'article 5 de la présente convention seront aussi affectés par le Gouvernement belge au paiement de la part incombant au Gouvernement fédéral autrichien dans les coupons échus entre le 4 novembre 1918 et le 16 juillet 1920, des emprunts suivants de la Dette publique autrichienne non gagée d'avant-guerre, savoir :

a) Rente unifiée 5 p. c. 1868 (libellée en florins-papier, jouissance 1^{er} février-1^{er} août) ;

b) Rente unifiée 5 p. c. 1868 (libellée en florins-argent, jouissance 1^{er} avril-1^{er} octobre)

c) Rente convertie 4 p. c. 1903 (libellée en couronnes, jouissance 1^{er} janvier-1^{er} juillet et 1^{er} mai-1^{er} novembre).

Ce paiement aura lieu conformément aux deux articles suivants.

This provision also applies to claims already before the Mixed Arbitral Tribunal. Cases which have not yet come up for consideration will be treated as concluded unless, within a period of six months, the Agent-General of the Belgian Government or the Agent-General of the Austrian Federal Government requests the Secretariat of the Austro-Belgian Mixed Arbitral Tribunal to retain such cases on the list ;

(b) Within the limits of the national legislation of each of the two interested countries, and of such provisions as may be introduced by the two Governments in the future, each of the Clearing Offices will settle the claims and debts to which the present Article relates with the parties concerned. In particular the Belgian Office and the Austrian Office may, at their discretion, refuse to meet any claims which have not been established as well-founded, and may limit the amount payable in money or in securities and the terms of payment thereof. This provision will apply to all payments to which reference is made in Article 5 above.

The Debtor Clearing Office shall succeed to the rights of the creditor. To facilitate the action of the Debtor Clearing Office for the recovery of the debts, the Creditor Clearing Office agrees to take any joint decision which the Debtor Clearing Office may request within a period of one year. The Debtor Clearing Office will, in case of necessity, submit to the Credit Clearing Office a draft joint decision already signed by itself. The interested party will have the right to appeal against such joint decision to the Mixed Arbitral Tribunal, in conformity with paragraph 20 of the Annex to Article 248 of the Treaty of Saint-Germain.

Article 7.

Save in so far as otherwise provided in paragraph a) of Article 6 above, the two Clearing Offices mutually undertake to procure and to furnish each other as far as possible with all documentary evidence requested or required for the proof of the existence or non-existence of the claims governed by this Convention.

In the matter of the claims referred to in Articles 5 and 6, the Creditor State will guarantee the Debtor State and the debtor against all appeal or litigation on the part of the Creditor, and will bear the costs of any such appeal or litigation.

Article 8.

As from the coming into force of the present Convention, the costs of the Mixed Arbitral Tribunal in connection with the presidency and the secretariat, will be defrayed by each of the two countries in proportion to the number of cases brought in the course of the year under the preceding Articles.

Articles 5, 6 and 7 above will be brought to the notice of the Mixed Arbitral Tribunal.

Article 9.

The proceeds to which reference is made in Article 5 of the present Convention will also be assigned by the Belgian Government to the payment of the share of the Austrian Federal Government in the coupons which fell due between November 4, 1928, and July 16, 1920, on the following loans of the Austrian pre-war unsecured public debt :

- (a) 5 % Unified Rente 1868 (expressed in paper florins ; interest payable Feb. 1 - Aug. 1) ;
- (b) 5 % Unified Rente 1868 (expressed in silver florins : interest payable April 1 - Oct. 1) ;
- (c) 4 % Conversion Rente 1903 (expressed in crowns ; interest payable Jan. 1 - July 1, and May 1 - Nov. 1).

These payments will be made in conformity with the two following Articles.

Article 10.

Par application de l'article 248, n° 4, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain, ainsi que de la décision n° 2346 en date du 23 janvier 1923 de la Commission des réparations, la part incombant à l'Autriche dans les coupons dont il s'agit est fixée à 71.348 p. c., le solde de 28.652 p. c. restant à charge du Gouvernement hongrois, sans aucune solidarité entre les deux Etats débiteurs.

Cette part de l'Autriche sera payés au taux de 37 centimes belges par couronne et de 74 centimes belges par florin-papier ou florin-argent.

Article 11.

Les coupons susdits devront être déposés à la Banque nationale de Belgique dans un délai de deux mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

Aucune justification ne sera demandée aux porteurs si la Banque nationale de Belgique constate qu'ils ont été admis au bénéfice de la Convention conclue le 2 juin 1923 entre la Belgique et l'Autriche, relative au règlement des arriérés jusqu'au 3 novembre 1918 de la Dette publique autrichienne non gagée, et s'ils présentent la série complète des coupons échus du 4 novembre 1918 au 16 juillet 1920.

Si ces deux conditions ne sont pas remplies, les porteurs auront à fournir la preuve que leurs titres étaient propriété belge à la date du 28 août 1914. S'ils sont dans l'impossibilité de fournir cette preuve, ils auront à remettre une déclaration, avec référence à, et sous les sanctions de l'article 496 du Code pénal belge, certifiant que les titres étaient propriété belge à la date du 28 août 1914. Au moment de déposer les coupons, les porteurs devront justifier de leur nationalité belge.

La Banque nationale de Belgique examinera les dossiers et écartera les demandes ne comportant pas de justifications suffisantes. Faute de produire les justifications voulues dans l'année à partir de l'expiration du délai susdit de deux mois, le Gouvernement belge déclare les intéressés forçlôs.

Les coupons payés seront remis au Gouvernement fédéral autrichien.

Article 12.

Les divergences d'opinions qui pourraient surgir au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront soumises au Tribunal arbitral mixte, et après la fin de son activité, à un tribunal arbitral composé d'un ressortissant de chacune des deux Hautes Parties contractantes et d'un troisième arbitre agissant comme président et appartenant à une nation qui n'a pas pris part à la guerre.

Le président sera désigné d'un commun accord entre les deux Parties. Au cas où cet accord ne pourrait se faire dans un délai de trois mois à partir de la demande de l'une des Parties, le troisième arbitre sera nommé par le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Article 13.

Sont maintenus, en tant qu'ils ne sont pas contraires à la présente convention, les accords conclus entre la Belgique et l'Autriche le 4 octobre 1920, le 2 juin 1923, le 28 juillet 1925 et le 25 février 1927.

Article 14.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification, et au plus tard au moment où entreront en vigueur les traités ou accords qui seront

Article 10.

In execution of Article 248, No. 4, paragraph 2 of the Treaty of Saint-Germain, and of decision No. 2346 of January 23, 1923, of the Reparation Commission, the share in the coupons in question for which Austria is responsible is fixed at 71,348 %, the balance of 28,652 % being at the charge of the Hungarian Government without solidarity of any kind between the two debtor States.

The Austrian share will be paid at the rate of 37 Belgian centimes per crown and 74 Belgian centimes per paper florin or silver florin.

Article 11.

The aforesaid coupons shall be deposited with the Banque Nationale de Belgique within a period of two months from the coming into force of the present Convention.

No documentary evidence will be required of the holders, if the Banque Nationale de Belgique finds that they are entitled to the benefits of the Convention concluded on June 2, 1923, between Belgium and Austria with regard to the settlement of the arrears on the Austrian unsecured public debt, up to November 3, 1918, and if they submit the complete series of the coupons which fell due between November 4, 1918, and July 16, 1920.

Where these two conditions are not fulfilled, the holders will have to furnish proof that their securities were Belgian property on August 28, 1914. If they are not in a position to furnish such proof, they will have to submit a declaration under Article 496 of the Belgian Penal Code, and subject to the penalties of the latter, certifying that the securities were Belgian property on August 28, 1914. The holders will be required to prove their Belgian nationality at the moment of deposit of the coupons.

The Banque Nationale de Belgique will examine the papers and will reject applications not supported by adequate documentary proof. Failing the submission of the required documentary proof within one year from the expiry of the aforesaid period of two months, the Belgian Government will declare the claims to have lapsed.

The paid coupons will be handed over to the Austrian Federal Government.

Article 12.

Differences as to the interpretation or execution of the present Convention will be submitted to the Mixed Arbitral Tribunal, or after the closing of the latter's activities, to an arbitral tribunal composed of a national of each of the two High Contracting Parties, with a third arbitrator acting as chairman and belonging to a nation which took no part in the War.

The chairman will be appointed by common agreement between the two parties. In the event of such an agreement not being reached within a period of three months from the request of one of the parties, the third arbitrator will be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague.

Article 13.

Save in so far as they are contrary to the present Convention, the agreements concluded between Belgium and Austria on October 4, 1920, June 2, 1923, July 28, 1925 and February 25, 1927, remain in force.

Article 14.

The present Convention will be ratified and will come into force after the exchange of the instruments of ratification, and at the latest at the same time as the treaties or agreements to be

conclus au sujet du règlement définitif prévu, en ce qui concerne l'Autriche, sous la lettre b) du n° 4 du Protocole final de la Conférence de La Haye du 31 août 1929.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à La Haye, en double exemplaire, en langue française, le dix-huit janvier 1930.

<i>Pour la Belgique :</i>	<i>Pour l'Autriche :</i>
(Signé) HYMANS.	(Signé) JUCH.

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 1.

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre la Belgique et l'Autriche en date de ce jour, concernant le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, les plénipotentiaires soussignés se trouvaient d'accord pour fixer forfaitairement à 4 millions de francs belges les produits avec revenus et les montants avec intérêts dont il est question à l'article 5 de ladite convention (y compris les titres visés à l'article 4) qui seront retenus par la Belgique pour effectuer les paiements visés dans cette convention. Cette somme de 4 millions comprend le solde actif de l'Office autrichien à la date du 31 décembre 1929 et s'élevant à la somme de 2.687.000 francs belges. En conséquence, toute somme non encore créditée à cette dernière date, supérieure à 1.313.000 francs belges sera restituée à l'Autriche, de même que toute somme insuffisante pour parfaire ce chiffre sera retenue sur le produit net de la liquidation des biens à distraire de ceux à restituer.

LA HAYE, le 18 janvier 1930.

<i>Pour la Belgique :</i>	<i>Pour l'Autriche :</i>
(Signé) HYMANS.	(Signé) JUCH.

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 2.

Au moment de procéder à la signature de la convention entre la Belgique et l'Autriche en date de ce jour, concernant le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, les plénipotentiaires soussignés se trouvaient d'accord pour déclarer que les Offices belge et autrichien de Vérification et de Compensation auront à s'entendre, dans le cadre des dispositions de la convention susdite, en vue des formalités à accomplir pour sauvegarder leurs intérêts respectifs, notamment à l'occasion du règlement des créances que la Société générale de Belgique a fait valoir contre la Eisenbahn Wien-Aspang.

LA HAYE, le 18 janvier 1930.

<i>Pour la Belgique :</i>	<i>Pour l'Autriche :</i>
(Signé) HYMANS.	(Signé) JUCH.

concluded with relation to the final settlement provided for, in the case of Austria, by No. 4 *b* of the Final Protocol of the Hague Conference of August 31, 1929.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at The Hague in duplicate French texts, January the eighteenth, 1930.

<i>For Belgium :</i>	<i>For Austria :</i>
(<i>Signed</i>) HYMANS.	(<i>Signed</i>) JUCH.

ADDITIONAL PROTOCOL No. 1.

In signing the Convention between Belgium and Austria of to day's date with regard to the final settlement of the questions arising out of Sections III and IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, the undersigned Plenipotentiaries have agreed to fix forfeit at a lump sum of 4 million Belgian francs the proceeds and amounts with accrued interest to which reference is made in Article 5 of the said Convention (including the securities to which reference is made in Article 4), to be retained by Belgium to make the payments for which the Convention provides. This sum of 4 millions includes the credit balance of the Austrian Clearing Office as at December 31, 1929, amounting to 2,687,000 Belgian francs. Consequently any sum not yet credited at the latter date over and above 1,313,000 Belgian francs will be returned to Austria, and any sum falling short of this figure will be retained out of the net proceeds of the liquidation of property to be deducted from the property for restitution.

The Hague, January 18, 1930.

<i>For Belgium :</i>	<i>For Austria :</i>
(<i>Signed</i>) HYMANS.	(<i>Signed</i>) JUCH.

ADDITIONAL PROTOCOL No. 2.

In signing the Convention between Belgium and Austria of to-day's date with regard to the final settlement of the questions arising out of Sections III and IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, the undersigned Plenipotentiaries have agreed to declare that the Belgian and Austrian Clearing Offices will be required to come to an agreement within the limits of the provisions of the said Convention, in regard to the formalities necessary to safeguard their respective interests, in particular in connection with the settlement of the claims which the Société Générale de Belgique has lodged against the Vienna-Aspang Railway.

The Hague, January 18, 1930.

<i>For Belgium :</i>	<i>For Austria :</i>
(<i>Signed</i>) HYMANS.	(<i>Signed</i>) JUCH.

N° 2394.

ALLEMAGNE,
BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, AUSTRALIE, etc.

Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations, signé à La Haye, le 20 janvier 1930, avec annexes et protocole concernant l'approbation de principe du Rapport des experts, etc., signé à La Haye, le 31 août 1929; et Arrangement concernant la mobilisation d'une fraction de la partie déférable des annuités du Nouveau Plan, avec annexe, La Haye, le 17 janvier 1930.

GERMANY,
BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, AUSTRALIA, etc.

Agreement regarding the complete and final Settlement of the Question of Reparations, signed at The Hague, January 20, 1930, with Annexes and Protocol concerning the Approval in Principle of the Report of the Experts, etc., signed at The Hague, August 31, 1929; and Arrangement as to the Financial Mobilisation of the German Annuities, with Annex, The Hague, January 17, 1930.

N^o 2394. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LE CANADA, L'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION SUD-AFRICAINE, L'INDE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA YOUGOSLAVIE, RELATIF AU RÈGLEMENT COMPLET ET DÉFINITIF DU PROBLÈME DES RÉPARATIONS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

No. 2394. — AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY, BELGIUM, GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA, INDIA, FRANCE, GREECE, ITALY, JAPAN, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, CZECHOSLOVAKIA AND YUGOSLAVIA, REGARDING THE COMPLETE AND FINAL SETTLEMENT OF THE QUESTION OF REPARATIONS. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

Textes officiels français, anglais et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères à Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juillet 1930.

French, English and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 14, 1930.

LES REPRÉSENTANTS DE L'ALLEMAGNE, DE LA BELGIQUE, DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE, DE L'ITALIE et DU JAPON, réunis à Genève le 16 septembre 1928, ont manifesté leur volonté d'un règlement complet et définitif

The Representatives of GERMANY, BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY and JAPAN, meeting at Geneva on the 16 September, 1928, expressed their determination to make a complete and final settlement of the question of

¹ Dépôt des ratifications à Paris :

Allemagne,	26 mars 1930.
Belgique	} 9 mai 1930.
France	
Grande-Bretagne	
Italie	
Inde	} 21 juillet 1930.
Nouvelle-Zélande	
Australie	} 31 mai 1930.
Yougoslavie	
Roumanie	23 juin 1930.
Grèce	25 juin 1930.
Canada	12 juillet 1930.

Entré en vigueur le 17 mai 1930.

¹ Deposit of ratifications in Paris :

Germany	March 26, 1930.
Belgium	} May 9, 1930.
France	
Great Britain	
Italy	
India	} July 21, 1930.
New Zealand	
Australia	} May 31, 1930.
Yugoslavia	
Roumania	June 23, 1930.
Greece	June 25, 1930.
Canada	July 12, 1930.

Came into force May 17, 1930.

du problème des réparations et prévu la constitution, pour atteindre ce but, d'une Commission d'experts financiers.

Les experts se sont, à cette fin, réunis à Paris et ont déposé leur rapport le 7 juin 1929. Ce rapport a été approuvé en principe par le Protocole de La Haye du 31 août 1929.

En conséquence, les représentants dûment autorisés DU GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUgoslavie, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Plan des Experts du 7 juin 1929, ensemble le présent accord et le Protocole du 31 août 1929, le tout étant ci-après qualifié de « Nouveau Plan », est définitivement accepté comme règlement complet et définitif au regard de l'Allemagne, des questions financières résultant de la guerre. Par cette acceptation, les Puissances signataires assument les obligations et acquièrent les droits que le Nouveau Plan comporte pour chacune d'entre elles.

Le Gouvernement allemand prend, vis-à-vis des Puissances créancières, l'engagement solennel de payer les annuités prévues au Nouveau Plan, conformément aux stipulations de ce dernier.

Article II.

A partir de la mise à exécution du Nouveau Plan, dans les conditions stipulées à la clause

réparations and, with a view to attaining this object, provided for the constitution of a Committee of Financial Experts.

With this object the Experts met at Paris and their report was made on the 7 June, 1929. Approval in principle was given to this report by The Hague Protocol of the 31 August, 1929.

The duly authorised representatives of THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA have reached the following agreement :

Article I.

The Experts' Plan of the 7 June, 1929, together with this present Agreement and the Protocol of the 31 August, 1929 (all of which are hereinafter described as the New Plan) is definitely accepted as a complete and final settlement, so far as Germany is concerned, of the financial questions resulting from the War. By their acceptance the Signatory Powers undertake the obligations and acquire the rights resulting for them respectively from the New Plan.

The German Government gives the Creditor Powers the solemn undertaking to pay the annuities for which the New Plan provides in accordance with the stipulations contained therein.

Article II.

As from the date when the New Plan is put into execution as provided in the final clause of

finale du présent accord, l'obligation antérieure de l'Allemagne est complètement remplacée, sauf en ce qui concerne l'emprunt extérieur allemand 1924, par l'obligation prévue au Nouveau Plan. Le paiement intégral des annuités qui y figurent dans la mesure où elles sont dues aux Puissances créancières, est accepté par ces Puissances comme décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne restant encore en suspens et énumérées à la Section XI de la première partie du Plan Dawes, telle que l'ont interprétée les décisions du Tribunal d'interprétation constitué en vertu de l'Accord ¹ de Londres du 30 août 1924.

Article III.

A. Les Gouvernements signataires reconnaissent que les comptes entre la Commission des réparations et l'Allemagne relatifs aux opérations antérieures à la période du Plan Dawes, ainsi que tous les comptes comportant des crédits à l'Allemagne imputés ou à imputer sur sa dette originale en capital, seront désormais sans objet et sans effet et les déclarent clos dans leur état actuel.

B. *a)* Par application du paragraphe 143 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, étant entendu que la déclaration qui suit sera considérée comme épuisant le contenu de la renonciation prévue à ce paragraphe, l'Allemagne déclare renoncer dans les limites de l'énumération qui suit à toute demande ayant pour objet un paiement ou un bien qu'elle a pu ou pourrait adresser à la Commission des réparations ou à l'une des Puissances créancières signataires du présent accord pour quelque opération que ce soit, antérieure à la signature de cet accord, en relation soit avec la guerre mondiale, soit avec les Conventions d'armistice, le Traité de Versailles ou les accords conclus pour leur exécution.

1^o Demandes concernant des biens ou droits pécuniaires de prisonniers de guerre, pour autant qu'elles n'aient pas été déjà réglées par des accords spéciaux.

2^o Demandes tendant à obtenir le remboursement de paiements faits en vertu du paragraphe 11 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles.

3^o Demandes concernant les emprunts émis par les anciennes colonies allemandes.

this present Agreement, Germany's previous obligation is entirely replaced, except in respect of the German External Loan 1924, by the obligation laid down in the New Plan. The payment in full of the annuities there mentioned, in so far as the same are due to the Creditor Powers, is accepted by those Powers as a final discharge of all the liabilities of Germany still remaining undischarged, referred to in Section XI of Part I of the Dawes Plan as interpreted by the decisions of the Interpretation Tribunal set up under the London Agreement ¹ of the 30 August, 1924.

Article III.

A. The signatory Governments recognise that the accounts between the Reparation Commission and Germany relating to transactions prior to the period of the Dawes Plan, together with all accounts involving credits to Germany, either now or in the future, against the original capital debt are henceforth obsolete and without practical effect and declare them closed in their present condition.

B. *(a)* In execution of paragraph 143 of the Experts' Report of the 7 June, 1929, on the understanding that the following declaration is to be considered as a full compliance with the requirements of that paragraph as to a waiver, Germany declares that she waives every claim as defined by the following list, whether for a payment or for property, which she may have addressed or might hereafter address to the Reparation Commission or to any Creditor Power signatory of the present Agreement for any transaction prior in date to the signature of this Agreement, connected with the World War, the Armistice Conventions, the Treaty of Versailles or any agreements made for their execution :

(1) Claims relating to property or pecuniary rights of prisoners of war in so far as they have not already been settled by special agreements ;

(2) Claims seeking to obtain the reimbursement of payments made under paragraph 11 of the Annex to Article 296 of the Treaty of Versailles ;

(3) Claims relating to loans issued by the former German Colonies ;

¹ Vol. XXX, page 63 ; et vol. XXXIX, page 200, de ce recueil.

¹ Vol. XXX, page 63 ; and Vol. XXXIX, page 200, of this Series.

4° Toute demande ayant pour objet, soit un paiement, soit un bien qu'a pu ou pourrait présenter le Gouvernement allemand agissant pour son propre compte, pour autant qu'il ne s'agisse pas de créances d'Etat notifiées au cours de la procédure de compensation prévue aux articles 296 et 72 du Traité de Versailles par l'office créancier à l'office débiteur.

b) Réciproquement, les Puissances créancières acceptent, conformément à la recommandation du paragraphe 96 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, le paiement intégral des annuités qui y sont fixées comme décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne restant encore en suspens et renoncent à toute demande en sus desdites annuités ayant pour objet un paiement ou un bien, qui a été ou pourrait être adressée à l'Allemagne pour quelque opération passée que ce soit tombant sous les mêmes chefs que ceux énumérés sous les numéros 1° à 4° qui précèdent.

c) Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à l'exécution des accords postérieurs au 10 janvier 1920 concernant la renonciation à la liquidation des biens, droits ou intérêts privés allemands ou la restitution, soit de ces biens, droits et intérêts, soit du produit de leur liquidation.

C. a) Les Gouvernements créanciers s'engagent à cesser, à partir de l'acceptation du Rapport des Experts du 7 juin 1929, de faire usage de leur droit de saisir, retenir et liquider la propriété, les droits et intérêts de ressortissants allemands ou de compagnies allemandes ou contrôlées par des Allemands en tant que cette propriété et ces droits ne sont pas déjà liquides ou liquidés, ou qu'il n'en a pas encore été disposé définitivement, y compris les droits des Puissances créancières résultant de l'article 306, alinéas 5°, 6° et 7° du Traité de Versailles.

b) L'exécution de cet engagement fera l'objet d'accords spéciaux entre le Gouvernement allemand et chacun des gouvernements intéressés.

c) Les gouvernements signataires s'efforceront de régler définitivement toutes les questions en suspens, relatives à l'exécution de cet engagement dans le délai d'un an après la mise en vigueur du Nouveau Plan.

d) Cet engagement ne s'applique pas, dans le cas où des règlements spéciaux ont déjà été effectués.

(4) Any claims, whether for a payment or for property, which the German Government has presented or might present for its own account other than State claims notified, under the clearing procedure provided for under Articles 296 and 72 of the Treaty of Versailles, by the Creditor to the Debtor Office.

(b) By way of reciprocity the Creditor Powers accept in conformity with the recommendation of paragraph 96 of the Experts' Report of the 7 June, 1929, the payment in full of the annuities fixed thereby as a final discharge of all the liabilities of Germany still remaining undischarged and waive every claim additional to those annuities, either for a payment or for property, which has been addressed or might be addressed to Germany for any past transaction falling under the same heads of claims as those appearing under (1) to (4) above.

(c) The provisions of the present Article do not affect the execution of agreements later in date than the 10 January, 1920, for the abandonment of the liquidation of German private property, rights or interests or the restitution either of those properties, rights or interests or the proceeds of their liquidation.

C. (a) The Creditor Governments undertake, as from the date of the acceptance of the Experts' Report of the 7 June, 1929, to make no further use of their right to seize, retain and liquidate the property, rights and interests of German nationals or companies controlled by them, in so far as not already liquid or liquidated or finally disposed of, including the rights of the signatory Creditor Powers under Article 306, paragraphs (5), (6) and (7) of the Treaty of Versailles.

(b) The execution of this undertaking will be regulated by special agreements between the German Government and each of the Governments concerned.

(c) The Signatory Governments will use every effort to clear up definitely all outstanding questions relating to the execution of this undertaking within one year after the coming into force of the New Plan.

(d) This undertaking has no application in cases where special settlements have already been made.

D. Toutes ou certaines d'entre les questions mentionnées au présent article, concernant la renonciation aux demandes et la cessation de liquidation sont réglées entre l'Allemagne, d'une part, et, respectivement, les gouvernements suivants, d'autre part, par les Accords conclus aux dates ci-après : la Belgique, les 13 juillet 1929¹ et 16 janvier 1930²; la Grande-Bretagne, le 28 décembre 1929³; le Canada, le 14 janvier 1930; le Commonwealth d'Australie, le 17 janvier 1930; la Nouvelle-Zélande, le 17 janvier 1930; la France, le 31 décembre 1929; l'Italie, le 20 janvier 1930; la Pologne, le 31 octobre 1929.

Article IV.

Dès la mise à exécution du Nouveau Plan, l'Office des paiements de réparations et les organismes connexes de Berlin seront supprimés et les relations de la Commission des réparations avec l'Allemagne prennent fin.

Sous le régime du Nouveau Plan, seules subsisteront celles d'entre les fonctions de ces organismes dont le maintien est nécessité par le Plan; ces fonctions seront transférées à la Banque des Règlements internationaux par l'intermédiaire du « Comité spécial restreint »; la Banque les exercera dans les conditions et limites du Nouveau Plan, conformément aux stipulations de ses statuts.

Sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières envers l'Allemagne se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.

A ce sujet, les représentants des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais et les représentants du Gouvernement allemand ont formulé les déclarations qui font l'objet de l'annexe I.

Les autres mesures requises en vue du passage du régime actuel à celui du Nouveau Plan sont celles prévues à l'annexe II.

Article V.

Les annuités mentionnées au présent accord comprennent les sommes requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924.

Dans ces annuités, ne figurent pas les sommes

¹ Voir page 211, de ce volume.

² Voir page 223, de ce volume.

³ Vol. CII, page 49, de ce recueil.

D. All or some of the questions mentioned in the present Article as to the waiver of claims and the cessation of liquidation are governed, as between the German Government on the one hand and the following Governments respectively on the other hand, by the Agreements concluded on the following dates, that is to say : Belgium, 13 July, 1929¹ and 16 January, 1930²; Great Britain, 28 December, 1929³; Canada 14 January, 1930; Commonwealth of Australia, 17 January 1930; New Zealand, 17 January 1930; France, 31 December, 1929; Italy, 20 January, 1930; Poland, 31 October, 1929.

Article IV.

From and after the date on which the New Plan comes into force, the Office for Reparation Payments and the organisations in Berlin connected therewith shall be abolished and the relations with Germany of the Reparation Commission shall come to an end.

Under the régime of the New Plan only those of the functions of these organisations the maintenance of which is necessitated by the New Plan will continue in existence; these functions will be transferred to the Bank for International Settlements by the " Small Special Committee "; the Bank for International Settlements will exercise them within the conditions and limits of the New Plan in conformity with the provisions of its Statutes.

Under the régime of the New Plan the powers of the Creditor Powers in relation to Germany will be determined in accordance with the provisions of the Plan.

In regard hereto the Representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments and the Representatives of the German Government have made the declarations contained in Annex I.

The other measures necessary in view of the change from the present system to that of the New Plan, are those provided for in Annex II.

Article V.

The annuities mentioned in the present Agreement include the amounts required for the German External Loan, 1924. These annuities do not include the amounts which the Experts'

¹ See page 211, of this Volume.

² See page 223, of this Volume.

³ Vol. CII, page 49, of this Series.

que le Plan des Experts du 7 juin 1929 attribue aux Etats-Unis d'Amérique.

Plan of the 7 June, 1929, assigns to the United States of America.

Article VI.

Les Parties contractantes constatent la nécessité, en vue de la mise à exécution du Nouveau Plan, de la constitution de la Banque des Règlements internationaux. Elles lui reconnaissent la personnalité juridique pour le jour où elle sera constituée conformément aux statuts annexés à la loi constitutive de ladite banque qui fait l'objet de la Convention conclue avec le Gouvernement de la Confédération suisse.

Article VI.

The Contracting Parties recognise the necessity, with a view to putting into force the New Plan, of the constitution of the Bank for International Settlements. They recognise the corporate existence of the Bank to take effect as soon as it is constituted in accordance with the Statutes annexed to the law incorporating the Bank which is the subject of the Convention concluded with the Government of the Swiss Confederation.

Article VII.

Le Gouvernement allemand remettra à la Banque des Règlements internationaux, en sa qualité de mandataire des Puissances créancières, le certificat de dette qui fait l'objet de l'annexe III.

Article VII.

The Government of the Reich will deliver to the Bank for International Settlements, as Trustee for the Creditor Powers, the Debt Certificate referred to in Annex III.

En même temps, le Gouvernement allemand se porte fort que la Compagnie des Chemins de fer allemands (*Deutsche Reichsbahngesellschaft*) remettra à la Banque des Règlements internationaux le certificat à l'annexe IV.

Further, the German Government guarantees that the German Railway Company (*Deutsche Reichsbahngesellschaft*) will deliver to the Bank for International Settlements the Certificate mentioned in Annex IV.

Article VIII.

En vue de faciliter le bon fonctionnement du Nouveau Plan, le Gouvernement allemand tient à déclarer spontanément qu'il est fermement résolu à faire tous les efforts possibles pour éviter une déclaration de suspension et pour n'y procéder qu'après être arrivé de bonne foi à la conclusion que le change de l'Allemagne, ainsi que sa vie économique pourraient être sérieusement menacés par le transfert partiel ou total de la portion différable des annuités. Il demeure entendu que l'Allemagne est seule qualifiée pour décider s'il y a lieu de déclarer une suspension, telle qu'elle est prévue au Nouveau Plan.

Article VIII.

With a view to facilitating the successful working of the New Plan the German Government declares spontaneously that it is firmly determined to make every possible effort to avoid a declaration of postponement and not to have recourse thereto until it has come to the conclusion in good faith that Germany's exchange and economic life may be seriously endangered by the transfer in part or in full of the postponable portion of the annuities. It remains understood that Germany alone has authority to decide whether occasion has arisen for declaring a postponement as provided by the New Plan.

Article IX.

Le Gouvernement allemand s'engage à prendre les mesures requises en vue de la promulgation des lois spéciales nécessaires à l'application du Nouveau Plan, à savoir :

Article IX.

The German Government undertakes to take the measures necessary for the enactment of the special laws required for the application of the New Plan, that is to say :

a) La loi concernant la modification de la loi sur la Banque du 30 août 1924, conformément à l'annexe V ;

(a) The law for the amendment of the Bank Law of the 30 August, 1924, in accordance with Annex V ;

b) La loi relative à la modification de la loi concernant la Reichsbahngesellschaft, conformément à l'annexe VI.

Lesdites lois ne pourront être modifiées que dans les conditions et suivant la procédure prévue aux annexes *Vbis* et *VIbis*.

Le Gouvernement allemand s'engage également à appliquer les stipulations contenues dans les annexes VII et XI relatives à l'affectation, à titre de garantie collatérale, du produit de certains impôts au service des différents éléments des annuités.

Article X.

Les Parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les dispositions nécessaires, afin que les fonds et placements de la Banque des Règlements internationaux, provenant des paiements de l'Allemagne, soient libérés de toute charge fiscale, nationale ou locale.

Sur les territoires relevant de l'autorité des Parties contractantes, la Banque, ses biens et avoirs ainsi que les dépôts et autres fonds qui lui auraient été remis ne feront l'objet d'aucune disposition établissant une incapacité quelconque ou d'aucune mesure restrictive telle que censure, réquisition, enlèvement ou confiscation en temps de paix ou de guerre, représailles, interdictions ou restrictions à l'exportation de l'or ou de devises ou de toute autre mesure analogue.

Article XI.

Les Gouvernements des Puissances créancières ont arrêté le texte d'un contrat de mandat (Trust) relatif à la réception, à la gestion et à la répartition des annuités allemandes, qui figure à l'annexe VIII.

Lors de la constitution de la Banque des Règlements internationaux, celle-ci sera invitée à lui donner son adhésion et les mêmes gouvernements délégueront des représentants ayant les pouvoirs nécessaires pour signer le contrat.

Le Gouvernement allemand déclare avoir pris connaissance du texte de ce contrat.

Article XII.

Le régime des livraisons en nature sera réglé conformément aux dispositions de l'annexe IX

(b) The law for the amendment of the law of the Deutsche Reichsbahngesellschaft, in accordance with Annex VI.

These laws may only be amended in the conditions and in accordance with the procedure laid down by Annexes *Va* and *VIa*.

The German Government further undertakes to apply the provisions contained in Annexes VII and XI relating to the assignment of the proceeds of certain taxes by way of collateral security for the service of the several parts of the German annuities.

Article X.

The Contracting Parties will take in their respective territories the measures necessary for securing that the funds and investments of the Bank, resulting from the payments by Germany, shall be freed from all national or local fiscal charges.

The Bank, its property and assets, and also the deposits of other funds entrusted to it, on the territory of, or dependent on the administration of, the Parties shall be immune from any disabilities and from any restrictive measures such as censorship, requisition, seizure or confiscation, in time of peace or war, reprisals, prohibition or restriction of export of gold or currency and other similar interferences, restrictions or prohibitions.

Article XI.

The Governments of the Creditor Powers have settled the text of a Trust Agreement, appearing in Annex VIII, for the receipt, management and division of the German annuities.

The Bank for International Settlements upon its establishment will be invited to give its adhesion to the Agreement, and the Governments referred to will appoint Delegates with the powers necessary to sign.

The German Government declares that it has been informed of the text of the Agreement.

Article XII.

The system of deliveries in kind will be governed by the provisions contained in Annex

au présent accord et de l'annexe II au Protocole du 31 août 1929.

Les modalités d'application de la loi britannique intitulée *German Reparation Recovery Act 1921*, ainsi que du prélèvement sur les importations allemandes en France, ont fait l'objet d'accords conclus entre le Gouvernement allemand et, respectivement, les Gouvernements britannique et français, accords dont le texte figure à l'annexe X.

Article XIII.

Le Gouvernement allemand confirme tous les privilèges, garanties et gages jusqu'ici créés au bénéfice de l'emprunt extérieur allemand de 1924, et déclare que rien, ni dans le Nouveau Plan, ni du fait de la cessation du Plan Dawes, ne diminue ou ne modifie la nature et l'étendue des obligations ou des engagements par lui antérieurement assumés sous le régime du *General Bond* pour garantir l'emprunt ci-dessus mentionné. Ils subsistent intégralement. Les Gouvernements des autres Puissances signataires confirment également et reconnaissent à nouveau la situation privilégiée du service de l'Emprunt extérieur allemand de 1924 et déclarent, pour autant que cela les concerne, que tous les privilèges, garanties et gages jusqu'ici accordés audit emprunt demeurent intacts, y compris ceux du Protocole de Londres du 30 août 1924. Notamment, et sans infirmer les déclarations générales qui précèdent, les Gouvernements de l'Allemagne et des autres Puissances signataires reconnaissent que le privilège de premier rang stipulé au bénéfice de l'emprunt continue à porter sur tous les paiements devant être ultérieurement effectués par l'Allemagne au titre des réparations et des autres charges du Traité, y compris non seulement la part non différable des annuités allemandes qui doit être payée au compte de Trust des annuités, mais encore la part différable des annuités allemandes qui doit être payée au même compte. Lesdites Puissances reconnaissent, en conséquence, que les sommes normalement requises pour le service de l'emprunt, seront prélevées sur lesdites annuités et payées aux Trusts de l'emprunt ou à leur ordre par privilège sur tous autres versements en provenant. Le Gouvernement allemand accepte, en outre, et confirme les dispositions pour la garantie de l'emprunt extérieur allemand de 1924 qui sont contenues à l'annexe XI, dont le texte anglais seul est authentique.

IX hereto and in the second Annex to the Protocol of the 31 August, 1929.

The methods of administering the law of Great Britain entitled "The German Reparation (Recovery) Act 1921" and the levy on German imports into France have been settled by Agreements between the German Government on the one hand, the British and French Governments respectively on the other; the text of these Agreements is set out in Annex X.

Article XIII.

The German Government confirms all the priorities, securities and rights hitherto created for the benefit of the German External Loan, 1924, and declares that nothing in the New Plan or in consequence of the termination of the Dawes Plan, diminishes or varies the nature and extent of its prior obligations and engagements assumed under the General Bond securing said Loan, all of which are preserved in their integrity. The Governments of the other Signatory Powers similarly confirm and recognise the absolute prior position of the service of the German External Loan, 1924, and declare, in so far as they are concerned, that all the priorities securities and rights hitherto granted said Loan remain unimpaired including those under the London Protocol dated 30 August, 1924. In particular, but without limiting the foregoing general declarations, the Governments of the German Reich and of the other Signatory Powers recognise that the specific first prior charge for the benefit of the said Loan continues to attach to all payments hereafter to be made by Germany for Reparation or other Treaty costs, including not only the non-postponable portion of the German annuities to be paid into the Annuity Trust Account but also the postponable portion of the German annuities to be paid into the Annuity Trust Account; and the said Powers accordingly agree that the amounts currently required for the service of said Loan shall be paid out of said annuities to, or upon the order of, the Trustees of said Loan in priority to any other disbursements made therefrom. The Government of the German Reich further accepts and confirms the provisions for the security of the German External Loan, 1924, which are contained in Annex XI, of which the English text is alone authentic.

Article XIV.

Les Puissances créancières reconnaissent que leur acceptation de l'engagement solennel du Gouvernement allemand remplace tous gages, contrôles, garanties et privilèges qui peuvent exister à l'heure actuelle sous réserve de ceux dont il est fait mention spéciale à l'article XIII et aux annexes VI, VII et XI.

Article XV.

1^o Tout différend, soit entre les Gouvernements signataires du présent accord, soit entre un ou plusieurs d'entre eux et la Banque des Règlements internationaux au sujet de l'interprétation et de l'application du Nouveau Plan, sera soumis, sous réserve des dispositions spéciales prévues aux annexes I, *Vbis*, *VIbis* et IX, pour décision définitive, à un Tribunal arbitral de cinq membres nommés pour cinq ans, dont un qui remplira les fonctions de président, devra être citoyen des Etats-Unis d'Amérique, dont deux devront être ressortissants d'Etats ayant été neutres pendant la dernière guerre, et dont les deux derniers seront respectivement ressortissants de l'Allemagne et de l'une des Puissances créancières de l'Allemagne.

Pour la première période de cinq ans, à dater de la mise à exécution du Nouveau Plan, ce Tribunal sera composé des cinq membres qui constituent actuellement le Tribunal arbitral institué par l'Accord de Londres du 30 août 1924.

2^o Il sera pourvu, soit au renouvellement des membres du Tribunal à l'expiration de chaque période, soit à toute vacance qui pourrait se produire en cours de période : en ce qui concerne le membre ayant la nationalité de l'une des Puissances créancières de l'Allemagne, par le Gouvernement français qui s'entendra préalablement à cet effet avec les Gouvernements belge, britannique, italien, japonais ; en ce qui concerne le membre ayant la nationalité allemande, par le Gouvernement allemand, et, en ce qui concerne les trois autres membres par les six gouvernements précédemment mentionnés agissant d'un commun accord, ou, faute de cet accord, par le président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale.

3^o Dans tous les cas où, soit l'Allemagne, soit la Banque sera partie demanderesse ou défenderesse, si le président du Tribunal estimait, à la

Article XIV.

The Creditor Powers recognise that their acceptance of the solemn undertaking of the German Government replaces all controls, special securities, pledges or charges existing at the present time, with the exception of those specially mentioned in Article XIII and in Annexes VI, VII and XI.

Article XV.

1. Any dispute, whether between the Governments signatory to the present Agreement or between one or more of those Governments and the Bank for International Settlements, as to the interpretation or application of the New Plan shall, subject to the special provisions of Annexes I, *Va*, *VIa* and IX be submitted for final decision to an arbitration tribunal of five members appointed for five years, of whom one, who will be the Chairman, shall be a citizen of the United States of America, two shall be nationals of States which were neutral during the late war ; the two other shall be respectively a national of Germany and a national of one of the Powers which are creditors of Germany.

For the first period of five years from the date when the New Plan takes effect this Tribunal shall consist of the five members who at present constitute the Arbitration Tribunal established by the Agreement of London of the 30 August, 1924.

2. Vacancies on the Tribunal, whether they result from the expiration of the five-yearly periods or occur during the course of any such period, shall be filled, in the case of a member who is a national of one of the Powers which are creditors of Germany, by the French Government, which will first reach an understanding for this purpose with the Belgian, British, Italian and Japanese Governments ; in the case of the member of German nationality, by the German Government ; and in the cases of the three other members by the six Governments previously mentioned acting in agreement, or in default of their agreement, by the President for the time being of the Permanent Court of International Justice.

3. In any case in which either Germany or the Bank is plaintiff or defendant, if the Chairman of the Tribunal considers, at the request of one

requête d'un ou de plusieurs d'entre les gouvernements créanciers parties au litige, que ce ou ces gouvernements sont principalement intéressés, il invitera ce ou ces gouvernements à désigner, d'un commun accord, si plusieurs gouvernements sont en cause, un membre qui remplacera dans le Tribunal le membre nommé par le Gouvernement français.

Au cas où, lors d'un différend entre deux ou plusieurs Gouvernements créanciers, le Tribunal ne compterait pas le siège à un ressortissant d'un ou de plusieurs d'entre ces gouvernements, ce ou ces gouvernements auraient le droit de désigner chacun un membre qui siégera à cette occasion. Le président, s'il estime que certains de ces gouvernements ont un intérêt commun au litige, les invitera à désigner un seul membre ; toutes les fois que, par l'effet de cette disposition, le Tribunal sera composé d'un nombre pair de membres, le président aura voix prépondérante.

4° Avant toute décision finale et sans préjudice du fond, le président du Tribunal ou, en cas d'empêchement de sa part, dans un cas quelconque, tout autre membre désigné par lui, pourra, sur requête de la partie la plus diligente, ordonner des mesures conservatoires destinées à garantir les droits des parties.

5° En recourant au Tribunal, les parties peuvent toujours se mettre d'accord pour soumettre leur différend au président ou à un des membres choisis comme arbitre unique.

6° Sauf dispositions spéciales prévues au compromis qui ne sauraient en aucun cas porter atteinte au droit d'intervention d'une tierce Partie, la procédure du Tribunal ou celle de l'arbitre unique sera réglée conformément à l'annexe XII.

Ces règles de procédure s'appliquent également sous la même réserve, à toute instance devant le Tribunal prévue aux annexes du présent accord.

7° Faute d'entente sur les termes du compromis, toute partie pourra saisir directement et par simple requête le Tribunal qui statuera, fût-ce par défaut sur toute question dont il sera de la sorte saisi.

8° Le Tribunal et l'arbitre unique sont juges de leur compétence. Toutefois, au cas où, dans un

or more of the Creditor Governments parties to the proceedings, that the said Government or Governments are principally concerned, he will invite the said Government or Governments to appoint — and in the case of more Governments than one by agreement — a member, who will take the place on the Tribunal of the member appointed by the French Government.

In any case in which, on the occasion of a dispute between two or more Creditor Governments, there is no national of one or more of those Governments among the Members of the Tribunal, that Government or those Governments shall have the right to appoint each a Member who will sit on that occasion. If the Chairman considers that some of the said Governments have a common interest in the dispute, he will invite them to appoint a single member. Whenever, as a result of this provision, the Tribunal is composed of an even number of members, the Chairman shall have a casting vote.

4. Before and without prejudice to a final decision, the Chairman of the Tribunal, or, if he is not available in any case, any other Member appointed by him, shall be entitled, on the request of any Party who makes the application, to make any interlocutory order with a view to preventing any violation of the rights of the Parties.

5. In any proceedings before the Tribunal the Parties shall always be at liberty to agree to submit the point at issue to the Chairman or any one of the Members of the Tribunal chosen as a single arbitrator.

6. Subject to any special provisions which may be made in the Submission — provisions which may not in any event affect the right of intervention of a Third Party — the procedure before the Tribunal or a single arbitrator shall be governed by the rules laid down in Annex XII.

The same rules, subject to the same reservation, shall also apply to any proceedings before this Tribunal for which the Annexes to the present Agreement provide.

7. In the absence of an understanding on the terms of Submission, any Party may seize the Tribunal directly by a proceeding *ex parte*, and the Tribunal may decide, even in default of appearance any question of which it is thus seized.

8. The Tribunal, or the single arbitrator, may decide the question of their own jurisdiction,

conflit s'élevant entre gouvernements, la question de la compétence serait soulevée, elle sera, à la demande de l'une des parties, déférée à la Cour permanente de Justice internationale.

9° Les présentes dispositions seront dûment acceptées par la Banque en vue du règlement de tout différend pouvant surgir entre elle et un ou plusieurs des gouvernements signataires en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de ses statuts ou du Nouveau Plan.

CLAUSE FINALE.

M. Henri Jaspar, Premier ministre de Belgique, agissant en sa qualité de président de la Conférence de La Haye de 1930, remettra, immédiatement après la signature, à chacun des gouvernements signataires, une copie certifiée conforme du présent accord. (Cette expression couvre ici et chaque fois que le contexte le permet, les annexes jointes.)

Sauf dispositions contraires, les textes français et anglais feront également foi.

Toutefois, s'agissant des certificats prévus à l'article VII et des lois allemandes mentionnées à l'article IX du présent accord, le texte allemand et, s'agissant de l'annexe XI le texte anglais feront seuls foi.

Le présent accord sera ratifié et le dépôt des ratifications sera fait à Paris auprès du Gouvernement français.

Les Puissances dont le gouvernement a son siège hors d'Europe pourront se contenter d'aviser le Gouvernement français de leur ratification par leur représentant diplomatique à Paris ; en pareil cas, ils transmettront le plus tôt possible l'instrument de leur ratification.

Le Nouveau Plan entrera en vigueur et sera considéré comme ayant été mis à exécution à la date à laquelle la Commission des réparations et le président de la Kriegslastencommission auront constaté d'un commun accord :

1° La ratification du présent accord par l'Allemagne et la promulgation des lois allemandes, conformément aux annexes les concernant.

2° La ratification du même accord par quatre d'entre les Puissances suivantes : la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.

provided always that, if the dispute is one between Governments and a question of jurisdiction is raised, it shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice.

9. The present provisions shall be duly accepted by the Bank for the settlement of any dispute which may arise between it and one or more of the signatory Governments as to the interpretation or application of its Statutes or the New Plan.

FINAL CLAUSE.

M. Henri Jaspar, Prime Minister of Belgium, as Chairman of the Hague Conference of 1930, will deliver to each of the signatory Governments a certified copy of the present Agreement (which expression here, and in all places where the context admits, includes the Annexes hereto) immediately after signature. The French and English texts are both, in the absence of special provision to the contrary, authentic, provided that, for the Certificates mentioned in Article VII and the German Laws mentioned in Article IX of the present Agreement the German text, and for the provisions of Annex XI the English text, alone will be authentic.

The present Agreement shall be ratified and the deposit of ratifications shall be made at Paris with the French Government.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled merely to inform the French Government through their diplomatic representatives at Paris that their ratification has been given ; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

The New Plan will come into force and will be considered as having been put into execution on the date on which the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission have agreed in reporting :

(1) The ratification of the present Agreement by Germany and the enactment of the German laws in accordance with the relative Annexes.

(2) The ratification of the present Agreement by four of the following Powers, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan.

3° La constitution de la Banque des Règlements internationaux et son acceptation des engagements la concernant prévus au présent accord, ainsi que la réception par elle du certificat de dette du Gouvernement allemand et du certificat de la Compagnie des Chemins de fer allemands, tels qu'ils figurent aux annexes III et IV.

La constatation de la Commission des réparations devra être décidée par un vote unanime de ladite commission, telle qu'elle est constituée aux fins du Traité de Versailles, lorsqu'une question relative à l'Allemagne est examinée, le délégué du Japon prenant néanmoins part aux débats et émettant son vote.

La constatation de la Commission des réparations et du président de la Kriegslastenkommission sera notifiée à toutes les Puissances signataires du présent accord.

Toutefois, la substitution des obligations et des annuités du Nouveau Plan à celles du Plan des Experts du 9 avril 1924, prendra date à partir du 1^{er} septembre 1929, compte tenu des prescriptions du Protocole de La Haye du 31 août 1929 et de l'annexe II au présent accord.

Le présent accord entrera en vigueur pour chaque gouvernement, autre que les quatre d'entre ceux nommés désignés ci-dessus qui auront ratifié les premiers, à la date de sa notification ou du dépôt de sa ratification. Cette ratification produira toutefois les mêmes effets que si elle avait précédé la constatation par la Commission des réparations et le président de la Kriegslastenkommission.

Le Gouvernement français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait en un seul exemplaire à La Haye, le 20 janvier 1930.

CURTIVS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.

(3) The constitution of the Bank for International Settlements and the acceptance by the Bank of the undertakings by it for which the present Agreement provides, and also its receipt of the Certificate of the German Government and the Certificate of the German Railway Company as provided in Annexes III and IV.

The report of the Reparation Commission shall require a unanimous vote of the members of the Commission as constituted for the purposes of the Treaty of Versailles when a question concerning Germany is under consideration, the Japanese Delegate nevertheless taking part in the discussion and giving his vote.

The report of the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission will be notified to all the Powers signatory of the present Agreement.

Provided always that the substitution of the obligations and annuities of the New Plan for those of the Experts' Plan of the 9 April, 1924, shall date from the 1 September, 1929, regard being had to the provisions of The Hague Protocol of the 31 August, 1929, and of Annex II to the present Agreement.

The present Agreement will come into force for each Government other than the four of those mentioned above by name who first ratify, on the date of notification or deposit of ratification.

Provided always that any such ratification shall have the same effect as if it had taken place before the report of the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission.

The French Government will transmit to all the signatory Governments a certified copy of the procès-verbaux of the deposit.

Done in a single copy at The Hague, the 20th day of January, 1930.

CURTIVS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.

E. FRANCOU.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
M. ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.
Al. ZEUCEANO.
D^r Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.
D^r V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

E. FRANCOU.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
M. ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.
Al. ZEUCEANO.
D^r Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.
D^r V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

LISTE DES ANNEXES

Pages

ANNEXE I.

Echange de déclarations entre les représentants des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais, d'une part, et du Gouvernement allemand, d'autre part 258

ANNEXE II.

Mesures de transition 262

ANNEXE III.

Certificat de dette du Reich allemand . . . 263

ANNEXE IV.

Certificat de la compagnie des chemins de fer allemands. 278

ANNEXE V.

Dispositions à insérer ou à maintenir dans la loi allemande sur la Banque 279

ANNEXE Vbis.

Procédure pour la modification de certains articles de la loi allemande sur la Banque 286

ANNEXE VI.

Loi relative à la modification de la loi concernant la *Deutsche Reichsbahngesellschaft*. . . 301

ANNEXE VIBis.

Procédure pour la modification de la loi concernant la *Deutsche Reichsbahngesellschaft* 325

ANNEXE VII.

Affectation à titre de garantie collatérale de certaines recettes du Reich 327

ANNEXE VIII.

Contrat de mandat. (Trust) 328

ANNEXE IX.

Règlement pour les prestations en nature . . 364

LIST OF ANNEXES.

Page

ANNEX I.

Exchange of declarations between the representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments on the one hand and of the German Government on the other. 258

ANNEX II.

Measures of Transition 262

ANNEX III.

Debt Certificate of the German Reich . . . 263

ANNEX IV.

Certificate of the German Railway Company 278

ANNEX V.

Provisions to be inserted or maintained in the German Bank Law 279

ANNEX Va.

Procedure for the modification of certain provisions of the German Bank Law . . 286

ANNEX VI.

Law for the amendment of the Law on the Deutsche Reichsbahn Gesellschaft . . . 301

ANNEX VIa.

Procedure for the amendment of the Law on the Deutsche Reichsbahn Gesellschaft 325

ANNEX VII.

Assignment by way of "collateral guarantee" of certain revenues of the German Reich 327

ANNEX VIII.

Trust Agreement 328

ANNEX IX.

Rules for Deliveries in Kind 364

	Pages		Page
ANNEXE X.		ANNEX X.	
Accords entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Allemagne et la France concernant le <i>German Reparation Recovery Act</i> et la législation française correspondante	378	Agreements between Germany and Great Britain and between Germany and France as to the " German Reparation (Recovery) Act " and corresponding French legislation	378
ANNEXE X a.		ANNEX X a.	
Accord relatif aux modalités du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France.	382	Agreement regarding the Method of administering the Levy on the Value of German Imports into France	382
ANNEXE XI.		ANNEX XI.	
Garanties accordées à l'emprunt extérieur allemand 1924	387	Securities for the German External Loan .	387
ANNEXE XII.		ANNEX XII.	
Règlement de procédure du Tribunal arbitral	391	Rules of Procedure of the Arbitral Tribunal	391

ANNEXE I

ECHANGE DE DÉCLARATIONS ENTRE LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN, ET JAPONAIS, D'UNE PART, ET DU GOUVERNEMENT ALLEMAND, D'AUTRE PART.

LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS BELGE, ANGLAIS, FRANÇAIS, ITALIEN ET JAPONAIS déclarent ce qui suit :

Le Nouveau Plan repose sur le principe que le règlement complet et définitif de la question des Réparations est d'un intérêt commun pour tous les pays qu'elle concerne, et que ce Plan exige la collaboration de tous ces pays. Sans bonne volonté et confiance mutuelles, le but du Plan ne serait pas atteint.

C'est dans ce sens que les Gouvernements créanciers ont, dans l'accord de La Haye de janvier, 1930, accepté l'engagement solennel du Gouvernement allemand de payer les annuités établies conformément aux dispositions du Nouveau Plan comme garantie de l'exécution de ses obligations.

Ils sont convaincus que, dans le cas même où l'exécution du Nouveau Plan provoquerait des divergences d'opinions ou des difficultés, les procédures prévues par le Plan lui-même suffiraient à les résoudre.

C'est pourquoi l'accord de La Haye de janvier 1930, dispose que, sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.

Il reste cependant une hypothèse en dehors du cadre des Accords signés aujourd'hui. Les Gouvernements créanciers sont forcés de la considérer, sans par là vouloir mettre en doute les intentions du Gouvernement allemand. Ils estiment indispensable de tenir compte de la possibilité que, dans l'avenir, un Gouvernement allemand se laisse aller, manquant à l'obligation solennelle contenue dans l'Accord de La Haye de janvier 1930, à des actes

ANNEX I.

EXCHANGE OF DECLARATIONS BETWEEN THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS ON THE ONE HAND AND THE GERMAN GOVERNMENT ON THE OTHER.

THE REPRESENTATIVES OF THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS make the following declaration :

The New Plan rests on the principle that the complete and final settlement of the reparation question is of common interest to all the countries which this question concerns and that the Plan requires the collaboration of all these countries. Without mutual good will and confidence the object of the Plan would not be attained.

It is in this sense that the Creditor Governments have, in The Hague Agreement of January 1930, accepted the solemn undertaking of the German Government to pay the annuities fixed in accordance with the provisions of the New Plan as the guarantee for the fulfilment of the German Government's obligations. The Creditor Governments are convinced that, even if the execution of the New Plan should give rise to differences of opinion or difficulties, the procedures provided for by the Plan itself would be sufficient to resolve them.

It is for this reason that The Hague Agreement of January 1930 provides that, under the régime of the New Plan, the powers of the Creditor Powers shall be determined by the provisions of the Plan.

There remains, however, a hypothesis outside the scope of the Agreements signed to-day. The Creditor Governments are forced to consider it without thereby wishing to cast doubt on the intentions of the German Government. They regard it as indispensable to take account of the possibility that in the future a German Government, in violation of the solemn obligation contained in The Hague Agreement of January 1930,

faisant apparaître sa volonté de détruire le Nouveau Plan.

Les Gouvernements créanciers ont le devoir de déclarer au Gouvernement allemand que, si un tel cas se produisait, compromettant dans ses fondements l'œuvre poursuivie en commun, une situation nouvelle serait créée en vue de laquelle lesdits Gouvernements créanciers doivent, dès maintenant, faire toutes réserves que de droit.

Cependant, même dans cette hypothèse extrême, les gouvernements créanciers, dans l'intérêt de la paix générale, sont disposés, avant d'entreprendre aucune action, à faire appel, pour la constatation et l'appréciation des faits, à une juridiction internationale d'une autorité incontestée. La ou les Puissances créancières qui s'estimeraient intéressées soumettraient donc à la Cour permanente de Justice internationale la question de savoir si le Gouvernement allemand a commis des actes faisant apparaître sa volonté de détruire le Nouveau Plan.

L'Allemagne déclarerait dès maintenant que, dans le cas de décision affirmative de la Cour, elle tient pour légitime que, en vue d'assurer l'exécution des obligations de la Puissance débitrice telles qu'elles résultent du Nouveau Plan, la ou les Puissances créancières recouvrent leur pleine liberté d'action.

Les Gouvernements créanciers sont convaincus que jamais ne se produira l'hypothèse en question. Ils sont assurés que le Gouvernement allemand partage cette conviction. Mais ils estiment que c'est pour eux une obligation de loyauté et un devoir envers leurs pays respectifs de formuler, pour le cas où cette hypothèse se présenterait, la déclaration qui précède.

II

Les représentants du Gouvernement allemand, de leur côté, déclarent ce qui suit :

Le Gouvernement allemand prend acte de la déclaration qui précède des Gouvernements créanciers, aux termes de laquelle, dans le cas même où se produiraient, à propos de l'exécution du Nouveau Plan, des divergences de vues ou des difficultés, les procédures prévues dans le Plan suffiraient à les résoudre.

Il prend acte, en conséquence, de ce que, sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières se détermineront d'après les dispositions dudit plan.

En ce qui concerne la seconde partie de ladite déclaration et l'hypothèse qui y est formulée, le Gouvernement allemand regrette que soit envisagée une telle éventualité qu'il tient quant à lui pour impossible.

Toutefois, si une ou plusieurs Puissances créancières saisissent la Cour permanente de Justice internationale de la question de savoir si des actes émanant du Gouvernement allemand font apparaître une volonté de détruire le Nouveau Plan, le Gouvernement allemand est d'accord avec les

might commit itself to actions revealing its determination to destroy the New Plan.

It is the duty of the Creditor Governments to declare to the German Government that if such a case arose, imperilling the foundations of their common work, a new situation would be created in regard to which the Creditor Governments must, from the outset, formulate all the reservations to which they are rightfully entitled.

However, even on this extreme hypothesis, the Creditor Governments, in the interests of general peace, are prepared, before taking any action, to appeal to an international jurisdiction of incontestable authority to establish and appreciate the facts. The Creditor Power or Powers which might regard themselves as concerned, would therefore submit to the Permanent Court of International Justice the question whether the German Government had committed acts revealing its determination to destroy the New Plan.

Germany should forthwith declare that, in the event of an affirmative decision by the Court, she acknowledges that it is legitimate that, in order to ensure the fulfilment of the obligations of the Debtor Power resulting from the New Plan, the Creditor Power or Powers should resume their full liberty of action.

The Creditor Governments are convinced that such a hypothetical situation will never in fact arise and they feel assured that the German Government shares this conviction. But they consider that they are bound in loyalty and by their duty to their respective countries to make the above declaration in case this hypothetical situation should arise.

II.

The representatives of the German Government, on their side, make the following declaration :

The German Government takes note of the above declaration of the Creditor Governments whereby, even if the execution of the New Plan should give rise to differences of opinion or difficulties in regard to the fulfilment of the New Plan, the procedures provided for in the Plan would be sufficient to resolve them.

The German Government take note accordingly that under the régime of the New Plan the powers of the Creditor Powers will be determined in accordance with the provisions of the Plan.

As regards the second part of the declaration and the hypothesis formulated in this declaration, the German Government regrets that such an eventuality, which for its part it regards as impossible, should be contemplated.

Nevertheless, if one or more of the Creditor Powers refer to the Permanent Court of International Justice the question whether acts originating with the German Government reveal its determination to destroy the New Plan, the German Government, in agreement with the Creditor

Gouvernements créanciers pour accepter que la Cour permanente statue et déclare tenir pour légitime, dans le cas de décision affirmative de la Cour, que, en vue d'assurer l'exécution des obligations financières de la Puissance débitrice telles qu'elles résultent du Nouveau Plan, la ou les Puissances créancières recouvrent leur pleine liberté d'action.

Les textes français, anglais et allemand de la présente annexe feront également foi.

Governments, accepts the proposal that the Permanent Court should decide the question, and declares that it acknowledges that it is legitimate, in the event of an affirmative decision by the Court, that, in order to ensure the fulfilment of the financial obligations of the Debtor Power resulting from the New Plan, the Creditor Power or Powers should resume their full liberty of action.

The French, German and English texts of the present Annex are equally authoritative.

CURTIVS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMAN.
E. FRANCOUI.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.

CURTIVS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMAN.
E. FRANCOUI.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE I.

AUSTAUSCH VON ERKLÄRUNGEN ZWISCHEN DEN VERTRETERN DER BELGISCHEN, BRITISCHEN, FRANZÖSCHISCHEN, ITALIENISCHEN UND JAPANISCHEN REGIERUNG EINERSEITS UND DEN VERTRETERN DER DEUTSCHEN REGIERUNG ANDERERSEITS.

I.

Die Vertreter der BELGISCHEN, ENGLISCHEN, FRANZÖSISCHEN, ITALIENISCHEN UND JAPANISCHEN REGIERUNG geben folgende Erklärung ab :

Der Neue Plan beruht auf dem Grundgedanken, dass die vollständige und endgültige Lösung der Reparationsfrage im gemeinsamen Interesse aller beteiligten Länder liegt, und dass er die Zusammenarbeit aller dieser Länder erfordert. Ohne guten Willen und Vertrauen von beiden Seiten würde das Ziel des Planes nicht erreicht werden.

In diesem Sinne haben die Gläubigerregierungen in dem Haager Abkommen vom Januar 1930 die feierliche Verpflichtung der Deutschen Regierung, die festgesetzten Annuitäten gemäss den Bestimmungen des Neuen Planes zu zahlen, als die Garantie für die Ausführung ihrer Verbindlichkeiten angenommen. Sie sind der Überzeugung, dass selbst in dem Falle, wo die Ausführung des Neuen Planes Meinungsverschiedenheiten oder Schwierigkeiten hervorrufen sollte, die in dem Plane selbst vorgesehenen Verfahrensarten ausreichen, um sie zu beseitigen.

Aus diesem Grunde sieht das Haager Abkommen von Januar 1930 vor, das unter dem Regime des Neuen Planes die Befugnisse der Gläubigermächte sich nach den Bestimmungen dieses Planes begrenzen.

Es bleibt indes ein Fall übrig, der ausserhalb des Rahmens der heute unterzeichneten Vereinbarungen steht. Die Gläubigerregierungen sind gezwungen, ihn zu erwägen, ohne dass sie damit die Absichten der Deutschen Regierung in Zweifel ziehen wollen. Sie halten es für unerlässlich, die Möglichkeit zu

bedenken, dass in Zukunft eine Deutsche Regierung sich entgegen der im Haager Abkommen von Januar 1930 enthaltenen feierlichen Verpflichtung zu Handlungen herbeilassen könnte, die ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreißen.

Die Gläubigerregierungen haben die Pflicht, der Deutschen Regierung zu erklären, dass, wenn ein solcher Fall einträte, der das gemeinsam verfolgte Werk von Grund aus erschüttern würde, eine neue Lage geschaffen wäre, der gegenüber die Gläubigerregierungen schon jetzt alle Rechtsvorbehalte machen müssen.

Aber selbst in diesem äussersten Falle sind die Gläubigerregierungen im Interesse des allgemeinen Friedens gewillt, bevor sie irgend einen Schritt tun, zum Zwecke der Feststellung und Würdigung der Tatsachen eine internationale Instanz anzurufen, deren Autorität unbestritten ist. Die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen, die sich für beteiligt halten, würden dementsprechend den Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag mit der Frage befassen, ob die Deutsche Regierung Handlungen vollzogen hat, die ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreißen.

Deutschland würde schon jetzt erklären, dass es im Falle einer bejahenden Entscheidung des Gerichtshofes es als berechtigt ansieht, dass die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen ihre volle Handlungsfreiheit wiedergewinnen, um die Ausführung der sich aus dem Neuen Plan ergebenden Verbindlichkeiten des Schuldnerlandes sicherzustellen.

Die Gläubigermächte sind überzeugt, dass der in Frage stehende Fall niemals eintreten wird. Sie sind sicher, dass die Deutsche Regierung diese Überzeugung teilt. Aber sie glauben, dass es für sie ein Gebot der Loyalität und eine Pflicht gegenüber ihren Ländern ist, die vorstehende Erklärung für den Fall abzugeben, dass jene Möglichkeit sich doch verwirklichen sollte.

II.

Die Vertreter der Deutschen Regierung geben ihrerseits folgende Erklärung ab :

Die Deutsche Regierung nimmt Akt von der vorstehenden Erklärung der Gläubigerregierungen, wonach selbst in dem Falle, wo bei der Ausführung des Neuen Planes Meinungsverschiedenheiten oder Schwierigkeiten hervortreten sollten, die im Plane vorgesehenen Verfahrensarten ausreichen, um sie zu beseitigen.

Sie nimmt demzufolge Akt davon, dass unter dem Regime des Neuen Planes die Befugnisse der Gläubigermächte sich nach den Bestimmungen dieses Planes begrenzen.

Was den zweiten Teil der genannten Erklärung und die darin erwähnte Möglichkeit anlangt, so bedauert die Deutsche Regierung, dass eine solche Eventualität in Betracht gezogen wird, die die Deutsche Regierung ihrerseits für unmöglich hält.

Wenn indes eine Gläubigerregierung oder mehrere Gläubigerregierungen den Ständigen Gerichtshof mit der Frage befassen, ob Handlungen der Deutschen Regierung ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreißen, ist die Deutsche Regierung mit den Gläubigerregierungen einverstanden, dass der Ständige Gerichtshof darüber befindet ; sie erklärt, dass sie es im Falle einer bejahenden Entscheidung des Gerichtshofes als berechtigt ansieht, dass die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen ihre volle Handlungsfreiheit wiedergewinnen, um die Ausführung der sich aus dem Neuen Plane ergebenden finanziellen Verbindlichkeiten des Schuldnerlandes sicherzustellen.

Der deutsche, französische und englische Wortlaut dieser Anlage haben gleiche Beweiskraft.

CURTIUS.
 WIRTH.
 SCHMIDT.
 MOLDENHAUER.
 Henri JASPAR.
 Paul HYMANS.
 E. FRANÇOUI.
 Philip SNOWDEN.
 Henri CHÉRON.
 LOUCHEUR.
 A. MOSCONI.
 A. PIRELLI.
 SUVICH.
 ADATCI.
 K. HIROTA.

ANNEXE II

MESURES DE TRANSITION.

1. Le transfert à la Banque des Règlements internationaux des documents de la Commission des réparations et des organismes constitués par le Plan Dawes ne s'opérera que dans la mesure qui sera jugée par le Comité spécial restreint (dont il est question à l'annexe V, paragraphe 166, du Rapport des experts du 7 juin 1929) strictement nécessaire à l'exercice des fonctions de la Banque des Règlements internationaux.

2. *i)* L'obligation antérieure de l'Allemagne étant complètement remplacée par l'obligation prévue dans le Nouveau Plan sauf en ce qui concerne l'emprunt extérieur allemand 1924, les obligations A. B. C. de l'Allemagne, les obligations de la Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft, et les obligations industrielles allemandes ainsi que celles de la Bank für Deutsche Industrie-Obligationen, sont définitivement annulées et seront détruites.

ii) Les créances de l'Allemagne vis-à-vis de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie visées à l'article 261 du Traité de Versailles, et les dettes de l'Allemagne visées aux articles 213 du Traité de Saint-Germain, 196 du Traité de Trianon et 145 du Traité de Neuilly, sont définitivement annulées et les titres et documents y afférents seront détruits.

iii) Les mesures de destruction ci-dessus visées sont du ressort du Comité spécial restreint.

3. *i)* Dès que le Nouveau Plan aura été mis à exécution, les comptes de la période de transition visée à l'Annexe III (article premier et 2) du Protocole de La Haye du 31 août 1929 seront clos. Les sommes que l'Allemagne aura effectivement payées pendant cette période en excédent des montants qui étaient dus par elle pendant la même période, soit au titre de la cinquième annuité du Plan Dawes, soit en application du Nouveau Plan et des dispositions du paragraphe II de l'Annexe III et du paragraphe premier de l'Annexe IV au Protocole de La Haye, lui seront remboursées.

ii) Pour toute la durée pendant laquelle l'Agent général des Paiements aura disposé d'un tel excédent, des intérêts seront crédités à l'Allemagne dans la mesure où l'Agent général des Paiements aura encaissé des intérêts pour le placement en reichsmarks de disponibilités à concurrence dudit excédent ; des intérêts seront débités à l'Allemagne dans la mesure où et pour la durée pendant laquelle les paiements effectués par elle ont été inférieurs à ceux qu'elle aurait effectués si le Nouveau Plan avait été mis en vigueur le 1^{er} septembre 1929, compte tenu des sommes visées aux deux alinéas suivants ; ces intérêts seront calculés à un taux

ANNEX II.

MEASURES OF TRANSITION.

1. The transfer to the Bank for International Settlements of the documents belonging to the Reparation Commission and the Organisations of the Dawes Plan, will take place in so far only as may be deemed by the small Special Committee referred to in Annex V of the Experts' Report of the 7th June, 1929 (paragraph 166) to be strictly necessary for the exercise of the functions of the Bank for International Settlements.

2. (i.) Germany's previous obligation, except in respect of the German External Loan 1924, being entirely replaced by the obligation laid down in the New Plan, the German A, B and C bonds, the bonds of the Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft, the German Industrial bonds and the bonds of the Bank für Deutsche Industrie Obligationen are finally cancelled and shall be destroyed.

(ii.) The claims of Germany against Austria, Hungary and Bulgaria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles and the debts of Germany referred to in Articles 213 of the Treaty of St. Germain, 196 of the Treaty of Trianon and 145 of the Treaty of Neuilly are finally cancelled and the securities and documents relating thereto shall be destroyed.

(iii.) The measures to be taken for the destruction of the instruments above-mentioned will be settled by the small Special Committee.

3. (i.) As soon as the New Plan has been put into force the accounts of the transitional period referred to in Annex III, Article I (1) and (2) to The Hague Protocol of the 31st August, 1929, will be closed. Sums in fact paid by Germany during that period in excess of the amounts due by her during the same period, whether under the fifth annuity of the Dawes Plan or under the New Plan, and the provisions of paragraph II of Annex III and paragraph I of Annex IV of The Hague Protocol, will be reimbursed to Germany.

(ii.) For the whole of the period during which the Agent-General for Reparation Payments has had such a surplus at his disposal, interest will be credited to Germany in so far as the Agent-General has received interest by the investment in reichsmarks of the sums at his disposal up to the amount of that surplus ; interest will be debited to Germany in so far as, and for the period during which, the payments made by her have been less than those which she would have made if the New Plan had been put into force on the 1st September, 1929, regard being had to the sums referred to in the two following paragraphs ; this

égal à celui de l'intérêt moyen produit par l'excédent total à rembourser à l'Allemagne.

iii) La somme de 6 millions de reichsmarks visée au paragraphe 2 de l'Annexe III au Protocole de La Haye est réputée due par l'Allemagne au jour auquel l'Agent général des Paiements a reçu de l'Allemagne des versements suffisants en sus des montants dus en application du Nouveau Plan, pour couvrir ladite somme.

iv) La somme de 30 millions de reichsmarks visée au paragraphe premier de l'Annexe IV au Protocole de La Haye est réputée due par l'Allemagne aux échéances suivantes :

5 millions R.M.	le	20 septembre	1929
»	»	20 octobre	»
»	»	20 novembre	»
»	»	20 décembre	»

le solde : 10 millions R.M. le 31 décembre.

v) Le solde du compte d'intérêts ci-dessus décrit sera effectivement réglé en même temps que le remboursement en principal à faire à l'Allemagne, suivant l'arrêté de comptes global qui sera approuvé par le Comité spécial restreint.

vi) Ce règlement de compte ne porte pas préjudice au droit du Gouvernement allemand de récupérer les économies qui auraient été réalisées sur le montant de 6 millions de reichsmarks visé à l'alinéa iii) ci-dessus par la Commission des Réparations et par les organismes du Plan Dawes dont les frais ont été couverts jusqu'à présent par les annuités Dawes. La somme éventuellement économisée sera notifiée et versée au Gouvernement allemand dès que la Commission des réparations sera en mesure de le faire.

interest will be calculated at a rate to that of the average interest produced by the total surplus to be reimbursed to Germany.

(iii.) The sum of six million reichsmarks referred to in paragraph 2 of Annex III to The Hague Protocol is to be deemed due by Germany on the day on which the Agent-General for Reparation Payments received from Germany payments in excess of the amounts due under the New Plan sufficient to cover that sum.

(iv.) The sum of thirty million reichsmarks referred to in paragraph 1 of Annex IV to The Hague Protocol is to be deemed due by Germany as follows :

5 million R.M.	on	20th September,	1929.
»	»	» 20th October,	»
»	»	» 20th November,	»
»	»	» 20th December,	»

the balance (10 million R.M.) on the 31st December, 1929.

(v.) The balance of the above interest account will be settled when the principal sum due to Germany is reimbursed in accordance with the complete settlement of accounts to be approved by the Small Special Committee.

(vi.) This settlement of accounts is without prejudice to the right of the German Government to recover any savings made on the amount of six million reichsmarks referred to in paragraph (iii) above by the Reparation Commission and the Organisations of the Dawes Plan whose expenses have hitherto been covered by the Dawes Annuities. The amount of these economies, if any, will be notified and paid to the German Government as soon as the Reparation Commission is in a position to do so.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE III.

SCHULDBESCHEINIGUNG DES DEUTSCHEN REICHES.

I.

Die Deutsche Regierung übernimmt mit der gegenwärtigen Schuldbescheinigung die feierliche Verpflichtung, nach Massgabe der Vorschriften des Neuen Planes im Sinne des Artikels I des Haager Abkommens vom Januar 1930, zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, als Treuhänderin der Gläubigermächte unter Ausschluss jedes anderen Treuhänders und jeder unmittelbaren Zahlung an einzelne Gläubiger, entsprechend den folgenden Bestimmungen die in der nachstehenden Übersicht aufgeführten Annuitäten und daneben die für den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924, wie er im General bond von Oktober 1924 vorgesehen ist, erforderlichen Beträge zu zahlen. Die aus dieser Übersicht ersichtlichen Annuitäten sind in gleichen monatlichen Teilbeträgen am fünfzehnten jedes Monats, und, wenn dieser nicht auf einen Werktag fällt, am folgenden Werktag, zu zahlen.

			Millionen Reichsmark.
1. Sept.	1929-31. März	1930	676.9
1. April	1930	1931	1641.6
»	1931	1932	1618.9
»	1932	1933	1672.1
»	1933	1934	1744.9
»	1934	1935	1807.5
»	1935	1936	1833.5
»	1936	1937	1880.3
»	1937	1938	1919.8
»	1938	1939	1938.1
»	1939	1940	1983.4
»	1940	1941	2096.1
»	1941	1942	2114.6
»	1942	1943	2131.9
»	1943	1944	2128.2
»	1944	1945	2141.4
»	1945	1946	2137.7
»	1946	1947	2133.4
»	1947	1948	2149.1
»	1948	1949	2143.9
»	1949	1950	2240.7
»	1950	1951	2283.1
»	1951	1952	2267.1
»	1952	1953	2270.1
»	1953	1954	2277.2
»	1954	1955	2288.5
»	1955	1956	2283.7
»	1956	1957	2278.1
»	1957	1958	2285.7
»	1958	1959	2317.7
»	1959	1960	2294.5
»	1960	1961	2304.4
»	1961	1962	2322.2
»	1962	1963	2314.1
»	1963	1964	2326.5
»	1964	1965	2326.0
»	1965	1966	2352.7
»	1966	1967	1566.9
»	1967	1968	1566.1
»	1968	1969	1575.9
»	1969	1970	1589.2
»	1970	1971	1602.9
»	1971	1972	1613.1
»	1972	1973	1621.5
»	1973	1974	1624.9
»	1974	1975	1627.6
»	1975	1976	1634.2
»	1976	1977	1637.9
»	1977	1978	1644.6
»	1978	1979	1654.7
»	1979	1980	1659.6
»	1980	1981	1670.5
»	1981	1982	1687.6
»	1982	1983	1691.8
»	1983	1984	1703.3
»	1984	1985	1683.5
»	1985	1986	925.1
»	1986	1987	931.4
»	1987	1988	897.8

Der Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 bildet einen Teil der Annuitäten, die bis zur vollen Tilgung dieser Anleihe während der entsprechenden Annuitätenjahre zu zahlen sind. Bei der Feststellung des Gesamtbetrages jeder einzelnen Annuität ist der in jedem Annuitätenjahre für den Dienst der Anleihe nach den Angaben der Treuhänder der Anleihe erforderliche Betrag zu den in der vorstehenden Übersicht angeführten Beträgen hinzuzurechnen. Die für den Anleihedienst jährlich zu zahlenden Beträge werden als Zahlungen für Rechnung des nicht aufschiebbaren Teils der entsprechenden Annuitäten angesehen und nach Empfang auf das Konto der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe überwiesen.

II.

1. Die monatlichen Zahlungen des Reichs sind, ausgenommen während eines Transferaufschubs für den aufschiebbaren Teil der Annuität, in anderen Währungen als Reichsmark zu leisten.

2. Zum Zwecke der Ausführung der Sachlieferungsprogramme, der Verfahren der « *Reparation Recovery Act's* » und der Zahlung von Verwaltungskosten innerhalb Deutschlands kann indessen die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich einen entsprechenden Teil der Zahlungen in Reichsmark anfordern.

3. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich kann der Deutschen Regierung und der Reichsbank gleichzeitig wenigstens einen Monat vor der Fälligkeit der geschuldeten Beträge ihre Wünsche mitteilen, in welchen Währungen die Zahlungen gemacht werden sollen. Wenn diesen Wünschen nicht Rechnung getragen wird, kann die Deutsche Regierung diejenigen Teile der deutschen Annuitäten, die sich nicht auf den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 beziehen, in den Währungen der Gläubigerländer zahlen, von denen Angehörige Mitglieder des Sachverständigenausschusses von 1929 waren, und zwar soweit als möglich entsprechend dem Verhältnis der Anteile dieser Länder, wobei jedoch Zahlungen in anderen Währungen als Reichsmark, die nicht auf einer Gold- oder Golddevisenbasis beruhen, nur mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gemacht werden sollen.

4. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich wird der Deutschen Regierung den Empfang aller Beträge, die sie auf Grund dieser Schuldscheinigung zahlt oder zahlen lässt, bestätigen. Die Quittung wird die empfangenen Währungen angeben; der Deutschen Regierung wird jedoch der Gegenwert dieser Währungen in Reichsmark gutgeschrieben.

Während der normalen Durchführung des Neuen Planes stellt die Quittung, die für die von der Deutschen Regierung oder für sie auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zur Ausführung des Neuen Planes geleisteten Zahlungen Gutschrift in Reichsmark gibt, eine vollständige und ausreichende Entlastung von den Verpflichtungen der Deutschen Regierung hinsichtlich dieser Zahlungen dar.

Wenn der Transferaufschub ganz oder teilweise wirksam ist, stellt die Quittung, die Gutschrift in Reichsmark gibt, eine vollständige und ausreichende Entlastung von den Verpflichtungen der Deutschen Regierung bezüglich aller Zahlungen auf das Treuhänder-Annuitäten-Konto in anderen Währungen als Reichsmark und bezüglich solcher Reichsmarkzahlungen dar, die nach Meinung der Bank als laufende Mittel für die Sachleistungen verwendet werden. Bezüglich des Restes hat die Quittung lediglich die Bedeutung eines zeitweiligen Anerkenntnisses.

5. Die Deutsche Regierung übernimmt die Verpflichtung, dass die Reichsmark gemäss Artikel 31 des Bankgesetzes vom 30. August 1924 in Gold oder Devisen einlösbar ist und bleibt, und dass die Reichsmark unter allen Umständen für die allgemeinen Zwecke des Neuen Planes eine Münzparität von 1/2790 kg Feingold, wie es im Münzgesetz vom 30. August 1924 vorgeschrieben ist, haben und behalten soll.

Beträge, die auf das Treuhänder-Annuitäten-Konto in anderen Währungen als Reichsmark eingezahlt werden, werden unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes in Reichsmark zu dem durchschnittlichen Mittelkurs der Berliner Börse während der letzten 15 Tage vor dem Zahlungstage berechnet.

III.

1. Dieser Schuldscheinigung sind Kupons angehängt, von denen jeder den Gesamtbetrag einer Annuitätenzahlung, nach Abzug der für den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 erforderlichen Beträge, darstellt. Jeder Kupon ist in zwei Abschnitte geteilt. Der Abschnitt A stellt den mobilisierbaren und nicht aufschiebbaren, der Abschnitt B den aufschiebbaren Teil jeder Annuität dar. Abgesehen von dem unten vorgesehenen Aufschubrecht genießt jeder Abschnitt des Annuitätenkupons durchgängig die gleichen Rechte.

2. Die Bank soll die Zahlungen, die sie für die mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitte der Annuitätenkupons erhält, unter den sämtlichen Stückeinhabern und Gläubigerregierungen gemäss den

Rechten eines jeden auf Beteiligung an dem keinen Aufschub unterliegenden Abschnitt der Annuitätenkuponen verteilen, ohne irgendeinem Anleiheabschnitt oder irgendeinem Anspruch einen Vorrang irgendwelcher Art zu gewähren. Die Beträge für die nicht mobilisierbaren Abschnitte der Annuitätenkuponen soll sie unter den Gläubigerregierungen verteilen; und zwar soll die Transferierung dieser Beträge erst nach derjenigen der Summen für den mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitt der Annuitätenkuponen stattfinden.

IV.

1. Die dem Zinsen- und Tilgungsdienst der mobilisierbaren oder mobilisierten Abschnitte der Annuitätenkuponen entsprechenden Beträge sind von der Deutschen Regierung ohne jeden Vorbehalt, d.h. unter eigener Verantwortlichkeit, in anderen Währungen als Reichsmark an die Bank zu leisten. Der Dienst dieser mobilisierbaren oder mobilisierten Teile der Annuitäten stellt eine endgültige, absolute und unbedingte internationale Verbindlichkeit im gewöhnlichen finanziellen Sinne des Wortes dar.

2. Auf Anfordern der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich als Treuhänderin der Gläubigermächte, wenn und soweit sie es für angezeigt hält, verpflichtet sich die Deutsche Regierung weiterhin, an Stelle der Kupons (Abschnitt A) auf ihren Namen lautende Schuldverschreibungen auszustellen, die unter den gleichen Bedingungen wie die Schuldbescheinigung und die genannten Kupons eine Verpflichtung des Reichs darstellen. Der Betrag, die Form der Schuldverschreibungen und die Währungen, in denen sie auszugeben sind, werden von der Bank festgesetzt.

3. Falls solche Schuldverschreibungen von einer oder mehreren Gläubigerregierungen für innere Begebungen deutscher Schuldverschreibungen in Verbindung mit der Konvertierung von eigenen Staatsschulden bestimmt werden, sollen sie nur auf dem eigenen Markte des ausgebenden Gläubigerlandes zugelassen werden.

4. Wenn nach den Emissionsbedingungen Reparationsanleihen (gewöhnliche oder Konvertierungsanleihen) vorzeitig eingelöst werden können, so fällt, soweit Deutschland die Einlösung vornimmt, der für den Dienst der eingelösten Anleihen bestimmte Teil der Annuität an Deutschland zurück. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bank sich, soweit als irgend möglich, dafür einsetzen wird, dass keine Anleihen ausgegeben werden, ohne dass für Deutschland ein angemessenes Recht vorzeitiger Einlösung vorgesehen wird.

5. Deutschland hat das Recht, die noch nicht mobilisierten Annuitäten (Abschnitt A und B der Kupons) ganz oder zum Teil auf der Basis eines Diskonts von $5\frac{1}{2}$ v.H. abzulösen.

V.

1. Die Zahlung des aufschiebbaren Teils der Annuität durch die Deutsche Regierung an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erfolgt unter denselben Bedingungen wie die des mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitts der Annuitätenkuponen.

2. Indessen :

a) können Schuldverschreibungen für den nicht mobilisierbaren Abschnitt der Annuitätenkuponen nur mit Zustimmung der Deutschen Regierung ausgestellt werden.

b) kann die Deutsche Regierung für den nicht mobilisierbaren Teil von dem Recht des Transfer- und Zahlungsaufschubs unter den folgenden Bedingungen Gebrauch machen.

3. Mit wenigstens 90tägiger Ankündigung hat die Deutsche Regierung das Recht, für höchstens zwei Jahre von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab den Transfer des als aufschiebbar bezeichneten Teils der Annuität ganz oder teilweise aufzuschieben. Der so erklärte Transferaufschub gilt für den bedingten Teil der Annuität erst von dem Zeitpunkt ab, an dem der Transferaufschub wirksam wird.

4. Wenn während irgendeines Annuitätenjahres die Deutsche Regierung von der bezeichneten Befugnis Gebrauch macht, können die während des jeweils folgenden nächsten Jahres fällig werdenden Transfers nicht länger als um ein Jahr von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab aufgeschoben werden, es sei denn, dass die während des ersten Jahres fällig gewordenen Transfers in voller Höhe ausgeführt worden sind ; in letzterem Falle können die während des zweiten Jahres fällig werdenden Transfers um zwei Jahre von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab aufgeschoben werden. Die während des jeweiligen dritten Jahres fällig werdenden Transfers können überhaupt nicht aufgeschoben werden, bevor nicht die während des ersten Jahres fällig gewesen in voller Höhe ausgeführt worden sind.

5. Wenn der Transferaufschub wirksam geworden ist, aber erst ein Jahr, nachdem er in Wirksamkeit getreten ist, hat die Deutsche Regierung jederzeit das Recht, die Zahlung von 50 v.H. der Summe für ein Jahr aufzuschieben, deren Transfer gemäss den vorbezeichneten Bedingungen in diesem Zeitpunkt

aufschiebbar ist. Dieser Hundertsatz kann auf die Empfehlung des in Kapitel 8 e des Planes der Sachverständigen von 1929 vorgesehenen beratenden Sonderausschusses erhöht werden.

6. Reichsmarkbeträge, deren Transfer aufgeschoben ist, sollen auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank eingezahlt werden; diese Beträge sollen, soweit sie nicht für Sachlieferungen in Anspruch genommen werden, gegen Zahlung der Deutschen Regierung in anderen Währungen als Reichsmark freigegeben werden. Die Verwendung der eingezahlten Reichsmarkbeträge, sei es für Anlagezwecke, sei es für Sachlieferungen, soll jeweils nach Vereinbarung zwischen der Reichsbank und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erfolgen.

7. Bei der Bestimmung der Art der Verwendung dieser Beträge ist auf die Möglichkeit Rücksicht zu nehmen, Sonderprogramme für Sachlieferungen gemäss dem in Unterlage 1 zu Anlage II des Haager Protokolls vom 31. August 1929 vorgesehenen Verfahren aufzustellen.

8. Auf den täglichen Betrag der Summen, deren Transfer oder Zahlung aufgeschoben ist und die nicht angelegt oder für Sachlieferungen verwendet werden, sind von der deutschen Regierung halbjährlich Zinsen zum Satz von 1 v.H. jährlich über dem geltenden Reichsbankdiskontsatz oder aber — je nachdem, welcher Satz der niedrigere ist — von $5\frac{1}{2}$ v.H. zu zahlen. Diese Zinsbeträge sind in jeder Hinsicht ebenso wie der Kapitalbetrag, auf den sie gezahlt werden, zu behandeln, und der Erlös aus den tatsächlich angelegten Teilen des Fonds fliesst den Gläubigerregierungen zu.

9. Nach Ablauf eines Zeitraums, bezüglich dessen ein vollständiger oder teilweiser Transfer- oder Zahlungsaufschub für irgend eine Monatsrate erklärt worden ist, ist die Monatsrate oder der Teil der Rate, für die der Transfer oder die Zahlung aufgeschoben worden ist, sofort an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in fremden Währungen zu leisten; ausgenommen davon sind die Beträge, die die Gläubigermächte bereits in einer anderen Form gemäss dem Neuen Plan erhalten haben. Diese Bestimmung berührt in keiner Weise die Aufgaben des beratenden Sonderausschusses, wie sie im Neuen Plan vorgesehen sind.

10. Falls Deutschland einen Aufschub erklärt oder wenn sonst zu irgend welcher Zeit die deutsche Regierung den Regierungen der Gläubigerländer und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erklärt, sie sei in gutem Glauben zu dem Schlusse gekommen, dass die Währung und das Wirtschaftsleben Deutschlands durch den teilweisen oder vollständigen Transfer des aufschiebbaren Teils der Annuitäten ernstlich in Gefahr gebracht werden könnten, soll die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich den in Kapitel 8 e des Sachverständigenplans vom 7. Juli 1929 erwähnten beratenden Sonderausschuss einberufen.

Der beratende Sonderausschuss soll alsbald die Lage unter allen Gesichtspunkten untersuchen, wie es im Neuen Plan vorgesehen ist, und soll den Gläubigerregierungen und der Bank zur Erwägung unterbreiten, welche Massnahmen nach seiner Ansicht hinsichtlich der Anwendung des Planes ergriffen werden sollten.

In Anwendung von Ziffer 124 des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 soll jede Empfehlung des Ausschusses, die die Rechte der Gläubigerregierungen berührt, die Gläubigerregierungen nicht binden, es sei denn, dass sie von den Gläubigerregierungen, die an der Entscheidung vom 16. September 1928 über die Einberufung des Sachverständigenausschusses teilgenommen haben, angenommen und bestätigt ist. Ebenso soll jede Empfehlung, die die Rechte der Deutschen Regierung berührt, diese nicht binden, es sei denn, dass sie von ihr angenommen und bestätigt ist.

VI.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, während des Zeitraums bis zum 31. März 1966 bei der Bank ein unverzinsliches Guthaben von 50 vom Hundert des verbleibenden Durchschnittsguthabens des Treuhänderannuitätenkontos zu unterhalten. Das Guthaben darf jedoch 100 Millionen Reichsmark nicht übersteigen.

Zu diesem Zwecke soll die Bank der Deutschen Regierung und den Gläubigerregierungen monatlich den durchschnittlichen Saldo am Schluss jedes Werktages mitteilen, den die Gläubigerregierungen als unverzinsliche Einlage während dieses Monats aus den deutschen Zahlungen nach dem Dawes-Plan oder dem Neuen Plan bis zu der Zeit stehen gelassen haben, zu der sie von den Gläubigerregierungen abgezogen werden.

Die erste Einlage wird die Deutsche Regierung fünfzehn Tage nach dem Inkrafttreten des Planes an die Bank zahlen. Dabei wird der Betrag der Einlage nach dem Durchschnitt der täglichen oben erwähnten Salden berechnet, die bei dem Generalagenten für Reparationszahlungen oder der Bank während des zwei Tage vor dem Zeitpunkt der Einlage endenden Monate stehen gelassen worden sind; die Beträge, die der Deutschen Regierung gemäss Anlage III des Haager Protokolls vom 31. August 1929 zurückzahlen sind, werden hierbei nicht berücksichtigt.

Die Einlage soll in der so errechneten Höhe einen Monat stehen bleiben. Am Ende dieses Zeitraums wird die Einlage, auf der Grundlage des Durchschnitts der täglichen oben erwähnten Salden während der zwei Werktage vor dem Zeitpunkt der Anpassung endenden Monats, durch eine weitere Einlage oder durch Abhebung eines Teils der bestehenden Einlage angepasst werden.

Eine entsprechende Anpassung soll am Ende des zweiten Monats von dem Zeitpunkt der ersten Einlage ab erfolgen.

Am Ende des dritten Monats und darauf in Zeiträumen von drei Monaten soll die Einlage auf der Grundlage des Durchschnitts der oben erwähnten täglichen Salden während der drei Monate angepasst werden, die zwei Werktage vor dem Zeitpunkt jeder solchen Anpassung enden.

Die in diesem Absatz erwähnten Zeiträume können durch Vereinbarung zwischen den beteiligten Regierungen im Einvernehmen mit der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich geändert werden.

VII.

Die Deutsche Regierung weist im Wege der Nebensicherheit, unbeschadet ihrer allgemeinen Verantwortung für die Zahlung der Annuitäten und ihrer vollkommenen Freiheit, diese Zahlungen aus ihren allgemeinen Einnahmen zu leisten und, unbeschadet der für die deutsche äussere Anleihe von 1924 bestehenden Sicherheiten, gemäss den Bestimmungen der entsprechenden Anlage des Haager Abkommens von 1930 die Erträge der Zölle, der Tabaksteuer, der Biersteuer und der Abgabe auf Branntwein (Branntweinmonopol) für den Dienst dieser Schuldbescheinigung einschliesslich des Dienstes von Schuldverschreibungen, die nach den Bestimmungen des Planes ausgegeben werden können, an.

Die Erträge der jährlichen direkten Steuer von 660 Millionen Reichsmark, welche die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft zu entrichten hat, sind gleichfalls im Wege der Nebensicherheit für den Dienst der Annuitäten angewiesen.

Die der Deutschen Reichsbahngesellschaft obliegenden Zahlungen erfolgen gemäss der Bescheinigung dieser Gesellschaft am ersten Tage jedes Monats; sobald der volle Betrag der vorhergehenden von der Deutschen Regierung geschuldeten Monatsrate gezahlt ist, werden die von der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft bewirkten Zahlungen unverzüglich nach ihrem Eingang an die Deutsche Regierung überwiesen.

VIII.

Die Verpflichtung der Deutschen Regierung hinsichtlich der in dieser Schuldbescheinigung vorgesehenen Annuitäten ist erst dann erfüllt, wenn alle Beträge, deren Transfer oder Zahlung von Zeit zu Zeit aufgeschoben werden kann, tatsächlich in voller Höhe an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in zugelassenen, anderen Währungen als Reichsmark überwiesen oder für Sachlieferungen verwendet worden sind.

IX.

Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich wird am Ende jedes Annuitätenjahres und, wenn sie von der Deutschen Regierung die auf Grund der gegenwärtigen Schuldbescheinigung geschuldeten Summen erhalten hat, ihr den dem genannten Annuitätenjahr entsprechenden Kupon zurückgeben. Die Schuldbescheinigung wird zurückgegeben, wenn alle Kupons eingelöst sind.

X.

Die vorstehenden Bestimmungen lassen die in der gegenwärtigen Schuldbescheinigung nicht behandelten Vorschriften des Neuen Planes unberührt.

ANNUITÄTEN-KUPON NR.

(OHNE DEN DIENST DER DEUTSCHEN ÄUSSEREN ANLEIHE VON 1924.)

ABSCHNITT A.

Das Deutsche Reich wird den Gläubigermächten zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für den nicht aufschiebbaren Teil der Annuität für die Zeit vom 19 bis 19 den Betrag von 612 000 000 Reichsmark zahlen.

ABSCHNITT B.

Das Deutsche Reich wird den Gläubigermächten zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für den aufschiebbaren Teil der Annuität für die Zeit vom 19 bis 19 den Betrag von Reichsmark zahlen.

Auf diesen Kupon finden die in der Schuldscheinigung enthaltenen entsprechenden Bestimmungen Anwendung.

Die jeweiligen Zahlungen sind auf der Rückseite dieses Kupons zu vermerken. Nach der vollständigen Bezahlung des obengenannten Betrages ist dieser Kupon der Deutschen Regierung zurückzugeben.

BERLIN, den

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

Auf diesen Kupon finden die in der Schuldscheinigung enthaltenen entsprechenden Bestimmungen Anwendung.

Die jeweiligen Zahlungen sind auf der Rückseite dieses Kupons zu vermerken. Nach der vollständigen Bezahlung des obengenannten Betrages ist dieser Kupon der Deutschen Regierung zurückzugeben.

BERLIN, den

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

ANNEXE III.

ANNEX III.

CERTIFICAT DE DETTE DU REICH ALLEMAND.

DEBT CERTIFICATE OF THE GERMAN REICH.

I.

I.

Le Gouvernement allemand prend, par le présent certificat, l'engagement solennel régi par les stipulations du Nouveau Plan, au sens de l'article premier de l'Accord de La Haye de janvier 1930, d'acquitter entre les mains de la Banque des règlements internationaux en sa qualité de mandataire (*Trustee*) des Puissances créancières, à l'exclusion de tout autre mandataire et de tout paiement direct entre les mains de tels d'entre ses créanciers, et conformément aux modalités qui suivent, les annuités figurant au tableau ci-dessous plus les sommes requises pour le service de l'Emprunt extérieur allemand tel qu'il est prévu au *General Bond* en date du 10 octobre 1924. Les paiements afférents aux annuités dudit tableau s'effectueront par versements mensuels égaux, opérés le quinze de chaque mois et, si le quinze n'est pas un jour ouvrable, le jour ouvrable suivant.

The German Government, by this present Certificate, undertakes a solemn engagement subject to the stipulations of the New Plan as defined by Article I of the Agreement of The Hague of January 1930, to pay to the Bank for International Settlements as Trustee for the Creditor Powers, and not to any other agent nor by way of direct payment to any one of its creditors, and in conformity with the following provisions, the annuities set out in the following table plus the sums required for the service of the German External Loan 1924 as provided in the General Bond dated October 10th, 1924. The annuities set out in the table shall be paid by equal monthly instalments on the 15th of each month and if the 15th is not a working day then on the working day next following.

		Millions de Reichsmarks	
1 ^{er} septembre 1929-31 mars 1930		676.9	
1 ^{er} avril 1930	» 1931	1641.6	
» 1931	» 1932	1618.9	
» 1932	» 1933	1672.1	
» 1933	» 1934	1744.9	
» 1934	» 1935	1807.5	
» 1935	» 1936	1833.5	
» 1936	» 1937	1880.3	
» 1937	» 1938	1919.8	
» 1938	» 1939	1938.1	
» 1939	» 1940	1983.4	
» 1940	» 1941	2096.1	
» 1941	» 1942	2114.6	
» 1942	» 1943	2131.9	
» 1943	» 1944	2128.2	
» 1944	» 1945	2141.4	
» 1945	» 1946	2137.7	
» 1946	» 1947	2133.4	

		Millions of Reichsmarks	
September 1, 1929-March 31, 1930		676.9	
April 1, 1930	» 1931	1641.6	
» 1931	» 1932	1618.9	
» 1932	» 1933	1672.1	
» 1933	» 1934	1744.9	
» 1934	» 1935	1807.5	
» 1935	» 1936	1833.5	
» 1936	» 1937	1880.3	
» 1937	» 1938	1919.8	
» 1938	» 1939	1938.1	
» 1939	» 1940	1983.4	
» 1940	» 1941	2096.1	
» 1941	» 1942	2114.6	
» 1942	» 1943	2131.9	
» 1943	» 1944	2128.2	
» 1944	» 1945	2141.4	
» 1945	» 1946	2137.7	
» 1946	» 1947	2133.4	

		Millions de Reichsmarks				Millions of Reichsmarks	
1 ^{er} avril	1947	31 mars	1948	April 1,	1947	March 31,	1948
»	1948	»	1949	»	1948	»	1949
»	1949	»	1950	»	1949	»	1950
»	1950	»	1951	»	1950	»	1951
»	1951	»	1952	»	1951	»	1952
»	1952	»	1953	»	1952	»	1953
»	1953	»	1954	»	1953	»	1954
»	1954	»	1955	»	1954	»	1955
»	1955	»	1956	»	1955	»	1956
»	1956	»	1957	»	1956	»	1957
»	1957	»	1958	»	1957	»	1958
»	1958	»	1959	»	1958	»	1959
»	1959	»	1960	»	1959	»	1960
»	1960	»	1961	»	1960	»	1961
»	1961	»	1962	»	1961	»	1962
»	1962	»	1963	»	1962	»	1963
»	1963	»	1964	»	1963	»	1964
»	1964	»	1965	»	1964	»	1965
»	1965	»	1966	»	1965	»	1966
»	1966	»	1967	»	1966	»	1967
»	1967	»	1968	»	1967	»	1968
»	1968	»	1969	»	1968	»	1969
»	1969	»	1970	»	1969	»	1970
»	1970	»	1971	»	1970	»	1971
»	1971	»	1972	»	1971	»	1972
»	1972	»	1973	»	1972	»	1973
»	1973	»	1974	»	1973	»	1974
»	1974	»	1975	»	1974	»	1975
»	1975	»	1976	»	1975	»	1976
»	1976	»	1977	»	1976	»	1977
»	1977	»	1978	»	1977	»	1978
»	1978	»	1979	»	1978	»	1979
»	1979	»	1980	»	1979	»	1980
»	1980	»	1981	»	1980	»	1981
»	1981	»	1982	»	1981	»	1982
»	1982	»	1983	»	1982	»	1983
»	1983	»	1984	»	1983	»	1984
»	1984	»	1985	»	1984	»	1985
»	1985	»	1986	»	1985	»	1986
»	1986	»	1987	»	1986	»	1987
»	1987	»	1988	»	1987	»	1988

Le service de l'emprunt extérieur allemand de 1924 constituera une part des annuités payables pendant les années correspondant à celles où des annuités seront dues jusqu'à ce que ledit emprunt soit intégralement remboursé; et les sommes requises pour son service, telles que les fixeront ses Trustees, s'ajouteront chaque année aux sommes spécifiées au tableau précédent et contribueront à former le total de chaque annuité due. Les sommes annuellement payables pour le service de l'emprunt seront considérées comme des paiements faits au compte de la part non différable des annuités correspondantes et seront transférées, dès qu'elles auront été reçues, au crédit des Trustees pour l'emprunt extérieur allemand 1924.

The service of the German External Loan, 1924, shall constitute a part of the Annuities payable during the respective Annuity years until said Loan is fully redeemed, and the amount required for the service of the Loan in each Annuity year as determined by the Trustees of said Loan shall be added to the amounts specified in the foregoing table in determining the aggregate sum of each Annuity payable thereunder. The annual amounts payable for the service of the Loan shall be treated as payments on account of the non-postponable portion of the respective annuities and shall be transferred when received to the credit of the Trustees for the German External Loan, 1924.

II.

1. Sauf en période de suspension des transferts de la fraction différable d'annuités, les versements mensuels du Reich devront s'effectuer en monnaies autres que le reichsmark.

2. Toutefois, en vue de l'exécution des programmes relatifs aux livraisons en nature et des procédures de *Réparation Recovery Acts*, et en vue des dépenses d'administration encourues en Allemagne, la Banque des Règlements Internationaux pourra demander qu'une partie correspondante de ces versements soit faite en reichsmarks.

3. La Banque des Règlements Internationaux pourra faire connaître au Gouvernement allemand, en même temps qu'à la Reichsbank, au moins un mois avant l'échéance des sommes dues, ses préférences relativement aux monnaies qu'elle désire voir porter à son compte. Si ces préférences ne sont pas observées, le Gouvernement allemand pourra opérer les paiements de telles parts des annuités allemandes qui ne sont pas destinées au service de l'Emprunt extérieur allemand de 1924 dans les monnaies des pays créanciers dont les ressortissants ont été membres du Comité d'Experts de 1929 et dans une proportion aussi voisine que possible de la part revenant à chacun d'eux, étant toutefois entendu que les paiements en monnaies autres que le reichsmark qui ne sont pas sur la base de l'étalon-or ou de change-or, ne seront effectués qu'avec l'assentiment de la Banque des Règlements Internationaux.

4. La Banque des Règlements Internationaux donnera décharge au Gouvernement allemand de toutes les sommes dont il effectuera ou provoquera le paiement en vertu de ce certificat. Le reçu notera les monnaies reçues, mais le Gouvernement allemand sera crédité de l'équivalent de ces monnaies en reichsmarks.

En période de fonctionnement normal du Nouveau Plan, la quittance donnant crédit aux reichsmarks pour les paiements effectués au compte de la Banque des Règlements Internationaux par le Gouvernement allemand ou au nom du Gouvernement allemand pour l'exécution du Nouveau Plan constituera une décharge complète et suffisante des obligations du Gouvernement allemand en ce qui concerne ces paiements.

Si la suspension des transferts a lieu, en totalité ou en partie, la quittance donnant crédit en reichsmarks constituera une décharge complète et suffisante des obligations du Gouvernement allemand, en ce qui concerne tous les paiements au compte de Trust des annuités effectués en monnaies autres que le reichsmark et en ce qui concerne la fraction des paiements effectués en Reichsmarks qui, de l'avis de la Banque, sont utilisés comme fonds courants pour les livraisons ou prestations en

II.

1. Except for any period in which the transfer of the postponable portion of the annuity is suspended, the monthly payments of the Reich must be made in currencies other than the reichsmark.

2. Provided always that with a view to the execution of the programmes relating to deliveries in kind and of the arrangements under the *Reparation Recovery Acts*, and with a view to meeting any administrative expenses incurred in Germany the Bank of International Settlements may request that a corresponding part of these payments may be made in reichsmarks.

3. The Bank may notify to the German Government and the Reichsbank simultaneously one month at least in advance of the payment dates the Bank's preferences with respect to the currencies in which payment is to be made. In case these preferences are not complied with, the Government of the Reich may make payment of such parts of the German annuities as do not relate to the service of the German External Loan, 1924, in the currencies of the Creditor countries whose nationals were members of the Committee of Experts of 1929, divided as nearly as possible in proportion to their respective shares, it being, however, understood that payments in currencies other than the reichsmark which are not on a gold or gold exchange standard shall be made only with the consent of the Bank.

4. The Bank for International Settlements shall give its receipt to the German Government for all sums which it pays or causes to be paid under this Certificate. The receipt shall make note of the currencies received, but credit shall be given to the German Government in the reichsmark equivalent of these currencies.

The Bank's receipt giving credit in reichsmarks for payments made to the Bank for International Settlements by the German Government or on its behalf for the execution of the New Plan, shall during the normal operation of the New Plan constitute a complete and sufficient discharge of the obligations of the German Government with respect to such payments.

Should, however, transfer postponement be in whole or partial effect, the Bank's receipt giving credit in reichsmarks shall constitute a complete and sufficient discharge of the obligations of the German Government with respect to all payments into the Annuity Trust Account made in foreign exchange and with respect to such portions of the payments made in reichsmarks as in the opinion of the Bank provide current funds for deliveries in kind or services. As to the remainder, the receipt

nature. En ce qui concerne le solde, la quittance a seulement le caractère d'une reconnaissance temporaire.

5. Le Gouvernement allemand prend l'engagement que le reichsmark aura et conservera sa convertibilité en or ou en devises, comme il est prévu à l'article 31 de la loi sur la Banque du 30 août 1924 et que, dans toutes circonstances, aux fins générales du Nouveau Plan, il aura et conservera une parité monétaire de 1/2790 kg. d'or fin suivant la définition des monnaies contenues dans la loi du 30 août 1924 sur la frappe des monnaies.

Les sommes versées en monnaies autres que le reichsmark au compte de trust des annuités seront calculées en reichsmarks sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent à la moyenne des cours moyens (*Mittelkurs*) en vigueur à la Bourse de Berlin pendant la période de quinze jours précédant le date du paiement.

III.

1. Au présent certificat sont attachés des coupons représentant chacun la totalité d'une annuité à payer, déduction faite des sommes requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Chaque coupon est divisé en deux parties : la partie A représente la fraction de l'annuité mobilisable et non différable, la partie B, la fraction différable de chaque annuité. Chacune de ces deux parties du coupon d'annuité jouit de droits absolument égaux, sauf en ce qui concerne les possibilités de moratoire ci-dessous prévues.

2. La Banque répartira les fonds afférents aux parts mobilisées ou mobilisables des coupons d'annuité entre l'ensemble des porteurs de titres et les Etats créanciers au prorata des droits de chacun à participer à la fraction des coupons d'annuité non différable sans qu'une priorité quelconque puisse être reconnue à aucune tranche ou aucune créance. Elle répartira les fonds afférents aux parts non mobilisables des coupons d'annuité entre les Etats créanciers, le transfert de ces fonds ne devant avoir lieu qu'après le transfert des fonds afférents aux parts mobilisées ou mobilisables des coupons d'annuité.

IV.

1. Les sommes correspondant au service de l'intérêt et à l'amortissement des fractions mobilisables ou mobilisées des coupons d'annuité devront être versées à la Banque en monnaies autres que les reichsmark par le Gouvernement allemand sans aucune réserve, c'est à dire sous sa seule responsabilité : le service financier de ces fractions mobilisables ou mobilisées des annuités constituera une obligation internationale définitive, absolue et inconditionnelle, au sens financier ordinaire du mot.

of the Bank shall be in the nature of a temporary acknowledgment only.

5. The German Government undertakes that the reichsmark shall have and retain its convertibility into gold or devisen as contemplated in Section 31 of the Reichsbank Law of the 30th August, 1924, and that in all circumstances for the general purposes of the New Plan the reichsmark shall have and shall retain a mint parity of 1/2790 kilogramme of fine gold as defined in the German Coinage Law of the 30th August, 1924.

Sums paid in currencies other than reichsmarks into the Annuity Trust Account shall be calculated in terms of reichsmarks subject to the provisions of the last preceding paragraph at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the fifteen days preceding the date of payment.

III.

1. To this Certificate are attached coupons representing each the whole of one annuity payable, after deduction of the amounts required for the service of the German External Loan, 1924 ; each coupon is divided into two parts—Part A represents that part of the annuity which is mobilisable and non-postponable ; Part B the postponable portion of each annuity. Each part of the annuity coupon enjoys absolutely equal rights throughout except with regard to the possibility of postponement hereinafter provided for.

2. The Bank shall distribute moneys in payment of the mobilised or mobilisable portions of the annuity coupon among the whole of the bondholders and the creditor Governments in proportion to the rights of each to share in the portion of the annuity coupons not subject to postponement, without allowing a priority of any kind to any tranche or to any claim. It will distribute the moneys relating to the non-mobilisable portion of the annuity coupons amongst the creditor Governments, the transfer of these moneys taking place only after the transfer of the moneys relating to the mobilised or mobilisable portion of the annuity coupon.

IV.

1. The service of interest and amortisation of the mobilisable or mobilised portions of the annuity coupons shall be paid to the Bank in currencies other than the reichsmark by the German Reich without any reservation, *i.e.*, on its own responsibility. The financial service of these mobilisable or mobilised portions of the annuities shall constitute a final and unconditional international obligation in the ordinary financial sense of the word.

2. Le Gouvernement allemand s'engage, en outre, à substituer aux coupons (Partie A), à la requête de la Banque des Règlements internationaux agissant comme mandataire des Puissances créancières et dans la mesure que cette dernière jugera opportune, des titres libellés à son nom, représentant, dans les mêmes conditions que le présent certificat et les coupons mentionnés, un engagement du Reich. Le montant et la forme des titres et la spécification de la ou des monnaies en laquelle ou lesquelles ils devront être émis seront fixés par la Banque.

3. Au cas où ces titres seraient destinés, par un ou plusieurs des Etats créanciers, à des émissions intérieures d'obligations allemandes liées à des opérations de conversion de leurs dettes nationales, ils ne pourront être cotés que sur le marché de la Puissance créancière émettrice.

4. Dans la mesure où des emprunts au titre des réparations (de caractère général ou de conversion) étant susceptibles de remboursement anticipé d'après les conditions posées lors de leur émission, l'Allemagne en aura effectué le rachat, la partie de l'annuité destinée au service de l'emprunt ainsi racheté reviendra alors à l'Allemagne. Il est entendu que la Banque s'efforcera, dans toute la mesure du possible, que les emprunts ne soient pas émis sans qu'il soit accordé à l'Allemagne un droit approprié de rachat anticipé.

5. L'Allemagne aura le droit de racheter en totalité ou en partie les annuités (parties A et B des coupons) non encore mobilisées, sur la base d'un taux d'escompte de 5 et demi pour cent.

V.

1. Le paiement de la fraction différable d'annuité sera fait à la Banque des Règlements internationaux par le Gouvernement allemand dans les mêmes conditions que celui de la fraction mobilisée ou mobilisable des coupons d'annuité.

2. Néanmoins,

a) Les titres correspondant à la fraction non mobilisable des coupons d'annuité ne pourront être créés qu'avec le consentement du Gouvernement allemand ;

b) Le Gouvernement allemand pourra faire usage, en ce qui concerne ladite fraction non mobilisable, du droit de suspendre les transferts ou les paiements dans les conditions suivantes :

3. En donnant un préavis d'au moins 90 jours, le Gouvernement allemand aura le droit de suspendre, pour une période de deux années au maximum à partir de la date des échéances de versements, la totalité ou une partie des transferts de la fraction différable de l'annuité. La suspension

2. Furthermore, upon the request of the Bank for International Settlements, acting as trustee of the Creditor Powers, if and in so far as the Bank considers such a course opportune, Germany undertakes to substitute for Part A of the coupons issuable bonds bearing its name, representing, on the same conditions as this Certificate and the said coupons, an obligation of the Reich. The amount and form of these bonds and the specification of the currency in which they shall be issued shall be fixed by the Bank.

3. If any one or more of the Creditor States should intend to utilise internal issues of German bonds in connection with operations for the conversion of national debt, such bonds shall be quoted only on their market of issue.

4. If and in so far as Germany shall redeem reparation loans (general or conversion loans) which can be redeemed before their due date according to the issue conditions, the part of the annuity destined for the service of the loan so redeemed will accrue to Germany. It is understood that the Bank will, as far as possible, make every effort to secure that loans will not be issued without granting to Germany an appropriate right of anticipated redemption.

5. Germany shall have the right to redeem all or any part of the not yet mobilised annuities (Parts A and B of the coupons) on a basis of 5 ½ per cent. discount.

V.

1. The payment of the non-mobilisable portion of the annuity coupons shall be made to the Bank for International Settlements by the German Government in the same conditions as that of the mobilised or mobilisable portion of the annuity coupons.

2. Nevertheless:

(a) Bonds representing the non-mobilisable portion of the annuity coupons cannot be created except with the consent of the German Government.

(b) It is in respect of the non-mobilisable portion of the annuity coupons that the German Government may avail itself of the right of postponing transfer or payment on the following conditions.

3. The German Government, by giving at least 90 days' previous notice, shall have the right to suspend for a maximum period of two years from its due date all or part of the transfer of the postponable part of the annuity. Transfer postponement thus declared shall affect the postponable

des transferts ainsi déclarée ne devra se porter sur l'annuité conditionnelle qu'à partir de la date où la suspension des transferts entrera en vigueur.

4. Si, au cours d'une année quelconque, le Gouvernement allemand utilise le pouvoir qui lui est ainsi conféré, les transferts venant à échéance au cours de toute seconde année, ne pourront pas être suspendus pour plus d'une année à partir de la date où ils auraient dû respectivement avoir lieu, à moins que les transferts arrivant à échéance au cours de la première année n'aient été effectués intégralement, auquel cas les transferts venant à échéance pendant cette seconde année pourront être suspendus pour deux années à partir de la date où ils auraient dû respectivement avoir lieu. Les transferts venant à échéance au cours de toute troisième année ne pourront nullement être suspendus avant que les transferts arrivant à échéance au cours de la première année n'aient été effectués en totalité.

5. Pendant tout le temps de la suspension des transferts, mais pas avant une année à partir de son entrée en vigueur, le Gouvernement allemand aura le droit de suspendre, pour une année, le paiement de 50 pour cent de toutes sommes dont le transfert sera alors susceptible de suspension dans les conditions ci-dessus prévues. Ce pourcentage pourra être augmenté sur la recommandation du comité consultatif institué conformément au chapitre VIII *e*) du Plan des Experts de 1929.

6. Toute somme en reichsmarks dont le transfert est suspendu devra être déposée à la Reichsbank au compte de la Banque des Règlements internationaux pour libération ultérieure contre transfert en monnaies étrangères, par le Gouvernement allemand, des sommes non absorbées par les livraisons en nature. En tout temps, l'utilisation des reichsmarks ainsi déposés, soit en vue de placements, soit sous forme de livraisons en nature, devra être subordonnée à un accord entre la Reichsbank et la Banque des Règlements internationaux.

7. Dans la détermination de la façon d'utiliser ces sommes, il sera tenu compte de la possibilité d'établir des programmes spéciaux conformément à la procédure prévue à l'appendice I de l'annexe II du Protocole de La Haye du 31 août 1929.

8. Un intérêt dont le taux sera supérieur de 1 pour cent au taux d'excompte de la Reichsbank en vigueur ou bien un intérêt au taux de 5 ½ pour cent et, dans tous les cas, le moins élevé des deux devra être versé chaque semestre par le Gouvernement allemand sur le montant quotidien des sommes dont le transfert ou le paiement aura été différé et qui n'auront pas été placées ou utilisées pour des livraisons en nature. L'intérêt en question sera traité à tous points de vue d'une façon

annuity as and from that date on which transfer postponement becomes effective.

4. If, during any annuity year, the German Government shall avail itself of this power, the transfers falling due during any second year cannot be postponed for more than one year from their respective due dates, unless and until the transfers due during the first year shall have been effected in full, in which case the transfers due during such second year may be postponed two years from their respective due dates; and the transfers due during any third year cannot be postponed at all until the transfers due during the first year have been effected in full.

5. At any time when postponement of transfer is in effect but not until one year after it has become effective, the German Government shall have the right to postpone payment for one year of 50 per cent. of any sum the transfer of which shall then be susceptible of postponement under the conditions stated above. This percentage may be increased upon the recommendation of the Advisory Committee provided for in part VIII *(e)* of the Report of the Experts of 1929.

6. Any sum in reichsmarks the transfer of which is postponed shall be deposited to the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank for eventual release of balances not absorbed by deliveries in kind, against payments in foreign currencies by the German Government. At all times the employment, whether for investment or for deliveries in kind, of reichsmarks so deposited shall be subject to agreement between the Reichsbank and the Bank for International Settlements.

7. In settling the way in which these sums are to be employed account shall be taken of the possibility of establishing special programmes in conformity with the procedure, provision for which is made in Appendix I to Annex II to The Hague Protocol of the 31st August, 1929.

8. Interest at the rate of 1 per cent. per annum above the prevailing Reichsbank discount rate, or 5 ½ per cent., whichever is lower, shall be paid half-yearly by the German Government on the daily amount of the sums the transfer or payment of which has been postponed and which have not been invested or utilised for deliveries in kind. This interest shall be treated in all respects similarly to the principal sum upon which it accrues, and the return upon that portion of the

semblable à la somme en capital qu'il rémunère. Le produit de la partie des fonds qui auront été placés reviendra au compte des gouvernements créanciers.

9. A l'expiration de toute période à l'égard de laquelle, une suspension totale ou partielle de transfert ou de paiement a été déclarée pour tout paiement mensuel, le paiement ou la partie de ce paiement dont le transfert ou l'exécution auront été ainsi suspendus deviendra immédiatement payable à la Banque des Règlements internationaux en devises étrangères, à l'exception de toutes sommes dont les Puissances créancières auront déjà bénéficié sous une autre forme, conformément au nouveau Plan. Cette clause ne modifie en rien les fonctions du comité consultatif spécial, telles qu'elles sont prévues dans le Nouveau Plan.

10. Au cas d'une déclaration de suspension par l'Allemagne ou à tout moment où le Gouvernement allemand aura déclaré aux Gouvernements créanciers et à la Banque des Règlements internationaux qu'en bonne foi il est arrivé à la conclusion que le change et la vie économique de l'Allemagne seraient sérieusement mis en danger par le transfert pour tout ou partie, de la part différable des annuités, la Banque des Règlements Internationaux convoquera le comité consultatif spécial prévu au chapitre VIII *e*) du Plan des Experts du 7 juin 1929.

Le comité consultatif spécial examinera sur le champ la situation sous tous ses aspects comme le prévoit le Plan et soumettra à l'examen des Gouvernements et à la Banque les mesures qui, à son avis, devront être prises eu égard à l'exécution du Plan.

En exécution de l'article 124 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, toute recommandation du comité pouvant affecter les droits des Gouvernements créanciers ne liera pas ces gouvernements à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par les Gouvernements créanciers ayant participé à la décision du 16 septembre 1928 portant création du Comité des Experts. De même, toute recommandation pouvant affecter les droits du Gouvernement allemand ne liera pas ce gouvernement à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par lui.

VI.

Le Gouvernement allemand s'engage à maintenir à la Banque pendant la période s'écoulant jusqu'au 31 mars 1966 un dépôt sans intérêt, équivalent à 50 pour cent du dépôt moyen restant au compte de Trust des annuités mais ne dépassant pas 100 millions de reichsmarks.

A cet effet, la Banque des Règlements internationaux certifiera chaque mois au Gouvernement allemand et aux gouvernements créanciers la

funds actually invested shall be for the account of the Creditor Powers.

9. At the end of any period in respect of which a total or partial postponement of transfer or payment has been declared for any monthly instalment, the instalment or part thereof the transfer or payment of which has been so postponed shall become immediately payable to the Bank for International Settlements in foreign currencies, with the exception of any amounts of which the Creditor Powers have already had the benefit in some other form in pursuance of the New Plan. This clause modifies in no way the functions of the Special Advisory Committee provided for in the New Plan.

10. In the event of any declaration of postponement made by Germany or at any other time when the German Government declares to the Creditor Governments and to the Bank for International Settlements, that it has come to the conclusion in good faith that Germany's exchange and economic life may be seriously endangered by the transfer in part or in full of the post-ponable portion of the annuities, the Bank for International Settlements shall convene the Special Advisory Committee mentioned in Chapter VIII (*e*) of the Experts' Plan of the 7th June, 1929.

The Special Advisory Committee shall forthwith consider the situation in all its aspects, as provided in the Plan, and shall indicate for consideration by the Governments and the Bank what, in their opinion, are the measures that should be taken in regard to the application of the Plan. In application of Article 124 of the Report of the Experts of the 7th June, 1929, any recommendation of the Committee affecting the rights of the Creditor Governments shall not bind the Creditor Governments unless it is accepted and confirmed by the Creditor Governments who participated in the decision of September 16th, 1928, to set up the Committee of Experts. Similarly, any recommendation affecting the rights of the German Government shall not bind the German Government unless it is accepted and confirmed by that Government.

VI.

The German Government undertakes during the period up to March 31st, 1966, to maintain at the Bank for International Settlements a non-interest bearing deposit equivalent to 50 per cent. of the average deposit remaining in the Annuity Trust Account, but not exceeding 100 million reichsmarks.

The Bank shall to this end certify to the German Government and to the Creditor Governments every month the average of the balance at the

moyenne des soldes laissés à la fin de chaque jour ouvrable par les Gouvernements créanciers en dépôt sans intérêt durant ce mois, et provenant des paiements allemands sous le régime du Plan Dawes ou sous le régime du Nouveau Plan jusqu'à la date de leur retrait par les Gouvernements créanciers.

Le premier dépôt sera versé par le Gouvernement allemand à la Banque quinze jours après la mise à exécution du Nouveau Plan, le montant de ce dépôt étant calculé sur la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus laissés chez l'agent général des paiements de réparations ou chez la Banque pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date du dépôt, à l'exclusion des sommes restituables au Gouvernement allemand en vertu de l'annexe III au Protocole de La Haye du 31 août 1929.

Le dépôt sera maintenu au montant ainsi calculé pendant un mois. A la fin de cette période, le dépôt sera ajusté par un dépôt supplémentaire ou par le retrait d'une partie du dépôt existant, sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de l'ajustement.

Un ajustement semblable aura lieu à la fin du second mois à partir de la date du premier dépôt.

A la fin du troisième mois et ultérieurement, à intervalles de trois mois, le dépôt sera ajusté sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus durant les trois mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de chacun de ces ajustements. Les périodes visées au présent alinéa pourront être modifiées par accord entre les gouvernements intéressés et avec l'assentiment de la Banque des Règlements internationaux.

VII.

A titre de garantie collatérale, le Gouvernement allemand, sans préjudice de sa responsabilité générale pour le paiement des annuités et de sa liberté entière d'effectuer ces paiements sur ses revenus généraux comme sans préjudice des garanties affectées au service de l'Emprunt extérieur allemand 1924 affecte selon les stipulations de l'annexe correspondante de l'Accord de La Haye de janvier 1930, le produit des droits de douane, des impôts sur le tabac, la bière et l'alcool (Administration du Monopole) au service du présent certificat, y compris le service de toutes obligations qui pourraient être émises dans les conditions prévues par le Nouveau Plan.

Le produit de la taxe annuelle directe de 660 millions de reichsmarks payable par la Compagnie collatérale au service des annuités. Le montant de l'obligation de la Compagnie des chemins de fer allemands sera payé, conformément au certificat de dette émanant de cette compagnie, le premier

close of each working day left by the Creditor Governments on deposit without interest during that month, in respect of the sums arising from the German payments under the Dawes Plan or under the New Plan up to the time when they are drawn out by the Creditor Governments.

The first deposit will be paid by the German Government to the Bank fifteen days after the putting into execution of the New Plan, the amount of the deposit being calculated on the average of the daily balances above mentioned left with the Agent-General for Reparation Payments or the Bank during the months ending two working days prior to the date of deposit, excluding sums returnable to the German Government under Annex III of The Hague Protocol of August 31st, 1929.

The deposit shall be maintained at the amount so calculated during one month. At the end of this period the deposit will be adjusted by a further deposit or by the withdrawal of part of the existing deposit, on the basis of the average of the daily balances referred to above during the months ending two working days before the date of the adjustment.

A similar adjustment will take place at the end of the second month from the date of the first deposit.

At the end of the third month, and thereafter, at intervals of three months, the deposit shall be adjusted on the basis of the average of the daily balances referred to above during the three months ending two working days before the date of each such adjustment. The intervals referred to in this paragraph may be changed by agreement between the Governments concerned with the concurrence of the Bank for International Settlements.

VII.

As a collateral guarantee the German Government, without prejudice to its general liability for payment of the annuities and its complete freedom to make these payments out of its general revenues and without prejudice to the securities for the German External Loan, 1924, assigns, in pursuance of the provisions of the relative Annex of the Agreement of The Hague of January, 1930, the proceeds of the customs, tobacco, beer and alcohol (Monopoly Administration) duties to the service of the present Certificate, including the service of any bonds which may be issued in accordance with the New Plan.

The proceeds of the annual direct tax of 660 million reichsmarks payable by the German Railway Company are also assigned as a collateral guarantee to the service of the annuities. The amounts of the obligation of the German Railway Company will be paid in accordance with the

jour de chaque mois. Au cas où le montant intégral de la mensualité précédente due par le Gouvernement allemand aurait été payé, les sommes ainsi versées par la Compagnie des chemins de fer allemands seront, dès réception, immédiatement transférées au Gouvernement allemand.

VIII.

L'engagement du Gouvernement allemand relatif aux annuités qu'envisage ce certificat ne sera pas considéré comme exécuté avant que toutes les sommes dont le transfert ou le paiement peut être suspendu de temps à autre n'aient été, soit intégralement transférées à la Banque des Règlements internationaux sous forme de monnaies approuvées autres que le reichsmark soit utilisées pour des livraisons en nature.

IX.

A la fin de chaque période d'annuité et quand la Banque des Règlements internationaux aura reçu du Gouvernement allemand les sommes dues en vertu du présent certificat, elle lui remettra le coupon correspondant aux paiements de ladite période d'annuité. Le certificat sera remis lorsque tous les coupons auront été payés.

X.

Les dispositions qui précèdent ne sauraient être considérées comme portant atteinte aux stipulations du Nouveau Plan qui ne sont pas traitées au présent certificat.

COUPON D'ANNUITÉ (NE COMPRENANT PAS LE SERVICE DE L'EMPRUNT EXTÉRIEUR ALLEMAND 1924).

PARTIE A.

Le Gouvernement allemand payera aux Puissances créancières, entre les mains de la Banque des Règlements internationaux, à titre de partie non différable de l'Annuité, pour la période du 19..... au, 19....., la somme de 612.000.000 de reichsmarks.

Au présent coupon s'appliquent les dispositions correspondantes qui figurent au certificat.

Les paiements successifs seront notés sur le verso du présent coupon. Après paiement intégral de la somme ci-dessus, le présent coupon sera rendu au Gouvernement allemand.

BERLIN, le

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

No. 2394

Certificate of Debt of that Company on the first day of each month, and if the full amount of the previous monthly payment due by the German Government has been paid, the amounts so paid by the German Railway Company will be transferred, immediately on their receipt, to the German Government.

VIII.

The obligation of the German Government in relation to the annuities for which this Certificate provides shall not be deemed to have been fulfilled until all sums, the transfer or payment of which may from time to time have been suspended, have been either in fact completely transferred to the Bank for International Settlements in the shape of approved currency other than the reichsmark or employed for deliveries in kind.

IX.

At the end of each annuity period, when the Bank for International Settlements has received from the German Government the amounts due under this present Certificate, the Bank will return to the Government the coupon corresponding to the payments of that annuity period. The Certificate itself will be delivered when all the coupons have been paid.

X.

The foregoing provisions shall not be deemed to affect the provisions of the New Plan, which are not dealt with in this certificate.

ANNUITY COUPON (NOT INCLUDING THE SERVICE OF THE GERMAN EXTERNAL LOAN, 1924).

PART A.

The German Reich will pay to the Creditor Powers at the Bank for International Settlements on account of the non-postponable part of the Annuity for the period from the 19....., to the, 19....., the sum of 612,000,000 reichsmarks.

The relative provisions of the Certificate apply to the present coupon.

A note of the payment of each instalment will be endorsed on the present coupon. When the full amount of the above sum has been paid this coupon will be returned to the German Government.

BERLIN, the

, 1930.

Reichsschuldenverwaltung.

(Administration of the Debt of the Reich).

PARTIE B.

Le Gouvernement allemand payera aux Puissances créancières, entre les mains de la Banque des Règlements Internationaux, à titre de partie différé de l'Annuité, pour la période du 19....., au.....19....., la somme de reichsmarks.

Au présent coupon s'appliquent les dispositions correspondantes qui figurent au certificat.

Les paiements successifs seront notés sur le verso du présent coupon. Après paiement intégral de la somme ci-dessus, le présent coupon sera rendu, au Gouvernement allemand.

BERLIN, le

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

PART B.

The German Reich will pay to the Creditor Powers at the Bank for International Settlements on account of the postponable part of the Annuity for the period from the 19....., to the 19....., the sum of reichsmarks.

The relative provisions of the Certificate apply to the present coupon.

A note of the payment of each instalment will be endorsed on the present coupon. When the full amount of the above sum has been paid this coupon will be returned to the German Government.

BERLIN, the

, 1930.

Reichsschuldenverwaltung.

(Administration of the Debt of the Reich).

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE IV.

BESCHEINIGUNG DER DEUTSCHEN REICHSBAHN-GESELLSCHAFT.

Die Unterzeichneten bestätigen durch diese Bescheinigung, dass die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft als Beitrag zu den vom Reiche aufzubringenden Jahreszahlungen für Reparationszwecke eine Reichssteuer im Betrage von jährlich 660 Millionen Reichsmark zu entrichten hat.

Diese Steuer wird in gleichen monatlichen Teilbeträgen von 55 Millionen Reichsmark nach Ablauf jedes Monats am 1. des folgenden Monats, und, wenn der 1. auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, am nächstfolgenden Werktag fällig. Sie ist unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank zu zahlen. Die Zahlungen beginnen am 1. Oktober 1929 und endigen am 1. April 1966. Die Zahlungen an den Fälligkeitstagen müssen bis neun Uhr morgens bewirkt werden.

Die Steuer ist zu entrichten nach Massgabe der Bedingungen, Vorrechte und Gewährleistungen, die durch das Reichsbahngesetz vom begründet sind, insbesondere gemäss folgenden Bedingungen :

Die Steuer ist aus den Betriebseinnahmen der Gesellschaft, im Notfall unter Heranziehung aller Rücklagen zu leisten. Sie steht im Range hinter den Personalausgaben, aber im gleichen Range wie die sächlichen Ausgaben. Sie hat den Vorrang vor jeder anderen gegenwärtig oder in Zukunft der Gesellschaft auferlegten Steuer und vor jeder sonstigen Belastung der Gesellschaft ohne Unterschied, ob die Belastung hypothekarisch gesichert ist oder nicht.

Gemäss Paragraph 5 Absatz 1 des Gesetzes vom geht die der Gesellschaft obliegende Verpflichtung zur Zahlung der Reparationssteuer für das Jahr 1965 und bis zum 31. März 1966 unter entsprechender Anwendung der vorstehenden Bestimmungen auf das gemäss Artikel 92 der Reichsverfassung zur Verwaltung der Reichseisenbahnen dann zu bildende Unternehmen über.

ANNEXE IV.

CERTIFICAT DE LA DEUTSCHE REICHSBAHN
GESELLSCHAFT.

Nous soussignés attestons par le présent certificat que la Compagnie des chemins de fer allemands versera, à titre de contribution aux annuités de réparations à payer par le Reich, une taxe du

ANNEX IV.

CERTIFICATE OF THE DEUTSCHE REICHSBAHN
GESELLSCHAFT.

By the present Certificate, the undersigned confirm that the German Railway Company has to pay, as contribution to the annuity for reparation purposes to be paid by the Reich, a Reich

Reich se montant à 660 millions de reichsmarks par an.

Cette taxe viendra à échéance à raison de mensualités égales à 55 millions de reichsmarks après expiration de chaque mois le premier jour du mois suivant, et, au cas où le premier jour du mois est un dimanche ou un jour férié, le jour ouvrable suivant ; elle sera payée directement au compte de la Banque des Règlements internationaux à la Reichsbank ; le premier versement viendra à échéance le 1^{er} octobre 1929 et le dernier le 1^{er} avril 1966. Les paiements aux jours fixés pour les échéances seront effectués avant neuf heures du matin.

Cette taxe sera versée suivant les conditions, privilèges et garanties qui sont fixés par la loi des Chemins de fer du et notamment conformément aux dispositions suivantes :

La taxe sera prélevée sur les recettes de l'exploitation de la Compagnie au besoin en ayant recours à toutes les réserves. Elle prendra rang après les dépenses de personnel et sera placée sur le même pied que les dépenses pour le matériel et les matières de consommation. Elle jouira d'une priorité par rapport à tous les autres impôts actuellement prélevés sur la Compagnie des chemins de fer ou susceptibles de l'être dans l'avenir ; elle aura également priorité sur toute autre charge hypothécaire ou non hypothécaire grevant la compagnie.

Conformément aux prescriptions de la loi du, paragraphe 5, l'obligation incombant à la compagnie de verser la taxe pour l'année 1965 et jusqu'au 31 mars 1966 sera transférée, les dispositions ci-dessus étant appliquées, à l'entreprise qui sera chargée alors de la gestion des chemins de fer du Reich, conformément à l'article 92 de la Constitution du Reich.

tax amounting to 660 million reichsmarks per annum.

This tax will fall due in equal monthly instalments of 55 million reichsmarks after the end of each month on the first day of the following month, and—where the first day happens to be a Sunday or holiday—on the following working day. It shall be paid direct into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank. The payments begin to fall due on the 1st October, 1929, and end on the 1st April, 1966. Payments on the due dates must be effected before 9 o'clock in the morning.

The tax is to be paid in accordance with the conditions, privileges and guarantees fixed by the Railway Law of, and, in particular, in conformity with the following provisions :

The Tax shall be paid out of the operating receipts of the Company with recourse, if necessary, to all reserves. It shall rank after the expenditure on personnel and on the same footing with expenditure on material and consumable stores. It shall enjoy priority over any other tax now levied on the Railway Company or which may be levied in the future, and shall rank prior to any other charge, by way of mortgage or otherwise, on the Company.

In conformity with paragraph 1 of Article 5 of the Law of, the undertaking assumed by the Company to pay the reparation tax for the year 1965 and until the 31st March, 1966, will be transferred to the organisation to be created to administer the railways of the Reich in conformity with Article 92 of the Reich Constitution, the above provisions being applied *mutatis mutandis*.

ANLAGE V.

VORSCHRIFTEN, DIE IN DAS DEUTSCHE BANKGESETZ EINZUFÜGEN ODER DARIN BEIZUBEHALTEN SIND.

§ 1.
Bleibt unverändert.

§ 2.
Bleibt unverändert.

§ 3.
Bleibt unverändert (in Verbindung mit Paragraph 5 des Münzgesetzes vom 30. August 1924).

§ 6.

Die Bank wird verwaltet durch das Reichsbankdirektorium, das aus einem Präsidenten als Vorsitzenden und der erforderlichen Anzahl von Mitgliedern besteht. Das Reichsbankdirektorium bestimmt insbesondere die Währungs-, Diskont- und Kreditpolitik der Bank.

Präsident und Mitglieder müssen deutsche Reichsangehörige sein.

Das Reichsbankdirektorium fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit ; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten.

Der Präsident wird vom Generalrat nach Anhörung des Reichsbankdirektoriums in der Weise gewählt, dass eine Mehrheit von 7 Stimmen vorhanden sein muss. Die Wahl bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten, der die Ernennungsurkunde unterzeichnet. Mit der Aushändigung der Urkunde ist der gewählte Präsident rechtmässig bestellt.

Die Ernennung der Mitglieder des Direktoriums erfolgt nach Zustimmung des Generalrats durch den Präsidenten. Die Zustimmung des Generalrats muss mit dem Stimmenverhältnis zustandegekommen sein, das für die Präsidentenwahl vorgeschrieben ist. Die Ernennung bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten. Mit der Aushändigung der Bestätigungsurkunde ist das Mitglied rechtmässig bestellt. Die Ernennung erfolgt auf einen Zeitraum von 12 Jahren, jedoch mit der Massgabe, dass jedes Mitglied des Direktoriums bei Erreichung eines Lebensalters von 65 Jahren ausscheidet.

Für die erstmalige Ernennung des Direktoriums gilt folgende Besonderheit : Die Zahl der Mitglieder des Direktoriums mit Ausnahme des Präsidenten wird in 3 Gruppen geteilt, von denen die ersten beiden gleich gross sein müssen und die dritte entweder ebenfalls die gleiche Grösse haben muss wie die beiden ersten oder, wenn das rechnerisch nicht geht, kleiner sein kann, aber so nahe als möglich an die Grösse jeder der ersten beiden Gruppen herankommen muss. In die erste Gruppe werden die an Lebensalter jüngsten, in die dritte Gruppe die an Lebensalter ältesten, in die zweite Gruppe die übrigen zu Ernennenden eingereiht. Die Mitglieder der ersten Gruppe werden auf 12 Jahre, die der zweiten Gruppe auf 8 Jahre und die der dritten Gruppe auf 4 Jahre ernannt. Die Altersgrenzen von 65 Jahren gilt auch bei der erstmaligen Wahl.

Die Amtsdauer des Präsidenten beträgt 4 Jahre. Der Präsident und die Mitglieder sind wieder wählbar.

Wenn eine Zuwahl oder Ergänzung des Reichsbankdirektoriums durch Wahl eines neuen Kandidaten stattfindet, so bedarf der zu Wählende der Zustimmung des Reichsbankdirektoriums. Die Zustimmung gilt als versagt, wenn zwei Drittel der Mitglieder gegen den zu Wählenden gestimmt haben.

Aus wichtigem Grund kann der Präsident oder ein Mitglied des Direktoriums jederzeit abberufen werden, unter Wahrung der ihnen vertraglich zustehenden Ansprüche. Diese Abberufung aus wichtigem Grunde erfolgt gegenüber dem Präsidenten durch den Generalrat mit der im Absatz 4 vorgesehenen Stimmenmehrheit, gegenüber einem Mitglied des Direktoriums gleichfalls durch den Generalrat mit der gleichen Stimmenmehrheit, jedoch nur mit Zustimmung des Präsidenten. Die Abberufung des Präsidenten oder eines Mitgliedes des Direktoriums bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten.

§ 9, Absatz 1.

Bleibt unverändert..

§ 10.

Bleibt unverändert..

§ 12.

Die Generalversammlung empfängt jährlich den Verwaltungsbericht. Sie beschliesst über die Bilanz und Gewinnverteilung nach Massgabe dieses Gesetzes.

Die Generalversammlung beschliesst ferner nach Vorschlag des Reichsbankdirektoriums mit Zustimmung des Generalrats über die Satzung der Bank und über Satzungsänderungen. Die Satzung und deren Änderungen sind vom Reichsbankdirektorium im Reichsanzeiger zu veröffentlichen.

§ 14.

Bei der Reichsbank wird ein Generalrat gebildet, der aus zehn Mitgliedern besteht. Die Mitglieder müssen deutsche Reichsangehörige sein.

§ 15.

Der Präsident des Reichsbankdirektoriums ist eines der Mitglieder und zugleich Vorsitzender des Generalrats.

Die Amtsdauer der Mitglieder des Generalrats mit Ausnahme des Präsidenten beträgt drei Jahre.

§ 16.

Die Mitglieder des Generalrats mit Ausnahme des Präsidenten werden im Wege der Kooptation durch die jeweils im Amt befindlichen Mitglieder des Generalrats gewählt vorbehaltlich der Bestätigung

durch die die deutsche Reichsangehörigkeit besitzenden Anteilseigner. Vor der Wahl findet durch den Vorsitzenden des Generalrats oder seinen Stellvertreter eine Fühlungnahme mit der Reichsregierung statt.

§ 17.

Zu Mitgliedern des Generalrats dürfen nicht bestellt werden :

- a) unmittelbare Staatsbeamte des Deutschen Reiches oder eines deutschen Landes, es sei denn, dass sie sich im dauernden Ruhestand befinden.
- b) Personen die, vom Deutschen Reiche oder einem deutschen Lande eine Bezahlung erhalten. Als Bezahlung gilt nicht eine Vergütung für frühere Dienstleistung.

§ 18.

Der Generalrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit ; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf die Wahl des Präsidenten und die Zustimmung zur Ernennung von Mitgliedern des Direktoriums.

In jeder seiner Sitzungen und wenigstens einmal im Vierteljahr soll der Generalrat die Berichte prüfen, die ihm von dem Präsidenten vorgelegt worden sind. Er fasst Beschluss über alle Vorschläge, die ihm von dem Präsidenten gemacht worden sind, jedoch ohne dass die dem Reichsbankdirektorium vorbehaltenen Rechte der Verwaltung der Bank dadurch beeinträchtigt werden dürfen.

§ 21 (Schlussabsatz).

Alle nach dem Neuen Plan des Haager Abkommens von Januar 1930 entweder den Zentralbanken allgemein oder einzelnen von ihnen besonders zugewiesenen Aufgaben und Verpflichtungen werden in Deutschland von der Reichsbank wahrgenommen. Alle nach dem Neuen Plan entweder den Präsidenten der Zentralbanken allgemein oder einzelnen von ihnen besonders zugewiesenen Aufgaben und Verpflichtungen obliegen in Deutschland dem Präsidenten der Reichsbank.

§ 22.

Bleibt unverändert.

§ 25.

Die Reichsbank ist verpflichtet, für das Reich durch ihre sämtlichen hierzu ihrer Natur nach geeigneten Niederlassungen auf Verlangen der Reichsbehörden Zahlungen anzunehmen oder zu leisten und den bargeldlosen Verkehr zwischen den Kassen des Reiches zu besorgen.

Die Bank darf dem Reiche unbeschadet der Vorschrift des Absatzes 4 Betriebskredite gewähren, jedoch jeweils höchstens auf drei Monate und nur bis zum Höchstbetrage von 100 Millionen Reichsmark. Am 15. Juli jeden Jahres darf keinerlei Verschuldung des Reiches bei der Reichsbank vorhanden sein. Absatz 3 bis 6 bleiben unverändert.

§ 27.

Die An- und Ausfertigung, die Ausgabe, Einziehung und Vernichtung der Banknoten erfolgt unter der Kontrolle des jeweiligen Präsidenten des Rechnungshofens des Deutschen Reiches als Kommissar.

Die Kontrolle der Notenausgabe besteht in der zahlenmässigen Feststellung des Vorhandenseins der vorgeschriebenen Notendeckung. Die Prüfung ist für die Tage vorzunehmen, für die die Bank nach Paragraph 36 Absatz 1 ihre Ausweise regelmässig veröffentlicht. Die Berichte hierüber sind dem Generalrat zu jedem seiner Sitzungstermine einzureichen. Eine Prüfung oder Erörterung der Kredit-, Diskont- und Währungspolitik der Bank ist mit der Kontrolle nicht verbunden.

Dem Kommissar sind täglich Nachweisungen über die Notendeckung und über die im Umlauf befindlichen Noten vorzulegen.

Absatz 4 und 5 bleiben unverändert.

§ 28.

Bleibt unverändert.

§ 29.

Bleibt unverändert.

Bleibt unverändert.

§ 31.

§ 38, Absatz 4.

Während der Dauer des Notenprivilegs kann die Reichsbank nur mit Zustimmung der Reichsregierung in Liquidation treten. Bevor sie in einem späteren Zeitpunkt in Liquidation tritt, hat sie die Reichsregierung hiervon rechtzeitig zu benachrichtigen.

Bleibt unverändert.

§ 45.

Bleibt unverändert.

§ 46.

ANNEXE V.

ANNEX V.

DISPOSITIONS A INSÉRER OU A MAINTENIR DANS LA
LOI ALLEMANDE SUR LA BANQUE.

PROVISIONS TO BE INSERTED OR MAINTAINED
IN THE GERMAN BANK LAW.

Paragraphe 1.

Article 1.

Reste sans changement.

Remains unchanged.

Paragraphe 2.

Article 2.

Reste sans changement.

Remains unchanged.

Paragraphe 3.

Article 3.

Reste sans changement (conjointement avec le paragraphe 5 de la Loi sur la frappe des monnaies du 30 août 1924).

Remains unchanged (in connection with Article 5 of the Coinage Law, 1924).

Paragraphe 6.

Article 6.

La Banque est administrée par le directoire de la Reichsbank, composé d'un Président et du nombre requis de membres. Le Directoire de la Reichsbank détermine en particulier la politique de la Banque en matière de monnaies, d'escompte et de crédit.

Le président et les membres doivent être de nationalité allemande.

Le directoire de la Reichsbank prend ses décisions à la majorité simple des voix ; en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil général élira le président après avoir entendu le directoire de la Reichsbank. Une majorité de sept voix sera requise. L'élection devra être sanctionnée par le président du Reich. Celui-ci signera l'acte de nomination. Par la remise de ces documents, le président élu est régulièrement investi.

Les membres du directoire seront nommés par le président après approbation par le conseil général. La décision de ce dernier devra être prise à la même majorité que celle qui est prescrite

The Bank shall be administered by the Managing Board of the Reichsbank (*Reichsbankdirektorium*), which consists of a President as Chairman and the required number of members. In particular, the Managing Board shall direct the currency, discount and credit policy of the Bank.

The President and the members must be German nationals.

The resolutions of the Managing Board are passed by simple majority ; in the case of an equality of votes, the President has a casting vote.

The President shall be elected by the General Council after the latter has heard the Managing Board of the Reichsbank. Such election requires a majority of 7 votes and the confirmation of the President of the Reich, who signs the deed of appointment. By the delivery of the deed the President elected is duly appointed.

The members of the Managing Board shall be appointed by the President after approval by the General Council. The same majority is required for such approval as for the election of the Presi-

pour l'élection du président. Leur nomination devra être confirmée par le président du Reich. Les membres sont régulièrement investis par la remise du document contenant cette confirmation. Les membres du directoire sont nommés pour douze ans, sous réserve, toutefois, que tout membre du directoire cesse d'exercer ses fonctions à l'âge de 65 ans.

Pour la première nomination du directoire, il sera fait application des dispositions particulières ci-après : Le nombre des membres du directoire — à l'exception du président — sera divisé en trois groupes dont les deux premiers devront comporter un nombre égal de membres et dont le troisième comportera également ou bien autant de membres que les deux premiers ou bien, si la chose n'est pas numériquement possible, un nombre de membres inférieur à celui des deux premiers groupes mais aussi approchant que possible. Dans le premier groupe seront rangés les membres les plus jeunes, dans le troisième les membres les plus âgés, dans le second groupe les autres membres à nommer. Les membres du premier groupe seront nommés pour douze ans, ceux du deuxième groupe pour huit ans et ceux du troisième groupe pour quatre ans. La limite d'âge de 65 ans s'applique également à chaque groupe.

La durée du mandat du président est de quatre ans. Le président et les membres sont rééligibles.

En cas de cooptation ou si le directoire de la Reichsbank doit être complété par le choix d'un nouveau candidat, la candidature doit être approuvée par le directoire de la Reichsbank. L'approbation sera considérée comme refusée si les deux tiers des membres votent contre le candidat.

Pour motif grave, le président ou tout membre du directoire peuvent être révoqués en tout temps, sans préjudice aux droits qu'ils tiennent de leur contrat. La révocation du président pour motif grave est prononcée par le conseil général à la majorité prévue à l'alinéa 4 et, en ce qui concerne les membres du directoire, par le conseil général à la même majorité, mais seulement avec l'assentiment du président. La révocation du président ou d'un membre du directoire devra être ratifiée par le président du Reich.

Paragraphe 9 (alinéa 1).

Reste sans changement.

Paragraphe 10.

Reste sans changement.

Paragraphe 12.

L'assemblée générale reçoit chaque année le rapport relatif à l'administration de la Banque.

No. 2394

dent. The appointment requires confirmation by the President of the Reich. The members are duly appointed by delivery of the deed of appointment. The appointment shall be for a term of twelve years, subject always to the condition that, on attaining the age of 65 years, a member shall cease to hold office.

The term of the first-appointed members of the Managing Board shall be as follows : With the exception of the President they shall be divided into 3 groups, of which the two first must be equal in number and the third group may be equal in number or less, but in any case shall be as near as possible in number to the first group. The first group shall contain the members youngest in years, and the third group the oldest, the second group containing the remaining members. The members of the first group shall be elected for 12 years, the members of the second group shall be elected for 8 years and the members of the third group shall be elected for 4 years. The same age limit of 65 years shall apply in every case.

The term of office of the President is four years. The President and the members are eligible for re-election.

The election of a new candidate shall not take place unless the candidate is approved by the Managing Board. The approval shall be considered as refused if two-thirds of the members have voted against the new candidate.

On important grounds the President or a member of the Managing Board can be dismissed at any time without prejudice to their contractual rights. Dismissal of the President on important grounds can be voted by the General Council with the same majority as provided for in paragraph 4 above, and in the case of a member of the Managing Board it can be voted likewise by the General Council with the same majority, but not without the President's consent. The dismissal of the President or of a member of the Managing Board requires confirmation by the President of the Reich.

Article 9 (first paragraph).

Remains unchanged.

Article 10.

Remains unchanged.

Article 12.

In every year a report as to administration shall be presented to the General Meeting. The General

Elle prend des décisions au sujet du Bilan et de la répartition des bénéfices conformément à la présente loi.

L'assemblée générale décide, en outre, des Statuts et de leur modification sur la proposition du directoire de la Reichsbank et avec l'assentiment du conseil général. Les Statuts et leurs modifications devront être publiés par le directoire de la Reichsbank dans le *Reichsanzeiger*.

Paragraphe 14.

Il sera constitué auprès de la Reichsbank un conseil général composé de dix membres qui devront être de nationalité allemande.

Paragraphe 15.

Le président du directoire de la Reichsbank est un des membres et, en même temps, président du conseil général.

La durée du mandat du conseil général, à l'exception du président, est de trois ans.

Paragraphe 16.

Les membres du conseil général, à l'exclusion du président, seront élus par cooptation, par les membres du conseil général se trouvant en fonction au moment de l'élection. Cette élection devra être sanctionnée par les actionnaires de nationalité allemande. Avant l'élection, le président du conseil général ou son substitut demandera l'avis du Gouvernement du Reich.

Paragraphe 17.

Ne pourront être membres du conseil général les catégories suivantes de personnes :

a) Les fonctionnaires étant au service immédiat du Reich allemand ou de l'État allemand, à moins qu'ils n'aient été mis à la retraite à titre définitif ;

b) Les personnes recevant un paiement quelconque du Gouvernement du Reich allemand ou de l'État allemand, la rémunération des services passés ne sera pas considérée comme un paiement.

Paragraphe 18.

Le conseil général prend ses décisions à la simple majorité des voix. S'il y a égalité de voix, le président a voix prépondérante. Cette prescription ne s'applique pas à l'élection du président et à l'approbation nécessaire pour la nomination des membres du directoire.

Meeting shall decide as to the balance-sheet and as to the distribution of profits in accordance with this Law.

The General Meeting shall also determine the 'Satzung' and any changes in the 'Satzung' on the proposal of the Managing Board and with the consent of the General Council. The 'Satzung' and any changes therein shall be published by the Managing Board in the 'Reichsanzeiger.'

Article 14.

A General Council of the Reichsbank shall be constituted consisting of 10 members. These members must be German nationals.

Article 15.

The President of the Reichsbank Managing Board shall be one of the members and also Chairman of the General Council.

The term of office of a member of the General Council with the exception of the President shall be three years.

Article 16.

The members of the General Council, with the exception of the President, shall be elected by means of co-option by those members of the General Council who are in office at the time, subject to confirmation on the part of such of the shareholders as are German nationals. Before the election, the Chairman of the General Council or his deputy shall consult the Government of the Reich concerning the election.

Article 17.

The following classes of persons shall not be elected as members of the General Council :

(a) Officials in the immediate service of the German Reich or of any German State, unless they are in a permanent state of retirement ;

(b) Persons who receive any payment from the German Reich Government or from the Government of any German State. Remuneration for earlier services does not count as payment.

Article 18.

Decisions of the General Council shall require a simple majority : if the votes are equally divided the Chairman shall have a casting vote. This provision shall not apply to the election of the President, nor to the assent to be given to the appointment of the members of the Managing Board.

A chacune de ses séances et au moins une fois par trimestre, le conseil général examinera les rapports qui lui seront soumis par le président. Il statuera sur toutes les propositions qui lui seront adressées par le président, sans que toutefois ces décisions puissent empiéter sur les droits d'administration réservés au directoire de la Reichsbank.

Paragraphe 21 (dernier alinéa).

Toutes les tâches et obligations conférées par le nouveau plan de l'Accord de La Haye de janvier 1930, soit, en général, à toutes les Banques centrales, soit en particulier à telles d'entre elles, seront assumées en Allemagne par la Reichsbank. Toutes les tâches et obligations conférées par le nouveau plan soit aux gouverneurs des Banques centrales en général, soit à tels d'entre eux en particulier, incomberont, en ce qui concerne l'Allemagne, au président de la Reichsbank.

Paragraphe 22.

Reste sans changement.

Paragraphe 25.

La Reichsbank est tenue, sur la demande des autorités du Reich, d'accepter ou d'effectuer des paiements pour le compte du Reich, par l'intermédiaire de tous ses établissements par leur nature appropriés à cette fin et d'assurer les transferts sans transmission d'espèces entre les caisses du Reich.

La Banque peut, sans préjudice de la prescription de l'alinéa 4, accorder au Reich des crédits d'exploitation, mais dans chaque cas seulement pour une durée de trois mois au plus et jusqu'à concurrence de cent millions de Reichsmarks. Le 15 juillet de chaque année, le Reich ne doit avoir aucune dette envers la Banque.

Les alinéas 3 à 6 restent sans changement.

Paragraphe 27.

La fabrication, l'immatriculation, la signature, l'émission, le retrait et l'annulation des billets de banque sont effectués sous le contrôle du président du Rechnungshof des Deutsches Reichs comme commissaire délégué.

Le contrôle de l'émission des billets de banque consiste à vérifier si le nombre de billets émis correspond à la couverture prescrite par la Loi. Ce contrôle devra se faire en se rapportant aux jours pour lesquels la Reichsbank publie régulièrement sa situation hebdomadaire conformément au paragraphe 36, alinéa 1. Les rapports relatifs à

At each of its meetings, and at least once in three months, the General Council shall examine the reports submitted to it by the President. It shall decide on all proposals made to it by the President, provided that such decisions do not encroach upon the rights of administration of the Bank reserved to the Managing Board.

Article 21.

Add at end as new paragraph :

" All functions confided to and obligations imposed on Central Banks in general or any one such Central Bank specially by the New Plan (Hague Agreement, January 1930) will be performed in Germany by the Reichsbank. All functions confided to and obligations imposed on Presidents of Central Banks in general or any one such President specially by the New Plan will be performed in Germany by the President of the Reichsbank. "

Article 22.

Remains unchanged.

Article 25.

The Reichsbank is under obligation to accept or make payment for the Reich at the request of the Government Authorities by any of its establishments appropriate for that purpose and also to effect transfers without the transmission of cash between the various financial establishments of the Reich.

Without prejudice to the rule contained in the fourth paragraph of this section the Bank shall be authorised to give credit to the Reich for purposes of administration ; but in each case for a term not exceeding three months and only up to the maximum amount of one hundred million reichsmarks. On the 15th July of each year the Reich must not be indebted to the Bank in any way.

Paragraphs 3 to 6 remain unchanged.

Article 27.

The preparation and completion, the issue, the withdrawal and the destruction of bank notes shall be effected under the control of the President of the " Rechnungshof of the German Reich " as Commissioner.

The checking of the issue of notes shall be effected by numerically ascertaining the available note cover as prescribed by law. The examination shall take place on those days for which the Bank, according to Article 36, paragraph 1, regularly publishes its returns. The report as to such examination must be submitted to the General

ce contrôle devront être soumis au Conseil général à chacune de ses séances. Ce contrôle n'implique aucun examen ni aucune discussion de la politique de la Reichsbank en matière de crédit, d'escompte et de monnaie.

Les situations relatives à la couverture de billets et aux billets en circulation doivent être quotidiennement soumises au commissaire.

Alinéas 4 et 5 restent sans changement.

Paragraphe 28.

Reste sans changement.

Paragraphe 29.

Reste sans changement.

Paragraphe 31.

Reste sans changement.

Paragraphe 38 (alinéa 4).

Pendant la durée du privilège d'émission, la Reichsbank ne pourra entrer en liquidation qu'avec le consentement du Gouvernement du Reich. Avant d'entrer en liquidation à une époque postérieure, la Reichsbank devra en aviser en temps utile le Gouvernement du Reich.

Paragraphe 45.

Reste sans changement.

Paragraphe 46.

Reste sans changement.

ANNEXE V bis.

PROCÉDURE POUR LA MODIFICATION DE CERTAINS ARTICLES DE LA LOI ALLEMANDE SUR LA BANQUE.

Tout projet de modification qui affecterait les dispositions figurant à l'annexe V, devra être soumis par le Gouvernement allemand au Conseil d'administration de la Banque des Règlements Internationaux.

Le Conseil pourra s'opposer aux modifications proposées pour le motif qu'elles sont incompatibles avec le Nouveau Plan, en soumettant le différend dans un délai de deux mois, si aucun arrangement n'est intervenu, à un arbitre choisi d'un commun consentement, ou à défaut, au Tribunal prévu au présent accord. La décision de l'arbitre ou du Tribunal sera définitive et liera le Reich, la Banque des Règlements internationaux et les États signataires du présent accord.

Council at each of its meetings. No examination or discussion concerning the credit, discount and currency policy of the Bank shall take place in connection with the checking.

Statements as to the cover of notes and as to the notes in circulation must be given to the Commissioner daily.

Paragraphs 4 and 5 remain unchanged.

Article 28.

Remains unchanged.

Article 29.

Remains unchanged.

Article 31.

Remains unchanged.

Article 38, paragraph 4.

While the note issue privilege is in force, the Reichsbank may only go into liquidation with the consent of the Government of the Reich. Thereafter, the Reichsbank shall before going into liquidation give notice to the Government in good time.

Article 45.

Remains unchanged.

Article 46.

Remains unchanged.

ANNEX V(a).

PROCEDURE FOR THE MODIFICATION OF CERTAIN PROVISIONS OF THE GERMAN BANK LAW.

Any proposal which may affect the provisions of Annex V must be submitted by the German Government to the Board of Directors of the Bank for International Settlements.

The Board may object to any such proposal, on the ground that it is incompatible with the New Plan, by referring the question within a period of two months, in the absence of an agreement being reached, to an arbitrator chosen by common consent, or, in default of such consent, to the Tribunal provided for in the present Agreement. The decision of the arbitrator or Tribunal shall be final and will bind the Reich, the Bank for International Settlements and the States signatory to the present Agreement.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE VA.

VERFAHREN FÜR DIE ABÄNDERUNG VON GEWISSEN BESTIMMUNGEN DES DEUTSCHEN BANKGESETZES.

Jeder Änderungsvorschlag, der auf die in Anlage V enthaltenen Vorschriften sachlich einwirken würde, ist von der deutschen Regierung dem Verwaltungsrat der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich vorzulegen.

Dieser kann gegen die vorgeschlagenen Änderungen mit der Begründung, dass sie mit dem Neuen Plan unvereinbar seien, falls ein Einverständnis nicht erzielt werden kann, binnen 2 Monaten bei einem im beiderseitigen Einverständnis gewählten Schiedsrichter oder mangels solchen Einverständnisses bei dem in diesem Abkommen vorgesehenen Gericht im Wege der Klage Einspruch erheben. Die Entscheidung dieses Schiedsrichters oder dieses Schiedsgerichts ist endgültig und bindend für die Deutsche Regierung, die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich und die den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnenden Mächte.

ANLAGE VI.

ÄNDERUNGEN, DIE IM REICHSBAHNGESETZ UND IN DER GESELLSCHAFTSSATZUNG DURCHZUFÜHREN SIND

A. REICHSBAHNGESETZ.

1. *Errichtung der Gesellschaft.*

1. Das Deutsche Reich errichtet durch dieses Gesetz zum Betriebe der Reichseisenbahnen eine Gesellschaft.

2. Die Gesellschaft verwaltet die Reichseisenbahnen für das Reich nach den Vorschriften dieses Gesetzes und der anliegenden Gesellschaftssatzung.

§ 2. *Geschäftsführung.*

Unverändert.

§ 3. *Aktien.*

1. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzehn Milliarden Reichsmark; es ist eingeteilt in zwei Milliarden Reichsmark Vorzugsaktien (Gruppe A) und dreizehn Milliarden Reichsmark Stammaktien, vorbehaltlich der Bestimmungen in Paragraph 26 der Gesellschaftssatzung über die Vorzugsaktien.

2. Die Gesellschaft ist berechtigt, zur Beschaffung von Geldmitteln für die Verbesserung, Ergänzung und Erweiterung der Reichseisenbahnanlagen und der Betriebsmittel oder für sonstige ausserordentliche Aufwendungen das Grundkapital durch Ausgabe weiterer Vorzugsaktien (Gruppe B) zu erhöhen, deren Gesamtbetrag für einen Zeitraum von je zehn Jahren, gerechnet von der ersten Ausgabe solcher Vorzugsaktien an, zwei Milliarden Reichsmark nicht übersteigen darf. Die Erhöhung des Grundkapitals bedarf der Zustimmung der Reichsregierung.

3. (bisher 2.) unverändert.

§ 4. *Reparationssteuer.*

1. Die Gesellschaft hat als Beitrag der Deutschen Reichsbahn zu den vom Reich aufzubringenden Jahreszahlungen für Reparationszwecke eine Reichssteuer im Betrage von jährlich 660 Millionen Reichsmark zu entrichten (Reparationssteuer). Die Reparationssteuer wird in gleichen monatlichen Teilbeträgen von 55 Millionen Reichsmark nach Ablauf jedes Monats am Ersten des folgenden Monats und, wenn der Erste auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, am nächstfolgenden Werktag fällig; sie ist unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank zu zahlen; die Zahlungen beginnen am 1. Oktober 1929 und enden vorbehaltlich der Bestimmungen im Paragraph 5 am 1. April 1966. Sie müssen an den Fälligkeitstagen bis 9 Uhr morgens bewirkt werden.

2. Die Reparationssteuer ist aus den Betriebseinnahmen der Gesellschaft, im Notfall unter Heranziehung aller Rücklagen zu leisten. Sie steht im Range hinter den Personalausgaben, aber im gleichen Range wie die sächlichen Ausgaben der Gesellschaft und hat den Vorrang vor jeder anderen gegenwärtig oder in Zukunft der Gesellschaft auferlegten Steuer und vor jeder sonstigen Belastung der Gesellschaft ohne Unterschied, ob die Belastung hypothekarisch gesichert ist oder nicht.

3. Die Gesellschaft wird bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich eine Bescheinigung über ihre Verpflichtungen gemäss Absatz 1 und 2 hinterlegen. Die auf Grund von Paragraph 4 des Gesetzes vom 30. August 1924 ausgestellten und dem Treuhänder übergebenen Reparationsschuldverschreibungen werden für kraftlos erklärt; sie sind im Beisein eines Vertreters der Gesellschaft zu vernichten.

4. Die Zahlung der Reparationssteuer durch die Gesellschaft wird von der Reichsregierung gewährleistet. Sobald die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich der Reichsregierung anzeigt, dass eine fällige Zahlung ganz oder zum Teil nicht bewirkt ist, wird die Reichsregierung die Gesellschaft ermächtigen, zur Zahlung der rückständigen Reparationssteuer den für das Reich erhobenen Betrag der Beförderungssteuer zu verwenden, sofern eine solche Steuer besteht. Reicht dieser Betrag nicht aus, so wird das Reich den fehlenden Betrag innerhalb eines Monats nach der Anzeige der Bank entweder der Gesellschaft zur Verfügung stellen oder unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank einzahlen. Die Beförderungssteuer ist im übrigen von jeder Sonderbelastung für Reparationszwecke frei.

5. Beträge, die gemäss Absatz 4 zur Deckung eines Fehlbetrages der Reparationssteuer von der Reichsregierung gezahlt oder von der Gesellschaft der Beförderungssteuer entnommen sind, werden dem Reich gemäss den Bestimmungen in Paragraph 25 Absatz 3 Ziffer 3 der Gesellschaftssatzung zurückerstattet.

6. Die Gesellschaft ist berechtigt, mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Reparationssteuer unter den mit der Bank vereinbarten Bedingungen ganz oder teilweise durch eine Kapitalzahlung abzulösen. Die Reichsregierung kann verlangen, dass die Gesellschaft von diesem Ablösungsrecht Gebrauch macht, wenn das Reich ihr die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt. Mit der Kapitalzahlung erlischt in entsprechender Höhe die Verpflichtung der Gesellschaft nach Absatz 1 und 2. Das im Plan der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 vorgesehene Recht der Reichsregierung zur Ablösung der Reparationsjahresleistungen bleibt unberührt.

§ 5. Betriebsrecht. Übernahme der Rechte und Pflichten.

1. Das Reich überträgt der Gesellschaft unter den Bedingungen, die sich aus diesem Gesetz und der Gesellschaftssatzung ergeben, das ausschliessliche Recht zum Betriebe der Reichseisenbahnen. Das Betriebsrecht endet am 31. Dezember 1964, vorausgesetzt, dass alsdann alle fälligen Beträge der Reparationssteuer einschliesslich des am 2. Januar 1965 fällig werdenden Betrages gezahlt und sämtliche Vorzugsaktien eingezogen sind. Die Verpflichtung, der Gesellschaft zur Zahlung der Reparationssteuer für das Jahr 1965 und bis zum 31. März 1966 geht dann unter Aufrechterhaltung der Bestimmungen des Paragraphen 4 auf das Unternehmen über, das gemäss Artikel 92 der Reichsverfassung die Reichseisenbahnen zu verwalten haben wird.

2. Sollte die Verpflichtung der Gesellschaft, die Reparationssteuer unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank abzuführen, vor dem 31. Dezember 1964 fortfallen, so kürzt sich das Betriebsrecht entsprechend ab und endet zu diesem früheren Zeitpunkt, vorausgesetzt, dass alsdann sämtliche Vorzugsaktien eingezogen sind. Wenn dagegen am 31. Dezember 1964 die bis dahin fällig gewordenen Beträge der Reparationssteuer nicht völlig gezahlt oder die Vorzugsaktien nicht sämtlich eingezogen sind, verlängert sich das Betriebsrecht unter den gleichen Bedingungen bis zu dem Zeitpunkt der Zahlung dieser Beträge und der Beendigung der Einziehung der Vorzugsaktien.

3. bis 7. unverändert.

§ 6. Reichseisenbahnvermögen.

1. unverändert.

2. Die Gesellschaft darf über Gegenstände, die zum Reichseisenbahnvermögen gehören, verfügen, soweit sie dies mit einer ordnungsmässigen Betriebsführung für vereinbar hält. Dabei ist die Gesellschaft unbeschadet der Bestimmungen des Paragraph 8 verpflichtet, vor einer Verfügung über Gegenstände, deren Wert 250 000 Reichsmark übersteigt, die Einwilligung der Reichsregierung einzuholen. Der Erlös aus Veräusserungen ist zur Verbesserung, Ergänzung oder Erweiterung der Reichseisenbahnanlagen oder der Betriebsmittel zu verwenden, soweit nicht eine andere Verwendung mit der Reichsregierung vereinbart wird.

§ 7. *Beschränkte Haftung des Reichseisenbahnvermögens für Reichsschulden.*

Unverändert.

§ 8. *Kreditaufnahme.*

1. Die Gesellschaft hat das Recht, selbständig Kredite aufzunehmen, deren Lasten vor dem 1. Januar 1965 endigen, und dafür das Reichseisenbahnvermögen hypothekarisch zu belasten.

2. bis 4. unverändert.

5. Zur hypothekarischen Sicherung von Krediten (Absatz 1 und 2) kann die Gesellschaft an den zum Reichseisenbahnvermögen gehörigen Grundstücken nebst allem Zubehör einschliesslich der Fahrzeuge eine einheitliche Hypothek (Reichsbahnhypothek) bestellen.

§ 9. *Betriebführung.*

1. Die Gesellschaft ist verpflichtet, den Betrieb der Reichseisenbahnen sicher zu führen und die Reichseisenbahnanlagen nebst den Betriebsmitteln und dem sonstigen Zubehör auf ihre Kosten nach den Bedürfnissen des Verkehrs sowie nach dem jeweiligen Stande der Technik gut zu unterhalten, zu erneuern und weiter zu entwickeln.

2. Innerhalb dieser Richtlinien und der sonstigen gesetzlichen Vorschriften sowie in den durch die Aufsicht des Reichs (vgl. Paragraphen 31 ff.) bestimmten Grenzen ist die Gesellschaft berechtigt, den Betrieb unter eigener Verantwortung zu führen.

§ 10. *Ausschliesslichkeit des Betriebsrechts.*

Unverändert.

§ 11. *Entscheidung über die Bedeutung der Bahnen.*

Ob eine Eisenbahn als solche des allgemeinen Verkehrs zu gelten hat, entscheidet der für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständige Reichsminister nach Anhörung der beteiligten Landesregierung und der Gesellschaft endgültig.

§ 12. *Weiterübertragung des Betriebsrechts.*

Die Gesellschaft kann in besonderen Fällen, in denen es ihr für ihren Betrieb vorteilhaft erscheint, mit Zustimmung der Reichsregierung das Betriebsrecht an einzelnen Teilen ihres Netzes auf Dritte übertragen, vorausgesetzt, dass dadurch nicht ihre Fähigkeit zur Zahlung der Reparationssteuer und deren Sicherheit beeinträchtigt wird.

§ 13. *Leistungen für andere Verwaltungen.*

Unverändert.

§ 14. *Steuerbefreiung.*

Unverändert.

§ 15 (neu). *Verwaltungskostenzuschüsse an Gemeinden.*

Zur Abgeltung der Forderungen von Gemeinden, in denen verhältnismässig zahlreiche Reichsbahnbedienstete wohnen, auf Entrichtung von Verwaltungskostenzuschüssen hat die Gesellschaft jährlich den mit der Reichsregierung vereinbarten festen Betrag von fünf Millionen Reichsmark an die Reichsregierung zu zahlen, die die Grundsätze der Verteilung auf die beteiligten Gemeinden festsetzt. Wenn die Verhältnisse sich in Zukunft ändern, wird der von der Gesellschaft zu zahlende Betrag durch ein neues Abkommen zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft bestimmt.

§ 15 (alt). *Beförderungssteuer.*

Fällt weg.

§ 16. *Geltung der Gesetze.*

1. Die Gesellschaft unterliegt der allgemeinen Gesetzgebung, soweit ihr nicht durch die Vorschriften des Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung eine besondere Rechtsstellung eingeräumt ist. Die Gesetze

und Verordnungen, die sich lediglich auf Privatbahnen, insbesondere auch auf deren Zulassung, Betriebsführung oder Beaufsichtigung beziehen, sind auf die Gesellschaft nicht anzuwenden.

2. (bisher 1.) unverändert.

3. (bisher 2.) unverändert.

4. Die Gesellschaft kann für sich und ihre Bediensteten die Sonderstellung in Anspruch nehmen, die für die Verwaltungen oder Betriebe des Reichs und deren Bedienstete auf dem Gebiete des Versicherungs-, Wirtschafts-, Arbeits-, Fürsorge- und Wohnungsrechts jeweils besteht. Die Inanspruchnahme der Sonderstellung wird durch Erklärung gegenüber der Reichsregierung wirksam. Soweit es zur Herbeiführung der Sonderstellung nach den in Betracht kommenden Gesetzen einer besonderen Verordnung bedarf, wird diese von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister erlassen. Die auf diesen Rechtsgebieten der Obersten Reichsbehörde zugewiesenen Zuständigkeiten werden, soweit nicht die Gesetze etwas anderes bestimmen, vom Generaldirektor wahrgenommen.

5. und 6. unverändert.

§ 17. Befugnisse der Reichsbahnstellen.

Die Stellen der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft sind keine Behörden oder amtlichen Stellen des Reichs. Sie haben jedoch die öffentlich-rechtlichen Befugnisse und die damit verbundenen Pflichten in gleichem Umfang wie bis zur Errichtung der Gesellschaft die Stellen des Unternehmens « Deutsche Reichsbahn ». Die Gesellschaft ist berechtigt, ein Dienstsiegel mit dem Reichsadler zu führen.

§ 18. Organe.

Unverändert.

§ 19. Rechts- und Dienstverhältnisse der Bediensteten.

1. Die Gesellschaft hat unter Beachtung der nachstehenden Bestimmungen eine Personalordnung zu erlassen. In ihr sind die Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Reichsbahnbeamten in Anlehnung an die für Reichsbeamte geltenden Vorschriften zu regeln. Glaubt die Gesellschaft, dass die besonderen Verhältnisse der Reichsbahn eine von den jeweils für Reichsbeamte geltenden Vorschriften abweichende Regelung erfordern, so hat sie dies der Reichsregierung mitzuteilen und ihre Absichten mit dieser zu erörtern. Kommt keine Einigung zustande, so entscheidet das Reichsbahngericht (Paragraph 44). Bis zur Entscheidung des Reichsbahngerichts verbleibt es bei der bestehenden Regelung.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Die Regelung der Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Reichsbahnbeamten nach dem Stande vom 1. Oktober 1929 gilt als im Einvernehmen mit der Reichsregierung erlassen.

2. Die Personalordnung kann über die Rechts- und Dienstverhältnisse der Angestellten und Arbeiter Bestimmungen treffen, soweit sie nicht nach allgemeinen Grundsätzen Gegenstand der Vereinbarung (Tarifvertrag, Betriebsvereinbarung, Einzelarbeitsvertrag) sind.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Gegenstände, die am 1. Oktober 1929 in den Paragraphen 3 bis 32 der Personalordnung geregelt oder durch sie dem Generaldirektor zur Regelung überlassen worden sind, gelten, soweit sich nicht aus Paragraph 19 Absatz 3 etwas anderes ergibt, als solche, über die die Personalordnung Bestimmung treffen kann.

3. Die auf dem Gebiete des Arbeits-, Fürsorge- und Versicherungsrechts allgemein geltenden Gesetze und Verordnungen finden, soweit nicht die Vorschriften dieses Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung etwas anderes bestimmen, auch auf die Beamten, Angestellten und Arbeiter der Gesellschaft Anwendung. Insbesondere gelten die gesetzlichen Vorschriften über die Arbeitszeit der Angestellten und Arbeiter auch für die Angestellten und Arbeiter der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jedoch in den Dienstzweigen, in denen die besonderen Verhältnisse des Eisenbahndienstes oder das Zusammenarbeiten von Beamten, Angestellten und Arbeitern eine übereinstimmende Regelung der Arbeitszeit erfordern, diese Übereinstimmung durch Übertragung der für die Beamten geltenden Dienstvorschriften über die Arbeitszeit auf die Angestellten und Arbeiter herbeiführen. Die Dienstzweige, in denen hiernach die Übertragung allgemein zulässig ist, sind in der einen Bestandteil dieses Gesetzes bildenden Anlage II unter A aufgeführt; unter B sind dagegen diejenigen Dienstzweige aufgeführt, in denen die Übertragung

nicht zulässig ist. Soweit es sich um Dienstzweige handelt, die weder unter A noch unter B aufgeführt sind, soll bei einer Regelung der Arbeitszeit durch Gesamtvereinbarung, insbesondere durch Tarifvertrag der im Satz 3 für die Möglichkeit von Übertragungen der Arbeitszeit der Beamten auf die Angestellten und Arbeiter aufgestellte Grundsatz berücksichtigt werden.

4. und 5. (bisher 3. und 4.) unverändert.

§ 20. *Wahrung erworbener Rechte.*

Unverändert.

§ 21. *Landsmannschaftlicher Charakter.*

Unverändert.

§ 22. *Personalordnung.*

Die von der Gesellschaft zu erlassende Personalordnung soll unter Beachtung der Bestimmungen dieses Gesetzes insbesondere regeln :

- a) die Vorschriften über die Einstellung und die Laufbahn der Reichsbahnbeamten,
- b) die Dienstbezeichnung der Reichsbahnbeamten,
- c) das Dienstinkommen, das Wartegeld und alle übrigen Dienstbezüge der Reichsbahnbeamten sowie das Ruhegehalt und die Hinterbliebenenversorgung.
- d) die Arbeitszeit (Dienst- und Ruhezeiten) der Reichsbahnbeamten.
- e) die Einstellungs- und Anstellungsbedingungen der Versorgungswärter.

§ 23. *Pflichten der Reichsbahnbeamten.*

1. unverändert.

2. Ein Reichsbahnbeamter, der die ihm obliegenden Pflichten verletzt, wird unter sinngemässer Anwendung des jeweiligen Dienststrafrechts der Reichsbeamten zur Rechenschaft gezogen. Als Oberste Reichsbehörde gilt der Generaldirektor, der seine Befugnisse auf andere Stellen der Gesellschaft übertragen kann.

3. unverändert.

§ 24. *Versetzung in den einstweiligen Ruhestand.*

Die Gesellschaft kann Reichsbahnbeamte unter Bewilligung von Wartegeld einstweilen in den Ruhestand versetzen. Die Grundsätze über die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand und die den Beamten zu gewährenden Rechtsmittel gegen diese Massnahme sind in der Personalordnung zu regeln. Die am 1. Oktober 1929 geltenden Bestimmungen der Personalordnung über die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand, die Rechtsmittel und die Beteiligung von Beamtenvertretern an den Entscheidungen über die Rechtsmittel können nicht ohne Zustimmung der Reichsregierung geändert werden.

§ 25. *Versorgungsanwärter.*

Unverändert.

§ 26. *Festsetzung der Dienstbezüge.*

1. Die Gesellschaft hat die Dienstbezüge der Reichsbahnbeamten mit Ausnahme der leitenden Beamten gemäss den Bestimmungen in Paragraph 19 zu regeln.

2. (bisher 3.). Durch diese Vorschrift wird das Recht der Gesellschaft nicht berührt, nach allgemeinen Grundsätzen für die Tätigkeit auf besonders verantwortlichen Dienstposten oder unter besonders schwierigen Dienstverhältnissen sowie für aussergewöhnliche Leistungen Vergütungen zu gewähren, solange diese nicht vier vom Hundert des gesamten Aufwandes für die Dienstbezüge der Beamten überschreiten. Die Grundsätze sind nach Benehmen mit dem Hauptbeamtenrat oder mit der Beamtenvertretung, die auf Grund späterer Gesetzgebung an seine Stelle tritt, aufzustellen und bekanntzugeben.

3. (bisher 4.). Die Gesellschaft bestimmt die Dienstbezüge der leitenden Beamten selbständig. Der Kreis dieser Beamten wird vom Verwaltungsrat festgesetzt. Soll ihre Zahl einhalb vom Tausend der Zahl aller ständigen Bediensteten überschreiten, so ist hierzu die Zustimmung der Reichsregierung erforderlich.

§ 27. *Einheit des Unternehmens.*

Unverändert.

Unverändert. § 28. *Gerichtsstand.*

Unverändert. § 29. *Rechnungsführung.*

1. unverändert. § 30. *Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung.*

2. Die Reichsregierung hat das Recht, jederzeit die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft nachprüfen zu lassen, in alle Buchungen für die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung Einsicht zu nehmen, die sich bei der Hauptverwaltung befinden, und sich alle erforderlichen Auskünfte erteilen zu lassen. Jedoch dürfen hierdurch der Gesellschaft keine überflüssigen Kosten entstehen.

3. unverändert.

§ 31. *Aufsichtsrecht der Reichsregierung.*

Der Reichsregierung bleibt gegenüber der Gesellschaft vorbehalten :

1. die Aufsicht darüber, dass die Reichseisenbahnen gemäss den Gesetzen und entsprechend den Anforderungen des Verkehrs und der deutschen Volkswirtschaft verwaltet werden, und zwar unter Beachtung der besonderen Rechte und Pflichten, die sich für die Geschäftsführung der Gesellschaft aus den Bestimmungen dieses Gesetzes und der Gesellschaftssatzung ergeben ;

2. die Aufsicht darüber, dass die Reichseisenbahnen samt allen Anlagen und Betriebsmitteln in betriebsicherem Zustand erhalten werden, und dass der Betrieb zufriedenstellend geführt wird ;

3. die Genehmigung

a) zur dauernden Einstellung des Betriebs einer Reichsbahnstrecke oder eines wichtigen Bahnhofs.

Will die Gesellschaft eine grössere Werkstätte schliessen, so braucht sie diese Absicht lediglich sechs Monate vorher der Reichsregierung mitzuteilen ;

b) zu allgemeinen grundlegenden Neuerungen oder Änderungen technischer Anlagen, insbesondere die Genehmigung zur Ausdehnung oder Einschränkung der elektrischen Zuförderung und zu Systemänderungen im Sicherungswesen. Die konstruktive Durchbildung ist ausschliesslich Sache der Gesellschaft ;

4. die Genehmigung zur Gründung oder zum Erwerb von anderen Unternehmungen oder zur Beteiligung an anderen Unternehmungen ;

5. die Mitwirkung bei Aufstellung der Tarife nach Massgabe des Paragraphen 33 ;

6. die Mitwirkung bei Aufstellung der [regelmässigen] [Fahrpläne des Personenverkehrs nach Massgabe des Paragraphen 35 ;

7. die Genehmigung zur Abschaffung einer bestehenden Personenwagenklasse ;

8. die Überwachung der Vorkehrungen zur Sicherung eines Notbetriebs.

§ 32. *Auskunftsrecht der Reichsregierung.*

1. Die Reichsregierung kann von der Gesellschaft jede Auskunft finanzieller Art sowie jede weitere zur Ausübung ihres Aufsichtsrechts erforderliche Auskunft verlangen. Dabei dürfen jedoch der Gesellschaft keine überflüssigen Kosten verursacht werden.

2. Der für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständige Reichsminister ist berechtigt, im gesamten Netze der Gesellschaft alle Anlagen und Dienststellen zu besichtigen und durch seine Beamten besichtigen zu lassen. Er kann für sich und seine mit der Bearbeitung von Angelegenheiten der Reichseisenbahnen betrauten Beamten freie Fahrt auf den Strecken der Gesellschaft in Anspruch nehmen.

3. Die Reichsregierung hat nach Massgabe des Paragraphen 16 der Gesellschaftssatzung das Recht, einen Vertreter zu den Sitzungen des Verwaltungsrats zu entsenden.

4. Die Gesellschaft hat dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister alle wichtigen Verfügungen allgemeiner Art mitzuteilen.

5. Über Angelegenheiten der Gesellschaft, die ihrer Natur nach vertraulich sind, sind die mit der Wahrnehmung der Aufsicht betrauten Beamten zur Amtsverschwiegenheit verpflichtet.

§ 33. *Tarife.*

1. unverändert.
2. unverändert.

3. Die Genehmigung gilt als erteilt, wenn der Gesellschaft nicht innerhalb von 20 Tagen auf ihren Antrag von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister Antwort zugeht. In allen Fällen wird die Reichsregierung der Gesellschaft auf die von dieser vorgelegten Tarifvorschläge die abschliessende Entscheidung in möglichst kurzer Frist erteilen. Ergeht innerhalb von sechs Monaten keine abschliessende Entscheidung oder wird die Genehmigung ganz oder zum Teil versagt, so kann die Gesellschaft das Reichsbahngericht (Paragraph 44) anrufen. In diesem Falle bleiben die bisherigen Tarife bis zur Entscheidung des Reichsbahngerichts in Kraft.

4. unverändert.

5. Die Reichsregierung kann ferner Änderungen der Tarife vrlangen, die sie für notwendig erachtet. Bei Meinungsverschiedenheiten zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft entscheidet das Reichsbahngericht (Paragraph 44).

§ 34. *Rücksichtnahme auf die Reparationssteuer und auf den Zinsen- und Tilgungsdienst.*

Die Aufsicht über den Betrieb und die Tarife der Gesellschaft auf Grund dieses Gesetzes ist von der Reichsregierung so auszuüben, dass die Zahlungen für die Reparationssteuer, für den Zinsen- und Tilgungsdienst der Schuldverschreibungen und für die Vorzugsdividende sowie die Aufbringung der Mittel für die Einziehung der Vorzugsaktien gewährleistet bleiben.

§ 35. *Fahrpläne.*

Unverändert.

§ 36. *Verhandlungen mit ausländischer Regierungen.*

Unverändert.

§ 37. *Bauten.*

1. unverändert.

2. Berührt der Bau neuer oder die Veränderung bestehender Reichseisenbahnanlagen den Geschäftsbereich der Landespolizei, so hat die Gesellschaft vor der Feststellung der Baupläne die Landesbehörden anzuhören. Berührt der Bau oder die Veränderung den Geschäftsbereich von Reichsbehörden, auf die Aufgaben der Landespolizei übergegangen sind, so sind auch diese Reichsbehörden anzuhören. Ergibt die Anhörung, dass Meinungsverschiedenheiten zwischen der Gesellschaft und den beteiligten Landes- oder Reichsbehörden bestehen, so sind die Pläne von der Reichsregierung endgültig festzustellen. Die Pläne für neue Reichsbahnstrecken sind stets von der Reichsregierung endgültig festzustellen. In beiden Fällen hat die Gesellschaft die Pläne und, falls die beteiligten Behörden sich gutachtlich geäußert haben, auch deren Gutachten dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister vorzulegen. Die Planfeststellung umfasst die endgültige Entscheidung über alle von der Plangestaltung berührten Interessen.

3. bis 5. unverändert.

§ 38. *Enteignung.*

1. und 2. unverändert.

3. die zwangsweise Entziehung oder Beschränkung des Eigentums an Teilen des Reichseisenbahnvermögens und an Grundstücken der Gesellschaft ist nur nach vorheriger Genehmigung der Reichsregierung zulässig.

§ 39. *Eisenbahn- und Wegerecht.*

Wenn an einer Kreuzung der Reichsbahn mit einem öffentlichen Verkehrsweg infolge Vermehrung des Verkehrs oder sonstiger Veränderung der Verhältnisse die Anlagen der Reichsbahn oder des Verkehrswegs oder beider geändert werden müssen, so sind die Kosten von der Gesellschaft zu tragen, wenn die Veränderung allein durch den Reichsbahnverkehr veranlasst war, vom Wegebaupflichtigen, wenn sie allein durch den Wegeverkehr veranlasst war, in jedem Falle unter Heranziehung des anderen Teils zu den Kosten in dem Umfang, in dem er von der Veränderung finanzielle Vorteile hat. Die Kosten sind zwischen beiden angemessen zu verteilen, wenn die Veränderung sowohl durch den Reichsbahn- als auch

durch den Wegeverkehr veranlasst war. Bei Streit über die Verteilung der Kosten wird die endgültige Entscheidung, soweit sie nicht in einem Verwaltungsstreitverfahren ergeht, von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister getroffen.

§ 40. *Übertragung von Geschäften der Verkehrsverwaltung.*

Die Reichsregierung kann im Einvernehmen mit der Gesellschaft einzelnen Stellen oder Beamten der Gesellschaft, namentlich den Reichsbahndirektoren, Geschäfte der Reichsaufsicht über nicht von der Gesellschaft betriebene Eisenbahnen (Artikel 95 der Reichsverfassung) und andere Geschäfte der Verkehrsverwaltung übertragen. Die Geschäfte sind nach den Weisungen der Reichsregierung auf deren Rechnung zu führen. Reichsbahngestellte, die mit solchen Geschäften betraut werden, sind für diese Amtsgeschäfte besonders in Pflicht zu nehmen.

§ 41. *Ablauf des Betriebsrechts.*

1. Mit dem Ablauf des Betriebsrechts hat die Gesellschaft der Reichsregierung unentgeltlich die Reichseisenbahnen samt allem Zubehör und den zur ordnungsmässigen Betriebsführung nötigen Betriebsvorräten sowie mit allen Nebenbetrieben, und zwar vorbehaltlich etwaiger gemäss Paragraph 8 zwischen der Gesellschaft und der Reichsregierung getroffenen Vereinbarungen lastenfrei in ordnungsmässigem Zustand zu übergeben und alle Beteiligungen an anderen Unternehmungen auf das Reich zu übertragen. Mit der Übergabe gehen alle aus der laufenden Betriebsführung sich ergebenden Rechte und Verbindlichkeiten auf das Reich über.

2. unverändert.

§ 42. *Liquidation.*

Unverändert.

§ 43. *Staatsvertrag.*

1. Unverändert.

2. Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung des Absatzes 1 und der danach für die Gesellschaft geltenden Bestimmungen sind, wenn die Gesellschaft an dem Streite beteiligt ist, ausschliesslich vor dem Reichsbahngericht (Paragraph 44) auszutragen. Die Länder führen den Streit nur durch Vermittlung des Reichs.

§ 44. *Reichsbahngericht.*

1. Streitfälle zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft über die Auslegung der Bestimmungen dieses Gesetzes und der Gesellschaftssatzung oder über Massnahmen auf Grund des Gesetzes oder der Satzung, insbesondere in Angelegenheiten der Tarife, sind einem besonderen Gericht (Reichsbahngericht) zur Entscheidung zu unterbreiten.

2. Das Reichsbahngericht wird beim Reichsverwaltungsgericht gebildet, sobald dieses errichtet ist. Es besteht aus dem Vorsitzenden und den Besitzern eines vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts ein für allemal bezeichneten Beschlussenats des Reichsverwaltungsgerichts. Bei Streitfällen über Angelegenheiten der Tarife treten zwei weitere Beisitzer hinzu, von denen der eine auf Vorschlag der Reichsregierung, der andere auf Vorschlag der Gesellschaft von Fall zu Fall vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts ernannt wird. Bis zur Errichtung des Reichsverwaltungsgerichts hat das Reichsbahngericht seinen Sitz beim Reichsgericht und setzt sich aus drei ständigen und zwei weiteren von Fall zu Fall zu bestellenden Mitgliedern zusammen. Die ständigen Mitglieder und zugleich zwei Ersatzmänner werden vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs für das Deutsche Reich ernannt und sollen Richter mit besonderer Erfahrung auf dem Gebiete des öffentlichen Rechtes sein. Ein ständiges Mitglied wird von dem Präsidenten des Staatsgerichtshofs zum Vorsitzenden, ein weiteres ständiges Mitglied zum stellvertretenden Vorsitzenden ernannt. Von den beiden von Fall zu Fall zu bestellenden Mitgliedern wird das eine auf Vorschlag der Reichsregierung, das andere auf vorschlag der Gesellschaft vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs ernannt. Für das Reichsbahngericht gelten die Vorschriften der Paragraphen 19 Satz 2 und 3, 20 bis 22, 24 bis 26, 28 Absatz 1, 29 Absatz 1 und Absatz 2 Satz 1 und Paragraph 30 des Gesetzes über den Staatsgerichtshof (Reichsgesetzblatt 1921, Seite 905) sinngemäss. Die näheren Bestimmungen über das Verfahren werden durch eine Geschäftsordnung geregelt, die vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts, bis zu dessen Errichtung vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs für das Deutsche Reich, erlassen und im Reichsgesetzblatt veröffentlicht wird. Sie soll Vorsorge treffen, dass das Reichsbahngericht seine Entscheidungen mit möglichster Beschleunigung erlässt.

3. und 4. fallen weg.

Fällt weg. § 45. *Schiedsrichter.*

Fällt weg. § 46. *Goldmark.*

Fällt weg. § 47. *Übergangsbestimmungen.*

ANLAGE I ZUM REICHSBAHNGESETZ.

B. SATUNG DER DEUTSCHEN REICHSBAHN-GESELLSCHAFT.

§ 1. *Firma.*

1. unverändert.

2. Für ihre Rechtsverhältnisse sind das Reichsgesetz über die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft vom 30. August 1924 in der Fassung des Gesetzes vom und diese Gesellschaftssatzung, die einen Bestandteil des Gesetzes bildet, massgebend. Der Sitz der Gesellschaft ist Berlin.

3. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

§ 2. *Gegenstand des Unternehmens.*

Unverändert.

§ 3. *Grundkapital.*

1. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzehn Milliarden Reichsmark, und zwar zwei Milliarden Reichsmark Vorzugsaktien (Gruppe A) und dreizehn Milliarden Reichsmark Stammaktien. Die Bestimmungen in Paragraph 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V bleiben unberührt.

2. Weitere Vorzugsaktien (Gruppe B) zur Erhöhung des Grundkapitals kann die Gesellschaft unter Beachtung der Bestimmungen in Paragraph 3 Absatz 2 des Gesetzes auf Grund eines Beschlusses des Verwaltungsrats ausgeben.

§ 4. *Vorzugsaktien.*

1. Die Vorzugsaktien lauten auf den Inhaber und sind frei übertragbar. Sie gewähren den Anspruch auf Kapitalrückzahlung spätestens bei Ablauf des Betriebsrechts sowie auf eine Vorzugsdividende. Ist in einem Jahre die Vorzugsdividende nicht voll gezahlt worden, so ist sie aus den Gewinnen der folgenden Jahre nachzuzahlen. Im Falle einer Gewinnverteilung auf die Stammaktien ist nach näherer Bestimmung des Paragraphen 25 auf die Vorzugsaktien Gruppe A eine Zusatzdividende auszuschütten.

2. unverändert.

3. Die Vorzugsaktien jeder Serie können vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in Paragraph 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V jederzeit ganz oder zum Teil eingezogen werden.

4. unverändert.

5. unverändert.

6. Den Einlösungskurs der Vorzugsaktien bestimmt vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in Paragraph 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V die Gesellschaft bei der Ausgabe. Soll er höher als zehn vom Hundert über den Nennwert bemessen werden, so bedarf dies der Zustimmung der Reichsregierung.

7. Die Reichsregierung kann verlangen, dass die Gesellschaft von ihrem Rechte der vorzeitigen Einziehung unter Beachtung der vorstehenden Bestimmungen Gebrauch macht, wenn das Reich ihr die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt.

§ 5. *Verteilung des Erlöses aus den Vorzugsaktien.*

1. Von dem Gesamterlös aus der Ausgabe der Vorzugsaktien Gruppe A fließen ein Viertel dem Reich, drei Viertel der Gesellschaft zu. Der Erlös aus einzelnen Ausgaben darf jedoch im Einvernehmen zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft anders verteilt werden, falls sich dadurch das Gesamtergebnis der Verteilung nicht ändert.

2. Während der ersten zwei Jahre nach dem Uebergang des Betriebsrechts soll die Gesellschaft Vorzugsaktien im Nennwert von fünfhundert Millionen Reichsmark verwerthen. Die Reichsregierung kann verlangen, dass der Erlös aus dieser Ausgabe dem Reich ganz zufließt.

§ 6. *Stammaktien.*

Unverändert.

§ 7. *Form und Inhalt der Aktien.*

Unverändert.

§ 8. *Reparationsschuldverschreibungen.*

Fällt weg.

§ 9. *Andere Schuldverschreibungen.*

Fällt weg.

§ 10. *Organisation der Gesellschaft.*

Unverändert.

§ 11. *Verwaltungsrat.*

1. Der Verwaltungsrat besteht aus achtzehn Mitgliedern, die Deutsche sein müssen.

2. (bisher 2. und 3.). Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von der Reichsregierung ernannt. Sind Vorzugsaktien Gruppe A ausgegeben, so sind vier von den achtzehn Sitzen den Inhabern dieser Vorzugsaktien mit der Massgabe einzuräumen, dass auf je fünfhundert Millionen Reichsmark ausgegebener Vorzugsaktien ein Sitz im Verwaltungsrat entfällt.

3. (bisher 4.) unverändert.

4. (bisher 5.) unverändert.

§ 12. *Voraussetzung für die Mitgliedschaft im Verwaltungsrat.*

Unverändert.

§ 13. *Ausscheiden der Mitglieder des Verwaltungsrates.*

1. Vom 31. Dezember 1930 ab scheidet alljährlich sechs Mitglieder des Verwaltungsrats aus; die Amtsdauer der Mitglieder beträgt künftig drei Jahre. Die Ausscheidenden können wiederernannt werden. Die Ernennung der neuen oder die Wiederernennung der ausscheidenden Mitglieder hat vor Beginn des folgenden Geschäftsjahres stattzufinden.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Die Amtsdauer der gegenwärtigen Mitglieder des Verwaltungsrats endet

am 31. Dezember 1930, soweit sie auch nach den bisherigen Bestimmungen an diesem Tage auscheiden hätten,

am 31. Dezember 1931, soweit sie nach den bisherigen Bestimmungen am 31. Dezember 1932 auscheiden hätten,

am 31. Dezember 1932, soweit sie nach den bisherigen Bestimmungen am 31. Dezember 1934 auscheiden hätten.

Ihre Nachfolger werden für drei Jahre ernannt.

Abweichend hiervon scheidet die vier ausländischen Mitglieder mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes aus. Ihre Nachfolger werden von der Reichsregierung zum gleichen Zeitpunkt lediglich für den Rest der

Amts-dauer der ausländischen Mitglieder ernannt ; ihre Amtszeit endet demnach entsprechend dem vorstehenden Grundsatz am 31. Dezember der Jahre 1930, 1931 oder 1932.

2. und 3. unverändert.

§ 14. *Präsident des Verwaltungsrats.*

1. Der Verwaltungsrat wählt jährlich zu Beginn des Geschäftsjahres einen Präsidenten. Wiederwahl ist zulässig. Die Wahl bedarf der Bestätigung des Reichspräsidenten. Wenn die Inhaber der Vorzugsaktien-Gruppe A im Verwaltungsrat durch drei Mitglieder vertreten sind, soll der Präsident aus diesen entnommen werden.

2. Der Verwaltungsrat wählt jährlich einen oder zwei Vizepräsidenten, deren Wiederwahl zulässig ist.

§ 15. *Aufgaben des Verwaltungsrats.*

1. Der Verwaltungsrat hat die Aufgabe, die Geschäftsführung der Gesellschaft zu überwachen und über alle wichtigen oder grundsätzlichen Fragen oder solche von allgemeiner Bedeutung zu entscheiden. Hierzu gehören insbesondere :

die Ernennung des Generaldirektors und der oberen Beamten ; diese hat der Generaldirektor vorzuschlagen,

die Feststellung des Voranschlags,

die Feststellung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung,

die Gewinnverteilung,

die Anlegung der flüssigen Mittel der Gesellschaft,

die Ermächtigung zur Aufnahme von Anleihen und Krediten zu Lasten der Gesellschaft

und zu deren hypothekarischer Sicherung,

die Genehmigung aller Ausgaben auf Kapitalrechnung, wenn diese die vom Verwaltungsrat festgesetzte Begrenzung übersteigen.

die Genehmigung der allgemeinen Bestimmungen über die Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Bediensteten, insbesondere auch der Besoldungs- und Lohnordnung.

2. und 3. unverändert.

§ 16. *Sitzungen des Verwaltungsrates.*

1. Der Verwaltungsrat tritt mindestens alle zwei Monate zu ordentlichen Sitzungen zusammen. Ausserordentliche Sitzungen sind anzuberaumen, wenn mindestens sechs Mitglieder oder der Präsident des Verwaltungsrats oder die Reichsregierung die Einberufung schriftlich beantragen.

2. und 3. unverändert.

4. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

5. Die Reichsregierung kann einen ständigen Vertreter bestellen, der berechtigt ist, an den Sitzungen des Verwaltungsrats und seiner Ausschüsse ohne Stimmrecht teilzunehmen. Im Falle seiner Behinderung kann sein ständiger Stellvertreter an den Sitzungen teilnehmen. Der Vertreter der Reichsregierung und sein Stellvertreter sind zu Beginn eines jeden Geschäftsjahres zu benennen.

§ 17. *Arbeitsausschuss.*

1. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse, soweit es ihm zweckmässig erscheint, einem Arbeitsausschuss übertragen, der aus sechs Mitgliedern besteht. Eines der Mitglieder ist den Vertretern der Vorzugsaktionäre-Gruppe A auf ihren Wunsch zu entnehmen.

2. und 3. unverändert.

§ 18. *Vergütungen für die Mitglieder des Verwaltungsrats.*

Unverändert.

§ 19. Vorstand.

1. und 2. unverändert.

3. Der Generaldirektor wird vom Verwaltungsrat nach Fühlungnahme mit der Reichsregierung auf drei Jahre ernannt; Wiederernennung ist zulässig. Die Direktoren werden vom Verwaltungsrat auf Vorschlag des Generaldirektors ernannt.

4. unverändert.

5. Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Ernennung des Generaldirektors widerrufen. Der Anspruch des Generaldirektors auf seine vertragsmässige Vergütung wird durch den Widerruf seiner Ernennung nicht berührt.

6. Hält die Reichsregierung eine Verletzung der Gesellschaftssatzung durch den Generaldirektor für gegeben, so kann sie verlangen, dass der Verwaltungsrat über die Entlassung des Generaldirektors Beschluss fasst.

§ 20. Befugnisse des Vorstands.

Unverändert.

§ 21. Der Eisenbahnkommissar.

Fällt weg.

§ 22. Aufgaben des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 23. Personal und Kosten des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 24. Ausnahmebefugnisse des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 25. Finanzgebarung der Gesellschaft.

1. Die Gesellschaft hat am Schluss jedes Geschäftsjahres eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen.

2. Der Betriebsüberschuss, der nach Zahlung der Reparationssteuer und nach Deckung der Betriebsausgaben aus den Betriebseinnahmen gemäss den Bestimmungen in Paragraph 4 des Gesetzes verbleibt, ist wie folgt zu verwenden:

1. Zunächst sind der Zinsendienst der Schuldverschreibungen und Anleihen der Gesellschaft und die für notwendige Abschreibungen zu verwendenden Beträge zu bestreiten.

2. Zur Deckung eines etwaigen Betriebsfehlbetrages der Gesellschaft und zur Sicherstellung der rechtzeitigen Zahlung der Reparationssteuer sowie der rechtzeitigen Befriedigung des Zins- und Tilgungsdienstes der Schuldverschreibungen und Anleihen der Gesellschaft ist sodann eine Rücklage (Ausgleichsrücklage) zu schaffen. Der Rücklage sind jährlich zwei vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen zu überweisen, bis die Rücklage den Betrag von vierhundertfünfzig Millionen Reichsmark erreicht hat.

Nach Auffüllung der Ausgleichsrücklage bis zu dem vorgenannten Höchstbetrag ist sogleich eine weitere Rücklage (Dividendenrücklage) zur Sicherstellung der Ausschüttung der Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien zu bilden. Ihr ist eins vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen zuzuführen, bis sie den Betrag von fünfzig Millionen Reichsmark erreicht hat. Die Überweisungen aus dem Betriebsüberschuss an die Ausgleichsrücklage und an die Dividendenrücklage dürfen zusammen in einem Geschäftsjahr jedoch den Betrag von zwei vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen nicht überschreiten. Die Bestimmung in Paragraph 4 Absatz 2 Satz 1 des Gesetzes gilt auch für die Dividendenrücklage.

Müssen nach Erreichung ihres Höchstbetrages die Rücklagen angegriffen werden, so sind sogleich die jährlichen Überweisungen zu ihrer Wiederauffüllung nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen aufzunehmen.

§ Der aus dem Betriebsüberschuss nach den vorstehenden Zahlungen und Überweisungen verbleibende Reingewinn ist in folgender Reihenfolge zu verwenden:

1. Sollte in früheren Jahren die Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien Gruppe A nicht voll gezahlt worden sein, so ist sie vorweg nachzuzahlen. Sodann ist die Vorzugsdividende auf diese Vorzugsaktien auszuschütten.

2. Sollte in früheren Jahren die Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien Gruppe B nicht voll gezahlt worden sein, so ist sie vorweg nachzuzahlen. Sodann ist die Vorzugsdividende auf diese Vorzugsaktien auszuschiütten.

3. Beträge, die die Reichsregierung gemäss Paragraph 4 Absatz 4 des Gesetzes mit Rücksicht auf die Gewährleistung der Reparationssteuer entrichtet hat, sind ihr zu erstatten.

4. Die Verwendung des Restbetrages des Reingewinnes bestimmt der Verwaltungsrat im Einvernehmen mit der Reichsregierung nach folgenden Richtlinien :

Vorweg sind mindestens fünfundzwanzig vom Hundert dieses Restbetrages ohne Einrechnung des Vortrags aus dem Vorjahre der Dividendenrücklage zuzuführen, bis sie den Betrag von hundert Millionen Reichsmark erreicht hat. Muss nach Erreichung dieser Grenze die Dividendenrücklage angegriffen werden, so sind die Überweisungen zu ihrer Wiederauffüllung gemäss der vorstehenden Bestimmung wiederaufzunehmen.

Im übrigen können Sonderrücklagen vorgesehen werden. Vom Jahre 1935 an ist eine besondere Rücklage zur Einziehung der Vorzugsaktien anzusammeln. Diese Rücklage kann auch schon in einem früheren Zeitpunkt angeordnet werden. Eine Rücklage für die Einziehung der Stammaktien wird nicht gebildet.

Wenn der Verwaltungsrat eine Verteilung des weiteren Reingewinns beschliesst, soll dieser wie folgt verwendet werden : Ein Drittel für die Vorzugsaktien Gruppe A als Zusatzdividende, zwei Drittel für die Stammaktien.

Sollten jedoch die Vorzugsaktien Gruppe A nicht in dem vorgesehenen Gesamtbetrage von zwei Milliarden Reichsmark ausgegeben sein, so kommt der auf die noch nicht begebenen Vorzugsaktien dieser Gruppe entfallende Teil den Stammaktien zugute.

4. Von der Rücklage, die nach Paragraph 25 Absatz 2 Ziffer 3 der dem Reichsbahngesetz vom 30. August 1924 beigefügten Gesellschaftssatzung geschaffen worden ist, sind vierhundertfünfzig Millionen Reichsmark der Ausgleichsrücklage zuzuführen. Der hiernach verbleibende Rest ist an die Dividendenrücklage zu überweisen.

§ 26. Besondere Bestimmungen über die Serien I bis V der Vorzugsaktien Gruppe A.

Für die Vorzugsaktien der Gruppe A Serien I bis V gelten folgende Bestimmungen :

1. Diese Vorzugsaktien lauten auf Goldmark. Die Vorzugs- und die Zusatzdividende sowie der Einlösungsbetrag der Vorzugsaktien sind in Goldmark und deren Gegenwert in Reichsmark zu zahlen. Als Goldmark im Sinne dieser Bestimmung gilt der Gegenwert von $1/2790$ Kilogramm Feingold. Dieser Gegenwert wird berechnet nach dem Londoner Goldpreise, der am dritten Werkstage vor der Genehmigung der Bilanz durch den Verwaltungsrat amtlich bekanntgegeben wird, und dem Mittelkurs der an diesem Tage an der Berliner Börse vorgenommenen amtlichen Notierung für Auszahlung London. Falls am dritten Werkstage vor der Genehmigung der Bilanz kein amtlicher Goldpreis veröffentlicht wird, ist der zuletzt vor diesem Tage amtlich bekanntgegebene Londoner Goldpreis der Berechnung zugrunde zu legen. Ergibt sich aus der Umrechnung für das Kilogramm Feingold ein Preis von nicht mehr als 2 820 und nicht weniger als 2 760 Reichsmark, so ist für jede geschuldete Goldmark eine Reichsmark in gesetzlichen Zahlungsmitteln zu zahlen.

Auf die Dividende jeder Vorzugsaktie der Serien IV und V der Gruppe A wird am zweiten Januar jedes Jahres eine Abschlagszahlung in Reichsmark nach Massgabe der Ausgabebedingungen gezahlt.

Bei der Einlösung der aufgerufenen Vorzugsaktien wird die Goldmark in der für die Dividende vorgesehenen Weise in Reichsmark umgerechnet, wobei die am dritten Werkstage vor der Einlösung vorgenommene Notierung der in Frage kommenden Kurse zugrunde gelegt wird.

2. Diese Vorzugsaktien können erst vom Beginn des 16. Jahres nach ihrer Ausgabe an ganz oder zum Teil eingezogen werden. Sollte jedoch die Verpflichtung der Gesellschaft, die Reparationssteuer zu entrichten, früher fortfallen, so kann die Gesellschaft diese Vorzugsaktien auch schon vom Tage des Fortfalls dieser Verpflichtung an einziehen.

3. Der Einlösungskurs dieser Vorzugsaktien zuzüglich der laufenden und der rückständigen Dividenden bestimmt sich wie folgt : Bei Einziehung vor Ablauf des 25. Jahres nach dem Übergang des Betriebsrechts an die Gesellschaft beträgt der Einlösungskurs zwanzig vom Hundert über den Nennwert, bei Einziehung vom 26. bis 35. Jahre einschliesslich beträgt er zehn vom Hundert über den Nennwert. Nach dem 35. Jahre erfolgt die Einziehung zum Nennwert.

4. Diese Vorzugsaktien gewähren den Anspruch auf Kapitalrückzahlung spätestens am 31. Dezember 1964.

ANLAGE II ZUM REICHSBAHNGESETZ.

A. NACH PARAGRAPH 19 ABSATZ 3. KANN DIE GESELLSCHAFT DIE ARBEITSZEIT DER BEAMTEN AUF DIE ANGESTELLTEN UND ARBEITER IN FOLGENDEN DIENSTZWEIGEN ÜBERTRAGEN :

I. *Bahnbewachungsdienst.*

1. Schrankenwärter- und Schrankenwärterinnendienst.
2. Streckenwärterdienst (Streckenläuferdienst).
3. Übriger Bahnbewachungsdienst.

II. *Blockwärterdienst auf freier Strecke.*III. *Bahnhofsdienst.*

1. Dienststellenleitung (auch Leiter der Abteilungen).
2. Rechnungs- und Schreibdienst.
3. Zugleitungs- und Fahrdienstleiterdienst sowie Aufsichtsdienst im Sinne des Paragraphen 9 der Fahrdienstvorschriften.
4. Nachrichtendienst am Fernschreiber und Fernsprechumschalter.
5. Weichendienst im Stellwerk und an Handweichen.
6. Verschiebedienst.
7. Bahnsteigschaffnerdienst (einschl. Pförtnerauskunftsdienst).
8. Wächter-, Haus- und Botendienst.
9. Übriger Bahnhofsdienst, sowie die Bediensteten teilweise in einem der übrigen unter A genannten Dienstzweige tätig sind.

IV. *Kassen- und Abfertigungsdienst.*

(soweit nicht unter B Ziffer VI etwas anderes bestimmt ist).

1. Dienststellenleitung (auch Leiter der Abteilungen).
2. Rechnungs-, Schreib- und Kassendienst.
3. Fahrkartendienst (einschl. Auskunftsdienst).
4. Gepäck- und Expressgutabfertigungsdienst.
5. Eilgut-, Frachtgut- und Tierabfertigungsdienst.
6. Annahme-, Ausgabe- und Ladedienst.
7. Wagentdienst und Zugsabfertigungsdienst.
8. Wächter-, Haus- und Botendienst.
9. Übriger Kassen- und Abfertigungsdienst.

V. *Zugsbegleitdienst im Reise- und Güterzugsdienst.*VI. *Betriebsmaschinendienst.*

1. Aufsichtsdienst.
2. Rechnungs- und Schreibdienst.
3. Lokomotivfahr- und Triebwagenführerdienst.

VII. *Schiffsdienst auf Binnen- und Küstengewässern, ausgenommen die Kettenschleppschiffahrt auf dem Main.*

1. Deckdienst.
2. Schiffsmaschinendienst.
3. Werftdienst.
4. Übriger Dienst.

VIII. *Bürodienst in der Hauptverwaltung, den Reichsbahndirektionen und den Ämtern.*

B. DIE BEFUGNIS DER GESELLSCHAFT, DIE ARBEITSZEIT DER BEAMTEN AUF DIE ANGESTELLTEN UND ARBEITER ZU ÜBERTRAGEN, IST NICHT GEGEBEN :

- I. In der Bahn- und Telegraphenunterhaltung, in den Oberbaustofflagern, im Hochbau, in Steinbrüchen, Schotterwerken, Kiesgruben, Holztränkanstalten, Bahngärtnereien und in der Wald- und Landwirtschaft.
- II. In den Reichsbahn-Ausbesserungswerken und den dazu gehörigen Nebenbetrieben, wie Bahnkraft-, Bahngaswerken und Laboratorien.
- III. In den Telegraphenwerkstätten.
- IV. In den Waschanstalten.
- V. Im Werkstättenbetrieb der Bahnbetriebswerke.
- VI. Bei den ausschliesslich als Güterbodenarbeiter beschäftigten Arbeitern auf Güterböden oder Umladehallen mit in der Regel mehr als 25 derartigen Arbeitern.

ANNEXE VI.

ANNEX VI.

MODIFICATIONS A INTRODUIRE DANS LA LOI ET LES STATUTS CONCERNANT LA DEUTSCHE REICHSBAHN GESELLSCHAFT.

AMENDMENTS TO BE MADE IN THE LAW CONCERNING AND IN THE STATUTES OF THE DEUTSCHE REICHSBAHN GESELLSCHAFT.

LOI DES CHEMINS DE FER.

MODIFICATIONS.

Paragraphe premier. Institution de la compagnie.

1. Il est créé par la présente loi, en vue de l'exploitation des Chemins de fer du Reich, une compagnie.

2. La compagnie gèrera les chemins de fer du Reich pour le Reich en observant les dispositions de la présente loi et des statuts y annexés (Annexe

Paragraphe 2. Gestion.

San rangement.

Paragraphe 3. Actions.

1. Le fonds social de la compagnie se monte à quinze (15) milliards de reichsmarks ; il se divise en deux (2) milliards de reichsmarks d'actions de préférence (Tranche 1) et treize (13) milliards de reichsmarks d'actions ordinaires sous réserve des dispositions spéciales prévues au paragraphe 26 des statuts en ce qui concerne les actions de préférence.

2. En vue de se procurer les fonds requis pour l'amélioration, le perfectionnement et l'extension de l'ensemble des installations fixes et du matériel roulant des chemins de fer du Reich, ainsi que pour d'autres dépenses extraordinaires, la compagnie est en droit d'augmenter son fonds social au moyen de l'émission d'autres actions de préfé-

Section 1. Incorporation of the Company.

1. A Company is incorporated by the present Law to operate the Railways of the Reich.

2. The Company shall operate the Railways of the Reich on behalf of the Reich in conformity with the provisions of the present Law and the Statutes annexed thereto (Annex I).

Section 2. Conduct of the Undertaking.

No change.

Section 3. Capital.

1. The original share capital of the Company shall be fifteen (15) milliard reichsmarks, divided into two (2) milliard reichsmarks of preference shares (*tranche A*) and thirteen (13) milliard reichsmarks of ordinary shares subject to the special provisions laid down in Section 26 of the Statutes as regards the preference shares.

2. For the purpose of obtaining the funds required for the improvement, perfecting and extension of the plant and rolling-stock of the Railways of the Reich and for other extraordinary expenditure, the Company is entitled to increase its capital by the issue of further preference shares (*tranche B*), the total nominal amount of such

rence (Tranche B), actions dont le montant nominal total ne devra pas dépasser la somme de deux milliards de reichsmarks pendant chaque période de dix ans à compter de la première émission de semblables actions de préférence. L'augmentation du fonds social est soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement du Reich.

3. Jusqu'ici 2 sans changement.

Paragraphe 4. Taxe de réparation.

1. La compagnie devra verser à titre de contribution de la Deutsche Reichsbahn aux annuités de réparation à payer par le Reich, une taxe du Reich se montant à 660 millions de reichsmarks par an (taxe de réparation). La taxe viendra à échéance à raison de mensualités égales de 55 millions de reichsmarks après expiration de chaque mois, le premier jour du mois suivant et, dans le cas où le premier jour du mois est un dimanche ou un jour férié, le jour ouvrable suivant; elle sera payée directement au compte de la Banque des Règlements internationaux à la Reichsbank. Le premier versement viendra à échéance le 1^{er} octobre 1929 et le dernier le 1^{er} avril 1966, en observant les dispositions du paragraphe 5 de la présente loi. Les paiements aux jours fixés pour les échéances seront effectués avant neuf heures du matin.

2. La taxe de réparation sera prélevée sur les recettes de l'exploitation de la compagnie, au besoin en ayant recours à toutes les réserves. Elle prendra rang après les dépenses pour le personnel et sera placée sur le même pied que les dépenses pour le matériel et les matières de consommation. Elle jouira d'une priorité par rapport à tous les autres impôts actuellement prélevés sur la Compagnie des chemins de fer ou susceptibles de l'être dans l'avenir; elle aura également priorité sur toute autre charge hypothécaire ou non hypothécaire grevant la compagnie.

3. La compagnie remettra à la Banque des Règlements internationaux un certificat attestant ses obligations prévues aux alinéas (1) et (2) ci-dessus. Les obligations des réparations qui avaient été créées en application du paragraphe 4 de la loi du 30 août 1924 et remises au Trustee seront définitivement annulées et détruites avec l'intervention d'un représentant de la compagnie.

4. Le paiement de la taxe de réparation par la compagnie sera garanti par le Gouvernement du Reich. Dès que la Banque des Règlements internationaux aura notifié au gouvernement qu'un paiement dû n'a pas été effectué en tout ou en partie, le gouvernement autorisera la compagnie à effectuer au paiement du montant arriéré de la taxe de réparation le produit de l'impôt sur les transports perçu pour le compte du Reich, dans le cas où un tel impôt existe. Si ces ressources se trouvent insuffisantes, le Reich comblera le déficit

shares not to exceed the sum of two milliard reichsmarks for each period of ten years dating from the first issue of such preference shares. The increase of the capital is conditional upon the assent of the Government of the Reich.

3. Formerly (2). No change.

Section 4. Reparation Tax.

1. The Company shall pay, as a contribution of the Deutsche Reichsbahn to the reparation annuities payable by the Reich, a tax of the Reich to an amount of 660 million reichsmarks per annum (reparation tax). The reparation tax shall fall due, in equal monthly instalments of 55 million reichsmarks, upon expiration of each month on the first day of each subsequent month, and where the first day is a Sunday or holiday, upon the first working day following; the tax shall be paid direct into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank; the first payment shall fall due on the 1st October, 1929, and the last payment on the 1st April, 1966, subject to the provision of Section 5 of the present Law. The payments shall be made before 9 a. m. on the days fixed for the same.

2. The Reparation Tax shall be paid out of the operating receipts of the Company with recourse, if necessary, to all reserves. It shall rank after the expenditure on personnel and on the same footing with expenditure on material and consumable stores. It shall enjoy priority over any other tax now levied on the Railway Company, or which may be levied in the future, and shall rank prior to any other charge, by way of mortgage or otherwise, on the Company.

3. The Company shall deposit with the Bank for International Settlements a certificate acknowledging its liabilities under paragraphs 1 and 2 above. The Reparation Bonds created in virtue of Section 4 of the Law of the 30th August, 1924, and handed over to the Trustee shall be cancelled and destroyed in the presence of a representative of the Company.

4. The payment of the reparation tax by the Company shall be guaranteed by the Government of the Reich. As soon as the Bank for International Settlements notifies the Government that a payment due has not been effected either in whole or in part, the Government shall authorise the Company to devote to the payment of the arrears of reparation tax the proceeds of the transport tax collected for the account of the Reich, in so far as such a tax exists. If these resources prove insufficient the Reich shall meet the deficit within one

dans le délai d'un mois à dater de la notification de la Banque soit en mettant à la disposition de la compagnie les fonds nécessaires pour le paiement, soit par un versement direct au compte de la Banque des Règlements internationaux à la Reichsbank. L'impôt sur les transports sera, à part l'affectation prévue ci-dessus, libre de toutes charges spéciales du chef des réparations.

5. Les sommes versées par le gouvernement dans le but de combler un déficit que serait apparu pour la taxe de réparation, de même que les produits de l'impôt sur les transports affectés par la compagnie au même but, selon l'alinéa 4 ci-dessus, devront être remboursés au Reich suivant les dispositions du paragraphe 25, alinéa 3, N° 3, des statuts de la compagnie.

6. La compagnie pourra, avec l'approbation de la Banque des Règlements internationaux et aux conditions établies d'accord avec cette banque, racheter en tout ou en partie la taxe de réparation par un paiement en capital. Le Gouvernement du Reich pourra demander à la compagnie d'user de ce droit de rachat à condition que le Reich mette à sa disposition les fonds nécessaires. Le paiement éventuel du montant en capital fera cesser l'obligation de la compagnie visée aux alinéas 1 et 2. Le droit du Gouvernement du Reich, prévu dans l'accord de....., du....., et qui concerne le rachat des annuités de réparation est réservé.

Paragraphe 5. Droits d'exploitation. Transfert des droits et obligations.

1. Le Reich transfère à la compagnie le droit exclusif d'exploiter les chemins de fer aux conditions fixées dans la présente loi et les statuts de la compagnie. Le droit d'exploitation finira le 31 décembre 1964, à la condition que toutes les annuités de réparation échéant avant cette date, y compris le versement du 2 janvier 1965, soient payées et que toutes les actions de préférence soient remboursées. L'obligation incombant à la compagnie de verser la taxe des réparations pour l'année 1965 et jusqu'au 31 mars 1966 sera transférée, les dispositions du paragraphe 4 étant appliquées, à l'entreprise qui sera chargée alors de la gestion des chemins de fer du Reich, conformément à l'article 92 de la Constitution du Reich.

2. Dans le cas où l'obligation qui incombe à la compagnie de payer la taxe de réparation directement au compte de la Banque des Règlements Internationaux à la Reichsbank aura pris fin avant le 31 décembre 1964, la période de la concession sera raccourcie et le droit d'exploitation finira aussitôt, à la condition toutefois que les actions de préférence soient remboursées à cette

month of receiving notice from the Bank, either by placing the sums required for the payment at the disposal of the Company or by making a direct payment into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank. Apart from the above provision, the transport tax shall be exempt from all special charges in respect of reparations.

5. The sums paid by the Government to cover a deficit in the reparation tax and the proceeds of the transport tax devoted by the Company to the same purpose in virtue of paragraph (4) above shall be repaid to the Reich in conformity with the provisions of Section 25, paragraph 3, No. 3 of the Company's Statutes.

6. The Company is entitled, with the assent of the Bank for International Settlements and subject to the terms agreed on with the Bank, to discharge the reparation tax in whole or in part by a capital payment. The Government of the Reich may require the Company to exercise this right of discharge provided that the Reich places the necessary funds at the Company's disposal. Any capital payment shall extinguish the liability of the Company under paragraphs 1 and 2 in a corresponding degree. The right of the Government of the Reich provided for in the Agreement of, of, relating to the redemption of reparation annuities remains unaffected.

Section 5. Concessions. Transfer of Rights and Obligations.

1. The Reich shall concede to the Company the exclusive right to operate the railways of the Reich under the conditions set forth in this Law and in the Company's Statutes. The concession shall terminate on the 31st December, 1964, provided that at the said date all the reparation tax payments payable up to that date including the payment falling due on the 2nd January, 1965, have been discharged and all the preference shares have been redeemed. The liability of the Company to the payment of the reparation tax in 1965 and up to the 31st March, 1966, shall then be transferred, subject to the continued application of the provisions of Section 4, to the undertaking entrusted with the operation of the railways of the Reich in accordance with Article 92 of the Constitution.

2. In the event of the Company's liability to pay the reparation tax direct into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank terminating before the 31st December, 1964, the concession shall be shortened accordingly and will terminate forthwith, provided that the preference shares have all been redeemed by that date. On the other hand, if at the 31st December,

date. Au contraire, si les annuités de la taxe de réparation échéant jusqu'au 31 décembre 1964 n'ont pas été payées en totalité, ou si les actions de préférence n'ont pas été entièrement remboursées au 31 décembre 1964, le droit d'exploitation sera prolongé aux mêmes conditions jusqu'à l'achèvement dudit paiement et remboursement.

3. Jusqu'à 7, sans changement.

Paragraphe 6. Propriété des chemins de fer.

1. Sans changement.

2. La compagnie sera autorisée à disposer des biens appartenant aux chemins de fer en tant qu'elle le jugera compatible avec une exploitation normale. Ce faisant, la compagnie sera tenue sous réserve des stipulations du paragraphe 8 d'obtenir avant de disposer de l'un quelconque des biens dont la valeur dépassera 250.000 reichsmarks l'autorisation du gouvernement. Le produit des ventes doit être employé à améliorer, compléter, ou étendre les installations fixes du chemin de fer ou le matériel roulant, à moins qu'une autre utilisation ne soit convenue avec le Gouvernement du Reich.

Paragraphe 7. Responsabilité limitée des chemins de fer pour les dettes du Reich.

Sans changement.

Paragraphe 8. Emprunts.

1. La compagnie aura le droit de contracter librement des emprunts dont les charges prendront fin avant le 1^{er} janvier 1965 en utilisant comme gage les chemins de fer par des hypothèques.

2. Jusqu'à 4, sans changement.

5. Dans le but de garantir des emprunts (aliénés 1 et 2) par des hypothèques, la compagnie pourra donner une hypothèque générale (*Reichsbahnhypothek*) sur tous les biens immeubles appartenant aux chemins de fer, avec tous les accessoires y compris le matériel roulant.

Paragraphe 9. Exploitation.

1. La compagnie sera tenue d'assurer l'exploitation des chemins de fer ainsi que d'entretenir, de renouveler et de développer à ses frais les installations et le matériel d'une façon satisfaisante et conformément aux besoins du trafic et au progrès de la technique.

2. Sous réserve de ces principes et des prescriptions légales et dans les limites du droit de contrôle du Reich (paragraphe 31 et suivants), la compagnie est autorisée à diriger l'exploitation sous sa propre responsabilité.

1964, the whole of the Reparation tax payments due up to that date have not been made, or if the whole of the preference shares have not been redeemed, the concession shall be prolonged under the same conditions until such time as the payment of the tax and the redemption of the preference shares have been completed.

3. To 7. No change.

Section 6. Railway Property of the Reich.

1. No change.

2. The Company shall be entitled to dispose of property belonging to the railways of the Reich where, in the opinion of the Company, such disposal is not inconsistent with reasonable operating needs. Nevertheless, before disposing of any property the value of which exceeds 250,000 reichsmarks, the Company shall be required, subject to the provisions of Section 8, to obtain the consent of the Government. Where no other method of utilisation has been agreed upon with the Government of the Reich the proceeds of sales shall be utilised for the improvement, completion or extension of plant and rolling-stock.

Section 7. Limited Liability of Railway Property for Debts of the Reich.

No change.

Section 8. Loans and Credits.

1. The Company shall have the right to raise loans on its own account, provided that their currency does not extend beyond the 1st January, 1965, and for the purpose of such loans to mortgage the property of the railways of the Reich.

2 to 4. No change.

5. For the purpose of guaranteeing loans (paragraphs 1 and 2) by mortgages, the Company shall be entitled to grant a collective mortgage (*Reichsbahn-hypothek*) on all land sites forming part of the property of the railways, together with all accessories, including rolling-stock.

Section 9. Operation.

1. The Company shall assume responsibility for the safe operation of the railways of the Reich and for such adequate maintenance, renewal and development at its own expense of the undertaking, with all its accessories, as will meet the requirements of traffic and the progress in railway technique.

2. Subject to these principles and other legal prescriptions and within the limits of the control (see Section 31 and following) the Company shall be entitled to operate the railways on its own responsibility.

Paragraphe 10. Droit exclusif d'exploitation.

Sans changement.

Section 10. Monopoly.

No change.

Paragraphe 11. Décisions sur la nature des chemins de fer.

La question de savoir si une ligne doit être considérée comme un chemin de fer d'intérêt général sera décidée définitivement par le ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer après audition du Gouvernement de l'État allemand intéressé et de la compagnie.

Section 11. Classification of Railways.

The Government of the German State concerned and the Company shall be entitled to be heard on the question as to whether a railway is to be considered as of general interest ; the final decision rests with the Minister of the Reich responsible for the control of the railways.

Paragraphe 12. Transfert du droit d'exploitation.

La compagnie pourra, dans des cas particuliers, avec l'autorisation du gouvernement, transférer son droit d'exploitation à des tiers sur quelques parties de son réseau lorsqu'elle y trouve des avantages pour son exploitation, et à la condition qu'il n'en résulte aucune diminution de sa capacité de paiement et de la garantie des réparations.

Section 12. Transfer of Rights under the Concession.

In special cases where it appears advantageous in the operation of the undertaking the Company may, with the assent of the Government of the Reich, transfer the concession of individual parts of the system to third parties, provided that the Company's ability to pay the reparation tax and the security of the same are not diminished thereby.

Paragraphe 13. Prestations pour d'autres administrations.

Sans changement.

Section 13. Services to or by Departments of the Governments.

No change.

Paragraphe 14. Privilège fiscal.

Sans changement.

Section 14. Exemption from Taxation.

No change.

Paragraphe 15 (nouveau). Contribution aux frais d'administration des communes.

A titre de règlement des demandes concernant les frais d'administration des communes dont la population comprend une grande proportion d'employés de chemin de fer la compagnie versera chaque année, suivant l'accord intervenu avec le Gouvernement, une somme totale fixée à cinq (5) millions de reichsmarks au Gouvernement du Reich qui établira les principes de la réparation de cette somme entre les communes intéressées. Si la situation vient à changer à l'avenir, la somme à verser par la compagnie sera fixée par un nouvel accord à établir entre le gouvernement et la compagnie.

Section 15 (new). Contributions towards the Administrative Expenditure of the Communes.

In discharge of claims to a contribution towards administrative expenditure put forward by communes in which a relatively large proportion of railway staff is domiciled, the Company shall pay annually to the Government of the Reich the fixed sum of five million reichsmarks agreed on with the Government, which will lay down the principles of distribution among the communes concerned. Should circumstances alter in the future, the amount payable by the Company shall be fixed by a new agreement between the Government and the Company.

Paragraphe 15 (ancien). Impôt sur les transports.

Sera supprimé.

Section 15 (former). Transport Tax.

Omitted.

Paragraphe 16. Application des lois à la compagnie.

1. La compagnie sera soumise à la législation allemande en général, sauf dans la mesure où les

Section 16. Other Laws ; their Application to the Company.

1. The Company shall be subject to general legislation, in so far as it does not enjoy a privileged

dispositions de la présente loi et des statuts lui créent un statut légal spécial. Ne seront pas applicables à la compagnie les dispositions des lois et des ordonnances qui concernent uniquement les chemins de fer privés et qui s'appliquent notamment à leur concession, leur exploitation ou leur contrôle.

2. et 3 (jusqu'ici 1 et 2) sans changement.

4. La compagnie pourra réclamer pour elle et pour son personnel le bénéfice des dispositions existant en faveur des administrations ou exploitations du Reich et de leur personnel en matière du droit d'assurance, d'organisation économique, de travail, d'assistance et de logement. Elle acquerra le bénéfice desdites dispositions en faisant une déclaration en ce sens au gouvernement. Si, conformément aux lois régissant la matière, il faut à cet effet édicter une ordonnance spéciale, elle émanera du ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer. Les fonctions conférées dans ces domaines du droit à la *Oberste Reichsbehörde* seront exercées par le directeur général en tant que les lois n'en disposeront pas autrement.

5 et 6, sans changement.

Paragraphe 17. Autorités de chemins de fer.

Les autorités de chemins de fer ne sont ni des autorités, ni des organes officiels du Reich. Cependant elles jouissent des attributions de droit public que possédaient avant l'établissement de la compagnie les autorités de l'entreprise Deutsche Reichsbahn, et dans l'exercice de ces attributions elles ont les mêmes devoirs. La compagnie est autorisée à se servir d'un cachet portant l'aigle allemand.

Paragraphe 18. Organisation de la compagnie.

Sans changement.

Paragraphe 19. Etat juridique du personnel.

1. La compagnie doit établir un statut du personnel en observant les dispositions qui suivent. Dans ce statut on réglera la situation juridique et les conditions de service et de traitement des fonctionnaires de la Reichsbahn en s'inspirant des prescriptions en vigueur pour les fonctionnaires du Reich. Si la compagnie estime que les conditions particulières des chemins de fer nécessitent une réglementation qui s'écarte des prescriptions applicables aux fonctionnaires du Reich, elle doit en faire part au gouvernement et discuter ses intentions avec ce dernier. Si une entente n'est pas réalisée, le tribunal spécial prévu au paragraphe

position in virtue of the provisions of the present Law or of the Company's Statutes. The laws and decrees relating to private railways alone, in particular to their concession, operation or supervision, shall not be applicable to the Company.

2. Formerly 1. No change.

3. Formerly 2. No change.

4. The Company shall be entitled to claim for itself and its personnel the benefit of the provision which exists in favour of the Departments or undertakings of the Reich and their personnel in the matter of the *Versicherungs-, Wirtschafts-, Arbeits-, Fürsorge- and Wohnungsrecht* (insurance, economic labour, pensions and housing legislation). The right to such benefit will be acquired by a declaration to the Government of the Reich. Where a special decree is required to establish the Company's privileged position under the laws concerned, such decree shall be issued by the Minister of the Reich responsible for the control of the railways. The powers exercised by the supreme authority of the Reich (*Oberste Reichsbehörde*) in these matters shall, unless otherwise stipulated in the laws, be exercised by the Director-General.

5 and 6. No change.

Section 17. Company Officials not State Officials.

The authorities of the Company shall not be authorities or official organs of the Reich. They have, however, the same standing under public law and the duties connected therewith as the Deutsche Reichsbahn undertaking prior to the creation of the Company. The Company shall be entitled to use a seal displaying the German eagle.

Section 18. Representation of the Company.

No change.

Section 19. Legal Position of the Personnel.

1. The Company shall draw up staff regulations (*Personalordnung*) in conformity with and subject to the following provisions. The regulations shall define the rights, conditions of service and salaries of the Railway officials (*Beamte*) on lines similar to those governing the provisions in respect of officials of the Reich. Where the Company believes that the special circumstances of the Railway necessitate a deviation in its own regulations from the provisions applicable to officials of the Reich, the Company shall inform and discuss its intentions with the Government of the Reich. If no agreement can be reached, the final decision shall rest

44 décide. La réglementation existante subsiste jusqu'à décision du tribunal.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

La réglementation de la situation juridique et des conditions de service et de traitement des fonctionnaires de la Reichsbahn au 1^{er} octobre 1929 est considérée comme ayant été faite d'accord avec le gouvernement.

2. Le statut du personnel pourra établir des prescriptions relatives à la situation juridique et aux conditions de service des employés et ouvriers en tant qu'elles ne font pas l'objet de contrats (Contrat collectif, accord d'entreprise, contrat individuel de travail), suivant les principes généraux reconnus en cette matière.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les matières, réglées au 1^{er} octobre 1929, dans les paragraphes 3-32 du statut du personnel, ou laissées par ces paragraphes du statut pour être réglées par le directeur général, sont considérées comme pouvant être traitées par le statut du personnel, sauf dispositions contraires résultant du paragraphe 19 (3).

3. Les lois et ordonnances d'ordre général en matière de législation du travail, d'assistance et d'assurance s'appliquent aussi aux fonctionnaires, employés et ouvriers de la compagnie, sauf dispositions contraires de la présente loi ou des statuts de la compagnie. En particulier les dispositions légales sur la durée du travail des employés et ouvriers sont aussi valables pour les employés et ouvriers de la compagnie. Toutefois dans les services où les conditions particulières des chemins de fer ou bien la collaboration de fonctionnaires, d'employés et d'ouvriers nécessitent une réglementation uniforme de la durée du travail, la compagnie pourra unifier cette réglementation en appliquant aux employés et aux ouvriers les prescriptions en vigueur sur la durée de travail des fonctionnaires. Les services dans lesquels on peut appliquer d'une manière générale aux employés et ouvriers la durée de travail des fonctionnaires sont indiqués au paragraphe A dans l'annexe II qui constitue une partie de la loi ; au paragraphe B on a, par contre, indiqué les services dans lesquels cette application n'est pas admise. Pour les services qui ne sont indiqués ni en A, ni en B, et dans lesquels le règlement de la durée de travail sera fait par une convention générale et en particulier par contrat collectif de travail, on devra tenir compte du principe posé ci-dessus au sujet de la convenance d'appliquer en certains cas la durée de travail des fonctionnaires aux employés et ouvriers.

4 et 5 (jusqu'ici 3 et 4 sans changement.

No. 2394

with the Railway Court (Section 44). Until the Railway Court takes a decision, the existing regulations shall remain in force.

PROVISIONAL REGULATION.

The regulations governing the rights, conditions of service and salaries of railway officials on the 1st October, 1929, shall be considered as having been issued in agreement with the Government of the Reich.

2. The staff regulations may contain provisions in respect of the rights and conditions of service of employees and workers, where such rights and conditions of service are not the subject of agreements based on recognised general principle (wage agreements, working agreements, individual contracts).

PROVISIONAL REGULATION.

Matters regulated on the 1st October, 1929, under Sections 3 to 32 of the staff regulations or entrusted to the Director-General for settlement in virtue of the staff regulations shall be considered to be matters which may be decided by the staff regulations, save in so far as otherwise provided under Section 19, paragraph 3.

3. Save in so far as otherwise provided in the present law or in the Company's Statutes, the general laws and ordinances governing labour, pensions and insurance shall apply to the officials, employees and workers of the Company. In particular, legislation on the working hours of employees and workers shall apply to the employees and workers of the Company. In those branches of the service, however, in which the special conditions of the Railway system or the collaboration of officials, employees and workers calls for a uniform regulation of working hours, the Company may secure such uniformity by applying the service regulations for officials to the working hours of employees and workers. Those branches of the service in which the service regulations for officials may be given general application are enumerated under Section A of Annex II to the present law ; under Section B are enumerated those branches of the service in which such general application is not permissible. In the case of branches of the service not included under either A or B, the regulation of working hours by general agreement, in particular by wage agreement, shall take into consideration the principle established in sentence 3 in respect of the application of the working hours of officials to employees and workers.

4 and 5, formerly 3 and 4. No change.

Paragraphe 20. Garantie des droits acquis.

Sans changement.

Paragraphe 21. Affectation régionale du personnel.

Sans changement.

Paragraphe 22. Statut du personnel.

Le statut du personnel établi par la compagnie réglera notamment les matières suivantes sous les réserves mentionnées par la présente loi :

a) Les conditions d'admission et d'avancement des fonctionnaires ;

b) La désignation des emplois de fonctionnaires.

c) Les traitements d'activité et d'attente et toutes les autres rémunérations régulières des fonctionnaires ainsi que les pensions de retraite et les allocations à accorder aux survivants ;

d) La durée de service des fonctionnaires de la compagnie ;

e) Les conditions d'admission et de commissionnement des candidats ayant droit à être pourvus d'un emploi civil.

Paragraphe 23. Devoirs des fonctionnaires.

1. Sans changement.

2. En cas de violation de leurs devoirs, les fonctionnaires de la compagnie seront poursuivis suivant la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires du Reich. Dans ce cas, le directeur général ou ses délégués exerceront les fonctions de la *Oberste Reichsbehörde*.

3. Sans changement.

Paragraphe 24. Mise en non-activité.

La compagnie pourra décider la mise en non-activité de ses fonctionnaires moyennant l'allocation du traitement d'attente. En ce qui concerne les principes régissant la mise en non-activité et les voies de recours à accorder aux fonctionnaires contre cette mesure, ils devront être réglés par le statut du personnel. Les dispositions du statut du personnel en vigueur au 1^{er} octobre 1929, qui s'appliquent à la mise en non-activité, aux voies de recours et à la participation des représentants des fonctionnaires dans les décisions sur les recours, ne pourront être changées sans le consentement du gouvernement.

Section 20. Protection of Existing Rights.

No change.

Section 21. Local Employment of Staff.

No change.

Section 22. Staff Regulations.

The Staff Regulations to be drawn up by the Company shall in particular determine the following matters, subject always to the provisions of this Law :

(a) The conditions of appointment and promotion of officials ;

(b) Their classification ;

(c) Salaries, retaining pay and all other allowances to officials, as also the pension scale and allowances to surviving dependants ;

(d) Hours of work (hours on and off duty) of officials ;

(e) Conditions of employment and appointment of candidates entitled to civil employment.

Section 23. Duties of Officials (Beamte).

1. No change.

2. In case of breach of duty, the railway official shall be subject to the same disciplinary procedure, with the necessary changes, as is provided for at the time in question in the case of officials of the Reich. In any such case, the Director-General or his authorised representatives shall possess the powers of the supreme authority of the Reich (*Oberste Reichsbehörde*).

3. No change.

Section 24. Retirement on Retaining Pay.

The Company can place its officials temporarily on the retired list with retaining pay. The principles governing temporary retirement and the legal means of redress of officials against such a measure shall be laid down in the staff regulations. The provisions of the staff regulations in force on the 1st October, 1929, relating to temporary retirement, legal means of redress, and the participation of representatives of the officials in the decisions on legal means of redress, cannot be amended without the assent of the Government of the Reich.

Paragraphe 25. Ayants-droit à un emploi civil.

Sans changement.

Paragraphe 26. Fixation des traitements.

1. La compagnie devra fixer les traitements et autres rémunérations de ses fonctionnaires, exception faite des fonctionnaires dirigeants, conformément aux dispositions du paragraphe 19 ci-dessus.

2. (*Jusqu'ici 3.*) Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de la compagnie d'accorder, d'après des principes généraux, des gratifications pour l'occupation de postes comportant une responsabilité particulière, ou dans des conditions de travail spécialement difficiles, ainsi que pour des services exceptionnels, à condition que ces gratifications ne dépassent pas au total 4 % des dépenses totales pour les traitements et autres rémunérations régulières des fonctionnaires. Les principes susvisés seront fixés et publiés après avoir consulté le *Hauptbeamtenrat* ou la représentation des fonctionnaires qui lui sera substituée ultérieurement par la législation.

3. (*Jusqu'ici 4.*) La compagnie fixera librement les traitements et autres rémunérations de ses fonctionnaires dirigeants, dont la désignation sera faite par le conseil d'administration. Si leur nombre dépasse $\frac{1}{2}$ pour 1,000 de l'effectif du personnel permanent, il faudra de cet effet le consentement du Gouvernement du Reich.

Paragraphe 27. Unité de l'entreprise.

Sans changement.

Paragraphe 28. Domicile légal de la compagnie.

Sans changement.

Paragraphe 29. Comptabilité.

Sans changement.

Paragraphe 30. Bilan, Compte des profits et pertes

1. Sans changement.

2. Le gouvernement aura le droit de faire vérifier à tout moment le bilan et le compte des profits et pertes et de faire inspecter tous les registres comptables qui s'y rapportent et qui se trouvent dans l'administration centrale, ainsi que de se faire fournir tous les renseignements nécessaires, le tout sans qu'il en résulte des dépenses inutiles pour la compagnie.

3. Sans changement.

No. 2394

Section 25. Persons Entitled to Civil Employment.

No change.

Section 26. Reservations as to Salaries.

1. In fixing the pay and permanent allowances of railway officials other than superior officials (*leitende Beamte*) the Company shall act in conformity with the provisions of Section 19.

2. (*Formerly 3.*) This provision shall not affect the right of the Company to grant bonuses on general principles for service in particularly responsible posts or under particularly difficult circumstances, as well as for exceptional services rendered, provided that the total of such bonuses does not exceed four per cent. of the total expenditure on the pay of officials. The principles in question shall be established and published after consultation with the Officials' Council or with the representative organisation taking its place in virtue of subsequent legislation.

3. (*Formerly 4.*) The Company shall be free to fix the emoluments of superior officials. These officials will be designated by the Board of Management. Should their number exceed one-half per mille of the total permanent staff, the assent of the Government of the Reich must be obtained.

Section 27. Unity of the Undertaking.

No change.

Section 28. Domicile of the Company.

No change.

Section 29. Accountancy.

No change.

Section 30. Balance Sheet, Profit and Loss Account.

1. No change.

2. The Government shall have the right to examine the Company's Balance-sheet and Profit and Loss Account at any time, to inspect all such books of account concerning the Balance-sheet and Profit and Loss Account as are kept at the Head Office of the Company, and to call for all necessary information provided that no unnecessary expenditure is thereby entailed on the Company.

3. No change.

Paragraphe 31. Droits de contrôle du gouvernement.

Le gouvernement se réserve vis-à-vis de la compagnie :

1. Le droit de veiller à ce que les chemins de fer soient administrés conformément aux lois et aux besoins du trafic en ayant égard aux intérêts économiques du pays, tout en respectant le droit et le devoir de la compagnie de conduire sa gestion suivant les dispositions fixées dans la présente loi et les statuts.

2. Le droit de veiller à ce que les installations des chemins de fer, leur matériel roulant et les accessoires de toute espèce soient dans un état assurant la sécurité de l'exploitation et à ce que le service soit effectué de façon satisfaisante.

3. L'autorisation à donner :

a) Pour la fermeture définitive à l'exploitation d'une ligne de chemins de fer ou d'une gare importante.

Pour la fermeture d'un atelier important, il suffira que la compagnie en donne connaissance six mois à l'avance au gouvernement.

b) Pour procéder à des innovations ou modifications fondamentales et générales en ce qui concerne les installations techniques, notamment pour procéder à une extension ou à une restriction de la traction électrique, ainsi que pour apporter des modifications aux systèmes des installations de sécurité. Les conditions d'exécution sont réservées entièrement à la compagnie.

4. Le droit d'approuver la fondation ou l'acquisition d'autres entreprises ou la participation dans d'autres entreprises.

5. Le droit d'intervenir dans l'établissement des tarifs dans les conditions fixées au paragraphe 33.

6. Le droit d'intervenir dans l'établissement des horaires réguliers pour le service des voyageurs dans des conditions fixées au paragraphe 35.

7. Le droit d'approuver la suppression d'une des classes existantes dans le trafic voyageur.

8. Le droit de surveiller les mesures prises pour assurer le service dans des circonstances exceptionnelles.

Paragraphe 32. Droit d'information du gouvernement.

1. Le gouvernement pourra demander tous renseignements d'ordre financier ainsi que tous autres renseignements nécessaires à l'exercice de son droit de surveillance, sans toutefois causer des dépenses inutiles à la compagnie.

2. Le ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer aura le droit général d'inspection sur tout le réseau et dans

Section 31. Government Supervision.

The Government reserves over the Company the rights following :

1. The right to ensure that the railways of the Reich are administered in conformity with the laws and in accordance with the requirements of traffic and of the German economy, subject, at the same time, to the observance of the special rights and duties arising in respect of the management of the Company out of the provisions of the present Law and the Company's Statutes ;

2. The right to ensure that the railways of the Reich, together with all their works, rolling-stock, plant and material, are maintained and operated in a manner consistent with safety and public convenience ;

3. The right to approve :

(a) The permanent closing for traffic of a line or of an important station.

Where the Company intends to close down a large workshop, it is sufficient if six months' notice is given to the Government of the Reich ;

(b) The general fundamental renewal or alteration of technical installations, in particular the right to approve the extension or restriction of electric traction or changes in the system of safety appliances. The Company shall remain solely responsible for the technical details of construction ;

4. The right to approve the foundation or acquisition of other undertakings or participation in other undertakings ;

5. Such participation in fixing tariffs as is specified in Section 33 ;

6. Such participation in fixing passenger train services as is specified in Section 35 ;

7. The right to approve the abolition of any of the existing classes in passenger traffic ;

8. The right to supervise the maintenance of emergency services.

Section 32. Government's Right to Information.

1. The Government may require the Company to furnish all information of a financial nature, together with all information required in the exercise of its right of supervision. No unnecessary expense thereby to be caused to the Company.

2. The Minister of the Reich responsible for the control of the railways is entitled to inspect all plant and service departments throughout the

toutes installations et les bureaux de la compagnie pour lui et ses fonctionnaires. Il aura pour lui et ses fonctionnaires qui s'occupent des affaires des chemins de fer du Reich le droit de libre circulation sur le réseau de la compagnie.

3. Le gouvernement aura le droit de déléguer un représentant aux séances d u conseil d'administration conformément aux dispositions du paragraphe 16 des statuts.

4. La compagnie devra communiquer au ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer, tout règlement important d'une nature générale.

5. Au sujet des affaires de la compagnie qui sont de nature confidentielle, les fonctionnaires chargés de la surveillance seront tenus à une discrétion absolue.

Paragraphe 33. Tarifs.

1 et 2. Sans changement.

3. L'autorisation est censée avoir été donnée si dans les vingt jours suivant la présentation de la demande, la compagnie n'a pas reçu de réponse du ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle sur les chemins de fer. Dans tous les cas, le gouvernement donnera dans le plus court délai possible sa décision définitive sur les propositions tarifaires qui seront faites par la compagnie. Si le gouvernement n'a pas définitivement décidé dans un délai de six mois ou si l'autorisation est partiellement ou totalement refusée, la compagnie pourra interjeter appel auprès du Tribunal spécial prévu au paragraphe 44. Dans ce cas-là, les tarifs en vigueur restent applicables jusqu'à la décision de ce Tribunal.

4. Sans changement.

5. Le gouvernement pourra en outre demander les changements de tarifs qu'il jugera nécessaires. S'il y a désaccord entre le gouvernement et la compagnie, la question sera soumise au Tribunal spécial prévu au paragraphe 44 de la loi.

Paragraphe 34. Protection du service de la taxe de réparation, des intérêts et de l'amortissement.

La surveillance du gouvernement sur l'exploitation et les tarifs de la compagnie, conformément à la présente loi, doit être exercée par le gouvernement de telle sorte que les paiements pour la taxe de réparations, pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts, pour le dividende des actions de préférence, ainsi que pour le remboursement de celles-ci, restent assurés.

Paragraphe 35. Horaires.

Sans changement.

No. 2394

entire system, or to cause the same to be inspected by his officials. He is entitled, together with those of his officials entrusted with railway matters of the Reich, to travel free of charge on the Company's system.

3. The Government of the Reich is entitled to send *one* representative to the meetings of the Board of Management in accordance with Section 16 of the Company's Statutes.

4. The Company shall inform the Minister of the Reich responsible for the control of the railways of all important measures of a general nature.

5. Officials entrusted with the supervision of the railways shall be bound to secrecy in matters of a confidential nature concerning the Company.

Section 33. Tariffs.

1. No change.

2. No change.

3. The approval of the Government shall be held to have been given if the Company has not received a reply from the Minister of the Reich responsible for the control of the railways within twenty days of an application by the Company for approval. The definite decision of the Government on any tariff proposal submitted by the Company shall always be given with the least possible delay. Where no definite decision is pronounced within six months, or where approval is withheld altogether or in part, the Company may appeal to the Railway Court (Section 44). In this event the existing tariffs shall remain in force until the Railway Court has made its award.

4. No change.

5. The Government of the Reich may, in addition, call for such tariff changes as it considers necessary. In the event of differences between the Government and the Company the decision rests with the Railway Court (Section 44).

Section 34. Protection of the Reparation Tax and of Interest and Sinking Fund.

The rights of supervision and control of the operation and tariffs of the Company reserved to the Government by the present Law shall be exercised in such a way as to secure the payments in respect of the reparation tax, the interest and sinking fund for the bonds, the preference dividend and the provision of funds for the redemption of the preference shares.

Section 35. Time-Tables.

No change.

Paragraphe 36. Négociations avec des gouvernements étrangers.

Sans changement.

Paragraphe 37. Constructions.

1. Sans changement.

2. Si la construction ou la modification d'installations existantes des chemins de fer touche aux attributions de la police d'un État allemand, la compagnie doit entendre les autorités de cet État avant d'arrêter les plans des travaux. Si la construction ou la modification touche aux attributions d'autorités du Reich qui ont pris charge des fonctions de la police d'un État, il y a lieu aussi d'entendre ces autorités du Reich. S'il résulte de l'audition que des divergences de vues existent entre la compagnie et les autorités intéressées d'un État ou du Reich, les plans sont arrêtés définitivement par le Gouvernement du Reich. Les plans pour de nouvelles lignes de la compagnie sont toujours arrêtés définitivement par le Gouvernement du Reich. Dans ce cas, la compagnie doit soumettre au ministre compétent pour le contrôle des chemins de fer les plans et éventuellement aussi l'avis des autorités intéressées. La fixation du plan comprend la décision définitive sur tous les intérêts touchés par l'élaboration du plan.

3 (jusqu'à 5). Sans changement.

Paragraphe 38. Expropriation.

1 et 2 sans changement.

3. L'expropriation ou la restriction forcée du droit de propriété relative à des parties de la propriété des chemins de fer du Reich et à des immeubles de la compagnie n'est admise qu'après l'autorisation préalable du gouvernement.

Paragraphe 39. Droits respectifs des chemins de fer et des autres voies publiques.

Lorsqu'à un point de croisement des chemins de fer avec une voie publique, l'augmentation de la circulation ou toute autre circonstance nouvelle rendra nécessaire une modification des installations des chemins de fer ou de la voie publique, les frais seront à la charge de la compagnie si la modification a été provoquée exclusivement par les besoins du service ferroviaire, et ils seront à la charge de celui à qui incombe la construction de la voie publique, si la modification a été provoquée exclusivement par les besoins de la voie publique; dans les deux cas, toutefois, la partie dont les besoins n'ont pas provoqué la modification en cause contribuera aux dépenses dans la mesure des avantages financiers qu'elle retirera de la

Section 36. Negotiations with Foreign Governments.

No change.

Section 37. New Works.

1. No change.

2. Where new works or the modification of existing railway works come within the administrative sphere of the police of a particular German State, the Company shall consult the authorities of the State in question before definitely fixing its plans. Where new works or modifications come within the administrative sphere of authorities of the Reich, which have taken over duties of the police of the State in question, such authorities of the Reich shall also be heard. Where the hearing leads to differences between the Company and the State or Reich authorities concerned, the plans shall be finally decided upon by the Government of the Reich. The plans for new lines of the Company shall always be decided upon by the Government of the Reich. In both cases the Company shall submit the plans, together with the memoranda, where such have been drawn up by the authorities concerned, to the Minister of the Reich responsible for the control of the railways. The fixation of the plan comprises the final decision in respect of all matters affected by the drafting of the plan.

3 (to 5). No change.

Section 38. Compulsory Taking of Lands.

1 and 2. No change.

3. The expropriation for restriction of ownership of parts of the property of the Railway and of land sites owned by the Company shall require the previous assent of the Government of the Reich.

Section 39. Respective Rights of Road and Rail.

When, at any point where a railway crosses a public road, the growth of traffic or any other change of circumstances renders necessary an alteration either of the railway, or of the public road, or of both railway and road, the costs shall be borne by the Company if the alteration is required exclusively to meet the needs of the railway service; they shall be borne by the road authority if the alteration is required exclusively to meet the needs of road traffic; in every case the other party shall bear a share of the cost proportionate to the financial advantages accruing to it as a result of the alterations undertaken. The costs shall be divided equitably between the two parties, if the alteration is required to meet the

modification. Si la modification a été provoquée à la fois par les besoins du service ferroviaire et par ceux de la voie publique, les frais seront partagés équitablement entre les deux parties. En cas de désaccord sur la répartition des dépenses, la décision définitive sera donnée par le ministre du Reich compétent pour le contrôle des chemins de fer en tant que cette décision ne doive pas résulter d'une procédure contentieuse administrative.

Paragraphe 40. Transmission d'affaires relevant de l'administration des transports.

Le Gouvernement du Reich, peut d'accord avec la compagnie, charger certaines autorités ou fonctionnaires de la compagnie, notamment les directions, d'affaires relatives au contrôle du Reich sur les chemins de fer qui ne sont pas exploités par la compagnie (article 95 de la Constitution), ainsi que d'autres affaires de l'administration des transports. Ces affaires seront conduites suivant les instructions et pour le compte du gouvernement. Les employés de la compagnie qui seront chargés d'affaires de ce genre devront être assermentés spécialement pour ces fonctions.

Paragraphe 41. Expiration du droit d'exploitation.

1. Dès le moment de l'expiration de son droit d'exploitation, la compagnie remettra gratuitement au gouvernement les chemins de fer avec tous les accessoires, les approvisionnements nécessaires pour une exploitation normale et toutes les entreprises complémentaires en état normal d'entretien et sans charge, sous réserve des arrangements que la compagnie aurait pu conclure avec le gouvernement en vertu du paragraphe 8. Elle transférera également au Reich toutes les participations à d'autres entreprises. Cette remise impliquera à la fois la reprise par le Reich de tous les droits et obligations résultant de l'exploitation de la compagnie.

2. Sans changement.

Paragraphe 42. Liquidation.

Sans changement.

Paragraphe 43. Staatsvertrag.

1. Sans changement.

2. Toutes actions dirigées par ou contre la compagnie concernant l'interprétation et l'application du précédent alinéa seront de la compétence exclusive de la juridiction spéciale prévue au paragraphe 44. Les États n'interviendront à ces actions que par l'intermédiaire du Reich.

needs of both parties. In case of disagreement as to the division of the costs, the question shall be decided without appeal by the Minister of the Reich responsible for the control of the railways, except in cases where such decision has to be given by an Administrative Tribunal.

Section 40. Transfer of Duties incumbent upon the Transport Administration.

The Government of the Reich may, in agreement with the Company, entrust individual departments or officials of the Company, in particular the Districts (*Reichsbahndirektionen*), with the supervision on behalf of the Reich of railways not operated by the Company (Article 95 of the Constitution) and with other duties of transport administration. Such duties are to be fulfilled in accordance with the instructions of the Government and for the account of the same. Railway officials entrusted with such duties are to be specially sworn in for these functions.

Section 41. Expiration of the Concession.

1. As from the expiration of its concession the Company shall hand back to the Government in good condition and free of all cost the undertaking and everything attached thereto, together with an adequate supply of stocks and stores and all subsidiary works and undertakings, subject to such agreements as may have been concluded between the Company and the Government under Section 8, together with all holdings in other undertakings. On such re-transfer the Reich shall be held to take over all the rights and obligations connected with the Company's operation.

2. No change.

Section 42. Liquidation.

No change.

Section 43. Staatsvertrag.

1. No change.

2. Differences as to the interpretation or application of the provisions of paragraph 1, so far as they are applicable to the Company, shall be determined exclusively by the Railway Court (Section 44). In any such proceedings the States shall be represented by the Reich.

Paragraphe 44. Tribunal spécial (*Reichsbahn-gericht*).

1. En cas de différend entre le gouvernement et la compagnie en ce qui concerne l'interprétation des dispositions de la présente loi et des statuts de la compagnie, ou en ce qui concerne les mesures à prendre en vertu de cette loi et des statuts, notamment en matière tarifaire, le différend devra être soumis à un tribunal spécial (*Reichsbahngericht*).

2. Ledit tribunal sera constitué auprès du *Reichsverwaltungsgericht* dès que cette juridiction aura été instituée. Il sera formé par une Chambre du *Reichsverwaltungsgericht* désignée une fois pour toutes par le président de ce dernier tribunal. Lorsque le différend portera sur une matière tarifaire, la Chambre en question sera complétée par deux assesseurs nommés par le président du *Reichsverwaltungsgericht* pour chaque cas d'espèce, l'un sur la proposition du Gouvernement du Reich, l'autre sur la proposition de la compagnie. Jusqu'à l'institution du *Reichsverwaltungsgericht*, le tribunal spécial qui aura son siège auprès du *Reichsgericht*, sera composé de trois membres permanents et de deux membres à nommer dans chaque cas d'espèce. Le président du *Staatsgerichtshof* nommera les membres permanents ainsi que deux suppléants et désignera parmi les membres permanents un président et un vice-président. Ces membres permanents seront des juges expérimentés en matière de droit public. Les membres à désigner dans chaque cas d'espèce seront également nommés par le président du *Staatsgerichtshof*, l'un sur la proposition du gouvernement, l'autre sur la proposition de la compagnie. Pour le tribunal spécial s'appliqueront *mutatis mutandis* les dispositions des paragraphes 19, phrases 2 et 3, 20-22, 24-26, 28, al. 1, 29 al. 1, et al. 2, phrase 1, et paragraphe 30 de la loi relative au *Staatsgerichtshof* (*Reichsgesetzblatt* 1921 page 905). Les détails au sujet de la procédure seront fixés par un règlement qui sera édicté par le président du *Staatsgerichtshof* et après l'institution du *Reichsverwaltungsgericht*, par le président de cette Cour et qui sera publié dans le *Reichsgesetzblatt*. Ce règlement prescrira que le Tribunal rendra ses jugements dans le plus court délai.

3 et 4 seront supprimés.

Paragraphe 45. Arbitre.

Sera supprimé.

Section 44. Railway Court.

1. Disputes between the Government and the Company in respect of the interpretation of the provisions of this Law and of the Company's Statutes, or in respect of measures under the Law or the Statutes, in particular tariff matters, shall be referred to a special tribunal (Railway Court).

2. The Railway Court will be constituted at the Court of Administration of the Reich (*Reichsverwaltungsgericht*) as soon as the latter is established. The Railway Court shall comprise the Chairman and two members of a Chamber of the Court of Administration appointed once for all by the President of the said Court of Administration. In disputes on tariff matters two further members will be added, the one being appointed on the proposal of the Government and the other on the proposal of the Company in each case afresh by the President of the Court of Administration. Until the Court of Administration is established the Railway Court shall have its seat at the Supreme Court of the Reich (*Reichsgericht*) and shall comprise three permanent members and two members appointed afresh in each case. The permanent members together with two replacing members shall be appointed by the President of the *Staatsgerichtshof* and shall be judges with special experience in matters of public law. One of the permanent members shall be appointed as Chairman and another as Vice-Chairman by the President of the *Staatsgerichtshof*. Of the two members to be appointed afresh in each separate case the one shall be appointed on the proposal of the Government and the proposal of the Company by the President of the *Staatsgerichtshof*. The provisions of Section 19, sentences 2 and 3; Sections 20 to 22, Sections 24 to 26, Section 28-paragraph 1; Section 29, paragraph 1 and paragraph 2, sentence 1, and Section 30 of the Law relating to the *Staatsgerichtshof* (*Reichsgesetzblatt* 1921, page 905) apply *mutatis mutandis*. The detailed provisions governing procedure shall be fixed by regulations to be issued by the President of the Court of Administration, or until the constitution of this Court by the President of the *Staatsgerichtshof*, and published in the *Reichsgesetzblatt*. The said regulations shall ensure the pronouncement of a decision by the Railway Court with the minimum of delay.

3 and 4 Omitted.

Section 45. Arbitrator.

Omitted.

Paragraphe 46. Mark-or.

Sera supprimé.

Paragraphe 47. Dispositions transitoires.

Sera supprimé.

Section 46. Gold Mark.

Omitted.

Section 47. Temporary Provisions.

Omitted.

ANNEXE I DE LA LOI.

STATUTS DE LA COMPAGNIE.

MODIFICATIONS.

Paragraphe premier. Raison sociale.

1. Sans changement.

2. Sa situation juridique est régie par la loi du 30 août 1924 concernant la *Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft* avec les amendements ultérieurs apportés par la loi du et par les présents statuts qui font partie intégrante de ladite loi. Le siège de la compagnie est à Berlin.

3. L'exercice de la compagnie commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Paragraphe 2. Objet de l'entreprise.

Sans changement.

Paragraphe 3. Fonds social.

1. Le fonds social de la compagnie se monte à quinze (15) milliards de reichsmarks, dont deux (2) milliards de reichsmarks en actions de préférence (Tranche A) et treize (13) milliards de reichsmarks en actions ordinaires, sous réserve des dispositions spéciales du paragraphe 26 en ce qui concerne les actions de préférence (Série I à V) de la Tranche A.

2. La compagnie est autorisée à émettre, sur décision du conseil d'administration, d'autres actions de préférence (Tranche B) en vue de l'augmentation du fonds social et ceci en se conformant aux dispositions du paragraphe 3 (2) de la loi.

Paragraphe 4. Actions de préférence.

1. Les actions de préférence sont libellées au porteur et sont librement cessibles. Elles donnent droit au remboursement du capital avant l'expiration du droit d'exploitation ainsi qu'à un dividende de préférence. Si, dans une année, le divi-

CONCESSION OF THE DEUTSCHE REICHSBAHN-GESELLSCHAFT (COMPANY'S STATUTES).

AMENDMENTS.

Section 1. Name of the Company.

1. No change.

2. Its legal status is fixed by the Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft Law of the 30th August, 1924, as amended by the Law of and by this Concession which forms part of the Law. The Head Offices of the Company shall be in Berlin.

3. The Company's financial year shall begin on the 1st January, and shall end on the 31st December of each year.

Section 2. Objects of the Undertaking.

No change.

Section 3. Original Capital.

1. The Company's original capital shall consist of fifteen (15) milliard reichsmarks divided into two (2) milliards of preference shares (group A) and thirteen (13) milliards of ordinary shares. The provisions of Section 26 in regard to the preference shares of group A, series I to V, remain unchanged.

2. Further preference shares (group B) to increase its capital may be issued by the Company in conformity with the provisions of Section 3, paragraph 2, of the Law in virtue of a decision by the Board of Management.

Section 4. Preference Shares.

1. The preference shares shall be issued as payable to bearer and be transferable by delivery. They will carry with them a right to the repayment of capital on or before the termination of the Concession and the right to a preferential dividend.

dende de préférence n'a pas été versé intégralement, il doit être payé ultérieurement sur le bénéfice des années suivantes. En cas de paiement de dividendes sur les actions ordinaires un dividende additionnel devra être payé sur les actions de préférence (Tranche A), conformément aux prescriptions du paragraphe 25.

2. Sans changement.

3. Les actions de préférence de chaque série pourront sous réserve des dispositions spéciales du paragraphe 26 relatives aux actions de préférence de la Tranche A (Séries I à V), être remboursées à n'importe quel moment en tout ou en partie.

4 et 5. Sans changement.

6. Les actions de préférence seront remboursées à un taux à fixer par la compagnie lors de leur émission, sous réserve des dispositions spéciales du paragraphe 26 relatives aux actions de la Tranche A (séries I à V). Si la compagnie jugeait nécessaire, lors d'une émission de fixer un taux de remboursement plus élevé que 10 pour cent au-dessus du pair, elle devrait se mettre d'accord au préalable avec le gouvernement.

7. Sous réserve des dispositions ci-dessus, le gouvernement pourra réclamer que la compagnie use de son droit d'effectuer le remboursement anticipé des actions, pourvu que le Reich mette à la disposition de la compagnie les fonds nécessaires.

Paragraphe 5. Répartition du produit des émissions des actions de préférence.

1. Du produit total des émissions des actions de préférence (Tranche A) un quart ($\frac{1}{4}$) sera attribué au Reich et trois quarts ($\frac{3}{4}$) à la compagnie. Toutefois, le produit des émissions partielles pourra être réparti différemment d'accord entre le gouvernement et la compagnie pourvu qu'au total la répartition soit celle indiquée ci-dessus.

2. Pendant les deux premières années après le commencement de la concession, la compagnie devra réaliser des actions de préférence ayant une valeur nominale de cinq cents (500) millions de reichsmarks. Le gouvernement pourra réclamer que le produit de cette émission lui soit attribué en totalité.

Paragraphe 6. Actions ordinaires.

Sans changement.

Paragraphe 7. Forme et texte des actions.

Sans changement.

Should the preferential dividend not be fully paid in any year it shall be paid out of the profits of subsequent years. If a dividend is paid on the ordinary shares an additional dividend shall be paid on the preference shares of Group A in accordance with the provisions of Section 25 below.

2. No change.

3. Any series of preference shares may be redeemed at any time in whole or in part, subject to the special provisions of Section 26 in regard to the preference shares of Group A, series I to V.

4. No change.

5. No change.

6. The preference shares shall be redeemed, subject to the special provisions in Section 26 for the preference shares of Group A, series I to V, at rates to be determined by the Company at the time of issue. Where the rate is fixed at more than 10 per cent. above par, the assent of the Government of the Reich is required.

7. Subject to the above provisions, the Government may call upon the Company to exercise its right of anticipatory redemption, provided that the Reich places the necessary funds at the disposal of the Company.

Section 5. Division of Proceeds from the Sale of Preference Shares.

1. One-fourth ($\frac{1}{4}$) of the total proceeds from the issue of the preference shares of Group A shall be the property of the Reich and three-fourths ($\frac{3}{4}$) the property of the Company. Notwithstanding the proceeds from individual issues may by agreement between the Government and the Company be divided differently, provided that the total shall be divided as set forth above.

2. During the first two years after the commencement of the concession the Company shall sell preference shares to the nominal value of five hundred (500) million reichsmarks. The Government may claim that the whole of the proceeds of this sale shall be assigned to it.

Section 6. Ordinary Shares.

No change.

Section 7. Form and Wording of the Certificates.

No change.

Paragraphe 8. Obligations des réparations.

A supprimer.

Paragraphe 9. Autres obligations.

A supprimer.

Paragraphe 10. Organisation de la compagnie.

Sans changement.

Paragraphe 11. Conseil d'administration.

1. Le Conseil d'administration se compose de dix-huit (18) membres qui devront être de nationalité allemande.

2. (Jusqu'ici 2 et 3). Les membres du conseil sont nommés par le Gouvernement du Reich. Si des actions de préférence (Tranche A) ont été émises, il y a lieu d'attribuer quatre des dix-huit sièges aux détenteurs desdites actions de préférence, sous réserve qu'à chaque montant de cinq cents millions de reichsmarks d'actions de préférence qui sera émis revienne une place dans le conseil.

3. (Jusqu'ici 4) sans changement.

4. (Jusqu'ici 5) sans changement.

Paragraphe 12. Qualification des membres du conseil.

Sans changement.

Paragraphe 13. Remplacement des membres.

1. A partir du 31 décembre 1930 six membres cesseront chaque année de faire partie du conseil, la durée du mandat des administrateurs étant ainsi fixée dorénavant à trois années. Les membres sortants pourront être désignés à nouveau. La désignation des nouveaux membres ou la nomination à nouveau des membres sortants devra avoir lieu avant le commencement de l'exercice suivant.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les membres actuels du Conseil termineront leur mandat :

Au 31 décembre 1930 pour ceux dont le mandat doit expirer aussi à cette date, d'après les dispositions en vigueur jusqu'ici ;

Au 31 décembre 1931 pour ceux dont le mandat doit expirer au 31 décembre 1932, d'après les dispositions en vigueur jusqu'ici ;

Au 31 décembre 1932 pour ceux dont le mandat doit expirer au 31 décembre 1934, d'après les dispositions en vigueur jusqu'ici.

No. 2394

Section 8. Reparation Bonds.

Omitted.

Section 9. Other Bonds.

Omitted.

Section 10. Organisation of the Company.

No change.

Section 11. Board of Management.

1. The Board of Management shall consist of eighteen (18) members, who must be of German nationality.

2 Formerly (2) and 3. The members of the Board shall be appointed by the Government of the Reich. If preference shares of Group A have been issued, four (4) of the eighteen (18) seats on the Board shall be assigned to the holders of preference shares in such a manner that for each five hundred (500) million reichsmarks of shares issued, one representative of such shares shall be entitled to a seat on the Board.

3 formerly (4). No change.

4 formerly (5). No change.

Section 12. Qualifications of the Members of the Board.

No change.

Section 13. Replacement of Members of the Board.

1. As from the 31st December, 1930, six members of the Board shall retire each year; subsequently each member shall remain in office for three years. A retiring member shall be eligible for re-election. The appointment of new members or re-appointment of retiring members must take place before the beginning of the following financial year.

TRANSITIONAL PROVISION.

The term of office of the present members of the Board of Management shall expire :

On the 31st December, 1930, in the case of members due in any event to retire on that date under the provisions hitherto in force.

On the 31st December, 1931, in the case of members due to retire on the 31st December, 1932, under the provisions hitherto in force.

On the 31st December, 1932, in the case of members due to retire on the 31st December, 1934, under the provisions hitherto in force.

Leurs successeurs seront nommés pour trois années.

Exceptionnellement les quatre membres étrangers cesseront leurs fonctions dès la mise en vigueur de la loi. Leurs successeurs seront nommés par le gouvernement à la même date et seulement pour la durée restant à courir du mandat des membres étrangers, durée limitée suivant la règle indiquée ci-dessus au 31 décembre 1930, ou 1931, ou 1932.

2 et 3. Sans changement.

Paragraphe 14. Présidence.

1. Le conseil d'administration élit chaque année au début de l'exercice son président qui sera rééligible. L'élection devra être confirmée par le président du Reich. Lorsque les détenteurs des actions de préférence (Tranche A) seront représentés au conseil par trois membres, le président devra être élu parmi eux.

2. Le conseil élira chaque année un ou deux vice-présidents qui seront rééligibles.

Paragraphe 15. Fonctions du conseil.

1. Le conseil aura à contrôler la gestion de la compagnie et à statuer sur toutes les questions importantes, ou de principe ou générales, notamment :

La nomination du directeur général et celle des fonctionnaires supérieurs sur la proposition du directeur général ;

L'établissement du budget ;

L'établissement du bilan et du compte des profits et pertes ;

La répartition des bénéfices ;

La gestion des fonds disponibles de la compagnie ;

L'autorisation d'engager la compagnie pour des emprunts ou des crédits, et de concéder des hypothèques en garantie ;

L'approbation de toute dépense au compte capital supérieure à la limite fixée par le Conseil ;

L'approbation du règlement général relatif à la situation juridique et aux conditions de service et de traitement du personnel y compris le règlement des traitements et salaires.

2 et 3. Sans changement.

Paragraphe 16. Séances du conseil.

1. Le conseil se réunit en séances ordinaires au moins tous les deux mois. Il se réunit en séances

Their successors will be appointed for three (3) years.

In deviation from this provision, the four (4) foreign members retire upon the coming into force of the present Law. Their successors will be appointed at the same date by the Government of the Reich for the remainder only of the term of office of the foreign members, which term of office in conformity with the above regulation ends on the 31st December of the years 1930, 1931 or 1932.

2 and 3. No change.

Section 14. President of the Board of Management.

1. The Board of Management shall elect a President each year at the beginning of the financial year. He shall be eligible for re-election. The election requires confirmation by the President of the Reich. When the holders of preference shares of Group A are represented by three (3) members on the Board, the President shall be chosen from amongst their number.

2. The Board shall each year elect one or two Vice-Presidents, who shall be eligible for re-election.

Section 15. Functions of the Board of Management.

1. The Board of Management shall control the management of the Company and shall decide on all questions of importance, or of principle, or of general application, and more especially on such questions and matters as are set out below :

The appointment of the Director-General and of the superior officers on the recommendation of the Director-General ;

The budget proposals ;

The balance-sheet and the profit and loss account ;

The distribution of profits ;

The application of the liquid resources of the Company ;

The authority to take up loans and credits at the charge of the Company, and to give mortgage security for the same ;

The approval of any expenditure on capital account beyond such limit as may be fixed by the Board ;

The approval of the general regulations governing the legal status and conditions of service and of pay of the employees including the general regulation of salaries and wages.

2 and 3. No change.

Section 16. Meetings of the Board of Management.

1. The Board shall hold ordinary meetings at least every two (2) months. It shall hold an

extraordinaires toutes les fois qu'au moins six de ses membres ou le président ou le gouvernement en requièrent par écrit la convocation.

2 et 3. Sans changement.

4. Les décisions seront prises à la simple majorité. En cas de parité de voix dans le conseil, le président aura une voix supplémentaire.

5. Le gouvernement pourra déléguer un représentant permanent qui prendra part sans droit de vote aux séances du conseil d'administration et de ses comités. Un suppléant également désigné d'une manière permanente pourra prendre part à la séance pour remplacer le délégué en cas d'empêchement de celui-ci. Le délégué du gouvernement et son suppléant seront nommés au début de chaque année.

Paragraphe 17. Comité de permanence.

1. Le conseil pourra déléguer ses attributions en tant qu'il le jugera utile à un comité de permanence composé de six (6) membres. Un de ces membres sera choisi parmi les représentants des actionnaires de préférence tranche A, s'ils le demandent.

2 et 3. Sans changement.

Paragraphe 18. Rémunération des Membres du conseil.

Sans changement.

Paragraphe 19. Direction de la compagnie.

1 et 2. Sans changement.

3. Le directeur général est nommé pour trois ans par le conseil qui prendra contact auparavant avec le gouvernement. Il est rééligible. Les directeurs sont nommés par le conseil sur la proposition du directeur général.

4. Sans changement.

5. Le conseil peut à tout moment révoquer la nomination du directeur général. La révocation du directeur général ne porte pas atteinte à son droit relatif au paiement de ses émoluments contractuels.

6. Si le gouvernement estime que les statuts de la compagnie ont été violés par le directeur général, il peut demander que le conseil prenne une décision sur le renvoi du directeur général.

Paragraphe 20. Attributions de la direction.

Sans changement.

No. 2394

extraordinary meeting whenever at least six (6) members, or the President, or the Government of the Reich, shall so require in writing.

2 and 3. No change.

4. Decisions shall be taken by a simple majority of members voting. The President shall have a casting vote.

5. The Government of the Reich may appoint one permanent representative, who is entitled to take part without vote in the meetings of the Board of Management and of its committees. If he is prevented from attending, his permanent deputy may take part in the meetings. The representative of the Reich and his deputy shall be appointed at the beginning of each financial year.

Section 17. Permanent Committee.

1. The Board of Management may delegate its powers, so far as it thinks fit, to a Permanent Committee consisting of six (6) members. One (1) of the members shall be chosen from the representatives of the preference shareholders of Group A, if they so require.

2 and 3. No change.

Section 18. Remuneration of Members of the Board.

No change.

Section 19. Directorate (Vorstand) of the Company.

1 and 2. No change.

3. The Director-General shall be appointed for a period of three (3) years by the Board of Management, which shall first get into touch with the Government of the Reich; he shall be eligible for re-appointment. The Directors shall be appointed by the Board on the recommendation of the Director-General.

4. No change.

5. The Board may at any time remove the Director-General. The removal of the Director-General shall not affect the rights to salary and allowances which he possesses under his contract of appointment.

6. Where the Government of the Reich is of opinion that the Director-General has violated the Company's statutes, it may require the Board of Management to take a decision on the discharge of the Director-General.

Section 20. Functions of the Directorate.

No change.

Paragraphe 21. Commissaire.

A supprimer.

Paragraphe 22. Fonctions du commissaire.

A supprimer.

Paragraphe 23. Personnel et frais du commissariat.

A supprimer.

Paragraphe 24. Pouvoirs exceptionnels du commissaire.

A supprimer.

Paragraphe 25. Gestion financière.

1. Sans changement.

2. L'excédent d'exploitation qui subsiste sur les recettes d'exploitation, après paiement de la taxe des réparations et après couverture des dépenses d'exploitation, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la loi, sera utilisé de la façon suivante :

1° On paiera d'abord l'intérêt des obligations et emprunts de la compagnie, ainsi que les montants à consacrer aux amortissements nécessaires.

2° Un fonds de réserve (réserve légale) sera ensuite constitué pour couvrir un déficit éventuel d'exploitation et assurer la régularité du paiement de la taxe de réparation et du service d'intérêt et d'amortissement des obligations et emprunts. Il sera versé à ce fonds de réserve annuellement deux (2) % des recettes brutes de l'exploitation jusqu'à ce que le fonds atteigne le montant maximum de quatre cent cinquante (450) millions de reichsmarks.

Après avoir complété la réserve légale jusqu'au montant maximum mentionné ci-dessus, on constituera une autre réserve (réserve de dividende) pour assurer la régularité des paiements du dividende des actions de préférence. On lui affectera un (1) % des recettes brutes jusqu'à ce qu'elle ait atteint le montant de cinquante (50) millions de reichsmarks. Le total des versements à effectuer pour un exercice aux deux réserves, légale et de dividende, ne pourra jamais excéder deux (2) % de la recette brute. Les dispositions du paragraphe 4, alinéa 2, phrase 1, de la Loi

Section 21. Railway Commissioner.

Omitted.

Section 22. Functions of the Commissioner.

Omitted.

Section 23. Staff and Expenses of the Commissioner's Office.

Omitted.

Section 24. Exceptional Powers of the Commissioner.

Omitted.

Section 25. Financial Management of the Company.

1. At the close of each financial year the Company shall draw up a Balance Sheet and Profit and Loss Account.

2. The net operating income, after paying the reparation tax and covering the operating receipts in accordance with the provisions of Section 4 of the Law, shall be applied as follows :

(1) In the first place provision shall be made for the service of interest on the bonds and loans of the Company and for the sums requiring to be written off.

2. As cover for any operating deficit of the Company and as security for the prompt settlement of the interest and amortisation payments on the bonds and loans of the Company, a reserve (adjustment reserve) shall then be established. Two per cent. (2 %) of the gross receipts from the operation of the railways shall be paid into this reserve fund each year, until it amounts to the maximum total of four hundred and fifty million (450,000,000) reichsmarks.

When the adjustments reserve has reached the before-mentioned maximum amount, a further reserve (dividend reserve) shall immediately be formed as security for the payment of the preference dividend on the preference shares. One per cent (1 %) of the gross receipts from the operation of the railways shall be carried to this fund, until it amounts to the maximum total of fifty million (50,000,000) reichsmarks. Appropriations from the net operating income to the adjustments and dividend reserves may not, however, in any one financial year together exceed two per

s'appliquent également à la réserve de dividende.

Si, après avoir atteint leur montant maximum, on doit faire appel aux réserves, les versements annuels seront repris ensuite pour compléter lesdites réserves, selon les dispositions précédentes.

3. Le bénéfice net subsistant de l'excédent d'exploitation après les paiements ou affectations précédents, sera utilisé dans l'ordre suivant :

1° On paiera tout d'abord les sommes arriérées qui pourront rester dues aux actions de préférence de la tranche A lorsque le dividende de préférence n'aura pu être intégralement versé les années précédentes. On paiera ensuite le dividende de ces actions pour le dernier exercice.

2° On paiera tout d'abord les sommes arriérées qui pourront rester dues aux actions de préférence de la tranche B lorsque le dividende de préférence n'aura pu être intégralement versé les années précédentes. On paiera ensuite le dividende de ces actions pour le dernier exercice.

3° On remboursera au Gouvernement du Reich les sommes qu'il aura pu avancer conformément au paragraphe 4 (4) de la loi, comme garant de la taxe des réparations.

4° Le conseil d'administration statuera d'accord avec le Gouvernement du Reich, sur l'affectation du reliquat du bénéfice net en se conformant aux principes suivants :

En premier lieu on prélèvera un montant au moins égal à vingt cinq (25) pour cent du reste disponible, calculé sans faire intervenir le report à nouveau provenant de l'exercice précédent. On affectera ce montant à la réserve de dividende jusqu'à ce qu'elle atteigne cent (100) millions de reichsmarks. Si, après avoir atteint ce montant maximum, il est fait appel à cette réserve, on devra reprendre les versements pour la compléter à nouveau.

Des réserves spéciales pourront être constituées. A partir de l'année 1935 une réserve particulière sera constituée en vue du remboursement des actions de préférence. La constitution en pourra être décidée à une date plus rapprochée. Aucune réserve ne sera formée pour le remboursement du capital des actions ordinaires.

Dans le cas où le conseil décidera de distribuer le surplus de bénéfice, il sera attribué comme suit : un tiers (1/3) aux actions de

cent. (2%) of the gross operation receipts. The provision of Section 4, paragraph 2, sentence 1 of the Law applies to the dividend reserve as well as to all other reserves.

If sums have to be withdrawn from the reserves after the maximum amounts have been reached, the annual appropriations for their replenishment shall immediately be resumed in conformity with the above provisions.

3. The net profits remaining after the foregoing payments out of the operating income have been made shall be employed as in the following order :

(1) Arrears of dividend on the preference shares of Group A, if any, shall first be paid in full. The current dividend on the said shares shall then be paid.

(2) Arrears of dividend on the preference shares of Group B, if any, shall first be paid in full. The current dividend on the said shares shall be then paid.

(3) Any sums which the Government of the Reich may have paid under Section 4, paragraph 4 of the Law with a view to guaranteeing the reparation tax shall be refunded to it.

(4) The Board, acting in agreement with the Government of the Reich, shall decide on the employment of the remainder of the net profits in accordance with the following principles :

In the first place at least twenty-five per cent. (25%) of the remainder, not including the balance brought forward from the previous year, shall be carried to the dividend reserve, up to an amount not exceeding one hundred million (100,000,000) reichsmarks. If the sums have to be withdrawn from the dividend reserve after the maximum limit has been reached, appropriations for its replenishment shall be resumed in conformity with the above provisions.

Special reserves may also be established. A special preference share redemption reserve shall be established as from the year 1935 and may be established at an earlier date. No reserve shall be established for the redemption of the ordinary shares.

If the Board decides to distribute any remaining profits, they shall be applied : as to one-third (1/3) as a supplementary

préférence tranche A. à titre de dividende supplémentaire, deux tiers (2/3) aux actions ordinaires.

Toutefois, si les actions de préférence tranche A ne sont pas émises pour le capital total prévu de deux (2) milliards de reichsmarks, la part du bénéfice revenant aux actions de préférence de cette tranche qui ne sont pas émises sera attribuée aux actions ordinaires.

4. La réserve légale constituée en vertu du paragraphe 25 alinéa 2, N° 3 des statuts annexés à la loi du 30 août 1924, sera transférée jusqu'à concurrence de quatre cent cinquante (450) millions de reichsmarks à la réserve légale et pour le surplus à la réserve de dividende.

Paragraphe 26. Dispositions spéciales concernant les séries I à V des actions de préférence de la tranche A.

Les dispositions suivantes sont applicables aux actions de préférence de la tranche A séries I à V.

1. Ces actions de préférence sont libellées en marks-or. Le dividende de préférence et le dividende additionnel, ainsi que la somme destinée à rembourser les actions de préférence, sont payables en marks-or ou leur contre-valeur en reichsmarks. Le mark-or au sens de la présente disposition est la contre-valeur de 1/2790 kilogrammes d'or fin. Cette contre-valeur sera calculée sur la base du prix de l'or à Londres, coté officiellement le troisième jour ouvrable avant l'approbation du bilan par le conseil d'administration et sur la base du cours moyen de la cotation officielle pour paiements Londres faite le même jour à la Bourse de Berlin. Au cas où l'or n'est pas coté officiellement le troisième jour ouvrable avant l'approbation du bilan, le calcul devra être basé sur la dernière cote officielle de l'or à Londres avant ce jour. S'il résulte de la conversion pour le kilo d'or fin un prix inférieur à 2.820 et supérieur à 2.760 reichsmarks, on devra verser pour chaque mark-or dû un reichsmark en moyens de paiement légaux.

On paiera le 2 janvier de chaque année, suivant les conditions d'émission, un acompte en reichsmarks sur le dividende de chaque action de préférence des séries IV et V de la tranche A.

Lors du remboursement des actions de préférence appelées au remboursement, le mark-or sera converti en reichsmark selon le mode de conversion prévu pour le dividende, en prenant comme base les cotations faites le troisième jour ouvrable précédant le remboursement.

2. Ces actions de préférence ne pourront être remboursées en tout ou en partie qu'à partir du début de la 16^{me} année après leur émission. Toutefois, si l'obligation de la compagnie de payer la

dividend for the preference shares of Group A, and as to two-thirds (2/3) as a dividend on the ordinary shares.

Provided, however, that if preference shares of Group A are not outstanding to the full amount of two milliard (2,000,000,000) reichsmarks, such a portion of the remaining profits as would have belonged to those preference shares which are not outstanding shall belong to the ordinary shares.

4. From the reserve constituted under Section 25, paragraph 2, point 3, of the Company's statutes appended to the Railway Law of the 30th August, 1924, four hundred and fifty million (450,000,000) reichsmarks shall be carried to the adjustments reserve. Any balance then remaining shall be transferred to the dividend reserve.

Section 26. Special Provisions for Series I to V Preference of Shares, Group A.

For the preference shares of Group A, series I to V, the following provisions apply :

1. The preference shares are expressed in gold marks. Preference and supplementary dividends, together with the redemption amount of the preference shares, are payable in gold marks or their equivalent in reichsmarks. One gold mark within the meaning of the present provision shall be equal in value to 1/2790 kilogram of fine gold. This value shall be calculated on the price for gold in London officially notified on the third working day before the acceptance of the balance-sheet by the Board of Management, and on the mean rate for telegraphic transfers on London officially quoted on that day on the Berlin Bourse. In cases where on the third working day before the acceptance of the balance-sheet no official price for gold is published, the calculation shall be based on the last London price for gold officially notified before that day. If the price per kilogram of fine gold works out at not more than 2,820 and not less than 2,760 reichsmarks, one reichsmark in legal tender shall be paid for each gold mark owed.

In respect of the dividend on each preference share of series IV and V of Group A, an instalment in reichsmarks will be paid on the 2nd January of each year, in conformity with the terms of issue.

Upon the redemption of preference shares which have been called in, gold marks will be converted into reichsmarks in the manner provided for the dividend payments, the calculation being based on the quotations of the third working day before redemption.

2. The preference shares may not be redeemed in whole or in part until the commencement of the sixteenth year from the date of issue. Notwithstanding, if the liability of the Company to pay

taxe des réparations cessait auparavant, la compagnie pourra rembourser ces actions de préférence dès le jour de la cessation de cette obligation.

3. Le cours de remboursement de ces actions de préférence, auquel s'ajoutent les dividendes en cours ainsi que les dividendes arriérés, est fixé comme suit : 20 pour cent au-dessus du pair si le remboursement a lieu avant la fin de la 25^me année à dater de l'octroi de la concession à la compagnie et 10 pour cent au-dessus du pair si le remboursement a lieu de la 26^e à la fin de la 35^e année. Le remboursement se fera au pair après la 35^me année.

4. Ces actions de préférence confèrent le droit au remboursement du capital pour le 31 décembre 1964 au plus tard.

the reparation tax lapses at an earlier date, the Company shall be at liberty to redeem the preference shares from the date on which the said liability lapses.

3. The redemption rate of the preference shares, together with current dividends and dividend arrears, shall be determined as follows : upon redemption before the expiration of the twenty-fifth (25) year from the transfer of the concession to the Company, the redemption rate shall be twenty per cent. (20%) above par, upon redemption from the twenty-sixth (26) to the thirty-fifth (35) year, inclusive, it shall be ten per cent. (10%) above par. After the thirty-fifth (35) year redemption will take place at par.

4. The preference shares carry a claim to repayment of the capital by the 31st December, 1964, at the latest.

ANNEXE II DE LA LOI.

A. EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 19 (3) DE LA LOI, LA COMPAGNIE PEUT APPLIQUER LA DURÉE DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AUX EMPLOYÉS ET OUVRIERS DANS LES SERVICES SUIVANTS :

I. *Surveillance de la voie.*

1. Garde-barrières.
2. Surveillants des lignes.
3. Autre personnel de surveillance de la voie.

II. *Personnel des cabines de blocks en pleine voie.*

III. *Service des gares.*

1. Personnel de direction (y compris les chefs des services).
2. Comptabilité et travaux d'écriture.
3. Circulation des trains, ainsi que surveillance, au sens du paragraphe 9, des *Fahrdienstvorschriften*.
4. Transmission de renseignements par télégraphe et téléphone.
5. Cabines d'aiguillages et aiguillages manœuvrés à la main.
6. Manœuvres.
7. Contrôleurs d'accès aux quais (y compris les agents chargés de renseigner le public).
8. Surveillants et messagers.
9. Autre personnel des gares, dans la mesure où il est occupé en partie dans l'un des autres services énumérés sous A.

ANNEX II TO THE LAW.

A. UNDER SECTION 19, PARAGRAPH 3, OF THE LAW, THE COMPANY MAY APPLY THE WORKING HOURS OF OFFICIALS TO EMPLOYEES AND WORKERS IN THE FOLLOWING BRANCHES OF THE SERVICE :

I. *Permanent Way Inspection Service.*

1. Gatekeepers (men and women).
2. Flagmen.
3. Other staff engaged in permanent way inspection.

II. *Service of Block Signalmen on the Open Line.*

III. *Station Service.*

1. Administrative staff (including heads of departments).
2. Accountants and clerks.
3. Circulation of trains and inspection service within the meaning of Section 9 of the *Fahrdienstvorschriften* (train service regulations).
4. Transmission of telegraph and telephone messages.
5. Points in signal cabins or operated by hand.
6. Shunting.
7. Ticket collectors (including officials supplying information to the public).
8. Watchmen and messengers.
9. Other station services, where the staff in question is partly employed in other branches indicated under A.

IV. *Service des caisses et des expéditions.*

[A moins qu'il n'en soit disposé autrement en B (VI).]

1. Personnel de direction (y compris les chefs des services).
2. Comptabilité, travaux d'écriture et caisses.
3. Guichets de billets (y compris les guichets de renseignements).
4. Expédition des bagages et des colis express.
5. Expédition des marchandises en grande et en petite vitesses et des animaux.
6. Réception, délivrance et chargement des bagages et marchandises.
7. Service des wagons et d'expédition des trains.
8. Surveillants et messagers.
9. Autre personnel du service des caisses et des expéditions.

V. *Personnel d'accompagnement des trains de voyageurs et marchandises.*VI. *Service de la traction.*

1. Personnel de surveillance.
2. Comptabilité et travaux d'écriture.
3. Personnel des locomotives et des automotrices.

VII. *Personnel des bateaux des lignes intérieures et côtières à l'exclusion du remorquage par chaîne sur le Mein.*

1. Personnel de pont.
2. Personnel des machines.
3. Personnel des docks.
4. Autre personnel.

VIII. *Personnel des bureaux de l'administration centrale des directions et des inspections.*

B. LA COMPAGNIE N'A PAS LE POUVOIR D'APPLIQUER LA DURÉE DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AUX EMPLOYÉS ET OUVRIERS DES SERVICES SUIVANTS :

- I. Entretien de la voie et des lignes télégraphiques, dépôts de matériaux pour la superstructure, bâtiments, carrières, fabrication de ballast, sablières, injection de bois, horticulture, agriculture et sylviculture.
- II. Ateliers de réparation du chemin de fer, ainsi que les exploitations secondaires qui s'y rattachent, telles qu'usines d'énergie électrique, usines à gaz, laboratoires.
- III. Ateliers des télégraphes.

IV. *Cash and Despatch Service.*

(Unless otherwise provided under B, Section VI.)

1. Administrative staff (including heads of departments).
2. Accountants, clerks and cashiers.
3. Ticket offices (including enquiry offices).
4. Despatch of luggage and express goods.
5. Despatch of goods by fast or slow train and of livestock.
6. Reception, delivery and loading of luggage and goods.
7. Railway cars service and service for the despatch of trains.
8. Watchmen and messengers.
9. Other staff employed in the cash and despatch service.

V. *Staff accompanying Passenger and Goods Trains.*VI. *Traction Service.*

1. Inspection staff.
2. Accountants and clerks.
3. Staff of locomotives and self-propelling vehicles.

VII. *Shipping in Inland and Coastal Waters, not including Chain Tugs on the Mein.*

1. Deck staff.
2. Engine-room staff.
3. Dock staff.
4. Other staff.

VIII. *Office Staff of the Central Administration, the Reichsbahn Districts and the Inspection Departments.*

B. THE COMPANY IS NOT AUTHORISED TO APPLY THE WORKING HOURS OF OFFICIALS TO EMPLOYEES AND WORKERS IN THE FOLLOWING BRANCHES :

- I. Upkeep of permanent way and telegraph lines, storehouses for super-structure materials, station and other buildings, stones quarries, ballast works, gravel pits, timber impregnation works, horticulture, forestry and agriculture.
- II. Reichsbahn repair shops and exploitations run in connection therewith, such as power stations, gas-works and laboratories.
- III. Telegraph workshops.

IV. Blanchisseries.

V. Ateliers des dépôts.

VI. Personnel occupé exclusivement comme manutentionnaire sur les quais à marchandises ou dans les halls de transbordement ayant généralement plus de 25 ouvriers de cette espèce.

ANNEXE VI bis.

PROCÉDURE DE MODIFICATION ULTÉRIEURE DE LA LOI ET DES STATUTS DE LA DEUTSCHE REICHSBAHN GESELLSCHAFT.

Pendant la durée de la concession de la compagnie, le Reich pourra, suivant la procédure indiquée ci-après, apporter à la loi des chemins de fer et aux statuts les modifications qui paraîtraient justifiées par des circonstances nouvelles, ou dont la réelle utilité serait démontrée par l'expérience, pourvu que ces modifications respectent les dispositions relatives au paiement et à la garantie des réparations ainsi que le caractère indépendant de la compagnie avec son administration autonome.

Les modifications envisagées de la loi seront discutées au sein d'un comité permanent de quatre membres qui décidera si elles sont ou non conformes aux dispositions de l'alinéa 1. Si le comité prend une décision unanime, sa décision est définitive.

Si un accord unanime dans le comité n'est pas réalisé, la situation reste en état, mais la question peut, sur l'initiative d'un des membres du comité être soumise à la décision du Tribunal d'interprétation prévu dans l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne.

La décision peut aussi être confiée, par un accord unanime du comité, à un seul arbitre qui sera le président ou l'un des membres du Tribunal d'interprétation.

Le comité prendra sa décision dans le délai de deux mois à compter de la communication aux quatre membres du comité des modifications envisagées.

Les membres du comité permanent qui seront choisis pour leur compétence dans les questions traitées par la loi des chemins de fer seront désignés pour cinq ans dès la mise en vigueur de la présente loi. Deux des membres seront nommés par le Gouvernement du Reich et les deux autres par les gouvernements des autres Puissances invitées à la Conférence de La Haye. Si un membre du comité est empêché dans un cas particulier d'exercer sa mission, il sera remplacé pour ce cas par le gouvernement dont il est ressortissant.

IV. Laundries.

V. Workshops of the railway depôts.

VI. Staff employed exclusively as warehouse workers on warehouse platforms or in transshipping workers on warehouse platforms or in transshipping sheds where more than 25 of such workers are usually employed.

ANNEX VI a.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED IN THE EVENT OF ANY SUBSEQUENT MODIFICATION OF THE RAILWAY LAW AND STATUTES.

For the duration of the Concession of the Company, the Reich may — in conformity with the procedure outlined hereafter — introduce into the Railway Law and Statutes modifications which may appear justified by changed circumstances, or the real utility of which has been revealed by past experience, provided that such modifications respect the provisions relating to the reparation payments and the pledges provided therefor and the independent character of the Company with its autonomous administration.

The proposed modifications to the Law shall be discussed in a permanent committee of four members, which shall decide whether the said modifications conform to the provisions of paragraph 1 or not. When a decision of the committee (whether affirmative or negative) is taken un-animously such decision shall be final.

Should the committee not arrive at a unanimous decision, existing conditions will be maintained. The question may, however, be submitted for decision to the Tribunal, for which provision is made in The Hague Agreement of January, 1930, with Germany, at the request of any member of the committee.

The decision may also be entrusted to a single arbitrator, in the person of the chairman or one of the members of the Court of Interpretation and Arbitration, upon the unanimous desire of the committee.

The committee will take its decision within a period of two months from the date on which the four members of the committee are notified of the proposed modifications.

The members of the permanent committee must be experts, competent on the questions treated in the Railway Law. They are to be appointed for five years from the coming into force of the new Railway Law. Two members will be nominated by the Government of the Reich and two by the Governments of the other Powers which issued the invitations to The Hague Conference. Should a member of the Committee be prevented from attending in any particular case, the Government of which he is a national will appoint a deputy for this particular case.

Le Gouvernement du Reich notifiera aux membres du comité les modifications envisagées. Les membres allemands sont chargés de s'entendre avec les autres membres sur la date et le lieu de la réunion du comité. Les frais de ce comité seront à la charge du Gouvernement du Reich.

Par dérogation aux dispositions précédentes des modifications pourront être apportées librement par le Reich après avoir pris l'avis du conseil d'administration, aux articles 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38, et 40 de la loi, qui traitent de matière d'importance secondaire au point de vue de l'accord, pourvu que ces modifications n'entraînent pas de charges nouvelles pour la compagnie et qu'elles respectent les dispositions relatives au paiement et à la garantie des réparations, ainsi que le caractère indépendant de la compagnie avec son administration autonome.

The Government of the Reich will notify the members of the committee of the proposed modifications. The German members are to come to an agreement with the other members as to the date and place of meeting of the committee. The expenses of the committee will be borne by the Government of the Reich.

In deviation from the preceding provisions, the Reich may modify independently, after hearing the Board of Management, Articles 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38 and 40 of the Law, which deal with matters that are of minor importance from the point of view of the Agreement. Such modifications, however, shall not entail fresh charges for the Company; furthermore, they must respect the provisions concerning reparation payments and the pledges provided therefor and the independent character of the Company with its autonomous administration.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE VIA.

VERFAHREN BEI ÄNDERUNGEN DES REICHSBAHNGESETZES UND DER GESELLSCHAFTSSATZUNG.

Das Reich kann während der Dauer des Betriebsrechts der Gesellschaft unter Beachtung des nachstehend angegebenen Verfahrens am Reichsbahngesetz und der Gesellschaftssatzung die Änderungen vornehmen, die durch eine Änderung der Verhältnisse gerechtfertigt erscheinen oder deren tatsächliche Zweckmässigkeit sich durch die Erfahrung ergeben hat, sofern die Änderungen die Bestimmungen über die Reparationszahlungen und die für sie vorgesehenen Garantien sowie den unabhängigen Charakter der Gesellschaft mit ihrer selbständigen Verwaltung nicht beeinträchtigen.

Die beabsichtigten Gesetzesänderungen werden in einem ständigen Ausschuss von 4 Mitgliedern erörtert, der feststellt, ob sie mit den Bestimmungen des Abs. 1 vereinbar sind oder nicht. Wird die Vereinbarkeit mit Stimmeneinheit bejaht oder verneint, so ist die Entscheidung des Ausschusses endgültig.

Kommt eine einheitliche Entscheidung des Ausschusses nicht zustande, so bleibt der bisherige Zustand bestehen. Die Frage kann aber auf Antrag eines jeden Ausschussmitgliedes zur Entscheidung des im Haager Abkommen von vorgesehenen Auslegungsschiedsgerichts gebracht werden.

Auf einstimmigen Beschluss des Ausschusses kann die Entscheidung auch einem einzelnen Schiedsrichter in der Person des Vorsitzenden oder eines der Mitglieder des Auslegungsschiedsgerichts anvertraut werden.

Der Ausschuss entscheidet innerhalb eines Zeitraums von 2 Monaten nach der Mitteilung der beabsichtigten Änderungen an die 4 Mitglieder des Ausschusses.

Die Mitglieder des ständigen Ausschusses sollen Sachkenner auf dem Gebiete der im Reichsbahngesetz behandelten Fragen sein. Sie werden für einen Zeitraum von 5 Jahren vom Inkrafttreten des neuen Reichsbahngesetzes an ernannt. 2 Mitglieder werden von der Reichsregierung und 2 von den Regierungen der anderen einladenden Mächte der Haager Konferenz ernannt. Ist ein Mitglied des Ausschusses im Einzelfall verhindert, sein Amt wahrzunehmen, so bestimmt die Regierung, von der das Mitglied ernannt ist, für diesen Fall einen Ersatzmann.

Die Reichsregierung wird den Mitgliedern des Ausschusses die Änderungsvorschläge zustellen. Den deutschen Mitgliedern obliegt es, sich mit den anderen Mitgliedern über den Zeitpunkt und den Ort des Zusammentritts des Ausschusses zu verständigen. Die Kosten des Ausschusses werden von der Deutschen Regierung getragen.

Unter Abweichung von den vorstehenden Bestimmungen kann das Deutsche Reich nach Anhörung des Verwaltungsrats die §§ 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 40 des Gesetzes selbständig abändern, die Gegenstände behandeln, die vom Standpunkte des Abkommens von geringer Bedeutung sind. Diese Abänderungen dürfen jedoch für die Gesellschaft neue Belastungen nicht zur Folge haben; sie müssen ferner die Bestimmungen über die Reparationszahlungen und die für sie vorgesehenen Garantien sowie den unabhängigen Charakter der Gesellschaft mit ihrer selbständigen Verwaltung unberührt lassen.

ANNEXE VII.

AFFECTATION A TITRE DE GARANTIE COLLATÉRALE
DE CERTAINES RECETTES DU REICH.

1. Sous réserve de la charge existant en faveur des Trustees de l'Emprunt extérieur allemand 1924, le Gouvernement allemand affecte le produit des droits de douane, des impôts sur le tabac, la bière et l'alcool (Administration du Monopole) au service du certificat représentant les annuités payables par l'Allemagne, y compris le service de toutes obligations qui pourraient être émises dans les conditions prévues par le nouveau plan. A cette fin, le Gouvernement allemand, sans préjudice de sa responsabilité générale pour le paiement des annuités et de sa liberté entière d'effectuer ces paiements sur ses revenus généraux, assurera par les recettes des impôts sus-désignés, à titre de garantie collatérale, les versements nécessaires pour couvrir les annuités, telles qu'elles sont déterminées par ailleurs. L'affectation constitue un gage négatif soumis aux conditions suivantes.

2. Le Reich n'établira aucune charge sur les recettes ainsi affectées, en faveur d'un autre emprunt ou crédit, sans l'assentiment de la Banque des Règlements internationaux. Si une telle charge a été établie sur les recettes affectées, avec l'assentiment de la Banque, la charge du paiement des annuités dues par l'Allemagne primera toute autre charge de cette nature.

3. Si, à un moment quelconque, le produit total des recettes ainsi affectées tombe au-dessous de 150 pour cent de la contribution budgétaire maximum payable par l'Allemagne en vertu du nouveau plan, la Banque pourra exiger l'affectation complémentaire de recettes suffisantes pour assurer le rétablissement immédiat du pourcentage en question, et, en conséquence, le Gouvernement allemand se conformera sans retard à cette demande.

4. Au cas où le Gouvernement allemand changerait le système de perception d'un quelconque des impôts sus-désignés, les recettes assurées au Reich par le nouveau système seront affectées à la place de l'impôt original.

5. Les stipulations de la présente annexe entreront en vigueur à la place des stipulations du « Protocole relatif aux paiements de réparations prélevés sur les ressources budgétaires allemandes comme à l'institution d'un contrôle sur les revenus des douanes de l'impôt sur l'alcool, le tabac, la bière et le sucre », protocole qui constitue l'Annexe I de l'Arrangement de Londres en date du 9 août 1924 entre la Commission des réparations et le Gouvernement allemand pour assurer la mise à exécution du rapport du premier Comité d'experts, et ce protocole, par conséquent, cessera d'être en vigueur.

ANNEX VII.

ASSIGNMENT BY WAY OF COLLATERAL GUARANTEE
OF CERTAIN REVENUES OF THE REICH.

1. The German Government assigns, subject to the charge in favour of the Trustees for the German External Loan, 1924, the proceeds of the Customs, of the tobacco taxes, the beer tax and the tax on spirits (Administration of the Monopoly) for the service of the certificate representing the annuities payable by Germany, including the service of any bonds which may be issued under the provisions of the New Plan. To this end, the Reich, without prejudice to its general responsibility for the payment of the annuities and its entire discretion to effect these payments out of general revenues, will secure out of the receipts from the above revenues by way of collateral guarantee the sums necessary to cover the annuities as elsewhere determined. The assignment constitutes a negative pledge and is ruled by the following conditions :

2. The Reich will not create any charge on the assigned revenues for any other loan or credit without the consent of the Bank for International Settlements. If any such charge is created on the assigned revenues with the consent of the Bank, the charge for the annuities payable by Germany will rank ahead of any such other charge.

3. If at any time the total yield of the assigned revenues should fall below 150 per cent. of the of the highest budgetary contribution payable by Germany under the New Plan, the Bank may require that additional revenues sufficient to assure the immediate restoration of the yield to the above percentage be assigned and the German Government will forthwith comply with that requirement accordingly.

4. Should the German Government change the system of collecting any of the assigned revenues, then the receipts secured to the Reich by the new system will be assigned in substitution for the original tax.

5. The provisions of this Annex shall take effect in substitution for the provisions of the Protocol concerning the contributions to be made by the German Government and the institution of control over the revenues from the Customs and from the taxes on spirits, beer, tobacco and sugar, which is Annex I to the agreement between the Reparation Commission and the German Government for the carrying out of the Report of the First Committee of Experts, London, August 9th, 1924, and that Protocol shall cease to have effect accordingly.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE VII.

ANWEISUNG VON REICHSEINNAHMEN IM WEGE DER NEBENSICHERUNG.

1. Die deutsche Regierung weist — vorbehaltlich der für die Treuhänder für die deutsche auswärtige Anleihe von 1924 darauf bestellten Last — die Einnahmen aus den Zöllen, der Tabaksteuer, der Biersteuer und der Abgabe auf Branntwein (Branntweinmonopol) für den Dienst der Schuldbescheinigung über die von Deutschland zu zahlenden Annuitäten an, einschliesslich des Dienstes von Schuldverschreibungen, die nach den Bestimmungen des Neuen Plans ausgegeben werden können. Zu diesem Zwecke wird das Reich, unbeschadet seiner allgemeinen Verantwortung für die Zahlung der Annuitäten und seiner vollkommenen Freiheit, diese Zahlungen aus seinen allgemeinen Einnahmen zu leisten, aus den Erträgen der genannten Einnahmen im Wege der Nebensicherung die Beträge sicherstellen, die erforderlich sind, um die Annuitäten in der anderweitig bestimmten Höhe zu decken. Die Anweisung stellt ein negatives Pfand dar und unterliegt den folgenden Bedingungen.

2. Das Reich darf die angewiesenen Einnahmen nur mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für irgendeine andere Anleihe oder einen anderen Kredit belasten. Sollten die angewiesenen Einnahmen mit Zustimmung der Bank so belastet werden, so wird die Belastung für die von Deutschland zu zahlenden Annuitäten jeder anderen solchen Belastung im Range vorgehen.

3. Sollte zu irgendeiner Zeit das gesamte Aufkommen der angewiesenen Einnahmen hundertfünfzig vom Hundert der höchsten von Deutschland nach dem Neuen Plan zu entrichtenden Haushaltszahlung unterschreiten, so kann die Bank verlangen, dass zusätzliche, zur sofortigen Wiedererreichung dieses Hundertsatzes ausreichende Einkünfte angewiesen werden, und die deutsche Regierung wird diesem Verlangen unverzüglich entsprechen.

4. Sollte die deutsche Regierung das Erhebungsverfahren irgendeiner der angewiesenen Einnahmen ändern, so werden die Einnahmen, die dem Reich auf Grund des neuen Verfahrens zufallen, an Stelle der ursprünglichen Steuer angewiesen werden.

5. Die Bestimmungen dieser Anlage sollen an Stelle der Bestimmungen des Protokolls über die Zahlungen Deutschlands und die Einrichtung einer Aufsicht über die Einnahmen aus den Zöllen und den Abgaben auf Alkohol, Bier, Tabak und Zucker treten, d.h. der Anlage I des Londoner Abkommens vom 9. August 1924 zwischen der deutschen Regierung und der Reparationskommission über die Ausführung des Berichts des ersten Sachverständigenkomitees. Das letztgenannte Protokoll wird demgemäss ausser Kraft treten.

ANNEXE VIII.

ANNEX VIII.

PROJET DE CONTRAT DE MANDAT (TRUST).

FORM OF TRUST AGREEMENT.

Conclu ce..... 1930 entre les Gouvernements de..... (ci-après dénommés « les Gouvernements créanciers ») d'une part, et la Banque des Règlements internationaux (ci-après dénommée « Trustee »), d'autre part,

Entered into this..... day of..... 1930, between the Governments of..... etcetera (hereinafter called the Creditor Governments), of the one part, and the Bank for International Settlements (hereinafter called Trustee), of the second part,

Witnesseth :

Considérant que, en relation avec l'exécution du Nouveau Plan tel qu'il est défini par l'Accord de La Haye de janvier 1930 (ci-après dénommé « le Plan »), les Gouvernements créanciers désirent conjointement désigner la Banque des Règlements internationaux comme leur commun et seul mandataire (trustee) à l'effet de recevoir, gérer et distribuer les annuités payables par l'Allemagne

Whereas the Creditor Governments in connection with the carrying out of the New Plan as defined in The Hague Agreement of January, 1930 (hereinafter called the Plan), desire jointly to appoint the Bank for International Settlements their joint and sole trustee to receive, manage and distribute the annuities payable by Germany, and to perform other functions with respect thereto, all as pro-

et de remplir toutes autres fonctions se rattachant à ces annuités, le tout ainsi qu'il est prévu au Plan et dans les limites des statuts de la Banque. et considérant que la Banque des Règlements internationaux a pris connaissance des dispositions du Plan et est prête à accepter la charge de ce mandat (trust) :

Il est convenu entre les parties au présent contrat que le contenu, les conditions et les limitations des fonctions du Trustee en la matière ainsi que des relations, obligations et droits des parties sont les suivants :

Article premier.

Les Gouvernements créanciers nomment conjointement la Banque des Règlements internationaux leur commun et seul mandataire (Trustee) aux fins ci-après définies. La Banque accepte cette charge et s'engage à exécuter le mandat (Trust) aux conditions ci-après indiquées.

Article II.

Le Trustee est autorisé et s'engage à :

a) Recevoir tous soldes qui seront transmis par l'Agent général des paiements de réparations au moment de la clôture des comptes de ce dernier, sous réserve des droits des différents gouvernements créanciers dans la distribution de ces soldes, et, le cas échéant, de tous engagements et revendications non encore liquidés au moment de la transmission; toutes ces données, telles qu'elles figurent dans les comptes de l'Agent général des paiements de réparations, seront fournies au Trustee au moment de la transmission ;

b) Garder en qualité de mandataire (trustee) jusqu'à complet paiement le certificat de dette — avec les coupons qui y sont attachés — établi et délivré par le Gouvernement allemand, conformément aux dispositions du Plan, certificat que le Trustee reconnaît avoir reçu et dont copie est ci-annexée (Annexe A) ;

c) Garder en qualité de mandataire (Trustee) jusqu'à complet paiement le certificat établi et délivré par la compagnie des chemins de fer allemands en attestation de son obligation conformément aux dispositions du Plan, et dont copie est ci-annexée (Annexe B) ;

d) Recevoir en sa qualité de mandataire (*in trust*) chaque mois à partir du..... 1930, du Gouvernement allemand, pour le compte des Gouvernements créanciers signataires du présent contrat et pour le compte des Trustees de l'emprunt extérieur allemand 1924, tous versements à effectuer après cette date par l'Allemagne, en vertu

vided by the Plan ; and within the limits of the Statutes of the Bank.

Whereas the Bank for International Settlements has taken note of the provisions of the Plan and is prepared to accept the appointment as such trustee ;

Therefore, it is agreed between the parties hereto that the description, the conditions and the limitations of the functions of the Trustee with respect thereto and of the relations, obligations and rights of the parties are those set forth as follows :

Article I.

The Creditor Governments jointly appoint the Bank for International Settlements their joint and sole trustee for the purposes herein defined. The Bank accepts the appointment and agrees to carry out the trust on the conditions herein stated.

Article II.

The Trustee is empowered and agrees :

(a) To receive any balances transferred by the Agent General for Reparation Payments on the winding up of his accounts, subject to the rights of the different Creditor Governments in the distribution of such balances and to any claims and commitments thereon which may be outstanding at the time of transfer, all of which, as shown by the records of the Agent General for Reparation Payments, will be reported to the Trustee when the transfer is made ;

(b) To hold in safe-keeping, as trustee, until the same shall be duly discharged, the Certificate of Debt, with coupons attached, issued and delivered by the German Government pursuant to the terms of the Plan, the receipt of which the Trustee acknowledges and a copy of which is attached hereto as Exhibit A ;

(c) To hold in safe-keeping as trustee, until the same shall be duly discharged, the Certificate issued and delivered by the German Railway Company in acknowledgment of its liability, pursuant to the terms of the Plan, the receipt of which the Trustee acknowledges and a copy of which is attached hereto as Exhibit B ;

(d) Commencing..... 1930, to receive in trust each month from the German Reich for the account of the Creditor Governments signatory hereto and for the account of the Trustees of the German External Loan 1924 all payments thereafter to be made by Germany under the Plan and the above-mentioned Certificate of Debt repre-

du Plan, ainsi qu'en vertu du certificat de dette précité, et représentant le service du dit emprunt ou le paiement des sommes attribuables auxdits Gouvernements créanciers au titre des annuités non différables et des annuités différables telles qu'elles sont définies et précisées dans le Plan.

Un tableau certifié indiquant la part mensuelle et annuelle revenant, pendant toute la période des annuités, à chaque Gouvernement créancier signataire du présent contrat, sur la fraction non différable, sur la fraction différable et sur le total de l'annuité allemande est ci-annexé (Annexe C).

Article III.

Sauf pendant une période de suspension de transfert de l'annuité différable, ainsi qu'il est prévu à l'article XI ci-dessous, le Trustee n'acceptera qu'en monnaies autres que le reichsmark le versement des fractions mensuelles des annuités payables par l'Allemagne. Toutefois il aura la faculté d'accepter, pour chaque mois d'une annuité, le paiement en reichsmark d'une somme égale au douzième du montant total à payer dans cette annuité pour l'exécution des programmes courants relatifs aux livraisons en nature et aux procédures de *Reparation Recovery Act*.

En prenant des dispositions pour la réception des monnaies autres que le reichsmark, le Trustee, après avoir été avisé des demandes des Gouvernements créanciers, fera connaître au Gouvernement allemand en même temps qu'à la Reichsbank, au moins un mois avant l'échéance des sommes dues, ses préférences relativement aux monnaies qu'il désire voir porter à son compte. Si ces préférences ne sont pas observées, le Trustee est autorisé à accepter que les paiements de l'Allemagne lui soient faits en totalité dans les monnaies des pays créanciers ayant eu des ressortissants membres du Comité d'Experts et dans une proportion aussi voisine que possible de la part revenant à chacun de ces pays, étant entendu que les paiements en monnaies qui ne sont pas sur la base de l'étalon-or ou de change-or seront effectués seulement avec l'assentiment du Trustee.

Le Trustee donnera quittance au Gouvernement allemand de toutes les sommes qu'il aura payées ou qu'il aura fait payer, au titre tant de l'annuité différable que de l'annuité non différable. Sur cette quittance, il indiquera les monnaies reçues ainsi que la somme équivalente en reichsmark, somme dont le Gouvernement allemand sera crédité.

A la fin de chaque période d'annuité, quand le Trustee aura reçu du Gouvernement allemand les sommes dues en vertu du Plan pour cette année, le Trustee lui remettra le coupon du certificat du Gouvernement allemand correspondant aux paiements de l'année en question.

senting the service of the said Loan or the payment of the sums attributable to the said Creditor Governments on account of the non-postponable annuities and the postponable annuities as defined and specified in the Plan.

A certified Schedule stating the monthly and annual share during the whole period of the annuities of each Creditor Government signatory hereto in the non-postponable and postponable portions and in the total of the German annuity is attached hereto as Exhibit C.

Article III.

Except during a period when the transfer of the postponable annuity is suspended, as provided for in Article XI below, the Trustee will accept only currencies other than Reichsmarks in payment of the monthly instalments of the annuities payable by Germany, subject always to the proviso that the Trustee may accept Reichsmarks, in each month of a given annuity year, for an amount equal to one-twelfth of the total of any current annual programme for payments under Delivery in Kind and Reparation Recovery Act procedures for the year in question.

In arranging for the receipt of currencies other than Reichsmarks the Trustee, after having been notified of the requirements of the Creditor Governments, will inform the German Government and, at the same time, the Reichsbank, at least one month in advance of the due dates for payment, of its preferences relative to the currencies which it desires to have paid into its account. If these preferences are not complied with, the Trustee is authorised to accept payment from Germany entirely in the currencies of the creditor countries whose nationals were members of the Committee of Experts and as nearly as may be in proportion to the respective shares of these countries, it being understood that payments in currencies other than Reichsmarks which are not based upon the gold exchange standard will only be made with the consent of the Trustee.

The Trustee will give receipts to the German Government for all sums which it pays or causes to be paid both on account of the postponable and on account of the non-postponable annuity. These receipts will show the currencies received as well as the equivalent value in Reichsmarks, with which the German Government will be credited.

At the end of each annuity year, when the Trustee has received from the German Government the sums due for that year, in accordance with the Plan, the Trustee shall surrender to the German Government the coupon of the Certificate of the German Government which corresponds to the payments of the year in question.

Le Trustee prend acte de l'engagement pris par le Gouvernement allemand que le reichsmark aura et conservera sa convertibilité en or ou en devises comme il est prévu à l'art. 31 de la loi du 30 août 1924, et qu'en toutes circonstances, pour les fins générales du Plan, le reichsmark aura et conservera une parité monétaire de 1/2790 kg. d'or fin suivant la définition contenue dans la loi du 30 août 1924 sur la frappe des monnaies.

Les sommes versées en monnaies autres que le reichsmark au compte de trust des annuités seront calculées en reichsmarks, sous réserve des dispositions de l'engagement indiqué ci-dessus, à la moyenne des cours moyens *Mittelkurs* en vigueur à la Bourse de Berlin pendant la période de quinze jours précédant la date du paiement.

Les sommes en reichsmark que la compagnie des chemins de fer allemands verse au compte du Trustee à la Reichsbank à raison de 55 millions de reichsmark le premier jour de chaque mois un titre du mois précédent conformément aux conditions du certificat d'engagement susvisé délivré par cette compagnie, seront, jusqu'à complet paiement du certificat, mises à la disposition du Gouvernement allemand par le Trustee, chaque mois, dès qu'elles auront été reçues, sous réserve que la mensualité payable par le Gouvernement allemand le 15 du mois précédent ait été dûment reçue.

Article IV.

Toutes les sommes virées du compte de l'Agent général des réparations ou payées au titre des annuités allemandes seront versées à un compte de Trust des annuités. Toutes les sommes payées par l'Allemagne au titre des annuités seront gérées par le Trustee et devront chaque mois, aussitôt reçues, être employées et réparties comme suit, étant entendu que les obligations du trustee relativement aux dites sommes seront uniquement celles qui incombent normalement à un banquier pour l'exécution d'un contrat de trust et qu'en aucun cas le Trustee ne permettra de dépassements de compte ou de crédit de la part d'un gouvernement créancier quelconque.

a) En premier lieu, les sommes mensuellement requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924 seront transférées au compte ou à l'ordre des Trustees dudit emprunt conformément aux stipulations de l'engagement général le concernant, étant entendu que ce prélèvement aura priorité sur tous autres. Ce service constitue une première charge expressément prévue comme telle sur les annuités de l'Allemagne, soit non différables, soit différables.

b) Un douzième de la part de chaque gouvernement créancier dans l'annuité non

The Trustee takes note of the undertaking given by the German Government that the Reichsmark shall have and shall retain its convertibility in gold or foreign exchange as provided in Section 31 of the Law of the 30th August, 1924, and that, in all circumstances, for the general purposes of the Plan, the Reichsmark shall have and shall retain a mint parity of 1/2790 kilogram of fine gold, as defined in the German coinage law of August 30, 1924.

The sums paid in currencies other than Reichsmarks into the annuity trust account shall be calculated in Reichsmarks, subject to the provisions of the above undertaking, at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the period of fifteen days preceding the date of payment.

The sums in Reichsmarks paid by the German Railway Company to the account of the Trustee at the Reichsbank under the terms of the above-mentioned Certificate of Liability delivered by that Company, for an amount of fifty-five million Reichsmarks on the first day of each month in respect of the previous month, shall, until the due discharge of the Certificate be placed each month at the disposal of the German Government by the Trustee as soon as they have been received, provided that the instalment of the Annuity payable by the German Government on the 15th day of the preceding month has been duly received.

Article IV.

All the sums transferred from the account of the Agent General for Reparations or paid on account of the German Annuities shall be received into an Annuity Trust Account. All the sums paid by Germany on account of the annuities shall be managed by the Trustee and shall be employed and distributed each month upon receipt as follows, on the understanding that the obligations of the Trustee in regard to the said sums shall be only those normally incumbent upon a banker for the execution of a trust agreement, and in no case shall the Trustee permit the accounts or credits of any Creditor Government to be overdrawn.

(a) In the first place, the sums required monthly for the service of the German External Loan, 1924, shall be transferred to the account or order of the Trustees of the said Loan, in conformity with the terms of the General Bond securing it, on the understanding that this appropriation shall have priority over all others. This service constitutes a first charge, expressly provided for as such, on the German annuities, whether non-postponable or postponable.

(b) One-twelfth of the share of each Creditor Government in the non-postponable

différable fera immédiatement l'objet, dans les livres du Trustee, d'une allocation en monnaies autres que le reichsmark au nom de ce gouvernement au compte de Trust des annuités. Lorsqu'un des gouvernements aura mobilisé une partie de l'annuité non différable qui lui est attribuée, il sera retenu chaque mois sur la part qui lui revient en vertu du présent paragraphe les sommes nécessaires pour le service des obligations émises et non amorties conformément aux conditions des contrats passés à l'occasion de telles émissions ; ces sommes, déduites de la part de chacun des gouvernements intéressés aux émissions seront transférées chaque mois au compte de Trustee des emprunts ainsi émis et y demeureront jusqu'au moment des paiements à faire pour le service des intérêts et de l'amortissement des obligations, conformément aux conditions de chacun des contrats d'emprunt.

c) Un douzième de la part revenant à chaque gouvernement pour le règlement du contingent de livraison en nature qui lui est attribué, dans une année donnée, fera immédiatement l'objet dans les livres du Trustee d'une allocation en reichsmarks au nom de ce gouvernement au compte de Trust des annuités si aucune autre disposition n'a été prise entre les gouvernements intéressés, y compris l'Allemagne, pour le règlement de ce contingent.

d) Un douzième de la somme revenant à chaque Gouvernement créancier dans chaque annuité après les allocations prévues aux paragraphes *b)* et *c)* fera immédiatement l'objet dans les livres du Trustee d'une allocation en monnaies autres que le reichsmark au nom de ce gouvernement au compte de Trust des annuités.

e) Par application de l'article 88 des annexes du Rapport des Experts du 7 juin 1929 (ci-après désigné le « Rapport des Experts »), les sommes ayant fait l'objet des allocations prévues aux alinéas précédents, demeureront sans intérêt aux subdivisions nationales du compte de Trust des annuités à concurrence de l'équivalent des minima suivants :

	Reichsmarks
France	68.037.500
Grande-Bretagne	26.587.500
Italie	13.887.500
Belgique	7.512.500
Roumanie	1.312.500
Yougoslavie	5.462.500
Grèce	450.000
Portugal	862.500
Japon	862.500
Pologne	25.000
	<hr/>
	125.000.000

Annuity shall be forthwith allocated in the books of the Trustee to that Government within the Annuity Trust Account in currencies other than reichsmarks. If one of the Governments has mobilised a part of the non-postponable annuity allotted to it, there shall be retained every month, out of the share due to that Government in virtue of the present paragraph, the sums required for the service of the obligations issued and outstanding, in conformity with the conditions of the contracts made on the occasion of such issues ; these sums, deducted from the share of each of the Governments concerned in the issues, shall be transferred each month to a Trustee Account relating to the loan thus issued and shall remain there until the moment when payments have to be made for the interest service and amortisation of the obligations, in accordance with the terms of the respective loan agreements.

(c) One-twelfth of the share due to each Government for settling the quota of Deliveries in Kind allotted to it in a given year shall be forthwith allocated in the books of the Trustee to that Government within the Annuity Trust Account in reichsmarks, if no other provision has been made by the Governments concerned, including Germany, for the settlement of this quota.

(d) One-twelfth of the sum due to each Government in each Annuity, after the allocations provided in paragraphs *(b)* and *(c)*, shall be forthwith allocated in the books of the Trustee to that Government within the Annuity Trust Account in currencies other than reichsmarks.

(e) In application of Article 88 of the annexes to the Experts' Report of June 7th, 1929 (hereinafter called the " Experts' Report "), the sums allocated as provided in the preceding paragraphs will remain without interest in the National Sub-Divisions of the Annuity Trust Account up to the equivalent of the following minimum amounts :

	Reichsmarks
France	68,037,500
Great Britain	26,587,500
Italy	13,887,500
Belgium	7,512,500
Roumania	1,312,500
Jugoslavia	5,462,500
Greece	450,000
Portugal	862,500
Japan	862,500
Poland	25,000
	<hr/>
	125,000,000 R.M.

Toutes sommes figurant aux subventions nationales du compte de Trust des annuités en plus des dépôts minima sans intérêt ainsi prévus, pourront être librement retirées dudit compte par les Gouvernements créanciers, conformément à l'alinéa suivant.

f) Sous réserve des dispositions qui précèdent et conformément aux dispositions du Plan, le Trustee est autorisé et s'engage à transférer aux dates qui lui seront indiquées toutes sommes figurant au nom de tout Gouvernement créancier au compte de Trust des annuités, à tout compte portant intérêt ouvert sur les livres de la Banque des Règlements internationaux ou à tout autre banque ou banquier, ou à lui donner l'affectation que le gouvernement créancier pourra lui indiquer; mais, en aucun cas, le Trustee ne permettra des dépassements de compte ou de crédits de la part d'un gouvernement créancier.

Article V.

Le Trustee ne sera tenu de payer aucun intérêt sur les soldes restant au compte de Trust des annuités.

Article VI.

Tous gains ou pertes de change résultant des opérations faites par le Trustee pour le compte des gouvernements créanciers à l'occasion de la gestion des annuités allemandes seront, à défaut d'autre règlement, portés chaque trimestre par le Trustee au crédit ou au débit des gouvernements intéressés en proportion de la part de chacun dans les sommes en capital, faisant l'objet de ces opérations, sous réserve des dispositions de l'article IV.

Article VII.

En ce qui concerne les livraisons en nature, les *Reparation Recovery Acts* et autres procédures similaires, le Trustee est autorisé, et s'engage à payer en reichsmark, jusqu'à concurrence du solde mensuel en reichsmark disponibles pour chacun des gouvernements créanciers, les chèques, traites ou ordres de virement émis par les représentants attitrés de l'un quelconque de ces gouvernements créanciers. Chacun de ces gouvernements créanciers s'engage à renseigner le Trustee sur l'identité et les pouvoirs de ces représentants et à lui remettre des modèles de leur signature.

Article VIII.

Le paiement effectué par le Trustee en exécution des documents mentionnés à l'article précédent

All sums standing in the National Sub-Divisions of the Annuity Trust Account in excess of the above minimum non-interest-bearing deposits, may be freely withdrawn from the said account by the Creditor Governments, in accordance with the following paragraph.

(f) Subject to the foregoing and in accordance with the provisions of the Plan, the Trustee is authorised and agrees to transfer at such dates as may be indicated any sum allocated to any Government within the Annuity Trust Account to any interest-bearing account in the Bank for International Settlements or to any other bank or banker, or otherwise to dispose of it as the interested Creditor Government may direct; but in no case will the Trustee permit the accounts or credits of any Creditor Government to be overdrawn.

Article V.

The Trustee shall not be bound to pay any interest on balances in the Annuity Trust Account.

Article VI.

Any exchange profit or loss arising from transactions carried out by the Trustee for account of Creditor Governments in connection with the management of the German annuities shall unless otherwise settled be credited or charged quarterly by the Trustee to the accounts of the Governments concerned, in proportion to their respective shares in the principal moneys involved, subject to the provisions of Article IV.

Article VII.

The Trustee is authorized and agrees in connection with Delivery in Kind, Reparation Recovery Act, and other similar systems to pay in Reichsmarks up to the amount of the monthly Reichsmark balances available to the respective Creditor Governments on cheques, drafts or orders duly executed by the authorized representative of any such Creditor Government. The Creditor Governments respectively agree to keep the Trustee advised of the identity and authority of such representatives and to supply it with their specimen signatures.

Article VIII.

Payment by the Trustee in compliance with the documents referred to in the preceding article

emporte pour lui pleine et entière décharge des sommes versées en reichsmarks. Le paiement effectué en monnaies autres que le reichsmark par versement ou par virement de sommes provenant du compte de Trust des annuités, sur l'ordre d'un gouvernement créancier ou en vertu des pouvoirs conférés par l'article IV ci-dessus, emporte pour le Trustee pleine et entière décharge des sommes payées. En outre, aussitôt que possible après la fin de chaque annuité, lorsque les divers gouvernements créanciers auront reçu le relevé de compte annuel et le rapport des commissaires-vérificateurs mentionnés à l'article XVII ci-dessous, l'autorité compétente de chaque gouvernement créancier donnera au Trustee quittance et décharge globale et définitive des sommes effectivement versées à ce gouvernement créancier ou à son ordre, pendant l'année en question, telles qu'elles apparaissent dans ledit relevé de compte.

Article IX.

Le Trustee déclare qu'il a pris acte que le Gouvernement allemand s'engage à maintenir à la Banque pendant la période s'écoulant jusqu'au 31 mars 1966 un dépôt sans intérêt, équivalent à 50 % du dépôt moyen restant au compte de Trusts des annuités, mais ne dépassant pas 100 millions de reichsmarks.

A cet effet la Banque certifiera chaque mois au Gouvernement allemand et aux gouvernements créanciers la moyenne des soldes à la fin de chaque jour ouvrable laissés par les gouvernements créanciers en dépôt sans intérêt durant ce mois, et provenant des paiements allemands sous le régime du Plan Dawes ou sous le régime du présent Plan, jusqu'à la date de leur retrait par les gouvernements créanciers.

Le premier dépôt sera versé par le Gouvernement allemand à la Banque 15 jours après la mise en vigueur du Nouveau Plan, le montant de ce dépôt étant calculé sur la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus laissés chez l'agent général ou chez la Banque pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date du dépôt, à l'exclusion des sommes restituables au Gouvernement allemand en vertu de l'Annexe III au Protocole de La Haye du 31 août 1929 et tout arrangement supplémentaire.

Le dépôt sera maintenu au montant ainsi calculé pendant un mois. A la fin de cette période, le dépôt sera ajusté par un dépôt supplémentaire ou par le retrait d'une partie du dépôt existant sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de l'ajustement.

Un ajustement semblable aura lieu à la fin du second mois à partir de la date du premier dépôt.

A la fin du troisième mois et ultérieurement à intervalles de trois mois, le dépôt sera ajusté sur

shall constitute full discharge to the Trustee for the Reichsmark payments made. Payments in currencies other than Reichsmarks made or transferred out of the Annuity Trust Account upon the order of a Creditor Government or effected under the authorisations contained in Article IV above, shall constitute a full discharge to the Trustee for the payments made. In addition, as soon as possible after the close of each annuity year when the respective Creditor Governments shall have received the annual account and auditor's report referred to in Article XVII hereof, the competent authority of each Creditor Government shall give the Trustee a final global quittance and release for the actual payments made, during the Annuity year in question, to or upon the order of the Creditor Government concerned, as disclosed by the said accounts.

Article IX.

The Trustee declares that it has taken note that the German Government undertakes during the period up to March 31st, 1966, to maintain at the Bank a non-interest-bearing deposit equivalent to 50 per cent. of the average deposit remaining in the Annuity Trust Account, but not exceeding 100 million Reichsmarks.

The Bank shall to this end certify to the German Government and to the Creditor Governments every month the average of the balances at the close of each working day left by the Creditor Governments on deposit without interest during that month, in respect of the sums arising from the German payments under the Dawes Plan or under the present Plan up to the time when they are drawn out by the Creditor Governments.

The first deposit will be paid by the German Government to the Bank fifteen days after the coming into force of the New Plan, the amount of the deposit being calculated on the average of the daily balances above mentioned left with the Agent-General or the Bank during the month ending two working days prior to the date of deposit, excluding sums returnable to the German Government under Annex III of the Hague Protocol of August 31st, 1929, or any supplementary arrangement. The deposit shall be maintained at the amount so calculated during one month. At the end of this period the deposit will be adjusted by a further deposit or by the withdrawal of part of the existing deposit on the basis of the average of the daily balances referred to above during the month ending two working days before the date of the adjustment. A similar adjustment will take place at the end of the second month from the date of the first deposit. At the end of the third month, and thereafter at intervals of three months, the deposit shall be adjusted on the basis of the average of the daily balances referred to above

la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus durant les trois mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de chaque ajustement. Les périodes visées au présent alinéa pourront être modifiées par accord entre les gouvernements intéressés et avec l'assentiment du Trustee.

Le Trustee acceptera ce dépôt dans les conditions du présent article.

Article X.

Le Trustee déclare avoir pris connaissance des dispositions du Plan qui concernent les fonctions attribuées à la Banque des Règlements Internationaux pour le cas où le gouvernement allemand ferait une déclaration nécessitant la convocation du Comité consultatif spécial ; le Trustee convient, et les gouvernements créanciers confirment qu'il devra remplir de la manière indiquée au Plan les fonctions qui lui sont ainsi attribuées.

Le Trustee note qu'en application de l'article 124 du Rapport des Experts, toute recommandation du comité affectant les droits des gouvernements créanciers ne liera pas ces gouvernements à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par les gouvernements créanciers ayant participé à la décision du 16 septembre 1928 portant création du Comité des Experts ; et que de même, toute recommandation affectant les droits du Gouvernement allemand ne liera pas ce gouvernement à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par lui.

Article XI.

Dès qu'il aura reçu du Gouvernement allemand conformément au Plan la notification d'une suspension de transfert de tout ou partie de l'annuité différable, le Trustee devra en informer les gouvernements créanciers.

a) Dès que cette suspension sera devenue effective :

1° Le Trustee continuera à transférer, chaque mois, les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt extérieur allemand 1924, conformément au paragraphe *a)* de l'article IV du présent contrat.

2° Le Trustee continuera à créditer ou à transférer, chaque mois conformément aux dispositions du paragraphe *b)* de l'article IV du présent contrat, les sommes versées par le Gouvernement allemand au titre de l'annuité non différable.

3° Dans le cas d'une suspension partielle du transfert ou du paiement des annuités différables pendant une année déterminée,

during the three months ending two working days before the date of each such adjustment. The intervals referred to in this paragraph may be changed by agreement between the Governments concerned with the concurrence of the Trustee.

The Trustee will accept this deposit under the conditions set out in this Article.

Article X.

The Trustee declares that it has taken note of the provisions of the Plan with respect to the functions assigned to the Bank of International Settlements in connection with any declaration of the German Government requiring the convening of the Special Advisory Committee, and the Trustee agrees and the Creditor Governments confirm that the Trustee shall carry out the functions assigned to it in that respect and in the manner described in the Plan.

The Trustee takes note that, in application of Article 124 of the Experts' Report, any recommendation of the Advisory Committee affecting the rights of the Creditor Governments shall not bind those Governments unless it is accepted and confirmed by the Creditor Governments which participated in the decision of September 16, 1928, to set up the Committee of Experts ; and that similarly any recommendation affecting the rights of the German Government shall not bind that Government unless it is accepted and confirmed by that Government.

Article XI.

Immediately on receiving from the German Government in conformity with the Plan notification of suspension of transfer of the whole or part of the postponable annuity the Trustee shall inform the Creditor Governments accordingly.

(a) As soon as this suspension becomes effective :

(1) The Trustee shall continue to transfer each month the sums necessary for assuring the service of the external loan of 1924 in accordance with paragraph *(a)* of Article IV of this contract ;

(2) The Trustee shall continue to credit or transfer each month in accordance with the provisions of paragraph *(b)* of Article IV of this Contract the sums paid by the German Government in respect of the non-postponable Annuity ;

(3) In the event of a partial postponement, in any year, of transfer or of payment of the postponable annuities, the Trustee

le Trustee répartira la fraction des annuités différables réellement payée et transférée pendant ladite année de façon à faire en sorte que, dans toute la mesure du possible les recettes des divers créanciers provenant de la totalité des paiements réellement transférés par l'Allemagne (que ce soit au titre des annuités non différables ou des annuités différables) soient proportionnelles à leurs parts respectives dans les annuités totales dues par l'Allemagne en vertu du Plan au titre de ladite année, toujours sous réserve que les gouvernements créanciers ayant droit à une allocation sur l'annuité non différable ne recevront en aucun cas une somme inférieure aux allocations qui leur sont respectivement dues sur ladite annuité.

4° Si le montant des annuités différables payé et transféré par l'Allemagne est insuffisant pour assurer en totalité à chacun des gouvernements créanciers sa juste part des paiements allemands transférés, eu égard aux allocations sur l'annuité non différable visées par le paragraphe précédent, le Trustee prélèvera, conformément aux dispositions du paragraphe 202 des annexes du Rapport des Experts, sur le fonds de garantie à constituer par le Gouvernement français, les sommes nécessaires pour combler l'insuffisance de chacun desdits gouvernements créanciers. Les sommes ainsi retirées du fonds de garantie seront remboursées audit fonds, conformément au Plan dès la fin de la période de suspension

b) Au cours d'une suspension partielle ou totale de transfert, le Trustee pourra accepter de l'Allemagne des versements en reichsmarks au titre des sommes dont le transfert a été suspendu et dont le paiement n'a pas été suspendu en exécution du Plan. Le Trustee est autorisé à délivrer au Gouvernement allemand des reçus pour ces paiements, reçus qui auront le caractère de reconnaissance temporaires. Ces reconnaissances seront converties en reçus définitifs au fur et à mesure du transfert des montants suspendus ou de l'utilisation des reichsmarks acceptée par le Trustee, en exécution du présent paragraphe, pour des paiements de livraisons en nature ou au titre des *Reparation Recovery Acts* et des procédures similaires, en exécution des programmes spéciaux mentionnés dans l'annexe IV du Rapport des Experts.

c) Toutes sommes acceptées en reichsmark par le Trustee en exécution du paragraphe b) ci-dessus seront réparties sous forme d'inscriptions de crédit dans les livres du Trustee, de façon à compléter les crédits dus à chaque

shall distribute the part of the postponable annuities actually paid and transferred in that year in such a manner as to ensure, so far as may be possible, that the receipts of the several Creditor Governments out of the aggregate payments actually transferred by Germany (whether on account of the unconditional or of the postponable annuities) shall be proportionate to their respective shares in the total annuities due by Germany under the Plan in respect of that year, provided always that the Creditor Governments entitled to an allocation out of the unconditional annuities shall in no case receive less than the allocations due to them respectively out of those annuities ;

(4) Should the amount of the postponable annuities paid and transferred by Germany be insufficient to provide in full to each of the Creditor Governments its due share of the total German payments transferred, having regard to the allocations out of the unconditional annuity referred to in the previous paragraph, the Trustee shall, in accordance with the provisions of paragraph 202 of the Annexes to the Experts' Report withdraw from the Guarantee Fund, to be constituted by the French Government, the sums necessary to make up the deficiency to each of the Creditor Governments concerned. The sums so withdrawn from the Guarantee Fund shall be repaid to that fund in accordance with the Plan at the end of the period of postponement.

(b) During the course of a partial or total postponement of transfer the Trustee may accept from Germany payments in Reichsmarks in respect of the amounts of which transfer has been postponed and of which payment has not been postponed under the Plan. The Trustee is authorised to give to the German Government receipts for such payments which will be in the nature of temporary acknowledgments. These acknowledgments will be converted into final receipts *pro tanto* on the transfer of the amounts postponed, or on the utilisation of the Reichsmarks accepted by the Trustee under this paragraph for payments in respect of deliveries in kind or in respect of *Reparation Recovery Acts* and similar procedures under the special programmes referred to in Annex IV of the Experts' Report.

(c) Any sums accepted in Reichsmarks by the Trustee under paragraph (b) above will be distributed in the form of credits in the Trustee's books in such a way as to complete the credits due to each Creditor Government

gouvernement pour l'année en question en exécution du Plan et le fonds de garantie dans la mesure où il a été fait appel à ce fonds. Ces reichsmarks seront administrés par le Trustee de la manière prévue par le Plan.

d) Les parties au présent contrat conviennent que tous placements de ces fonds en reichsmarks effectués par le Trustee seront faits pour le compte respectif des gouvernements créanciers selon leurs intérêts, à leurs avantages et à leurs risques. En particulier les produits du placement des reichsmarks portés au fonds de garantie seront attribués au Gouvernement français.

Article XII.

Les Gouvernements créanciers et le Trustee conviennent que le Trustee aura comme mandat exclusif d'agir comme agent des gouvernements créanciers ou de l'un quelconque d'entre eux, en ce qui concerne les opérations relatives à la mobilisation des annuités allemandes et qu'en remplissant les fonctions et en usant des facultés qui lui sont reconnues à titre d'agent en cette matière, le Trustee suivra les stipulations du Plan qui régissent la mobilisation. Il observera, notamment, les prescriptions suivantes :

a) Lorsqu'il paraîtra pratiquement possible au Trustee de procéder à une émission de titres représentant la capitalisation d'une partie de l'annuité, il en informera les gouvernements créanciers. La possibilité de procéder à une telle opération devra également être envisagée par le Trustee, chaque fois qu'il en sera requis par l'un ou plusieurs des gouvernements créanciers.

Si, après examen et dans les cas autres que celui visé au paragraphe *b)*, deuxième alinéa, le Trustee estime une telle opération inopportune, il devra indiquer aux gouvernements intéressés les raisons sur lesquelles son opinion est fondée.

b) Si l'un ou plusieurs des gouvernements intéressés envisagent de procéder eux-mêmes à une émission sur leur propre marché, le Trustee, au moment de l'opération, fixera les conditions minima d'émission.

Toutefois, si une telle opération est envisagée en relation avec des opérations de conversion intérieures, le gouvernement intéressé sera libre d'offrir les obligations sur son marché aux conditions qu'il pourra obtenir, sans que le Trustee ait à examiner l'opportunité de la création des titres, et étant entendu que ceux-ci ne seront cotés que sur leur marché d'émission.

c) Si l'un ou plusieurs des gouvernements intéressés envisagent une émission inter-

for the year in question under the Plan, and the Guarantee Fund in so far as it has been drawn upon. These Reichsmarks will be administered by the Trustee in the manner provided in the Plan.

(d) The parties to this contract agree that all investments of such Reichsmark funds effected by the Trustee shall be made for the individual account of the Creditor Governments, as their interests require, for their advantage and at their risk. In particular the proceeds of investment of Reichsmarks credited to the Guarantee Fund will be assigned to the French Government.

Article XII.

The Creditor Governments and the Trustee agree that the Trustee shall have exclusive authority to act as agent of the Creditor Governments or any one of them, so far as concerns the operations relating to the mobilisation of the German Annuities, and that in the discharge of the functions and in the use of the authority entrusted to it as Agent in this matter, the Trustee will be guided by the provisions of the Plan which govern mobilisation. In particular the Trustee will abide by the following provisions :

(a) When it appears to the Trustee practically possible to proceed with an issue of Bonds representing the capitalisation of a part of the Annuity, the Trustee will inform the Creditor Governments. The possibility of proceeding with such an operation shall also be considered by the Trustee whenever so required by one or more of the Creditor Governments.

If after examination, and in cases other than that dealt with in the second part of paragraph *(b)* below, the Trustee considers such an operation inopportune, it shall indicate to the Governments concerned the reasons for this opinion.

(b) If one or more of the Governments concerned intend themselves to proceed in their own markets with an issue, the trustee shall fix the minimum conditions of issue at the time of the operation.

If, however, such an operation is intended in connection with internal conversion operations, the Government concerned will be free to offer the Bonds on its own market on whatever conditions it may be able to obtain, without its being necessary for the Trustee to consider whether the creation of the Bonds is opportune, and on the understanding that the Bonds will only be quoted on the market of issue.

(c) If one or more of the Governments concerned propose an international issue on

nationale sur d'autres marchés que leurs marchés respectifs et à leur requête, le Trustee s'il considère, après examen, que la situation de ces marchés permet une semblable mesure, devra prendre des dispositions pour procéder à une émission en déterminant, après s'être assuré que les Banques centrales intéressées n'ont pas d'objections, les marchés ou les offres peuvent être faites.

Dans le cas de semblables émissions, les différents gouvernements ayant une part non encore mobilisée dans la fraction non différable de l'annuité seront mis à même d'y participer dans la proportion des chiffres suivants : France 500, Grande-Bretagne 84, Italie 42, Japon 6,6, Yougoslavie 6, Portugal 2,4.

Aucune émission à caractère international ne pourra toutefois avoir lieu sur le marché de l'un des pays dont le gouvernement est signataire du présent contrat, sans l'approbation de ce gouvernement, tant en ce qui concerne le montant de l'émission que les conditions dans lesquelles l'opération sera autorisée.

d) S'il est décidé de procéder à une émission et si un ou plusieurs gouvernements créanciers le lui demandent, le Trustee déterminera, d'accord avec lesdits gouvernements et les banquiers émetteurs, le détail des conditions auxquelles les obligations seront émises.

e) Le Trustee demandera au Gouvernement allemand, dans les conditions prévues par le Plan, la création de titres susceptibles d'être émis.

f) Le Trustee se déclare disposé à agir comme mandataire (Trustee) ou représentant des porteurs d'obligations ou comme agent pour toutes tranches d'obligations émises par application des dispositions du Plan, pour autant que le prévoit le contrat d'emprunt à conclure entre le Trustee et les gouvernements intéressés à l'occasion de l'émission de telles obligations.

g) Les frais et commissions du Trustee, tant pour la création des titres, que pour leur émission, seront déterminés entre le Trustee et les gouvernements intéressés d'après l'importance des fonctions qui lui auront été confiées à l'occasion de chaque opération.

Article XIII.

Le Trustee portera au crédit d'un compte spécial de Trust le dépôt que le Gouvernement français s'est engagé à faire dans les conditions prévues au Plan jusqu'à concurrence d'un montant de 500 millions de reichsmarks en monnaies autres que le reichsmark et reposant sur l'étalon-or ou de change-or.

other markets than their own respective markets, the Trustee shall at their request, if it considers on examination that conditions on these markets permit such an operation, take steps to proceed with this issue and determine, after making sure that the Central Banks concerned have no objection, the markets on which such offers may be made.

In the case of such issues, the various Governments having a share not yet mobilised in the non-postponable portion of the Annuity shall be given the right to participate in proportion to the following figures : France 500, Great Britain 84, Italy 42, Japan 6.6, Jugoslavia 6, Portugal 2.4.

No issue of an international character may however be made in the market of any of the countries the Government of which has signed this Trust Agreement without the approval of that Government both as regards the amount of the issue and as regards the conditions on which it shall be authorised.

(d) If it is decided to proceed with an issue and if one or more of the Creditor Governments so request, the Trustee shall arrange, in agreement with those Governments and with the Issuing Bankers, the detailed conditions on which the Bonds shall be issued.

(e) The Trustee shall apply to the German Government, as provided in the Plan, for the creation of issuable Bonds.

(f) The Trustee declares its willingness to act as trustee or representative of the bondholders, or as agent for all issues of bonds made in pursuance of the provisions of the Plan relative to mobilisation, to the extent provided in the Loan Contract to be concluded between the Trustee and the Governments concerned on the occasion of an issue of such obligations.

(g) The expenses and commissions to be received by the Trustee both for the creation of bonds and for their issue shall be determined between the Trustee and the Governments concerned with regard to the importance of the functions which may be attributed to it on the occasion of each operation.

Article XIII.

The Trustee will credit to a special Trust Account the deposits which the French Government has undertaken to make, in the circumstances contemplated in the Plan, up to an amount of five hundred million Reichsmarks, in currencies other than Reichsmarks based upon the gold or gold exchange standard.

Le Trustee s'engage à gérer ces fonds de telle sorte que les sommes déposées soient disponibles en monnaies basées sur l'étalon-or ou de change-or, autres que le reichsmark, en vue d'égaliser les paiements insuffisants aux autres créanciers pendant une période de suspension des transferts.

Le Trustee versera au Gouvernement français, au taux maximum consenti pour les dépôts à long terme et sous réserve des dispositions de l'article XI, *c*) et *d*) un intérêt sur les sommes figurant à ce compte en monnaies autres que le reichsmark.

Ce dépôt, s'il est convenu qu'il sera maintenu pendant plus de cinq ans, donnera le droit au Gouvernement français de participer aux bénéfices de la banque dans les conditions visées à l'article 53 *e*) 1^o de ses statuts. Il sera restitué au Gouvernement français dans les conditions prévues au Plan.

Article XIV.

Si le Gouvernement allemand décide d'effectuer le dépôt à long terme pouvant s'élever à 400 millions de reichsmarks, prévu au Plan, le Trustee accepte de recevoir et de gérer ce dépôt et de prendre en conséquence les mesures qui conviennent en ce qui concerne l'affectation et l'utilisation de ses bénéfices, conformément aux dispositions de l'article 53 *e*) des statuts de la banque.

Article XV.

En se chargeant des fonctions relatives aux versements à faire et aux comptes à tenir en matière de livraisons en nature, *Reparation Recovery Acts* et autres procédures similaires ainsi qu'il est prévu ci-dessus, le Trustee déclare prendre acte en outre des arrangements relatifs aux prestations en nature et aux *Reparation Recovery Acts* compris dans les annexes correspondantes de l'Accord de La Haye de janvier 1930 ; il accepte de les observer dans la limite de ses attributions et de ses pouvoirs en tant que banque, tels que ces attributions et pouvoirs sont prévus aux statuts.

Article XVI.

Le Trustee est chargé et accepte, en ce qui concerne les revenus du Reich allemand affectés en vertu du Plan d'exercer les fonctions prévues à la section III de l'Annexe III du Rapport des Experts.

Article XVII.

Le Trustee transmettra à chaque Gouvernement créancier à la fin de chaque mois un état indiquant

The Trustee undertakes to administer these funds in such a way that the sums deposited shall be available in currencies other than Reichsmarks, based upon the gold or gold exchange standard, in order to equalise the short payments to the other Creditors during a period of transfer postponement.

Subject to the provisions of Article XI (*c*) and (*d*), the Trustee will pay interest to the French Government, at the maximum current rate paid for long-term deposits, on the amount standing in this account in currencies other than Reichsmarks.

If it is agreed that this deposit shall remain for more than five years, the French Government shall be entitled to participate in the profits of the Bank in respect of this deposit on the terms laid down in Article 53 (*e*) (i) of its Statutes. It shall be restored to the French Government in the circumstances contemplated in the Plan.

Article XIV.

If the German Government elects to make the long term deposit, up to four hundred million Reichsmarks, provided for in the Plan, the Trustee agrees to receive and administer this deposit and to take the consequent measures for allocation and utilisation of its profits according to the provision of Article 53 (*e*) of the Statutes of the Bank.

Article XV.

In addition to making disbursements and keeping accounts in connection with Deliveries in Kind, Reparation Recovery Acts, and other similar systems as above provided, the Trustee declares that it takes note of the arrangements regarding Deliveries in Kind and Reparation Recovery Acts contained in the relevant Annexes to the Hague Agreement of January, 1930, and agrees to observe the same as far as lies within its province and powers as a bank as set forth in the Statutes.

Article XVI.

The Trustee is authorised and agrees with respect to the assigned revenues of the Reich to exercise the discretions referred to in Section 3 of Annex III of the Experts' Report.

Article XVII.

The Trustee shall furnish to each Creditor Government at the close of each month an account

toutes les sommes reçues et versées par lui pendant cette période au titre des annuités allemandes. Le Trustee transmettra également à chaque Gouvernement créancier, dès que possible après le 31 mars de l'année 1931 et des années suivantes, une copie du relevé des comptes, tel que ce relevé aura été approuvé par les commissaires-vérificateurs de la Banque des Règlements internationaux, relatif à toutes ses opérations concernant l'annuité allemande, y compris le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Ce relevé portera sur les opérations effectuées depuis la date à laquelle le précédent relevé annuel aura été arrêté, et dans le cas du premier relevé, sur les opérations effectuées depuis la constitution de la banque. Il sera accompagné d'une copie de tous rapports qui seront éventuellement faits par les commissaires-vérificateurs sur ces comptes. La banque fournira également à chaque gouvernement créancier un exemplaire de son rapport général annuel dès que celui-ci sera publié.

Article XVIII.

A partir de la mise en vigueur du présent contrat et jusqu'à complète exécution les gouvernements créanciers, en plus de la constitution des dépôts visés à l'article IV *e*), conviennent de payer au Trustee une commission de un pour mille sur les paiements effectivement reçus du Gouvernement allemand, pour leur compte, au titre de la rémunération prévue à l'article 84 des Annexes au Rapport des Experts.

Ce paiement constituera en faveur du Trustee une charge privilégiée conformément au Plan sur les sommes reçues par lui pour le compte des gouvernements créanciers au compte de Trust des annuités.

Les dispositions du présent article resteront en vigueur sauf arrangement nouveau qui pourra intervenir à la fin du premier ou de l'un des cinq premiers exercices, à la demande d'une des Puissances signataires ou du Trustee.

Article XIX.

Le Trustee est chargé et accepte de notifier aux gouvernements créanciers sans délai tout différend qui pourrait surgir entre lui et le Gouvernement allemand quant à l'interprétation ou à l'application du Plan.

Article XX.

Les gouvernements créanciers et le Trustee conviennent que si un différend vient à s'élever entre eux, ou entre certains d'entre eux, concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent contrat, le différend sera soumis pour décision définitive au Tribunal prévu à l'Accord de La Haye de janvier 1930, à moins que

showing all the receipts and payments of the Trustee during that period in respect of the annuity received from Germany. The Trustee shall also furnish to each Creditor Government as soon as may be after the 31st March in the year 1931, and every succeeding year, a copy of the account as approved by the auditors of the Bank for International Settlements of all its operations in respect of the whole of the German Annuities, including the service of the German External Loan 1924, since the close of the last preceding yearly account or, in the case of the first account, since the commencement of the operations of the Bank, and of any report that may be made by the Auditors on such accounts. The Bank shall also furnish to each Creditor Government a copy of its Annual General Report as soon as published.

Article XVIII.

From the date of coming into force of the present contract until its completion, the Creditor Governments, in addition to maintaining the deposits referred to in Article IV (*e*), agree to pay to the Trustee a commission of 1 per mille on the actual payments received from the German Government on their behalf, in respect of the remuneration provided in Article 84 of the Annexes to the Experts' Report.

This payment will form a prior charge in favour of the Trustee, in accordance with the Plan, on the sums received by it on behalf of the Creditor Governments within the Annuity Trust Account.

The provisions of this Article will remain in force failing any new arrangement; such new arrangement may be made at the end of the first or of any one of the first five financial years, at the request of one of the signatory Powers or of the Trustee.

Article XIX.

The Trustee is authorised and agrees to notify forthwith to the Creditor Government any difficulty which may arise between it and the German Government relative to the interpretation or the application of the Plan.

Article XX.

The Creditor Governments and the Trustee agree that, if any dispute shall arise between them or any of them with regard to the meaning or application of the provisions of this Trust Agreement, the dispute shall be referred for final decision to the Tribunal provided for by the Hague Agreement of January, 1930, unless the parties

les parties au différend ne conviennent de le soumettre au Président du Tribunal, ou à un des membres dudit Tribunal, désigné comme arbitre unique.

Article XXI.

Le présent contrat entrera en vigueur entre le Trustee et les gouvernements créanciers dont les représentants l'auront signé, aussitôt que le Plan aura été mis en application et que le présent contrat aura été signé au nom du Trustee et de quatre des Puissances suivantes : Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.

Le texte français fera seul foi.

J. E. R.

ANNEXE IX

RÈGLEMENT DES PRESTATIONS EN NATURE

SOMMAIRE.

Titre I :	Définition des marchandises et services livrables au titre des prestations en nature.
Titre II :	Emploi de la quote-part de prestations en nature allouée à chacune des Puissances créancières.
Titre III :	Dispositions générales relatives à l'exécution des contrats de prestations en nature.
Titre IV :	Organisation.
Titre V :	Établissement et revision des listes.
Titre VI :	Paiements directs.
Titre VII :	Homologation des contrats.
Titre VIII :	Paiements.
Titre IX :	Interdiction de réexportation.
Titre X :	Infractions et fraudes.
Titre XI :	Arbitrage.
Titre XII :	Dispositions temporaires.
Titre XIII :	Revision du règlement.
Titre XIV :	Authenticité des textes.

Annexe I :	Tableau indiquant la répartition des prestations en nature entre les Puissances créancières.
Annexe II :	Liste des marchandises exclues (liste A).
Annexe III :	Liste des marchandises contingentes (liste B) (à établir éventuellement).
Annexe IV :	Liste des marchandises qui ne sont payables que partiellement au moyen des fonds de prestations (liste C).

to the dispute shall elect to refer the same to the President of the Tribunal or a member thereof selected as sole arbitrator.

Article XXI.

The present Contract shall come into force between the Trustee and the Creditor Governments whose representatives have signed it as soon as the Plan has been put into application and this Contract has been signed on behalf of the Trustee and of four of the following Powers ; Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan.

The French text is alone authentic.

J. E. R.

ANNEX IX.

REGULATIONS FOR DELIVERIES IN KIND.

SUMMARY.

Regulations for Deliveries in Kind.

Article I :	Definition of the commodities and services which may be supplied as deliveries in kind.
Article II :	Utilisation of the quota allotted to each of the Creditor Powers for deliveries in kind.
Article III :	General provisions concerning the execution of contracts for deliveries in kind.
Article IV :	Organisation.
Article V :	Preparation and revision of lists.
Article VI :	Direct payments.
Article VII :	Approval of contracts.
Article VIII :	Payments.
Article IX :	Prohibition concerning re-exportation.
Article X :	Infractions and frauds.
Article XI :	Arbitration.
Article XII :	Temporary provisions.
Article XIII :	Revision of the Regulations.
Article XIV :	Authenticity of texts.

ANNEXES TO THE REGULATIONS.

Annex I :	Table showing the distribution of deliveries in kind among the Creditor Powers.
Annex II :	List of excluded commodities (list A).
Annex III :	List of rationed commodities (list B) (to be drawn up at a later date if necessary).
Annex IV :	List of commodities which can only be partially paid for out of the funds for deliveries in kind (list C).

RÈGLEMENT DES PRESTATIONS
EN NATURE

REGULATIONS FOR DELIVERIES IN KIND.

*Titre premier.**Article I.*DÉFINITION DES MARCHANDISES ET SERVICES
LIVRABLES AU TITRE DES PRESTATIONS EN
NATURE.DEFINITION OF THE COMMODITIES AND SERVICES
WHICH MAY BE SUPPLIED AS DELIVERIES IN KIND.

1. Les prestations en nature au sens du présent règlement sont les marchandises et services produits par l'économie allemande et fournis à une Puissance créancière de l'Allemagne dont le règlement s'effectue en tout ou en partie par le moyen des fonds réservés à cet effet en exécution du Plan des Experts du 7 juin 1929, suivant la répartition qui en est faite au tableau ci-annexé (Annexe I).

1. Deliveries in kind within the meaning of the present Regulations are commodities and services produced by the German economic system and supplied to a Power which is a creditor of Germany, the payment in respect of such commodities and services being effected wholly or in part by means of funds reserved for this purpose in execution of the Experts' Plan of the 7th June, 1929, according to the distribution of these funds as shown in the appended table (Annex I).

2. Les marchandises et services qui peuvent faire l'objet d'un contrat de prestations sont, sous réserve des dispositions du présent règlement, toutes les marchandises d'origine allemande ou fabriquées en Allemagne et tous les services de caractère commercial fournis par l'économie allemande tels que : transports terrestres en Allemagne, transports fluviaux, maritimes ou aériens sous pavillon allemand, projets de travaux publics et contrats d'études pour des travaux à exécuter hors d'Allemagne, vente de licences ou brevets allemands devant être exploités hors d'Allemagne, contrats d'assurances souscrits par les Compagnies allemandes.

2. The commodities and services which may form the subject matter of a contract for deliveries in kind are, subject to the provisions of the present Regulations, all commodities which are of German origin or manufactured in Germany and all services of a commercial nature performed by the German economic system, such as transport by land in Germany ; transport by river, sea or air under the German flag ; plans for public works and preparation of schemes for works to be executed outside Germany ; sales of German licences or patents to be utilised outside Germany ; insurance contracts underwritten by German companies.

3. Les marchandises figurant sur la liste A (Annexe II) sont dites « exclues » et ne peuvent faire l'objet d'un paiement au titre des prestations en nature si ce n'est dans le cas prévu à l'article 45 ci-après.

3. The commodities shown on list A (Annex II) are described as " excluded " commodities and can only be paid for as a delivery in kind in the case mentioned in paragraph 45 hereafter.

4. Les marchandises figurant éventuellement sur la liste B (Annexe III) sont dites « contingentées » et ne peuvent être livrées comme prestations en nature que dans la limite du contingent existant lors de la conclusion du contrat s'y rapportant et sous réserve des dispositions des articles 69 et 70 ci-après.

4. The commodities which may be eventually included in list B (Annex III) are described as " rationed " commodities and can only be supplied as a delivery in kind within the limit of the ration existing at the time when the contract for such commodities is made and subject to the provisions of paragraphs 69 and 70 hereafter.

5. Les marchandises figurant sur la liste C (Annexe IV) ne peuvent être livrées comme prestations en nature que sous réserve du paiement direct par l'acheteur au vendeur d'une partie de leur valeur dans les conditions définies par le titre VI du présent règlement et sous réserve des dispositions des articles 69 et 70 ci-après.

5. The commodities shown in list C (Annex IV) can only be supplied as deliveries in kind on condition that the buyer pays a part of their value direct to the seller according to the conditions laid down in article VI of the present Regulations and subject to the provisions of paragraphs 69 and 70 hereafter.

6. Les contrats d'un montant inférieur à 3.000 reichsmarks ne peuvent être homologués comme contrats de prestations à moins qu'il ne s'agisse d'avenants à des contrats antérieurement homologués.

6. No contract the value of which is less than 3,000 reichsmarks can be approved as a contract for deliveries in kind unless it is a rider to a contract previously approved.

Titre II.

Article II.

EMPLOI DE LA QUOTE-PART DE PRESTATIONS EN NATURE ALLOUÉE A CHACUNE DES PUISSANCES CRÉANCIÈRES.

7. Chaque Puissance créancière est responsable de l'emploi de sa part de prestations en nature.

En principe et sous réserve des dispositions des articles 8 et 14 ci-après, elle est tenue de faire homologuer des contrats prévoyant des paiements dont le total soit suffisant année par année, pour absorber sa part de prestations.

8. Chaque Puissance a la faculté de reporter sur l'année suivante une fraction ne dépassant pas 40 pour cent de sa part pour l'année en cours, la fraction ainsi reportée ne s'ajoutant pas au crédit de l'année suivante pour le calcul de la fraction pouvant être reportée à la fin de ladite année.

9. La totalité des crédits pour prestations devra avoir été engagée avant le 31 août 1939 par des contrats ne prévoyant aucune échéance de paiement après cette date.

Les crédits qui seraient éventuellement disponibles à cette date, par suite d'annulation de contrats, seront employés pour de nouveaux contrats de prestations suivant accord à établir entre le gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement allemand.

Aucune livraison ne devra être faite, aucun paiement ne devra être effectué, au titre des prestations en nature, après le 31 mars 1940.

10. Pour tenir compte des retards qui se produisent normalement dans l'exécution de certains contrats, chaque Puissance créancière peut, sous sa propre responsabilité et sous réserve que les paiements déjà prévus ne puissent s'en trouver retardés, présenter à l'homologation des contrats prévoyant des paiements pour un montant supérieur à celui des crédits qui lui ont été réservés, pour prestations, pendant un mois donné.

Le dépassement autorisé est ainsi déterminé.

Une proportion ne pouvant dépasser 30 pour cent du montant des crédits qui se trouvent bloqués au compte d'une Puissance par suite de retards dans l'exécution des contrats qu'elle a fait homologuer, peut sur sa demande être ajoutée aux crédits dont elle dispose, pour prestations en nature, pendant le trimestre suivant, sans que le montant de ces crédits additionnels puisse jamais dépasser celui des crédits pour prestations encore disponibles au compte de cette Puissance pendant le trimestre suivant celui dont les disponibilités ont été ainsi accrues.

UTILISATION OF THE QUOTA ALLOTTED TO EACH OF THE CREDITOR POWERS FOR DELIVERIES IN KIND.

7. Each creditor Power is responsible for the utilisation of its quota for deliveries in kind.

In principle and subject to the provisions of paragraphs 8 and 14 hereafter, each Power is required to obtain approval for contracts providing for payments of which the total is sufficient in any given year to absorb the quota of that Power for deliveries in kind.

8. Each Power may carry forward a part, not exceeding 40 per cent, of its quota for a given year, to the following year. The part thus carried forward will not be counted as part of the credit for the following year for purposes of calculating the part of the quota for that year which may be carried forward.

9. Contracts covering the total credits provided for deliveries in kind shall be passed before the 31st of August, 1939, but these contracts shall not provide for any payment to be effected after that date.

Any credits which may be available at that date as a result of a cancellation of contracts shall be utilised subject to agreement between the creditor Government concerned and the German Government, for new contracts for deliveries in kind.

No delivery shall be made and no payment effected in respect of deliveries in kind after the 31st March, 1940.

10. In view of the delays which normally occur in the execution of certain contracts, each creditor Power may, upon its own responsibility, and on the understanding that payments for which provision has already been made shall not be thereby delayed, submit contracts for approval which involve payments in excess of the credits allotted to that Power for deliveries in kind within a given month.

The authorised amount of such excess shall be calculated as follows :

Of the credits which are blocked in the accounts of a Power as a result of delay in the execution of contracts approved for that Power, an amount not exceeding 30 per cent. may, if the Power so requests, be added to the credits available to it for deliveries in kind during the following three months. The amount of these additional credits may never exceed that of the credits still remaining available to the Power in question for deliveries in kind during the three months following the period of three months in which the sums available have been so increased.

A la fin de chaque mois, la situation est rétablie sur la base du montant des crédits bloqués à cette époque.

11. Si, par suite de l'adoption de la procédure susvisée, les paiements à effectuer aux fournisseurs de prestations, pour le compte d'une Puissance créancière, se trouvent être supérieurs aux sommes dont ladite puissance dispose pour cet objet, les fonds nécessaires seront avancés par cette dernière à son choix sur toutes ressources lui appartenant et ils lui seront remboursés dans le trimestre suivant celui au cours duquel des avances auront été ainsi faites sur les crédits ouverts pour prestations de manière que le montant total des crédits de cette nature prévu pour cette Puissance au tableau ci-annexé (Annexe I) ne puisse se trouver augmenté.

Titre III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE PRESTATIONS EN NATURE.

12. Le Gouvernement allemand s'engage à faciliter autant que possible la conclusion dans le cadre du présent règlement, de contrats commerciaux aux conditions commerciales habituelles en ne prenant ni ne permettant de prendre aucune mesure qui aurait pour conséquence de rendre impossible l'obtention de prestations aux conditions commerciales habituelles.

13. Si un Gouvernement créancier estime que le Gouvernement allemand ne s'est pas conformé à cet engagement, et que, de ce fait, il n'a pas été en mesure d'absorber dans les conditions prévues au présent règlement sa quote-part du crédit réservé aux prestations conformément au tableau ci-annexé (Annexe I), il peut soumettre la question au Tribunal arbitral qui fait l'objet de l'Accord de La Haye de janvier 1930.

14. Si le Tribunal estime la plainte fondée en tout ou en partie, il détermine le montant que le gouvernement plaignant n'a pas été pour cette raison en mesure d'utiliser sous forme de prestations et il en ordonne la mise à la libre disposition dudit gouvernement. L'engagement que ce Gouvernement avait pris d'utiliser une partie de sa créance sous forme de prestations en nature se trouve de ce chef réduit d'un montant équivalent.

15. A la demande qui lui en est faite sous sa responsabilité par le Gouvernement plaignant, le Tribunal peut, dans les conditions prévues à l'alinéa 4 de l'article 15 de l'Accord de la Haye de janvier 1930, faire mettre comme mesure conservatoire à la disposition dudit gouvernement tout ou partie du montant que celui-ci a indiqué comme n'ayant pu être utilisé par lui sous forme de prestations en nature.

At the end of each month the position shall be adjusted on the basis of the amount of credits blocked at that time.

11. If, owing to the adoption of the foregoing procedure, the payments to be made to suppliers of deliveries in kind for the account of a creditor Power exceed the sums available to that Power for this purpose, the necessary amounts shall be advanced by the Power in question. These advances may be drawn from any funds belonging to the Power which the latter may select. The sums in question will be refunded to the Power during the three months following the period of three months in which the advances were made. The refund will be effected out of the credits available for deliveries in kind, so that the total amount of such credits allotted to the Power in the attached table (Annex I) shall not be increased.

Article III.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING THE EXECUTION OF CONTRACTS FOR DELIVERIES IN KIND.

12. The German Government undertakes to facilitate as far as possible the conclusion, within the scope of the present Regulations, of commercial contracts under ordinary commercial conditions by not taking or permitting to be taken any measure which would result in deliveries being unobtainable under ordinary commercial conditions.

13. If a creditor Government considers that the German Government has not fulfilled this undertaking, and that owing to this fact it has been unable to absorb in accordance with the present Regulations its quota of the credits set aside for deliveries in kind as defined in the appended table (Annex I) it may submit the question to the arbitral tribunal for which provision is made in Article 15 of the Hague Agreement of January 1930.

14. If the Tribunal considers the complaint to be wholly or partially founded it will fix the sum which the Government making the complaint has been unable for this reason to utilise for deliveries in kind, and will cause such sum to be placed at the free disposal of the said Government. The obligation of the Government to utilise a part of its credit for deliveries in kind shall thereby be reduced by an equivalent amount.

15. If on its own responsibility the Government making the complaint so requests, the Tribunal may, in accordance with paragraph 4 of Article 15 of the Hague Agreement of January 1930, by an interlocutory order cause a part or the whole of the sum which the Government has stated that it has been unable to utilise for deliveries in kind, to be placed at the disposal of the said Government.

16. Dans ce cas, lors de l'établissement de sa sentence, le Tribunal détermine les conditions dans lesquelles ce versement est à imputer sur ceux qui seront à effectuer en vertu de la sentence elle-même, ou doit au contraire être compensé par des prestations en nature.

16. In such a case the Tribunal shall, when delivering its award, fix the conditions under which the payment is to be reckoned against the sums to be paid under the award, or the conditions under which deliveries in kind shall be taken to make good the sum paid.

Titre IV.

ORGANISATION.

17. La direction des prestations en nature comportant deux éléments distincts, homologation des contrats et gestion des fonds réservés aux prestations, les gouvernements créanciers intéressés et le Gouvernement allemand conservent la responsabilité de l'homologation et confient à la Banque des Règlements internationaux la gestion des fonds réservés aux prestations.

18. L'homologation d'un contrat résulte de l'accord à son sujet entre le gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement allemand.

19. Les gouvernements créanciers intéressés aux prestations en nature et le Gouvernement allemand nomment chacun un commissaire chargé de suivre toutes les affaires de prestations en nature et de remplir toutes tâches lui incombant en vertu du présent règlement.

Chacun d'eux demeure responsable devant son gouvernement de la stricte application des dispositions qui y sont prévues.

Les commissaires des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave se réunissent chaque fois que, de l'avis d'un gouvernement intéressé aux prestations, une telle réunion est nécessaire. La convocation est faite par les soins du commissaire du gouvernement qui propose la réunion.

Les mêmes commissaires se réunissent chaque année, en principe dans la seconde quinzaine de mai, pour l'examen de la situation générale telle qu'elle résulte des documents statistiques fournis par la Banque des Règlements internationaux.

20. Le commissaire du Gouvernement allemand est en résidence permanente à Paris où les commissaires se réunissent dans tous les cas prévus par le présent règlement. Les commissaires des Puissances créancières ne sont pas astreints à une résidence fixe.

21. La responsabilité de la Banque des Règlements internationaux ne peut être engagée que pour les fonctions découlant du mandat qui lui est confié.

22. La Banque des Règlements internationaux assure les paiements à effectuer en vertu de contrats régulièrement homologués qui lui sont transmis par le commissaire du Gouvernement

Article IV.

ORGANISATION.

17. The management of deliveries in kind include two separate parts, namely, the approval of contracts and the handling of the funds reserved for deliveries in kind. The creditor Governments concerned and the German Government remain responsible for the approval of contracts and entrust the management of the funds reserved for deliveries in kind to the Bank for International Settlements.

18. A contract is approved if there is agreement with regard to it between the creditor Government concerned and the German Government.

19. Each creditor Government concerned in deliveries in kind and the German Government shall appoint an agent, whose duty it shall be to deal with all matters concerning deliveries in kind and to fulfil all functions devolving upon him under the present Regulations.

Each agent shall remain responsible to his Government for the strict application of the provisions of these Regulations.

The agents of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Governments shall assemble whenever a Government concerned in deliveries in kind considers a meeting to be necessary. The meeting shall be called by the agent of the Government which proposes it.

The same agents shall meet every year, in principle during the second fortnight in May, in order to review the general situation as shown by the statistical documents supplied by the Bank for International Settlements.

20. The agent of the German Government will be in permanent residence at Paris, where the agents will meet in all the cases for which provision is made in the present Regulations. The agents of the creditor Powers are under no obligation to have a fixed place of residence.

21. The Bank for International Settlements can incur no responsibility except with regard to the duties arising from the mandate with which it is entrusted.

22. The Bank for International Settlements will effect the payments to be made in virtue of duly approved contracts which are transmitted to it by the agent of the German Government or are

allemand ou par le commissaire de la Puissance créancière intéressée en exécution d'une décision arbitrale dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

23. Elle tient toutes comptabilités et statistiques et assume tous contrôles découlant de ces paiements.

24. Elle a, en outre, la faculté, conformément aux dispositions contenues dans l'alinéa 28 de l'Annexe I du Plan des Experts du 7 juin 1929, d'instituer un comité consultatif ayant pour mission de la renseigner sur la marche générale des prestations en nature.

Ce comité peut convoquer chaque fois qu'il le juge opportun les commissaires du gouvernement qui ne sont pas eux-mêmes membres du comité.

sent by the agent of the Creditor Power concerned in execution of a decision of the arbitrator in virtue of Article VII hereafter.

23. The Bank will keep all accounts and statistics, and will exercise all supervision in respect of these payments.

24. The Bank is also at liberty, in accordance with paragraph 28 of Annex I to the Experts' Plan of the 7th June, 1929, to appoint an Advisory Committee, the object of which would be to inform generally the Bank of the progress of deliveries in kind.

This Committee may, if it thinks fit, convoke those agents of the Governments who do not form part of the Committee.

Titre V.

ETABLISSEMENT ET REVISION DES LISTES.

25. Les coefficients de la liste C représentent la proportion, en valeur, par rapport au prix de vente d'une marchandise, au départ de l'usine ou du magasin du vendeur, des matières premières d'origine étrangère incluses dans ladite marchandise.

Ils sont basés sur une étude détaillée des éléments du prix de vente à l'unité.

26. Lors de toute révision de la liste C, il sera fait application de la même méthode pour l'établissement des coefficients.

Après chaque révision devront figurer sur la liste C les marchandises dont le coefficient, ainsi déterminé, sera égal ou supérieur à 25 pour cent.

27. Toutefois, dans l'établissement de la liste, il pourra être tenu compte des dérogations constamment consenties dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

28. Les listes A et C (Annexes II et IV) pourront être révisées tous les deux ans, la première révision prenant effet le 1^{er} avril 1932.

29. Si l'un des gouvernements intéressés désire qu'il soit procédé à une telle révision, son commissaire en informe les commissaires des autres gouvernements avant le 1^{er} février de l'année au cours de laquelle la révision peut être effectuée et leur propose une date pour l'examen de sa demande. Il leur indique les modifications qu'il suggère.

30. Au reçu de cette demande, chacun des commissaires doit faire connaître s'il propose d'autres modifications.

Le Comité de révision, composé des commissaires allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave, se réunit à Paris.

Article V.

PREPARATION AND REVISION OF LISTS.

25. The co-efficients of list C represent the proportion in terms of value which the raw materials of foreign origin included in a commodity bear to the sale price of the commodity, delivery taken at the factory or warehouse of the seller.

The coefficients are based on a detailed costing of the sale price of the article.

26. The same methods of determining the coefficients shall be applied whenever list C is revised.

List C shall include after each revision commodities, the coefficient of which determined as described above, is equal to or more than 25 per cent.

27. Exceptions, however, which are admitted regularly in accordance with Article VII hereafter, may be taken into consideration when the list is drawn up.

28. Lists A and C (Annexes II and IV) may be revised every two years, the first revision taking effect as from the 1st April, 1932.

29. If one of the Governments concerned wishes that such revision should be made, its agent shall inform the agents of the other Governments to this effect before the 1st February of the year fixed for revision, and shall suggest a date for the consideration of its request. He will inform them of the modifications which he proposes to make.

30. Upon receipt of this request each agent shall announce whether he intends to propose other modifications.

The Revision Committee, consisting of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav agents, will meet in Paris.

31. Si les commissaires présents à la séance sont d'accord, ils arrêtent les listes pour la période de deux ans commençant le 1^{er} avril suivant.

32. En cas de désaccord, la question est soumise à l'arbitre, dont les attributions sont fixées à l'article 108 ci-après.

Après avoir entendu les parties en cause, celui-ci arrête les listes pour la période de deux ans commençant le 1^{er} avril suivant.

33. La même procédure est éventuellement suivie pour la fixation des contingents de la liste B (Annexe III). Si le Gouvernement allemand désire la fixation de tels contingents, son commissaire adresse une demande à cet effet aux commissaires des Puissances créancières deux mois au moins avant la date à laquelle ces contingents devraient entrer en vigueur.

Titre VI.

PAIEMENTS DIRECTS.

34. Les paiements que les acheteurs sont tenus d'effectuer directement entre les mains des vendeurs sans imputation sur un compte de prestations sont soumis aux règles exposées ci-après.

35. Pour toute livraison de marchandises figurant sur la liste C l'acheteur remet directement à son vendeur la portion du prix correspondant au coefficient fixé pour cette marchandise par application de l'article 25 du présent règlement, sous réserve des dispositions du titre VII.

36. Si un contrat met le transport de la marchandise à la charge du vendeur et si le transport n'est pas entièrement effectué par des moyens allemands, un paiement direct est dû chaque fois que le prix du transport est supérieur à 400 reichsmarks.

37. Si le prix d'un transport effectué par des moyens non allemands est supérieur à 400 reichsmarks, l'acheteur doit en effectuer le règlement direct à son vendeur pour la totalité, à moins d'accord particulier entre le commissaire du gouvernement créancier intéressé et celui du Gouvernement allemand.

38. Par contre les transports en Allemagne ou hors d'Allemagne de marchandises faisant l'objet d'un contrat de prestations, par des moyens allemands, ne donnent lieu à aucun paiement direct.

39. Le transport sous pavillon allemand par voie fluviale, maritime ou aérienne peut à lui seul faire l'objet d'un contrat de prestations lorsqu'il s'agit d'un transport effectué entre un port allemand et un port situé sur le territoire d'une Puissance créancière ou sur le territoire d'une de ses colonies et dépendances ou sur un territoire placé sous son mandat, ou vice versa.

31. If the agents present at the meeting agree, they shall fix the lists for the period of two years from the 1st April next following.

32. In case of disagreement the question shall be submitted to the arbitrator whose functions are defined in paragraph 108 hereafter.

After hearing the parties concerned, the arbitrator shall draw up the lists for the period of two years as from the 1st April next following.

33. The same procedure shall apply, if necessary, to the fixing of the rations of list B (Annex III). If the German Government desires that such rations shall be fixed, its agent shall submit a request to this effect to the agents of the creditor Powers at least two months before the date on which these programmes come into force.

Article VI.

DIRECT PAYMENTS.

34. The payments to be made by the purchaser direct to the seller without any entry being made to an account for deliveries in kind are governed by the rules set forth hereafter.

35. In respect of any commodity delivered which appears in list C, the purchaser shall pay direct to the seller that part of the price which corresponds to the coefficient fixed for this commodity in accordance with paragraph 25 of the present Regulations and subject to the provisions of Article VII.

36. If a contract makes the *seller* responsible for the transport of the commodity, and if the transport is not carried out entirely by German means, a direct payment shall be due whenever the cost of the transport exceeds 400 reichsmarks.

37. If the cost of transport carried out by non-German means exceeds 400 reichsmarks, the purchaser shall pay the entire cost direct to the seller, unless there is a special agreement between the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government.

38. Transport by German means in or outside Germany of commodities ordered as a delivery in kind shall not give rise to any direct payment.

39. Transport under German flag by river, sea or air may of itself form the subject matter of a contract for deliveries in kind whenever it is effected between a German port and a port situated in the territory of a creditor Power or in one of its colonies, dependencies or mandated territories or *vice versa*.

40. Si un contrat prévoit que le montage de la marchandise hors d'Allemagne est à la charge du vendeur, ce montage, qu'il soit effectué en tout ou en partie par l'économie allemande, ne donne lieu à paiement direct que si sa valeur est supérieure à 1.000 reichsmarks.

41. Le montage au sens du présent règlement comprend, à l'exclusion des fondations et travaux de maçonnerie, la mise en place et l'assemblage des machines et installations dont les pièces ont été totalement ou en grande partie achevées en usine.

42. Au cas où la valeur d'un montage effectué hors d'Allemagne en tout ou en partie par l'économie allemande est supérieure à 1.000 reichsmarks, il donne lieu à un paiement direct de 50 pour cent de cette valeur dans les limites suivantes :

a) 10 pour cent du montant du contrat pour les contrats d'une valeur inférieure à 200.000 reichsmarks ;

b) 10 pour cent sur la première tranche de 200.000 reichsmarks et 5 pour cent sur le surplus pour les contrats d'une valeur supérieure à 200.000 reichsmarks.

43. Si la valeur totale du montage effectué hors d'Allemagne dépasse les limites ci-dessus indiquées, l'excédent s'ajoute en totalité au paiement à effectuer directement par l'acheteur au vendeur.

44. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas au cas d'emploi hors d'Allemagne de personnel allemand, cet emploi étant régi par les dispositions insérées aux articles 47 et 48 ci-après.

45. Si un contrat relatif à la fourniture d'un ensemble prévoit, à titre de partie de cet ensemble, la livraison :

a) De marchandises comprises dans la liste C ;

b) De matériel d'équipement de type spécial qui n'est pas de fabrication courante en Allemagne ;

c) De marchandises visées au nota (3) de la liste A, sous réserve qu'il s'agisse de produits finis,

la livraison de ces marchandises ne donne lieu à un paiement direct que si leur valeur totale au départ de l'usine ou du magasin ou rendue à l'usine ou au magasin du vendeur, est supérieure à 10 pour cent du montant total du contrat.

Un ensemble au sens du présent règlement est une fourniture composée, commandée à un seul fournisseur et exécutée par lui seul ou avec la participation de sous-traitants en vue de lui imposer la responsabilité du fonctionnement et du rendement de la fourniture (machine, outillage d'une usine, bateau, etc.).

46. Si cette valeur telle qu'elle est définie à l'article précédent est supérieure à 10 pour cent du montant total du contrat, il y a lieu à paiement direct de l'acheteur au vendeur pour les marchan-

40. If a contract stipulates that the seller shall be responsible for erection outside Germany, such erection, whether carried out partly or wholly by means of German resources, shall not give rise to a direct payment unless its value exceeds 1,000 reichsmarks.

41. Erection within the meaning of the present Regulations does not comprise foundations and masonry, but covers the installation and assembling of machines and plant the parts of which have been finished wholly or mainly at the factory.

42. If the cost of erection carried out outside Germany, either wholly or partly by means of German resources, exceeds 1,000 reichsmarks, it shall be subject to a direct payment of 50 per cent. of such cost, subject to the following limitations :

(a) 10 per cent. of the value of the order or contracts of an amount less than 200,000 reichsmarks ;

(b) 10 per cent. of the first instalment of 200,000 reichsmarks and 5 per cent. of the balance for contracts exceeding 200,000 reichsmarks.

43. If the total value of erection outside Germany exceeds these limits, the entire amount of the excess shall be added to the direct payment to be made by the purchaser to the seller.

44. The foregoing provisions do not apply to the employment of German personnel outside Germany, which is governed by the provisions of paragraphs 47 and 48 hereafter.

45. If a contract for the supply of a composite object provides for the delivery as part of such object of :

(a) Commodities contained in list C ;

(b) Equipment of a specialised type not currently manufactured in Germany ;

(c) Commodities mentioned in footnote 3 of list A, provided that they are finished products,

the delivery of these commodities shall not give rise to a direct payment unless their total value, delivered either by or to the seller at his factory or warehouse, exceeds 10 per cent. of the total value of the contract.

A composite object within the meaning of the present Regulations is one for which the order is placed with a single supplier, is executed by him acting alone or with the assistance of sub-contractors and makes him responsible for the working or output of the object supplied (machinery, factory plant, ship, etc.).

46. If the value defined in the preceding paragraph exceeds 10 per cent. of the total price of the contract, payment shall be made by the purchaser direct to the seller in respect of the commodities

disés comprises dans la liste C selon les règles fixées pour ces marchandises par l'article 35 du présent règlement et pour les marchandises visées aux alinéas *b*) et *c*) du paragraphe précédent, pour la totalité de leur valeur.

47. Si un contrat prévoit l'emploi hors d'Allemagne de personnel allemand, les salaires et appointements de ce personnel donnent lieu, à concurrence de 40 pour cent de leur valeur, à un paiement direct de l'acheteur au vendeur.

48. Si toutefois la nourriture du personnel ainsi employé vient d'Allemagne ou si ce personnel est pendant la durée des travaux logé en Allemagne ou si des dispositions spéciales pour sa nourriture ou son logement sont prises sur place par l'acheteur et le vendeur, le pourcentage est réduit par accord entre le commissaire de la Puissance créancière intéressée et le commissaire allemand ou, à défaut d'accord, par l'arbitre prévu à l'article 108 ci-après.

49. Si la marchandise faisant l'objet d'un contrat est grevée d'une hypothèque, d'un privilège ou de toute autre charge, en faveur d'un créancier non allemand et doit être livrée libre de toute charge, les paiements nécessaires pour assurer cette libération sont directement effectués par l'acheteur au vendeur.

50. Aucun paiement direct n'est à effectuer dans les cas où le contrat met à la charge du vendeur :

a) L'inspection et la surveillance d'usage des marchandises ou de la fabrication des marchandises en Allemagne par des agents de l'acheteur ou par des inspecteurs appartenant à des organismes de surveillance reconnus si ces organismes, même non allemands, ont un siège en Allemagne ;

b) Le transbordement ou la manutention des marchandises par de la main-d'œuvre ou des moyens non-allemands ;

c) Les frais pour avances temporaires de droits de douane ou de droits analogues non-allemands ;

d) Les frais pour dépôt de garantie effectués en monnaie non-allemande.

51. Lorsqu'un contrat d'assurances n'est pas le complément d'une livraison ou d'un travail à effectuer au titre des prestations, mais forme par lui-même un contrat de prestations, il donne lieu à un paiement direct dont le montant est à fixer dans chaque cas particulier par accord direct entre le commissaire de la Puissance créancière intéressée et le commissaire allemand.

contained in list C, according to the rules applicable to such commodities under paragraph 35 of the present Regulations, and for the entire value of the commodities mentioned under headings *(b)* and *(c)* of the preceding paragraph.

47. If a contract provides for the employment of German personnel outside Germany, 40 per cent. of the total wages and salaries of such personnel shall be paid by the purchaser direct to the seller.

48. If, however, the food of the personnel thus employed comes from Germany, or if the personnel is provided with living accommodation in Germany while the work is being carried out, or if special arrangements for housing and feeding are made locally by the purchaser and the seller, the percentage shall be reduced by agreement between the agent of the creditor Power concerned and the German agent. Failing such agreement, the arbitrator for whom provision is made in paragraph 108 hereafter shall decide.

49. If the commodity ordered under a contract is the subject of a mortgage, a lien or any other charge in favour of a non-German creditor, and if it is to be delivered free of any such charge, the payments required to pay off any such charge shall be made by the purchaser direct to the seller.

50. No direct payment shall be made if the contract makes the seller responsible for :

(a) The customary inspection and supervision of commodities or of the manufacture of commodities in Germany by persons employed by the buyer or by inspectors belonging to recognised inspection agencies provided that these agencies, which need not necessarily be German, are established in Germany ;

(b) The transshipment or handling of commodities by non-German means or labour ;

(c) The sums required to cover temporary advances for customs dues or similar non-German charges ;

(d) The costs of guarantee deposits in non-German currency.

51. A direct payment shall be made in respect of any contract for insurance which is not accessory to a delivery or to work to be executed as a delivery in kind, but which forms of itself a contract for such delivery. The amount of this payment will be fixed for each individual case by direct agreement between the agent of the creditor Power concerned and the German agent.

Titre VII.

HOMOLOGATION DES CONTRATS.

52. Aucun paiement ne peut être effectué par le moyen des fonds réservés pour les prestations en nature qu'en exécution d'un contrat commercial préalablement homologué par accord entre le Gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement allemand.

53. Chaque contrat doit contenir une clause indiquant qu'il doit être payé sur les fonds réservés pour les prestations en nature.

54. Au sens du présent règlement, un contrat est :

- a) Un document signé par le vendeur et par l'acheteur ;
- b) Une offre ferme, avec ou sans devis, acceptée sans réserve par l'acheteur, par lettre ou par télégramme ;
- c) Une commande ferme acceptée (sans réserve par le vendeur par lettre ou par télégramme.

55. Les contrats doivent être tout d'abord acceptés par la Puissance créancière intéressée qui s'assure préalablement qu'ils sont conformes aux dispositions du règlement et qu'il existe à son compte de prestations des crédits suffisants pour faire face aux échéances qui y sont prévues.

56. Les contrats sont d'abord transmis en double exemplaire au commissaire du Gouvernement allemand, la remise s'effectuant par pli recommandé ou directement contre reçu d'un agent qualifié.

57. Le commissaire du Gouvernement allemand dans les trois jours francs ouvrables suivant la remise qui lui en a été effectuée, fait savoir au commissaire qui le lui a transmis s'il accepte le contrat avec ou sans réserve ou s'il en propose le rejet.

58. Si le contrat ne soulève pas d'objection de sa part, il en informe la Banque des Règlements internationaux à qui il remet une copie du contrat.

59. Si le commissaire du Gouvernement allemand estime que le contrat doit être amendé ou rejeté, ou s'il estime insuffisantes les indications qui y sont contenues, il le retourne avec ses observations motivées au commissaire qui le lui a transmis.

60. Si le commissaire du Gouvernement créancier n'accepte pas le point de vue du commissaire allemand, il porte la question devant l'arbitre prévu à l'article 108 ci-après, qui statue en dernier ressort, après avoir provoqué les observations du commissaire de la Puissance créancière intéressée et du commissaire allemand, dans un délai maximum de huit jours francs ouvrables suivant celui où il a été saisi de la question.

Article VII.

APPROVAL OF CONTRACTS.

52. No payment shall be made by means of the funds reserved for deliveries in kind, unless in execution of a commercial contract previously approved by agreement between the creditor Government concerned and the German Government.

53. Every contract shall contain a clause indicating that it is to be paid for out of the funds reserved for deliveries in kind.

54. By a contract within the meaning of the present Regulations is understood :

- (a) A document signed by the seller and the buyer ;
- (b) A firm offer, with or without specification, accepted without reserve by the buyer by letter or by telegram ;
- (c) A firm order accepted without reserve by the seller by letter or by telegram.

55. In the first place, the contracts must be accepted by the creditor Power concerned, which shall ascertain at the outset that they are in conformity with the Regulations and that sufficient funds stand to its credit to meet the payments for which the contract provides when they fall due.

56. Two copies of the contracts will then be transmitted to the agent of the German Government, either by registered letter or delivered direct against a receipt given by an authorised person.

57. Within three clear working days of receiving the contract the agent of the German Government shall inform the agent which has transmitted the contract whether he accepts it with or without reservation or whether he proposes its rejection.

58. If he has no objection to the contract, he will inform the Bank for International Settlements to which he will send a copy of the contract.

59. If the agent of the German Government considers that the contract should be modified or rejected, or if he regards the details which it contains to be insufficient, he will return it, accompanied by his observations and reasons, to the agent from whom it was received.

60. If the agent of the creditor Government does not concur in the view of the German agent, he shall bring the question before the arbitrator for whom provision is made in paragraph 108 hereafter. After calling for the observations of the agent of the creditor Power concerned and the German agent, the arbitrator shall give a final decision within a maximum of eight clear working days from the date on which the question was referred to him.

61. Le commissaire du Gouvernement allemand peut s'adresser directement au vendeur allemand pour obtenir les renseignements complémentaires ou les modifications au contrat qu'il juge nécessaires, mais il est tenu d'informer le commissaire de la Puissance créancière pour que celui-ci puisse agir de son côté auprès de l'acheteur.

62. Dans tous les cas où la procédure s'est ainsi trouvée suspendue, elle reprend dans les mêmes formes et avec les mêmes délais à dater du jour où le commissaire de la Puissance créancière a communiqué au commissaire allemand les renseignements nécessaires ou l'accord des parties sur les modifications demandées au contrat.

63. Lorsqu'il est fait appel à l'arbitre, notification de la sentence est faite au commissaire allemand et au commissaire de la Puissance créancière intéressée qui peut, dans ce cas, adresser directement le contrat à la Banque des Règlements internationaux, à charge par lui d'en informer le commissaire allemand.

64. Lorsqu'un contrat ne comporte pas d'échéances fixes, le commissaire allemand se met d'accord avec le commissaire ou le service qualifié du Gouvernement créancier pour arrêter un échéancier permettant de faire réserver par la Banque des Règlements internationaux, les fonds nécessaires pour le règlement du contrat.

65. La Banque des Règlements internationaux tient pour chaque pays créancier des comptes indiquant les dates et montants des paiements prévus par les contrats homologués, ainsi que la quote-part restant disponible pour de nouveaux contrats.

Des relevés de ces situations sont adressés le 1^{er} et le 15 de chaque mois au commissaire du pays créancier intéressé et au commissaire allemand.

66. Avant de présenter un contrat à l'homologation, le Gouvernement créancier intéressé doit avoir convenu d'une manière définitive avec l'acheteur les conditions auxquelles ce dernier pourra obtenir les paiements au titre des prestations.

67. Si, pendant l'exécution d'un contrat, l'acheteur ne satisfait pas à ces conditions, il garde vis-à-vis de son vendeur l'entière responsabilité du contrat dans les conditions commerciales habituelles, même s'il est stipulé dans le contrat qu'il n'est exécutoire qu'au titre des prestations en nature.

68. Dans ce cas, sur la demande qui lui en est adressée sous sa responsabilité par la Puissance créancière intéressée, la Banque des Règlements internationaux débloque les crédits qui ont été réservés pour le règlement de ce contrat et n'ont pas encore été employés.

Le commissaire du Gouvernement allemand est tenu informé de l'opération.

61. The agent of the German Government may apply direct to the German seller for further information, or to have any changes made in the contract which he may consider to be necessary. It shall be his duty, however, to inform the agent of the creditor Power, in order that the agent may take the necessary action with regard to the purchaser.

62. Whenever the procedure is suspended in the manner described it shall be resumed with the same formalities and the same time limits as from the day on which the agent of the creditor Power sends to the German agent the necessary information or the agreement of the parties concerning the changes required to be made in the contract.

63. When an appeal is made to the arbitrator the award shall be notified to the German agent and the agent of the creditor Power concerned. The latter may then send the contract direct to the Bank for International Settlements, and shall be responsible for informing the German agent to this effect.

64. When a contract does not provide a definite scheme of payments, the German agent will draw up a schedule in agreement with the agent or authorised department of the creditor Government, in order that the Bank for International Settlements may set aside the sums required for paying for the contract.

65. The Bank for International Settlements will keep accounts for each creditor country showing the dates and amounts of the payments for which the approved contracts provide and indicating how much of the quota remains available for new contracts.

Abstracts of these accounts will be supplied on the 1st and the 15th of each month to the agent of the creditor Power concerned and to the German agent.

66. Before submitting a contract for approval the creditor Government concerned shall have definitely agreed with the purchaser the terms on which he can obtain payments out of the funds reserved for deliveries in kind.

67. If, in the course of execution of a contract, the buyer does not fulfil these conditions he shall continue to bear the entire responsibility for the contract, as far as the seller is concerned, under ordinary commercial conditions, even if the contract stipulates that it shall only be executed as a delivery in kind.

68. In this case the Bank for International Settlements shall, if the creditor Power concerned so requests on its own responsibility release the credits reserved but not yet utilised for payment for the contract.

The agent of the German Government shall be informed accordingly.

69. Des dérogations au présent règlement peuvent être consenties par accord entre le commissaire d'un gouvernement créancier et le commissaire du Gouvernement allemand à condition qu'elles ne dépassent pas :

a) En ce qui concerne les contingents qui pourraient être éventuellement établis, 20 pour cent du contingent admis pour l'année en cours ;

b) En ce qui concerne les paiements directs, 30 pour cent des paiements qui auraient dû être effectués au titre du contrat en cause si le règlement avait été exactement appliqué.

70. Si les conditions prévues dans un contrat entraînent d'autres dérogations acceptées par le commissaire allemand, il faut, pour que le contrat puisse être homologué, que trois au moins des commissaires belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave aient donné leur assentiment à la dérogation proposée.

71. Toutefois, s'il s'agit d'une dérogation à la clause des réexportations qui demeurent en principe interdites, l'unanimité de ces six commissaires est nécessaire.

72. En transmettant à la Banque des Règlements internationaux un contrat pour lequel des dérogations ont été admises par application des articles 69, 70 et 71 précédents, le commissaire du Gouvernement allemand doit y joindre une note indiquant la nature de la dérogation consentie et les commissaires qui y ont donné leur accord.

En ce qui concerne les contrats approuvés en vertu d'une décision arbitrale dans les conditions prévues à l'article 63, le commissaire qui transmet le contrat y joint une copie de la décision arbitrale.

73. Les statistiques que la Banque des Règlements internationaux doit tenir en exécution de l'article 23 sont communiquées chaque mois par elle aux commissaires de tous les gouvernements et doivent faire ressortir :

1° Le montant total des contrats qu'elle a reçus au cours du mois précédent, par nature et pour chacun des pays intéressés, les contrats supérieurs à 5 millions de reichsmarks et les avenants s'y rapportant étant indiqués séparément ;

2° Les indications qui lui sont transmises avec les contrats par application des dispositions de l'article 72.

69. Exceptions to the present Regulations may be admitted by agreement between the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government provided that they do not exceed :

(a) In the case of any rations which may eventually be fixed, 20 per cent. of the ration allowed for the year in question ;

(b) In the case of direct payments, 30 per cent. of the payments of this kind which should have been effected under the contract in question had the Regulations been strictly applied.

70. If the conditions of a contract entail other exceptions to which the German agent agrees, the contract shall only be approved provided that, of the Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav agents, at least three agree to the exception proposed.

71. In the case, however, of an exception to the clause concerning re-exportation, which in principle remains forbidden, the unanimous agreement of these six agents shall be required.

72. In transmitting to the Bank for International Settlements a contract in respect of which exceptions have been admitted in application of paragraphs 69, 70 and 71 above, the agent of the German Government shall attach to the contract a note stating the nature of the exception granted and indicating which agents have given their consent.

In the case of contracts approved in virtue of an arbitral decision in accordance with paragraph 63, the agent who transmits the contract will attach to it a copy of the arbitral decision.

73. The statistics which the Bank for International Settlements will keep in execution of paragraph 23 will be sent by the Bank each month to the agents of all the Governments and will show :

(1) According to countries and categories the total amount of the contracts which it has received during the preceding month, those for an amount exceeding 5 million reichsmarks and riders thereto being shown separately ;

(2) The information transmitted to it with contracts in accordance with paragraph 72.

Titre VIII.

PAIEMENTS.

A. Paiements au titre des prestations en nature.

74. Il est ouvert à chaque Gouvernement créancier à la Banque des Règlements internationaux, un compte au crédit duquel sont portés toutes les sommes que ce gouvernement doit réserver pour les prestations en nature conformément au barème adopté et au débit duquel sont portés tous les paiements effectués pour le règlement des contrats homologués.

75. Le solde créditeur existant à la fin de chaque mois s'ajoute aux crédits ouverts pendant le mois suivant pour former le total des sommes dont la Puissance créancière peut disposer pour prestations en nature au cours de ce mois.

76. Au début de chaque mois, le Commissaire du gouvernement créancier intéressé et le Commissaire du Gouvernement allemand sont informés de l'état du compte.

77. Sous les réserves prévues au présent règlement, les sommes versées à ce compte ne peuvent être utilisées que pour le règlement de contrats de prestations.

78. Chaque Puissance créancière peut, pour le règlement des contrats de prestations dûment homologués, disposer librement du solde créditeur existant à ce compte par tous moyens de paiement en usage dans le commerce international et notamment par chèques, ordres de virement et traites à terme.

Les paiements sont effectués par la Reichsbank à Berlin.

79. Les Puissances créancières communiquent à la Banque des Règlements internationaux les noms et signatures des fonctionnaires ayant qualité pour émettre les ordres de paiement.

80. Les ordres de paiement sont en principe libellés en reichsmarks. Lorsqu'un contrat stipule que le paiement doit être fait dans la monnaie d'un pays non allemand, l'ordre de paiement est libellé en cette monnaie, mais doit porter l'indication « payable en reichsmarks ». Dans ce cas, la conversion en reichsmarks est faite au moment du paiement sur la base du taux moyen officiel de la Bourse de Berlin coté la veille du jour du paiement.

81. Si un contrat prévoit un taux conventionnel de conversion, la conversion en reichsmarks se fait à ce taux.

82. Tous les ordres de paiement doivent indiquer le numéro d'homologation du contrat au titre duquel ils sont émis.

Article VIII.

PAYMENTS.

A. Payments for Deliveries in Kind.

74. For each creditor Government there shall be opened at the Bank for International Settlements an account to which shall be credited all sums to be reserved by that Government for deliveries in kind according to the approved schedule. All payments made in respect of approved contracts shall be debited to this account.

75. The credit balance at the end of each month shall be added to the credits opened during the following month. The sum available to the creditor Power for deliveries in kind during that month shall be the total of these two amounts.

76. At the beginning of each month the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government shall be informed of the state of the account.

77. Subject to the reserves provided by the present Regulations the sums paid to this account can only be employed for the payment of contracts for deliveries in kind.

78. For the purpose of paying for duly approved contracts for deliveries in kind, each creditor Power may dispose freely of the credit balance lying in his account, by any method of payment which is current in international commerce, and particularly by means of cheques, orders to transfer and time drafts.

The payments will be made by the Reichsbank in Berlin.

79. The creditor Powers will transmit to the Bank for International Settlements the names and signatures of the officials who are authorised to issue orders to pay.

80. In principle, orders to pay shall be made out in reichsmarks. When a contract stipulates that payment is to be made in a non-German currency, the order to pay shall be made out in this currency, but must bear the inscription "payable in reichsmarks." In this case the conversion into reichsmarks shall be made at the time of payment, at the official average rate of the Berlin Bourse as quoted for the day preceding that of payment.

81. If a contract provides for an agreed rate of conversion, the conversion into reichsmarks shall be made at this rate.

82. All orders to pay must indicate the approval number of the contract in respect of which they are issued.

83. Les chèques sont émis par le Gouvernement créancier au nom du vendeur et remis à l'acheteur pour être transmis au vendeur. Ils ne peuvent être encaissés directement, mais doivent être versés à un compte de Banque.

84. Les ordres de virement portent les noms de l'acheteur et du vendeur ainsi que l'indication de la Banque chargée d'en assurer le recouvrement.

85. Les traites à terme doivent être à échéance de trente jours au moins et de quatre-vingt-dix jours au plus de la date d'émission. Elles ne peuvent être émises que si elles ont été prévues dans le contrat au titre duquel elles sont demandées.

Elles sont tirées par le Gouvernement créancier sur la Banque des Règlements internationaux. Elles ne sont pas acceptées.

Elles sont émises à l'ordre de l'acheteur qui doit les endosser et les remettre directement au vendeur.

Elles portent la mention « Payables à la Reichsbank à Berlin. »

86. Si un Gouvernement créancier ayant émis une traite à terme ne dispose pas, au moment de l'échéance, de crédits suffisants pour y faire face, il met à la disposition de la Banque des Règlements internationaux les fonds nécessaires deux jours avant la date prévue.

L'avance qu'il a ainsi consentie lui est remboursée sur les premiers crédits dont il aura ensuite la disposition pour prestations en nature.

87. Chaque jour, le service émetteur et le Commissaire du Gouvernement allemand sont informés des paiements effectués et en reçoivent périodiquement des relevés.

88. Les modalités relatives aux paiements à effectuer par application des articles qui précèdent seront arrêtées de concert entre les représentants des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave, et la Banque des Règlements internationaux, notamment en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces paiements.

89. Lorsque pour l'exécution ou la liquidation d'un contrat un vendeur doit effectuer un paiement en espèces à l'acheteur, celui-ci en informe son Gouvernement et requiert le vendeur d'effectuer le paiement au crédit du compte ouvert pour prestations en nature à ce Gouvernement.

90. Cette disposition n'est pas applicable aux paiements inférieurs à 10.000 reichsmarks et à 20 pour cent de la valeur du contrat que le vendeur peut être tenu de faire à l'acheteur après que le dernier paiement prévu par le contrat a été effectué, et que le contrat est en conséquence considéré par les contractants comme terminé. Dans ce cas, les paiements sont faits directement par le vendeur à l'acheteur.

83. Cheques shall be issued by the creditor Government made out in the name of the seller and passed to the buyer for transmission to the seller. They cannot be cashed over the counter, but must be passed through a bank account.

84. Orders to transfer shall bear the names of the buyer and seller, as well as that of the bank responsible for collection.

85. Time drafts shall be made payable not less than thirty days and not more than ninety days at most from the date of issue. They shall only be issued if the contract for which they are required makes provision to this effect.

They shall be drawn by the creditor Government on the Bank for International Settlements. They shall not be accepted.

They shall be issued to the order of the buyer, who shall endorse them and transmit them direct to the seller.

They shall bear the words: " Payable at the Reichsbank in Berlin. "

86. If a creditor Government which has issued a time draft does not possess credits sufficient to meet the payment when it falls due, it shall place the necessary funds at the disposal of the Bank for International Settlements two days before the due date.

A creditor Government which advances a sum in this manner shall be reimbursed out of the first credits which are thereafter placed at its disposal for deliveries in kind.

87. The issuing Authority and the agent of the German Government will receive daily advice and periodical statements of the payments effected.

88. The rules to be applied to the payments made in application of the preceding paragraphs will be determined jointly by representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Government and the Bank for International Settlements, particularly in so far as concerns the requisite measures for safeguarding these payments.

89. When a seller has to make a payment to a buyer in executing or winding-up a contract, the buyer shall inform his Government and request the seller to make the payment into the account for deliveries in kind opened for this Government.

90. This provision shall not apply to any payments of less than 10,000 reichsmarks and of less than 20 per cent. of the value of the contract, which the seller be liable to make to the purchaser after the last payment for which the contract provides has been made and the contract is consequently regarded by the contracting parties as terminated. In such a case the payments shall be made by the seller direct to the purchaser.

B. *Paiements directs.*

91. Les dispositions du Titre VI du présent règlement relatives au paiement direct d'une partie de la valeur de certaines marchandises ou de certains services sont, lorsqu'il y a lieu, appliquées à un contrat :

- a) Soit en vertu du contrat lui-même ;
- b) Soit par la décision relative à l'homologation du contrat, cette décision étant considérée comme conditionnelle au sens du titre VII.

Dans le premier cas, le contrat stipule les dates et montants des échéances à payer directement.

Dans le second, les dates et les montants des échéances à payer directement sont précisées dans la décision d'homologation de telle sorte que les paiements directs soient effectués aux mêmes époques et dans la même proportion que les paiements au compte des prestations.

Dans les deux cas, l'acheteur effectue les paiements directs au vendeur suivant les règles commerciales habituelles.

92. Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que par accord avec la Puissance créancière intéressée, la Banque des Règlements internationaux puisse assurer à l'échéance la totalité des paiements prévus à un contrat. Dans ce cas, le paiement direct est effectué dans les conditions et monnaies prévues au contrat, mais il est porté au débit de la Puissance créancière à un autre compte que celui des prestations en nature.

Titre IX.

INTERDICTION DE RÉEXPORTATION.

93. Chaque Puissance créancière s'engage à empêcher, autant que faire se peut, la réexportation, pendant cinq ans, des marchandises reçues par elle d'Allemagne au titre des prestations en nature.

94. Il n'y a pas réexportation au sens du présent règlement :

- a) S'il s'agit de matériel pour travaux publics utilisé à l'étranger par une entreprise de la Puissance créancière pendant une courte période ne dépassant pas une année, avec obligation de retour sur le territoire de la Puissance créancière ;

B. *Direct Payments.*

91. When the case arises the provisions of Article VI of the present Regulations concerning the direct payment of a part of the value of certain commodities or services shall be applied to a contract either :

- (a) By the terms of the contract itself, or
- (b) By the decision concerning the approval of the contract, such decision being regarded as conditional within the meaning of Article VII.

In the first case the dates and amounts of the sums to be paid direct shall be stipulated in the contract.

In the second case the dates and amounts of the sums to be paid direct shall be fixed by the decision of approval in such a manner that the direct payments are made at the same time and in the same proportions as the payments made on account of deliveries in kind.

In both cases the purchaser shall make the direct payments to the seller in accordance with the rules of ordinary commerce.

92. The foregoing provisions shall not preclude the Bank for International Settlements in agreement with the creditor Power concerned from meeting all the payments for which a contract provides, when they fall due. In this case the direct payments shall be made under the conditions and in the currencies stipulated in the contract, but it shall be debited to the creditor Power in an account other than that relating to deliveries in kind.

Article IX.

PROHIBITION CONCERNING RE-EXPORTATION.

93. Each creditor Power undertakes, as far as possible, to prevent the commodities which it receives from Germany as deliveries in kind from being re-exported during five years.

94. It shall not be considered to be re-exportation within the meaning of the present Regulations :

- (a) In cases of plant for public works which is utilised abroad by a firm of the creditor Power during a short period not exceeding one year, with an obligation for the return of the plant to the territory of the creditor Power ;

b) Si les marchandises sont exportées dans les colonies, dépendances ou territoires sous mandat de la Puissance créancière¹;

c) Si elles sont destinées à des Ambassades, consulats ou à des instituts à l'étranger de la Puissance créancière ;

d) Si, étant incorporées dans un autre article ou transformées, leur valeur n'entre pas pour plus de 60 pour cent dans la valeur de l'article vendu à l'étranger, ladite valeur étant calculée franco-frontière ou f.o.b. dans un port de la Puissance créancière.

95. Les Puissances créancières ne doivent présenter à l'homologation aucun contrat comportant fourniture de marchandises qui ne contienne ou ne porte annexée la déclaration suivante signée de l'acheteur :

Je m'engage à ne pas exporter pendant cinq ans les marchandises qui font l'objet du présent contrat.

Au cas où je vendrais tout ou partie de ces marchandises, je m'engage à exiger de mon acheteur qu'il prenne à sa charge et impose aux acheteurs successifs tous les engagements pris par moi.

J'accepte, si je manque à un de ces engagements, d'être privé pendant deux ans de la possibilité d'obtenir, pour de nouveaux contrats, conclus par moi, le paiement sur les fonds réservés pour prestations en nature.

Les marchandises ne seront pas réputées réexportées :

a) S'il s'agit de matériel pour travaux publics utilisé à l'étranger par une entreprise de la Puissance créancière pendant une courte période ne dépassant pas une année, avec obligation de retour sur le territoire de la Puissance créancière ;

b) Si les marchandises sont exportées dans les colonies, dépendances ou territoires sous mandat de la Puissance créancière ;

c) Si elles sont destinées à des Ambassades, consulats ou instituts à l'étranger de la Puissance créancière ;

d) Si, étant incorporées dans un autre article ou transformées, leur valeur n'entre pas pour plus de 60 pour cent dans la valeur de l'article vendu à l'étranger, ladite valeur étant calculée, franco-frontière ou f.o.b. dans un port de la Puissance créancière.

96. Si le contrat est conclu par le Gouvernement créancier lui-même, il l'envoie au Commissaire

(b) If commodities are exported to the colonies, dependencies or mandated territories of the creditor Power ;¹

(c) If they are intended for embassies, consulates or higher educational institutes of the creditor Power abroad ;

(d) If after transformation or being incorporated in another article the value of a commodity does not represent more than 60 per cent. of the value of the article sold abroad, such value being estimated for delivery at the frontier or f.o.b. at a port of the creditor Power.

95. The creditor Power shall not submit for approval any contract for the delivery of commodities unless the following declaration signed by the buyer is included in or attached to the contract :

I undertake for five years not to re-export the commodities which form the subject of the present contract.

In the event of my selling all or part of these commodities, I undertake to require my purchaser to take upon himself all the obligations which I have assumed, and to cause the same undertakings to be given by his successive purchasers.

If I fail to perform any of these undertakings I consent to be deprived of the possibility of having new contracts concluded by me paid for by means of the funds which are reserved for deliveries in kind.

Commodities shall not be considered to be re-exported :

(a) In cases of plant for public works which is utilised abroad by a firm of the creditor Power during a short period not exceeding one year, with obligation for the return of the plant to the territory of the creditor Power ;

(b) If commodities are exported to the colonies, dependencies or mandated territories of the creditor Power ;

(c) If they are intended for embassies, consulates or higher educational institutes of the creditor Power abroad ;

(d) If after transformation or being incorporated in another article the value of the commodity does not represent more than 60 per cent. of the value of the article sold abroad, such value being estimated for delivery at the frontier or f.o.b. at a port of the creditor Power.

96. If the contract is concluded by the creditor Government itself, the latter will transmit it to

¹ Comme par le passé, l'admission au bénéfice des prestations des territoires sous mandat ne préjuge pas la nature juridique du mandat.

¹ If mandated territories are allowed the benefit of deliveries in kind this shall, as in the past, be without prejudice to the legal status of the mandate.

du Gouvernement allemand avec l'engagement de ne pas réexporter, pendant cinq ans, ou s'il revend, d'exiger de l'acheteur un engagement dans la forme prescrite à l'article 95.

97. Si un différend s'élève entre un Gouvernement créancier et le Gouvernement allemand sur la question de savoir s'il y a eu ou non réexportant, il est soumis à la juridiction prévue à l'article 107 ci-après.

Titre X.

INFRACTIONS ET FRAUDES.

98. Il appartient aux gouvernements intéressés de prendre sur leurs territoires respectifs les mesures qu'ils jugent nécessaires pour que les contrats s'exécutent conformément au présent règlement, et en cas d'infraction intentionnelle ou de fraude, les sanctions qu'ils jugent utiles à l'égard de leurs ressortissants.

99. La Banque des Règlements internationaux n'encourt aucune responsabilité du fait des fraudes ou irrégularités commises pendant l'exécution d'un contrat. Mais elle est tenue de signaler au Commissaire du gouvernement créancier intéressé et au Commissaire allemand tout fait qui lui paraîtrait de nature à constituer une fraude ou une infraction intentionnelle au présent règlement.

100. Les Commissaires des gouvernements créanciers et du Gouvernement allemand s'informent réciproquement des enquêtes auxquelles leurs gouvernements respectifs font procéder en vue d'apprécier si un contrat a donné lieu à une fraude ou à une infraction intentionnelle au présent règlement et ils s'en communiquent les résultats.

101. Les gouvernements s'engagent à s'accorder réciproquement toutes facilités pour assurer la bonne fin des enquêtes que chacun d'eux décide d'effectuer. En conséquence, les Commissaires des différents pays échangent les renseignements qu'ils possèdent et qui sont de nature à faciliter leur tâches respectives.

102. Si un Gouvernement créancier ou le Gouvernement allemand estime que l'un de ses ressortissants s'est rendu coupable d'une infraction intentionnelle au présent règlement ou d'une fraude, il en fait informer par son Commissaire les Commissaires des autres gouvernements.

103. Du fait de cette notification, aucun contrat dans lequel figurerait comme partie contractante le nom d'une personne en ayant fait l'objet ne peut être homologué pendant les deux ans suivant ladite notification.

the agent of the German Government, with the undertaking for five years not to re-export the commodities or, if it sells them, to require of the buyer an undertaking in the form prescribed by paragraph 95 above.

97. If a dispute arises between a creditor Government and the German Government as to whether there has been re-exportation or not, it shall be submitted to the jurisdiction for which paragraph 107 hereafter provides.

Article X.

INFRACTIONS AND FRAUDS.

98. It shall be the duty of the Governments concerned to take such steps within their respective territories as they may deem necessary in order that contracts may be executed in accordance with the present Regulations, and, in cases of fraud or wilful infraction, to apply such penalties as they may consider appropriate in respect of their nationals.

99. The Bank for International Settlements shall not incur any responsibility by reason of any fraud or irregularity committed during the execution of a contract. But it shall inform the agent of the creditor Government concerned and the German agent of any fact which may appear to it to constitute a fraud or wilful infraction of the present Regulations.

100. The agents of the creditor Government and the agent of the German Government will inform one another of the investigation which their respective Governments cause to be undertaken in order to ascertain whether there has been fraud or infraction of the present Regulations in connection with a contract and they shall inform one another of the result of such investigations.

101. The Governments undertake to afford one another full facilities for the purpose of carrying out the investigations which any of them may decide to make. For this purpose the agents of the various countries will exchange such information as they possess and is likely to facilitate their respective tasks.

102. If a creditor Government or the German Government considers one of its nationals to be guilty of fraud or of wilful infraction of the present Regulations, its agent will so inform the agents of the other Governments.

103. Pursuant to such notification, no contract to which one of the parties is a person whose name has thus been notified shall be approved during a period of two years from the date of the notification.

104. Le gouvernement ayant demandé l'exclusion d'un de ses ressortissants peut, avant l'expiration de la période de deux ans ci-dessus prévue demander sa radiation de la liste d'exclusion.

105. Si, avant le dernier paiement dû sur un contrat, l'acheteur ou le vendeur est reconnu par le gouvernement dont il est ressortissant, coupable d'une infraction intentionnelle aux dispositions du présent règlement ou d'une fraude et si son nom est notifié dans les conditions prévues à l'article 102, aucun paiement ne doit plus être effectué sur les fonds de prestations au titre de ce contrat dont le règlement doit s'effectuer directement entre l'acheteur et le vendeur.

Si les sommes jusqu'alors versées représentent une valeur supérieure à celle des marchandises ou des services qui devaient être fournis en exécution du contrat; les gouvernements intéressés s'efforceront, dans toute la mesure possible, d'obtenir le reversement de l'excédent au compte de prestations en nature de la Puissance créancière.

106. En vue de l'application des dispositions contenues à l'article précédent, la Banque des Règlements internationaux est informée, par le Commissaire de la Puissance ayant prononcé l'exclusion de son ressortissant, de la mesure dont celui-ci a été l'objet.

Titre XI.

ARBITRAGE.

107. Tout différend s'élevant entre une des Puissances créancières et le Gouvernement allemand, au sujet de l'interprétation du présent règlement est porté devant le Tribunal arbitral qui fait l'objet de l'article 15 de l'Accord de la Haye de janvier 1930.

Il en est de même pour tout différend s'élevant au sujet de l'application des dispositions du titre III ainsi que dans le cas visé par l'article 97 du présent règlement.

108. Tous autres différends auxquels pourrait donner lieu l'application du présent règlement sont soumis à un arbitre de nationalité neutre résidant à Paris et jouissant d'une haute situation commerciale ou industrielle.

Cet arbitre est nommé pour deux ans, par accord unanime entre les Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave, à défaut d'unanimité, par le président du Tribunal arbitral visé à l'article précédent.

Titre XII.

DISPOSITIONS TEMPORAIRES.

109. Tout contrat homologué à la date où le présent règlement entre en vigueur continue d'être

104. A Government which has applied for one of its nationals to be excluded may, before the end of the period of two years mentioned above, request that its national be removed from the list of excluded persons.

105. If before the last payment under a contract has been made, the buyer or seller is found guilty by his Government of fraud or wilful infraction of the present Regulations, and if his name is notified in accordance with paragraph 102, no further payment shall be made out of the funds for deliveries in kind in respect of the contract which shall be liquidated direct between buyer and seller.

If the sums paid up to that time exceed the value of the commodities or services due to be delivered under the contract, the Governments concerned shall do their utmost to obtain repayment of the excess to the account for deliveries in kind of the creditor Power.

106. In order that the provisions of the preceding paragraph may be applied, the agent of the Power which has declared its national to be excluded shall inform the Bank for International Settlements of the measures taken in this respect.

Article XI.

ARBITRATION.

107. Any dispute which may arise between a creditor Power and the German Government concerning the interpretation of the present Regulations shall be submitted to the arbitral tribunal for which Article 15 of the Hague Agreement of January 1930 provides.

The same procedure shall apply to any dispute which may arise concerning the application of the provisions of Article III or in the case mentioned in paragraph 97 of the present Regulations.

108. All other disputes which may arise from the application of the present Regulations shall be submitted to an arbitrator of neutral nationality who is resident in Paris, and who is of high commercial or industrial standing.

This arbitrator shall be appointed for two years by unanimous agreement between the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Governments, or failing unanimity, by the President of the arbitral tribunal mentioned in the preceding paragraph.

Article XII.

TEMPORARY PROVISIONS.

109. Any contract which has been approved by the date at which the present Regulations

exécuté sous le régime du Règlement Wallenberg, sous la seule réserve que les paiements par chèques sont substitués aux paiements par traites à vue et les organismes prévus au présent règlement aux organismes antérieurement existants.

110. Pendant une période de deux ans à dater de la déclaration de culpabilité, aucun contrat ne peut être homologué dans lequel figurerait comme acheteur ou vendeur une personne ayant été l'objet des sanctions prévues par le titre XII du Règlement Wallenberg.

Titre XIII.

REVISION DU RÈGLEMENT.

111. Le présent règlement peut, à la demande de l'une des Puissances intéressées aux prestations, être soumis à revision, ladite revision devant prendre effet le 1^{er} avril de l'année considérée.

Une première revision pourra avoir lieu en 1931, les autres suivant éventuellement à deux ans d'intervalle.

112. Le Gouvernement qui propose la revision fait connaître son intention à tous les autres Gouvernements intéressés avant le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la revision peut être effectuée. Il indique les points sur lesquels il suggère que des modifications soient apportées au règlement et il propose une date pour l'examen de sa demande.

113. La demande est examinée par un comité composé des Commissaires ou représentants des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave.

114. Aucune modification ne peut être apportée au présent règlement que par accord unanime entre les membres du comité constitué comme il est dit à l'article précédent.

Titre XIV.

AUTHENTICITÉ DES TEXTES.

115. Ce règlement est établi en français, en anglais et en allemand, les trois textes faisant également foi pour l'interprétation, étant entendu qu'en cas d'appel à l'arbitrage sur l'interprétation et avant la décision du Tribunal arbitral, il sera fait état de l'interprétation jugée par le Gouvernement créancier intéressé la plus favorable à la bonne exécution des prestations en nature.

come into force shall continue to be executed under the procedure of the Wallenberg Regulations with the sole exception that payment by cheque shall take the place of payment by means of sight drafts, and that the organisations for which the present Regulations provide shall be substituted for those previously in existence.

110. During a period of two years from the date when the verdict of guilt is pronounced, no contract shall be approved in which the name of a person appears, either as purchaser or seller, in respect of whom the penalties for which Article XII of the Wallenberg Regulations provides have been applied.

Article XIII.

REVISION OF THE REGULATIONS.

111. The present Regulations may, at the request of one of the Powers interested in deliveries in kind be submitted to revision. Such revision shall take effect as from the 1st April of the year in question.

Revision may first take place in 1931 and thereafter at intervals of two years.

112. The Government which proposes the revision shall inform all the other Governments concerned in deliveries in kind of its intention, before the 1st January of the year in which revision may be made. It will state the points regarding which it suggests that modifications should be introduced into the Regulations and the date which it proposes for the examination of its request.

113. The request shall be considered by a Committee consisting of the agents or representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Governments.

114. No modification may be made in the present Regulations except by unanimous agreement between the members of the Committee constituted in accordance with the preceding paragraph.

Article XIV.

AUTHENTICITY OF TEXTS.

115. These Regulations are drawn up in French, English and German, the three texts being equally authentic for purposes of interpretation. It is understood that, in the event of an appeal to arbitration on the interpretation and pending the decision of the arbitral tribunal, the interpretation considered by the creditor Power concerned to be the most favourable to the proper execution of deliveries in kind shall be taken to be correct.

ANNEXE I A ANNEXE IX.

Tableau indiquant la Répartition des prestations en nature entre les Puissances créancières

(remplaçant le tableau du § 190 de l'Annexe VII du Plan des Experts et celui de l'Annexe à l'Appendice 2 du Protocole de La Haye du 31 août 1929).

(En milliers de R.M.)

	France			Grande-Bretagne Rec. Act.	Italie	Belgique	Japon
	Prestations	Rec. Act. (4,95 %)	Total				
Régime transitoire (1. IX. 29-31. III. 30)	272.293,0	21.507,0	293.800	46.036,00	37,000	24.500,00	2.550
Annuités de prestations première année (1. IV. 30-31. III. 31)	364.090,4	36.609,6	400.700	190.964,00	52.500	33.750,00	5.625
Deuxième année (1931-32)	305.540,0	32.860,0	338.400	186.638,70	52.500	31.500,00	5.250
Troisième » (1932-33)	306.180,6	30.219,4	336.400	140.718,85	52.500	29.250,00	4.875
Quatrième » (1933-34)	304.506,3	29.693,7	334.200	138.270,60	52.500	27.000,00	4.500
Cinquième » (1934-35)	274.773,4	27.226,6	302.000	126.782,50	52.500	24.750,00	4.125
Sixième » (1935-36)	225.977,9	23.182,1	249.160	107.948,70	52.500	20.837,50	3.750
Septième » (1936-37)	196.314,9	20.545,1	216.860	95.669,70	52.500	17.756,25	3.375
Huitième » (1937-38)	166.674,6	17,985,4	184.660	83.750,10	52.500	14.675,00	3.000
Neuvième » (1938-39)	137.124,4	15.335,6	152.460	71.411,25	52.500	11.593,75	1.825
Dixième » (1. IV. 30-31. VIII. 39)	45.274,5	4.710,5	49.985	21.934,60	15.500	637,50	500
Total	2.598.750,0	259.875,0	2.858.625	1.210.125,00	525.000	236.250,00	39.375

	Yougoslavie	Portugal	Roumanie ¹	Grèce	Somme Prestations	Rec. Act.	Total
Régime transitoire (1. IX. 29-31. III. 30)	26.000	4.600	—	—	366.943,00	67.543,00	434.486,00
Annuités de prestations première année (1. IV. 30-31. III. 31)	37.500	6.548	9.000	3.000	512.013,40	227.573,60	739.587,00
Deuxième année (1931-32)	35.000	4.800	6.950	2.800	444.340,00	219.498,70	663.838,70
Troisième » (1932-33)	32.500	4.500	7.150	2.600	439.555,60	170.938,25	610.493,85
Quatrième » (1933-34)	30.000	4.402	6.600	2.400	431.908,30	167.964,30	599.872,60
Cinquième » (1934-35)	27.500	4.125	6.050	2.200	396.023,40	154.009,10	550.032,50
Sixième » (1935-36)	23.300	3.328	5.500	2.000	337.193,40	131.130,80	468.324,20
Septième » (1936-37)	19.400	2.742	4.950	1.800	298.838,15	116.214,80	415.052,95
Huitième » (1937-38)	16.600	2.156	4.400	1.600	261.605,60	101.735,50	363.341,10
Neuvième » (1938-39)	13.200	1.570	3.850	1.400	223.063,15	86.746,85	309.810,00
Dixième » (1. IV. 30-31. VIII. 39)	1.500	604	3.300	1.200	68.516,00	26.645,10	95.161,10
Total	262,500	39.375	57.750	21.000	3.780.000,00	1.470.000,00	5.250.000,00

¹ S'il y avait un accord ultérieur entre le Gouvernement roumain et les firmes allemandes prévoyant, pour une période donnée, un dépassement de ces annuités, une réduction correspondante, à établir en accord entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement roumain, devrait être apportée aux autres annuités. Toutefois, la répartition pour les autres Puissances ne sera pas modifiée.

ANNEX I TO ANNEX IX.

Table showing the Distribution of Deliveries in Kind among the Creditor Powers

(replacing the table of § 190 of Annex VII to the Experts' Plan and that of the Annex to Appendix 2 to The Hague Protocol of August 31, 1929).

(In thousand of R.M.)

	France			Great Britain Rec. Act.	Italy	Belgium	Japan
	Deliveries	Rec. Act. (4.95 %)	Total				
Transition régime (I.IX.29-31.III.30)	272,293.0	21,507.0	293,800	46,036.00	37,000	24,500.00	2,550
Year of Deliveries in Kind (I.IV.30-31.III.31)	364,090.4	36,609.6	400,700	190,964.00	52,500	33,750.00	5,625
Second year (1931-32)	305,540.0	32,860.0	338,400	186,638.70	52,500	31,500.00	5,250
Third » (1932-33)	306,180.6	30,219.4	336,400	140,718.85	52,500	29,250.00	4,875
Fourth » (1933-34)	304,506.3	29,693.7	334,200	138,270.60	52,500	27,000.00	4,500
Fifth » (1934-35)	274,773.4	27,226.6	302,000	126,782.50	52,500	24,750.00	4,125
Sixth » (1935-36)	225,977.9	23,182.1	249,160	107,948.70	52,500	20,837.50	3,750
Seventh » (1936-37)	196,314.9	20,545.1	216,860	95,669.70	52,500	17,756.25	3,375
Eighth » (1937-38)	166,674.6	17,985.4	184,660	83,750.10	52,500	14,675.00	3,000
Ninth » (1938-39)	137,124.4	15,335.6	152,460	71,411.25	52,500	11,593.75	1,825
Tenth » (I.IV.39-31.VIII.39)	45,274.5	4,710.5	49,985	21,934.60	15,500	637.50	500
Total	2,598,750.0	259,875.0	2,858,625	1,210,125.00	525,000	236,250.00	39,375

	Jugo-lavia	Portugal	Roumania ¹	Groccc	Total Deliveries	Rec. Act.	Total
Transition régime (I.IX.29-31.III.30)	26,000	4,600	—	—	366,943.00	67,543.00	434,486.00
Year of Deliveries in Kind (I.IV.30-31.III.31)	37,500	6,548	9,000	3,000	512,013.40	227,573.60	739,587.00
Second year (1931-32)	35,000	4,800	6,950	2,800	444,340.00	219,498.70	663,838.70
Third » (1932-33)	32,500	4,500	7,150	2,600	439,555.60	170,938.25	610,493.85
Fourth » (1933-34)	30,000	4,402	6,600	2,400	431,908.30	167,964.30	599,872.60
Fifth » (1934-35)	27,500	4,125	6,050	2,200	396,023.40	154,009.10	550,032.50
Sixth » (1935-36)	23,300	3,328	5,500	2,000	337,193.40	131,130.80	468,324.20
Seventh » (1936-37)	19,400	2,742	4,950	1,800	298,838.15	116,214.80	415,052.95
Eighth » (1937-38)	16,600	2,156	4,400	1,600	261,605.60	101,735.50	363,341.10
Ninth » (1938-39)	13,200	1,570	3,850	1,400	223,063.15	86,746.85	309,810.00
Tenth » (I.IV.39-31.VIII.39)	1,500	604	3,300	1,200	68,516.00	26,645.10	95,161.10
Total	262,500	39,375	57,750	21,000	3,780,000.00	1,470,000.00	5,250,000.00

¹ If the Roumanian Government and the German firms subsequently agree that the quota fixed in respect of a given period shall be exceeded, a corresponding reduction shall be applied by agreement between the German and Roumanian Governments to the other annuities. The distribution in respect of the other Powers shall, however, not be changed.

ANNEXE II.

*Liste A.*MARCHANDISES EXCLUES DU RÉGIME
DES PRESTATIONS EN NATURE¹.

Groupe I. — *a)* Toutes marchandises de provenance étrangère n'ayant pas subi de transformation en territoire allemand.

b) Denrées alimentaires fabriquées avec des matières premières importées².

c) Articles en or, en platine et en argent³.

Groupe II. — Produits industriels dont l'exportation est interdite au moment de la conclusion éventuelle du contrat⁴.

Groupe III. — Produits divers :

a) Mitraille d'acier et de fonte (843)

b) Peaux et dépouilles d'animaux (153 à 155) os (156 f).

c) Déchets de papier, vieux papiers, etc. (673 a).

d) Chiffons de fil, de coton, etc., et tous déchets de tissage et autres servant à la fabrication du papier (543 b).

e) Phosphates de chaux naturels (227 d).

f) Minerais (237 a à s).

g) Radium, sels de radium, préparation de radium (ex 266, ex 317, G, ex 388).

h) Bois en grume de toute essence, à l'exception du bois de mine.

ANNEX II.

*List A.*COMMODITIES WHICH MAY NOT BE SUPPLIED
AS DELIVERIES IN KIND¹.

Group I. (*a*) All commodities of foreign origin which have not undergone any transformation in German territory.

(b) Foodstuffs manufactured from imported raw materials².

(c) Gold, platinum and silver articles³.

Group II. Industrial products the export of which is prohibited at the time of the conclusion of the contract⁴.

Group III. Miscellaneous products :

(a) Scrap iron and scrap steel (843).

(b) Animal skins and hides (153 to 155), bone (156 f).

(c) Paper clippings, waste paper, etc. (673 a).

(d) Yarn waste, cotton waste, etc., and all waste weaving and other waste employed in the manufacture of paper (543 b).

(e) Natural phosphates of lime (227 d).

(f) Minerals (237 a to s).

(g) Radium, radium salts, preparations from radium (ex 266, ex 317 G, ex 388).

(h) Wood in the log of all varieties, with the exception of pit props.

¹ Les numéros entre parenthèses sont ceux de la nomenclature statistique allemande des marchandises.

² Cette interdiction ne s'applique pas aux produits alimentaires destinés aux ouvriers allemands travaillant sur le territoire d'une Puissance créancière en exécution d'un contrat de prestations en nature.

³ Cette interdiction s'applique seulement aux articles en or platine, ou argent qui n'entrent pas dans un ensemble. (Voir Titre VI, article 45.)

⁴ Il est entendu qu'aucune interdictions ne peut s'appliquer aux exportations de charbon, de coke, de briquettes et de lignite faites au titre des prestations en nature.

¹ The numbers in brackets are those of the German statistical list of commodities.

² This prohibition does not apply to foodstuffs for consumption by German workmen employed within the territory of a creditor Power in execution of a contract or deliveries in kind.

³ This prohibition applies only to articles of gold, platinum, or silver which do not form part of a composite object. (See Article VI, paragraph 45.)

⁴ It is understood that no prohibition can be applied to the exportation of coal, coke, briquettes or lignite as a delivery in kind.

ANNEXE IV.

Liste C.

MARCHANDISES QUI NE SONT QUE PARTIELLEMENT
PAYABLES SUR LES FONDS DE PRESTATIONS.

Cette liste est l'ancienne liste C du Règlement Wallenberg à laquelle les modifications suivantes sont apportées :

a) En ce qui concerne le bois, l'accord conclu le 3 juillet 1928 reste en vigueur. Le paragraphe 4 est à compléter comme suit :

	Pour cent
Bois de mine	55
Poteaux télégraphiques, non injectés	60
Traverses de chemins de fer, bois durs ou bois résineux non injectés	60

b) Le poste 470 a) et b) est à modifier comme suit :

470 a), b) et 28 c) à f), lin et chanvre bruts, rouis, sérancés, blanchis, teints, broyés, écangués, débarassés des parties gluantes, nettoyés, Étoupes de lin	95
--	----

c) Les postes 890 a) et 909 sont à modifier comme suit :

890 a) Fils (lacets, tresses, etc. en métal commun, à l'exclusion de l'aluminium, ou alliage de ces métaux, recouverts sous forme de gaine ou par bobinage, filage ou tressage ou autrement recouverts par des matières pour l'électrotechnique	35
---	----

909. Câbles pour la transmission des courants électriques, à l'exclusion de ceux en aluminium, avec enveloppes protectrices en métal sous forme de douilles (manteaux); de tôles, de fils, de rubans ou similaires,	
---	--

Câbles pour basse tension	35
Câbles pour haute tension	40

d) A ajouter : les hélices en bronze 35

e) Les postes suivants :

ex 156 f Os, c.,	
ex 237 h. Braunstein (oxyde de manganèse),	
ex 869 Magnesium (métal),	

sont à supprimer:

ANNEX IV.

List C.

COMMODITIES WHICH CAN ONLY BE PARTIALLY PAID
FOR OUT OF THE FUNDS FOR DELIVERIES IN KIND.

This list is similar to the old list C under the Wallenberg Regulations, to which has been added the following modifications :

(a) With regard to *timber*, the agreement of the 3rd July, 1928, remains in force. Paragraph 4 bears the following additions :

	Per cent.
Pit props	55
Telegraph poles, clean	60
Railway sleepers, hard or soft wood, clean	60

(b) Item 470 a) and b) to be modified as follows :

470 a, b, and 28 c to f — flax and hemp in the raw, steeped, bleached, dyed, crushed, scutched free from glutinous fibre, cleaned,

Tow	95
---------------	----

(c) Items 890 a) and 909 are modified as follows :

890 a. Wires (lacing, covering, &c.) made of common metal, with the exception of aluminium, or alloy of these metals, covered with a casing or winding, or yarn or braiding, or other methods of covering by materials for electro-technical purposes	35
---	----

909. Cables for the transmission of electric current, with the exception of those in aluminium, with protective metal wrappings in the form of casing made of strips, wire, webbing or similar materials,	
---	--

Low tension cables	35
High tension cables	40

(d) Add : Bronze propellers 35

(e) The following items :

ex 156 f, Bones, &c.,	
ex 237 h, Braunstein (oxide of manganese),	
ex 869 Magnesium (metal),	

are to be deleted.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE IX.

VERFAHRENSVORSCHRIFT FÜR SACHLEISTUNGEN.

INHALTSVERZEICHNIS.

- Titel I : Waren und Dienstleistungen, die als Sachleistungen in Betracht kommen.
 Titel II : Verwendung der jeder Gläubigermacht zugeteilten Sachleistungsquote.
 Titel III : Allgemeine Bestimmungen über die Ausführung von Sachleistungsverträgen.
 Titel IV : Organisation.
 Titel V : Aufstellung und Revision der Listen.
 Titel VI : Unmittelbare Zahlungen.
 Titel VII : Genehmigung der Verträge.
 Titel VIII : Zahlungen.
 Titel IX : Wiederausfuhrverbot.
 Titel X : Verstöße gegen das Verfahren und Betrug.
 Titel XI : Schiedsverfahren.
 Titel XII : Übergangsbestimmungen.
 Titel XIII : Revision der Verfahrensvorschrift.
 Titel XIV : Massgebende Texte.
 Anlage I : Übersicht über die Verteilung der Sachleistungen unter den Gläubigermächten.
 Anlage II : Liste « A » : Vom Sachleistungsverfahren ausgeschlossene Waren.
 Anlage III : Liste « B » : Gegebenenfalls aufzustellende Liste der kontingentierten Waren.
 Anlage IV : Liste « C » : Waren, die nur teilweise aus Sachleistungsgeldern bezahlt werden dürfen.

VERFAHRENSVORSCHRIFT FÜR SACHLEISTUNGEN.

Titel I.

WAREN UND DIENSTLEISTUNGEN, DIE ALS SACHLEISTUNGEN IN BETRACHT KOMMEN.

1. Sachleistungen im Sinne dieser Verfahrensvorschrift sind Waren und Dienstleistungen, die Leistungen der deutschen Volkswirtschaft sind, an eine Gläubigermacht Deutschlands bewirkt werden und deren Bezahlung ganz oder teilweise mit den in Ausführung des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 hierfür vorbehaltenen Geldern entsprechend der in anliegender Übersicht (Anlage I) vorgenommenen Verteilung erfolgt.
2. Waren und Dienstleistungen, die den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden können, sind, vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift, alle Waren deutschen Ursprungs oder deutscher Herstellung sowie alle Dienstleistungen kommerzieller Art der deutschen Volkswirtschaft wie : Transporte auf dem Landweg in Deutschland, Fluss-, See- und Lufttransporte unter deutscher Flagge, Entwürfe für öffentliche Arbeiten und Ausarbeitung von Entwürfen für Arbeiten, die ausserhalb Deutschlands auszuführen sind, Verkauf von deutschen Lizenzen oder Patenten, die ausserhalb Deutschlands nutzbar gemacht werden, Versicherungsverträge deutscher Gesellschaften.
3. Waren, die in der Liste A (Anlage II) als « ausgeschlossene Waren » aufgeführt sind, können als Sachleistungen nicht bezahlt werden, mit Ausnahme des in nachstehendem Artikel 45 vorgesehenen Falles.
4. Waren, die gegebenenfalls in der Liste B (Anlage III), « Kontingentierte Waren » aufgeführt werden, können als Sachleistungen nur im Rahmen des bei Abschluss des betreffenden Vertrages bestehenden Kontingentes geliefert werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 69 und 70.

5. Waren, die in der Liste C (Anlage IV) aufgeführt sind, können als Sachleistungen nur vorbehaltlich der unmittelbaren Bezahlung eines Teiles ihres Wertes seitens des Käufers an den Verkäufer gemäss der Bedingungen des Titels VI und vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 69 und 70 dieser Verfahrensvorschrift geliefert werden.

6. Verträge über weniger als 3.000 Reichsmark können als Sachleistungsverträge nicht genehmigt werden, sofern es sich dabei nicht um Nachträge zu vorher genehmigten Verträgen handelt.

Titel II.

VERWENDUNG DER JEDER GLÄUBIGERMACHT ZUGETEILTEN SACHLEISTUNGSQUOTE.

7. Jede Gläubigermacht ist für die Verwendung ihrer Sachleistungsquote verantwortlich.

Grundsätzlich und vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 8 und 14 ist jede Gläubigermacht verpflichtet, Verträge in solchem Umfange genehmigen zu lassen, dass die darauf zu leistenden Gesamtzahlungen Jahr für Jahr ausreichen, um ihre Sachleistungsquote auszuschöpfen.

8. Jeder Gläubigermacht ist es gestattet, einen Teil der Quote des laufenden Jahres, der aber vierzig vom Hundert (40%) nicht übersteigen darf, auf das folgende Jahr zu übertragen; der so übertragene Teilbetrag wird jedoch dem Kredit des folgenden Jahres bei der Errechnung des am Ende des besagten Jahres übertragbaren Teilbetrages nicht hinzugefügt.

9. Alle für Sachleistungen vorbehaltenen Beträge müssen vor dem 31. August 1939 durch Verträge, die keine Zahlung nach diesem Zeitpunkt vorsehen, in Anspruch genommen sein.

Die Beträge, welche zu diesem Zeitpunkt gegebenenfalls infolge Annullierung von Verträgen verfügbar sind, finden für neue Sachleistungsverträge gemäss einer zwischen der beteiligten Gläubigermacht und der Deutschen Regierung zu treffenden Vereinbarung Verwendung.

Auf keinen Fall darf eine Lieferung oder Zahlung auf Sachleistungen nach dem 31. März 1940 erfolgen.

10. Um der Verzögerung Rechnung zu tragen, die sich bei der Ausführung gewisser Verträge üblicher Weise ergibt, kann jede Gläubigermacht unter ihrer eigenen Verantwortung und unter dem Vorbehalt dass bereits vorgesehene Zahlungen hierdurch keine Verzögerung erleiden, Verträge zur Genehmigung vorlegen, die Zahlungen über einen Betrag vorsehen, der die dieser Macht in einem bestimmten Monat vorbehaltenen Sachleistungsmittel übersteigt.

Die zulässige Überschreitung wird wie folgt bestimmt:

Ein Teilbetrag von höchstens dreissig vom Hundert (30%) der Kredite, die auf dem Konto einer Macht für genehmigte, aber verspätet zur Durchführung gelangende Verträge blockiert sind, kann auf ihren Antrag den Krediten, über die sie im Laufe des nächsten Vierteljahres für Sachleistungen verfügt hinzugefügt werden; der Betrag dieser zusätzlichen Kredite darf jedoch niemals den Betrag der dieser Macht auf dem Sachleistungskonto während desjenigen Vierteljahres zur Verfügung stehenden Kredite übersteigen, das auf das um die entsprechenden Mittel erhöhte Vierteljahr folgt.

Am Ende jeden Monats wird die Berechnung auf der Grundlage des Betrages der zu diesem Zeitpunkt blockierten Kredite erneuert vorgenommen.

11. Wenn infolge der Annahme des vorstehenden Verfahrens die den Lieferanten von Sachleistungen zu leistenden Zahlungen für Rechnung einer Gläubigermacht höher sind als die Beträge, über welche besagte Macht hierfür verfügt, so sind die erforderlichen Mittel von dieser letzteren aus eigenen Mitteln ihrer Wahl vorzuschüssen und an sie im darauffolgenden Vierteljahr aus den ihr für Sachleistungen eröffneten Krediten zu erstatten, dergestalt, dass der Gesamtbetrag der für diese Macht in anliegender Übersicht (Anlage I) vorgesehenen Kredite dieser Art dadurch nicht erhöht wird.

Titel III.

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN ÜBER DIE AUSFÜHRUNG VON SACHLEISTUNGSVERTRÄGEN.

12. Die deutsche Regierung verpflichtet sich, soweit als möglich den Abschluss von geschäftlichen Verträgen unter gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen im Rahmen dieser Verfahrensvorschrift zu erleichtern, indem sie weder Massnahmen ergreift noch gestattet, dass Massnahmen ergriffen werden, die zum Ergebnis haben würden, dass Sachleistungen unter den gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen nicht zu erhalten sind.

13. Ist eine Gläubigerregierung der Ansicht, dass die Deutsche Regierung dieser Verpflichtung nicht entsprochen hat, und dass sie infolge dieser Tatsache ausserstande gewesen ist, ihren Anteil an dem für Sachleistungen gemäss der beigefügten Übersicht (Anlage I) vorbehaltenen Kredit unter den in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Bedingungen auszunützen, so kann sie die Frage vor das im Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehene Schiedsgericht bringen.

14. Ist das Gericht der Ansicht, dass die Beschwerde ganz oder teilweise begründet ist, so wird von ihm der Betrag bestimmt, zu dessen Ausnutzung in der Form von Sachleistungen die beschwerdeführende Regierung aus dem genannten Grunde nicht imstande gewesen ist, und verfügt, dass dieser Betrag der bezeichneten Gläubigerregierung zur Verfügung gestellt wird. Die von dieser Regierung eingegangene Verpflichtung, einen Teil ihres Guthabens in der Form von Sachleistungen abzunehmen, wird hierdurch um den entsprechenden Betrag ermässigt.

15. Auf Antrag, den die beschwerdeführende Regierung unter ihrer eigenen Verantwortung stellt, kann das Gericht unter den in Ziffer 4 des Artikels XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehenen Bedingungen im Wege einer einstweiligen Verfügung bestimmen, dass dieser Regierung derjenige Betrag ganz oder teilweise zur Verfügung gestellt wird, den sie nach ihrer Angabe in der Form von Sachleistungen nicht hat abnehmen können.

16. In diesem Falle bestimmt das Gericht in seinem Schiedsspruch, zu welchen Bedingungen diese Zahlung auf die kraft des Schiedsspruchs selbst auszuführenden Zahlungen anzurechnen ist, oder unter welchen Bedingungen im entgegengesetzten Falle diese Zahlung durch Sachleistungen ausgeglichen werden muss.

Titel IV.

ORGANISATION.

17. Mit Rücksicht darauf, dass die Gesamtleitung über die Sachleistungen zwei verschiedene Aufgaben in sich schliesst, die Genehmigung der Verträge und die Verwaltung der für Sachleistungen vorbehaltenen Gelder, sollen die beteiligten Gläubigerregierungen und die Deutsche Regierung die Verantwortung für die Genehmigung behalten und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Verwaltung der für Sachleistungen vorbehaltenen Gelder übertragen.

18. Die Genehmigung eines Vertrages ergibt sich aus der erteilten Zustimmung der beteiligten Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung.

19. Die an den Sachleistungen interessierten Gläubigerregierungen und die Deutsche Regierung ernennen je einen Kommissar, der beauftragt ist, sich aller Angelegenheiten auf dem Gebiete der Sachleistungen anzunehmen und alle Aufgaben, die sich aus dieser Verfahrensvorschrift für ihn ergeben, zu erledigen.

Jeder von ihnen bleibt seiner Regierung gegenüber für die genaue Anwendung der darin vorgesehenen Bestimmungen verantwortlich.

Die Kommissare der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslawischen Regierung treten jedes Mal zusammen, wenn nach Ansicht einer an den Sachleistungen interessierten Regierung eine solche Zusammenkunft notwendig ist. Die Einberufung wird von dem Kommissar der Regierung veranlasst, welche die Zusammenkunft vorschlägt.

Dieselben Kommissare treten jedes Jahr, grundsätzlich in der zweiten Hälfte des Mai, zusammen, um die allgemeine Sachlage, wie sie sich aus den von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich übermittelten Statistiken ergibt, zu prüfen.

20. Der Kommissar der Deutschen Regierung hat seinen dauernden Sitz in Paris, wo die Kommissare in allen in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Fällen zusammenkommen. Die Kommissare der Gläubigermächte sind nicht an einen festen Wohnsitz gebunden.

21. Die Verantwortung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich besteht lediglich in den Aufgaben, die sich aus dem ihr übertragenen Auftrag ergeben.

22. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich stellt die Zahlungen sicher, die für die ordnungsmässig genehmigten Verträge zu leisten sind; diese werden ihr vom Kommissar der Deutschen Regierung oder in Ausführung einer schiedsrichterlichen Entscheidung vom Kommissar der beteiligten Gläubigermacht nach den im nachstehenden Titel VII vorgesehenen Bestimmungen übermittelt.

23. Sie führt die gesamten Buchhaltungs- und statistischen Arbeiten aus und übernimmt die gesamten aus diesen Zahlungen sich ergebenden Kontrollen.

24. Im übrigen steht es ihr frei, entsprechend den in Ziffer 28 der Anlage I des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 vorgesehenen Bestimmungen einen beratenden Ausschuss zu bestellen, die der Aufgabe hat, sie über den allgemeinen Gang des Sachleistungsverkehrs zu unterrichten.

Dieser Ausschuss kann jedesmal, wenn er es für zweckmässig erachtet, die Kommissare der Regierungen einberufen, die nicht selbst Mitglieder des Ausschusses sind.

Titel V.

AUFSTELLUNG UND REVISION DER LISTEN.

25. Die Prozente der Liste « C » geben das Verhältnis wieder, in dem der Wert der in der Ware enthaltenen fremden Rohstoffe zu dem Verkaufspreis der Ware, ab Fabrik oder Lager des Verkäufers, steht.

Sie sind auf Grund einer detaillierten Prüfung der Bestandteile des Verkaufspreises der Wareinheit berechnet.

26. Diese Berechnungsweise findet bei jeder Revision der Liste « C » für die Festsetzung der Prozente Anwendung.

In der Liste « C » sind nach jeder Revision die Waren aufzuführen, deren in dieser Weise bestimmter Prozentsatz fünfundzwanzig vom Hundert (25 %) beträgt oder übersteigt.

27. Bei Festsetzung der Liste können indessen die Abweichungen Berücksichtigung finden, die in Übereinstimmung mit den Vorschriften des nachstehenden Titels VII ständig zugelassen worden sind.

28. Die Listen « A » und « C » (Anlage II und IV) können alle zwei Jahre einer Revision unterzogen werden ; die erste Revision kann am 1. April 1932 in Kraft treten:

29. Falls eine der beteiligten Regierungen eine solche Revision wünscht, so hat ihr Kommissar vor dem 1. Februar des Jahres, in dem die Revision stattfinden kann, den Kommissaren der anderen Regierungen davon Mitteilung zu machen und den Zeitpunkt für die Prüfung seines Antrages vorzuschlagen. Er gibt ihnen die Änderungen, die er anregt, bekannt.

30. Bei Empfang dieses Antrages muss jeder der Kommissare mitteilen, ob er andere Änderungen vorschlägt.

Das Revisionskomitee, das aus dem deutschen, belgischen, englischen, französischen, italienischen, japanischen und jugoslawischen Kommissar besteht, tritt in Paris zusammen.

31. Wenn sich die in dieser Sitzung anwesenden Kommissare einigen, so stellen sie die Listen für die folgenden zwei Jahre, beginnend mit dem nächsten 1. April, auf.

32. Wird Einigkeit nicht erzielt, so wird die Frage dem Schiedsrichter vorgelegt, dessen Befugnisse im nachstehenden Artikel 108 festgelegt sind.

Nach Anhörung der betreffenden Parteien stellt der Schiedsrichter die Listen für die nächsten beiden, mit dem folgenden 1. April beginnenden Jahre auf.

33. Das gleiche Verfahren findet gegebenenfalls auf die Festsetzung von Kontingenten der Liste B (Anlage III) Anwendung. Wenn die Deutsche Regierung die Festsetzung solcher Kontingente wünscht, hat ihr Kommissar mindestens zwei Monate vor dem Tage, an dem diese Kontingente in Kraft treten sollen, einen entsprechenden Antrag bei den Kommissaren der Gläubigermächte zu stellen.

Titel VI.

UNMITTELBARE ZAHLUNGEN.

34. Die Zahlungen, welche die Käufer unmittelbar an die Verkäufer ohne Anrechnung auf ein Sachleistungskonto zu bewirken haben, unterliegen folgenden Bestimmungen.

35. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Titels VII dieser Verfahrensvorschrift hat der Käufer für die Lieferung aller Waren, die in der Liste « C » aufgeführt sind, seinem Verkäufer unmittelbar den Teilbetrag des Preises zu bezahlen, der dem für diese Ware in Anwendung des Artikels 25 festgesetzten Prozentsatz entspricht.

36. Falls ein Vertrag den Transport der Ware dem Verkäufer auferlegt und der Transport nicht ausschliesslich mit deutschen Transportmitteln durchgeführt wird, wird eine unmittelbare Zahlung jedesmal geschuldet, wenn der Transportpreis RM. 400.— übersteigt.

37. Wenn die Kosten eines mit nichtdeutschen Mitteln ausgeführten Transportes RM 400.— übersteigen, so hat der Käufer die Zahlung für den Gesamtbetrag unmittelbar an seinen Verkäufer zu bewirken, sofern nicht eine gegenteilige besondere Vereinbarung zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und demjenigen der beteiligten Gläubigerregierung getroffen ist.

38. Dagegen geben mit deutschen Mitteln innerhalb oder ausserhalb Deutschlands ausgeführte Transporte von Waren, die den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden, zu keiner unmittelbaren Zahlung Anlass.

39. Ein Transport unter deutscher Flagge auf dem Fluss-, See- oder Luftwege kann für sich allein den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden, wenn es sich um einen Hin- oder Rücktransport zwischen einem deutschen Hafen und einem in dem Staatsgebiet einer Gläubigermacht, in ihren Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten gelegenen Hafen handelt.

40. Wenn ein Vertrag die Montage der Ware ausserhalb Deutschlands dem Verkäufer auferlegt, so gibt diese Montage nur dann zur einer unmittelbaren Zahlung Anlass, wenn der Wert RM 1.000.— übersteigt, einerlei, ob die Montage ganz oder teilweise von der deutschen Wirtschaft ausgeführt wird.

41. Montage im Sinne dieser Verfahrensvorschrift umfasst : die Aufstellung oder Zusammensetzung von Maschinen und Einrichtungen, deren Teile ganz oder grossenteils im Werk vollendet sind, mit Ausnahme jedoch der Herstellung von Fundamenten und der Ausführung von Maurerarbeiten.

42. Falls der Wert einer ausserhalb Deutschlands ganz oder teilweise von der deutschen Wirtschaft ausgeführten Montage 1.000 RM übersteigt, so gibt diese zu einer unmittelbaren Zahlung in Höhe von fünfzig vom Hundert (50%) dieses Wertes innerhalb folgender Grenzen Anlass :

a) 10% des Vertragspreises für Verträge im Werte unter 200.000 RM.

b) 10% für die ersten 200.000 RM und 5% für den überschüssenden Teil bei Verträgen, deren Wert 200.000 RM übersteigt.

43. Sollte der Gesamtwert der Montage ausserhalb Deutschlands die vorstehenden Grenzen überschreiten, so wird der Mehrbetrag insgesamt der Zahlung hinzugefügt, die unmittelbar vom Käufer an den Verkäufer zu leisten ist.

44. Die vorstehenden Bestimmungen finden auf die Verwendung deutscher Angestellten und Arbeiter ausserhalb Deutschlands keine Anwendung ; hierfür gelten die in den nachstehenden Artikeln 47 und 48 enthaltenen Vorschriften.

45. Wenn ein Vertrag über die Lieferung einer « Gesamtanlage » als Teil dieser Gesamtanlage die Lieferung vorsieht :

a) von Waren, die in der Liste « C » enthalten sind,

b) von Ausstattungsstücken eines Spezialtyps, deren Herstellung in Deutschland nicht üblich ist,

c) von Waren, die in der Anmerkung 3 der Liste « A » aufgeführt sind, vorausgesetzt, dass es sich um Fertigfabrikate handelt.

so gibt die Lieferung dieser Waren zu einer unmittelbaren Zahlung nur dann Anlass, wenn ihr Gesamtwert — ab Werk oder Lager oder franko Werk oder Lager des Verkäufers — zehn vom Hundert (10%) des Gesamtpreises des Vertrages übersteigt.

Unter « Gesamtanlage » im Sinne dieser Verfahrensvorschrift ist eine Einheit von Lieferungen zu verstehen, die bei einem einzigen Lieferanten bestellt und von diesem allein oder unter Beteiligung von Unterlieferanten ausgeführt werden, und zwar im Hinblick darauf, um ihm die Verantwortung für gutes Funktionieren oder für den Nutzeffekt der Lieferung aufzuerlegen (Maschinen, Fabrikausstattungen, Schiffe, u.s.w.).

46. Wenn der Wert, so wie er im vorhergehenden Artikel bestimmt ist, zehn vom Hundert (10%) des Gesamtpreises des Vertrages übersteigt, so hat der Käufer an den Verkäufer unmittelbare Zahlung für die in der Liste « C » enthaltenen Waren nach den Bestimmungen des Artikels 35 dieser Verfahrensvorschrift und für die nach Absatz b) und c) des vorstehenden Artikels in Betracht kommenden Waren in Höhe ihres Gesamtwertes zu leisten.

47. Wenn ein Vertrag die Beschäftigung von deutschen Angestellten oder Arbeitern ausserhalb Deutschlands vorsieht, so ist eine unmittelbare Zahlung in Höhe von vierzig vom Hundert (40%) der Gehälter und Löhne dieses Personals direkt vom Käufer an den Verkäufer zu leisten.

48. Falls indessen die Lebensmittel für das so verwendete Personal aus Deutschland kommen, oder wenn das Personal während der Dauer der Arbeiten in Deutschland wohnt, oder wenn für seine Beköstigung oder Unterbringung vom Käufer und Verkäufer besondere Vorkehrungen auf der Arbeitsstelle getroffen werden, so wird der obige Prozentsatz im Einvernehmen zwischen dem Kommissar der Deutschen

Regierung und der beteiligten Gläubigerregierung ermässigt. Kommt eine Einigung nicht zustande, so erfolgt die Festsetzung des Prozentsatzes durch den im nachstehenden Artikel 108 vorgesehenen Schiedsrichter.

49. Wenn die in einem Verträge vorgesehene Ware mit einer Hypothek, einer bevorrechtigten Forderung oder in irgendeiner anderen Weise zugunsten eines nichtdeutschen Gläubigers belastet ist, und wenn die Lieferung unbelastet zu erfolgen hat, so sind die für die Ablösung der Lasten erforderlichen Zahlungen unmittelbar vom Käufer an den Verkäufer zu leisten.

50. Keine unmittelbare Zahlung ist zu leisten, wenn der Vertrag dem Verkäufer folgende Kosten auferlegt :

a) für die übliche Besichtigung und Überwachung der Waren oder ihrer Herstellung in Deutschland durch Vertreter des Käufers oder durch Aufsichtspersonen von anerkannten Ueberwachungsstellen, falls diese, auch wenn sie selbst nicht deutsch sind, einen Sitz in Deutschland haben.

b) für das Überladen oder Umladen von Waren durch nichtdeutsche Arbeitskräfte oder nichtdeutsches Gerät,

c) für zeitweilige Vorlage von Eingangszöllen oder ähnlichen nichtdeutschen Abgaben,

d) für Garantieleistungen in nichtdeutscher Währung.

51. Wenn ein Vertrag über Vesrichtungen keine Ergänzung einer Lieferung oder einer über Sachleistungskonto zu leistenden Arbeit darstellt, sondern für sich selbst einen Sachleistungsvertrag bildet, so gibt er zu einer direkten Zahlung in Höhe des in jedem Einzelfalle zwischen dem deutschen Kommissar und dem Kommissar der beteiligten Gläubigerregierungen unmittelbar festzusetzenden Betrages Anlass.

Titel VII.

GENEHMIGUNG DER VERTRÄGE.

52. Aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Geldern darf eine Zahlung nur in Ausführung eines vorher im Einvernehmen zwischen der beteiligten Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung genehmigten kommerziellen Vertrages erfolgen.

53. Jeder Vertrag muss eine Klausel des Inhalts enthalten, dass er aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Mitteln zu bezahlen ist.

54. Ein Vertrag im Sinne dieser Verfahrensvorschrift ist :

a) eine vom Verkäufer und Käufer unterschriebene Urkunde,

b) ein festes Angebot, mit oder ohne Kostenanschlag, das vom Käufer durch Brief oder Telegramm vorbehaltlos angenommen ist,

c) eine feste Bestellung, die vom Lieferanten durch Brief oder Telegramm vorbehaltlos angenommen ist.

55. Die Verträge müssen zunächst von der beteiligten Gläubigermacht angenommen werden, die sich vorher darüber vergewissert, dass sie den Bestimmungen der Verfahrensvorschrift entsprechen, und dass auf ihrem Sachleistungskonto genügend freie Mittel zur Verfügung stehen, um die im Verträge vereinbarten Zahlungen zu leisten.

56. Die Verträge werden alsdann in zwei Ausfertigungen dem Kommissar der Deutschen Regierung zugestellt ; die Übermittlung geschieht durch eingeschriebenen Brief oder durch unmittelbare Übergab gegen Quittung eines hierzu ermächtigten Beamten.

57. Der Kommissar der Deutschen Regierung hat innerhalb von drei vollen Werktagen nach dem Tage des Eingangs dem Kommissar, der ihm den Vertrag übersandt hat, mitzuteilen, ob er dem Vertrag mit oder ohne Vorbehalt zustimmt oder ob er seine Ablehnung vorschlägt.

58. Wenn er seinerseits gegen den Vertrag keine Einwendungen erhebt, so unterrichtet er davon die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, der er gleichzeitig ein Exemplar des Vertrages zustellt.

59. Ist der Kommissar der Deutschen Regierung der Ansicht, dass der Vertrag abzuändern oder abzulehnen ist oder dass die im Verträge enthaltenen Angaben ungenügend sind, so gibt er ihn mit seinen zu begründenden Bemerkungen dem Kommissar zurück, der ihn ihm zugestellt hat.

60. Wenn der Kommissar der Gläubigerregierung die Ansicht des deutschen Kommissars nicht teilt, so bringt er die Frage vor den im nachstehenden Artikel 108 vorgesehenen Schiedsrichter, der in letzter

Instanz, nachdem er sich die Bemerkungen des Kommissars der beteiligten Gläubigermacht und des deutschen Kommissars hat darlegen lassen, innerhalb von höchstens acht vollen Werktagen nach dem Tage seiner Anrufung entscheidet.

61. Der Kommissar der Deutschen Regierung kann sich unmittelbar mit dem deutschen Verkäufer in Verbindung setzen, um diejenigen zusätzlichen Angaben oder Abänderungen des Vertrages zu erhalten, die er für nötig hält; er ist jedoch verpflichtet, den Kommissar der Gläubigermacht hiervon zu verständigen, damit dieser seinerseits sich mit dem Käufer ins Benehmen setzen kann.

62. Bei allen derartigen Unterbrechungen des Verfahrens setzt es in denselben Formen und mit demselben Fristenlauf an dem Tage wieder ein, an dem der Kommissar der Gläubigerregierung dem deutschen Kommissar die nötigen Angaben oder das Einverständnis der Parteien über die verlangten Abänderungen des Vertrages mitgeteilt hat.

63. Wird ein Streitfall vor den Schiedsrichtern gebracht, so ist die Entscheidung dem deutschen Kommissar und dem Kommissar der beteiligten Gläubigermacht bekanntzugeben; in diesem Falle kann dieser den Vertrag der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich unmittelbar zustellen, wovon er den deutschen Kommissar zu verständigen hat.

64. Wenn in einem Verträge keine festen Zahlungsdaten festgesetzt sind, hat sich der deutsche Kommissar mit dem Kommissar oder der zuständigen Dienststelle der Gläubigerregierung über die Aufstellung eines Zahlungsplans zu verständigen, der es der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich ermöglicht, die nötigen Mittel für die Zahlungen auf den Vertrag bereitzuhalten.

65. Für jedes Gläubigerland führt die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich Konten, aus denen die Daten und Beträge der für die genehmigten Verträge vorgesehenen Zahlungen sowie die für neue Verträge freibleibenden Quote ersichtlich sind.

Übersichten dieser Konten werden für den 1. und 15. jedes Monats dem Kommissar der beteiligten Gläubigermacht sowie dem deutschen Kommissar übersandt.

66. Bevor ein Vertrag zur Genehmigung vorgelegt wird, muss die beteiligte Gläubigerregierung mit dem Käufer endgültig die Bedingungen vereinbart haben, unter denen dieser Zahlungen aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Geldern erhalten kann.

67. Wenn während der Durchführung eines Vertrages der Käufer diesen Bedingungen nicht nachkommt, bleibt er dem Verkäufer gegenüber aus dem Verträge gemäss den gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen voll verantwortlich, selbst wenn im Vertrag bestimmt ist, dass er nur als Sachleistungsvertrag zur Ausführung kommen soll.

68. In diesem Falle gibt die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf Antrag der beteiligten Gläubigermacht und unter deren Verantwortung die für die Bezahlung dieses Vertrages vorbehaltenen und noch nicht verwendeten Kredite frei.

Der Kommissar der Deutschen Regierung wird hiervon benachrichtigt.

69. Abweichungen von dieser Verfahrensvorschrift können auf Grund von Abmachungen zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und dem Kommissar einer Gläubigerregierung zugelassen werden; sie dürfen jedoch nicht überschreiten:

a) 20 % der für das laufende Jahr zugelassenen Kontingente, soweit solche festgesetzt werden sollen;

b) 30 % der unmittelbaren Zahlungen, die auf Grund eines Vertrages bei genauer Anwendung der Verfahrensvorschrift zu bewirken sein würden.

70. Wenn die in einem Verträge vorgesehenen Bestimmungen andere, vom deutschen Kommissar zugestandene Abweichungen mit sich bringen, so müssen mindestens drei der belgischen, britischen, französischen, italienischen, japanischen und jugoslawischen Kommissare ihre Zustimmung zur vorgeschlagenen Abweichung gegeben haben, damit der Vertrag genehmigt werden kann.

71. Handelt es sich jedoch um eine Abweichung von der Bestimmung über die Wiederausfuhr, die grundsätzlich untersagt bleibt, so ist die Einstimmigkeit dieser sechs Kommissare erforderlich.

72. Der Kommissar der Deutschen Regierung soll, wenn er der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich einen Vertrag übersendet, für den in Anwendung der vorstehenden Artikel 69, 70 und 71 Abweichungen bewilligt worden sind, ein Schreiben beifügen, das die Art der genehmigten Abweichung und die Kommissare bezeichnet, die ihre Zustimmung dazu gegeben haben.

Verträgen, die auf Grund einer schiedsrichterlichen Entscheidung unter den im Artikel 63 vorgesehenen Bedingungen genehmigt worden sind, fügt der Kommissar, der den Vertrag übersendet, eine Abschrift der schiedsrichterlichen Entscheidung bei.

73. Die Statistiken, die die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in Ausführung des Artikels 23 zu führen hat, werden von ihr jeden Monat den Kommissaren sämtlicher Regierungen mitgeteilt und sollen ersichtlich machen :

1. den Gesamtbetrag der Verträge, welche sie im Laufe des vorhergehenden Monats erhalten hat, nach Art der Waren und für jedes interessierte Land. Die Verträge über 5 Millionen RM und damit im Zusammenhang stehende Zusatzverträge sind besonders anzugeben ;
2. die Angaben, die der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich mit den Verträgen in Anwendung der Bestimmungen des Artikels 72 übersandt worden sind.

Titel VIII.

ZAHLUNGEN.

A. Zahlungen auf Sachleistungskonto.

74. Für jede Gläubigermacht wird bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich ein Konto eröffnet, dem alle Beträge gutgeschrieben werden, die diese Regierung entsprechend der angenommenen Übersicht für Sachleistungen vorbehalten muss, und welchem alle Auszahlungen für genehmigte Verträge zur Last geschrieben werden.

75. Der am Ende eines jeden Monats vorhandene Saldo wird den im Laufe des nächsten Monats eröffneten Krediten hinzugefügt ; der Gesamtbetrag stellt darnach die Summe dar, worüber die Gläubigermacht im Laufe dieses Monats für Sachleistungen verfügen kann.

76. Zu Beginn eines jeden Monats werden der Kommissar der Deutschen Regierung und der Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung von dem Kontostand unterrichtet.

77. Vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift können die diesem Konto zugeführten Summen nur für die Bezahlung von Sachleistungsverträgen verwendet werden.

78. Jede Gläubigermacht kann für die Bezahlung ordnungsgemäss genehmigter Sachleistungsverträge über den auf diesem Konto verfügbaren Saldo mit allen im internationalen Handel gebräuchlichen Zahlungsmitteln und insbesondere mit Schecks, Überweisungen und Zeitwechseln frei verfügen.

Die Zahlungen erfolgen durch die Reichsbank in Berlin.

79. Die Gläubigermächte teilen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Namen und Unterschriften der Beamten mit, die zur Ausstellung der Zahlungsaufträge berechtigt sind.

80. Grundsätzlich sollen die Zahlungsaufträge auf Reichsmark lauten. Wenn ein Vertrag bestimmt, dass die Zahlung in der Währung eines anderen Landes als Deutschlands zu erfolgen hat, so hat der Zahlungsauftrag auf diese Währung zu lauten, muss aber die Angabe enthalten : « Zahlbar in Reichsmark ». In diesem Fall wird der Betrag in Reichsmark zum offiziellen Mittelkurse der Berliner Börse vom Vortage des Zahlungstages umgerechnet.

81. Wenn ein Vertrag einen festen Umrechnungskurs vorsieht, so erfolgt die Umrechnung in Reichsmark zu diesem Kurs.

82. Alle Zahlungsaufträge müssen mit der Nummer des Vertrages versehen sein, für den sie ausgestellt sind.

83. Die Schecks werden von der Gläubigerregierung auf den Namen des Verkäufers ausgestellt und dem Käufer zwecks Weitergabe an den Verkäufer übermittelt. Sie können nicht unmittelbar eingezogen werden, sondern sind auf einem Bankkonto zur Auszahlung zu bringen.

84. Die Überweisungsaufträge müssen die Namen des Käufers und Verkäufers sowie das Bankhaus angeben, das mit der Einziehung beauftragt ist.

85. Die Zeitwechsel dürfen eine Laufzeit von nicht weniger als 30 Tagen und nicht mehr als 90 Tagen, vom Ausstellungstage an gerechnet, haben. Sie können nur ausgestellt werden, wenn sie in dem Verträge, für den sie verlangt werden, vorgesehen sind.

Sie werden von der Gläubigerregierung auf die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gezogen. Sie werden nicht akzeptiert.

Sie werden an die Order des Käufers ausgestellt, der sie an den Verkäufer indossieren und ihm unmittelbar übermitteln muss.

Sie tragen den Vermerk : « Zahlbar bei der Reichsbank in Berlin ».

86. Wenn eine Gläubigerregierung, die einen Zeitwechsel begeben hat, zum Zeitpunkt der Fälligkeit nicht über ausreichende Kredite verfügt, um die Wechsel einzulösen, so hat sie zwei Tage vor der vorgesehenen Fälligkeit die erforderlichen Gelder bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bereitzustellen.

Die so gewährte Vorlage wird ihr aus den ersten Krediten, über die sie in der Folgezeit für Sachleistungen verfügt, zurückgezahlt.

87. Die ausstellende Dienststelle und der Kommissar der Deutschen Regierung werden täglich von den geleisteten Zahlungen unterrichtet und erhalten darüber in bestimmten Zeitabschnitten Übersichten.

88. Die näheren Bedingungen für die Zahlungen, welche in Anwendung der vorhergehenden Artikel zu leisten sind, werden im Einvernehmen zwischen Vertretern der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslawischen Regierung und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich getroffen werden, insbesondere insoweit Massnahmen aus Gründen der Sicherstellung dieses Zahlungsverkehrs erforderlich sind.

89. Wenn infolge der Ausführung oder Liquidierung eines Vertrages ein Verkäufer an den Käufer eine Barzahlung zu leisten hat, so hat dieser seiner Regierung davon Mitteilung zu machen und den Verkäufer zu ersuchen, die Zahlung auf das dieser Regierung für Sachleistungen eröffnete Konto zu bewirken.

90. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Zahlungen unter 10.000 Reichsmark und unter 20 % des Vertragswertes, die der Verkäufer nach Begleichung der letzten im Vertrag vorgesehenen Zahlung möglicherweise an den Käufer zu leisten hat, wenn der Vertrag infolgedessen von den Parteien als erledigt angesehen wird. In diesem Falle werden die Zahlungen unmittelbar vom Verkäufer an den Käufer bewirkt.

B. Unmittelbare Zahlungen.

91. Die Bestimmungen des Titels VI dieser Verfahrensvorschrift über die unmittelbare Bezahlung eines Teils des Wertes gewisser Waren oder gewisser Dienstleistungen finden auf einen Vertrag eintretendenfalls Anwendung :

a) auf Grund des Vertrages selbst,

b) zufolge der Entscheidung über die Genehmigung des Vertrages, die als bedingte Genehmigung im Sinne des Titels VII anzusehen ist.

Im ersten Falle muss der Vertrag die Termine und Beträge der unmittelbar zu zahlenden Summen enthalten.

Im zweiten Falle sind die Termine und Beträge der unmittelbaren Zahlungen in der Entscheidung über die Genehmigung derart festzusetzen, dass die unmittelbaren Zahlungen zu den gleichen Zeitpunkten und in demselben Verhältnis wie die Zahlungen über Sachleistungskonto erfolgen.

In beiden Fällen überweist der Käufer die unmittelbaren Zahlungen an den Verkäufer gemäss den gewöhnlichen geschäftlichen Gebräuchen.

92. Die vorstehenden Bedingungen bilden kein Hindernis, dass die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Einvernehmen mit der beteiligten Gläubigermacht die sämtlichen in einem Verträge vorgesehenen Zahlungen bei Fälligkeit sicherstellt. In diesem Falle wird die unmittelbare Zahlung zu den im Vertrag vorgesehenen Bedingungen und Währungen geleistet, jedoch der Gläubigermacht auf einem anderen als dem Sachleistungskonto belastet.

Titel IX.

WIEDERAUSFUHRVERBOT.

93. Jede Gläubigermacht verpflichtet sich, die Wiederausfuhr der von Deutschland als Sachleistungen bezogenen Waren während der Dauer von fünf Jahren nach Möglichkeit zu verhindern.

94. Wiederausfuhr im Sinne dieser Verfahrensvorschrift liegt nicht vor :

a) wenn es sich um Gerät für öffentliche Arbeiten handelt, das im Auslande von einem Unternehmen der Gläubigermacht für eine kurze, ein Jahr nicht übersteigende Zeitdauer Verwendung findet, und die Firma verpflichtet ist, das Gerät in das Gebiet der Gläubigermacht zurückzubringen,

b) wenn die Waren nach den Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten¹ der Gläubigermacht ausgeführt werden,

c) wenn die Waren für Botschaften, Konsulate oder Institute der Gläubigermacht im Auslande bestimmt sind.

d) wenn die Ware in ein anderes Produkt verarbeitet oder weiterverarbeitet wird und ihr Wert nicht mehr als 60% (sechzig vom Hundert) des Wertes der an das Ausland verkauften Ware franco Grenze oder fob Hafen der Gläubigermacht ausmacht.

95. Die Gläubigermächte dürfen keinen Vertrag über Lieferung von Waren zur Genehmigung vorlegen, der nicht folgende vom Käufer unterschriebene Erklärung enthält, oder dem diese Erklärung nicht besonders beigelegt ist :

« Ich verpflichte mich, die Waren, welche den Gegenstand dieses Vertrages bilden, auf die Dauer von 5 Jahren nicht wiederauszuführen.

» Für den Fall, dass ich diese Waren ganz oder teilweise verkaufen sollte, verpflichte ich mich ferner, von meinem Käufer zu verlangen, dass er alle von mir in der vorliegenden Erklärung übernommenen Verpflichtungen übernimmt, und dass er dieselben Verpflichtungen seinen nachfolgenden Erwerbem auferlegt.

» Für den Fall, dass ich eine dieser Verpflichtungen nicht einhalte, erkenne ich an, zwei Jahre lang der Möglichkeit verlustig zu gehen, für von mir abgeschlossene neue Verträge die Zahlung aus Sachleistungsmitteln zu erhalten.

» Folgende Fälle werden nicht als Wiederausfuhr angesehen :

a) wenn es sich um Gerät für öffentliche Arbeiten handelt, das im Auslande von einem Unternehmen der Gläubigermacht für eine kurze, in keinem Falle ein Jahr übersteigende Zeitdauer Verwendung findet, und die Firma verpflichtet ist, das Gerät in das Gebiet der Gläubigermacht zurückzubringen.

b) wenn die Waren nach den Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten der Gläubigermacht ausgeführt werden,

c) wenn die Waren für Botschaften, Konsulate oder Institute der Gläubigermacht im Auslande bestimmt sind,

d) wenn die Ware in ein anderes Produkt verarbeitet oder weiterverarbeitet wird und ihr Wert nicht mehr als 60% (sechzig vom Hundert) des Wertes der an das Ausland verkauften Ware franco Grenze oder fob Hafen der Gläubigermacht ausmacht. »

96. Wenn der Vertrag von der Gläubigerregierung selbst abgeschlossen ist, übersendet sie ihn dem Kommissar der Deutschen Regierung mit der Verpflichtung, die Waren auf die Dauer von 5 Jahren nicht wiederauszuführen und im Falle des Weiterverkaufs von dem Käufer eine Verpflichtung in der im Artikel 95 vorgeschriebenen Form zu verlangen.

97. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen einer Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung über die Frage, ob eine Wiederausfuhr vorliegt oder nicht, wird die Angelegenheit der im nachstehenden Artikel 107 vorgesehenen Gerichtsbarkeit vorgelegt.

Titel X.

VERSTÖSSE GEGEN DAS VERFAHREN UND BETRUG.

98. Die beteiligten Regierungen haben je auf ihrem Staatsgebiet die ihnen erforderlich erscheinenden Massnahmen zu ergreifen, damit die Verträge entsprechend den Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift durchgeführt werden, und im Falle eines vorsätzlichen Verstosses oder Betrugens die Sanktionen zu verhängen, die sie hinsichtlich ihrer Staatsangehörigen für zweckmässig erachten.

¹ Wie in der Vergangenheit greift die Zulassung der Mandatsgebiete zur Aufnahme von Sachleistungen dem juristischen Begriff « Mandat » nicht vor.

99. Der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erwächst keinerlei Verantwortung, wenn während der Ausführung eines Vertrages Betrügereien oder Unregelmässigkeiten begangen werden. Sie ist indessen verpflichtet, dem Kommissar der Deutschen Regierung und dem Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung jede Tatsache mitzuteilen, die ihr einen Betrug oder vorsätzlichen Verstoss gegen diese Verfahrensvorschrift darzustellen scheinen mag.

100. Die Kommissare der Gläubigerregierungen und der Deutschen Regierung unterrichten sich gegenseitig über Untersuchungen, die ihre Regierungen angeordnet haben, um nachzuprüfen, ob hinsichtlich eines Vertrages ein Betrug oder ein vorsätzlicher Verstoss gegen diese Verfahrensvorschrift begangen wurde, und teilen sich die Ergebnisse hierüber mit.

101. Die Regierungen verpflichten sich gegenseitig, alle Erleichterungen zu gewähren, um einen vollen Erfolg der Untersuchungen sicherzustellen, die jede von ihnen durchzuführen sich entschliesst. Infolgedessen tauschen die Kommissare der verschiedenen Länder die Auskünfte aus, die sie besitzen und die ihre Aufgaben erleichtern können.

102. Wenn die Deutsche Regierung oder eine Gläubigerregierung der Ansicht ist, dass einer ihrer Staatsangehörigen sich eines vorsätzlichen Verstosses gegen diese Verfahrensvorschrift oder eines Betruges schuldig gemacht hat, so benachrichtigt sie hiervon durch ihren Kommissar die Kommissare der übrigen Regierungen.

103. Zuzufolge dieser Bekanntgabe kann kein Vertrag, in dem als Vertragspartei die auf diese Weise namhaft gemachte Person erscheint, während zweier Jahre nach dieser Bekanntgabe genehmigt werden.

104. Indessen kann die Regierung, die den Ausschluss eines ihrer Staatsangehörigen verlangt hat, vor Ablauf der oben vorgesehenen zweijährigen Frist seine Streichung von der Ausschlussliste verlangen.

105. Wenn vor der letzten nach einem Vertrag geschuldeten Zahlung der Käufer oder der Verkäufer von seiner Regierung eines vorsätzlichen Verstosses gegen die Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift oder eines Betruges für schuldig erkannt und sein Name gemäss Artikel 102 bekanntgegeben worden ist, kann keine weitere Zahlung aus den Sachlieferungsgeldern für den betreffenden Vertrag bewirkt werden. Die Bezahlung des Vertrages ist alsdann unmittelbar zwischen dem Käufer und Verkäufer zu regeln.

Wenn die vorher ausgezahlten Beträge einen höheren Wert als den Wert der Waren oder Dienstleistungen darstellen, die für die Durchführung des Vertrages geleistet werden müssen, so werden sich die beteiligten Regierungen soweit als irgend möglich bemühen, die Rückzahlung des Unterschiedes auf das Sachlieferungskonto der Gläubigermacht zu erreichen.

106. Um die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels durchzuführen, wird die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich vom Kommissar der Macht, die den Ausschluss ihres Staatsangehörigen ausgesprochen hat, von der Massnahme, die diesen betroffen hat, verständigt.

Titel XI.

SCHIEDSVERFAHREN.

107. Jede Streitigkeit, die zwischen der Deutschen Regierung und einer der Gläubigermächte über die Auslegung dieser Verfahrensvorschrift entsteht, wird vor das in Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehene Schiedsgericht gebracht.

In gleicher Weise wird jede Streitigkeit behandelt, die die Anwendung der Bestimmungen des Titels III betrifft und ebenso der Fall des Artikels 97 dieser Verfahrensvorschrift.

108. Alle anderen Streitigkeiten, zu denen die Anwendung dieser Verfahrensvorschrift Anlass geben könnte, sind einem neutralen Schiedsrichter vorzulegen, der seinen Wohnsitz in Paris hat, und der im Handel oder in der Industrie eine hohe Stellung einnimmt.

Dieser Schiedsrichter wird für zwei Jahre durch einstimmigen Beschluss der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslawischen Regierung oder mangels Einigung vom Vorsitzenden des im vorhergehenden Artikel erwähnten Schiedsgerichts ernannt.

Titel XII.

ÜBERGANGSBESTIMMUNGEN.

109. Jeder Vertrag, der beim Inkrafttreten dieser Verfahrensvorschrift genehmigt ist, wird weiter nach den Grundsätzen der Wallenberg-Vorschrift durchgeführt, mit dem alleinigen Vorbehalt, dass die Zahlungen mittelst Sichtwechsels durch Zahlungen mittelst Schecks, und die bisher bestehenden Dienststellen durch die in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Stellen ersetzt werden.

110. Während der Dauer von zwei Jahren von der Schuldigerklärung ab gerechnet darf kein Vertrag genehmigt werden, der von einem Käufer oder Verkäufer geschlossen ist, über welche die im Titel XII der Wallenberg-Vorschrift vorgesehenen Sanktionen verhängt worden sind.

Titel XIII.

REVISION DER VERFAHRENSVORSCHRIFT.

111. Die vorliegende Verfahrensvorschrift kann auf Verlangen einer der an Sachleistungen beteiligten Mächte einer Revision unterzogen werden; eine solche Revision soll am 1. April des in Betracht kommenden Jahres in Kraft treten.

Eine erstmalige Revision kann im Jahre 1931 stattfinden, die gegebenenfalls später erfolgenden Revisionen in Abständen von zwei Jahren.

112. Die Regierung, die die Revision vorschlägt, hat ihre Absicht allen anderen beteiligten Regierungen vor dem 1. Januar des Jahres bekanntzugeben, in dem die Revision vorgenommen werden kann. Sie muss die Punkte angeben, zu denen Änderungen an der Verfahrensvorschrift angeregt werden, und schlägt ein Datum für die Prüfung ihres Antrages vor.

113. Der Antrag wird von einem Ausschuss geprüft, der aus Kommissaren oder Vertretern der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslawischen Regierung besteht.

114. Eine Änderung dieser Verfahrensvorschrift kann nur durch einstimmigen Beschluss der Mitglieder des gemäß dem vorhergehenden Artikel zusammengesetzten Ausschusses herbeigeführt werden

Titel XIV.

MASSGEBENDE TEXTE.

115. Diese Verfahrensvorschrift ist in französischer, englischer und deutscher Sprache abgefasst. Die drei Texte haben für die Auslegung gleiche Geltung; im Falle der Anrufung des Schiedsverfahrens über die Auslegung und bis zur Entscheidung des Schiedsgerichts soll diejenige Auslegung gelten, die nach dem Urteil der beteiligten Gläubigerregierung die gute Ausführung der Sachleistungen am meisten begünstigt.

ANLAGE I.

Übersicht über die Verteilung der Sachleistungen unter den Gläubigermächten

(welche die Übersicht des § 190 der Anlage VII des Sachverständigen-Plans und diejenige der Anlage zur Unteranlage 2 des Haager Protokolls vom 31. August 1929 ersetzt).

(In Tausend RM.)

	Frankreich			Gross-Britannien Rec. Act.	Italien	Belgien	Japan
	Sachleis- tungen	Rec. Act. (4,95 %)	Zusammen				
Übergangszeit (I. IX. 29-31. III. 30) . . .	272.293,0	21.507,0	293.800	46.036,00	37.000	24.500,00	2.550
Sachleistungsannuitäten							
1. Jahr (I. IV. 30-31. III. 31)	364.090,4	36.609,6	400.700	190.964,00	52.500	33.750,00	5.625
2. Jahr (1931-32)	305.540,0	32.860,0	338.400	186.638,70	52.500	31.500,00	5.250
3. » (1932-33)	306.180,6	30.219,4	336.400	140.718,85	52.500	29.250,00	4.875
4. » (1933-34)	304.506,3	29.693,7	334.200	138.270,60	52.500	27.000,00	4.500
5. » (1934-35)	274.773,4	27.226,6	302.000	126.782,50	52.500	24.750,00	4.125
6. » (1935-36)	225.977,9	23.182,1	249.160	107.948,70	52.500	20.837,50	3.750
7. » (1936-37)	196.314,9	20.545,1	216.860	95.669,70	52.500	17.756,25	3.375
8. » (1937-38)	166.674,6	17.985,4	184.660	83.750,10	52.500	14.675,00	3.000
9. » (1938-39)	137.124,4	15.335,6	152.460	71.411,25	52.500	11.593,75	1.825
10. » (I. IV. 39-31. VIII. 39)	45.274,5	4.710,5	49.985	21.934,60	15.500	637,50	500
Summa	2.598.750,0	259.875,0	2.858.625	1.210.125,00	525.000	236.250,00	39.375
	Jugoslawien	Portugal	Rumänien ¹	Griechenland	Summa Sachleistungen	Rec.-Act.	Insgesamt
Übergangszeit (I. IX. 29-31. III. 30) . . .	26.000	4.600	—	—	366.943,00	67.543,00	434.486,00
Sachleistungsannuitäten							
1. Jahr (I. IV. 30-31. III. 31)	37.500	6.548	9.000	3.000	512.013,40	227.573,60	739.587,00
2. Jahr (1931-32)	35.000	4.800	6.950	2.800	444.340,00	219.498,70	663.838,70
3. » (1932-33)	32.500	4.500	7.150	2.600	439.555,60	170.938,25	610.493,85
4. » (1933-34)	30.000	4.402	6.600	2.400	431.908,30	167.964,30	599.872,60
5. » (1934-35)	27.500	4.125	6.050	2.200	396.023,40	154.009,10	550.032,50
6. » (1935-36)	23.300	3.328	5.500	2.000	337.193,40	131.130,80	468.324,20
7. » (1936-37)	19.400	2.742	4.950	1.800	298.838,15	116.214,80	415.052,95
8. » (1937-38)	16.600	2.156	4.400	1.600	261.605,60	101.735,50	363.341,10
9. » (1938-39)	13.200	1.570	3.850	1.400	223.063,15	86.746,85	309.810,00
10. » (I. IV. 39-31. VIII. 39)	1.500	604	3.300	1.200	68.516,00	26.645,10	95.161,10
Summa	262.500	39.375	57.750	21.000	3.780.000,00	1.470.000,00	5.250.000,00

¹ Sollte zwischen der Rumänischen Regierung und den deutschen Firmen später eine Vereinbarung zustande kommen, die für eine bestimmte Periode eine Überschreitung dieser Jahresbeträge vorsieht, so würde eine entsprechende Verminderung zum Einvernehmen zwischen der Deutschen und der Rumänischen Regierung aufzustellen und auf die übrigen Jahresbeträge zuverlegen sein. Die Verteilung hinsichtlich der übrigen Mächte soll indessen hierdurch nicht geändert werden.

ANLAGE II.

Liste « A ».

VOM SACHLEISTUNGSVERFAHREN AUSGESCHLOSSENE WAREN¹.

Gruppe I. — *a)* Alle Waren fremder Herkunft, die nicht auf deutschem Gebiet verarbeitet worden sind,

b) Alle aus eingeführten Rohstoffen hergestellten Nahrungsmittel²,

c) Gegenstände aus Gold, Platin und Silber³.

Gruppe II. — Industrieerzeugnisse, deren Ausfuhr zur Zeit eines eventuellen Vertragsabschlusses verboten ist⁴.

Gruppe III. — Verschiedene Industrieerzeugnisse :

a) Stahlschrott und Gussbruch (843).

b) Häute und Felle (153-155), Knochen (156 f).

c) Papierspäne, Altpapier u.s.w. (673 a).

d) Leinen-, Baumwollen- u.s.w., Lumpen und alle übrigen zur Papierbereitung dienenden Abfälle von Gespinstwaren und dergl. (543 b).

e) Natürlicher phosphorsaurer Kalk (227 d).

f) Erze (237 a-s).

g) Radium, Radiumsalze, Radiumpräparate (aus 266, aus 317 G, aus 388).

h) Rohholz jeder Art mit Ausnahme von Grubenholz.

Liste « C ».

WAREN, DIE NUR TEILWEISE AUS SACHLEISTUNGSGELDERN BEZAHLT WERDEN DÜRFEN.

Diese Liste ist die bisherige Liste « C » der Wallenberg-Vorschrift, die nachstehende Änderungen erfährt :

<i>a)</i>	Für Holz bleibt das Abkommen vom 3. Juli 1928 in Kraft. Der § 4 wird wie folgt ergänzt :	
	Grubenholz	55
	Telegraphenstangen, nicht imprägniert	60
	Eisenbahnschwellen, Hartholz oder Weichholz, nicht imprägniert	60
<i>b)</i>	Die Positionen 470 <i>a</i> und <i>b</i> werden wie folgt abgeändert :	
	470 <i>a</i> , <i>b</i> und <i>c</i> bis <i>f</i> — Flachs und Hanf, roh, geröstet, gehechelt, gebleicht, gefärbt, gebrochen, geschwungen, entleimt, gereinigt, und Flachswerg (Hede)	95
<i>c)</i>	Die Positionen 890 <i>a</i> und 909 werden wie folgt abgeändert :	
	890 <i>a</i> — Draht (Litzen, Geflechte us.w.) aus unedlen Metallen, unter Ausschluss von Aluminium, oder aus Legierungen unedler Metalle, überzogen, umwickelt, umspinnen oder umflochten, oder in anderer Weise mit Stoffen überzogen, für die Elektrotechnik	35
	909 <i>b</i> — Kabel zur Leitung elektrischer Ströme, unter Ausschluss solcher aus Aluminium, mit Schutzhüllen aus Metall in Form von Hülsen (Mäntel), Blechen, Drähten, Bändern oder dergl.	
	Kabel für Schwachstrom	35
	Kabel für Starkstrom	40
<i>d)</i>	Hinzuzufügen ist : Schiffsschrauben aus Bronze	35
<i>e)</i>	Die nachstehenden Positionen :	
	aus 156 <i>f</i> — Knochen etc.,	
	aus 237 <i>h</i> — Braunstein, und	
	aus 869 <i>f</i> — Magnesium (Metall),	
	sind zu streichen.	

¹ In Klammern sind die Nummern des deutschen statistischen Warenverzeichnisses angegeben.

² Dieses Verbot bezieht sich nicht auf Lebensmittel, die für deutsche Arbeiter bestimmt sind, die auf dem Gebiete einer Gläubigerregierung in Ausführung eines Sachleistungsvertrages arbeiten.

³ Dieses Verbot bezieht sich lediglich auf Gegenstände aus Gold, Platin und Silber, die nicht bei einer Gesamtanlage (Vgl. Titel VI, Art. 45) mitgeliefert werden.

⁴ Es wird klargelegt, dass ein Ausfuhrverbot für Kohle, Koks, Braunkohle und Briketts keine Anwendung auf die Ausfuhr findet, die als Sachleistung erfolgt.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX X.

AGREEMENT FOR AMENDING THE METHOD OF ADMINISTERING "THE GERMAN REPARATION (RECOVERY) ACT, 1921."

Whereas it is desired to adapt the provisions of the Agreement² between Great Britain and Germany for amending the method of administering the "German Reparation (Recovery) Act, 1921", signed on the 3rd April, 1925, to the provisions of the Experts' Plan of 7th June, 1929, as adopted by the final Protocol of the Hague Conference (hereinafter referred to as the New Plan).

Now therefore it is agreed between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the German Reich to substitute for the terms of the above Agreement the following provisions :

I.

The German Government undertake to pay each month on the same dates as the other payments forming the postponable annuity to the Bank for International Settlements for the account of His Britannic Majesty's Government the sterling equivalent of the Reichsmark sums available under the New Plan for transfer by means of the Reparation (Recovery) Act to His Britannic Majesty's Government, provided always that the amounts so paid shall not exceed twenty-six per cent. of the sterling value of the German goods imported into Great Britain during the preceding month but one.

So long as no postponement of transfers is in force the amount of Reichsmarks available each year for transfer under this Agreement shall be the amounts specified in the Annex to this Agreement, representing 23.05 per cent.³ of the total annual amounts of Deliveries in Kind (including deliveries under Reparation Recovery Acts) provided in the New Plan for each of the ten years up to 31st August, 1939. In the event of any postponement of transfer the sum available shall

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. XXXIII, page 383 ; et vol. XXXIX, page 220, de ce recueil.

³ En ce qui concerne la période comprise entre le 1^{er} septembre 1929 et le 31 mars 1932, le pourcentage ci-dessus mentionné a été appliqué au montant total des réparations en nature (y compris les paiements au titre du « Reparation (Recovery Act) » à effectuer au cours de cette période.

ANNEXE X.

ACCORD PORTANT MODIFICATION DES MODALITÉS D'APPLICATION DU « GERMAN REPARATION (RECOVERY) ACT, 1921 ».

Afin d'adapter aux prescriptions du plan des experts du 7 juin 1929, tel qu'il a été adopté dans le Protocole final de la Conférence de La Haye (ci-après dénommé Nouveau Plan), les prescriptions de l'Accord² du 3 avril 1925 entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne portant modification des modalités d'application du « German Reparation (Recovery) Act 1921 », il est convenu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement allemand de substituer aux dispositions de l'accord susvisé les dispositions suivantes :

I.

Le Gouvernement allemand s'engage à payer chaque mois, aux mêmes dates que les autres versements de la partie différable de l'annuité, au compte du Gouvernement de S. M. britannique à la Banque des Règlements internationaux, la contre-valeur en livres sterling des sommes en reichsmarks qui, d'après le Nouveau Plan, seront disponibles pour être transférées au Gouvernement de S. M. britannique au titre du « Reparation (Recovery) Act », étant entendu que les sommes ainsi versées ne dépasseront pas vingt-six pour cent de la valeur en livres sterling des marchandises allemandes importées en Grande-Bretagne au cours de l'avant-dernier mois.

Aussi longtemps qu'aucune suspension de transfert n'est en vigueur, les sommes en reichsmarks disponibles chaque année pour le transfert au titre du présent accord devront être égales aux montants indiqués dans l'annexe au présent accord, lesquels représentent 23,05 pour cent³ des montants totaux annuels des livraisons en nature (y compris les livraisons que prévoient les « Reparation Recovery Acts ») tels qu'ils sont fixés dans le Nouveau Plan pour chacune des dix années

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XXXIII, page 383 ; and Vol. XXXIX, page 220, of this Series.

³ As regards the period from 1st September, 1929, to 31st March, 1932, the above-mentioned percentage has been applied to the sum total of Deliveries in Kind (including Reparation Recovery Act payments) to be effected during this period.

be calculated in accordance with Article III of this Agreement.

Reichsmarks for this purpose shall be Reichsmarks as provided for in the New Plan. The sterling equivalent shall be calculated at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding each payment.

The British Government undertakes in return to cause to be placed at the disposal of the German Government, out of the share of the British Government in the annuities provided for in the New Plan and available for Deliveries in Kind, the amount of Reichsmarks of which the sterling equivalent has been paid by the German Government.

II.

The German Government shall arrange for the collection by the Reichsbank or otherwise from the German exporters of the sterling amounts referred to in Article I above. The British Government agree that, having regard to the undertaking of the German Government given in that Article, the Special Reserve Fund provided for in Article 6 of the Agreement of 3rd April, 1925, shall be dispensed with, and the amount in that Fund shall be placed at the free disposal of the German Government immediately on the coming into force of this Agreement.

III.

The British Government shall at all times during the period of the New Plan have the right to a Reparation (Recovery) Act levy *pari passu* with any deliveries in kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in deliveries in kind (including the quotas under the Reparation Recovery Acts) the quota under the British Reparation (Recovery) Act will amount to 23.05 per cent.

IV.

It is understood that this Agreement merely amends the method of administering the Reparation (Recovery) Act, that payments made under this Agreement shall be regarded as deliveries in kind for the purposes of the deliveries in kind system, and that its provisions are without prejudice to any rights enjoyed by the British Government with regard to that Act under the New Plan. So long however as this agreement continues in force, the relations between Germany and Great Britain

jusqu'au 31 août 1939. Dans le cas d'une suspension de transfert, les sommes disponibles seront calculées conformément à l'article III du présent accord.

Sera réputé reichsmark aux fins du présent accord le reichsmark tel qu'il est défini dans le Nouveau Plan. La contrevaletur en livres sterling sera calculée d'après la moyenne des cours moyens (*Mittelkurs*) à la Bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine qui précède chaque paiement.

Le Gouvernement britannique s'engage, en retour, à faire mettre à la disposition du Gouvernement allemand, par prélèvement sur sa part disponible pour les prestations en nature dans les annuités prévues par le Nouveau Plan, les montants en reichsmarks dont la contrevaletur en livres sterling aura été payée par le Gouvernement allemand.

II.

Le Gouvernement allemand fera le nécessaire pour recueillir des exportateurs allemands les montants en livres sterling mentionnés à l'article I ci-dessus par l'intermédiaire de la Reichsbank, ou par tout autre moyen. Le Gouvernement britannique accepte qu'en considération de l'obligation assumée par le Gouvernement allemand dans l'article I ci-dessus, la réserve spéciale qui était prévue dans l'article 6 de l'accord du 3 avril 1925 soit supprimée et que son montant, immédiatement après la mise en vigueur du présent accord, soit mis à la libre disposition du Gouvernement allemand.

III.

Le Gouvernement britannique aura le droit, à tout moment, pendant la durée du Nouveau Plan, de lever une taxe de réparations *pari passu* avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies pendant un moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestations en nature ou par la voie des « Reparation Recovery Act », la part du « Reparation (Recovery) Act » britannique sera de 23,05 pour cent.

IV.

Il est entendu que le présent accord ne modifie que les modalités d'application du « Reparation (Recovery) Act », que les paiements effectués en vertu de cet accord seront considérés comme des livraisons en nature aux fins du système des livraisons en nature et que ses dispositions ne portent aucune atteinte aux droits du Gouvernement britannique relatifs à cet Act d'après le Nouveau Plan. Toutefois, aussi longtemps que le présent accord demeurera en vigueur, les rapports

with regard to the Reparation (Recovery) Act shall be governed exclusively thereby.

entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne relative-
ment au « Reparation (Recovery) Act » devront
être régis exclusivement d'après ses dispositions.

V.

The present Agreement shall become operative simultaneously with the coming into force of the New Plan. A certified copy thereof shall be transmitted by the parties to the Bank for International Settlements, so that the Bank may take note of its provisions for all purposes under the New Plan.

Done at Berlin the 2nd day of January, 1930.

(Signed) CURTIUS.

(Signed) RUMBOLD.

V.

Le présent accord entrera en vigueur en même temps que le Nouveau Plan. Une copie certifiée en sera remise à la Banque des Règlements internationaux par les Parties contractantes en sorte que ladite banque puisse tenir compte de ses dispositions pour toutes les fins du Nouveau Plan.

Fait à Berlin, le 2 janvier 1930.

(Signé) CURTIUS.

(Signé) RUMBOLD.

ANNEX.

REICHSMARKS AMOUNTS, THE STERLING EQUIVALENT OF WHICH IS PAYABLE BY THE GERMAN GOVERNMENT UNDER ARTICLE I OF THIS AGREEMENT.

	RM.
Period 1st September 1929 to 31st March 1930	46,036,000
Year to 31st March 1931	190,964,000
» » » » 1932	186,638,700
» » » » 1933	140,718,850
» » » » 1934	138,270,600
» » » » 1935	126,782,500
» » » » 1936	107,948,700
» » » » 1937	95,669,700
» » » » 1938	83,750,100
» » » » 1929	71,411,250
Period 1st April to 31st August 1939	21,934,600
Total	1,210,125,000

ANNEXE.

MONTANTS EN REICHSMARKS DONT LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DEVRA VERSER LA CONTREVALEUR EN LIVRES STERLING, CONFORMÉMENT A L'ARTICLE I DU PRÉSENT ACCORD.

	RM.
Période du 1 ^{er} septembre 1929 au 31 mars 1930	46.036.000
Période du 1 ^{er} avril 1930 au 31 mars 1931	190.964.000
Période du 1 ^{er} avril 1931 au 31 mars 1932	186.638.700
Période du 1 ^{er} avril 1932 au 31 mars 1933	140.718.850
Période du 1 ^{er} avril 1933 au 31 mars 1934	138.270.600
Période du 1 ^{er} avril 1934 au 31 mars 1935	125.782.500
Période du 1 ^{er} avril 1935 au 31 mars 1936	107.948.700
Période du 1 ^{er} avril 1936 au 31 mars 1937	95.669.700
Période du 1 ^{er} avril 1937 au 31 mars 1938	83.750.100
Période du 1 ^{er} avril 1938 au 31 mars 1939	71.411.250
Période du 1 ^{er} avril 1939 au 31 août 1939	21.934.600
Total	1.210.125.000

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE X.

ABKOMMEN ÜBER DIE ABÄNDERUNG DES ERHEBUNGSVERFAHRENS NACH DEM « GERMAN REPARATION (RECOVERY) ACT, 1921. »

In dem Wunsche, die Vorschriften des Abkommens zwischen Deutschland und Grossbritannien vom 3. April 1925 über die Abänderung des Erhebungsverfahrens des « German Reparation (Recovery) Act, 1921 » an die Vorschriften des durch das Haager Schluss-Protokoll angenommenen Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 (nachstehend Neuer Plan genannt) anzupassen,

Wird nunmehr zwischen der Deutschen Reichsregierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland vereinbart, die Bestimmungen des erwähnten Abkommens durch die folgenden Vorschriften zu ersetzen :

I.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, den Sterling-Gegenwert der Reichsmarksummen, die nach dem Neuen Plan zur Übertragung an die Königlich Britische Regierung im Wege des Reparation (Recovery) Act verfügbar sind, jeden Monat gleichzeitig mit den anderen Zahlungen der aufschiebbaren Annuität an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Königlich Britischen Regierung zu zahlen, mit der Massgabe, dass diese Zahlungsbeträge 26 vom Hundert des Sterling-Wertes der während des vorletzten Monats nach Grossbritannien eingeführten deutschen Waren nicht übersteigen sollen.

Solange kein Transferaufschub in Kraft ist, sollen die in jedem Jahr für die Übertragung nach diesem Abkommen verfügbaren Reichsmarkbeträge sich auf die in der Anlage zu diesem Abkommen aufgeführten Beträge belaufen, die 23,05 vom Hundert¹ der jährlichen Gesamtbeträge der Sachlieferungen (einschliesslich der Lieferungen nach dem Reparation Recovery Act) darstellen, wie sie im Neuen Plan für jedes der 10 Jahre bis zum 31. August 1939 vorgesehen sind. Im Falle eines Transferaufschubs soll die verfügbare Summe gemäss Artikel III dieses Abkommens berechnet werden.

Als Reichsmark in diesem Sinne gilt die Reichsmark, wie sie im Neuen Plan vorgesehen ist. Der Sterling-Gegenwert soll nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage berechnet werden.

Die Britische Regierung verpflichtet sich demgemäss, die Reichsmarkbeträge, deren Sterling-Gegenwert durch die Deutsche Regierung bezahlt worden ist, aus ihrem Annuitätsanteil, wie er im Neuen Plan für die Sachlieferungen vorgesehen ist, der Deutschen Regierung zur Verfügung stellen zu lassen.

II.

Die Deutsche Regierung wird für die Ansammlung der in Artikel I erwähnten Sterling-Beträge von den deutschen Ausfuhrfirmen durch die Reichsbank oder auf andere Weise Vorkehrungen treffen. Die Britische Regierung ist damit einverstanden, dass mit Rücksicht auf die in jenem Artikel übernommene Verpflichtung der Deutschen Regierung die Sonderrücklage, die in Artikel 6 des Abkommens vom 3. April 1925 vorgesehen war, aufgehoben und ihr Betrag unmittelbar nach Inkrafttreten dieses Abkommens der freien Verfügung der Deutschen Regierung überlassen wird.

III.

Die Britische Regierung soll zu allen Zeiten während der Zeitdauer des Neuen Plans das Recht haben, eine Reparationsabgabe pari passu mit den Sachleistungen, einschliesslich der während eines Moratoriums bewirkten, zu erheben, d.h. von dem Gesamtbetrag, der in einem Jahre in Sachleistungen oder vermittels der Reparationsabgaben übertragen wird, soll der Anteil der britischen Reparationsabgabe sich auf 23,05 vom Hundert belaufen.

¹ *Anmerkung* : Für die Zeit vom 1. September 1929 bis 31. März 1932 ist der genannte Prozentsatz auf die Summen der in dieser Zeit zu leistenden Sachlieferungen und Recovery Act-Zahlungen angewendet.

IV.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass dieses Abkommen nur das Erhebungsverfahren nach dem Reparation (Recovery) Act abändert, dass Zahlungen nach diesem Abkommen als Sachlieferungen im Sinne des Sachlieferungssystems anzusehen sind, und dass seine Bestimmungen die Rechte der Britischen Regierung hinsichtlich dieses Act auf der Grundlage des Neuen Plans nicht berühren. Solange indessen dieses Abkommen in Kraft bleibt, sollen sich die Beziehungen zwischen Deutschland und Grossbritannien hinsichtlich des Reparation Recovery Act ausschliesslich nach diesem Abkommen regeln.

V.

Dieses Abkommen tritt gleichzeitig mit dem Neuen Plan in Kraft.

Eine beglaubigte Abschrift soll durch die vertragschliessenden Teile an die Bank für Internationale Zahlungsausgleich übermittelt werden, damit die Bank von seinen Bestimmungen für alle Zwecke des Plans Kenntnis nimmt.

Geschehen in Berlin am 2. Januar 1930.

(Gez.) CURTUIS.

(Gez.) RUMBOLD.

ANLAGE.

REICHSMARKBETRÄGE, DEREN STERLING-GEGENWERT DURCH DIE DEUTSCHE REGIERUNG GEMÄSS ARTIKEL I DIESES ABKOMMENS ZU ZAHLEN IST :

	R. M.
I. 9. 29—31. 3. 30	46.036.000
I. 4. 30—31. 3. 31	190.964.000
I. 4. 31—31. 3. 32	186.638.700
I. 4. 32—31. 3. 33	140.718.850
I. 4. 33—31. 3. 34	138.270.600
I. 4. 34—31. 3. 35	126.782.500
I. 4. 35—31. 3. 36	107.948.700
I. 4. 36—31. 3. 37	95.669.700
I. 4. 37—31. 3. 38	83.750.100
I. 4. 38—31. 3. 39	71.411.250
I. 4. 39—31. 8. 39	21.934.600
zusammen	1.210.125.000

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE X a.

ACCORD RELATIF AUX MODALITÉS DU PRÉLÈVEMENT SUR LA VALEUR DES IMPORTATIONS ALLEMANDES EN FRANCE.

Afin d'adapter aux prescriptions du Plan des Experts du 7 juin 1929, tel qu'il a été adopté dans le Protocole final de la Conférence de La Haye (ci-après dénommé Nouveau Plan), les prescriptions de la Convention² du 16 mars 1928

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté Britannique.

² Vol. LXXIX, page 121, de ce recueil.

ANNEX Xa.

AGREEMENT REGARDING THE METHOD OF ADMINISTERING THE LEVY ON THE VALUE OF GERMAN IMPORTS INTO FRANCE.

In order to adapt the provisions of the Agreement² between France and Germany regarding the method of administering the levy on the value of German imports into France, signed on the 16 th March, 1928, to the provisions of the Experts'

¹ Translation by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. LXXIX, page 121, of this Series.

entre la France et l'Allemagne relative aux modalités d'application du prélèvement sur les importations allemandes en France, il est convenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand de substituer aux dispositions de la convention susvisée les dispositions suivantes :

I.

Le Gouvernement allemand s'engage à payer chaque mois, par montants mensuels égaux et aux mêmes dates que les autres versements de la partie différable de l'annuité, au compte du Gouvernement français à la Banque des Règlements internationaux, la contre-valeur en francs français des sommes en reichsmarks qui, d'après le Nouveau Plan, seront disponibles pour être transférées au Gouvernement français au titre du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France, étant entendu que les sommes ainsi versées ne dépasseront pas 26 % de la valeur en francs des marchandises allemandes importées en France au cours de l'avant-dernier mois.

Aussi longtemps qu'aucune suspension de transfert n'est en vigueur, les sommes en reichsmarks disponibles chaque année pour le transfert au titre du présent accord devront être égales aux montants indiqués dans l'annexe au présent accord, lesquels représentent 4,95 % des montants totaux annuels des livraisons en nature (y compris les livraisons que prévoient les *Reparations Recovery Acts*) tels qu'ils sont fixés dans le Nouveau Plan pour chaque année jusqu'au 31 août 1939.

Dans le cas d'une suspension de transfert, les sommes disponibles pour le transfert au titre du présent accord, devront être déterminées conformément à l'article III ci-après.

Sera réputé reichsmark aux fins du présent accord le reichsmark tel qu'il est défini dans le Nouveau Plan. La contre-valeur en francs sera calculée d'après la moyenne des cours moyens à la bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine qui précède le jour du paiement.

Le Gouvernement français s'engage, en retour, à mettre à la disposition du Gouvernement allemand par prélèvement sur sa part disponible pour les prestations en nature, dans les annuités prévues par le Nouveau Plan, les montants en reichsmarks dont la contre-valeur de francs français aura été payée par le Gouvernement allemand.

II.

Le Gouvernement allemand fera le nécessaire pour recueillir des exportateurs allemands les montants en francs mentionnés à l'article premier par l'intermédiaire de la Reichsbank, ou par tout autre moyen.

Plan of the 7th June, 1929, as adopted by the Final Protocol of the Hague Conference (hereinafter referred to as the "New Plan"), it is agreed between the German and the French Governments that the following provisions be substituted for the terms of the above Agreement :

I.

The German Government undertake to pay each month on the same dates as the other payments forming the postponable annuity to the Bank of International Settlements for the account of the French Government the equivalent in French francs of the Reichsmark sums available under the New Plan for transfer to the French Government by means of the levy on the value of German imports into France, provided always that the amounts so paid shall not exceed twenty-six per cent. of the value in francs of the German goods imported into France and Algeria during the preceding month but one.

So long as no postponement of transfers is in force, the amount of Reichsmarks available each year for transfer under this Agreement shall be the amounts specified in the Annex to this Agreement, representing 4.95 per cent. of the total annual amounts of Deliveries in Kind (including deliveries under Reparation Recovery Acts) provided in the New Plan for each of the ten years up to 31st August, 1939.

In the event of any postponement of transfer, the sum available shall be calculated in accordance with Article III of this Agreement.

Reichsmarks for this purpose shall be Reichsmarks as provided for in the New Plan. The equivalent in francs shall be calculated at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding each payment.

The French Government undertake in return to cause to be placed at the disposal of the German Government, out of the share of the French Government in the annuities provided for in the New Plan and available for Deliveries in Kind, the amount of Reichsmarks of which the equivalent in francs has been paid by the German Government.

II.

The German Government shall arrange for the collection from the German exporters through the Reichsbank or otherwise of the amounts in francs referred to in Article I above.

Le Gouvernement français accepte qu'en considération de l'obligation assumée par le Gouvernement allemand dans l'article premier ci-dessus, la réserve spéciale qui était prévue dans l'article V de la Convention du 16 mars 1928, soit supprimée et que son montant, immédiatement après la mise en vigueur du présent accord, soit mis à la libre disposition du Gouvernement allemand.

III.

Le Gouvernement français aura le droit, à tout moment, pendant la durée du Nouveau Plan, de lever une taxe de réparations *pari passu* avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies pendant un moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestations en nature ou par la voie des Recovery Acts, la part du Recovery Act français sera de 4,95 %.

IV.

Il est entendu que le présent accord ne modifie que les modalités de perception du prélèvement sur les importations allemandes en France, que les paiements résultant de cet accord sont à considérer comme livraisons en nature aux fins du système des livraisons en nature et que ses dispositions ne portent aucune atteinte aux droits du Gouvernement français relatifs au susdit prélèvement sur la base du Nouveau Plan. Toutefois, aussi longtemps que le présent accord demeurera en vigueur, les rapports entre la France et l'Allemagne relativement au prélèvement sur les importations allemandes en France devront être régis exclusivement d'après ses dispositions.

V.

Le présent accord entrera en vigueur en même temps que le Nouveau Plan. Une copie certifiée en sera remise à la Banque des Règlements internationaux par les Parties contractantes en sorte que la dite banque puisse tenir compte de ses dispositions pour toutes les fins du Nouveau Plan.

Fait à La Haye, le 18 janvier 1930.

(*Signé*) CHÉRON.
(*Signé*) MOLDENHAUER.

The French Government agree that, having regard to the undertaking of the German Government given in Article I above, the Special Reserve Fund provided for in Article 5 of the Agreement of the 16th March, 1928, shall be dispensed with, and the amount in that Fund shall be placed at the free disposal of the German Government immediately on the coming into force of this Agreement.

III.

The French Government shall at all times during the period of the New Plan have the right to a "Reparation (Recovery) Act" levy *pari passu* with deliveries in kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in deliveries in kind or by means of "Reparation (Recovery) Act" levies, the quota of the French "Reparation (Recovery) Act" levy will amount to 4.95 per cent.

IV.

It is understood that this Agreement merely amends the method of collecting the levy on the value of German imports into France, that payments made under this Agreement shall be regarded as deliveries in kind for the purposes of the deliveries in kind system, and that its provisions are without prejudice to the rights enjoyed by the French Government with regard to that levy under the New Plan. So long, however, as this agreement continues in force, the relations between Germany and France with regard to the levy on imports shall be governed exclusively thereby.

V.

The present Agreement shall become operative simultaneously with the coming into force of the New Plan.

A certified copy shall be transmitted by the contracting parties to the Bank for International Settlements, so that the Bank may take note of its provisions for all purposes under the Plan.

Done at The Hague, the 18th day of January 1930.

(*Signed*) CHÉRON.
(*Signed*) MOLDENHAUER.

ANNEXE.

MONTANT EN REICHSMARKS DONT LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DEVRA VERSER LA CONTRE-VALEUR EN FRANCS, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE PREMIER DU PRÉSENT ACCORD.

	RM
I. IX. 29-31. III. 30 . . .	21.507.000
I. IV. 30-31. III. 31 . . .	36.609.600
I. IV. 31-31. III. 32 . . .	32.860.000
I. IV. 32-31. III. 33 . . .	30.219.400
I. IV. 33-31. III. 34 . . .	29.693.700
I. IV. 34-31. III. 35 . . .	27.226.600
I. IV. 35-31. III. 36 . . .	23.182.100
I. IV. 36-31. III. 37 . . .	20.545.100
I. IV. 37-31. III. 38 . . .	17.985.400
I. IV. 38-31. III. 39 . . .	15.335.600
I. IV. 39-31. VIII. 39 . . .	4.710.500
Total . . .	259.875.000

ANNEX.

AMOUNTS IN REICHSMARKS, OF WHICH THE EQUIVALENT IN FRANCS IS PAYABLE BY THE GERMAN GOVERNMENT UNDER ARTICLE I OF THIS AGREEMENT.

Period	R.M.
I. IX. 29 — 31. III. 30 . . .	21,507,000
„ I. IV. 30 — 31. III. 31 . . .	36,609,600
„ I. IV. 31 — 31. III. 32 . . .	32,860,000
„ I. IV. 32 — 31. III. 33 . . .	30,219,400
„ I. IV. 33 — 31. III. 34 . . .	29,693,700
„ I. IV. 34 — 31. III. 35 . . .	27,226,600
„ I. IV. 35 — 31. III. 36 . . .	23,182,100
„ I. IV. 36 — 31. III. 37 . . .	20,545,100
„ I. IV. 37 — 31. III. 38 . . .	17,985,400
„ I. IV. 38 — 31. III. 39 . . .	15,335,600
„ I. IV. 39 — 31. VIII. 39 . . .	4,710,500
	259,875,000

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE XA.

ABKOMMEN ÜBER DAS VERFAHREN DER ABGABENERHEBUNG VOM WERTE DER DEUTSCHEN EINFUHR NACH FRANKREICH.

Um die Vorschriften des Abkommens zwischen Deutschland und Frankreich vom 16. März 1928 über das Erhebungsverfahren für die Abgabe vom Werte der deutschen Wareneinfuhr nach Frankreich an die Vorschriften des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929, wie er durch das Haager Schlussprotokoll angenommen ist (nachstehend Neuer Plan genannt), anzupassen, wird zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung vereinbart, die Bestimmungen des erwähnten Abkommens durch die folgenden Vorschriften zu ersetzen :

I.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, den Gegenwert der Reichsmarksummen, die nach dem Neuen Plan zur Übertragung an die Französische Regierung im Wege der Abgabe vom Werte der deutschen Einfuhr nach Frankreich verfügbar sind, in gleichen Monatsbeträgen gleichzeitig mit den anderen Zahlungen der aufschiebbaren Annuität in französischen Franken an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Französischen Regierung zu zahlen, mit der Massgabe, dass diese Zahlungsbeträge 26 vom Hundert des Frankenwertes der während des vorletzten Monats nach Frankreich und Algier eingeführten deutschen Waren nicht übersteigen.

Solange kein Transferaufschub in Kraft ist, sollen die in jedem Jahr für die Übertragung nach diesem Abkommen verfügbaren Reichsmarkbeträge sich auf die in der Anlage zu diesem Abkommen aufgeführten Beträge belaufen, die 4,95 vom Hundert der jährlichen Gesamtbeträge der Sachlieferungen (einschliesslich der Lieferungen nach den Reparation Recovery Acts) darstellen, wie sie im Neuen Plan für jedes der 10 Jahre bis zum 31. August 1939 vorgesehen sind.

Im Falle eines Transferaufschubs soll die verfügbare Summe gemäss Artikel III dieses Abkommens berechnet werden.

Als Reichsmark in diesem Sinne gilt die Reichsmark, wie sie im Neuen Plan vorgesehen ist. Der Franken-Gegenwert soll nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage berechnet werden.

Die Französische Regierung verpflichtet sich demgemäss, die Reichsmarkbeträge, deren Franken-Gegenwert durch die Deutsche Regierung bezahlt worden ist, aus ihrem Annuitätsanteil, wie er im Neuen Plan für die Sachlieferungen vorgesehen ist, der Deutschen Regierung zur Verfügung zu stellen.

II.

Die Deutsche Regierung wird für die Ansammlung der in Artikel I erwähnten Franken-Beträge von den deutschen Ausfuhrfirmen durch die Reichsbank oder auf andere Weise Vorkehrungen treffen.

Die Französische Regierung ist damit einverstanden, dass mit Rücksicht auf die in obigem Artikel I übernommene Verpflichtung der Deutschen Regierung die Sonderrücklage, die in Artikel V des Abkommens vom 16. März 1928 vorgesehen war, aufgehoben und ihr Betrag unmittelbar nach Inkrafttreten dieses Abkommens der freien Verfügung der Deutschen Regierung überlassen wird.

III.

Die Französische Regierung soll zu allen Zeiten während der Zeitdauer des Neuen Plans das Recht haben, eine Reparationsabgabe *pari passu* mit den Sachleistungen, einschliesslich der während eines Moratoriums bewirkten, zu erheben, d.h. von dem Gesamtbetrag, der in einem Jahre in Sachleistungen oder vermittels der Reparationsabgaben übertragen wird, soll der Anteil der französischen Reparationsabgabe sich auf 4,95 v.H. belaufen.

IV.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass dieses Abkommen nur das Erhebungsverfahren für die Abgabe vom Wert der deutschen Einfuhr nach Frankreich abändert, dass Zahlungen nach diesem Abkommen als Sachlieferungen im Sinne des Sachlieferungssystems anzusehen sind, und dass seine Bestimmungen die Rechte der Französischen Regierung hinsichtlich dieser Abgabe auf der Grundlage des Neuen Plans nicht berühren. Solange indessen dieses Abkommen in Kraft bleibt, sollen sich die Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich hinsichtlich der Einfuhrabgabe ausschliesslich nach seinen Bestimmungen regeln.

V.

Dieses Abkommen tritt gleichzeitig mit dem Neuen Plan in Kraft.

Eine beglaubigte Abschrift soll durch die vertragschliessenden Teile an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich übermittelt werden, damit die Bank von seinen Bestimmungen für alle Zwecke des Plans Kenntnis nimmt.

Geschehen im Haag, den 18 Januar 1930.

(Gez.) MOLDENHAUER.

(Gez.) CHÉRON.

ANLAGE.

REICHSMARKBETRÄGE, DEREN FRANKEN-GEGENWERT DURCH DIE DEUTSCHE REGIERUNG GEMÄSS ARTIKEL I DIESES ABKOMMENS ZU ZAHLEN IST :

	RM.
I. 9.29-31.3.30	21.507.000
I. 4.30-31.3.31	36.609.600
I. 4.31-31.3.32	32.860.000
I. 4.32-31.3.33	30.219.400
I. 4.33-31.3.34	29.693.700
I. 4.34-31.3.35	27.226.600
I. 4.35-31.3.36	23.182.100
I. 4.36-31.3.37	20.545.100
I. 4.37-31.3.38	17.985.400
I. 4.38-31.3.39	15.335.600
I. 4.39-31.8.39	4.710.500
	<u>259.875.000</u>

ANNEXE XI.

GARANTIES POUR L'EMPRUNT EXTÉRIEUR ALLEMAND
1924.

Le Gouvernement du Reich allemand, désirant maintenir intégralement le privilège de premier rang par voie de garantie collatérale créé en faveur de l'emprunt extérieur allemand de 1924 à l'article 5 du General Bond du 10 octobre 1924 sur les revenus bruts du Gouvernement allemand provenant des droits de douanes et des impôts sur le tabac, la bière et le sucre, et sur les revenus nets du Gouvernement allemand provenant du monopole de l'alcool et aussi d'autres impôts, s'il y a lieu, comme le Gouvernement allemand pourra le décider à l'effet d'assurer les contributions budgétaires allemandes aux annuités, a proposé la procédure suivante pour maintenir l'efficacité du privilège de premier rang sur lesdits revenus à partir de et après la cessation du Plan Dawes et pour remplacer la procédure de remise et d'administration desdits revenus en vigueur sous le régime de ce Plan, et les Trustees pour l'emprunt extérieur allemand ont consenti à l'application de la procédure suivante à condition qu'elle soit incorporée comme une Annexe à l'Accord de La Haye de janvier 1930, qu'elle soit dûment ratifiée par le Gouvernement du Reich allemand et que le Plan du Comité des Experts du 7 juin 1929 entre dûment en application.

PROCÉDURE.

Article premier.

Les bureaux de perception d'impôts du Reich allemand continueront à remettre le produit total des cinq revenus qui garantissent collatéralement l'emprunt extérieur allemand de 1924, c'est-à-dire les revenus bruts du Reich allemand provenant des droits de douanes et des impôts sur le tabac, la bière et le sucre, et le revenu net provenant du monopole de l'alcool ; mais ils transféreront le produit total de ces cinq revenus directement au compte des Trustees dudit emprunt à la Reichsbank. Au cas où le Gouvernement allemand, conformément aux termes du paragraphe 132 des annexes du Plan des Experts, désignerait des revenus supplémentaires pour assurer un produit total d'au moins 150 % de la plus forte contribution budgétaire prévue par le présent Plan, les produits de ces revenus additionnels seraient également transférés par les bureaux de perception directement audit compte des Trustees à la Reichsbank.

ANNEX XI.

SECURITIES FOR THE GERMAN EXTERNAL LOAN,
1924.

The Government of the German Reich desiring fully to maintain the first charge by way of collateral security for the German External Loan of 1924, created by Article 5 of the General Bond dated October 10, 1924, upon the gross revenues of the German Government from the customs and from the taxes on tobacco, beer and sugar and from the net revenue of the German Government from the spirits monopoly and also on such other taxes, if any, as may hereafter be assigned by the German Government for the purpose of assuring the German budgetary contributions to the Annuities, has proposed the following system for keeping effective said first charge on said revenues from and after the termination of the Dawes Plan and in substitution for the system of remitting and administering said revenues which has been in effect under the said Plan, and the Trustees of the German External Loan of 1924 have consented to the application of the following system provided it be incorporated as an Annex to the Agreement of the Hague of January 1930 and be duly ratified by the Government of the German Reich and provided the Plan of the Committee of Experts of June 7, 1929, shall be duly carried into effect :

SYSTEM.

Article I.

The tax collecting offices of the German Reich will continue to remit the total proceeds of the five revenues which collaterally secure the German External Loan, 1924, namely, the gross revenues of the German Reich from the customs and from the taxes on tobacco, beer, and sugar, and the net revenue from the spirits monopoly ; but they will remit the total proceeds of these five revenues directly to the account of the Trustees of said Loan at the Reichsbank. In the event that the German Government, in compliance with the terms of paragraph 132 of the Annexes of the Experts' Plan of June 7, 1929, shall assign any additional revenues to assure a total yield of not less than 150 % of the highest budgetary contribution provided for by that Plan, then the proceeds of such additional revenues shall also be remitted by the collecting offices directly to said account of the Trustees at the Reichsbank.

Article II.

Le compte des Trustees à la Reichsbank pourra être, selon leur désir, au nom des Trustees pour l'emprunt extérieur allemand de 1924, ou au nom de la Banque des Règlements internationaux pour le compte des Trustees de l'emprunt extérieur allemand de 1924.

Article III.

Les sommes reçues au compte des Trustees seront à leur disposition, suivant leur désir, à l'effet d'assurer le service régulier de l'emprunt, mais les Trustees donneront à la Reichsbank, au moment de l'ouverture de leur compte à celle-ci, un ordre général de paiement révocable aux fins générales suivantes :

a) Aussitôt que, le 1^{er} ou après le 1^{er} de chaque mois, on aura reçu au compte des Trustees un total de reichsmarks suffisant pour couvrir le montant de devises étrangères requis pour les versements mensuels du service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt (cette somme comprenant toutes les charges, commissions ou autres paiements à faire par le Gouvernement allemand eu égard audit emprunt), qui est payable, suivant les termes du General Bond, à la date du 15 de chaque mois, la Reichsbank sera autorisée sur ce à donner décharge au Gouvernement allemand ou à son ordre de toutes les sommes en reichsmarks constituant les résidus des produits mensuels des revenus transférés postérieurement au compte des Trustees jusqu'au premier jour du 1^{er} mois suivant. De même, lorsqu'il y aura de nouveau au compte des Trustees un total de reichsmarks suffisant pour couvrir le service de paiement de l'emprunt du mois courant, et que le solde des sommes en reichsmarks susvisé aura été de même libéré pour le reste du mois, la même procédure de rétention et de libération mensuelles se répétera mois par mois, pendant la durée de l'emprunt, sauf, naturellement, annulation ou modification des Trustees suivant les dispositions de l'article IV.

b) Le 15 de chaque mois, si et lorsque le versement en devises étrangères alors dû aura été fait, le montant en reichsmarks bloqué antérieurement comme couverture sera alors libéré au compte des Trustees et mis à la disposition du Gouvernement allemand.

c) Si avant le 15 de chaque mois le Gouvernement du Reich choisit d'effectuer par anticipation le versement en devises étrangères payable le 15, aussitôt qu'un tel paiement anticipé aura été effectué aux Trustees, les

Article II.

The account of the Trustees at the Reichsbank may be in the name of the Trustees of the German External Loan, 1924, or, at their election, in the name of the Bank for International Settlements for the account of the Trustees of the German External Loan, 1924.

Article III.

The funds received into the account of the Trustees shall be subject to their disposition, at their discretion, for the purpose of assuring the regular service of the Loan, but the Trustees will, at the time of opening their account at the Reichsbank, issue a revocable standing order to the Reichsbank to the following general effect :

(a) As soon as on or after the first of each month a sufficient number of reichsmarks has been received in the account of the Trustees to cover the amount of foreign currency required for the monthly instalment of the service of the interest on and the redemption of the Loan (including in such sum all charges, commissions or other payments to be made by the German Government in connection with said Loan) which is payable pursuant to the terms of the General Bond on the next succeeding 15th of each said month, the Reichsbank shall be authorised thereupon to release to the German Government, or its order, all reichsmark sums, being the remainder of the monthly proceeds of the revenues thereafter entering into the Trustees' account until the first day of the next month immediately succeeding, when there shall again be similarly retained in the account of the Trustees a sufficient number of reichsmarks to cover the current monthly loan service instalment and there shall be similarly released for the remainder of the month the balance of said reichsmark sums, such continuing system of monthly retention and release to be repeated month after month during the life of the Loan, subject, of course, to revocation or modification by the Trustees, as provided below in Article IV.

(b) On the 15th of each month, if and when the foreign currency instalment then due has been paid, the reichsmark sum previously blocked as cover therefor shall be released from the account of the Trustees and placed at the disposition of the German Government ;

(c) If prior to the 15th of any month the German Government choose to anticipate the foreign currency payment payable on the 15th, then as soon as such payment is made to the Trustees the reichsmarks blocked

reichsmarks bloqués comme couverture seront alors libérés au compte des Trustees et mis à la disposition du Gouvernement allemand.

as cover therefor will be released from the account of the Trustees and placed at the disposition of the German Government.

Article IV.

Cet ordre général de paiement des Trustees à la Reichsbank pourra être annulé ou modifié suivant le désir des Trustees à tout moment où ils estimeront que cette mesure sera nécessaire pour sauvegarder pleinement les droits que le General Bond reconnaît aux porteurs de titres.

Article IV.

This standing order of the Trustees to the Reichsbank may be revoked or modified at the discretion of the Trustees at any time, whenever necessary in their opinion for the purpose of safeguarding fully the rights of the bondholders granted by the General Bond.

Article V.

La précédente procédure de réception de remise et de libération des revenus, entrera en vigueur aussitôt que possible après la cessation légale du Plan Dawes et si possible en même temps. Le Gouvernement allemand est d'accord pour consulter les Trustees à l'effet d'adopter, d'accord avec eux, toutes mesures nécessaires pour effectuer la transition de la procédure passée de remise des revenus à la nouvelle procédure, de façon que le service de l'emprunt soit pleinement assuré pendant cette période de transition.

Article V.

The foregoing system of receiving, remitting and releasing the revenues shall come into effect as soon as possible after the legal termination of the Dawes Plan, and, if practicable, coincidentally therewith. The German Government agrees to consult with the Trustees for the purpose of adopting, in agreement with them, any measures necessary to effect the transition from the past system of remitting the revenues to the new system of remitting the revenues in order that the service of the Loan may be fully protected during any period of transition.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE XI.

SICHERHEITEN FÜR DIE DEUTSCHE ÄUSSERE ANLEIHE VON 1924.

In dem Wunsche, für die deutsche äussere Anleihe von 1924 die erststellige Sicherung völlig aufrecht zu erhalten, welche durch Artikel 5 des General Bond vom 10. Oktober 1924 in der Form der Nebensicherung durch die Roheinnahmen der Reichsregierung aus den Zöllen und aus den Steuern auf Tabak, Bier und Zucker und durch die Reineinnahme der Reichsregierung aus dem Branntweinmonopol, sowie durch etwaige andere Steuern, die künftighin von der Reichsregierung zur Sicherung der Zahlungen aus dem deutschen Haushalt für die Reparationsannuitäten angewiesen werden sollten, geschaffen worden ist, hat die Reichsregierung das folgende Verfahren vorgeschlagen, um die genannte erststellige Sicherung durch die bezeichneten Einnahmen auch nach Beendigung des Dawesplanes wirksam zu erhalten und das unter dem Dawesplan geübte Verfahren der Einzahlung und Verwaltung der bezeichneten Einnahmen zu ersetzen. Die Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe von 1924 haben der Anwendung des nachstehenden Verfahrens zugestimmt, vorausgesetzt, dass es dem Haager Abkommen vom Januar 1930 als Anlage beigefügt und von der Reichsregierung ordnungsgemäss bestätigt wird, und in der ferneren Voraussetzung, dass der Plan des Komitees der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 in Kraft tritt.

Artikel I.

Die Steuerhebestellen des Deutschen Reiches werden auch weiterhin das Gesamtaufkommen der fünf Einnahmen, welche für die deutsche äussere Anleihe von 1924 eine Nebensicherheit bilden, nämlich die Bruttoeinnahmen des Deutschen Reiches aus den Zöllen und aus den Steuern auf Tabak, Bier und Zucker sowie das Nettoeinkommen aus dem Branntweinmonopol abliefern; jedoch werden sie das Gesamtaufkommen aus diesen fünf Einnahmen direkt auf das Konto der Treuhändler besagter

Anleihe bei der Reichsbank abliefern. Für den Fall, dass die deutsche Regierung gemäss den Bestimmungen des Absatzes 132 der Anlagen des Planes der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 zusätzliche Einnahmequellen anweisen sollte, um ein Gesamtaufkommen von mindestens 150 vom Hundert der höchsten in dem genannten Plane vorgesehenen Haushaltszahlung sicherzustellen, sollen die Eingänge aus derartigen zusätzlichen Einnahmequellen ebenfalls von den deutschen Dienststellen unmittelbar auf das genannte Konto der Treuhänder bei der Reichsbank abgeführt werden.

Artikel II.

Das Konto der Treuhänder bei der Reichsbank kann auf den Namen der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe von 1924 oder nach ihrer Wahl auf den Namen der Bank für internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe von 1924 errichtet werden.

Artikel III.

Die auf dem Konto der Treuhänder eingehenden Zahlungen stehen nach dem Ermessen der Treuhänder zu ihrer Verfügung, um den regelmässigen Dienst der Anleihe zu sichern, jedoch werden die Treuhänder zugleich mit der Eröffnung ihres Kontos bei der Reichsbank einen widerruflichen ständigen Auftrag an die Reichsbank wie folgt erteilen :

a) Sobald am 1. oder nach dem 1. Tage eines jeden Monats ein genügender Betrag von Reichsmark auf das Konto der Treuhänder eingezahlt ist, um den Devisenbetrag zu decken, der für die monatliche Ratenzahlung des Dienstes für Zinsen und Tilgung der Anleihe benötigt wird (einschliesslich aller von der deutschen Regierung in Verbindung mit der genannten Anleihe zu tragenden Unkosten, Provisionen oder sonstigen Zahlungen) und der gemäss den Vorschriften des General Bond am folgenden 15. Tage eines jeden Monats zu zahlen ist, soll die Reichsbank ermächtigt sein, ohne weiteres der deutschen Regierung oder an ihre Order alle Reichsmarkbeträge freizugeben, die weiterhin aus den Monatsergebnissen der Einnahmequellen auf das Konto der Treuhänder eingezahlt werden, und zwar bis zum 1. Tage des nächstfolgenden Monats, worauf wiederum in gleicher Weise auf dem Konto der Treuhänder ein genügender Betrag von Reichsmark zurückbehalten werden soll, um die laufende monatliche Ratenzahlung für den Dienst der Anleihe zu decken, und dann soll wiederum in gleicher Weise für den Rest des Monats der überschüssende Betrag an Reichsmarkzahlungen freigegeben werden. Dies Verfahren der monatlichen Zurückhaltung und Freigabe soll sich Monat für Monat während der Laufzeit der Anleihe wiederholen, Widerruf oder Änderung durch die Treuhänder, wie unten in Artikel IV vorgesehen, selbstverständlich vorbehalten.

b) Am 15. eines jeden Monats soll, sobald die fällige Ratenzahlung in Devisen geleistet worden ist, der bisher als Deckung einbehaltenen Reichsmarkbetrag vom Konto der Treuhänder freigegeben und zur Verfügung der Reichsregierung gestellt werden.

c) Wenn vor dem 15. eines jeden Monats die Reichsregierung die am 15. fällige Devisenzahlung im voraus leisten sollte, so werden sofort nach erfolgter Zahlung an die Treuhänder die als Deckung dafür einbehaltenen Reichsmark von dem Konto der Treuhänder freigegeben und zur Verfügung der Reichsregierung gestellt werden.

Artikel IV.

Der vorbezeichnete ständige Auftrag der Treuhänder an die Reichsbank kann nach dem Ermessen der Treuhänder jederzeit widerrufen oder geändert werden, wenn dies ihnen nötig erscheint, um die durch den General Bond den Anleihegläubigern eingeräumten Rechte völlig zu wahren.

Artikel V.

Das vorstehende Verfahren für die Abführung, den Empfang und die Freigabe der Einnahmen soll sobald wie möglich nach der gesetzlichen Beendigung des Dawesplans in Kraft treten und wenn irgend möglich gleichzeitig damit. Die Reichsregierung wird sich mit den Treuhändern ins Benehmen setzen, um Massnahmen zu vereinbaren, die nötig sein sollten, um den Übergang von dem bisherigen Verfahren der Überweisung der Einnahmen auf das neue Verfahren der Überweisung der Einnahmen zu bewerkstelligen, damit der Dienst der Anleihe jederzeit während der Übergangsperiode voll gesichert bleibt.

ANNEXE XII

ARBITRAGE. RÈGLES DE PROCÉDURE.

1. A l'occasion de tout arbitrage la procédure sera réglée par les dispositions du chapitre III de la Convention¹ de La Haye de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, dans la mesure où elles ne sont pas modifiées ci-après ou par les dispositions de l'Accord de La Haye de janvier 1930.

Notamment l'article 85 de la Convention de La Haye recevra application et chaque partie supportera ses propres frais et une fraction égale des frais du Tribunal.

2. Le Tribunal siégera à La Haye ou en tout autre lieu qu'il pourra lui-même désigner.

La date des sessions sera fixée par le président et préavis de quatorze jours au moins sera donné aux Parties.

3. Chacune des Parties nommera un représentant. Toutes communications, soit entre les Parties et le Tribunal, soit entre les Parties, seront faites par l'intermédiaire de ces représentants.

Le Tribunal désignera un secrétaire à qui les communications devront être adressées.

4. La procédure comprendra deux phases :

- L'Instruction écrite ; et
- Les débats oraux.

Les débats oraux seront publics.

5. La Partie demanderesse présentera son mémoire dans un délai de six semaines à compter de la date du compromis ou d'une date à fixer par le président ou par le Tribunal et l'autre Partie présentera son contre-mémoire dans un délai de six semaines à partir du jour où elle aura reçu le mémoire de la demanderesse.

Si une contestation s'élève sur le point de savoir, dans une espèce donnée, quelle Partie est demanderesse, la question sera résolue en procédure sommaire par le président du Tribunal ou tout autre de ses membres désigné à cet effet par le président.

6^o Les mémoires comprennent :

- 1^o Un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;
- 2^o Un exposé de droit ;
- 3^o Les conclusions ;
- 4^o Le bordereau des pièces à l'appui ; ces pièces devront être annexées au mémoire.

Les contre-mémoires comprennent :

- 1^o La reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;
- 2^o Le cas échéant, un exposé additionnel des faits ;

ANNEX XII.

ARBITRATION. RULES OF PROCEDURE.

1. The proceedings in any arbitration shall be governed by the dispositions of Chapter III of The Hague Convention¹ of 1907 for the Pacific Settlement of International Disputes, except in so far as the same are modified by the following provisions or by those of the Agreement of The Hague of January, 1930 :

In particular Article 85 of The Hague Convention shall apply to these proceedings, and each Party shall pay its own expenses and an equal share of those of the Tribunal.

2. The Tribunal shall sit at The Hague or such other place as may be fixed by the Tribunal.

The date of sitting shall be determined by the Chairman and at least fourteen days' previous notice shall be given to the Parties.

3. Each Party shall appoint a representative. Any communication between the Parties and the Tribunal or between the Parties themselves shall be conducted through these representatives.

The Tribunal shall appoint a Secretary to whom communications shall be addressed.

4. The procedure shall consist of two stages :

- (1) Written cases or pleadings ; and
- (2) Oral debates.

The oral discussion shall be public.

5. The Party which is in the position of plaintiff shall deliver its case within six weeks from the date of the special agreement or a date to be fixed by the Chairman or by the Tribunal, and the other Party shall present its counter-case within six weeks from the date on which it receives the case of the first Party.

If any dispute shall arise as to which Party is in the position of Plaintiff in any particular case, the matter shall be decided summarily by the President of the Tribunal or any Member thereof appointed for this purpose by the President.

6. Cases shall contain :

- (1) A statement of the facts on which the claim is based ;
- (2) A statement of law ;
- (3) A statement of conclusions ;
- (4) A list of the documents in support ; these documents shall be attached to the Case.

Counter-Cases shall contain :

- (1) The affirmation or contestation of the facts stated in the Case ;
- (2) A statement of additional facts, if any ;

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

3° Un exposé de droit ;

4° Des conclusions fondées sur les faits énoncés ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence du Tribunal ;

5° Le bordereau des pièces à l'appui ; ces pièces devront être annexées au contre-mémoire.

7. Les Parties auront également le droit de présenter respectivement une réplique et une duplique dans un délai de trois semaines à partir de la réception de l'élément antérieur de procédure.

Tous les mémoires seront imprimés. Six exemplaires au moins seront remis à la Partie adverse et douze exemplaires au moins au Tribunal. Chacune des Parties accusera réception de tout document à la Partie qui l'a remis et informera le Tribunal de la date de réception ; tous documents invoqués à l'appui seront annexés en copies certifiées conformes.

8. Les délais ci-dessus indiqués peuvent être prolongés, soit par accord entre les Parties, soit par décision du président ou du Tribunal.

9. La procédure écrite pourra être rédigée en français, anglais ou, au cas où l'Allemagne est partie, en allemand. Tout membre du Tribunal aura toutefois la faculté de demander que toute pièce de procédure ou autre document (y compris toute traduction) remis dans l'une de ces trois langues soit traduit en une autre de ces langues et que la traduction soit, le cas échéant, dûment certifiée.

10. Aucune des Parties ne pourra avoir, pour chaque question distincte soumise à l'arbitrage, plus de deux avocats.

11. Les avocats pourront plaider en leur propre langue, sous réserve du droit de tout membre du Tribunal ou de la Partie adverse de réclamer une traduction en français et en anglais.

12. Il sera établi des comptes rendus sténographiques de tous les débats oraux et des transcriptions en clair en seront fournies, avec toute la célérité possible, aux membres du Tribunal et aux Parties. L'exécution de la présente clause et la rédaction des procès-verbaux nécessaires incomberont au Secrétaire du Tribunal.

13. Pour tout ce qui concerne l'arbitrage et jusqu'au début des débats oraux, le président ou deux membres du Tribunal, désignés par le président, auront qualité pour prendre, au nom du Tribunal, toutes décisions que celui-ci est autorisé à prendre.

14. Aucune des Parties ne pourra, sans le consentement de l'autre Partie, utiliser, au cours des débats, un document qui n'aura pas été préalablement communiqué à cette dernière.

(3) A statement of law ;

(4) Conclusions based on the facts stated, these conclusions may include counter-claims ; in so far as the latter come within the jurisdiction of the Tribunal ;

(5) A list of the documents in support ; these documents shall be attached to the Counter-Case.

7. The Parties shall also respectively have the right to deliver a reply and rejoinder within three weeks after the receipt of the last preceding pleading.

All cases shall be printed, six copies at least to be delivered to the opposing Party and twelve at least to the Tribunal. Each Party shall acknowledge the receipt of any document to the Party which has delivered it, and shall inform the Tribunal of the date of receipt.

Certified copies of any documents on which reliance is placed shall be annexed to the pleading in which they are referred to.

8. The periods above fixed may be extended either by the agreement of the Parties or by a decision of the Chairman or of the Tribunal.

9. The written proceedings may be in English, French or (where Germany is a Party) in German. It shall, however, be open to any member of the Tribunal to require that any pleading or other document (including any translation) delivered in one of those three languages should be translated into another and, if necessary, duly certified.

10. Not more than two advocates may appear on behalf of each Party for each separate question submitted to arbitration.

11. The advocates may address the Tribunal in their own language, subject to the right of any member of the Tribunal or an opposing Party to require a translation into English or French.

12. Shorthand minutes shall be taken on behalf of the Tribunal of all oral arguments, and transcripts shall be supplied with all possible despatch to the members of the Tribunal and to the Parties. The Secretary of the Tribunal shall be responsible for the execution of this clause and for the preparation of the necessary minutes.

13. For all the purposes of the arbitration up to the commencement of the oral proceedings, the President or any two members of the Tribunal appointed by him shall be qualified to take in the name and on behalf of the Tribunal any decisions which the Tribunal is authorised to take.

14. No Party may, without the consent of the other Party, make use in the course of the discussion of any document which has not been previously communicated to the other Party.

15. Tout membre du Tribunal pourra poser aux Parties, au cours des débats, toutes questions qu'il jugera utiles.

Le Tribunal pourra, à tout moment, jusqu'au prononcé de sa décision, faire usage de tous moyens d'information qu'il jugera nécessaires et il pourra demander toutes notes, mémoires, documents ou explications supplémentaires qu'il jugera désirables.

Toutefois, au cas où le Tribunal voudrait faire usage d'autres moyens d'information que ceux qui lui ont été fournis par les Parties, il leur donnera la faculté de présenter leurs observations à ce sujet.

16. Aucune explication orale ne sera reçue de l'une des Parties si l'autre Partie n'est présente ou n'a été dûment citée.

17. Toute requête ou communication adressée au Tribunal par l'une des Parties sera en même temps communiquée à l'autre Partie.

18. Le secrétaire du Tribunal notifiera à toutes les Parties à l'Accord de La Haye de janvier 1930 toutes procédures instituées devant le Tribunal.

19. Lorsqu'une Puissance signataire ou la Banque des Règlements internationaux estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser au Tribunal une requête aux fins d'intervention.

Faute d'accord entre les Parties, le président, ou tout membre du Tribunal désigné par lui à cet effet, fixera le délai dans lequel la Partie intervenante devra présenter son mémoire.

Sous réserve de toutes dispositions contraires prises par le Tribunal, les règles qui précèdent et les stipulations de l'accord de La Haye de janvier 1930 relatives à l'arbitrage, notamment celles ayant trait à la désignation en certains cas d'un membre additionnel, s'appliqueront à la Partie intervenante comme à toute Partie primitivement en cause.

PROTOCOLE DU 31 AOUT 1929

CONCERNANT L'APPROBATION DE PRINCIPE DU RAPPORT DES EXPERTS, LE RÈGLEMENT DE DIVERSES QUESTIONS RELATIVES À SON APPLICATION ET LA CONSTITUTION DE DIVERS COMITÉS DESTINÉS À EN PRÉPARER LA MISE À EXÉCUTION. SIGNÉ À LA HAYE, LE 31 AOUT 1929.

I. LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DES BELGES, DES GOUVERNEMENTS DE S. M. BRITANNIQUE DANS LE

15. Any member of the Tribunal may put to the Parties during the discussion any questions which he thinks proper. The Tribunal may at any time before reaching a decision employ any means of information which it considers necessary, and may ask for any supplementary notes, memoirs or documents which it thinks desirable. Should, however, the Tribunal resort to other means of information than those supplied by the Parties, it will allow them to submit arguments on the additional information.

16. No oral explanation will be received from either Party unless the other Party is present or has been duly summoned.

17. Any request or communication addressed to the Tribunal by one of the Parties will be communicated at the same time to the other.

18. The Secretary of the Tribunal shall notify all proceedings instituted before the Tribunal to all Parties to The Hague Agreement of January 1930.

19. When any signatory Power or the Bank for International Settlements considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in a case, it may submit a request to the Tribunal to be permitted to intervene as a third Party.

In the absence of an agreement between the Parties, the Chairman or any member of the Tribunal appointed by him for that purpose shall fix the time within which the Party intervening is to deliver his case.

Subject to any contrary decision of the Tribunal, the foregoing rules and the provisions as to Arbitration of the Agreement of The Hague of January 1930, and in particular those relating to the appointment of an additional member in certain cases, shall apply to a Party intervening in the same manner as to the original Parties.

PROTOCOL

CONCERNING THE APPROVAL IN PRINCIPLE OF REPORT OF THE EXPERTS, THE SETTLEMENT OF VARIOUS QUESTIONS CONNECTED WITH ITS APPLICATION AND THE ESTABLISHMENT OF VARIOUS COMMITTEES INTENDED TO PREPARE THE PUTTING INTO FORCE OF THAT REPORT. SIGNED AT THE HAGUE, AUGUST 31, 1929.

I. THE REPRESENTATIVES OF THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERN-

ROYAUME-UNI, DU DOMINION DU CANADA, DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DES INDES, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE S. M. L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DES SERBES-CROATES-SLOVÈNES, ET DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOLOVAQUE, auxquels s'est joint LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, en sa capacité d'observateur, avec des pouvoirs spécifiquement limités,

S'étant assemblés au « Binnenhof », sous la présidence de son Excellence M. Jaspar, premier ministre de Belgique, à l'issue de la première partie de la Conférence qui s'est réunie à La Haye, le 6 août 1929 ;

Le président informe la Conférence que sur toutes les questions politiques figurant à son ordre du jour, accord a été conclu entre les Puissances intéressées.

2. Le Président constate que diverses questions relatives à l'application du Plan du 7 juin 1929, établi à Paris, par le Comité d'Experts, ayant été réglées dans leurs grandes lignes, conformément aux documents qui font l'objet des Annexes I, II, III et IV, tous les gouvernements représentés par des délégués à la Conférence ont accepté, en principe, ledit Plan.

Cependant, certaines délégations réservant leurs droits à l'adhésion définitive, ont formulé, sur quelques points, des observations qui ne font pas obstacle à l'acceptation de principe ci-dessus. Ces observations figureront au procès-verbal de la Commission financière du 30 août 1929.

Le président constate également qu'un accord a été réalisé, aux termes duquel le solde de la partie inconditionnelle des annuités prévues par le Rapport des Experts, dont la répartition devait être adoptée par les gouvernements, serait réparti de la façon suivante :

MENTS IN THE UNITED KINGDOM, THE DOMINION OF CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE DOMINION OF NEW ZEALAND, AND THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, THE CROATS AND THE SLOVENES, AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, accompanied by the REPRESENTATIVE OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA in the capacity of Observer and with specifically limited powers ;

Being assembled at the Binnenhof under the Chairmanship of His Excellency M. Jaspar, Prime Minister of Belgium, on the conclusion of the first stage of the Conference which met at The Hague on the 6 August, 1929 ;

The President informs the Conference that on all the political questions on the agenda of the Conference an agreement has been come to between the Powers interested.

2. The President states that in view of the fact that various questions relative to the application of the Plan of the 7 June, 1929,¹ drawn up in Paris by the Committee of Experts, have been settled in outline in accordance with the documents annexed hereto (Annexes I, II, III and IV), all the Governments represented by delegates at the Conference have accepted the said Plan in principle. Nevertheless, certain delegations, while reserving their right as to final adhesion, have made on certain points observations which do not hinder the above acceptance in principle. These observations figure in the minutes of the meeting of the Financial Commission of the 30 August, 1929.

The President states also that agreement has been reached that the balance of the unconditional part of the annuities under the Experts' Report, the distribution of which was to be settled by the Governments, shall be distributed as follows :

¹ For the Experts' Report see Cmd. 3343.

	Rm.
Empire britannique	55.000.000
Japon	6.600.000
Royaume des Serbes-Croates- Slovènes	6.000.000
Portugal	2.400.000
Total . . Rm.	70.000.000

	Reichsmarks.
The British Empire	55.000.000
Japan	6.600.000
Serb-Croat-Slovene Kingdom	6.000.000
Portugal	2.400.000
Total	70.000.000

3. La Conférence prend note de la constitution du Comité d'organisation pour l'adaptation des lois allemandes établies aux termes du Plan Dawes, conformément à l'Annexe V du Rapport des Experts, et estime qu'il y a lieu de nommer, le plus tôt possible, le Comité pour l'organisation de la Banque des Règlements internationaux, mentionnés dans la Section 3 de l'Annexe I du Rapport des Experts.

3. The Conference notes the appointment of the Organisation Committee for the adaptation of the German Laws set up under the Dawes Plan¹ in accordance with Annex V to the Experts' Report, and considers that the Organisation Committee for the Bank for International Settlements referred to in Section III of Annex I to the Experts' Report should be appointed as soon as possible.

4. La Conférence décide qu'il sera constitué des Comités d'Experts, qui prépareront des propositions détaillées concernant :

4. The Conference decides on the appointment of technical committees charged with the duty of preparing detailed recommendations in regard to :

a) L'établissement, en conformité de l'Annexe II, d'un nouveau règlement de prestations en nature et de toutes mesures indispensables pour assurer, en ce qui concerne ces prestations, le passage du régime actuellement en vigueur au nouveau régime ;

(a) The framing in conformity with Annex II of new regulations for deliveries in kind, and to suggest any steps necessary in connection with the transition from the present to the new system in so far as concerns such deliveries ;

b) Le règlement définitif des comptes réciproques des Puissances créancières concernant les biens cédés et les dettes de libération, ainsi que le règlement définitif des obligations des Puissances débitrices, aux termes des Traités de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly ;

(b) The final settlement of the reciprocal claims of the Creditor Governments in respect of ceded properties and liberation debts, and the final settlement of the liabilities of the Debtor Governments under the Treaties of St. Germain, the Trianon and Neuilly.

La Conférence décide également de constituer un Comité de juristes, qui rédigera les stipulations à insérer dans le Protocole final de mise à exécution du Plan.

The Conference also decides to appoint a Committee of Jurists in order to draft the detailed texts to be embodied in the Final Protocol for putting into force the Experts' Plan.

En outre, et sous le bénéfice des déclarations et des réserves formulées au cours des séances des 30 et 31 août 1929, de la Commission financière et qui seront insérées aux procès-verbaux de ces séances, la Conférence décide de constituer un Comité en vue de la préparation des dispositions nécessaires à la mise en service des recommandations du chapitre IX du Rapport des Experts concernant la liquidation du passé, ainsi que des mesures requises en vue du passage du régime actuel à celui du nouveau Plan.

Furthermore, and subject to the declarations and reservations made in the course of the meetings of the Financial Commission on the 30 and 31 August, 1929, and which are set out in the Minutes of those meetings, the Conference decides on the appointment of a committee charged with the duty of preparing the necessary provisions in order to apply the recommendations of Chapter IX of the Report of the Experts relating to the liquidation of the past and the proposal of the measures required to effect the change from the existing to the new régime.

¹ For the Dawes Plan, see Cmd. 2105.

5. La Conférence prie chacune des Puissances invitantes et le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes de désigner un représentant au Comité qui sera chargé d'établir de nouveaux règlements de prestations en nature ; elle prie également les Gouvernements belge, britannique, français, grec, italien, japonais, polonais, portugais, roumain, serbe-croate-slovène et tchécoslovaque de désigner, s'ils le désirent, deux représentants au Comité qui s'occupera des biens cédés et des dettes de libération, ainsi que des obligations de l'Autriche, de la Bulgarie et de la Hongrie, étant entendu que lorsque ce Comité s'occupera des obligations des Gouvernements autrichien, bulgare ou hongrois, chacun de ces gouvernements sera invité à désigner deux représentants au Comité lorsque ses intérêts seront en jeu.

6. Les Comités constitués par la Conférence se réuniront aux date et lieu qui seront fixés par le président de la Conférence.

7. La Conférence se réunira à nouveau, aux date et lieu que doit fixer le Président, après consultation avec les Puissances invitantes, pour examiner les rapports qui lui sont soumis par tous les Comités précédemment énumérés et pour leur donner telle suite qui pourra être reconnue désirable.

Fait à La Haye, le 31 août 1929.

Le Président :
(Signé) HENRI JASPAR.

Le Secrétaire général :
(Signé) M. P. A. HANKEY.

ANNEXE I.

ARRANGEMENT FINANCIER ENTRE LES DÉLÉGATIONS BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAISE, ITALIENNE, JAPONAISE ET LA DÉLÉGATION ALLEMANDE, POUR AUTANT QUE CELA CONCERNE L'ALLEMAGNE.

Il a été convenu ce qui suit entre les Délégations belge, britannique, française, italienne, japonaise et la Délégation allemande, pour autant que cela concerne l'Allemagne, en vue de réaliser un accord de principe sur l'approbation du Rapport des Experts.

I.

En exécution des alinéas 83 et 84 du Rapport des Experts du 7 juin 1929 et 192 des Annexes, la

5. The Conference requests each of the Inviting Powers and the Kingdom of the Serbs-Croats-Slovenes to nominate a representative for the Committee to frame new Regulations as regards deliveries in kind, and to request the Belgian, British, French, Greek, Italian, Japanese, Polish, Portuguese, Roumanian, Serb-Croat-Slovene and Czechoslovak Governments, if they so desire, to nominate two representatives on the Committee on Ceded Properties and Liberation Debts and the liabilities of Austria, Hungary, Bulgaria, on the understanding that when the Committee deals with the liabilities of the Austrian, Hungarian or Bulgarian Governments, each of those Governments will be invited to nominate two representatives on the Committee when its interests are concerned.

6. The Committees appointed by the Conference will meet at a date and place to be fixed by the President of the Conference.

7. The Conference will reassemble at a date and place to be fixed by the President after consultation with the Inviting Powers for the purpose of considering the Reports which will be submitted to it by all the committees referred to above, and for giving such effect thereto as may be considered desirable.

Done at The Hague, the 31st day of August, 1929.

(Signed) HENRI JASPAR,
President.

(Signed) K. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

ANNEX I.

FINANCIAL AGREEMENT BETWEEN THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE DELEGATIONS, AND THE GERMAN DELEGATION, IN SO FAR AS GERMANY IS CONCERNED.

The Belgian, British, French, Italian and Japanese Delegations, and the German Delegation, in so far as Germany is concerned, have agreed on the following arrangements with a view to securing the approval in principle of the Experts' Report, viz. :

I.

In accordance with paragraphs 83 and 84¹ of the Experts' Report of the 7 June, 1929, and

¹ Cmd. 3343, page 16, paragraph 4.

Grande-Bretagne recevra, sur les paiements dus par l'Allemagne, au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, la somme d'environ 100 millions de marks-or, nécessaire pour lui permettre, avec ce qui lui revient en vertu de ce plan, de compléter la couverture de ses paiements nets à l'extérieur pour l'année se terminant le 31 mars 1930 et de ses frais courants d'occupation jusqu'au 31 août 1929.

En exécution des mêmes dispositions, l'Italie et la Grèce recevront les sommes nécessaires pour compléter la couverture de leurs paiements à l'extérieur pour l'année se terminant le 31 mars 1930, tels qu'ils sont fixés à l'alinéa 93 du Rapport des Experts.

II.

En dehors des paiements visés à l'article précédent, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon n'élèvent et n'élèveront aucune prétention sur les sommes payées ou dues par l'Allemagne au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, y compris la somme de 79 millions de marks-or environ, due en septembre 1929.

En contre-partie, la Belgique et la France garantissent à la Grande-Bretagne, dans la mesure qui les concerne, les paiements prévus à l'article III ci-après et qui leur incombent en vertu de cet article.

III.

Les Gouvernements belge et français garantissent sans réserve le paiement à la Grande-Bretagne, pendant trente-sept ans, à compter de 1929, en plus des annuités que lui assure le Rapport des Experts, d'une annuité de 19,800,000 reichsmarks, payables en livres sterling, à des échéances qui demeurent à fixer. La répartition de cette annuité entre les Gouvernements belge et français fera l'objet d'une Convention spéciale entre eux ; cette convention sera communiquée au Gouvernement britannique.

IV.

De son côté, l'Italie déclarant affecter en faveur de la Grande-Bretagne une partie des créances découlant pour elle des Arrangements du 10 septembre 1919¹ et du 8 décembre 1919², ayant trait aux frais de libération et aux biens cédés, garantis à la Grande-Bretagne, sans réserve, pendant trente-sept ans, à compter de 1919, une annuité de 9 millions de reichsmarks, payables en livres sterling, à des échéances qui demeurent à fixer.

¹ Vol. II, page 21 ; et vol. III, page 261, de ce recueil.

² Vol. II, page 29 ; et vol. III, page 261, de ce recueil.

paragraph 192¹ of the Annexes, Great Britain will receive, out of the payments due by Germany in respect of the last five months of the fifth Dawes Annuity, the amount (estimated at 100 million gold marks) which is required together with her receipts under the Dawes Plan, to cover in full her net debt outgoing during the year ending the 31 March, 1930, and the current costs of the British Army of Occupation up to the 31 August, 1929.

In pursuance of the same provisions, Italy and Greece will receive the sums required to cover in full their debt outgoings during the year ending the 31 March, 1930, as defined in paragraph 93² of the Experts' Report.

II.

Save as provided in the preceding Article, Germany, Great Britain, Italy and Japan make, and will make, no claim on the sums paid or payable by Germany in respect of the last five months of the fifth Dawes Annuity, including the sum of about 79 million gold marks due in September 1929.

In return Belgium and France guarantee to Great Britain to the extent of their liability the payments for which they are responsible in accordance with Article III below.

III.

The Belgian and French Governments guarantee without reserve the payment to Great Britain, in addition to the annuities allocated to her by the Experts' Report, of an annuity of 19,800,000 Reichsmarks for 37 years as from 1929, to be paid in sterling in such instalments as may be agreed. The division of this annuity between the French and Belgian Governments will be the subject of a special agreement between them, which will be communicated to the British Government.

IV.

Italy having undertaken to apply in favour of Great Britain a part of the claims to which she is entitled under the Agreements of the 10 September, 1919³, and the 8 December 1919⁴, in regard to the costs of liberation and the ceded properties, guarantees to Great Britain without reserve a further annuity of 9,000,000 Reichsmarks for 37 years, as from 1929, to be paid in sterling in such instalments as may be agreed.

¹ Cmd. 3343, page 64, paragraph 4.

² Cmd. 3343, page 18, table.

³ Vol. II, page 21 ; and Vol. III, page 261, of this Series.

⁴ Vol. II, page 29 ; and Vol. III, page 261, of this Series.

V.

Pour l'application des deux articles ci-dessus, le reichsmark est défini comme il est dit à l'alinéa 91 du Rapport des Experts ainsi que dans la lettre du Docteur Schacht, en date du 6 juin 1929 (annexe II du Rapport des Experts.)

VI.

Il est entendu que les versements dus à chacun des Gouvernements créanciers de l'Allemagne, au titre de leurs dettes extérieures nettes, seront faits par la Banque des Règlements internationaux aux dates fixées par les divers accords de consolidation pour le payement des annuités des dettes de guerre.

VII.

Le montant de l'annuité inconditionnelle prévue à l'alinéa 89 du Rapport des Experts sera fixé à 612 millions de reichsmarks par an, non compris les montants nécessaires pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Il sera attribué à l'Empire britannique, 55 millions de reichsmarks par an, et au Japon, 6 millions 600,000 reichsmarks par an sur la fraction de cette annuité inconditionnelle non répartie par le Rapport des Experts.

Le Président :

(Signed) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signed) M. P. A. HANKEY.

ANNEXE II.

ACCORD CONCERNANT LES PRESTATIONS
EN NATURE.

I.

Les Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien et japonais se déclarent d'accord sur les points suivants :

1° Un Comité sera constitué par les Gouvernements intéressés en vue de rédiger, conformément aux dispositions de l'alinéa 138 du Rapport des Experts, un nouveau règlement pour les prestations en nature et de suggérer toutes mesures indispensables pour assurer, en

V.

For the purposes of the two preceding Articles, the Reichsmark is defined as in paragraph 91¹ of the Experts' Report and in the letter from Dr. Schacht dated the 6 June, 1929 (Annex 2 to Experts' Report).

VI.

It is agreed that the payments due to each of the Creditor Governments in respect of their net war debts shall be made by the Bank for International Settlements on the dates fixed by the various Funding Agreements for the payment of the war debt annuities.

VII.

The amount of the unconditional annuity provided for in paragraph 89² of Chapter VIII of the Experts' Report shall be fixed at 612,000,000 Reichsmarks a year (excluding whatever sums are required for the service of the German External Loan, 1924). Out of the balance of the unconditional annuity not distributed by the Experts' Report, 55,000,000 Reichsmarks a year will be allocated to the British Empire, and 6,600,000 Reichsmarks to Japan.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

ANNEX II.

AGREEMENT REGARDING DELIVERIES IN KIND.

I.

The Belgian, British, French, German, Italian and Japanese Governments agree upon the following points :

(1) A Committee shall be set up by the Governments concerned in order to draw up in accordance with paragraph 138³ of the Experts' Report new regulations for Deliveries in Kind and to suggest any steps necessary in connection with the transition from the present

¹ Cmd. 3343, page 18, second paragraph.

² Cmd. 3343, page 17, last paragraph.

³ Cmd. 3343, page 26, fourth paragraph.

ce qui concerne ces prestations, le passage du régime actuellement en vigueur au nouveau régime ;

2° Les stipulations de ce règlement seront obligatoires pour la Banque des Règlements internationaux et ne pourront être révisées que par accord entre les gouvernements intéressés ;

3° Le principe du Règlement Wallenberg, relatif à la prohibition de réexportation des marchandises reçues comme prestations en nature, sera maintenu sous le régime du Rapport des Experts ;

4° Le nouveau règlement ne contiendra aucune disposition permettant aux diverses Puissances de disposer d'une portion de leur part de prestations en nature hors de leur propre territoire, dans les conditions prévues par l'alinéa 139 du Rapport des Experts ;

5° Les programmes spéciaux, auxquels se réfère la section 4 de l'Annexe IV du Rapport des Experts, seront soumis à la procédure établie dans l'appendice I ci-joint.

II.

Les Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais se déclarent d'accord pour que les Gouvernements britannique et français aient le droit de faire jouer le Recovery Act, *pari passu*, avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies sous un régime de moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestation en nature ou par la voie des « Recovery Acts », la part du « Recovery Act » britannique sera de 23,05 p. c. et celle du « Recovery Act » français, de 4,95 p. c.

Le Gouvernement allemand fait des réserves en ce qui concerne l'application éventuelle des « Recovery Acts » après l'achèvement du programme des dix premières années prévu par le Rapport des Experts pour les prestations en nature.

III.

Le Gouvernement italien prend, comme Partie du présent Accord, l'engagement d'exécuter l'Arrangement formulé dans l'appendice IX ci-joint, relativement aux importations de charbon en Italie.

Le Président :

(Signed) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signed) M. P. A. HANKEY.

to the new system, in so far as concerns such deliveries.

(2) The provisions of these regulations shall be binding on the Bank for International Settlements and can only be revised by agreement between the Governments concerned.

(3) The principle of the Wallenberg Regulations concerning the prohibition to re-export goods received as Deliveries in Kind shall be maintained under the Experts' Report.

(4) The new regulations shall not contain any measures which would permit the various Powers to dispose of a part of their share in Deliveries in Kind outside their own territories in the manner provided for in paragraph 139¹ of the Experts' Report.

(5) The special programmes referred to in Section 4 of Annex IV to the Experts' Report shall be subject to the procedure laid down in Appendix I.

II.

The Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments agree that the British and French Governments have the right to a Reparation (Recovery) Act levy *pari passu* with any Deliveries in Kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in Deliveries in Kind (including the quotas under the Reparation Recovery Acts), the quota under the British Reparation (Recovery) Act will amount to 23.05 per cent. and the quota under the French Reparation (Recovery) Act to 4.95 per cent. The German Government makes a reserve in so far as concerns the possible application of the Reparation (Recovery) Acts after the expiry of the ten years' programme of Deliveries in Kind laid down in the Expert's Report.

III.

The Italian Government undertakes, as part of the present agreement, to execute the arrangement laid down in Appendix 2 hereto in the matter of imports of coal to Italy.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

¹ Cmd. 3343, page 26, fifth paragraph.

APPENDICE I A L'ANNEXE II.

En vue de sauvegarder les intérêts financiers, commerciaux et économiques des divers gouvernements signataires, la procédure suivante sera appliquée aux programmes spéciaux pour les prestations en nature :

c) Pour le cas où un tel programme spécial comporterait extension, pendant l'une des dix premières années d'application du Rapport des Experts, du programme des prestations en nature établi par le Rapport pour la dite année ;

b) Pour le cas où un tel programme serait établi après les dix premières années.

Ces programmes spéciaux seront soumis à l'approbation d'un Comité qui sera réuni par la Banque des Règlements internationaux et dans lequel chacun des gouvernements signataires pourra avoir un représentant. Ce comité prendra ses décisions à la majorité. Si un membre du Comité considère que les intérêts de son gouvernement tels qu'ils ont été définis plus haut souffrent un préjudice du fait de la décision prise, il pourra en suspendre l'exécution en tout ou partie et porter la décision devant l'arbitre prévu ci-dessus, sous la condition de fournir à l'arbitre un exposé motivé de ses objections dans un délai maximum de sept jours. L'arbitre décidera, dans un délai de quatorze jours, de l'approbation ou du rejet du programme ou de la partie du programme en cause.

L'arbitre sera de nationalité neutre et jouira d'une haute situation commerciale et financière. Il sera nommé par les Gouvernements signataires à l'unanimité, ou, faute d'unanimité, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale.

Le Président :
(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :
(Signé) M. P. A. HANKEY.

APPENDICE II A L'ANNEXE II.

1. Un arrangement, dont le texte est ci-annexé, a été conclu entre la France et l'Italie, permettant d'égaliser, sans modifier le total annuel des prestations en nature allemandes, les montants annuels de prestations en nature à recevoir par l'Italie pendant la période de dix ans.

D'après cet arrangement, la part italienne de prestations en nature, au lieu de varier pendant cette période de 75 à 30 millions de reichsmarks par an, sera fixée au montant de 52,500,000 reichsmarks par an, le maximum des achats italiens de

APPENDIX I TO ANNEX II.

With a view to safeguarding the financial, commercial and economic interests of the several signatory Governments, the following procedure shall be applied to the special programmes for Deliveries in Kind :

(a) In the case any such special programme involving an extension in any of the first ten years of the Experts' Report of the programme of Deliveries in Kind laid down in the Report for that year.

(b) In the case of any special programme after the first ten years.

These special programmes shall be submitted for approval to a Committee, which shall be convened by the Bank for International Settlements and on which each of the signatory Governments may have a representative. This Committee shall take decisions by a majority vote. If a member of the Committee considers that the interests of his Government as defined above are prejudiced by the decision of the Committee, he may suspend the execution thereof in whole or part and refer the decision to the arbitrator provided for hereafter, on condition that he furnishes the arbitrator with a reasoned statement of his objections within a maximum period of seven days. The arbitrator shall give a decision within fourteen days concerning the approval or the rejection of the programme or of the part of the programme in dispute.

The arbitrator shall be of neutral nationality, and shall be of high commercial and financial standing. He shall be appointed by the signatory Governments acting unanimously or, failing unanimity, by the President of the Permanent Court of International Justice.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

APPENDIX II TO ANNEX II.

1. An arrangement has been made between France and Italy under which it becomes possible to equalise, without altering the total yearly amount of Germany's deliveries in kind, the yearly amounts of the deliveries in kind to be taken by Italy during the ten-year period.

Under this arrangement, Italy's allocation of deliveries in kind, instead of varying during that period from 75 to 30 million Reichsmarks a year, will be fixed at the amount of 52 1/2 million Reichsmarks a year ; the peak of the Italian purchases of

charbons en Allemagne au compte des réparations se trouve réduit en conséquence.

2. Comme suite à cet arrangement, le Gouvernement italien s'engage pour le compte des chemins de fer de l'Etat italien :

a) A acheter un million de tonnes de charbon britannique chaque année pendant trois ans à partir du quinze novembre 1929, à un f. o. b. strictement correspondant au prix le plus bas obtenu dans les contrats conclus à peu près à la même époque pour l'achat de charbon britannique de même qualité et comparable aussi sous le rapport de la quantité.

b) A s'abstenir d'importer par mer du charbon de réparation au delà de la quantité maxima de 1,500,000 tonnes par an pendant la dite période de dix ans.

Le Président :

(*Signé*) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(*Signé*) M. P. A. HANKEY.

ANNEXE A L'APPENDICE II.

ARRANGEMENT ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET ITALIEN.

Par application de l'alinéa 136 du Rapport des Experts, les délégations française et italienne ont convenu de modifier les proportions respectives de prestations en nature qui leur sont attribuées par le Rapport des Experts, de telle sorte que la part de l'Italie soit fixée au chiffre constant de 52,500,000 reichsmarks, le montant total ne se trouvant pas modifié.

Aux termes de cet accord, le tableau du Rapport des Experts est modifié, en ce qui concerne la France et l'Italie, de la façon suivante :

	France (en millions de reichsmarks)	Italie
Première année	430,9	52,5
Deuxième »	398,7	52,5
Troisième »	366,4	52,5
Quatrième »	334,2	52,5
Cinquième »	302	52,5
Sixième »	269,8	52,5
Septième »	237,5	52,5
Huitième »	205,3	52,5
Neuvième »	173,1	52,5
Dixième »	140,8	52,5

Le Président :

(*Signé*) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(*Signé*) M. P. A. HANKEY.

coal in Germany on reparations account is therefore reduced.

2. As a result of this arrangement, the Italian Government undertakes, on behalf of the Italian State Railways :

(a) To purchase one million tons of British coal yearly for three years as from the 15 November, 1929, at a price f.o.b. strictly in keeping with the lowest price obtained under contracts which are concluded at about the same time for the sale of British coal of similar quality, and which are comparable also as regards quantity ;

(b) To obtain from importing reparation coal viâ sea over and above the maximum quantity of 1,500,000 tons per annum during the said ten-year period.

(*Signed*) Henri JASPAR,
President.

(*Signed*) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

ANNEX TO APPENDIX II.

ARRANGEMENT BETWEEN THE FRENCH AND ITALIAN GOVERNMENTS.

In application of paragraph 136¹ of the Young Plan, the French and Italian Delegations have agreed to modify the respective proportions of Deliveries in Kind allocated to them by the Experts' Report in such a way that Italy's share should be fixed at the constant figure of 52.5 million Reichsmarks, the total amount remaining unchanged.

Under the terms of this agreement the table of the Experts' Report is modified so far as regards France and Italy in the following way :

	France Million Reichsmarks	Italy Reichsmarks
1st year	430.9	52.5
2nd »	398.7	52.5
3rd »	366.4	52.5
4th »	334.2	52.5
5th »	302	52.5
6th »	269.8	52.5
7th »	237.5	52.5
8th »	205.3	52.5
9th »	173.1	52.5
10th »	140.8	52.5

(*Signed*) Henri JASPAR,
President.

(*Signed*) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

¹ Cmd. 3343, page 26, second paragraph.

ANNEXE III.

ACCORDS SUR LA PÉRIODE DE TRANSITION.

Les gouvernements représentés à la Conférence se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

I.

1. Sous réserve de la mise en vigueur définitive du Rapport des Experts et pour faciliter l'application de l'alinéa 80 de ce Rapport, les Puissances créancières acceptent de ne recevoir, chacune pour sa part dans l'annuité, sur les paiements à faire par l'Allemagne au titre de la période postérieure à la cinquième annuité du Plan Dawes, que les sommes prévues dans la répartition des annuités du Rapport des Experts ;

2. Pour la période intermédiaire jusqu'à la mise en vigueur du Rapport des Experts, l'Allemagne effectuera les paiements du Plan Dawes à l'agent général des Paiements de Réparations :

3. Toutefois, pour l'exécution des versements à partir du 1^{er} octobre jusqu'au 31 décembre 1929, ou jusqu'à la mise en vigueur du Rapport des Experts, si elle intervient avant cette date, l'Agent général des paiements de Réparations prendra, en liaison avec le gouvernement allemand, les mesures nécessaires pour donner à la Trésorerie du Reich, pendant cette période intermédiaire, toutes les facilités compatibles avec le maintien des droits des Puissances créancières.

4. Dans le cas où le Rapport des Experts ne pourrait être mis en vigueur, le présent accord deviendrait caduc et les arriérés résultant de son application seraient payés aux puissances créancières, dans un délai de quatre mois.

II.

1. L'Allemagne contribuera, pour une somme qui ne pourra dépasser 6 millions de reichsmarks, aux frais des Commissions et des organismes du Plan Dawes couverts, jusqu'à présent, sur les annuités Dawes.

2. Cette contribution sera retenue sur les paiements de l'Allemagne pendant la période transitoire, outre le montant des sommes à répartir, conformément au Rapport des Experts ;

ANNEX III.

AGREEMENT UPON THE TRANSITION PERIOD.

The Governments represented at the Conference have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. Subject to the Experts' Report being finally put into force, and with the object of facilitating the application of paragraph 80¹ of the Report, the Creditor Powers agree that the amounts they are to receive out of the payments to be made by Germany in respect of the period after the Fifth Annuity of the Dawes Plan in respect of the share of each in the annuity shall be limited to the amounts laid down in the distribution of the Annuities of the Experts' Report.

2. During the transitional period, until the Experts' Report is put into force, Germany will make the payments provided for in the Dawes Plan to the Agent-General for Reparation Payments.

3. Nevertheless for the payment of the amounts from the 1 October to the 31 December, 1929, or until the coming into force of the Experts' Report, if this takes place before that date, the Agent-General for Reparation Payments shall, in consultation with the German Government, take the necessary steps to afford the Treasury of the Reich, during this transitional period, every possible facility consonant with maintaining the rights of the Creditor Powers.

4. If it should prove impossible to put the Experts' Report into force, the present agreement shall become null and void, and the amounts withheld through its application shall be paid to the Creditor Governments within four months.

Article II.

1. Germany will contribute an amount not to exceed 6 million Reichsmarks to the expenses of the Commissions and the Organisations under the Dawes Plan covered hitherto by the Dawes Annuities.

2. This contribution shall be retained, out of the payments made by Germany during the transitional period, in addition to the sums to be distributed in accordance with the Experts' Report.

¹ Cmd. 3343, page 16, second paragraph.

3. Si des économies sont réalisées par rapport à la somme susvisée de 6 millions de reichsmarks, le montant en sera rétrocédé au Gouvernement allemand.

Le Président :

(Signed) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signed) M. P. A. HANKEY.

3. If savings are realised on this amount of 6 million Reichsmarks, the amount saved will be repaid to the German Government.

(Signed) Henri JASPAR,

President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,

Secretary-General.

ANNEXE IV.

ACCORD SUR LES FRAIS D'OCCUPATION.

Les Gouvernements allemand, belge, britannique et français se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

1^o Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute Commission interalliée des Territoires rhénans), à partir du 1^{er} septembre 1929, seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60 millions de reichsmarks ; le Gouvernement allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de reichsmarks à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront, de leur côté, au capital de ce fonds dans les proportions suivantes :

	Pour cent.
France	35
Grande-Bretagne	12
Belgique	3

2^o Les Puissances occupantes et le Gouvernement allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes leurs créances relatives aux dommages de l'article 6 de l'Arrangement rhénan qui n'auraient pas été payés au 1^{er} septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures, relatives aux prestations et dommages des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan, quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé, de part ni d'autre, aucune réclamation d'ordre financier, à quelque titre que ce soit, pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent, sont notamment :

Leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le "compte spécial" de l'Agent général des paiements de Réparations, visées par l'additif N^o 2 de Bruxelles ; les créances nées d'avances faites par

ANNEX IV.

AGREEMENT UPON COSTS OF OCCUPATION.

The Belgian, British, French and German Governments have agreed upon the following provisions :

(1) The costs of Armies of Occupation (including the Inter-Allied Rhineland High Commission) from the 1 September, 1929, will be provided out of a Reserve Fund fixed at 60 million Reichsmarks. To this fund the German Government will contribute a lump sum of 30 million Reichsmarks once and for all. The Occupying Powers will contribute to the Fund on their side in the following proportions, viz. :

	Per cent.
France	35
Great Britain	12
Belgium	3

(2) The Occupying Powers and the German Government reciprocally abandon all their claims relating to damage under Article 6 of the Rhineland Agreement¹ which shall not have been paid in cash on the 1 September, 1929, and also all present or future credits in regard to services and damages under Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement, whatever be their date. No claim of a pecuniary character on either side shall be raised on any ground in respect of a territory evacuated. The claims waived by the Governments of the Occupying Powers are, in particular, the following :

The claims to any balances outstanding in their favour in the "special account" of the Agent-General for Reparation Payments referred to in the Additif No. II signed at Brussels ; the claims which arise out of

¹ Cmd. 222.

l'Agent général, en vertu de l'article 6 et des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan ; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour les armées d'occupation et imputés sur l'annuité ;

3° Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux Délégations de la Haute Commission interalliée des Territoires rhénans et à leur personnel ;

4° Dans aucun cas, l'Allemagne ne sera obligée de faire aux Gouvernements créanciers des paiements en dehors des sommes susmentionnées, soit pour les armées d'occupation, soit pour la Haute Commission Interalliée des Territoires rhénans, ni fondée à réclamer une fraction quelconque de ces sommes.

Le Président :

(*Signé*) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(*Signé*.) M. P. A. HANKEY.

advances made by the Agent-General in respect of Article 6 and Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement ; and any claims for the sale value of any buildings constructed by the German Government for the occupying armies and charged to the annuity.

(3) The above provisions apply both to the Occupying troops and to the Delegations on the Inter-Allied Rhineland High Commission and their Staffs.

(4) In no case shall Germany be obliged to make any payments to the Creditor Governments over the above-mentioned sums, either for the cost of armies of occupation or for the Inter-Allied Rhineland High Commission, nor entitled to claim any part of these sums.

(*Signed*) Henri JASPAR,
President.

(*Signed*) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ARRANGEMENT

CONCERNANT LA MOBILISATION D'UNE FRACTION DE LA PARTIE NON DIFFÉRABLE DES ANNUITÉS DU NOUVEAU PLAN.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 mars 1931.

Les représentants dûment autorisés des gouvernements signataires prenant en considération, d'une part, l'article 165 du Rapport des Experts qui constate qu'au point de vue des Puissances créancières, un élément essentiel du Nouveau Plan est le fait que l'annuité est payée sous une forme se prêtant à la mobilisation selon les dispositions qu'il institue à cet effet ; d'autre part, l'article 161 du même rapport qui reconnaît la nécessité de rétablir l'autonomie financière de l'Allemagne ;

Sont, dans un esprit de collaboration, convenus de ce qui suit :

UEBEREINKUNFT

ÜBER DIE MOBILISIERUNG FÜR EINEN BRUCHTEIL DES NICHT AUFSCHIEBBAREN TEILS DER ANNUITÄTEN DES NEUEN PLANS.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 23, 1931.

Die gehörig bevollmächtigten Vertreter der unterzeichneten Regierungen

in Anbetracht einserseits des Art. 165 des Sachverständigenplans, der feststellt, dass vom Standpunkt der Gläubigermächte einen wesentlichen Bestandteil des Neuen Plans die Tatsache bildet, dass die Annuität in einer Form bezahlt wird, die zu einer Mobilisierung nach den zu diesem Zweck gegebenen Bestimmungen des Plans geeignet ist ;

in Anbetracht andererseits des Art. 161 desselben Berichts, der die Notwendigkeit anerkennt, die finanzielle Unabhängigkeit Deutschlands wiederherzustellen,

haben im Geiste der Zusammenarbeit folgendes vereinbart :

I.

1. Certains gouvernements créanciers déclarent leur intention de procéder aussitôt que possible à l'émission sur les marchés internationaux d'une ou de plusieurs tranches de Bons de réparations d'un montant global de 300 millions de dollars. Ils se proposent de faire cette émission avant le 1^{er} octobre 1930.

2. Le Gouvernement allemand déclare qu'il ne procédera à aucune émission d'emprunt extérieur à long terme avant le 1^{er} octobre 1930 ou, si l'émission susvisée n'a pu être réalisée avant cette date, avant l'expiration du délai d'un an à partir de la remise à la Banque des Règlements internationaux du certificat de Dette du Reich, sans que cet engagement puisse subsister au delà du 31 mars 1931. Cette déclaration concerne également la Reichspost et la Deutsche Reichsbahngesellschaft.

3. De plus, la déclaration ci-dessus du Gouvernement allemand deviendra caduque dans les cas suivants :

a) Dès la réalisation effective d'opérations de mobilisation portant sur le montant indiqué plus haut ;

b) Deux mois après que la Banque des Règlements internationaux aura fait connaître, conformément aux dispositions de l'article 143 des Annexes du Plan, qu'il lui paraît pratiquement possible de procéder à l'émission du montant envisagé ci-dessus ou d'une émission le complétant, si, du fait des Puissances créancières, cette émission n'a pas été réalisée.

4. Le montant de 300 millions de dollars ci-dessus visé s'entend du produit effectif et non pas de la valeur nominale des titres émis.

5. Le Reich fait savoir qu'en vertu d'un Acte en date du 26 octobre 1929, il a contracté, auprès de la Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam un emprunt de 125 millions de dollars.

Il est entendu que les déclarations ci-dessus ne s'appliquent pas à cet emprunt.

Toutefois, le Gouvernement allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer

I.

1. Einige Gläubigerregierungen erklären ihre Absicht, sobald als möglich zur Emission einer oder mehrerer Abschnitte von Reparationsschuldverschreibungen in einem Gesamtbetrage von 300 Millionen Dollar auf den internationalen Märkten zu schreiten. Sie beabsichtigen, diese Emission vor dem 1. Oktober 1930 vorzunehmen.

2. Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie zu keiner Emission einer auswärtigen langfristigen Anleihe vor dem 1. Oktober 1930, und, wenn die oben bezeichnete Emission vor diesem Tage nicht verwirklicht werden konnte, vor dem Ablauf einer einjährigen Frist schreiten wird, die von der Niederlegung der deutschen Schuldbescheinigung bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich abgerechnet wird. Diese Verpflichtung erstreckt sich jedoch nicht über den 31. März 1931 hinaus. Die vorstehende Erklärung bezieht sich ebenso auf die Reichspost und die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft.

3. Ausserdem wird die obenstehende Erklärung der Deutschen Regierung in folgenden Fällen hinfällig :

(a) mit der tatsächlichen Durchführung der Mobilisierungsmassnahmen für den oben bezeichneten Betrag ;

(b) zwei Monate, nachdem die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf Grund der Bestimmung des Artikels 143 der Anlagen zum Plan mitgeteilt hat, dass es ihr praktisch möglich erscheint, zu einer Emission des oben bezeichneten Betrages oder zu einer Emission, die diesen Betrag auf die volle Höhe bringt, zu schreiten, wenn diese Emission von seiten der Gläubiger-mächte nicht vorgenommen worden ist.

4. Der oben bezeichnete Betrag von 300 Millionen Dollar berechnet sich nach dem tatsächlichen Erlös und nicht nach dem Nennwert der ausgegebenen Wertpapiere.

5. Das Reich gibt bekannt, dass es auf Grund eines Vertrages vom 26. Oktober 1929 bei der Svenska Tändsticke Aktiebolaget in Stockholm und bei der N. V. Financieele Mij. Kreuger und Toll in Amsterdam eine Anleihe von 125 Millionen Dollar abgeschlossen hat.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die oben abgegebenen Erklärungen sich auf diese Anleihe nicht beziehen.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich jedoch, dass die auf Grund dieses Vertrages

en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles.

II.

6. Le Gouvernement allemand se réserve la faculté de participer aux opérations de mobilisation du montant de 300 millions de dollars, visées au paragraphe 1 ci-dessus. Cette participation aura lieu aux conditions d'origine.

7. Ces opérations seront effectuées par l'intermédiaire de la Banque des Règlements internationaux. Leur produit et leur service seront répartis entre les créanciers de réparations pour la part inconditionnelle et le Gouvernement allemand, en proportion de deux tiers pour les premiers et d'un tiers pour le second.

8. Le service de tels emprunts sera assuré conjointement dans les proportions ci-dessus par un prélèvement sur les paiements de réparation et par un versement du Reich à la Banque des Règlements internationaux. Pour chacun de ces emprunts, ce prélèvement et ce versement seront confondus par la Banque des Règlements internationaux dans un compte exclusivement et uniquement affecté au service dudit emprunt.

9. Les contrats d'emprunts de type ci-dessus devront comporter une clause de remboursement anticipé après une période qui ne pourra dépasser dix ans.

10. Si, le Gouvernement allemand ayant déclaré vouloir faire usage de la faculté indiquée plus haut, la collaboration envisagée ne pouvait cependant être obtenue dans la forme ci-dessus décrite, les gouvernements intéressés se déclarent fermement résolus à la réaliser néanmoins en recherchant les solutions pratiques qui pourraient assurer le même résultat.

auszustellenden Schuldverschreibungen des Reichs erst nach dem 30. Juni im Wege der öffentlichen Zeichnung aufgelegt werden.

Das Reich verpflichtet sich im Einvernehmen mit der Svenska Tändsticke Aktiebolaget in Stockholm und der N. V. Financieele Mij. Kreuger und Toll in Amsterdam, deren Zustimmungserklärung den Gegenstand eines besonderen, als Anlage beizufügenden Schreibens bildet, dass der Dienst dieser Anleihe keine Diskriminierung zum Schaden des Dienstes der ungeschützten Annuitäten mit sich bringen wird.

II.

6. Die Deutsche Regierung behält sich die Befugnis vor, an den Mobilisierungsmassnahmen über den oben in Ziffer 1 bezeichneten Betrag von 300 Millionen Dollar teilzunehmen. Diese Teilnahme wird zu den Originalbedingungen stattfinden.

7. Diese Massnahmen werden durch Vermittelung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich durchgeführt werden. Ihr Erlös und ihr Dienst werden unter die Reparationsgläubiger des ungeschützten Teiles und die Deutsche Regierung im Verhältnis von zwei Dritteln für die letzteren verteilt werden.

8. Der Dienst solcher Anleihen wird gemeinschaftlich und zwar in dem genannten Verhältnis durch eine Abhebung von den Reparationszahlungen und durch eine Zahlung des Reiches an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich sichergestellt werden. Für jede dieser Anleihen werden diese Abhebung und diese Zahlung von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf einem ausschliesslich und allein für den Dienst dieser Anleihe bestimmten Konto zusammengefasst werden.

9. Die Anleiheverträge der oben bezeichneten Art sollen eine Klausel für ein vorzeitiges Ablösungsrecht spätestens vom 10. Jahre ab vorsehen.

10. Wenn die Deutsche Regierung erklärt hat, von der oben bezeichneten Befugnis Gebrauch machen zu wollen, und danach die in Aussicht genommene Zusammenarbeit trotzdem in der oben bezeichneten Form nicht verwirklicht werden könnte, so erklären die beteiligten Regierungen, fest entschlossen zu sein, sie dennoch in die Tat umzusetzen, indem sie die praktischen Lösungen suchen, die dasselbe Ergebnis sicherstellen könnten.

Les textes allemand et français du présent arrangement feront également foi.

Der deutsche und der französische Text dieses Abkommens sind in gleicher Weise massgebend.

Pour le Gouvernement du Reich allemand :

MOLDENHAUER.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

Philip SNOWDEN.

Pour le Gouvernement de la République française :

Henri CHÉRON.

LOUCHEUR.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie :

A. MOSCONI.

A. PIRELLI.

SUVICH.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. ADATCI.

K. HIROTA.

Pour le Gouvernement de la République de Portugal :

R. ULRICH.

Tomaz FERNANDES.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

Dr V. MARINKOVITCH.

Const. FOTITCH.

Für die Deutsche Regierung :

MOLDENHAUER.

Für die Grossbritannische Regierung :

Philip SNOWDEN.

Für die Französische Regierung :

Henri CHÉRON.

LOUCHEUR.

Für die Italienische Regierung :

SUVICH.

A. PIRELLI.

Antonio MOSCONI.

Für die Japanische Regierung :

M. ADATCI.

K. HIROTA.

Für die Portugiesische Regierung :

Tomaz FERNANDES.

R. ULRICH.

Für die Jugoslavische Regierung :

Dr. V. MARINKOVITCH.

Const. FOTITCH.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

ANLAGE.

DER REICHSMINISTER DER FINANZEN.

HAAG, den 17. Januar 1930.

SEHR GEEHRTER HERR KREUGER,

Die Deutsche Regierung hat den Gläubigermächten gegenüber die folgende Erklärung abgegeben :

« Le Gouvernement allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

» Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger & Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles. »

Ich bitte, mir zu bestätigen, dass die Svenska Tändsticke Aktiebolaget Stockholm, die Sie vertreten, mit dieser Erklärung einverstanden ist, und dass Sie das Einverständnis der N. V. Financieele Mij. Kreuger & Toll Amsterdam herbeiführen werden.

MOLDENHAUER.

Herrn Ivar Kreuger,
Haag, Park-Hotel.

HAAG, den 17. Januar 1930.

SEHR GEEHRTER HERR MINISTER,

Ich habe Ihr geehrtes Schreiben vom 17. Januar erhalten und erlaube mir hiermit zu bestätigen, dass die Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm, die ich vertrete, mit der Erklärung, die Sie den Gläubigermächten gegenüber gemacht haben, einverstanden ist, und dass ich das Einverständnis der N. V. Financieele Mij. Kreuger & Toll d'Amsterdam herbeiführen werde.

Mit verbindlichstem Gruss.

Ivar KREUGER.

Herrn Reichsminister der Finanzen,
Professor Dr. Moldenhauer,
z. Zt. den Haag.

ANNEXE

LE MINISTRE DES FINANCES DU REICH.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

CHER MONSIEUR KREUGER,

Le Gouvernement allemand a fait aux Puissances créancières la déclaration suivante :

« Le Gouvernement allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

» Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles. »

Je vous prie de bien vouloir me confirmer que la « Svenska Tändsticke Aktiebolaget » de Stockholm, que vous représentez, approuve cette déclaration et que vous prendrez les mesures nécessaires pour obtenir l'approbation de la « N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll » d'Amsterdam.

MOLDENHAUER.

Monsieur Ivar Kreuger,
Park-Hotel,
La Haye.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 17 janvier et me permets de vous confirmer que la « Svenska Tändsticke Aktiebolaget » de Stockholm, que je représente, approuve la déclaration faite par vous aux Puissances créancières et que je prendrai les mesures nécessaires pour obtenir l'approbation de la « N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll » d'Amsterdam.

Veillez agréer, etc.

Ivar KREUGER.

Monsieur le Dr Moldenhauer,
Professeur,
Ministre des Finances du Reich,
actuellement à La Haye.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ARRANGEMENT

AS TO THE FINANCIAL MOBILISATION OF THE GERMAN ANNUITIES.

The duly authorised representatives of the signatory Governments taking into consideration on the one hand, Article 165 of the Experts' Report which states that from the point of view of the Creditor Powers, an essential aspect of the New Plan is in the fact that the Annuity is paid in a manner lending itself to mobilisation in accordance with the provisions laid down in this respect; and on the other hand, Article 161 of the same report which recognises the necessity to re-establish the financial autonomy of Germany ;

Have agreed, in a spirit of collaboration, upon the following :

I.

1. Certain Creditor Governments state their intention to proceed, as soon as possible, with the issue on the international markets of one or more tranches of reparation bonds of a total amount of 300 million dollars. They propose to make this issue before the 1st October, 1930.

3. The German Government declares that it will not issue any external long term loan before the 1st October, 1930, or, if the issue referred to in the preceding paragraph has not taken place before this date, before the expiry of one year from the date of the delivery to the Bank for International Settlements of the Debt Certificate of the Reich, on the understanding that this undertaking shall not extend beyond the 31st March, 1931. This declaration concerns also the Reichspost and the German Railway Company.

3. Moreover, the above-mentioned declaration of the German Government lapses in the following cases :

(a) Immediately upon the effective accomplishment of mobilisation operations for the amount mentioned above ;

(b) Two months after the Bank for International Settlements has notified, in accordance with the provisions of Article 143 of the Annexes to the Plan, that it appears to be practicable to proceed with the issue of the amount suggested above, or of an issue completing the amount if owing to the Creditor Powers this issue has not taken place.

4. The sum of 300 million dollars mentioned above refers to the effective proceeds, and not the nominal value, of the bonds issued.

5. The Reich notifies that by virtue of an Act dated the 26th October, 1929, it had contracted with the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm and with the N. V. Financierie Mij. Kreuger and Toll of Amsterdam for a loan of 125 million dollars.

It is understood that the above declarations do not apply to this loan.

The German Government undertakes, however, that the obligations of the Reich which are to be created by virtue of this Act shall not be offered for public subscription until after the 30th June, 1933.

The German Government undertakes, in agreement with the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm and with the N. V. Financierie Mij. Kreuger and Toll of Amsterdam (whose adhesion is dealt with in a letter which shall be annexed to the present document), that the service of this loan shall never give rise to any discrimination to the prejudice of the service of the unconditional annuities.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté Britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

II.

6. The German Government reserves to itself the right to participate in the mobilisation issue of an amount of 300 million dollars specified in paragraph 1 above. This participation will take place on the original terms.

7. These operations will be carried out through the Bank for International Settlements. The proceeds and the service of the loan shall be divided between the reparation creditors who have a share in the unconditional part of the annuities and the German Government in the proportion of two-thirds for the former and one-third for the latter.

8. The charges for such loans shall be covered in the above proportions by a deduction from reparation payments and by a payment by the Reich to the Bank for International Settlements. In the case of each of these loans, the sums provided by this deduction and this payment shall be merged by the Bank for International Settlements in an account exclusively and solely reserved for the service of this loan.

9. The contracts for loans of the type mentioned above shall contain a clause for anticipated redemption after a period not longer than ten years.

10. If the German Government declares its wish to make use of the option referred to above and if it proves impossible to secure the suggested collaboration in the form described above, the Governments concerned declare that they are nevertheless firmly resolved to attain this collaboration by seeking practical solutions to achieve this result.

The German and French texts of the present Arrangement are equally valid.

For the German Government :

MOLDENHAUER.

For the British Government :

Philip SNOWDEN.

For the French Government :

Henri CHÉRON.

LOUCHEUR.

For the Italian Government :

SUVICH.

For the Japanese Government :

M. ADATCI.

K. HIROTA.

For the Portuguese Government :

R. ULRICH.

Tomaz FERNANDES.

For the Jugo-Slav Government :

D^r. V. MARINKOVITCH.

C. FOTITCH.

ANNEX.

DR. MOLDENHAUER TO HERR KREUGER.

THE HAGUE, *January 17, 1930.*

DEAR HERR KREUGER,

The German Government has made the following declaration to the Creditor Powers :

“ The German Government undertakes that the obligations of the Reich which are to be created by virtue of this Act shall not be offered for public subscription until after the 30th June, 1933.

“ The German Government undertakes, in agreement with the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm and with the N. V. Financierie Mij Kreuger & Toll of Amsterdam, whose adhesion is dealt with in a letter which shall be annexed to the present document, that the service of this loan shall never give rise to any discrimination to the prejudice of the service of the unconditional annuities.”

I beg you to confirm to me that the Svenska Tändsticke Aktiebolaget Stockholm which you represent has agreed to this declaration and that you will secure the agreement of N. V. Financierie Mij Kreuger & Toll, Amsterdam.

MOLDENHAUER.

Monsieur Ivar Kreuger,
Park Hotel,
The Hague.

HERR KREUGER TO DR. MOLDENHAUER.

THE HAGUE, *January 17, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

I have received your letter of even date and I have the honour to confirm that the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm which I represent has agreed to the declaration which you have made to the Creditor Powers and that I will secure the agreement of the N. V. Financierie Mij Kreuger & Toll of Amsterdam.

I have, etc.

IVAR KREUGER.

Dr Moldenhauer,
Professor,
Reich Minister of Finance,
The Hague.

N° 2395.

AUTRICHE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, AUSTRALIE, etc.

Accord relatif à l'acquittement définitif des obligations financières de l'Autriche. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930.

AUSTRIA, BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, AUSTRALIA, etc.

Agreement regarding the Final Discharge of the Financial Obligations of Austria. Signed at The Hague, January 20, 1930.

N° 2395. — ACCORD ¹ RELATIF A L'ACQUITTEMENT DÉFINITIF DES OBLIGATIONS FINANCIÈRES DE L'AUTRICHE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juillet 1930.

LES REPRÉSENTANTS dûment autorisés DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les obligations financières de l'Autriche résultant de toutes dispositions de l'armistice du 3 novembre 1918, du Traité de Saint-Germain ¹ et de tous traités ou conventions complémentaires, seront définitivement acquittées par les paiements, livraisons et cessions effectués par l'Autriche jusqu'à la date de la mise en vigueur du présent accord, sous réserve des dispositions de l'article IV ci-dessous. En conséquence, le privilège de premier rang établi sur tous les biens et ressources de l'Autriche par l'article 197 du Traité de Saint-Germain, pour le règlement des Réparations et autres charges résultant dudit traité ou de traités et conventions complémentaires ou de la convention d'armistice cesse d'avoir effet.

¹ Dépôt des ratifications :

Autriche	}	28 juin 1930.
Belgique		
Grande-Bretagne		
France		
Italie		
Grèce		
Roumanie		
Tchécoslovaquie	}	12 juillet 1930.
Yougoslavie		
Canada	}	21 juillet 1930.
Inde		
Nouvelle-Zélande		
Australie		
Union Sud-Africaine		26 juillet 1930.

No. 2395. — AGREEMENT ¹ REGARDING THE FINAL DISCHARGE OF THE FINANCIAL OBLIGATIONS OF AUSTRIA. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 14, 1930.

The duly authorised representatives of THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF JUGOSLAVIA, have reached the following agreement :

Article I.

The financial obligations of Austria arising under any provisions of the Armistice of the 3rd November, 1918, and the Treaty of St. Germain and any Treaties or Agreements supplementary thereto shall be finally discharged by the payments, deliveries and cessions made by Austria up to the date of the coming into force of this Agreement, subject to the provisions of Article IV below. In consequence, the first charge on all the assets and revenues of Austria created by Article 197 of the Treaty of St. Germain in favour of the cost of reparation and all other costs arising under the said Treaty or any other Treaties or Agreements supplementary thereto or under the Armistice ceases to be operative.

¹ Deposit of ratifications :

Austria	}	June 28, 1930.
Belgium		
Great Britain		
France		
Italy		
Greece		
Roumania		
Czechoslovakia		
Yugoslavia	}	July 12, 1930.
Canada		
India	}	July 21, 1930.
New Zealand		
Australia		
Union of South Africa		July 26, 1930.

Article II.

Les rapports entre la Commission des réparations et l'Autriche prendront fin à la date de la mise en vigueur du présent accord. Les comptes de la Commission des réparations avec l'Autriche seront considérés comme définitivement clos à la date de la mise en vigueur du présent accord.

Article III.

Sous réserve des dispositions de l'article IV du présent accord, il est fait abandon réciproque de toutes les réclamations et contre-réclamations non réglées à ce jour résultant du Traité de Saint-Germain ou de l'Armistice, ou résultant de mesures de guerre, entre l'Autriche, d'une part, et les autres Puissances signataires du présent accord, d'autre part, ou entre les ressortissants autrichiens et lesdites Puissances, ou entre les ressortissants desdites Puissances et l'Autriche.

Article IV.

Les arrangements déjà conclus par l'Autriche, d'une part, et toute autre Puissance signataire du présent accord, d'autre part, en vertu du Traité de Saint-Germain ou de traités et conventions complémentaires dudit Traité de Saint-Germain ainsi que les créances résultant desdits arrangements ne sont pas atteints par le présent accord et demeurent en l'état.

Article V.

Les Puissances créancières signataires du présent accord s'engagent, à dater de sa mise en vigueur, à cesser d'exercer leur droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Saint-Germain, appartenaient à des ressortissants de l'ancien empire d'Autriche ou à des sociétés contrôlées par eux, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts ne sont pas déjà liquides ou liquidés, ou qu'il n'en a pas encore été disposé à titre définitif.

Article VI.

Les créances de l'Autriche contre l'Allemagne visées à l'article 213 du Traité de Saint-Germain et toutes créances de l'Allemagne contre l'Autriche visées à l'article 261 du Traité de Versailles ont été annulées par l'Accord¹ de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne. L'Autriche en prend acte et accepte ladite annulation.

De même, toute créance de l'Autriche contre la Hongrie et la Bulgarie visée audit article 213 du Traité de Saint-Germain et toute créance de la Hongrie et de la Bulgarie contre l'Autriche respectivement visée aux articles 196 du Traité de Trianon et 145 du Traité de Neuilly sont annulées. Tous instruments et documents relatifs à ces créances seront détruits.

Article VII.

Aucune disposition du présent accord n'affecte les arrangements conclus au sujet de l'emprunt autrichien garanti de 1923, ni les Bons de relèvement autrichiens, ni les obligations résultant de l'article 203 du Traité de Saint-Germain.

Les modalités d'exécution de cet article et de son annexe dans la mesure où elles incombaient à la Commission des réparations feront éventuellement l'objet d'un arrangement entre les Parties intéressées.

Article VIII.

Tout différend entre les Parties contractantes concernant l'interprétation et l'application du présent accord sera soumis, pour décision finale, au Tribunal prévu par l'Accord de La Haye de janvier 1930 avec l'Allemagne, conformément à la procédure qui y est instituée. Toutefois, à l'occasion de tels différends, le membre nommé par l'Allemagne sera remplacé par un membre nommé par l'Autriche.

¹ Voir page 243, de ce volume.

Article II.

All relations between the Reparation Commission and Austria shall be terminated as from the date of the coming into force of the present Agreement. The accounts of the Reparation Commission with Austria will be considered as finally closed at the date when the Agreement comes into force.

Article III.

Subject to the provisions of Article IV of this Agreement, all outstanding claims and counter-claims arising under the Treaty of St. Germain or under the Armistice or in consequence of war measures between Austria on the one part and the other Powers signatory to this Agreement on the other part or between Austrian nationals and the said Powers or between the nationals of the said Powers and Austria are hereby reciprocally waived.

Article IV.

Any arrangements already signed by Austria on the one part and any other Power signatory to this Agreement on the other part in pursuance of the Treaty of St. Germain or any Treaties or Agreements supplementary thereto, and any credits resulting from the arrangements first mentioned in this Article remain unaffected by this Agreement.

Article V.

The Creditor Powers signatory to this Agreement undertake as from the date of coming into force of this Agreement to cease to apply their right to retain and liquidate the property, rights and interests belonging at the date of the coming into force of the Treaty of St. Germain to nationals of the former Austrian Empire or companies controlled by them, in so far as such property, rights and interests are not already liquid or liquidated or have not yet been definitively disposed of.

Article VI.

The claims of Austria against Germany referred to in Article 213 of the Treaty of St. Germain and any claims of Germany against Austria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles¹ have been cancelled by the Hague Agreement¹ of January 1930 concluded with Germany. Austria takes note of and accepts this cancellation.

Equally any claim of Austria against Hungary or Bulgaria referred to in the said Article 213 of the Treaty of St. Germain and any claim of Hungary or Bulgaria against Austria respectively referred to in Article 196 of the Treaty of Trianon and Article 145 of the Treaty of Neuilly are cancelled; any securities and documents relating to these claims shall be destroyed.

Article VII.

Nothing in this Agreement shall affect the arrangements made in connection with the guaranteed Austrian Loan of 1923, in connection with Austrian Relief Bonds and in connection with the obligations arising under Article 203 of the Treaty of St. Germain.

The further execution of this Article and its Annex in so far as the duties of the Reparation Commission are concerned will in due course form the subject of an arrangement between the parties interested.

Article VIII.

Any dispute between the Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Agreement shall be submitted for final decision to the Tribunal referred to in the Hague Agreement with Germany of January 1930 in accordance with the procedure established in that Agreement. Provided always that on the occasion of any such dispute the place of the Member of the Tribunal appointed by Germany will be taken by a Member appointed by Austria.

¹ See page 243, of this Volume.

CLAUSE FINALE.

Le présent accord, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris le plus tôt possible.

Les Puissances dont le gouvernement a son siège hors d'Europe, auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un premier procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé dès que l'accord aura été ratifié par l'Autriche, d'une part, et, d'autre part, quatre des gouvernements ci-après : Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie et Japon, et trois des gouvernements ci-après : Grèce, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

Le présent accord entrera en vigueur entre les Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié dès la date de ce premier procès-verbal.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'accord entrera en vigueur pour chaque gouvernement signataire à la date de sa notification ou du dépôt de sa ratification.

Le Gouvernement français remettra à tous les gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait à La Haye en un seul exemplaire, le 20 janvier 1930.

SCHOBER.
JUCH.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCOU.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.
AL. ZEUCEANO.
Dr Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.
Dr V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

FINAL CLAUSE.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified.

The deposit of ratifications shall be made at Paris as soon as possible.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled to inform the French Government through their diplomatic representative at Paris that their ratification has been given ; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

The first *procès-verbal* of the deposit of ratifications will be drawn up as soon as the Agreement has been ratified by Austria on the one hand and, on the other hand, by four of the governments of the following Powers, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan and three of the governments of the following Powers, that is to say, Greece, Poland, Portugal, Roumania, Czechoslovakia and Jugo-Slavia.

The present Agreement will come into force between the Contracting Parties who have thus ratified, from and after the date of the first *procès-verbal*.

Save as above provided the Agreement will come into force for each Signatory Government at the date of its notification of the deposit of its ratification.

The French Government will transmit to all the Signatory Governments a certified copy of the *procès-verbaux* of the deposit of ratifications,

Done at The Hague in a single copy the 20th January, 1930.

SCHOBER.
JUCH.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCOU.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDEZ.
G. G. MIRONESCO.
AL. ZEUCEANO.
Dr. Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.
Dr. V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

N° 2396.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
GRÈCE, etc.

Arrangement relatif au mémorandum
joint au rapport des experts du
7 juin 1929, avec annexe. Signé à
La Haye, le 20 janvier 1930.

GERMANY, BELGIUM,
FRANCE,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
GREECE, etc.

Arrangement relating to the concur-
rent Memorandum accompanying
the Experts' Plan of June 7, 1929,
with Annex. Signed at The
Hague, January 20, 1930.

N° 2396. — ARRANGEMENT¹ RELATIF AU MÉMORANDUM JOINT AU RAPPORT DES EXPERTS DU 7 JUIN 1929. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 juillet 1930.

Les représentants dûment autorisés DES GOUVERNEMENTS DE BELGIQUE, DE FRANCE, DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE GRÈCE, D'ITALIE, DE PORTUGAL, DE ROUMANIE, DE YUGOSLAVIE sont convenus avec LE GOUVERNEMENT ALLEMAND de ce qui suit :

Article premier.

Les Puissances créancières s'engagent à faire bénéficier l'Allemagne, aux conditions mentionnées à l'annexe jointe (qui reproduit le Memorandum joint au Rapport des Experts du 7 juin 1929), de toute remise qu'une ou plusieurs d'entre elles, obtiendraient sur les paiements extérieurs nets afférents à leurs dettes de guerre, telles qu'elles résultent des accords énumérés ci-après.

DETTES INTERALLIÉES QUI ONT ÉTÉ PRISES EN CONSIDÉRATION POUR LE CALCUL DES ANNUITÉS CONFORMÉMENT AU PLAN YOUNG.

I. Aux Etats-Unis d'Amérique :

Grande-Bretagne : Accord du 18 juin 1923.
 France : Accord² 29 avril 1926.
 Italie : Accord, 14 novembre 1925.
 Belgique : Accord, 18 août 1925.
 Yougoslavie : Accord, 3 mai 1926.
 Roumanie : Accord, 4 décembre 1925.
 Grèce : Accord, 18 janvier 1928.

¹ Dépôt des ratifications :

Allemagne	26 mars 1930.
Belgique	} 9 mai 1930.
France	
Grande-Bretagne	
Italie	
Yougoslavie	31 mai 1930.
Roumanie	23 juin 1930.
Grèce	25 juin 1930.
Canada	12 juillet 1930.
Inde	} 21 juillet 1930.
Nouvelle-Zélande.	
Australie	

Entré en vigueur le 17 mai 1930.

² Vol. C, page 27, de ce recueil.

No. 2396. — ARRANGEMENT¹ RELATING TO THE CONCURRENT MEMORANDUM ACCOMPANYING THE EXPERTS' PLAN OF 7 JUNE 1929. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain The registration of this Arrangement took place July 14, 1930.

The duly authorised representatives of the GOVERNMENTS OF BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, ITALY, PORTUGAL, ROUMANIA AND JUGO-SLAVIA have agreed with THE GERMAN GOVERNMENT as follows :

Article I.

The creditor Powers undertake that Germany shall on the conditions contained in the Annex hereto (which is a reproduction of the " Concurrent Memorandum " attached to the Report of the Experts' Committee of the June 7, 1929) have the benefit of any relief which any one or more of those Powers may receive in respect of its net outward payments on account of War Debts. The War Debts referred to in this Clause are those dealt with by the following agreements :

INTER-ALLIED DEBTS WHICH HAVE BEEN TAKEN INTO CONSIDERATION IN CALCULATING THE ANNUITIES ACCORDING TO THE YOUNG PLAN.

I. To the United States of America.

Great Britain : Agreement of the 18th June, 1923.
 France : Agreement² of the 29th April, 1926.
 Italy : Agreement of the 14th November, 1925.
 Belgium : Agreement of the 18th August, 1925.
 Yugo-Slavia : Agreement of the 3rd May, 1926.
 Roumania : Agreement of the 4th December, 1925.
 Greece : Agreement of the 18th January, 1928.

¹ Deposit of ratifications :

Germany	March 26, 1930.
Belgium	} May 9, 1930.
France	
Great Britain	
Italy	
Yugoslavia	May 31, 1930.
Roumania	June 23, 1930.
Greece	June 25, 1930.
Canada	July 12, 1930.
India	} July 21, 1930.
New Zealand	
Australia	

Came into force May 17, 1930.

² Vol. C, page 27, of this Series.

2. A la Grande-Bretagne :
 France : Accord¹ du 12 juillet 1926.
 Italie : Accord, 27 janvier 1926.
 Roumanie : Accord, 19 octobre 1925.
 Yougoslavie : Accord² 9 août 1927.
 Portugal : Accord³ 31 décembre 1926.
 Grèce : Accord⁴ 9 avril 1927.
3. A la France :
 Roumanie : Accord, du 17 janvier 1930.
 Yougoslavie : Accord⁵ du 20 janvier 1930 pour le règlement de la dette de guerre.
 Grèce : Accord, du 20 janvier 1930 concernant la dette pré-armistice-Tranche A.

Article 2.

Tout différend entre les Parties contractantes concernant l'interprétation et l'application du présent arrangement sera soumis, pour décision définitive, au Tribunal établi par l'Accord⁶ conclu avec l'Allemagne à La Haye en janvier 1930.

Article 3.

Le présent arrangement, dont les textes anglais et français feront également foi, sera ratifié et entrera en vigueur, pour chaque gouvernement ayant ratifié, en même temps qu'entrera en vigueur pour lui l'Accord sur le règlement complet et définitif des Réparations conclu ce même jour avec l'Allemagne à La Haye.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930.

CURTIUS.
 WIRTH.
 SCHMIDT.
 MOLDENHAUER.
 Henri JASPAR.
 Paul HYMANS.
 E. FRANCOU.
 Henri CHÉRON.
 LOUCHEUR.
 Philip SNOWDEN.
 N. POLITIS.
 J. G. POLITIS.
 A. MOSCONI.
 A. PIRELLI.
 SUVICH.
 G. G. MIRONESCO.
 J. LUGOSIANO.
 Al. ZEUCEANO.
 Dr V. MARINKOVITCH.
 Const. FOTITCH.

¹ Vol. XCVIII, page 155, de ce recueil.

² Vol. LXIX, page 255; et C, page 229 de ce recueil.

³ Vol. LXI, page 115, de ce recueil.

⁴ Vol. LXVII, page 217, de ce recueil.

⁵ Voir page 171 de ce volume.

⁶ Voir page 243 de ce volume.

2. To Great Britain.

- France : Agreement¹ of the 12th July, 1926.
 Italy : Agreement of the 27th January, 1926.
 Roumania : Agreement of the 19th October, 1925.
 Yugo-Slavia : Agreement² of the 9th August, 1927.
 Portugal : Agreement³ of the 31st December, 1926.
 Greece : Agreement⁴ of the 9th April, 1927.

3. To France.

- Roumania : Agreement of the 17th January, 1930.
 Yugo-Slavia : Agreement⁵ of the 20th January, 1930 (dealing with the War Debt.
 Greece : Agreement of the 20th January, 1930 (provisions relating to the pre-armistice
 debt—Tranche A).

Article 2.

Any dispute between the Contracting Parties as to the interpretation or application of this Agreement shall be submitted for final decision to the Tribunal established by the Agreement⁶ with Germany concluded at The Hague in January 1930.

Article 3.

This arrangement, of which the English and French texts are equally authentic, shall be ratified, and shall go into force for each Government after ratification by it, at the same time as the Agreement with Germany for the complete and final settlement of the question of reparations concluded on this same day at The Hague goes into force.

Done at The Hague this 20th day of January, 1930.

CURTIVS.
 WIRTH.
 SCHMIDT.
 MOLDENHAUER.
 Henri JASPAR.
 PAUL HYMANS.
 E. FRANCOUI.
 Henri CHÉRON.
 LOUCHEUR.
 Philip SNOWDEN.
 N. POLITIS.
 J. G. POLITIS.
 A. MOSCONI.
 A. PIRELLI.
 SUVICH.
 G. G. MIRONESCO.
 J. LUGOSIANO.
 AL. ZEUCEANO.
 Dr. V. MARINKOVITCH.
 Const. FOTITCH.

¹ Vol. XCVIII, page 155, of this Series.

² Vol. LXIX, page 255 ; and Vol. C, page 229, of this Series.

³ Vol. LXI, page 115, of this Series.

⁴ Vol. LXVII, page 217, of this Series.

⁵ See page 171, of this Volume.

⁶ See page 243, of this Volume.

ANNEXE

Memorandum joint, mais ne faisant pas partie du Rapport.

MÉ MORANDUM SPÉCIAL DES EXPERTS DES PRINCIPALES PUISSANCES CRÉANCIÈRES ET DE L'ALLEMAGNE
CONCERNANT LES PAIEMENTS EXTÉRIEURS.

(Signé en même temps que le rapport du Comité des Experts.)

1. Dans les annuités prévues dans le Rapport, les sommes suivantes sont nécessaires pour couvrir les paiements extérieurs :

	Equivalent en millions de reichsmarks
2	956,1
3	942,3
4	995,4
5	1.136,4
6	1.199,0
7	1.224,9
8	1.271,8
9	1.334,0
10	1.352,5
11	1.375,0
12	1.487,6
13	1.437,9
14	1.455,1
15	1.451,5
16	1.464,7
17	1.460,9
18	1.456,5
19	1.472,3
20	1.467,1
21	1.461,6
22	1.503,9
23	1.487,9
24	1.491,0
25	1.498,1
26	1.509,4
27	1.504,5
28	1.499,1
29	1.506,7
30	1.538,6
31	1.515,4
32	1.525,4
33	1.543,2
34	1.535,0
35	1.547,4
36	1.546,8
37	1.573,7
38	1.566,9
39	1.566,1
40	1.575,9

ANNEX.

Concurrent Memorandum but not a Part of the Report.

SPECIAL MEMORANDUM OF THE EXPERTS OF THE PRINCIPAL CREDITOR POWERS AND OF GERMANY
REGARDING OUT-PAYMENTS.

(Signed concurrently with the Report of the Committee of Experts.)

i. In the annuities provided in the report, the following amounts are required to cover out-payments :

	Equivalent in Millions of R. M.
2	965.1
3	942.3
4	995.4
5	1,136.4
6	1,199.0
7	1,224.9
8	1,271.8
9	1,334.0
10	1,352.5
11	1,375.0
12	1,487.6
13	1,437.9
14	1,455.1
15	1,451.5
16	1,464.7
17	1,460.9
18	1,456.5
19	1,472.3
20	1,467.1
21	1,461.6
22	1,503.9
23	1,487.9
24	1,491.0
25	1,498.1
26	1,509.4
27	1,504.5
28	1,499.1
29	1,506.7
30	1,538.6
31	1,515.4
32	1,525.4
33	1,543.2
34	1,535.0
35	1,547.4
36	1,546.8
37	1,573.7
38	1,566.9
39	1,566.1
40	1,575.9

	Equivalent en millions de reichsmarks
41	1,589,2
42	1.602,9
43	1,613,1
44	1.621,5
45	1.624,9
46	1.627,6
47	1.634,2
48	1.637,9
49	1.644,6
50	1.654,7
51	1.659,6
52	1.670,5
53	1.687,6
54	1.691,8
55	1.703,3
56	1.683,5
57	925,1
58	931,4
59	897,8

On fait remarquer qu'au cas où des modifications seraient apportées au profit des créanciers aux obligations relatives à des paiements extérieurs, les annuités allemandes devraient subir quelque allègement correspondant. En conséquence, les Experts des quatre principales Puissances créancières et de l'Allemagne recommandent que l'Allemagne et tous les Gouvernements créanciers ayant des obligations de paiement à l'étranger concluent entre eux un accord sur les bases suivantes :

2. Toute remise qu'une Puissance créancière quelconque pourra effectivement obtenir sur ses paiements extérieurs nets afférents aux dettes de guerre, compte dûment tenu de toutes contreparties matérielles ou financières et de toutes remises portant sur les recettes de dettes de guerre qu'elle pourra elle-même consentir, sera traitée de la façon suivante :

Pour ce qui est des trente-sept premières années :

- a) L'Allemagne bénéficiera, à raison des deux tiers, de la remise nette disponible, sous forme d'une réduction de ses obligations d'annuités ultérieures.
- b) Le tiers de la remise nette sera conservé par le créancier en question, en outre des sommes qu'il aura par ailleurs à recevoir de l'Allemagne.
- c) Néanmoins, tant que subsistera un engagement quelconque de l'Allemagne portant sur la période postérieure au 31 mars 1966, le créancier intéressé ne conservera annuellement que le quart de la remise nette, le solde étant versé à la Banque des Règlements internationaux.
- d) Ces paiements effectués à la Banque des Règlements internationaux s'accumuleront pour aider l'Allemagne à remplir ses engagements afférents à la période postérieure au 31 mars 1966 ; toutes sommes qui, après l'affectation de fonds prévue à l'Annexe I, ne seront pas jugées nécessaires à cette fin (ainsi que les accumulations y relatives) seront restituées aux créanciers qui les avaient versées.

Pour ce qui est des vingt-deux dernières années :

La totalité d'une remise de cette nature servira à réduire les engagements de l'Allemagne.

3. Nous recommandons qu'au cas où l'effet de la remise à l'Allemagne envisagée par rapport à une réduction possible des paiements extérieurs nets, serait tel qu'il modifierait sensiblement les pourcentages suivant lesquels les annuités totales prévues au présent Plan sont réparties entre eux, les gouvernements créanciers consentent à se réunir pour envisager une révision tendant à

	Equivalent in Millions of R. M.
41	1,589.2
42	1,602.9
43	1,613.1
44	1,621.5
45	1,624.9
46	1,627.6
47	1,634.2
48	1,637.9
49	1,644.6
50	1,654.7
51	1,659.6
52	1,670.5
53	1,687.6
54	1,691.8
55	1,703.3
56	1,683.5
57	925.1
58	931.4
59	897.8

It is represented that in the event of modifications of those obligations for out-payments, by which the Creditors benefit, there should be some corresponding mitigation of the German annuities. The Experts of the four chief Creditor countries and of Germany therefore recommend that Germany and all the Creditor Governments having obligations for out-payments should undertake between themselves an arrangement on the following basis :

2. Any relief which any Creditor Power may effectively receive, in respect of its net outward payments on account of War Debts, after making due allowance for any material or financial counter-considerations, and after taking into account any remissions on account of war debt receipts which it may itself make, shall be dealt with as follows :

As regards the first thirty-seven years :

(a) Germany shall benefit to the extent of two-thirds of the net relief available by way of a reduction in her annuity obligations thereafter.

(b) One-third of the net relief shall be retained by the creditor concerned ; in addition to the amounts otherwise receivable from Germany.

(c) Nevertheless, so long as any liability of Germany persists in respect of the period after the 31st March, 1966, the creditor concerned will retain annually only one-fourth part of the net relief, the balance being paid to the Bank for International Settlements.

(d) These payments to the Bank for International Settlements shall accumulate to assist Germany towards meeting her liabilities in respect of the period after the 31st March, 1966 ; any sums found after application of the funds provided in Annex I not to be required for this purpose (together with the accumulations thereon) shall be returned to the creditor by whom they were provided.

As regards the last twenty-two years :

The whole of such relief shall be applied to the reduction of Germany's liabilities.

3. We recommend that the Creditor Governments should agree that, if the operation of the relief to Germany envisaged in respect of a possible reduction of net out-payments is such as to change materially the proportions in which the total annuities provided for in the present plan are divided amongst them, they meet to consider a revision tending towards the restoration of

rétablir les pourcentages actuels, mais en tenant compte des conditions suivantes ci-dessous indiquées et de tous autres facteurs importants existant alors :

a) Le service de toutes obligations mobilisées par le pays créancier et le solde de ses paiements extérieurs nets du chef des dettes de guerre restant à régler, doivent continuer à être couverts sur la part lui revenant dans les annuités que l'Allemagne doit payer ultérieurement.

b) Il sera tenu compte de toutes contre-parties matérielles et financières acceptées par le pays créancier à l'occasion de la remise qui lui est accordée sur les paiements de dettes de guerre.

4. On avait suggéré, à l'origine, que le montant des annuités allemandes dont le transfert pourrait être différé, fût exactement calculé d'après les montants nets dont les divers créanciers peuvent eux-mêmes différer le paiement en ce qui concerne les dettes de guerre interalliées ; les principes régissant cet ajournement se seraient appliqués également à cette partie de la dette allemande. Pour diverses raisons, cette méthode de calcul n'a pu être adoptée, mais on s'est efforcé d'adapter les dispositions du moratoire de telle sorte que le droit reconnu à l'Allemagne ne fût pas supérieur à celui des Puissances créancières ; la fraction non différable de l'annuité a donc été fixée en prévoyant pour le reste des garanties.

PARIS, le 7 juin 1929.

GUTT.

FRANCOU.

D^r Hjalmar SCHACHT.

KASTL.

E. MOREAU.

J. PARMENTIER.

J. C. STAMP.

C. S. ADDIS.

A. PIRELLI.

SUVICH.

the present proportions ; but having regard to the following conditions set out below and any other relevant factors then existing :

(a) The service of any bonds mobilised by the creditor country, and the balance of its net outward payments in respect of war debts remaining to be covered must continue to be met out of the share falling to it in the annuities thereafter to be paid by Germany.

(b) Due allowance shall be made for any material or financial counter-considerations accepted by the creditor country in connection with the relief accorded to it in respect of war debts payments.

4. It was originally suggested that the amounts of the postponable annuities should be regulated by reference to the net amounts which the various creditors were themselves able to postpone in respect of inter-Allied War Debts, the general conditions therein governing postponements to be applied. For various reasons, this method of calculation could not be adopted, but endeavour was made to adapt the moratorium provisions in such a way that the rights granted to Germany should not be greater than those of the Creditor Powers. The unconditional part of the annuity has therefore been fixed, while guarantees have been provided for the remainder.

PARIS, *June 7th*, 1929.

GUTT.
FRANCOU.
Dr. Hjalmar SCHACHT.
KASTL.
E. MOREAU.
J. PARMENTIER.
J. C. STAMP.
C. S. ADDIS.
A. PIRELLI.
SUVICH.

N° 2397.

BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD;
CANADA, AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE, etc.

Arrangement entre les Puissances
créancières de l'Allemagne. Signé
à La Haye, le 20 janvier 1930.

BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, AUSTRALIA,
NEW ZEALAND, etc.

Arrangement between the Creditor
Powers of Germany. Signed at
The Hague, January 20, 1930.

N° 2397. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LES PUISSANCES CRÉANCIÈRES DE L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 juillet 1930.

LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DE L'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE sont convenus de ce qui suit :

1. Les Puissances signataires acceptent, en ce qui les concerne, la répartition des paiements allemands, telle qu'elle résulte du Nouveau Plan, comme constituant un règlement définitif de toutes les questions relatives à la répartition des paiements, transferts, cessions et livraisons déjà faits par l'Allemagne en exécution du Traité de Versailles, des Conventions d'Armistice et des Conventions supplémentaires, sous la seule réserve des dispositions visées aux articles 3 et 4 du présent arrangement.

Cette répartition entre les Puissances signataires ne devra être affectée par aucun des arrangements existants entre elles ni par le résultat de comptes relatifs à des opérations passées.

2. En conséquence, tous comptes entre les Puissances sous-signées, ou entre l'une d'elles et la Commission des réparations, relatifs aux questions prévues à l'article premier et concernant la période antérieure à l'application du Plan des Experts du 7 juin 1929 (y compris les comptes relatifs aux parts de la Dette publique allemande d'avant-guerre) seront désormais sans objet et sans effet et seront clos dans leur état actuel sous la seule réserve des dispositions visées aux articles 3 et 4 du présent arrangement.

3. Toutefois :

a) Les actions de la Compagnie des chemins de fer de Bagdad actuellement détenues par la Commission des réparations seront attribuées par tiers à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Italie, sans que cette attribution puisse donner lieu à aucun ajustement de comptes entre les Puissances créancières ;

¹ Dépôt des ratifications :

Belgique	}	9 mai 1930.
France		
Grande-Bretagne		
Italie		
Yougoslavie		31 mai 1930.
Roumanie		23 juin 1930.
Grèce		25 juin 1930.
Canada		12 juillet 1930.
Inde	}	21 juillet 1930.
Nouvelle-Zélande		
Australie		

Entré en vigueur le 17 mai 1930.

No. 2397. — ARRANGEMENT ¹ BETWEEN THE CREDITOR POWERS OF GERMANY. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place July 14, 1930.

THE DULY AUTHORISED REPRESENTATIVES OF THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF JUGO-SLAVIA, have concluded the following arrangement :

1. The Signatory Powers accept the division of the German payments resulting from the New Plan as a final settlement of all questions relating to the distribution of payments, transfers, cessions and deliveries already made by Germany in execution of the Treaty of Versailles, the Armistice Conventions, and any supplementary Agreements, subject only to the provisions set out in Articles 3 and 4 of this arrangement.

This division among the Signatory Powers shall not be affected by any existing arrangements between them nor by the result of accounts relating to past transactions.

2. In consequence, all accounts between the Signatory Powers or between any one of them and the Reparation Commission, relating to questions dealt with in Article 1 and regarding the period prior to the application of the Experts' Plan of June 7th, 1929 (including accounts relating to the shares of the German pre-war public debt), have henceforth no purpose or effect and will be closed in their existing state, subject only to the provisions set out in Articles 3 and 4 of this arrangement.

3. Nevertheless

(a) The shares of the Bagdad Railway Company at present held by the Reparation Commission will be allotted in three equal portions to France, Great Britain and Italy, without giving rise to any adjustment of accounts between the Creditor Powers.

¹ Deposit of ratifications :

Belgium	} May 9, 1930.
France	
Great Britain	
Italy	
Yugoslavia	May 31, 1930.
Roumania	June 23, 1930.
Greece	June 25, 1930.
Canada	July 12, 1930.
India	} July 21, 1930.
New Zealand.	
Australia	

Came into force May 17, 1930.

b) Les conditions de partage des câbles cédés par l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles seront réglées par les Puissances créancières intéressées ;

c) Les frais du Comité des Experts de 1929 incombant aux Puissances créancières, seront répartis définitivement entre elles d'après les pourcentages prévus par l'Accord de Spa et par les accords complémentaires ;

d) Toutes économies réalisées sur les allocations faites aux sections de la Haute Commission Interalliée des Territoires rhénans par prélèvement sur la cinquième annuité Dawes seront utilisées à faire face aux dépenses desdites sections après le 31 août 1929, y compris les frais de liquidation. Le solde sera imputé, à concurrence des maxima suivants : Belgique : 250.000 R. M., France : 750.000 R.M., Grande-Bretagne : 364.000 R.M. sur le fonds prévu par l'annexe IV du Protocole ¹ du 31 août 1929 ;

e) Dans la mesure où les dépenses de la Commission des réparations et des organismes du Plan Dawes postérieures au 31 août 1929 ne seraient pas complètement couvertes par la somme de 6.000.000 de R.M. constituée en vertu de l'annexe III du Protocole de La Haye du 31 août 1929, tout excédent sera réglé au moyen des économies réalisées respectivement par la Commission des Réparations et par lesdits organismes sur les sommes affectées aux dépenses de même nature, antérieurement au 31 août 1929 au titre des annuités du Plan Dawes ;

f) Toutes questions relatives aux créances ou actifs de la Commission des Réparations dont la répartition n'est pas prévue par les alinéas précédents seront réglées par les Gouvernements de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon. Toutes recettes au titre de ces créances ou de ces actifs seront réparties conformément aux règles de répartition établies par l'Accord du 14 janvier 1925.

4. Pour l'application de l'article 192 des Annexes du Rapport des Experts, une somme de 118.100.000 R.M. sera prélevée au profit de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Grèce, sur les recettes au titre des cinq derniers mois du Plan Dawes.

Ce versement sera réparti comme suit :

Grande-Bretagne	102.000.000
Italie	14.800.000
Grèce	1.300.000

Il sera imputé sur les excédents des différentes Puissances à raison de :

France	89.380.446
Belgique	12.014.283
Japon	2.527.350
Yougoslavie	13.021.695
Portugal	134.661
Roumanie	912.920
Pologne	108.645

5. Les paiements effectués à la Commission des réparations par le Gouvernement du Danemark, par la Ville Libre de Dantzig et par le Conseil du Port et des Voies d'eau de Dantzig sont considérés comme constituant un règlement définitif de leurs obligations respectives envers la Commission des réparations au titre des biens d'Etat cédés par l'Allemagne et de leur part dans la dette publique allemande d'avant-guerre.

6. L'excédent de la réserve visé à l'alinéa 113 des annexes du Rapport des Experts du 7 juin 1929 (avant-dernière phrase) sera réparti entre les gouvernements créanciers conformément à un arrangement qui interviendra entre eux le moment venu.

7. Afin de donner effet à l'article VI de l'Annexe I du Protocole du 31 août 1929, les Gouvernements français et italiens conviennent de payer à la Grande-Bretagne, au cours de chacune des trente-six années financières commençant au mois d'avril 1930, les annuités prévues dans les accords respectifs concernant le règlement de leur dette de guerre sous forme de versements mensuels le 15 de chaque mois, au lieu de versements semestriels le 15 septembre et le 15 mars de chaque année.

¹ Voir page 243, de ce volume.

(b) The method of distribution of the cables ceded by Germany under the Treaty of Versailles will be settled by the Creditor Powers concerned.

(c) The expenses of the Experts Committee of 1929 to be met by the Creditor Powers will be finally divided among them in accordance with the percentages provided by the Spa Agreement and the complementary Agreements.

(d) Any savings realised on the sums paid to the Sections of the Inter-Allied Rhineland High Commission out of the fifth Dawes annuity shall be used towards meeting the expenses of the said Sections after the 31st August, 1929, including costs of liquidation. The balance of these expenses up to the following maxima : Belgium 250,000 Reichsmarks, France 750,000 Reichsmarks, Great Britain 364,000 Reichsmarks, shall be defrayed from the Fund provided for by Annex IV to the Protocol of August 31, 1929.

(e) If the expenses of the Reparation Commission and of the Organisations provided for by the Dawes Plan after 31st August 1929 are not completely covered by the sums of 6 million Reichsmarks provided for by Annex III to the Hague Protocol of 31st August, 1929, any excess shall be met out of savings realised by the Reparation Commission and by the said organisations respectively on the sums allocated for such expenses out of the Fifth Dawes Annuity.

(f) All questions relating to claims or assets of the Reparation Commission the distribution of which is not provided for by the above paragraphs will be settled by the Governments of Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan. Any receipts in respect of these claims or assets will be distributed in accordance with the rules of distribution laid down by the Agreement of January 14th, 1925.

4. For the application of paragraph 192 of the Annexes to the Experts' Report, a sum of 118,100,000 Reichsmarks will be handed over to Great Britain, Italy and Greece out of the receipts in respect of the last five months of the Dawes Plan.

This payment will be divided as follows :

Great Britain	102,000,000
Italy	14,800,000
Greece	1,300,000

It will be charged on the excesses of the various Powers in the following amounts :

France	89,380,446
Belgium	12,014,283
Japan	2,527,350
Jugo-Slavia	13,021,695
Portugal	134,661
Roumania	912,920
Poland	108,645

5. The payments made to the Reparation Commission by the Government of Denmark, by the Free City of Danzig and by the Danzig Harbour and Waterways Board, are regarded as constituting a final settlement of their respective obligations towards the Reparation Commission in respect of state property ceded by Germany and of their shares in the German pre-war public debt.

6. The excess of the fund dealt with in paragraph 113 of the Annexes to the Experts' Report of June 7th, 1929, (penultimate sentence) will be divided among the Creditor Governments in accordance with the arrangements to be concluded between them when the time comes.

7. In order to give effect to Article VI of Annex I of the Protocol of 31st August, 1929, the French and Italian Governments agree to pay to Great Britain during each of the thirty-six financial years commencing April 1930, the annuities provided for in their respective War Debt Funding Agreements by equal monthly instalments on the 15th of each month, instead of in half-yearly instalments on the 15th September and 15th March of each year.

¹ See page 243, of this Volume.

Les dates de la libération du dépôt d'or italien telles qu'elles sont prévues par l'article 7 de l'accord anglo-italien sur la consolidation de la dette de guerre italienne seront modifiées en conséquence.

8. Les annuités prévues par les articles 3 et 4 de l'Annexe I du Protocole de La Haye du 31 août 1929, seront payées en deux versements égaux le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier de chaque année à partir du 1^{er} juillet 1930 jusqu'au 1^{er} janvier 1966. Pour l'année courante, sauf arrangement contraire, le paiement sera fait intégralement le 15 mars 1930, avec intérêt calculé au taux de 5½%, à partir du 1^{er} octobre 1929.

9. Le service de l'annuité de 19,8 millions de R.M. dont la France et la Belgique ont garanti le paiement à la Grande-Bretagne conformément à l'article III de l'Annexe I du Protocole de La Haye du 31 août 1929, sera assuré à concurrence de 16.650.000 R.M. par la France et de 3.150.000 R.M. par la Belgique.

10. Le présent arrangement dont les textes anglais et français feront également foi, sera ratifié et entrera en vigueur, pour chaque gouvernement ayant ratifié, en même temps qu'entrera en vigueur pour lui l'accord sur le règlement complet et définitif des réparations conclu ce même jour avec l'Allemagne à La Haye.

Fait à La Haye le 20 janvier 1930.

Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCOU.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.
Al. ZEUCEANO.
Dr Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.
Dr V. MARINKOVITCH.
C. FOTITCH.

The dates of the release of the Italian gold deposit provided for in Article 7 of the Anglo-Italian War Debt Funding Agreement will be similarly modified.

8. The Annuities provided by Articles 3 and 4 of Annex I of The Hague Protocol of August 31st, 1929, shall be paid in two equal instalments on the 1st July and the 1st January in each year, from the 1st July, 1930, to the 1st January, 1966. For the current year, in the absence of any different arrangement, the whole amount shall be paid on March 15th, 1930, with interest at 5½% from October 1st, 1929.

9. The service of the annuity of 198 million Reichsmarks, payment of which to Great Britain was guaranteed by France and Belgium under Article III of Annex I of the Hague Protocol of August 31st, 1929, will be met as to 16,650,000 Reichsmarks by France and as to 3,150,000 Reichsmarks by Belgium.

10. This arrangement, of which the English and French texts are equally authentic, shall be ratified, and shall go into force for each Government after ratification by it, at the same time as the Agreement with Germany for the complete and final settlement of the question of reparations concluded on this same day at The Hague goes into force.

Done at The Hague this 20th day of January, 1930.

Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANÇOUL.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.
Al. ZEUCÉANO.
D^r Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.
D^r V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

N° 2398.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
ITALIE, JAPON ET SUISSE

Convention concernant la Banque
des Règlements internationaux,
avec annexe. Signée à La Haye, le
20 janvier 1930.

GERMANY, BELGIUM,
FRANCE,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
ITALY, JAPAN,
AND SWITZERLAND

Convention respecting the Bank for
International Settlements, with
Annex. Signed at The Hague,
January 20, 1930.

N^o 2398. — CONVENTION¹ CONCERNANT LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. SIGNÉE A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 juillet 1930.

Les Représentants dûment autorisés DES GOUVERNEMENTS DE L'ALLEMAGNE, DE LA BELGIQUE, DE LA FRANCE, DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DE L'ITALIE et DU JAPON, d'une part,

Et les Représentants dûment autorisés DU GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, d'autre part,

Réunis lors de la Conférence de La Haye de janvier 1930, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

La Suisse s'engage à accorder sans délai à la Banque des Règlements internationaux la Charte constitutive qui suit ayant force de loi ; à ne pas abroger cette Charte, à n'y apporter ni modifications ni additions et à ne pas sanctionner les modifications aux Statuts de la Banque visées au paragraphe 4 de la Charte si ce n'est d'accord avec les autres gouvernements signataires.

Article 2.

Tout différend entre le Gouvernement suisse et l'un quelconque des autres Gouvernements signataires concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera soumis au Tribunal arbitral prévu à l'Accord² de La Haye de janvier 1930. Le Gouvernement suisse pourra désigner un membre qui siégera à l'occasion de ces différends, le président ayant voix prépondérante. En recourant audit Tribunal, les Parties peuvent toujours se mettre d'accord pour soumettre leur différend au président ou à un des membres du Tribunal choisi comme arbitre unique.

Article 3.

La présente convention est conclue pour une durée de quinze ans. Elle est conclue de la part de la Suisse sous réserve de ratification et elle sera mise en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par le Gouvernement de la Confédération suisse. L'instrument de ratification sera déposé au Ministère des Affaires étrangères à Paris. Dès cette mise en vigueur, le Gouvernement suisse engagera la procédure constitutionnelle nécessaire pour obtenir l'assentiment du peuple suisse au maintien en vigueur pour toute la durée de la Banque des dispositions de la présente convention. Dès que ces mesures auront reçu plein effet, le Gouvernement suisse en donnera notification aux autres gouvernements signataires et les mêmes dispositions deviendront valables pour la durée de la Banque.

¹ Dépôt de l'instrument de ratification de la Suisse, le 27 février 1930.

² Voir page 243, de ce volume.

No. 2398. — CONVENTION ¹ RESPECTING THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place July 14, 1930.

The duly authorised representatives of THE GOVERNMENTS OF GERMANY, OF BELGIUM, OF FRANCE, OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, OF ITALY AND OF JAPAN of the one part

And the duly authorised representatives of the GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION of the other part

Assembled at The Hague Conference in the month of January, 1930, have agreed on the following :

Article 1.

Switzerland undertakes to grant to the Bank of International Settlements, without delay, the following constituent charter having force of law : not to abrogate this charter, not to amend or add to it, and not to sanction amendments to the Statutes of the Bank referred to in paragraph 4 of the charter otherwise than in agreement with the other signatory Governments.

Article 2.

Any dispute between the Swiss Government and any one of the other signatory Governments relating to the interpretation or application of the present Convention shall be submitted to the Arbitral Tribunal provided for by the Hague Agreement of January, 1930. The Swiss Government may appoint a member who shall sit on the occasion of such disputes, the President having a casting vote. In having recourse to this Tribunal, the Parties may always agree between themselves to submit their dispute to the President or to one of the members of the Tribunal chosen to act as sole arbiter.

Article 3.

The present Convention is entered into for a period of fifteen years. It is entered into on the part of Switzerland under reserve of ratification and shall be put into force as soon as it shall have been ratified by the Government of the Swiss Confederation.

The instrument of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs at Paris. Upon the entry into force of the Convention, the Swiss Government will initiate the necessary constitutional procedure in order that the assent of the Swiss people may be obtained for the maintenance in force during the whole of the Bank's existence of the provisions of the present Convention. As soon as these measures have become fully effective, the Swiss Government will notify the other signatory Governments and these provisions shall become valid during the Bank's existence.

¹ Deposit of the instrument of ratification by Switzerland, February 27, 1930.

² See page 243 of this Volume.

CHARTRE CONSTITUTIVE DE LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX.

Considérant que les Puissances signataires de l'accord de La Haye de janvier 1930 ont adopté un Plan qui envisage la création par les Banques centrales d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon et par un établissement financier ou groupe bancaire des Etats-Unis d'Amérique d'une Banque internationale qui sera appelée la « Banque des Règlements internationaux » ;

Et considérant que lesdites banques centrales et un groupe bancaire comprenant MM. J. P. Morgan & Co., de New-York, the First National Bank of New-York, New-York, et the First National Bank of Chicago, Chicago, ont entrepris de fonder ladite Banque et ont garanti ou pris des mesures pour faire garantir la souscription de son capital autorisé s'élevant à cinq cents millions de francs suisses, équivalent à 145,161,290.32 grammes d'or fin et divisé en deux cent mille actions ;

Et considérant que le Gouvernement fédéral suisse a conclu, avec les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon une convention par laquelle il a accepté d'accorder la présente charte constitutive de la Banque des Règlements Internationaux s'engageant à ne pas abroger cette charte, à n'y apporter ni modifications ni additions et à ne pas sanctionner les modifications aux Statuts de la Banque visées au paragraphe 4 de la présente Charte, si ce n'est d'accord avec lesdites Puissances.

1° La personnalité juridique est conférée par la présente Charte à la Banque des Règlements internationaux (ci-après dénommée « la Banque »).

2° La constitution de la Banque, ses opérations et son domaine d'activité sont définis et régis par les Statuts annexés qui sont sanctionnés par la présente Charte.

3° Les modifications aux articles desdits Statuts autres que ceux qui sont énumérés au paragraphe 4 ci-dessous pourront être faites et seront mises en vigueur ainsi qu'il est prévu à l'article 59 desdits Statuts, et non autrement.

4° Les articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 et 60 des Statuts ne pourront être modifiés qu'aux conditions suivantes : la modification devra être adoptée à la majorité des deux tiers par le Conseil d'administration de la Banque, approuvée à la majorité par l'Assemblée générale et sanctionnée par une loi additionnelle à la présente Charte.

5° Les Statuts et toute modification qui leur serait apportée conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessus seront valables et auront effet, nonobstant toute contradiction avec toutes dispositions actuelles ou futures du droit suisse.

6° La Banque est libre et exempte de tous impôts rentrant dans les catégories suivantes :

a) Droits de timbre, d'enregistrement et autres droits, sur tous actes ou autres documents ayant trait à la constitution ou à la liquidation de la Banque ;

b) Droits de timbre et d'enregistrement sur toute émission initiale des actions de la Banque souscrites par une Banque centrale, par un établissement financier, par un groupe bancaire ou par une personne ayant pris ferme soit à la création de la Banque, soit avant, soit en vertu des dispositions des articles 7 et 9 des Statuts ;

c) Tous impôts sur le capital de la Banque, ses réserves ou ses bénéfices distribués ou non, qu'ils frappent ces bénéfices avant distribution ou qu'ils soient perçus au moment de la distribution, sous forme d'une taxe à payer ou à retenir par la Banque sur les coupons. Cette stipulation ne porte pas atteinte au droit de la Suisse d'imposer les personnes résidant en Suisse autres que la Banque, comme elle le juge opportun ;

d) Tous impôts sur tous contrats que la Banque pourra conclure en liaison avec l'émission d'emprunts de mobilisation des annuités allemandes et sur les titres d'emprunts de cette nature émis sur un marché étranger ;

e) Tous impôts sur les rémunérations et les salaires payés par la Banque à ses administrateurs et à son personnel n'ayant pas la nationalité suisse.

CONSTITUENT CHARTER OF THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Whereas the Powers signatory to the Hague Agreement of January, 1930, have adopted a Plan which contemplates the founding by the Central Banks of Belgium, France, Germany, Great Britain, Italy and Japan and by a financial institution of the United States of America of an International Bank to be called the Bank for International Settlements ;

And whereas the said central banks and a banking group including Messrs. J. P. Morgan & Company of New York, the First National Bank of New York, New York, and the First National Bank of Chicago, Chicago, have undertaken to found the said Bank and have guaranteed or arranged for the guarantee of the subscription of its authorised capital amounting to five hundred million Swiss Francs equal to 145,161,290.32 gram. fine gold, divided into 200,000 shares :

And whereas the Swiss Federal Government has entered into a treaty with the Governments of Germany, Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan whereby the said Federal Government has agreed to grant the present Constituent Charter of the Bank for International Settlements and not to repeal, amend or supplement the said Charter and not to sanction amendments to the Statutes of the Bank referred to in Paragraph 4 of the present Charter except in agreement with the said Powers ;

(1) The Bank for International Settlements (hereinafter called the Bank) is hereby incorporated.

(2) Its constitution, operations and activities are defined and governed by the annexed Statutes which are hereby sanctioned.

(3) Amendment of Articles of the said Statutes other than those enumerated in Paragraph 4 hereof may be made and shall be put into force as provided in Article 59 of the said Statutes and not otherwise.

(4) Articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 and 60 of the said Statutes shall not be amended except subject to the following conditions ; the amendment must be adopted by a two-thirds majority of the Board, approved by a majority of the General Meeting and sanctioned by a law supplementing the present Charter.

(5) The said Statutes and any amendments which may be made thereto in accordance with Paragraphs 3 or 4 hereof respectively shall be valid and operative notwithstanding any inconsistency therewith in the provisions of any present or future Swiss law.

(6) The Bank shall be exempt and immune from all taxation included in the following categories :

(a) Stamp, registration and other duties on all deeds or other documents relating to the incorporation or liquidation of the Bank ;

(b) Stamp and registration duties on any first issue of its shares by the Bank to a central bank, financial institution, banking group or underwriter at or before the time of incorporation or in pursuance of Articles 7 or 9 of the Statutes ;

(c) All taxes on the Bank's capital, reserves or profits, whether distributed or not, and whether assessed on the profits of the Bank before distribution or imposed at the time of distribution under the form of a coupon tax payable or deductible by the Bank. This provision is without prejudice to the State's right to tax the residents of Switzerland other than the Bank as it thinks fit ;

(d) All taxes upon any agreements which the Bank may make in connection with the issue of loans for mobilising the German annuities and upon the bonds of such loans issued on a foreign market ;

(e) All taxes on the remunerations and salaries paid by the Bank to members of its administration or its employees of non-Swiss nationality.

7° Toutes les sommes déposées à la Banque par n'importe quel gouvernement en vertu des dispositions du Plan adopté par l'Accord de La Haye de janvier 1930 seront libres et exemptes d'impôts à percevoir soit par voie de retenue par la Banque agissant pour le compte de l'autorité imposante, soit de toute autre manière.

8° Les susdites exemptions et immunités s'appliqueront aux impôts présents et futurs, sous quelque nom qu'on les désigne et qu'il s'agisse d'impôts de la Confédération, de cantons, de communes ou d'autres autorités publiques.

9° En outre, sans préjudice aux exemptions spécifiées ci-dessus, il ne pourra être levé sur la Banque, ses opérations ou son personnel, aucun impôt qui n'aurait pas un caractère général et auquel les autres établissements bancaires établis à Bâle ou en Suisse, leurs opérations ou leur personnel ne seraient pas assujettis en droit et en fait.

10° La Banque, ses biens et avoirs, ainsi que les dépôts ou autres fonds qui lui seront confiés, ne pourront faire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'objet d'aucune mesure telle que expropriation, réquisition, saisie, confiscation, défense ou restriction d'exporter ou d'importer de l'or ou des devises ou de toute autre mesure analogue.

11° Tout différend entre le Gouvernement suisse et la Banque concernant l'interprétation ou l'application de la présente charte sera soumis au Tribunal arbitral prévu à l'Accord de La Haye de janvier 1930.

Le Gouvernement suisse désignera un membre qui siégera à l'occasion de ce différend, le président ayant voix prépondérante.

En recourant audit Tribunal, les Parties peuvent toutefois se mettre d'accord pour soumettre leur différend au président ou à un membre du Tribunal choisi comme arbitre unique.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930.

J. E. R.

CURTIUS.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANÇQUI.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
Philip SNOWDEN.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
M. ADATCI.
K. HIROTA.
G. BACHMANN.
W. BURCKHARDT.
Dr R. MIESCHER.

(7) All funds deposited with the Bank by any Government in pursuance of the Plan adopted by The Hague Agreement of January, 1930, shall be exempt and immune from taxation whether by way of deduction by the Bank on behalf of the authority imposing the same or otherwise.

(8) The foregoing exemptions and immunities shall apply to present and future taxation by whatsoever name it may be described, and whether imposed by the Confederation, or by the cantonal, communal or other public authorities.

(9) Moreover, without prejudice to the exemptions specified above, there may not be levied on the Bank, its operation or its personnel any taxation other than that of a general character and to which other banking establishments established at Basle or in Switzerland, their operations and their personnel, are not subjected *de facto* and *de jure*.

(10) The Bank, its property and assets and all deposits and other funds entrusted to it shall be immune in time of peace and in time of war from any measure such as expropriation, requisition, seizure, confiscation, prohibition or restriction of gold or currency export or import, and any other similar measures.

(11) Any dispute between the Swiss Government and the Bank as to the interpretation or application of the present Charter shall be referred to the Arbitral Tribunal provided for by The Hague Agreement of January, 1930.

The Swiss Government shall appoint a member to sit on the occasion of such dispute, the President having a casting vote.

In having recourse to the said Tribunal the Parties may nevertheless agree to submit their dispute to the President or to a member of the Tribunal chosen to act as sole Arbitrer.

Done at The Hague, the 20th January, 1930.

J. E. R.

CURTIUS.
Henri JASPAR
Paul HYMANS.
E. FRANCOU.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
Philip SNOWDEN.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
M. ADATCI.
K. HIROTA.
G. BACHMANN.
W. BURCKHARDT.
Dr. R. MIESCHER.

ANNEXE

STATUTS DE LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX.

CHAPITRE PREMIER

NOM, SIÈGE ET OBJET.

Article premier.

Il est constitué sous le nom de Banque des Règlements internationaux (ci-après dénommée « la Banque ») une société anonyme par actions.

Article 2.

Le siège social de la Banque est établi à Bâle, Suisse.

Article 3.

La Banque a pour objet : de favoriser la coopération des banques centrales et de fournir des facilités additionnelles pour les opérations financières internationales, et d'agir comme mandataire (*trustee*) ou comme agent en ce qui concerne les règlements financiers internationaux qui lui sont confiés en vertu d'accords passés avec les parties intéressées.

Article 4.

Pendant tout le temps que le Nouveau Plan, tel qu'il est défini par l'Accord de La Haye de janvier 1930, (ci-après dénommé « le Plan ») sera en vigueur, la Banque :

- 1° Remplira les fonctions qui lui sont assignées par le Plan ;
 - 2° Dirigera ses affaires en vue de faciliter l'exécution du Plan ;
 - 3° Observera, dans son administration et ses opérations, les dispositions du Plan ;
- Le tout dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts.

Pendant ladite période, la Banque, agissant comme mandataire (*trustee*) ou comme agent des Gouvernements intéressés, recevra, administrera et distribuera les annuités payées par l'Allemagne en vertu du Plan ; elle surveillera et facilitera la commercialisation et la mobilisation de certaines fractions de ces annuités et rendra, à l'occasion du paiement des réparations allemandes et des règlements internationaux qui s'y rattachent, les services dont il pourra être convenu avec les gouvernements intéressés.

CHAPITRE II

CAPITAL.

Article 5.

Le capital autorisé de la Banque est fixé à cinq cent millions de francs suisses or, équivalent à 145,161,290.32 grammes d'or fin.

Il est divisé en deux cent mille actions, chacune d'égale valeur-or nominale.

La valeur nominale de chaque action sera exprimée également au recto de chaque titre, en francs suisses et dans la monnaie du pays d'émission, la conversion étant faite sur la base de la parité monétaire de l'or.

ANNEX.

STATUTES OF THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

CHAPTER I.

NAME, SEAT AND OBJECTS.

Article 1.

There is constituted under the name of the Bank for International Settlements (hereinafter referred to as the Bank) a Company limited by shares.

Article 2.

The registered office of the Bank shall be situated at Basle, Switzerland.

Article 3.

The objects of the Bank are : to promote the co-operation of central banks and to provide additional facilities for international financial operations ; and to act as trustee or agent in regard to international financial settlements entrusted to it under agreements with the parties concerned.

Article 4.

As long as the New Plan as defined in the Hague Agreement of January, 1930 (hereinafter referred to as the Plan), is in force, the Bank :

- (1) Shall carry out the functions assigned to it in the Plan ;
- (2) Shall conduct its affairs with a view to facilitating the execution of the Plan ; and
- (3) Shall observe the provisions of the Plan in the administration and operations of the Bank ;

All within the limits of the powers granted by these Statutes.

During the said period the Bank, as trustee or agent for the Governments concerned, shall receive, administer and distribute the annuities paid by Germany under the Plan ; shall supervise and assist in the commercialisation and mobilisation of certain portions of the aforesaid annuities ; and shall perform such services in connection with the payment of German Reparations and the international settlements connected therewith as may be agreed upon by the Bank with the Governments concerned.

CHAPTER II.

CAPITAL.

Article 5.

The authorised capital of the Bank shall be 500,000,000 Swiss gold francs, equivalent to 145,161,290.32 gr. fine gold.

It shall be divided into 200,000 shares of equal gold nominal value.

The nominal value of each share shall also be expressed on the face of each share in terms both of Swiss francs and of the currency of the country in which it is issued, converted at the gold mint parity.

Article 6.

La souscription de l'intégralité du capital autorisé ayant été garantie, par quotités égales, par la Banque nationale de Belgique, la Bank of England, la Banque de France, la Reichsbank, la Banca d'Italia, MM.... X..., agissant à la place de la Banque du Japon et, MM.... Y..., New-York, la Banque peut commencer ses opérations dès qu'un minimum de cent douze mille actions est souscrit.

Article 7.

1. Dans les deux ans qui suivront la constitution de la Banque, le Conseil d'administration de la Banque (ci-après dénommé « le Conseil ») prendra les mesures nécessaires pour la souscription de toute fraction non émise du capital autorisé.

2. Cette fraction non émise pourra être offerte aux banques centrales ou à d'autres banques des pays qui n'ont pas participé à la souscription primitive. Le choix des pays dans lesquels de telles actions seront mises en souscription et le montant à souscrire dans chaque pays feront l'objet d'une décision du Conseil statuant à la majorité des deux tiers, étant entendu, d'une part, que les actions ne pourront être mises en souscription que dans les pays intéressés aux réparations ou dont la monnaie satisfait, de l'avis du Conseil, aux exigences pratiques de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or et, d'autre part, que le montant émis dans l'un quelconque de ces pays ne dépassera pas huit mille actions.

3. Conformément à la garantie donnée par chacun d'eux, les sept établissements bancaires mentionnés à l'article 6 souscriront ou assureront la souscription, par quotités égales, de toute partie du capital autorisé non souscrit à la fin de la période de deux années.

Article 8.

1. Les actions ne sont libérées, au moment de la souscription, que de vingt-cinq pour cent de leur valeur nominale. Le solde restant dû peut être appelé ultérieurement en une ou plusieurs fois au choix du Conseil. Les appels de fonds doivent être faits avec un préavis de trois mois.

2. Si l'actionnaire ne répond pas à l'appel de fonds à l'échéance prévue, le Conseil peut, après avoir donné à cet actionnaire un préavis raisonnable, le déclarer déchu de ses droits sur l'action pour laquelle il y a défaut de versement. Cette action pourra être vendue aux conditions et suivant la procédure que le Conseil jugera appropriées, et le Conseil pourra en opérer le transfert au bénéfice de la personne ou de la société à laquelle l'action aura été vendue. Le produit de la vente pourra être encaissé par la Banque, qui versera à l'actionnaire défaillant toute partie du produit net de la vente qui excédera le montant appelé et impayé.

Article 9.

1. Le capital de la Banque peut être augmenté ou réduit sur proposition du Conseil faite à la majorité des deux tiers et adoptée par l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers.

2. En cas d'augmentation du capital autorisé et d'une nouvelle émission d'actions, la répartition entre pays est fixée par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers. Les banques centrales d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de France, d'Italie, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, ou tout autre établissement financier de ce dernier pays, qui soit acceptable par les banques centrales précitées, ont le droit de souscrire ou d'assurer la souscription, par quotités égales, de cinquante-cinq pour cent au minimum de toute nouvelle émission.

3. Aucune part de l'augmentation de capital non absorbée par les banques de ces sept pays ne peut être souscrite dans d'autres pays que ceux qui sont intéressés au règlement des réparations ou qui ont, au moment de la nouvelle émission, une monnaie qui, de l'avis du Conseil, satisfait aux exigences pratiques de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or.

Article 10.

En prenant les dispositions nécessaires pour les souscriptions de capital prévues à l'alinéa 2 de l'article 7 ou à l'article 9, le Conseil doit tenir compte de l'intérêt qui s'attache à faire participer à la Banque le plus grand nombre possible de banques centrales.

Article 6.

The subscription of the total authorised capital having been guaranteed in equal parts by the Banque Nationale de Belgique, the Bank of England, the Banque de France, the Reichsbank, the Banca d'Italia, Messrs. X acting in place of the Bank of Japan and Messrs. Y, New York, the Bank may begin business as soon as a minimum of 112,000 shares has been subscribed.

Article 7.

1. During the two years following incorporation the Board of Directors of the Bank (hereinafter referred to as the Board), shall arrange for the subscription of any unissued portion of the authorised capital.

2. This unissued portion may be offered to the central bank or other banks of countries which have not participated in the original subscription. The selection of countries in which such shares shall be offered for subscription and the amount to be subscribed in each shall be determined by the Board by a two-thirds majority, provided that offers of shares shall only be made in countries interested in Reparations or in countries whose currencies, in the opinion of the Board, satisfy the practical requirements of the gold or gold exchange standard and that the amount issued in any of these countries shall not exceed 8,000 shares.

3. The seven banking institutions mentioned in Article 6 shall, in accordance with their several guarantees, subscribe or arrange for the subscription in equal proportions of any part of the authorised capital which at the end of two years remains unsubscribed.

Article 8.

1. Twenty-five per cent only of the value of each share shall be paid up at the time of subscription. The balance may be called up at a later date or dates at the discretion of the Board. Three months' notice shall be given of any such calls.

2. If a shareholder fails to pay any call on a share on the day appointed for payment thereof, the Board may, after giving reasonable notice to such shareholder, forfeit the share in respect of which the call remains unpaid. A forfeited share may be sold on such terms and in such manner as the Board may think fit; and the Board may execute a transfer in favour of the person or corporation to whom the share is sold. The proceeds of sale may be received by the Bank, which will pay to the defaulting shareholder any part of the net proceeds over and above the amount of the call due and unpaid.

Article 9.

1. The capital of the Bank may be increased or reduced on the proposal of the Board acting by a two-thirds majority and adopted by a two-thirds majority of the General meeting.

2. In the event of an increase in the authorised capital of the Bank and of a further issue of shares the distribution among countries shall be decided by a two-thirds majority of the Board. The central banks of Belgium, England, France, Germany, Italy, Japan and the United States of America, or some other financial institution of the last-named country acceptable to the foregoing central banks, shall be entitled to subscribe or arrange for the subscription in equal proportions of at least 55 per cent, of such additional shares.

3. No part of the amount not taken by the banks of these seven countries shall be subscribed in any other country unless it is interested in Reparations or at the time of issue its currency, in the opinion of the Board, satisfies the practical requirements of the gold or gold exchange standard.

Article 10.

In extending invitations to subscribe for capital in accordance with Article 7, paragraph 2, or with Article 9, consideration shall be given by the Board to the desirability of associating with the Bank the largest possible number of central banks.

Article 11.

Il ne peut être émis d'actions au-dessous du pair.

Article 12.

Les actionnaires ne sont tenus de contribuer aux engagements de la Banque qu'à concurrence du montant nominal de leurs actions.

Article 13.

Les actions sont nominatives. Leur transfert s'établit par inscription sur les registres de la Banque. La Banque peut, sans fournir aucun motif, refuser d'accepter toute personne ou société comme concessionnaire d'une action. Elle ne peut pas transférer d'actions sans y avoir été autorisée au préalable par la banque centrale, ou par l'établissement substitué à cette banque, qui a émis ces actions ou par l'intermédiaire duquel ces actions ont été émises.

Article 14.

Les actions jouissent de droits égaux dans la répartition des bénéfices de la Banque et dans toute distribution d'actifs faites conformément aux articles 53, 54 et 55 des statuts.

Article 15.

La propriété d'une action de la Banque ne comporte aucun droit de vote ni de représentation aux Assemblées générales. Les droits de représentation et de vote sont exercés, en proportion du nombre des actions souscrites dans chaque pays, par la banque centrale de ce pays ou par la personne désignée par elle. Si la banque centrale d'un pays quelconque ne désire pas exercer ces droits, ils peuvent l'être par un établissement financier de réputation largement reconnue et de même nationalité, désigné par le Conseil, et contre lequel la banque centrale du pays en question n'aura pas soulevé d'objections. Dans le cas où il n'existe pas de banque centrale, ces droits peuvent être exercés, si le Conseil le juge opportun, par un établissement financier qualifié du pays en question choisi par le Conseil.

Article 16.

Tout établissement ou tout groupe de banques ayant souscrit des actions peut émettre ou faire émettre dans le public les actions souscrites par lui.

Article 17.

Tout établissement ou tout groupe de banques ayant souscrit des actions peut émettre dans le public des certificats en contre-partie des actions qu'il détient. La forme, le libellé et les conditions d'émission de tels certificats sont établis par la banque émettrice, en accord avec le Conseil.

Article 18.

La détention ou la propriété d'actions de la Banque ou de certificats émis en conformité des dispositions de l'article 17 emporte adhésion aux statuts de la Banque : il sera fait mention du contenu de cet article sur les actions et certificats.

Article 19.

La propriété de l'action s'établit par l'inscription du nom de l'actionnaire sur les registres de la Banque.

Article 11.

No shares shall be issued below par.

Article 12.

The liability of shareholders is limited to the nominal value of their shares.

Article 13.

The shares shall be registered and transferable in the books of the Bank.

The Bank shall be entitled without assigning any reason to decline to accept any person or corporation as the transferee of a share. It shall not transfer shares without the prior consent of the central bank, or the institution acting in lieu of a central bank, by or through whom the shares in question were issued,

Article 14.

The shares shall carry equal rights to participate in the profits of the Bank and in any distribution of assets under Articles 53, 54 and 55 of the Statutes.

Article 15.

The ownership of shares of the Bank carries no right of voting or representation at the General Meeting. The right of representation and of voting, in proportion to the number of shares subscribed in each country, may be exercised by the central bank of that country or by its nominee. Should the central bank of any country not desire to exercise these rights, they may be exercised by a financial institution of widely recognised standing and of the same nationality, appointed by the Board, and not objected to by the central bank of the country in question. In cases where there is no central bank, these rights may be exercised, if the Board thinks fit, by an appropriate financial institution of the country in question appointed by the Board.

Article 16.

Any subscribing institution or banking group may issue, or cause to be issued to the public the shares for which it has subscribed.

Article 17.

Any subscribing institution or banking group may issue to the public certificates against shares of the Bank owned by it. The form, details and terms of issue of such certificates shall be determined by the bank issuing them, in agreement with the Board.

Article 18.

The receipt or ownership of shares of the Bank or of certificates issued in accordance with Article 17 implies acceptance of the Statutes of the Bank and a statement to that effect shall be embodied in the text of such shares and certificates.

Article 19.

The registration of the name of a holder of shares in the books of the Bank establishes the title to ownership of the shares so registered.

CHAPITRE III

POUVOIRS DE LA BANQUE.

Article 20.

Les opérations de la Banque doivent être conformes à la politique monétaire des banques centrales des pays intéressés.

Avant qu'une opération financière quelconque sur un marché déterminé ou dans une monnaie déterminée soit entreprise par la Banque ou pour son compte, le Conseil doit donner à la banque centrale ou aux banques centrales directement intéressées, la possibilité de s'y opposer. En cas d'opposition à signifier dans un délai raisonnable que devra fixer le Conseil, l'opération projetée n'aura pas lieu. Une banque centrale peut faire dépendre son agrément de certaines conditions et limiter son autorisation à une opération particulière, ou passer une convention générale en vertu de laquelle la Banque serait autorisée à entreprendre ses opérations dans des conditions déterminées quant au temps, au montant et au caractère des transactions. Cet article ne doit pas être interprété comme exigeant l'autorisation de la banque centrale pour le retrait de son marché des fonds qui y auraient été placés sans opposition de sa part, sauf stipulation contraire de la part de la banque centrale intéressée au moment où a été effectuée l'opération primitive.

Le fait que le Gouverneur d'une banque centrale, ou son suppléant ou tout autre administrateur spécialement autorisé par la Banque centrale de son pays pour agir en son nom à cette fin, n'aura pas, étant présent à une réunion du Conseil, voté contre la proposition d'une telle opération, implique valablement l'assentiment de la banque centrale intéressée.

Si le représentant de la banque centrale en question est absent ou si une banque centrale n'est pas directement représentée au Conseil, les mesures nécessaires doivent être prises pour donner à la banque centrale ou aux banques centrales intéressées, la possibilité de s'opposer aux opérations les concernant.

Article 21.

Les opérations que la Banque effectue pour son propre compte ne peuvent être entreprises que dans des monnaies qui, de l'avis du Conseil, satisfont à toutes les exigences pratiques de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or.

Article 22.

Le Conseil fixe le caractère des opérations que la Banque peut entreprendre.
La Banque peut notamment :

- a) Acheter et vendre de l'or en pièces ou en lingots pour son propre compte ou pour le compte de banques centrales ;
- b) Avoir de l'or sous dossier pour son propre compte dans les banques centrales ;
- c) Accepter la garde d'or pour le compte de banques centrales ;
- d) Consentir des avances ou emprunter aux banques centrales contre garantie d'or, de lettres de change et d'autres effets négociables à courte échéance de premier ordre, ou d'autres valeurs agréées ;
- e) Escompter, réescompter, acheter et vendre en les endossant ou non des lettres de change, chèques et autres effets à courte échéance de premier ordre, y compris les Bons du Trésor et toutes autres valeurs d'Etat à court terme de ce genre, couramment négociables sur le marché ;
- f) Acheter et vendre des devises pour son propre compte ou pour celui de banques centrales ;
- g) Acheter et vendre des valeurs négociables autres que des actions, pour son propre compte ou pour celui de banques centrales ;
- h) Escompter à des banques centrales des effets provenant de leur portefeuille et réescompter auprès des banques centrales des effets provenant de son portefeuille ;
- i) Se faire ouvrir et conserver des comptes courants ou des comptes à terme dans des banques centrales ;
- j) Recevoir :
 - (i) Les dépôts effectués par les banques centrales en comptes courants ou en comptes à terme ;

CHAPTER III.

POWERS OF THE BANK.

Article 20.

The operations of the Bank shall be in conformity with the monetary policy of the central banks of the countries concerned.

Before any financial operation is carried out by or on behalf of the Bank on a given market or in a currency the Board shall afford to the central bank or central banks directly concerned an opportunity to dissent. In the event of disapproval being expressed within such reasonable time as the Board shall specify, the proposed operation shall not take place. A central bank may make its concurrence subject to conditions and may limit its assent to a specific operation, or enter into a general arrangement permitting the Bank to carry on its operations within such limits as to time, character and amount as may be specified. This article shall not be read as requiring the assent of any central bank to the withdrawal from its market of funds to the introduction of which no objection had been raised by it, in the absence of stipulations to the contrary by the Central Bank concerned at the time the original operation was carried out.

Any Governor of a central bank, or his alternate or any other Director specially authorised by the central bank of the country of which he is a national to act on its behalf in this matter, shall, if he is present at the meeting of the Board and does not vote against any such proposed operation, be deemed to have given the valid assent of the central bank in question.

If the representative of the central bank in question is absent or if a central bank is not directly represented on the Board, steps shall be taken to afford the central bank or banks concerned an opportunity to express dissent.

Article 21.

The operations of the Bank for its own account shall only be carried out in currencies which in the opinion of the Board satisfy the practical requirements of the gold or gold exchange standard.

Article 22.

The Board shall determine the nature of the operations to be undertaken by the Bank. The Bank may in particular :

- (a) Buy and sell gold coin or bullion for its own account or for the account of central banks ;
- (b) Hold gold for its own account under earmark in central banks ;
- (c) Accept the custody of gold for the account of central banks ;
- (d) Make advances to or borrow from central banks against gold, bills of exchange and other short-term obligations of prime liquidity or other approved securities ;
- (e) Discount, rediscount, purchase or sell with or without its endorsement bills of exchange, cheques and other short-term obligations of prime liquidity, including Treasury Bills and other such Government short-term securities as are currently marketable ;
- (f) Buy and sell exchange for its own account or for the account of central banks ;
- (g) Buy and sell negotiable securities other than shares for its own account or for the account of central banks ;
- (h) Discount for central banks bills taken from their portfolio and rediscount with central banks bills taken from its own portfolio ;
- (i) Open and maintain current or deposit accounts with central banks ;
- (j) Accept :
 - (i) Deposits from central banks on current or deposit account ;

(ii) Les dépôts résultant des contrats de trust qui pourront être passés entre la Banque et des gouvernements en matière de règlements internationaux ;

(iii) Tous autres dépôts qui, de l'avis du Conseil, rentrent dans le cadre des attributions de la Banque.

La Banque peut aussi :

k) Agir comme agent ou correspondant de toute banque centrale ;

l) S'entendre avec toute banque centrale pour que celle-ci agisse comme son agent ou correspondant. Dans le cas où une banque centrale ne serait pas en mesure de jouer ce rôle ou s'y refuserait, la Banque pourra prendre toutes autres dispositions nécessaires, pourvu que la banque centrale intéressée n'y fasse pas d'objections. Si, dans de telles circonstances, il paraissait opportun que la Banque ouvrit une agence, une décision du Conseil, prise à la majorité des deux tiers, serait nécessaire.

m) Passer des accords pour agir comme mandataire (*trustee*) ou comme agent dans la matière des règlements internationaux, pourvu que de tels accords ne portent pas atteinte aux obligations de la Banque à l'égard de tiers ; et exécuter les diverses opérations prévues dans ces accords.

Article 23.

Toute opération que la Banque est autorisée à effectuer avec les banques centrales aux termes de l'article précédent peut être entreprise avec les banques, banquiers, sociétés ou particuliers de n'importe quel pays, pourvu toutefois que la banque centrale de ce pays n'y fasse pas d'objection.

Article 24.

La Banque peut conclure avec les banques centrales des accords spéciaux pour faciliter entre elles le règlement des transactions internationales.

A cette fin, elle peut accepter de détenir pour le compte de banques centrales de l'or sous dossier transférable sur leur ordre, ouvrir des comptes permettant aux banques centrales de transférer leurs avoirs d'une monnaie à une autre et prendre, dans la limite des pouvoirs conférés à la Banque par les statuts, toutes autres mesures que le Conseil pourrait estimer opportunes. Les principes et les règles du fonctionnement de tels comptes sont établis par le Conseil.

Article 25.

Il est interdit à la Banque :

a) D'émettre des billets payables à vue et au porteur ;

b) D'accepter des lettres de change ;

c) De faire des avances aux gouvernements ;

d) D'ouvrir des comptes courants au nom des gouvernements ;

e) D'acquiescer un intérêt prédominant dans une affaire ;

f) Sauf dans la mesure indispensable pour la gestion de ses propres affaires, de rester propriétaires d'immeubles plus longtemps qu'il n'est strictement nécessaire pour réaliser avantageusement toute propriété immobilière dont la Banque serait amenée à prendre possession en recouvrement de créances.

Article 26.

La Banque doit être administrée en tenant particulièrement compte de la nécessité de maintenir sa liquidité. A cet effet, elle doit conserver des actifs répondant aux conditions d'échéances et au caractère de ses engagements. Ses actifs liquides à court terme peuvent comprendre des billets de banque, des chèques payables à vue tirés sur des banques de premier ordre, des effets à l'encaissement, des dépôts à vue ou à court préavis dans des banques de premier ordre, et des lettres de change de premier ordre à quatre-vingt-dix jours d'échéance au maximum, telles qu'elles sont couramment acceptées au réescompte par les banques centrales.

La proportion des actifs de la Banque pouvant être conservés dans une monnaie donnée est déterminée par le Conseil en tenant dûment compte des engagements de la Banque.

(ii) Deposits in connection with trustee agreements that may be made between the Bank and Governments in connection with international settlements ;

(iii) Such other deposits as in the opinion of the Board come within the scope of the Bank's functions.

The Bank may also :

(k) Act as agent or correspondent of any central bank ;

(l) Arrange with any central bank for the latter to act as its agent or correspondent. If a central bank is unable or unwilling to act in this capacity, the Bank may make other arrangements, provided that the central bank concerned does not object. If in such circumstances it should be deemed advisable that the Bank should establish its own agency, the sanction of a two-thirds majority of the Board will be required ;

(m) Enter into agreements to act as trustee or agent in connection with international settlements, provided that such agreements shall not encroach on the obligations of the Bank towards third parties ; and carry out the various operations laid down therein.

Article 23.

Any of the operations which the Bank is authorised to carry out with central banks under the preceding Article may be carried out with banks, bankers, corporations or individuals of any country provided that the central bank of that country does not object.

Article 24.

The bank may enter into special agreements with central banks to facilitate the settlement of international transactions between them.

For this purpose it may arrange with central banks to have gold earmarked for their account and transferable on their order, to open accounts through which central banks can transfer their assets from one currency to another and to take such other measures as the Board may think advisable within the limits of the powers granted by these Statutes. The principles and rules governing such accounts shall be fixed by the Board.

Article 25.

The Bank may not :

(a) Issue notes payable at sight to bearer ;

(b) " Accept " bills of exchange ;

(c) Make advances to Governments ;

(d) Open current accounts in the name of Governments ;

(e) Acquire a predominant interest in any business concern ;

(f) Except so far as is necessary for the conduct of its own business, remain the owner of real property for any longer period than is required in order to realise to proper advantage such real property as may come into the possession of the Bank in satisfaction of claims due to it.

Article 26.

The Bank shall be administered with particular regard to maintaining its liquidity, and for this purpose shall retain assets appropriate to the maturity and character of its liabilities. Its short-term liquid assets may include bank notes, cheques payable at sight drawn on first class banks, claims in course of collection, deposits at sight or at short notice in first class banks, and prime bills of exchange of not more than ninety days' usance, of a kind usually accepted for rediscount by central banks.

The proportion of the Bank's assets held in any given currency shall be determined by the Board with due regard to the liabilities of the Bank.

CHAPITRE IV

ADMINISTRATION.

Article 27.

L'administration de la Banque appartient au Conseil.

Article 28.

Le Conseil est composé de la façon suivante :

1. Les Gouverneurs en exercice de chacune des banques centrales d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique (ci-après dénommés « administrateurs d'office ») ou, si l'un quelconque d'entre ces Gouverneurs ne veut ou ne peut accepter ces fonctions, la personne désignée par lui (ci-après dénommée « substitut »).

La durée des fonctions d'un substitut est laissée à la discrétion du Gouverneur qui l'a nommé, mais elles prennent fin, en tous cas, lorsque ce Gouverneur cesse d'exercer lui-même ses fonctions.

Tout administrateur d'office peut nommer comme suppléant une personne qui aura le droit d'assister aux réunions du Conseil et d'y exercer les fonctions d'administrateurs si le Gouverneur ne peut y assister en personne.

2. Sept personnes représentant la finance, l'industrie ou le commerce, nommées chacune par un des Gouverneurs des banques centrales mentionnées à l'alinéa 1 et de la même nationalité que les Gouverneurs qui les nomme.

Pendant la durée de l'obligation de l'Allemagne de payer des annuités de réparations, deux personnes respectivement de nationalité française et allemande, représentant l'industrie ou le commerce, nommées respectivement par les Gouverneurs de la Banque de France et de la Reichsbank, si ceux-ci le désirent.

Si, pour une raison quelconque, le Gouverneur d'un quelconque des sept établissements ci-dessus désignés ne peut ou ne veut remplir lui-même les fonctions d'administrateur ou nommer un substitut conformément aux stipulations de l'alinéa 1 ni procéder à la nomination prévue à l'alinéa 2, les Gouverneurs des autres institutions précitées, ou la majorité d'entre eux, peuvent inviter à devenir membres du Conseil deux nationaux du pays dont ce Gouverneur est ressortissant, et contre le choix desquels la banque centrale du pays en question ne soulève pas d'objections.

Les administrateurs nommés comme dit ci-dessus, autres que les administrateurs d'office ou leur substitut, exercent leur mandat pendant trois ans, mais sont rééligibles.

3. Neuf personnes au maximum élues suivant la procédure suivante :

Le gouverneur de la banque centrale de chacun des pays, autres que ceux indiqués dans l'alinéa 1, dans lequel il a été souscrit des actions au moment de la constitution de la Banque, a le droit de proposer une liste de quatre candidats de sa nationalité aux postes d'administrateurs, laquelle liste peut comprendre son propre nom. Deux des candidats sur chaque liste doivent être des représentants de la finance et les deux autres des représentants de l'industrie ou du commerce. Sur les listes ainsi établies, le Conseil peut élire, à la majorité des deux tiers, au maximum neuf personnes.

Les administrateurs ainsi élus sont répartis par tirage au sort en trois groupes, autant que possible de nombre égal : un de ces groupes se retire à la fin du premier exercice financier de la Banque, un autre à la fin du deuxième, le troisième à la fin du troisième exercice. Les administrateurs qui se retirent peuvent être réélus.

A la première réunion des administrateurs qui aura lieu au cours du deuxième exercice et des exercices suivants, le Conseil peut élire, à la majorité des deux tiers, trois administrateurs au maximum sur une liste générale de candidats groupant les listes de personnes ayant des titres analogues à ceux qui sont prévus pour la première élection. Les gouverneurs des banques centrales de tous les pays, autres que ceux indiqués dans l'alinéa 1, dans lesquels des actions auront été souscrites à la date de cette réunion, ont le droit de soumettre une liste de quatre personnes dont les noms seront portés sur la liste générale. Les administrateurs ainsi élus restent en fonctions pendant trois ans ; mais ils peuvent être réélus.

Si, dans l'un quelconque des pays visés au précédent alinéa, il n'y a pas de banque centrale, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, peut désigner un établissement financier qualifié pour exercer le droit de présenter une liste de candidats à l'élection.

CHAPTER IV.

MANAGEMENT.

Article 27.

The administration of the Bank shall be vested in the Board.

Article 28.

The Board shall be composed as follows :

1. The Governors for the time being of the central banks of Belgium, France, Germany, Great Britain, Italy, Japan and the United States of America (hereinafter referred to as *ex officio* Directors), or if any of the said Governors are unwilling or unable to hold office, their respective nominees (hereinafter referred to as substitute nominees).

The tenure of office of a substitute nominee shall be within the discretion of the Governor by whom he is appointed, but shall terminate in any case when that Governor vacates office.

Any *ex officio* Director may appoint one person as his alternate who shall be entitled to attend and exercise the powers of a Director at meetings of the Board if the Governor himself is unable to be present.

2. Seven persons representative of finance, industry or commerce, appointed one each by the Governors of the central banks mentioned in sub-clause 1, and being of the same nationality as the Governor who appoints him.

During the continuance of the liability of Germany to pay Reparation annuities, two persons of French and German nationality respectively, representative of industry or commerce, appointed by the Governors of the Bank of France and of the Reichsbank respectively, if they so desire.

If for any reason the Governor of any of the seven institutions above mentioned is unable or unwilling to serve as Director, or to appoint a substitute nominee under sub-clause 1, or to make an appointment under sub-clause 2, the Governors of the other institutions referred to or a majority of them may invite to become members of the Board two nationals of the country of the Governor in question, not objected to by the central bank of that country.

Directors appointed as aforesaid, other than *ex officio* Directors or their substitute nominees, shall hold office for three years but shall be eligible for reappointment.

3. Not more than nine persons to be elected by the following procedure :

The Governor of the central bank of every country, other than those mentioned in sub-clause 1, in which capital has been subscribed at the time of incorporation shall be entitled to submit a list of four candidates of his own nationality for directorship, which may include his own name. Two of the candidates on each list shall be representative of finance, and the other two of industry or commerce. From these lists the Board may elect, by a two-thirds majority, not more than nine persons.

The Directors so elected shall be divided by lot into three groups, as nearly as may be equal in number, of which one group shall retire at the end of the first, one at the end of the second, and one at the end of the third financial year of the Bank. The retiring Directors shall be eligible for re-election.

At the first meeting of Directors in the second and succeeding financial years the Board may elect by a two-thirds majority not more than three Directors from a panel of candidates composed of lists of persons with similar qualifications to those specified in connection with the first election. The Governors of the central banks of every country, other than those mentioned in sub-clause 1, in which capital has at the date of such meeting been subscribed shall be entitled to submit a list of four persons to be included in the panel. Directors so elected shall hold office for three years, but shall be eligible for re-election.

If in any of the countries referred to in the preceding paragraph there is no central bank, the Board by a two-thirds majority may nominate an appropriate financial institution to exercise the right of submitting a list of candidates for selection.

Article 29.

En cas de vacance d'un poste au Conseil pour toute autre raison que l'échéance du terme des fonctions fixée à l'article précédent, il est pourvu à cette vacance conformément à la procédure suivie pour le choix du membre à remplacer. S'il s'agit d'administrateurs autres que les administrateurs d'office, le nouvel administrateur ne reste en fonctions que jusqu'à la date d'expiration du mandat de son prédécesseur. Il peut toutefois être réélu à l'expiration de ce mandat.

Article 30.

Les administrateurs doivent avoir leur résidence habituelle en Europe ou être en mesure d'assister régulièrement aux réunions du Conseil.

Article 31.

Ne peut être nommé ni demeurer administrateur aucun membre ou fonctionnaire d'un gouvernement ni aucun membre d'un corps législatif, à moins qu'il ne soit gouverneur d'une banque centrale.

Article 32.

Les séances du Conseil doivent être tenues au moins dix fois par an. Quatre de ces séances au moins doivent avoir lieu au siège social de la Banque.

Article 33.

Tout membre du Conseil qui n'est pas présent en personne à une séance du Conseil peut donner à tout autre membre une procuration l'autorisant à voter en son nom à cette séance.

Article 34.

Sauf dispositions contraires des statuts, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés par procuration. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que s'il réunit un quorum. Ce quorum sera fixé par un règlement qui doit être adopté par le Conseil à la majorité des deux tiers.

Article 35.

Les membres du Conseil peuvent recevoir, outre leurs frais de déplacement, un jeton de présence et une rémunération (ou l'un ou l'autre) dont le montant est fixé par le Conseil sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.

Article 36.

Les délibérations du Conseil sont résumées dans des compte rendus signés par le président.

Les copies ou les extraits de ces compte rendus doivent, aux fins de production en justice, être certifiés par le directeur général de la Banque.

Un procès-verbal des décisions prises à chaque réunion doit être envoyé dans les huit jours qui suivent la réunion à chacun des membres du Conseil.

Article 29.

In the event of a vacancy occurring on the Board for any reason other than the termination of a period of office in accordance with the preceding Article, the vacancy shall be filled in accordance with the procedure by which the member to be replaced was selected. In the case of Directors other than *ex officio* Directors, the new Director shall hold office for the unexpired period only of his predecessor's term of office. He shall, however, be eligible for re-election at the expiration of that term.

Article 30.

Directors must be ordinarily resident in Europe or in a position to attend regularly at meetings of the Board.

Article 31.

No person shall be appointed or hold office as a Director who is a member or an official of a Government or a member of a legislative body, unless he is the Governor of a central bank.

Article 32.

Meetings of the Board shall be held not less than ten times a year. At least four of these shall be held at the registered office of the Bank.

Article 33.

A member of the Board who is not present in person at a meeting of Directors may give a proxy to any other member authorising him to vote at that meeting on his behalf.

Article 34.

Unless otherwise provided by the Statutes, decisions of the Board shall be taken by a simple majority of those present or represented by proxy. In the case of an equality of votes, the Chairman shall have a second or casting vote.

The Board shall not be competent to act unless a quorum of Directors is present. This quorum shall be laid down in a regulation adopted by a two-thirds majority of the Board.

Article 35.

The members of the Board may receive, in addition to out-of-pocket expenses, a fee for attendance at meetings and/or a remuneration, the amounts of which will be fixed by the Board, subject to the approval of the General Meeting.

Article 36.

The proceedings of the Board shall be summarised in minutes which shall be signed by the Chairman. Copies of or extracts from these minutes for the purpose of production in a Court of Justice must be certified by the General Manager of the Bank.

A record of decisions taken at each meeting shall be sent within eight days of the meeting to every member.

Article 37.

Le Conseil représente la Banque vis-à-vis des tiers et a seul le droit de contracter des engagements au nom de la Banque. Il peut, néanmoins, déléguer ce droit à un ou plusieurs des membres du Conseil ou du personnel permanent de la Banque, à condition de spécifier les pouvoirs de chacune des personnes auxquelles il délègue ce droit.

Article 38.

La Banque est valablement engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature du président, soit par deux signatures de membres du Conseil ou de membres du personnel qui ont été dûment autorisés par le Conseil à signer en son nom.

Article 39.

Le Conseil élit parmi ses membres un président et un ou plusieurs vice-présidents ; l'un de ceux-ci préside les séances en l'absence du président.

Le président du Conseil est président de la Banque.

Il est nommé pour trois ans et est rééligible.

Sous réserve de l'autorité du Conseil, le président exécute la politique de la Banque et en dirige l'administration.

Il ne peut remplir d'autres fonctions qui, de l'avis du Conseil, pourraient le gêner dans l'exercice de ses fonctions de président.

Article 40.

La séance du Conseil, au cours de laquelle est élu le président, est présidée par le plus âgé des membres présents du Conseil.

Article 41.

Le Conseil, sur la proposition du président, nomme un directeur général. Celui-ci est responsable vis-à-vis du président des opérations de la Banque ; il est le chef du personnel.

Les chefs de service, ainsi que les autres fonctionnaires occupant un rang analogue, sont nommés par le Conseil sur la proposition du président après avis du directeur général.

Les autres membres du personnel sont nommés par le directeur général avec l'approbation du président.

Article 42.

Le Conseil établit la division de la Banque en services.

Article 43.

Le Conseil peut, s'il le juge utile, désigner certains de ses membres pour constituer un Comité exécutif qui assistera le président dans l'administration de la Banque.

Le président est membre de ce Comité, qu'il préside d'office.

Article 44.

Le Conseil peut constituer des Comités consultatifs dont les membres peuvent, en totalité ou en partie, être choisis parmi des personnes étrangères à la direction de la Banque.

Article 45.

Pendant tout le temps que le Plan sera en vigueur, le Conseil, sur réception de l'avis mentionné au Plan, convoquera le Comité consultatif spécial qui y est prévu.

Article 37.

The Board shall represent the Bank in its dealings with third parties and shall have the exclusive right of entering into engagements on behalf of the Bank. It may however delegate this right to a member or members of the Board or of the permanent staff of the Bank, provided that it defines the powers of each person to whom it delegates this right.

Article 38.

The Bank shall be legally committed *vis-à-vis* third parties by the signature of the President or by two signatures either of members of the Board or of members of the staff who have been duly authorised by the Board to sign on its behalf.

Article 39.

The Board shall elect from among its members a Chairman and one or more Vice-Chairmen, one of whom shall preside at meetings of the Board in the absence of the Chairman.

The Chairman of the Board shall be President of the Bank.

He shall hold office for three years and shall be eligible for re-election.

Subject to the authority of the Board, the President will carry out the policy and control the administration of the Bank.

He shall not hold any other office which, in the judgment of the Board, might interfere with his duties as President.

Article 40.

At the meeting of the Board at which the election of a Chairman is to take place, the Chair shall be taken by the oldest member of the Board present.

Article 41.

A General Manager shall be appointed by the Board on the proposal of the President. He will be responsible to the President for the operations of the Bank and will be the chief of its operating staff.

The Heads of Departments, and any other officers of similar rank, shall be appointed by the Board on recommendations made by the President after consultations with the General Manager.

The remainder of the staff shall be appointed by the General Manager with the approval of the President.

Article 42.

The departmental organisation of the Bank shall be determined by the Board.

Article 43.

The Board may, if it thinks fit, appoint from among its members an Executive Committee to assist the President in the administration of the Bank.

The President shall be a member and *ex officio* Chairman of this Committee.

Article 44.

The Board may appoint advisory committees chosen wholly or partly from persons not concerned in the Bank's management.

Article 45.

As long as the Plan is in force, the Board shall convene the Special Advisory Committee referred to in the Plan, upon receipt of the notice therein provided for.

CHAPITRE V

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Article 46.

Peuvent assister aux Assemblées générales de la Banque les personnes désignées par les banques centrales ou par les autres établissements financiers visés à l'article 15.

Le droit de vote est réparti proportionnellement au nombre des actions souscrites dans le pays de chaque établissement représenté à l'assemblée.

Le président du Conseil, ou, en son absence, un vice-président, préside les Assemblées générales.

Ceux qui ont le droit d'être représentés aux Assemblées générales devront être avertis des réunions avec un préavis d'au moins trois semaines.

L'Assemblée générale fixe sa propre procédure, dans les limites des dispositions des statuts.

Article 47.

L'Assemblée générale ordinaire doit se réunir au cours des trois mois suivant la fin de l'exercice social de la Banque, à la date que fixe le Conseil.

La réunion a lieu au siège social de la Banque.

Le vote par procuration sera permis dans les conditions qui pourront être établies à l'avance par le Conseil dans un règlement.

Article 48.

L'Assemblée générale ordinaire a compétence pour :

a) Approuver le rapport annuel, le bilan annuel sur le rapport fait par les commissaires-vérificateurs, et le compte de profits et pertes, et tous les changements proposés au sujet des rémunérations, jetons de présence ou frais des membres du Conseil ;

b) Décider les affectations aux réserves et aux fonds spéciaux, et se prononcer sur la déclaration d'un dividende et son montant ;

c) Nommer les commissaires-vérificateurs pour l'année suivante et fixer leur rémunération ;
et

d) Décharger les membres du Conseil de toute responsabilité individuelle en ce qui concerne l'exercice social écoulé.

Article 49.

Les Assemblées générales extraordinaires sont convoquées pour statuer sur toute proposition du Conseil concernant :

a) Les modifications aux statuts ;

b) L'augmentation ou la réduction du capital de la Banque ;

c) La liquidation de la Banque.

CHAPITRE VI

COMPTES ET BÉNÉFICES.

Article 50.

L'exercice social de la Banque commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars. Le premier exercice social se termine le 31 mars 1931.

CHAPTER V.

GENERAL MEETING.

Article 46.

General Meetings of the Bank may be attended by nominees of the central banks or other financial institutions referred to in Article 15.

Voting rights shall be in proportion to the number of shares subscribed in the country of each institution represented at the meeting.

The Chair shall be taken at General Meetings by the Chairman of the Board or in his absence by a Vice-Chairman.

At least three weeks' notice of General Meetings shall be given to those entitled to be represented.

Subject to the provisions of these Statutes, the General Meeting shall decide upon its own procedure.

Article 47.

Within three months after the end of each financial year of the Bank, an Annual General Meeting shall be held upon such date as the Board may decide.

The meeting shall take place at the registered office of the Bank.

Voting by proxy will be permitted in such manner as the Board may have provided in advance by regulation.

Article 48.

The Annual General Meeting shall be invited :

(a) To approve the Annual Report, the Balance-Sheet upon the Report of the Auditors, and the Profit and Loss Account, and any proposed changes in the remuneration, fees or allowances of the members of the Board ;

(b) To make appropriations to Reserve and to special funds ; and to consider the declaration of a dividend and its amount ;

(c) To elect the auditors for the ensuing year and to fix their remuneration ; and

(d) To discharge the Board from all personal responsibility in respect of the past financial year.

Article 49.

Extraordinary General Meetings shall be summoned to decide upon any proposals of the Board :

(a) To amend the Statutes ;

(b) To increase or decrease the capital of the Bank ;

(c) To liquidate the Bank.

CHAPTER VI.

ACCOUNTS AND PROFITS.

Article 50.

The financial year of the Bank will begin on 1st April and end on 31st March. The first financial period will end on 31st March, 1931.

Article 51.

La Banque publie un rapport annuel et, au moins une fois par mois, une situation de ses comptes, dans la forme prescrite par le Conseil.

Le Conseil prend les mesures nécessaires pour qu'un compte de profits et pertes et un bilan de la Banque, se rapportant à chaque exercice social, soient établis en temps voulu pour être soumis à l'Assemblée générale ordinaire.

Article 52.

Les comptes et le bilan doivent être vérifiés par des commissaires-vérificateurs indépendants. Les commissaires-vérificateurs ont pleins pouvoirs pour examiner tous les livres et comptes de la Banque et pour demander des renseignements complets sur toutes ses opérations. Les commissaires-vérificateurs doivent soumettre un rapport au Conseil et à l'Assemblée générale, et indiquer dans leur rapport :

- a) S'ils ont obtenu ou non toutes les informations et toutes les explications qu'ils ont demandées ; et
- b) Si, à leur avis, le bilan analysé dans le rapport est établi de manière à donner une vue exacte et correcte de l'état des affaires de la Banque, tel que celui-ci ressort de l'examen des livres de la Banque et pour autant qu'ils peuvent en juger d'après les renseignements dont ils disposent et les explications qui leur ont été données.

Article 53.

Les bénéfices nets annuels de la Banque sont répartis de la manière suivante :

- a) Cinq pour cent de ces bénéfices nets, ou telle fraction de cinq pour cent qui pourra être nécessaire à cet effet, sont portés à un Fonds de réserve appelé Fonds de Réserve légale, jusqu'à ce que ce fonds atteigne un montant égal en valeur à dix pour cent du montant du capital de la Banque effectivement versé ;
- b) Les bénéfices nets sont appliqués ensuite au paiement d'un dividende jusqu'à concurrence de six pour cent par an sur le capital versé de la Banque. Ce dividende sera cumulatif (c'est-à-dire que l'actionnaire aura droit au paiement des arriérés de dividendes avant toute autre distribution de bénéfices sous forme de dividende) ;
- c) Sur le solde de ces bénéfices nets, s'il y en a un, vingt pour cent sont versés aux actionnaires jusqu'à concurrence d'un dividende supplémentaire non cumulatif de six pour cent au maximum, étant entendu que le Conseil peut, toute année, retenir tout ou partie de ce versement supplémentaire et en porter le montant au crédit d'un fonds spécial de réserve de dividendes, destiné à assurer le paiement du dividende de six pour cent cumulatif prévu à l'alinéa précédent, ou à être réparti ultérieurement entre les actionnaires ;
- d) Une fois effectués les prélèvements indiqués ci-dessus, la moitié des bénéfices nets annuels restants sera versée au Fonds de Réserve générale de la Banque, jusqu'à ce que ce fonds atteigne le montant du capital versé ; à partir de ce moment, quarante pour cent seront versés au Fonds de Réserve générale, jusqu'à ce que le fonds atteigne le double du capital versé ; la proportion sera alors ramenée à trente pour cent jusqu'à ce que le fonds atteigne le triple du capital versé, à vingt pour cent jusqu'à ce que le fonds atteigne le quadruple du capital versé et à dix pour cent jusqu'à ce que le fonds atteigne le quintuple du capital versé ; et, à partir de ce moment, elle sera de cinq pour cent sans limitation.

Au cas où, par suite de pertes ou d'une augmentation du capital versé, le Fonds de Réserve générale tomberait au-dessous des montants prévus ci-dessus, après les avoir atteints, les pourcentages appropriés seront prélevés à nouveau sur les bénéfices nets annuels jusqu'à ce que la situation soit rétablie.

e) Pendant tout le temps que le Plan sera en vigueur tout solde des bénéfices nets, une fois effectués les prélèvements prévus ci-dessus, sera distribué de la manière suivante :

(i) Soixante-quinze pour cent seront attribués aux Gouvernements ou aux banques centrales d'Allemagne et des pays ayant droit à une part dans les annuités payables en vertu du Plan qui auront laissé à la Banque des dépôts à terme ne pouvant être retirés qu'après au moins cinq ans de date, ou après quatre ans sur préavis d'au moins une année. Cette somme sera répartie chaque année proportionnellement au chiffre des dépôts laissés respectivement à la Banque par les gouvernements ou les banques centrales en question. Le Conseil aura le droit de fixer le dépôt minimum donnant droit à cette répartition.

Article 51.

The Bank shall publish an Annual Report, and at least once a month a Statement of Account in such form as the Board may prescribe.

The Board shall cause to be prepared a Profit and Loss Account and Balance Sheet of the Bank for each financial year in time for submission to the Annual General Meeting.

Article 52.

The Accounts and Balance Sheet shall be audited by independent auditors. The auditors shall have full power to examine all books and accounts of the Bank and to require full information as to all its transactions. The auditors shall report to the Board and to the General Meeting and shall state in their Report :

(a) Whether or not they have obtained all the information and explanations they have required ; and

(b) Whether, in their opinion, the Balance Sheet dealt with in the Report is properly drawn up so as to exhibit a true and correct view of the state of the Bank's affairs according to the best of their information and the explanations given to them, and as shown by the books of the Bank.

Article 53.

The yearly net profits of the Bank shall be applied as follows :

(a) Five per cent, of such net profits, or such proportion of five per cent. as may be required for the purpose, shall be paid to a reserve fund called the Legal Reserve Fund until that Fund reaches an amount equal in value to ten per cent. of the amount of the paid-up capital of the Bank for the time being ;

(b) Thereafter such net profits shall be applied in or towards the payment of a dividend of six per cent. per annum on the amount of the paid-up capital of the Bank. This dividend shall be cumulative ;

(c) As to the residue (if any) of such net profits, twenty per cent. shall be paid to the shareholders until a maximum further dividend of six per cent. (which shall be non-cumulative) is reached, provided that the Board may in any year withhold all or any part of this additional payment and place it to the credit of a special dividend reserve fund for use in maintaining the cumulative six per cent. dividend provided for in the preceding paragraph or for subsequent distribution to the shareholders ;

(d) After making provision for the foregoing, one-half of the yearly net profits then remaining shall be paid into the General Reserve Fund of the Bank until it equals the paid-up capital. Thereafter forty per cent. shall be so applied until the General Reserve Fund equals twice the paid-up capital ; thirty per cent. until it equals three times the paid-up capital ; twenty per cent. until it equals four times the paid-up capital ; ten per cent. until it equals five times the paid-up capital ; and from that point onward five per cent.

In case the General Reserve Fund, by reason of losses or by reason of an increase in the paid-up capital, falls below the amounts provided for above after having once attained them, the appropriate proportion of the yearly net profits shall again be applied until the position is restored.

(e) As long as the Plan is in force any remainder of the net profits after meeting the foregoing requirements shall be disposed of as follows :

(i) As to seventy-five per cent. to such of the Governments or central banks of Germany and the countries entitled to share in the annuities payable under the Plan as have maintained time deposits at the Bank subject to withdrawal in not less than five years from the time of deposit or after four years on not less than one year's notice. This sum shall be distributed annually in proportion to the size of the deposits maintained by the respective Governments or central banks in question. The Board shall have the power to determine the minimum deposit which would justify the distribution provided for ;

(ii) Vingt-cinq pour cent comme suit :

Si le Gouvernement allemand décide de faire à la Banque un dépôt à long terme remboursable seulement dans les conditions spécifiées à l'alinéa i) et s'élevant au minimum à quatre cents millions de reichsmarks, lesdits vingt-cinq pour cent seront attribués à un Fonds spécial qui servira à aider l'Allemagne à payer les vingt-deux dernières annuités prévues au Plan.

Si le Gouvernement allemand décide de faire un dépôt à long terme de ce genre pour une somme inférieure à quatre cents millions de reichsmarks, la part du Gouvernement allemand sera réduite proportionnellement et le solde sera ajouté aux soixante-quinze pour cent mentionnés à l'alinéa i) ci-dessus.

Si le Gouvernement allemand décide de ne faire aucun dépôt à long terme de ce genre, lesdits vingt-cinq pour cent seront répartis comme il est prévu à l'alinéa i) ci-dessus.

Le Fonds Spécial prévu ci-dessus est productif d'intérêts composés calculés annuellement au taux courant maximum payé par la Banque sur les dépôts à terme.

Si le Fonds Spécial dépasse le montant nécessaire au paiement des vingt-deux dernières annuités, le solde en sera réparti entre les Gouvernements créanciers, ainsi qu'il est prévu au Plan.

f) A l'expiration de la période mentionnée au premier paragraphe de l'alinéa e), l'affectation du solde des bénéfiques nets auquel se réfère l'alinéa e) sera décidée par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil.

Article 54.

FONDS DE RÉSERVE

Le Fonds de Réserve générale servira à couvrir toutes les pertes subies par la Banque. En cas d'insuffisance il sera loisible de recourir au Fonds de Réserve légal prévu à l'article 53 a).

En cas de liquidation, après règlement des obligations de la Banque et des frais de liquidation, ces fonds de réserve seront répartis entre les actionnaires.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 55.

La Banque ne peut être liquidée que par une décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des trois quarts. En aucun cas la Banque ne peut être liquidée tant qu'elle ne se sera pas acquittée de la totalité des obligations assumées par elle conformément au Plan.

Article 56.

1. Si un différend vient à s'élever quant à l'interprétation ou à l'application des statuts de la Banque, soit entre la Banque, d'une part, et telle banque centrale, établissement financier ou autre banque visé aux statuts, d'autre part, soit entre la Banque et ses actionnaires, ce différend sera soumis, pour décision définitive, au Tribunal prévu par l'Accord de La Haye de janvier 1930.

2. Faute d'accord sur les termes du compromis, chacune des parties au différend visé au présent article pourra saisir le Tribunal qui statuera, fût-ce par défaut, sur toute question, y compris celles relatives à l'étendue de sa compétence.

3. Avant toute décision finale, et sans préjuger du fond, le président du Tribunal, ou, en cas d'empêchement de sa part dans un cas quelconque, tout autre membre désigné par lui d'urgence, pourra, sur

(ii) As to twenty-five per cent. as follows :

If the German Government elects to make a long-term deposit with the Bank withdrawable only on the terms specified under sub-clause (i) above and amounting to the minimum sum of 400,000,000 reichsmarks, the said twenty-five per cent. shall go into a Special Fund, to be used to aid Germany in paying the last twenty-two annuities provided for in the Plan.

If the German Government elects to make such long-term deposit amounting to a sum below 400,000,000 reichsmarks, the participation of the German Government shall be reduced in proportion, and the balance shall be added to the seventy-five per cent. referred to in sub-clause (i) above.

If the German Government elects not to make any such long-term deposit, the said twenty-five per cent. shall be distributed as provided in sub-clause (i) above.

The Special Fund referred to above shall carry compound interest, reckoned on an annual basis, at the maximum current rate paid by the Bank on time deposits.

If the Special Fund should exceed the amount required to pay the last twenty-two annuities, the balance shall be distributed among the creditor Governments as provided for in the Plan.

(f) At the expiration of the period referred to in the first paragraph of sub-clause (e) the disposal of the remainder of the net profits referred to in sub-clause (e) shall be determined by the General Meeting on the proposal of the Board.

Article 54.

RESERVE FUNDS.

The General Reserve Fund shall be available for meeting any losses incurred by the Bank. In case it is not adequate for this purpose, recourse may be had to the Legal Reserve Fund provided for in Article 53 (a).

These reserve funds, in the event of liquidation, and after the discharge of the liabilities of the Bank and the costs of liquidation, shall be divided among the shareholders.

CHAPTER VII.

GENERAL PROVISIONS.

Article 55.

The Bank may not be liquidated except by a three-fourths majority of the General Meeting. It shall not in any case be liquidated before it has discharged all the obligations which it has assumed under the Plan.

Article 56.

1. If any dispute shall arise between the Bank, on the one side, and any central bank, financial institution, or other bank referred to in the present Statutes, on the other side, or between the Bank and its shareholders, with regard to the interpretation or application of the Statutes of the Bank, the same shall be referred for final decision to the Tribunal provided for by The Hague Agreement of January, 1930.

2. In the absence of agreement as to the terms of submission either party to a dispute under this Article may refer the same to the Tribunal, which shall have power to decide all questions (including the question of its own jurisdiction) even in default of appearance by the other party.

3. Before giving a final decision and without prejudice to the questions at issue, the President of the Tribunal, or, if he is unable to act in any case, a member of the Tribunal to be designated by him

requête de la partie la plus diligente, ordonner des mesures conservatoires provisoires au bénéfice des parties.

4. Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte au droit des parties de désigner, d'un commun accord, à l'occasion d'un de ces différends, comme arbitre unique, le président ou l'un des membres dudit Tribunal.

Article 57.

Pour tous les cas qui ne sont pas prévus à l'article précédent, ou pour lesquels d'autres dispositions d'arbitrage n'ont pas été prises, la Banque pourra ester en justice et être assignée devant toute juridiction compétente.

Article 58.

Aux fins des statuts, il faut entendre :

1° Par banque centrale, la banque chargée dans un pays de la mission de régler le volume de la circulation monétaire et du crédit dans ce pays ; ou, dans le cas où un groupement de banques est chargé d'une telle mission, la banque faisant partie de ce groupement qui a son siège et qui opère dans le marché financier principal du pays en question ;

2° Par Gouverneur d'une banque centrale, la personne qui, sous l'autorité de son Conseil d'administration ou de tel autre pouvoir compétent, dirige la politique et l'administration de la banque ;

3° Par majorité des deux tiers du Conseil, au moins les deux tiers des voix de la totalité du Conseil (que les votes soient émis en personne ou par procuration).

Article 59.

Des modifications à tous les articles des statuts, à l'exception des articles énumérés à l'article 60, peuvent être proposées à l'Assemblée générale par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers. Si ces modifications sont adoptées par la majorité de l'Assemblée générale, elles entrent en vigueur, pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec les dispositions des articles énumérés à l'article 60.

Article 60.

Les articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59, et 60 ne peuvent être modifiés que dans les conditions suivantes : la modification doit être adoptée par une majorité des deux tiers du Conseil, approuvée par la majorité de l'Assemblée générale et sanctionnée par une loi additionnelle à la Charte de la Banque.

J. E. R.

forthwith, may, on the request of the first party applying therefor, order any appropriate provisional measures in order to safeguard the respective rights of the parties.

4. The provisions of this Article shall not prejudice the right of the parties to a dispute to refer the same by common consent to the President or a member of the Tribunal as sole arbitrator.

Article 57.

In all cases not covered by the preceding Article, or by some other provision for arbitration, the Bank may proceed or be proceeded against in any court of competent jurisdiction.

Article 58.

For the purposes of these Statutes :

(1) Central bank means the bank in any country to which has been entrusted the duty of regulating the volume of currency and credit in that country ; or, where a banking system has been so entrusted, the bank forming part of such system which is situated and operating in the principal financial market of that country.

(2) The Governor of a central bank means the person who, subject to the control of his Board or other competent authority, has the direction of the policy and administration of the Bank.

(3) A two-thirds majority of the Board means not less than two-thirds of the votes (whether given in person or by proxy) of the whole directorate.

Article 59.

Amendments of any Articles of these Statutes other than those enumerated in Article 60 may be proposed by a two-thirds majority of the Board to the General Meeting and if adopted by a majority of the General Meeting shall come into force, provided that such amendments are not inconsistent with the provisions of the Articles enumerated in Article 60.

Article 60.

Articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 and 60 cannot be amended except subject to the following conditions : the amendment must be adopted by a two-thirds majority of the Board, approved by a majority of the General Meeting and sanctioned by a law supplementing the Charter of the Bank.

J. E. R.

N° 2399.

**BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE ET ALLEMAGNE**

Echange de notes concernant l'évacuation des territoires rhénans.
La Haye, le 30 août 1929.

**BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE AND GERMANY**

Exchange of Notes regarding the Evacuation of the Rhineland. The Hague, August 30, 1929.

N^o 2399. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAIS ET ALLEMAND, CONCERNANT L'ÉVACUATION DES TERRITOIRES RHÉNANS. LA HAYE, LE 30 AOUT 1929.

No. 2399. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH AND GERMAN GOVERNMENTS, REGARDING THE EVACUATION OF THE RHINALEND. THE HAGUE, AUGUST 30, 1929.

Textes officiels français, anglais et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 juillet 1930.

French, English and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 14, 1930.

I.

LA HAYE, le 30 août 1929.

EXCELLENCE,

Au cours des travaux de la Commission politique de la Conférence de La Haye, les trois Puissances occupantes se sont mises d'accord pour décider que l'évacuation de la Rhénanie commencera pendant le mois de septembre, dans les conditions fixées aux notes ci-annexées. Les troupes belges et britanniques seront complètement retirées dans un délai de trois mois à partir de la date du commencement des opérations d'évacuation. Les troupes françaises évacueront la deuxième zone dans le même délai. L'évacuation de la troisième zone par les troupes françaises commencera immédiatement après la ratification par les parlements allemand et français et la mise à exécution du Plan Young. L'évacuation sera effectuée sans interruption et aussi rapidement que le permettront les conditions physiques et, en tout cas, elle sera achevée au plus tard dans un délai de huit mois et qui ne dépassera pas la fin du juin 1930.

En vue de permettre aux troupes belges, britanniques et françaises de terminer l'évacuation dans les délais indiqués ci-dessus, il est nécessaire que le Gouvernement du Reich prenne

I.

SECRETARIAT GENERAL.

THE HAGUE, August 30, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the proceedings of the Political Commission of the Conference at The Hague the three Occupying Powers have agreed to begin the evacuation of the Rhineland during the month of September on the conditions laid down in the attached notes. The withdrawal of the Belgian and British forces will be completed within three months of the date on which the operation of evacuation begins. The French forces will evacuate the Second Zone within the same period. The evacuation of the Third Zone by the French troops will begin immediately after the Young Plan is ratified by the German and French Parliaments and put into operation. It will proceed without interruption as rapidly as physical conditions permit, and in any case will be completed at the latest in a period of eight months terminating not later than the end of June 1930.

In order to enable the Belgian, British and French troops to complete the evacuation within the period indicated above, it is necessary that the Government of the Reich should take

les dispositions prévues dans les notes précitées ci-annexées. Nous serions obligés à Votre Excellence de marquer son accord sur lesdites dispositions.

Nous profitons de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de notre très haute considération.

(*Signé*) Paul HYMANS.
 (*Signé*) Arthur HENDERSON.
 (*Signé*) Aristide BRIAND.

A Monsieur
 le Dr Stresemann,
 Ministre des Affaires étrangères
 d'Allemagne.

Annexe I à la note N° I.

NOTE BELGE SUR L'ÉVACUATION ANTICIPÉE
 DES TERRITOIRES OCCUPÉS.

Le Gouvernement du Reich prendra les dispositions énumérées ci-après :

I. Dispositions militaires.

a) Mettre à la disposition des troupes belges d'occupation, à titre gratuit, le personnel, le matériel et les installations de chemins de fer de toute nature, nécessaires à l'évacuation du personnel, des animaux et du matériel appartenant aux troupes belges d'occupation et à leurs ressortissants.

b) Permettre la mise en traitement dans les hôpitaux civils allemands, aux frais du Gouvernement belge, des malades intransportables appartenant aux troupes belges d'occupation ou à leur suite, et, dans les mêmes conditions, l'hospitalisation des animaux malades dans les établissements allemands ;

c) Autoriser la liquidation sur place du matériel non évacué, et ce sans application de droits de douane ;

d) Fournir gratuitement la main-d'œuvre et le charroi nécessaires en vue de faciliter l'éva-

the measures laid down in the annexed notes mentioned above. We should be greatly indebted to Your Excellency if you would let us know if you are in agreement with regard to these measures.

We avail ourselves of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of our highest consideration.

(*Signed*) Paul HYMANS.
 (*Signed*) Arthur HENDERSON.
 (*Signed*) Aristide BRIAND.

Joint Note
 to Dr. Stresemann.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Enclosure I to N° I.

NOTE REGARDING THE PRE-DATED EVACUATION
 OF THE OCCUPIED TERRITORIES.

The Government of the Reich will take the following measures :

I. Military Measures.

(a) To place at the disposal of the Belgian troops of occupation, free of charge, the personnel, material and railway equipment of all kinds necessary for the evacuation of the personnel, animals and material belonging to the Belgian troops of occupation and their families.

(b) To permit any Belgian troops of occupation or their families who are ill and unable to travel to be received into German civilian hospitals and treated there at the expense of the Belgian Government, and, subject to the same conditions, to allow sick animals to be received into German veterinary hospitals.

(c) To authorise the disposal on the spot, without application of customs duties, of the material which is not evacuated.

(d) To provide free of charge the labour and vehicles necessary to facilitate evacuation,

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

cuation, de même que ceux destinés à la remise aux autorités allemandes qualifiées, de tous les biens, meubles et immeubles, utilisés du fait de l'occupation.

e) Permettre que toutes installations, telles que poêles, bains, chauffe-bains, soient laissées dans leur état actuel sans être démontées. Les autorités militaires donneront les instructions nécessaires pour que le mobilier et le matériel mis à la disposition des troupes d'occupation demeurent en place.

II. Dispositions financières.

Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute Commission interalliée dans les Territoires rhénans), à partir du 1^{er} septembre 1929, seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60,000,000 de reichsmarks; le Gouvernement allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de reichsmarks à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront au capital de ce fonds dans les proportions suivantes :

	Pour cent
France	35
Grande-Bretagne	12
Belgique	3

Les Puissances occupantes et le Gouvernement allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes les créances relatives aux dommages de l'article 6 de l'Arrangement rhénan qui n'auraient pas été payées « *cash* » au 1^{er} septembre 1929, et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan, quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier, à quelque titre que ce soit, pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment : leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le « compte spécial » de l'Agent général pour les paiements de réparations (cf. Additif n° 2 de Bruxelles); les créances nées d'avances faites par l'Agent général en vertu de l'article 6 et des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour les armées d'occupation, et imputées sur l'annuité.

as also the labour and vehicles required to hand over to the qualified German authorities all property, movable and immovable, utilised as a result of the occupation.

(e) To permit that all fittings such as stoves, baths and geysers shall be left in their present condition without being dismantled. The military authorities will give the necessary instructions for the furniture and material placed at the disposal of the troops of occupation to remain *in situ*.

II. Financial Measures.

The cost of the armies of occupation (including the expenditure of the Inter-Allied Rhineland High Commission) will be covered, as from September 1, 1929, by a reserve fund fixed at 60 million Reichsmarks; the German Government will participate in this fund by the payment of a non-recoverable lump sum of 30 million Reichsmarks. The occupying Powers will contribute to the capital of this fund in the following proportions .

	Per cent.
France	35
Great Britain	12
Belgium	3

The occupying Powers and the German Government will reciprocally waive on the one hand all claims in respect of damages under article 6 of the Rhineland Agreement which shall not have been paid in cash on September 1, 1929, and, on the other hand, all existing or future claims, of whatever date, in respect of requisitions and damages under articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement. Neither party will prefer any financial claim whatsoever in respect of an evacuated territory.

The claims waived by the Governments of the occupying Powers are, in particular : their claims in respect of all balances existing in their favour in the " special account " of the Agent-General for Reparation Payments (cf. " additif " N° 2 of Brussels); credits arising out of advances made by the Agent-General under article 6 and articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement; all claims to the sale value of all buildings constructed by the German Government for the armies of occupation and charged to the annuity.

Les dispositions prévues ci-dessus s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux délégations de la Haute Commission interalliée dans les Territoires rhénans et à leur personnel.

En aucun cas, l'Allemagne ne sera obligée à faire aux Etats créanciers des paiements dépassant la somme susindiquée, ni admise à réclamer une partie quelconque de cette somme.

III. *Dispositions générales.*

Pour la fixation de la ligne de démarcation de la troisième zone, sera adoptée la même procédure qui a été suivie lors de l'évacuation de la première zone.

Il appartiendra aux Autorités allemandes de prendre les mesures nécessaires pour assurer le transfert et l'installation de la Haute Commission dans son nouveau siège, conformément aux décisions qui seront prises par celle-ci.

En vue d'éviter tout incident de nature à affecter les bonnes relations entre les deux pays, il est désirable que les mesures utiles soient prises pour prévenir toute manifestation lors du départ des troupes et toute provocation à ces manifestations.

Les Gouvernements belge, français et allemand sont convenus qu'une amnistie visant les faits connexes à l'occupation interviendra à l'occasion de l'évacuation des Territoires occupés.

Les détails de cette amnistie seront fixés de commun accord par des représentants des trois gouvernements, qui s'inspireront d'un large esprit de conciliation. Ces représentants se réuniront à Coblenz dans le plus bref délai et ils devront avoir terminé leurs travaux avant la date prévue pour le commencement de l'évacuation et au plus tard le 1^{er} octobre.

Dans le même esprit d'apaisement, ces représentants envisageront également les mesures gracieuses susceptibles d'être prises par chacun des deux gouvernements à l'égard des ressortissants de l'autre qui auraient été condamnés pour des faits se rapportant à l'occupation. Ils feront à leurs gouvernements des propositions à cet effet.

Le Gouvernement allemand constate que les juridictions allemandes ne sont pas compétentes pour reviser les décisions rendues en matière répressive par les juridictions d'occupation.

The measures contemplated are equally applicable to the troops of occupation and to the delegations of the Inter-Allied Rhineland High Commission and their personnel.

In no case will Germany be obliged to make to the creditor Powers payments exceeding the above-mentioned sum, or be entitled to claim any part of that sum.

III. *General Measures.*

For the purpose of fixing the boundary line of the third zone the same procedure will be adopted as was followed on the occasion of the evacuation of the first zone.

It will be incumbent upon the German authorities to take the necessary measures to ensure the transfer and establishment of the High Commission in its new headquarters, in accordance with the decisions which will be taken by the latter.

In order to avoid every incident of a nature calculated to affect good relations between the two countries, it is desirable that appropriate measures be taken to prevent any demonstration on the occasion of the departure of the troops and any incitement to such demonstrations.

The Belgian, French and German Governments agree that on the occasion of the evacuation of the occupied territory there should be an amnesty covering the facts connected with the occupation.

The details of this amnesty will be fixed by representatives of the three Governments acting in concert and inspired by a liberal spirit of conciliation. These representatives will meet at Coblenz at the earliest possible moment, and they shall have completed their labours before the date contemplated for the beginning of evacuation, and at the latest by October 1.

In the same spirit of pacification, these representatives will also consider the measures which could be adopted as an act of grace by each of the two Governments in respect of the nationals of the other who have been condemned for reasons connected with the occupation. They will submit proposals to their Governments to this end.

The German Government shall recognise that the German courts are not competent to revise decisions of the judicial authorities of the occupying Powers in criminal matters.

* * *

* * *

Les dispositions visées aux chapitres premier et III ci-dessus s'appliquent également à la Délégation belge près la H. I. C. T. R., ainsi qu'à son personnel.

Paul HYMANS.

The measures contemplated in Chapters I and III above will also be applicable to the Belgian Delegation to the Inter-Allied Rhineland High Commission as well as to its personnel.

Paul HYMANS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Annexe 2 à la note N° I.

Enclosure 2 in N° I.

LA HAYE, le 29 août 1929.

NOTE RELATIVE A L'EVACUATION ANTICIPÉE
DES TERRITOIRES OCCUPÉS.

NOTE REGARDING THE PRE-DATED EVACUATION
OF THE OCCUPIED TERRITORIES.

*I. Fixation détaillée de la limite indiquée pour la
troisième zone par le Traité de Paix.*

*I. Detailed Determination of the Boundary laid
down by the Peace Treaty for the Third Zone.*

Pour la fixation de la ligne de démarcation de la troisième zone, il sera adopté la même procédure que celle qui a été suivie lors de l'évacuation de la première zone.

For fixing the boundary line of the third zone the same procedure shall be adopted as was followed on the occasion of the evacuation of the first zone.

La commission prévue par cette procédure précisera sur place le tracé défini d'une façon générale dans l'article 429, paragraphe 2, du Traité de Paix, en tenant compte des indications données dans cet article, notamment pour les localités, vallées, routes, et voies ferrées.

The Commission set up by that procedure will determine on the spot the line defined in a general manner by article 429, paragraph 2, of the Peace Treaty, taking into account the details given in that article, in particular, as regards places, valleys, roads and railways.

Cette commission devra avoir terminé son travail quinze jours après le commencement de l'évacuation de la deuxième zone.

This Commission should complete its task fifteen days before the evacuation of the second zone is begun.

*II. Transit à travers les territoires évacués
jusqu'à l'évacuation complète des territoires
occupés.*

*II. Transit across the Evacuated Territories up
to the date when the Occupied Territories are
completely Evacuated.*

a) Visa de transit. — Les membres de la Haute-Commission interalliée des Territoires Rhénans et le personnel appartenant à cet organisme et aux armées d'occupation ainsi que les membres de leurs familles, qui feront un voyage comportant un trajet dans les territoires évacués des première et deuxième zones seront autorisés à traverser en chemin de fer ces territoires en vêtements civils et porteurs de leurs pièces d'identité, selon le mode actuellement appliqué pour la traversée de la première zone.

(a) Transit visa. — The members of the Inter-Allied Rhineland High Commission and the personnel belonging to that organisation and to the armies of occupation, including members of their families, who shall undertake a journey necessitating their crossing the first and second zones of the evacuated territories, will be authorised to cross these territories by rail in civilian dress and carrying their papers of identification, in accordance with the procedure at present applied for passage across the first zone.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté Britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

b) Délivrance des billets directs et enregistrement des bagages via Coblenz et Cologne.

Le Gouvernement allemand interviendra auprès de la *Deutscher Reichsbahn Gesellschaft* pour que des mesures identiques à celles actuellement en vigueur pour la traversée de la première zone soient prises pour permettre le transit par la deuxième zone des membres de la Haute-Commission interalliée des Territoires rhénans, du personnel appartenant à cet organisme et aux armées d'occupation, des membres de leurs familles ainsi que des bagages leur appartenant.

III. *Transfert du siège de la Haute-Commission et de son personnel dans la troisième zone.*

Les autorités allemandes prendront en temps utile toutes dispositions nécessaires pour assurer conformément aux décisions qui seront prises par la Haute-Commission, le transfert et l'installation dans la troisième zone des services et du personnel de la Haute-Commission, notamment en ce qui concerne les transports à effectuer et la fourniture, pour les dates indiquées de tous les locaux de service et logements nécessaires aux Alliés, ceci après consultation du Commissaire d'Empire pour les Territoires occupés et examen sur place de la question.

IV. *Mesures de police.*

En vue d'éviter tout incident de nature à affecter les bonnes relations entre les deux pays, il est désirable que les mesures utiles soient prises pour prévenir toute manifestation lors du départ des troupes et toute provocation à ces manifestations.

V. *Amnistie.*

Les Gouvernements allemand, belge et français sont convenus qu'une amnistie visant les faits connexes à l'occupation interviendra à l'occasion de l'évacuation des Territoires occupés.

Les détails de cette amnistie seront fixés d'un commun accord par des représentants des trois Gouvernements, qui s'inspireront d'un large esprit de conciliation et d'apaisement.

Ces représentants se réuniront à Coblenz dans le plus bref délai et devront avoir terminé leurs travaux pour le 1^{er} octobre prochain.

(b) Issue of direct tickets and registration of luggage via Coblenz and Cologne.

The German Government will intervene with the *Deutscher Reichsbahn Gesellschaft* in order that identical measures to those at present in force for passage across the first zone may be taken to permit passage across the second zone on the part of members of the Inter-Allied Rhineland High Commission and the personnel belonging to that organisation and to the armies of occupation, including members of their families, and the luggage belonging to them.

III. *Transfer of the Seat of the High Commission and of its Personnel to the Third Zone.*

The German authorities will adopt, at a convenient opportunity, all the necessary arrangements to ensure, in conformity with the decisions which shall be taken by the High Commission, the transfer and establishment in the third zone of the services and personnel of the High Commission, particularly as regards the transportation to be effected and the provision, for the dates specified, of all the offices and quarters necessary to the Allies, these arrangements to be made after consultation with the Commissioner of the Empire for the Occupied Territories, and after examination of the question on the spot.

IV. *Police Measures.*

In order to avoid every incident likely to affect the good relations between the two countries, it is desirable that effective measures should be taken to prevent all demonstrations on the occasion of the departure of the troops and all incitement to such demonstrations.

V. *Amnesty.*

The German, Belgian and French Governments agree that on the occasion of the evacuation of the occupied territory there should be an amnesty covering the facts connected with the occupation.

The details of this amnesty will be fixed by representatives of the three Governments acting in concert and inspired by a liberal spirit of conciliation and pacification.

These representatives shall meet at Coblenz at the earliest possible moment and they shall have completed their labours by the 1st October next.

Dans le même esprit d'apaisement, ces représentants envisageront également les mesures gracieuses susceptibles d'être prises par chacun des Gouvernements belge et français à l'égard des ressortissants de l'Allemagne qui auraient été condamnés pour des faits se rapportant à l'occupation et réciproquement. Ils feront à leurs gouvernements des propositions à cet effet.

VI. *Décisions judiciaires.*

Le Gouvernement allemand doit constater que les juridictions allemandes ne sont pas compétentes pour reviser les décisions rendues en matière répressive par les juridictions de l'occupation.

VII. *Questions financières.*

Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute-Commission interalliée dans les Territoires Rhénans) à partir du 1^{er} septembre 1929 seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60 millions de reichsmark ; le Gouvernement allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de reichsmark à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront de leur côtés au capital du fonds dans les propositions suivantes : France 35 pour cent, Grande-Bretagne 12 pour cent, Belgique 3 pour cent.

Les Puissances occupantes et le Gouvernement allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes leurs créances relatives à l'article 6 de l'Arrangement rhénan, qui n'auraient pas été payées « *cash* » au 1^{er} septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan, quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier, à quelque titre que ce soit, pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment : leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le « Compte spécial » de l'Agent général pour les paiements de réparations (cf. Additif N° 2 de Bruxelles) ; les créances nées d'avances faites par l'Agent général en vertu de l'article 6, et des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan ; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour les armées d'occupation et imputées sur l'annuité.

In the same spirit of pacification these representatives will also consider the measures which could be adopted as an act of grace by the Belgian and French Governments respectively with regard to German nationals who have been condemned for acts relating to the occupation, and vice versa. They will submit proposals to their Governments to this end.

VI. *Judicial Measures.*

The German Government shall recognise that the German courts are not competent to revise decisions of the judicial authorities of the occupying Powers in criminal matters.

VII. *Financial Questions.*

The cost of the armies of occupation (including the expenditure of the Inter-Allied Rhineland High Commission will, be covered as from September 1, 1929, by a reserve fund fixed at 60 million Reichsmarks ; the German Government will participate in this fund by the payment of a non-recoverable lump sum of 30 million Reichsmarks. The occupying Powers for their part will contribute to the capital of the fund in the following proportions : France 35 per cent., Great Britain 12 per cent., Belgium 3 per cent.

The occupying Powers and the German Government will reciprocally waive, on the one hand, all claims in respect of Article 6 of the Rhineland Agreement which shall not have been paid in cash on September 1, 1929, and, on the other hand, all existing or future claims, of whatever date, in respect of requisitions and damages under Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement. Neither party will prefer any financial claim whatsoever in respect of an evacuated territory.

The claims waived by the Governments of the occupying Powers are, in particular : their claims in respect of all balances existing in their favour in the " special account " of the Agent-General for Reparation Payments (cf. " additif " N° 2 of Brussels) ; credits arising out of advances made by the Agent-General under Article 6 and Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement ; all claims to the sale value of all buildings constructed by the German Government for the armies of occupation and charged to the annuity.

Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux Délégations de la Haute-Commission interalliée dans les Territoires rhénans et à leur personnel.

Aristide BRIAND.

Enclosure 3 in No. I.

MR. A. HENDERSON TO DR. STRESEMANN.

BRITISH DELEGATION,

THE HAGUE, *August 29, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

It is the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom to withdraw the British forces at present in occupation of the Rhineland at an early date, but the speed with which such evacuation can be accomplished depends upon the nature of the Agreement which may be come to with the Government of the Reich.

This evacuation cannot be effected rapidly unless the German Government are prepared to give instructions to their authorities to facilitate in every way the withdrawal of the troops and will also agree to waive certain claims such as those under Article 6 and Articles 8-12 of the Rhineland Agreement. Experience has shown that the assessment of claims under these Articles is a lengthy business. The British Government fears that the investigation of the facts in connexion with such claims as may arise in future would necessitate the retention in the Rhineland of various elements of the Army of Occupation which might be withdrawn with the other troops if the claims are waived.

Among the services which the British authorities look to the German authorities to supply is the provision of :

Rolling-stock for the evacuation of personnel and animals, and the assistance of

The measures contemplated are equally applicable to the troops of occupation and to the delegations of the Inter-Allied Rhineland High Commission and their personnel.

Aristide BRIAND.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Annexe 3 à la note N° I.

M. A. HENDERSON AU D^r STRESEMANN.

DÉLÉGATION BRITANNIQUE.

LA HAYE, *le 29 août 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire retirer à bref délai les forces britanniques qui occupent à présent les territoires rhénans ; mais la rapidité avec laquelle cette évacuation pourra être effectuée dépend de la nature de l'accord qui pourra être conclu avec le Gouvernement du Reich.

Cette évacuation ne peut être effectuée rapidement que si le Gouvernement allemand est disposé à donner à ses autorités des instructions en vue de faciliter, de toute manière, le retrait des troupes et consent également à renoncer à certaines réclamations, telles que celles qui sont prévues à l'article 6 et aux articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan. L'expérience a prouvé que la fixation des créances prévues par ces articles demande du temps. Le Gouvernement britannique craint que les enquêtes relatives aux faits concernant les créances qui pourraient surgir à l'avenir, ne nécessitent le maintien, en territoire rhénan, de divers éléments de l'armée d'occupation qui pourraient être retirés avec le reste des troupes si ces revendications étaient abandonnées.

Parmi les services que les autorités britanniques attendent des autorités allemandes, il y a lieu de citer ce qui suit :

Le Gouvernement allemand fournira :

Le matériel roulant nécessaire à l'évacuation du personnel et des animaux et le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the railway authorities in arranging timetables.

Barges and tugs on the Rhine, together with the necessary personnel.

The personnel necessary for taking over, as and when required, barracks, buildings, lands and accommodation of all sorts as well as furniture and stores belonging to the Reich.

Engineer fittings, such as stoves, baths, geysers, etc., will be taken over *in situ*, as there will not be time to dismantle such fittings and hand them over unfixed.

I should be glad also to receive an assurance that :

Any soldiers or members of families of soldiers who at the moment of evacuation are ill and unable to travel will be received into German civilian hospitals and kept there at the expense of His Majesty's Government until they can return home ; sick animals and those suffering from contagious diseases will be received into German civilian veterinary hospitals ;

No objection will be raised to guards in uniform travelling on the barges for the protection of stores in the course of evacuation by the Rhine and also that no customs dues will be imposed on British Government property which is disposed of locally in order to avoid evacuation.

The British authorities look to the German authorities to provide any labour which is required for assisting the evacuation.

The claims Your Excellency's Government are invited to waive are those claims under Articles 8-12 of the Rhineland Agreement, and those claims in respect of damages under Article 6, which will not have been finally settled before September 1 and included in the monthly returns already rendered to the Agent-General or (as regards Article 6) paid in cash.

The waiver will thus include both claims for services rendered and damages caused before September 1, which have not been finally settled before that date and claims in respect of services rendered or damages caused after August 31, including those in connexion with the evacuation.

concours de l'administration des chemins de fer pour l'arrangement des horaires ;

Les chalands et remorqueurs sur le Rhin avec le personnel nécessaire ;

Le personnel nécessaire pour reprendre, au fur et à mesure des besoins, les casernes, bâtiments, terrains et installations de toute sorte, ainsi que le mobilier et le matériel appartenant au Reich.

Les installations telles que poêles, bains, chauffe-bains, etc., seront reprises *telles quelles*, étant donné que le temps fera défaut pour démonter ces appareils avant leur remise aux autorités allemandes.

Je serais également heureux de recevoir les assurances ci-après :

Tous les soldats ou les membres des familles de soldats qui, au moment de l'évacuation, sont malades et incapables de voyager, seront mis en traitement dans les hopitaux civils allemands et y seront soignés aux frais du Gouvernement de Sa Majesté jusqu'au moment où ils pourront rentrer chez eux ; les animaux malades et ceux qui sont atteints d'affections contagieuses seront traités dans les établissements vétérinaires civils allemands.

Les gardes voyageant sur les chalands pour protéger le matériel au cours de l'évacuation par la voie du Rhin seront autorisés à demeurer en uniforme, et il ne sera pas perçu de droits de douane sur le matériel appartenant au Gouvernement britannique, qui sera liquidé sur place en vue d'éviter l'évacuation.

Les autorités britanniques attendent des autorités allemandes que ces dernières fournissent toute main d'œuvre nécessaire en vue de faciliter l'évacuation.

Les créances auxquelles le gouvernement de Votre Excellence est invité à renoncer sont celles que prévoient les articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan et les créances relatives aux dommages de l'article 6, qui n'auraient pas été définitivement réglées avant le 1^{er} septembre et comprises dans les relevés mensuels déjà remis à l'Agent général ou (en ce qui concerne l'article 6) payées « *cash* ».

La renonciation comprendra donc, d'une part, les créances pour services rendus et dommages causés avant le premier septembre et qui n'ont pas été définitivement réglées avant cette date, et, d'autre part, les créances relatives aux services rendus ou aux dommages causés après le 31 août, y compris les créances ayant trait à l'évacuation.

It is understood that the German Government will secure that the services to be rendered after August 31, 1929, will be rendered as promptly and adequately as heretofore, and His Majesty's Government undertake to exercise the same reasonable moderation in demanding services as hitherto, and to give instructions to this effect to the General Officer Commanding in Chief.

As regards requisitions under Article 6 of the Rhineland Agreement, His Majesty's Government will continue as heretofore to pay for them by means of German currency which will be obtained from the Reich and will be credited against the Dawes Annuities so long as these continue to be paid. Any other claims which have been or might be put forward by the German Government against His Majesty's Government under Article 6 will be waived.

The above provisions apply to the British Army of Occupation in the Rhineland and the British Section of the Rhineland High Commission.

The above waiver of claims is proposed and accepted in order to facilitate the early withdrawal of the British troops from the Rhineland and is agreed to independently of the putting into force of the Young Plan.

At the date when the special account of the Agent-General for Reparation Payments was closed on November 30, 1928, a credit balance was outstanding in favour of His Majesty's Government. This balance has gradually been diminished by debits which have been accepted against it. Should there be any balance on this account on September 1, 1929, the payment of such balance will be waived by His Majesty's Government and it would accordingly be retained by the German Government.

The same arrangement will apply to any balances existing in favour of His Majesty's Government which arise out of advances previously made by the Agent-General in respect of Article 6 and Articles 8-12 of the Rhineland Agreement. His Majesty's Government also waives any claim to the sale value of any buildings constructed by the German Government for the British Army and charged to the Annuity.

If the above arrangements are accepted by

Il est entendu que le Gouvernement allemand prendra les mesures nécessaires pour que les services qui devront être rendus après le 31 août 1929, le soient d'une manière aussi prompte et aussi satisfaisante que jusqu'à présent et le Gouvernement de Sa Majesté s'engage, en demandant ces services, à exercer la même modération raisonnable que par le passé et à donner des instructions à cet effet à l'Officier général commandant en chef.

En ce qui concerne les réquisitions prévues par l'article 6 de l'Arrangement rhénan, le Gouvernement de Sa Majesté continuera, comme par le passé, à les payer au moyen de monnaie allemande obtenue du Reich et portée au crédit des annuités du plan Dawes, tant que celles-ci continueront à être payées; toute autre créance qui a été ou pourrait être présentée par le Gouvernement allemand contre le Gouvernement de Sa Majesté, aux termes de l'article 6, sera abandonnée.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'armée d'occupation britannique dans les territoires rhénans et à la section britannique de la Haute Commission interalliée dans les territoires rhénans.

La renonciation ci-dessus des créances est proposée et acceptée en vue de faciliter la prompte évacuation des territoires rhénans par les troupes britanniques et les Gouvernements intéressés en sont convenus indépendamment de la mise en vigueur du plan Young.

A la date à laquelle le compte spécial de l'Agent général pour les paiements de réparations a été clôturé, le 30 novembre 1928, il restait un solde créditeur en faveur du Gouvernement de Sa Majesté. Ce solde a été progressivement réduit par des débits qui ont été portés en déduction dudit solde. Au cas où, à la date du 1^{er} septembre 1929, ce compte accuserait encore un solde créditeur, le Gouvernement de Sa Majesté renoncera à recevoir paiement de ce reliquat qui sera, en conséquence, gardé par le Gouvernement allemand.

Le même accord s'appliquera à tout solde en faveur du Gouvernement de Sa Majesté, qui provient d'avances antérieurement faites par l'Agent général en vertu de l'article 6 et des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan. Le Gouvernement de Sa Majesté renonce également à toute réclamation pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour l'armée britannique et imputés sur l'annuité.

Si les arrangements ci-dessus sont acceptés

Your Excellency, it is the intention of His Majesty's Government to commence the evacuation about the middle of September and to complete it in a period of approximately three months.

I take, etc.

par Votre Excellence, le Gouvernement de Sa Majesté a l'intention de commencer l'évacuation vers le milieu de septembre et de la terminer dans un délai approximatif de trois mois.

Veillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

Arthur HENDERSON.

No. II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DR STRESEMANN TO THE MINISTERS OF FOREIGN AFFAIRS OF BELGIUM, GREAT BRITAIN AND FRANCE.

DEUTSCHE DELEGATION,

SCHVENINGEN, *den* 30. August 1929.

MEINE HERREN !

Ich beehre mich Euren Exzellenzen den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie im Namen Ihrer Regierungen an mich gerichtet haben.

Die Deutsche Regierung nimmt Akt von der Erklärung der Königlich Belgischen Regierung, der Königlich Grossbritannischen Regierung und der Französischen Regierung über die Räumung des Rheinlandes. Danach wird die Räumung des Rheinlandes während des Monats September beginnen. Die belgischen und britischen Truppen werden innerhalb einer Frist von 3 Monaten, gerechnet vom Beginn der Räumungsoperationen vollständig zurückgezogen werden. Die französischen Truppen werden die zweite Zone innerhalb derselben Frist räumen. Die Räumung der dritten Zone durch die französischen Truppen wird unmittelbar nach der Ratifikation des Young-Plans durch das deutsche und französische Parlament und nach der Inangsetzung dieses Plans vorgenommen werden. Die Räumung wird ohne Unterbrechung und so schnell erfolgen, als die natürlichen Bedingungen es erlauben, und zwar spätestens in einem Zeitraum von 8 Monaten, der jedoch nicht das Ende des Monats Juni 1930 überschreiten darf.

Zugleich beehre ich mich, Euren Exzellenzen das Einverständnis der Deutschen Regierung mit den Bestimmungen zu bestätigen, die in den drei Anlagen Ihres Schreibens enthalten sind und gewisse Fragen betreffen, die mit der Räumung im Zusammenhang stehen.

Genehmigen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

STRESEMANN.

An Herrn Hymans,
Herrn Henderson und Herrn Briand,
Den Haag.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉLÉGATION ALLEMANDE.

SCHEVENINGEN, le 30 août 1929.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre de ce jour, que vous m'avez adressée au nom de vos gouvernements.

Le Gouvernement allemand prend acte de la déclaration du Gouvernement royal belge, du Gouvernement royal de la Grande-Bretagne et du Gouvernement français relative à l'évacuation de la Rhénanie. D'après cette déclaration, l'évacuation de la Rhénanie commencera pendant le mois de septembre. Les troupes belges et britanniques seront retirées complètement dans un délai de trois mois, compté à partir du début des opérations d'évacuation. Les troupes françaises évacueront la deuxième zone dans le même délai. Les troupes françaises procéderont à l'évacuation de la troisième zone immédiatement après la ratification du Plan Young par les Parlements allemand et français et après la mise en vigueur de ce plan. L'évacuation sera effectuée sans interruption et aussi vite que les circonstances naturelles le permettront, c'est-à-dire dans un délai maximum de huit mois, qui ne pourra cependant pas dépasser la fin du mois de juin 1930.

Par la même occasion, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement allemand sur les dispositions qui sont contenues dans les trois annexes de votre lettre et qui concernent certaines questions connexes à l'évacuation.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(Signé) STRESEMANN.

A M. Hymans,
Ministre des Affaires étrangères
de Belgique.

A M. Henderson,
Ministre des Affaires étrangères
britannique.

A M. Briand,
Ministre des Affaires étrangères
de France.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

GERMAN DELEGATION,

SCHEVENINGEN, August 30, 1929.

YOUR EXCELLENCIES,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellencies note of to-day's date which you have addressed to me in the name of your Governments.

The German Government take note of the declaration made by the Belgian, British and French Governments regarding the evacuation of the Rhineland, in accordance wherewith evacuation will commence during the month of September. The Belgian and British troops will be completely withdrawn within a period of three months dating from the beginning of the evacuation operations. The French troops will evacuate the second zone within the same period. The evacuation of the third zone by the French troops will take place immediately after the ratification of the Young Plan by the German and French Parliaments and the entry into force of the Plan. Evacuation will be effected without interruption, and as speedily as physical conditions permit, at the latest within a period of eight months, which, however, may not extend beyond the end of June 1930.

At the same time I have the honour to confirm to Your Excellencies the agreement of the German Government to the provisions contained in the three enclosures in your note dealing with certain questions connected with the evacuation.

I have the honour, etc.

(Signed) STRESEMANN.

To Their Excellencies
Mr. Hymans, Mr. Henderson,
and Mr Briand,
The Hague.

¹ Traduction du Gouvernement belge.² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of the Belgian Government.² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 2400.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE ET ITALIE**

Accord concernant les Commissions
de conciliation franco-allemande
et belgo-allemande instituées par
les Traités de Locarno. Signé à
La Haye, le 30 août 1929.

**GERMANY, BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE AND ITALY**

Agreement concerning the Franco-
German and Belgo-German Com-
missions of Conciliation establish-
ed by the Treaties of Locarno.
Signed at The Hague, August
30, 1929.

N° 2400. — ACCORD CONCERNANT LES COMMISSIONS DE CONCILIA-TION FRANCO-ALLEMANDE ET BELGO-ALLEMANDE INSTITUÉES PAR LES TRAITÉS DE LOCARNO. SIGNÉ A LA HAYE, LE 30 AOUT 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juillet 1930.

Les soussignés, dûment autorisés :

Vu les notes ci-annexées¹, échangées entre les Gouvernements belge, britannique et français, d'une part, et le Gouvernement allemand, d'autre part, en vue de l'évacuation, par les troupes belges, britanniques et françaises, des territoires rhénans occupés :

Constatent l'accord réalisé à ce sujet ;

Constatent qu'afin de faciliter, dans l'intérêt commun, le règlement amiable et pratique de toute difficulté qui puisse venir à s'élever entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne, relativement à l'observation des articles 42 et 43 du Traité de Versailles, les Gouvernements allemand, belge et français sont d'accord que la tâche d'amener un règlement amiable des dites difficultés soit accomplie par les Commissions organisées par les Conventions d'arbitrage conclues à Locarno, le 16 octobre 1925, par la Belgique² et par la France³ avec l'Allemagne. Ces Commissions agiront conformément à la procédure, ainsi qu'avec les pouvoirs prévus par ces conventions.

Si pareille difficulté vient à s'élever, elle sera soumise soit à la Commission germano-belge de conciliation, soit à la Commission germano-française de conciliation, selon que la difficulté se sera élevée entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne.

Cet accord ne porte nulle atteinte aux dispositions générales applicables en tels cas et, notamment, sont réservées les pouvoirs généraux du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations et l'application éventuelle de l'article 213 du Traité de Versailles sur les investigations. Il est également entendu que chacune des Puissances signataires du Traité conclu à Locarno, le 16 octobre 1925, entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, conserve le droit de saisir, à tout moment le Conseil de la Société des Nations de toute difficulté, conformément à l'article 4 dudit traité.

Le présent accord et l'Arrangement⁴ relatif à l'acceptation de principe du Plan du 7 juin 1929 ont réciproquement subordonnés l'un à l'autre.

Fait à La Haye, le 30 août 1929.

STRESEMANN.
Paul HYMANS.
Dino GRANDI.

Arthur HENDERSON.
Aristide BRIAND.

¹ Voir *sub* N° 2399, page 474, de ce volume.

² Vol. LIV, page 303, de ce recueil.

³ Vol. LIV, page 315, de ce recueil.

⁴ Voir page 421, de ce volume.

No. 2400. — AGREEMENT CONCERNING THE FRANCO-GERMAN AND BELGO-GERMAN COMMISSIONS OF CONCILIATION ESTABLISHED BY THE TREATIES OF LOCARNO. SIGNED AT THE HAGUE, AUGUST 30, 1929.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 14, 1930.

The undersigned duly authorised :

Having taken note of the notes annexed hereto¹ which have been exchanged between the Belgian, British and French Governments of the one part and the German Government of the other part with a view to the evacuation of the Rhineland territory occupied by the Belgian, British and French troops :

Note the agreement which has been arrived at on this question,

Note, also, that in order to facilitate in the common interest a friendly and practical settlement of any difficulty which may arise between Belgium and Germany or between France and Germany concerning the observance of Articles 42 and 43 of the Treaty of Versailles, the German, Belgian and French Governments have agreed that the task of settling amicably any such difficulty shall be accomplished by the commissions set up under the arbitration agreements concluded at Locarno on the 16th October, 1925, by Belgium² and by France³ with Germany. These commissions will act in conformity with the procedure laid down and with the rights accruing under these conventions.

If any such difficulty should arise, it will be submitted either to the Belgo-German Conciliation Commission or to the Franco-German Conciliation Commission, according to whether the difficulty arises between Belgium and Germany or between France and Germany.

This agreement does not in any way affect the general provisions applicable in such case and in particular is subject to the reservation that the powers of the Council and Assembly of the League of Nations to make investigations under Article 213 of the Treaty of Versailles remain intact. It is also subject to the understanding that each of the Powers who signed the Treaty concluded at Locarno on the 16 October 1925, between Germany, Belgium, France, Great Britain and Italy retains the right to lay any difficulty at any time before the Council of the League of Nations in conformity with Article 4 of that Treaty.

The present agreement and the arrangement⁴ relating to the acceptance in principle of the Plan of the June 7, 1929, are mutually interdependent.

Done at The Hague, the 30th day of August, 1929.

STRESEMANN.
Paul HYMANS.
Dino GRANDI.

Arthur HENDERSON.
Aristide BRIAND.

¹ See *sub* Nr. 2399, page 474, of this Volume.

² Vol. LIV, page 303, of this Series.

³ Vol. LIV, page 315, of this Series.

⁴ See page 421, of this Volume.

ANNEXE XXVI.

ANNEX XXVI.

ANNEXE XXVI

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT DÉPOSÉES, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE ¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE

SIGNATURES

PERSE.

LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE PERSE déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de justice internationale, conformément à l'article 36, paragraphe 2 du Statut de la Cour, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C., page 153, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XXVI.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY DEPOSITED, ETC.

No. 170. — PROTOCOL ¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

OPTIONAL CLAUSE.

SIGNATURES.

PERSIA.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE IMPERIAL GOVERNMENT OF PERSIA recognises as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, in accordance with Article 36, paragraph 2 of the Statute of the Court, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts relating directly or indirectly to the application of treaties or conventions accepted

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C, page 153, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou conventions acceptés par la Perse et postérieurs à la ratification de cette déclaration, exception faite pour :

a) Les différends ayant trait au statut territorial de la Perse, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses îles et ports ;

b) Les différends au sujet desquels les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

c) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèveraient exclusivement de la juridiction de la Perse.

Toutefois le Gouvernement impérial de Perse se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations.

La présente déclaration est faite pour une durée de six ans ; à l'expiration de ce délai, elle continuera à avoir ses pleins effets jusqu'à ce que notification soit donnée de son abrogation.

GENÈVE, le 2 octobre 1930.

HUSSEIN ALÂ.

ROUMANIE.

LE GOUVERNEMENT ROUMAIN déclare adhérer à la clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, pour une période de cinq années, à l'égard des gouvernements reconnus par la Roumanie et sous condition de réciprocité, pour les différends juridiques dérivant de situations ou faits postérieurs à la ratification par le Parlement roumain de la présente adhésion et sous réserve des matières soumises à une procédure spéciale établie ou à convenir et de la faculté pour la Roumanie de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.

Sont exceptés néanmoins :

a) Toute question de fond ou de procédure pouvant amener directement ou

by Persia and subsequent to the ratification of this declaration, with the exception of :

(a) Disputes relating to the territorial status of Persia, including those concerning the rights of sovereignty of Persia over its Islands and Ports ;

(b) Disputes in regard to which the Parties have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

(c) Disputes with regard to questions which, by international law, fall exclusively within the jurisdiction of Persia.

However, the Imperial Government of Persia reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to the Council of the League of Nations.

The present declaration is made for a period of six years. At the expiration of that period, it shall continue to bear its full effects until notification is given of its abrogation.

GENEVA, October 2, 1930.

HUSSEIN ALÂ.

ROUMANIA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ROUMANIAN GOVERNMENT declares that it accedes to the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice for a period of five years (in respect of the Governments recognised by Roumania and on condition of reciprocity in regard to legal disputes arising out of situations or facts subsequent to the ratification by the Roumanian Parliament of this accession and with the exception of matters for which a special procedure has been or may be established and subject to the right of Roumania to submit the dispute to the Council of the League of Nations before having recourse to the Court.

The following are, however, excepted :

(a) Any question of substance or of procedure which might directly or indirectly

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

indirectement la discussion de l'intégrité territoriale actuelle et des droits souverains de la Roumanie, y compris ceux sur ses ports et ses voies de communication ;

b) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent de la juridiction de la Roumanie.

GENÈVE, le 8 octobre 1930.

C. ANTONIADE.

POLOGNE.

Au nom de LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36, paragraphe 2 du Statut de la Cour, pour une durée, de cinq années, sur tous les différends futurs qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

La présente déclaration ne s'applique pas aux différends :

1^o Qui concerneraient des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats ; ou

2^o Qui s'élèveraient entre la Pologne et des Etats qui refusent d'établir ou de maintenir des relations diplomatiques normales avec la Pologne ; ou

3^o Qui se trouveraient directement ou indirectement en rapport avec la Guerre mondiale ou la guerre polono-soviétique ; ou

4^o Qui résulteraient directement ou indirectement des stipulations du Traité de Paix signé à Riga le 18 mars 1921 ; ou

cause the existing territorial integrity of Roumania and her sovereign rights, including her rights over her ports and communications, to be brought into question ;

(b) Disputes relating to questions which, according to international law, fall under the domestic jurisdiction of Roumania.

GENEVA, October 8, 1930.

C. ANTONIADE.

POLAND.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of THE REPUBLIC OF POLAND, subject to ratification, the undersigned recognises as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with Article 36, paragraph 2 of the Statute of the Court, for a period of 5 years, in any future disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to such ratification, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of peaceful settlement.

The present declaration does not apply to disputes :

(1) With regard to matters which, by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ; or

(2) Arising between Poland and States which refuse to establish or maintain normal diplomatic relations with Poland ; or

(3) Connected directly or indirectly with the World War or with the Polono-Sovietic war ; or

(4) Resulting directly or indirectly from the provisions of the Treaty of Peace signed at Riga, on March 18, 1921 or ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5° Qui auraient trait aux dispositions de droit interne en rapport avec les points 3) et 4).

GENÈVE, le 24 janvier 1931.

Auguste ZALESKI.

RATIFICATION.

Dépôt :

YUGOSLAVIE... .. 24 novembre 1930.

(5) Relating to provisions of internal law connected with points 3) and 4).

GENEVA, January 24, 1931.

Auguste ZALESKI.

RATIFICATION.

Deposit :

YUGOSLAVIA November 24, 1930.

N° 171. — CONVENTION ¹ ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION

Dépôt :

PERSE 29 janvier 1931.

No. 171. — CONVENTION ¹ AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :

PERSIA January 29, 1931.

N° 222. — CONVENTION ² INTERNATIONALE DE L'OPIMUM. SIGNÉE A LA HAYE, LE 23 JANVIER 1912.

La signature ci-après a été communiquée au Secrétariat de la Société des Nations par le ministre des Pays-Bas à Berne.

Etats	Signatures de la Convention	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'opium	Ratifications de la convention	Signatures du protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention (Dates de l'entrée en vigueur)
Estonie . .	—	—	—	21 janvier 1931

¹ Vol. VII page 11 ; vol. XI page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; et vol. XCVI, page 181, de ce recueil.

² Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; et vol. LIX, page 346, de ce recueil.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION ². SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23, 1912.

The following signature was communicated to the Secretariat of the League of Nations by the Netherlands Minister at Berne.

States	Signatures of the Convention	Signatures of the Protocol of the Powers not represented at the Conference	Ratifications of the Convention	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention (dates of entry into force)
Estonia . .	—	—	—	January 21, 1931

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; and Vol. XCVI, page 181, of this Series.

² Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol. XI, page 414 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 167 ; and Vol. LIX, page 346, of this Series.

N^o 375. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ESTONIEN RELATIF A LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES LETTRES DE JAUGE DRESSÉES PAR LES AUTORITÉS DES DEUX PAYS. COPENHAGUE, LES 8 MARS 1921 ET 7 AVRIL 1922.

No. 375. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND ESTONIAN GOVERNMENTS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE TONNAGE MEASUREMENT CERTIFICATES ISSUED BY THE AUTHORITIES IN THE RESPECTIVE COUNTRIES. COPENHAGEN, MARCH 8, 1921, AND APRIL 7, 1922.

ABROGÉ A PARTIR DU 15 FÉVRIER 1931 EN VERTU DU DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2 DE LA DÉCLARATION DU 16 JANVIER 1931 ².

ABROGATED AS FROM FEBRUARY 15, 1931, IN VIRTUE OF THE SECOND PARAGRAPH OF ARTICLE 2 OF THE DECLARATION OF JANUARY 16, 1931 ².

Communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations, le 21 janvier 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, January 21, 1931.

N^o 585. — ÉCHANGE DE NOTES ³ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LEURS DEUX PAYS. PRAGUE, LES 31 JANVIER 1924, 18 DÉCEMBRE 1924 ET 18 AVRIL 1925.

No. 585. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. PRAGUE, JANUARY 31, AND DECEMBER 18, 1924, AND APRIL 18, 1925.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'IMPORTATION DES PRODUITS TCHÉCOSLOVAQUES AU GROENLAND ET VICE-VERSA. COPENHAGUE, LE 26 AOUT 1929.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE IMPORTATION OF CZECHOSLOVAK PRODUCTS INTO GREENLAND AND VICE-VERSA. COPENHAGEN, AUGUST 26, 1929.

Présenté à l'enregistrement par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations, le 22 janvier 1931.

Presented for registration by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, January 22, 1931.

¹ Vol. XIV, page 243, de ce recueil.

² Enregistrée sous le N^o 2615.

³ Vol. XXIII, page 139 ; vol. XXXI, page 253 ; vol. XXXV, page 304 ; vol. XLV, page 112 ; et vol. LXXXVIII, page 301, de ce recueil.

¹ Vol. XIV, page 243, of this Series.

² Registered under No. 2615.

³ Vol. XXIII, page 139 ; Vol. XXXI, page 253 ; Vol. XXXV, page 304 ; Vol. XLV, page 112 ; and Vol. LXXXVIII, page 301, of this Series.

No. 597. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 21, 1922.

N° 597. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN 1922.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO SCOTLAND OF THE ABOVE MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, NOVEMBER 3 AND 24, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BRUXELLES, LES 3 ET 24 NOVEMBRE 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 5 janvier 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 5, 1931.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 359
(507/2/30).

BRUSSELS, 3rd November, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency of the extension of the Convention relating to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on June 21st, 1922, to Scotland in accordance with Article 14 (c) of the Convention.

2. The authority in Scotland to whom judicial and extra-judicial acts and *commissions rogatoires* are to be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language in which communications and translations are to be made is English.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 359.
(507/2/30).

BRUXELLES, le 3 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que l'application de la Convention concernant les actes de procédure légale en matière civile et commerciale, signée à Londres le 21 juin 1922, est étendue à l'Ecosse, conformément à l'article 14 c) de cette convention.

2. L'autorité d'Ecosse, à laquelle les actes judiciaires et extrajudiciaires ainsi que les commissions rogatoires doivent être transmis, est le « Crown Agent » à Edimbourg, et les communications et traductions doivent être rédigées en langue anglaise.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; vol. XXXI, page 254 ; vol. XXXV, page 306 ; vol. XXXIX, page 175 ; vol. XLV, page 112 ; vol. LXXVIII, page 456 ; et vol. LXXXIII, page 387, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; Vol. XXXI, page 254 ; Vol. XXXV, page 306 ; Vol. XXXIX, page 175 ; Vol. XLV, page 112 ; Vol. LXXVIII, page 456 ; and Vol. LXXXIII, page 387, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to acknowledge in due course the receipt of this notification which will be regarded as taking effect on the 3rd instant.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(For the Ambassador).
(Signed) Nevile BLAND.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^{me} BUREAU.
N^o 31029 D/17.

BRUXELLES, le 24 novembre 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date du 3 de ce mois, N^o 359 (507/2/30), j'ai l'honneur de Lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord sur la décision du Gouvernement britannique d'étendre à l'Ecosse, à partir du 3 novembre 1930, l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922 concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

La transmission des exploits et des commissions rogatoires au «Crown Agent» à Edimbourg sera assurée par M. le Consul de Belgique à Leith.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, etc., etc.

(Signé) HYMANS.

Son Excellence
le Très Honorable Comte Granville,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bruxelles.

3. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception en temps utile de la présente notification, qui devra être considérée comme prenant effet le 3 courant.

Je saisis cette occasion pour renouveler, etc.

Pour l'Ambassadeur :
(Signé) Nevile BLAND.

Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT C.
3rd BUREAU.
No. 31029 D/17.

BRUSSELS, November 24, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your communication No. 359 (507/2/30) of November 3, 1930, I have the honour to inform you that His Majesty's Government desires to express its agreement to the British Government's decision to extend the Anglo-Belgian Convention of June 21, 1922, relating to the transmission of judicial and extra-judicial acts and the taking of evidence, to Scotland as from November 3, 1930.

These acts and the *commissions rogatoires* will be transmitted to the Crown Agent at Edinburgh by the Belgian Consul at Leith.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HYMANS.

To His Excellency
Earl Granville,
His Britannic Majesty's Ambassador
at Brussels.

N^o 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

RATIFICATION

PORTUGAL 10 décembre 1930.

RATIFICATION.

PORTUGAL December 10, 1930.

ADHÉSION

BAHAMAS 23 janvier 1931.

L'adhésion de la Côte de l'Or en date du 12 mars 1926 comprend Achanti et les territoires septentrionaux de la Côte de l'Or.

ACCESSION.

BAHAMAS January 23, 1931.

The accession of the Gold Coast on March 12, 1926, includes Ashanti and the Northern territories of the Gold Coast.

N^o 853. — TRAITÉ² D'AMITIÉ ENTRE L'AFGHANISTAN ET LA PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 22 JUIN 1921.

No. 853. — TREATY² OF FRIENDSHIP BETWEEN AFGHANISTAN AND PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, JUNE 22, 1921.

PROTOCOLE³ RELATIF A L'EXTRADITION (ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-DESSUS), SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 15 JUIN 1928.

PROTOCOL³ REGARDING EXTRADITION (ADDITIONAL TO THE ABOVE TREATY), SIGNED AT TEHERAN, JUNE 15, 1928.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 25 février 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, February 25, 1931.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; vol. XCVI, page 190 ; et vol. C, page 211, de ce recueil.

² Vol. XXXIII, page 285, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaboul, le 7 janvier 1931.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; Vol. XCVI, page 190 ; and Vol. C, page 211, of this Series.

² Vol. XXXIII, page 285, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Kabul, January 7, 1931.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

پروتکل راجع باعاده مجرمین و متهمین بجرم بین دولتین ایران و افغانستان

در تعقیب فصل هفتم عهدنامه مودت منعقدہ بین ایران و افغانستان در تاریخ اول سرطان ۱۴۰۰ در باب اعاده مجرمین اختیار داران طرفین این پروتکل را امضا مینمایند :

کلیه مجرمین غیر سیاسی و متهمین بجرمهای غیر سیاسی که پس از ارتکاب جرمی در خاک یکطرف بخاک طرف دیگر رفته باشند و تقاضای استرداد آنها بشود بمامورین طرفی که جرم در خاک آن واقع شده تسلیم خواهند شد .

تقاضا نامه استرداد باید بوزارت امور خارجه داده شده و ورقه جلب یا حکمی که بامضای مقامات صلاحیتدار قضائی رسیده به آن ضمیمه باشد .

بطوریکه واضح است در ورقه جلب یا حکم محکمه باید جرم صریحاً ذکر شده و ماده قانونی که مجازات آن جرم را معین میکند تصریح گردد .

هرگاه متهم یا مجرم از اتباع مملکتی باشد که به آنجا پناه برده مسترد نخواهد شد و مملکتی که جرم در آنجا واقع شده حق دارد وقوع جرم را بادلایل و مدارک بملکت طرف دیگر داده و تقاضای تعقیب یا مجازات متهم یا مجرم را مطابق قانون آن مملکت بنماید اعتبار این پروتکل تا مدت دو سال باقی است هرگاه در موقع انقضای دو سال هیچ یک از طرفین آن را فسخ نکرد برای مدت دو سال دیگر دارای اعتبار خواهد بود .

تهران بتاريخ ۲۵ خرداد ۱۳۰۷ مطابق با ۱۵ ژوئن ۱۹۲۸

غلام صدیق وکیل امور خارجه

پاک روان

محل مهر غلام صدیق وکیل امور خارجه

محل مهر پاک روان

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

PROTOCOLE ENTRE LA PERSE ET L'AFGHANISTAN
RELATIF A L'EXTRADITION. SIGNÉ A TÉHÉ-
RAN, LE 25 KHORDAD 1307 — 15 JUIN 1928.

PROTOCOL BETWEEN PERSIA AND AFGHANISTAN
RELATING TO EXTRADITION. SIGNED AT
TEHERAN ON THE 25TH KHORDAD, 1307 (JUNE
15TH, 1928).

Comme suite à l'article 7, relatif à l'extradition des délinquants, du Traité d'amitié conclu entre la Perse et l'Afghanistan, en date du 1^{er} Saratan 1300, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent protocole.

In amplification of Article 7 (extradition of offenders) of the Treaty of Friendship concluded between Persia and Afghanistan on the 1st Saratan, 1300, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Protocol.

Toute personne, inculpée ou reconnue coupable d'un délit n'ayant pas un caractère politique qui, après avoir commis ladit délit sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, se réfugie sur le territoire de l'autre Partie et dont l'extradition est demandée, sera remise aux autorités de la Partie sur le territoire de laquelle le délit aura été commis.

Any person accused or convicted of an offence other than a political offence, who, having committed the said offence in the territory of one of the High Contracting Parties, takes refuge in the territory of the other Party, and whose extradition is requested, shall be surrendered to the authorities of the Party in whose territory the offence was committed.

La demande d'extradition doit être remise au Ministère des Affaires étrangères, et être accompagnée du mandat d'arrêt ou du jugement du tribunal, revêtus de la signature des autorités judiciaires compétentes.

The requisition for extradition must be delivered to the Ministry of Foreign Affairs, accompanied by the warrant of arrest or the judgment of the court, signed by the competent judicial authorities.

Il est entendu que le mandat d'arrêt ou le jugement du tribunal doit spécifier le délit commis et indiquer l'article de loi qui prescrit la peine prévue pour ce délit.

The warrant of arrest or judgment of the court must specify the offence committed and the article of the law which lays down the penalty provided for that offence.

L'inculpé ou délinquant ne sera pas extradé s'il est ressortissant du pays dans lequel il s'est réfugié. Dans ce cas, le pays sur le territoire duquel le délit aura été commis a le droit de porter à la connaissance de l'autre Partie la perpétration du délit et les arguments et preuves dont elle dispose, et de réclamer que des poursuites soient exercées contre l'inculpé ou délinquant, ou que ce dernier soit puni conformément à la loi en vigueur dans le pays de refuge.

The accused or convicted person shall not be surrendered if he is a national of the country in which he has taken refuge. In such case the Party in whose territory the offence was committed shall have the right to inform the other Party of the commission of the offence and submit its arguments and evidence, and to demand that proceedings be instituted against the accused or convicted person, or that the latter be punished according to the law in force in the country of his refuge.

Ce protocole est valable pour une période de deux ans. Si à l'expiration de ce délai, il n'est pas dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes, il restera en vigueur pour une nouvelle période de deux ans.

This Protocol shall remain operative for two years. If, at the expiry of that period, it is not denounced by either High Contracting Party, it shall remain in force for a further period of two years.

(Signé) (L. S.) PAKREVAN.

(Signed) (L. S.) PAKREVAN.

(Signé) (L. S.) GHOLAM-SADIGH.

(Signed) (L. S.) GHOLAM-SADIGH,

Gérant du Ministère des Affaires étrangères.

Head of the Ministry of Foreign Affairs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 1057. — CONVENTION¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA EN VUE DE SUPPRIMER LA CONTREBANDE LE LONG DE LA FRONTIÈRE INTERNATIONALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA, DE COOPÉRER A L'ARRESTATION ET A LA POURSUITE DES PERSONNES QUI VIOLENT LES LOIS DE L'UN OU DE L'AUTRE GOUVERNEMENT CONCERNANT LES NARCOTIQUES, ET DE PRENDRE D'AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AU MÊME SUJET. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 6 JUIN 1924.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 novembre 1930.

No. 1057. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA FOR THE PURPOSE OF SUPPRESSING SMUGGLING OPERATIONS ALONG THE INTERNATIONAL BOUNDARY BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA, AND ASSISTING IN THE ARREST AND PROSECUTION OF PERSONS VIOLATING THE NARCOTIC LAWS OF EITHER GOVERNMENT, AND FOR OTHER PURPOSES. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 6, 1924.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 27, 1930.

N^o 1058. — CONVENTION² SUPPLÉMENTAIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA RELATIVE A L'EXTRADITION. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 8 JANVIER 1925.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 novembre 1930.

No. 1058. — SUPPLEMENTARY EXTRADITION CONVENTION² BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 8, 1925.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 27, 1930.

N^o 1059. — TRAITÉ³ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA, EN VUE DE DÉTERMINER LA DÉMARCACTION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 24 FÉVRIER 1925.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 novembre 1930.

No. 1059. — TREATY³ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA REGARDING THE DEMARCACTION OF THE BOUNDARY BETWEEN THE UNITED STATES AND CANADA. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 24, 1925.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 27, 1930.

¹ Vol. XLIII, page 225, de ce recueil.

² Vol. XLIII, page 233, de ce recueil.

³ Vol. XLIII, page 239, de ce recueil.

¹ Vol. XLIII, page 225, of this Series.

² Vol. XLIII, page 233, of this Series.

³ Vol. XLIII, page 239, of this Series.

N° 1060. — ACCORD¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA EN VUE DE RÉGLER LE NIVEAU DU LAC DES BOIS, ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A WASHINGTON, LE 24 FÉVRIER 1925.

Cet accord a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 novembre 1930.

No. 1060. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA TO REGULATE THE LEVEL OF LAKE OF THE WOODS AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 24, 1925.

This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 27, 1930.

N° 1173. — CONVENTION² ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 NOVEMBRE 1924.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'ÉCOSSE DE LA CONVENTION CI-DESSUS. PRAGUE, LES 7 ET 15 NOVEMBRE 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 5 janvier 1931.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 246/2/30.

PRAGUE, 7th November, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency of the extension of the Convention relating to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on November 11th, 1924, to Scotland in accordance with Article 14 (2) of the Convention.

¹ Vol. XLIII, page 251, de ce recueil.

² Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; et vol. LXXXIII, page 408, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1173. — CONVENTION² BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATIVE TO LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 11, 1924.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO SCOTLAND OF THE ABOVE MENTIONED CONVENTION. PRAGUE, NOVEMBER 7 AND 15, 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 5, 1931.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I,

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 246/2/30.

PRAGUE, le 7 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que l'application de la Convention concernant les actes de procédure légale en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 novembre 1924, est étendue à l'Écosse, conformément à l'article 14 2) de cette convention.

¹ Vol. XLIII, page 251, of this Series.

² Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; and Vol. LXXXIII, page 408, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The authority in Scotland to whom judicial and extra-judicial acts and commissions rogatoires are to be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language in which communications and translation are to be made is English.

3. I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to acknowledge in due course the receipt of this notification, which will be regarded as taking effect on the 7th instant.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Joseph ADDISON.

His Excellency
Dr. K. Krofta,
Ministry for Foreign Affairs,
Prague.

II.

N° 1173.
No 150.336/30/II-5.

PRAHA, le 15 novembre, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 246/2/30 en date du 7 novembre 1930 concernant l'extension à l'Ecosse de la Convention entre le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 11 novembre 1924.

Je viens de communiquer son contenu au Ministère de Justice tchécoslovaque à toutes fins utiles.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) P. WELLNER.

A Son Excellence
Monsieur Joseph Addison, C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire de Sa Majesté
Britannique,
à Praha.

2. L'autorité d'Ecosse, à laquelle les actes judiciaires et extrajudiciaires ainsi que les commissions rogatoires doivent être transmis, est le « Crown Agent » à Edimbourg, et les communications et traduction doivent être rédigées en langue anglaise.

3. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception en temps utile de la présente notification, qui devra être considérée comme prenant effet le 7 courant.

Je saisis cette occasion pour renouveler, etc.

(Signé) Joseph ADDISON.

Son Excellence
le Dr K. Krofta,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

N° 1173.
No. 150.336/30/II.5.

PRAGUE, November 15, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 246/2/30 of November 7, 1930, concerning the extension to Scotland of the Convention between the United Kingdom and Czechoslovakia relating to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on November 11, 1924.

I have just communicated the contents of this letter to the Czechoslovak Ministry of Justice, for necessary action.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) P. WELLNER.

To His Excellency Joseph Addison C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary
at Prague.

N^o 1218. — CONVENTION¹ POSTALE ET TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, D'UNE PART, ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, LES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES DES SOVIETS DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE BLANCHE, D'AUTRE PART. SIGNÉE A MOSCOU, LE 24 MAI 1923.

No. 1218. — POSTAL AND TELEGRAPHIC CONVENTION¹ BETWEEN THE POLISH REPUBLIC, OF THE ONE PART, AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, THE SOCIALIST SOVIET REPUBLICS OF UKRAINE AND OF WHITE RUSSIA, OF THE OTHER PART. SIGNED AT MOSCOW, MAY 24, 1923.

DÉNONCIATION

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISQUES SOCIALISTES, II octobre 1930.

Communiquée par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations, le 8 novembre 1930.

DENUNCIATION.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS October II, 1930.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, November 8, 1930.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 1362. — NEDERLANDSCH-DUIJSCH DOUANE- EN CREDIETVERDRAG². GETEEKEND TE BERLIJN, DEN 26 NOVEMBER, 1925.

PROTOCOL³ VAN BOVENGENOEMD VERDRAG GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 17 MEI 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et le consul général d'Allemagne à Genève, le 15 octobre 1930.

DE NEDERLANDSCHE EN DE DUISCHTE REGERING zijn door tusschenkomst van hare ondergeteekende gevolmachtigden tot overeenstemming gekomen ten aanzien van het volgende aanvullende protocol van het Nederlandsch-Duitsche Douane- en Credietverdrag van 26 November 1925 :

¹ Vol. L, page 341, de ce recueil.

² Vol. LVII, page 159 ; et vol. LXXII, page 482, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 4 septembre 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1362. — DEUTSCH - NIEDERLÄNDISCHER ZOLL- UND KREDITVERTRAG². GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 26. NOVEMBER, 1925.

ZUSATZPROTOKOLL³ ZU DEM OBENGENANNTEN VERTRAG GEZEICHNET IM HAAG, AM 17. MAI 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne and the German Consul-General at Geneva, October 15, 1930.

DIE NIEDERLÄNDISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben durch ihre unterzeichneten Bevollmächtigten das nachstehende Zusatzprotokoll zu dem niederländisch-deutschen Zoll- und Kreditvertrag vom 26. November 1925 vereinbart :

¹ Vol. L, page 341, of this Series.

² Vol. LVII, page 159 ; and Vol. LXXII, page 482, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Berlin, September 4, 1930.

Artikel 1.

Op grond van de krachtens artikel 2 van het protocol, behoorende bij het Nederlandsch—Duitsche Douane- en Credietverdrag van 26 November 1925, gevoerde onderhandelingen over een aanvulling van het tusschen Nederland en Duitschland vastgestelde verdragstarief (bijlage bij artikel 1 van het Nederlandsch—Duitsche Douane- en Credietverdrag van 26 November 1925) is overeengekomen, dat voor de hieronder aangeduide Nederlandsche nijverheidsproducten bij hun invoer in het Duitsche douanegebied geen andere of hoogere dan de daarbij aangeduide invoerrechten zullen worden geheven :

Uit douane-tarifnummer 651 A. al. 2	RM.
Stroocarton, ook in de massa geverfd	2,25
Uit douane-tarifnummer 909	
Kabels, ter geleiding van electriche stroomten ten gevolge van hun metaal-armeering in den vorm van hulzen (mantels), plaatijzer, draad, band of dergel., geschikt om in water of in den grond gelegd te worden	14,40

Artikel 2.

Deze tariefafspraken blijven even lang van kracht als de bijlage bij artikel 1 van het in den aanhef aangehaalde verdrag.

Artikel 3.

Dit protocol zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen te Berlijn worden uitgewisseld. Het treedt in werking twee weken na uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden.

Gedaan te 's Gravenhage, den 17den Mei 1930 in tweevoud in de Nederlandsche en de Duitsche taal.

De Chef der Directie van Economische Zaken van het Departement van Buitenlandsche Zaken in den Haag :
NEDERBRAGT.

De Duitse Gezant in den Haag :
Julius Graf VON ZECH-BURKERSRODA.

De Ministerialdirigent van het Rijksministerie voor Economische Zaken in Berlijn :
Hans FLACH.

Artikel 1.

Auf Grund der gemäss § 2 des Protokolls zum niederländisch-deutschen Zoll- und Kreditvertrage vom 26. November 1925 geführten Verhandlungen über eine Ergänzung des zwischen den Niederlanden und Deutschland vereinbarten Vertragstarifs (Anlage zu Artikel 1 des niederländisch-deutschen Zoll- und Kreditvertrages vom 26. November 1925) wird vereinbart, dass für die nachstehend bezeichneten niederländischen Gewerbezeugnisse bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet keine anderen oder höheren als die nachstehend bestimmten Eingangszölle erhoben werden sollen :

Aus Zolltarif-Nummer 651 A Abs. 2	RM.
Strohnappe, auch in der Masse gefärbt	2,25
Aus Zolltarif-Nummer 909	
Kabel, zur Leitung elektrischer Ströme infolge ihrer Umschliessung mit Schutzhüllen aus Metall in Form von Hülsen (Mänteln), Blechen, Drähten, Bändern oder dergl. zur Verlegung in Wasser oder Erde geeignet	14,40

Artikel 2.

Diese Tarifabreden bleiben ebenso lange in Kraft wie die Anlage zu Artikel 1 des im Eingang erwähnten Vertrages.

Artikel 3.

Dieses Protokoll soll ratifiziert werden, und der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin stattfinden. Es tritt vierzehn Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Geschehen im Haag am 17. Mai 1930 in doppelter Ausfertigung in niederländischer und deutscher Sprache.

Der Leiter der Oekonomischen Abteilung des Auswärtigen Amtes im Haag :
NEDERBRAGT.

Der Deutsche Gesandte im Haag :
Julius Graf VON ZECH-BURKERSRODA.

Der Ministerialdirigent im Reichswirtschaftsministerium in Berlin :
Hans FLACH.

UTWISSELING VAN NOTAS

*Communiqué par le Ministre des Pays-Bas
à Berne, le 15 octobre 1930.*

S' GRAVENHAGE, 17 MEI 1930.

ZEER GEACHTE HEER FLACH,

Namens mijn Regeering heb ik de eer U de volgende afspraak nopens de toepassing van § 2 van het Protocol van het Nederlandsch—Duitsche Douane- en Credietverdrag van 26 November 1925 te bevestigen :

De op grond van de aangehaalde § 2 gevoerde onderhandelingen hebben ten aanzien van het douanerecht voor holglaswerk, vallende onder het douanetarief, nummer 737, niet tot een bevredigende overeenstemming gevoerd, terwijl overigens de inhoud van de aangehaalde § 2 door het onderhavige aanvullende Protocol afgedaan is en dit aanvullende protocol door opneming van een tariefverlaging voor stroocarton is aangevuld. Met het oog daarop is overeengekomen, dat het punt van het recht voor holglaswerk, dat reeds sinds geruimen tijd het onderwerp van verdragsonderhandelingen uitmaakt tusschen Duitschland en een derden Staat, die bij de quaestie van het holglaswerk belang heeft, tot den uiteindelijken afloop dezer onderhandelingen tusschen Nederland en Duitschland zal blijven rusten.

Terwijl ik U verzoek, namens Uwe Regeering van het bovenstaande kennis te nemen, maak ik van deze gelegenheid gebruik om U opnieuw de verzekering mijner bijzondere hoogachting te geven.

NEDERBRAGT.

Aan den Ministerialdirigent den Heer
Hans Flach.

NOTENWECHSEL.

*Communicated by the Netherlands Minister at
Berne, October 15, 1930.*

HAAG, den 17. Mai 1930.

SEHR GEEHRTER HERR NEDERBRAGT,

Namens meiner Regierung beehre ich mich die folgende Vereinbarung über die Handhabung des Par. 2 des Protokolls zum deutsch-niederländischen Zoll- und Kreditvertrage vom 26. November 1925 zu bestätigen :

Die gemäss dem zitierten Par. 2 geführten Verhandlungen haben in Ansehung des Zolls für Hohlglas der Zolltarifnummer 737 nicht zu einer endgültigen Einigung geführt, während im übrigen der Inhalt des zitierten Par. 2 durch das heutige Zusatzprotokoll erledigt und dieses Zusatzprotokoll durch Aufnahme einer Zollherabsetzung für Strohnappe ergänzt worden ist. Im Hinblick hierauf ist vereinbart, dass die Frage des Hohlglaszollens, die bereits seit geraumer Zeit den Gegenstand von Handelsvertragsverhandlungen zwischen Deutschland und einem dritten, an der Hohlglasfrage beteiligten Lande bildet, bis zum endgültigen Abschluss dieser Verhandlungen zwischen Deutschland und den Niederlanden ruhen soll.

Indem ich Sie bitte von Vorstehendem namens Ihrer Regierung Kenntnis zu nehmen, benutze ich die Gelegenheit um Ihnen den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

H. FLACH.

An Herrn Ministerialdirektor,
Dr. J. A. Nederbragt.

¹ TRADUCTION.

N^o 1362. — TRAITÉ DE DOUANE ET DE CRÉDIT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A BERLIN, LE 26 NOVEMBRE 1925.

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-DESSUS, SIGNÉ A LA HAYE, LE 17 MAI 1930, ET ÉCHANGE DE NOTES DE LA MÊME DATE.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, par l'entremise de leurs plénipotentiaires soussignés, sont convenus du Protocole additionnel suivant au Traité de Douane et de Crédit hollando-allemand du 26 novembre 1925 :

Article premier.

A la suite des négociations qui ont eu lieu conformément au paragraphe 2 du Protocole relatif au Traité de Douane et de Crédit hollando-allemand du 26 novembre 1925 pour compléter le tarif conventionnel (Annexe à l'article 1^{er} du Traité de douane et de Crédit hollando-allemand du 26 novembre 1925) établi entre les Pays-Bas et l'Allemagne, il est convenu que les produits industriels néerlandais mentionnés ci-après n'acquitteront pas, lors de leur importation sur le territoire douanier allemand, de droits d'entrée autres ou plus élevés que ceux qui sont stipulés ci-dessous :

	RM.
Ex N ^o du tarif 651 A, alinéa 2	
Carton de paille, même teint dans la masse	2,25
Ex N ^o du tarif 909.	
Câbles électriques qui, entourés d'une armature extérieure de métal sous forme de gaines, de tôles, de fils, de rubans, etc., sont propres à être posés dans l'eau ou la terre	14,40

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1362. — TREATY BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS CONCERNING CUSTOMS AND CREDIT. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 26, 1925.

ADDITIONAL PROTOCOL TO THE ABOVE TREATY, SIGNED AT THE HAGUE, MAY 17, 1930, AND EXCHANGE OF NOTES OF THE SAME DATE.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT, through their undersigned Plenipotentiaries, have agreed upon the following Additional Protocol to the Treaty between Germany and the Netherlands concerning Customs and Credit. Signed at Berlin, November 26, 1925 :

Article 1.

As a result of the negotiations conducted in accordance with paragraph 2 of the Protocol to the Treaty between Germany and the Netherlands concerning Customs and Credit of November 26, 1925, to supplement the conventional tariff (Annex to Article 1 of the Treaty between Germany and the Netherlands concerning Customs and Credit of November 26, 1925) established between the Netherlands and Germany, it is agreed that the industrial products of the Netherlands specified hereunder shall not be subject on importation into the German Customs area to any other or higher import duties than those stipulated below :

	RM.
Ex Tariff No. 651 A, paragraph 2 :	
Straw board, dyed in the pulp or not	2.25
Ex. Tariff No. 909.	
Electric cables encased in a protective cover of metal, in the form of sheathing, sheet, wire, strip, etc., suitable for laying under water or in the earth	14.40

¹ Translated by the Secretariat, of the League of Nations, for information.

Article 2.

Ces arrangements tarifaires resteront en vigueur aussi longtemps que l'Annexe à l'article 1^{er} du traité mentionné ci-dessus.

Article 3.

Le présent protocole sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin. Il entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des instruments de ratification.

Fait à La Haye, le 17 mai 1930, en double exemplaire, en langue néerlandaise et en langue allemande.

*Le Chef de la Direction
des Affaires économiques
du Ministère des Affaires étrangères
à La Haye :*

NEDERBRAGT.

Le Ministre d'Allemagne à La Haye :
Julius Graf VON ZECH-BURKERSRODA.

*Le Directeur
au Ministère des Affaires économiques
à Berlin :*

Hans FLACH.

ECHANGE DE NOTES

LA HAYE, le 17 mai 1930.

CHER MONSIEUR FLACH,

Au nom de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de confirmer l'arrangement suivant au sujet de l'application du paragraphe 2 du Protocole du Traité de douane et de crédit germano-néerlandais du 26 novembre 1925 :

Les négociations qui ont eu lieu conformément au paragraphe 2 précité n'ont pas abouti à un arrangement définitif au sujet du droit de douane sur la gobeletterie du N° 737 du tarif, alors que pour le reste, il a été satisfait à la disposition du paragraphe 2 précité par le Protocole additionnel de ce jour et que ce dernier a été complété par la réduction du droit de douane sur le carton de paille. Etant donné cette situation, il est convenu que la question du droit sur la go-

Article 2.

These tariff arrangements shall remain in force as long as the Annex to Article 1 of the Treaty mentioned above.

Article 3.

The present Protocol shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Berlin. It shall come into force a fortnight after the exchange of the instruments of ratification.

Done in duplicate in Dutch and German, at The Hague, on May 17, 1930.

NEDERBRAGT.

*Head of the
Department of Economic Affairs
in the Foreign Office at
The Hague.*

Julius Graf VON ZECH-BURKERSRODA.
German Minister at The Hague.

Hans FLACH.

*Director in the
Ministry of Economic Affairs
at Berlin.*

EXCHANGE OF NOTES.

THE HAGUE, May 17, 1930.

DEAR MR. FLACH,

In the name of my Government I have the honour to confirm the following arrangement with regard to the application of paragraph 2 of the Protocol to the Treaty between Germany and the Netherlands concerning Customs and Credit, signed at Berlin, May 26, 1925 :

The negotiations conducted in accordance with paragraph 2 mentioned above did not result in a final arrangement with regard to the duty on hollow glassware Item N° 737 of the Customs tariff, while in other respects it has been agreed that the provisions of the aforesaid paragraph 2 have been complied with by the Additional Protocol signed to-day, and that Additional Protocol has been supplemented by the reduction of the Customs duty on straw

beleterie, qui fait depuis de un certain temps déjà l'objet de négociations commerciales entre l'Allemagne et un tiers pays intéressé à la question de la gobeleterie, sera ajournée, pour ce qui concerne l'Allemagne et les Pays-Bas, jusqu'à la conclusion définitive de ces négociations.

En vous priant de bien vouloir prendre acte, au nom de votre gouvernement, des déclarations qui précèdent, je saisis cette occasion pour vous exprimer, etc.

Monsieur Hans Flach,
" Ministerialdirigent "

NEDERBRAGT.

LA HAYE, le 17 mai 1930.

CHER MONSIEUR NEDERBRAGT,

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de confirmer l'arrangement suivant au sujet de l'application du paragraphe 2 du Protocole du Traité de douane et de Crédit germano-néerlandais du 26 novembre 1925 :

Les négociations qui ont eu lieu conformément au paragraphe 2 précité n'ont pas abouti à un arrangement définitif au sujet du droit de douane sur la gobeleterie du N° 737 du tarif, alors que pour le reste, il a été satisfait à la disposition du paragraphe 2 précité par le Protocole additionnel de ce jour et que ce dernier a été complété par la réduction du droit de douane sur le carton de paille. Etant donné cette situation, il est convenu que la question du droit sur la gobeleterie, qui fait depuis un certain temps déjà l'objet de négociations commerciales entre l'Allemagne et un tiers pays intéressé à la question de la gobeleterie, sera ajournée, pour ce qui concerne l'Allemagne et les Pays-Bas, jusqu'à la conclusion définitive de ces négociations.

En vous priant de bien vouloir prendre acte, au nom de votre Gouvernement, des déclarations qui précèdent, je saisis cette occasion pour vous exprimer, etc.

H. FLACH.

Monsieur le Dr J. A. Nederbragt,
Directeur ministériel.

board. This being so, it is agreed that the question of the duty on hollow glassware, which has been for some time the subject of commercial negotiations between Germany and a third country interested in the matter of hollow glassware, shall be adjourned, as far as Germany and the Netherlands are concerned until the final conclusion of the negotiations.

I would ask you to take note of the foregoing in the name of your Government, and

I am, etc.

Mr. Hans Flach,
" Ministerialdirigent "

NEDERBRAGT.

THE HAGUE, May 17, 1930.

DEAR DR. NEDERBRAGT,

In the name of my Government I have the honour to confirm the following arrangement with regard to the application of paragraph 2 of the Protocol to the Treaty between Germany and the Netherlands concerning Customs and Credit, signed at Berlin, May 26, 1925 :

The negotiations conducted in accordance with paragraph 2 mentioned above did not result in a final arrangement with regard to the duty on hollow glassware, Item No. 737 of the Customs tariff, while in other respects it has been agreed that the provisions of the aforesaid paragraph 2 have been complied with by the Additional Protocol signed to-day, and that the Additional Protocol has been supplemented by the reduction of the Customs duty on straw board. This being so, it is agreed that the question of the duty on hollow glassware, which has been for some time the subject of commercial negotiations between Germany and a third country interested in the matter of hollow glassware, shall be adjourned, as far as Germany and the Netherlands are concerned, until the final conclusion of the negotiations.

I would ask you to take note of the foregoing in the name of your Government, and.

I am, etc.

Dr. J. A. Nederbragt,
Ministerial Director.

H. FLACH.

N^o 1414. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

RATIFICATION

TCHÉCOSLOVAQUIE... 10 octobre 1930.

ADHÉSION

SUISSE 1^{er} novembre 1930.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION¹, SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

RATIFICATION.

CZECHOSLOVAKIA ... October 10, 1930.

ACCESSION.

SWITZERLAND... .. November 1, 1930.

N^o 1469. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE L'ESTONIE ET DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE. WASHINGTON, LE 21 AOUT, ET NEW-YORK, LE 30 NOVEMBRE 1926.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 9 janvier 1931.

No. 1469. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GOVERNMENTS OF ESTONIA AND OF THE UNITED STATES OF AMERICA, CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. WASHINGTON, AUGUST 21, AND NEW YORK, NOVEMBER 30, 1926.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, January 9, 1931.

N^o 1539. — CONVENTION³ RÉLATIVE AU JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE. SIGNÉE A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1925.

RATIFICATION

Dépôt :

GRÈCE 6 février 1931.

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; et vol. C, page 221, de ce recueil.

² Vol. LXII, page 313, de ce recueil.

³ Vol. LXVII, page 63 ; vol. LXXXIII, page 443 ; vol. XCVI, page 201 ; et vol. C, page 228, de ce recueil.

No. 1539. — CONVENTION³ REGARDING THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 27, 1925.

RATIFICATION.

Deposit :

GREECE February 6, 1931.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; and Vol. C, page 221, of this Series.

² Vol. LXII, page 313, of this Series.

³ Vol. LXVII, page 63 ; Vol. LXXXIII, page 443 ; Vol. XCVI, page 201 ; and Vol. C, page 228, of this Series.

N^o 1563. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPOT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DES NAVIRES APPARTENANT A L'UN OU L'AUTRE DES DEUX PAYS. WASHINGTON, LES 26 NOVEMBRE 1924, 23 JANVIER ET 24 MARS 1925.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 5 février 1931.

No. 1563. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAXES IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE OPERATION OF SHIPS UNDER THEIR RESPECTIVE FLAGS. WASHINGTON, NOVEMBER 26, 1924, JANUARY 23, AND MARCH 24, 1925.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 5, 1931.

N^o 1743. — CONVENTION ² D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. REVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

Adhésion de la FRANCE, pour la SYRIE et le LIBAN effective à partir du 17 novembre 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 24 octobre 1930.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, effective à partir du 6 mars 1931.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 12 février 1931.

No. 1743. — UNION CONVENTION ² OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911; AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

Accession of FRANCE for SYRIA and LEBANON, effective as from November 17, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 24, 1930.

UNITED STATES OF AMERICA, effective as from March 6, 1931.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 12, 1931.

¹ Vol. LXVII, page 417, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 289; vol. LXXXIII, page 464; vol. LXXXVIII, page 366; vol. XCII, page 403; et vol. C, page 246, de ce recueil.

¹ Vol. LXVII, page 417, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 289; Vol. LXXXIII, page 464; Vol. LXXXVIII, page 366; Vol. XCII, page 403; and Vol. C, page 246, of this Series.

N^o 1744. — ARRANGEMENT ¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES. RÉVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

VILLE LIBRE DE DANTZIG (par l'intermédiaire de la Pologne), effective à partir du 29 octobre 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 6 octobre 1930.

Adhésion de LA FRANCE pour LA SYRIE et LE LIBAN, effective à partir du 17 novembre 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 octobre 1930.

N^o 1793. — CONVENTION ² SANITAIRE INTERNATIONALE. SIGNÉE A PARIS, LE 21 JUIN 1926.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 25 février 1931.

N^o 1794. — ARRANGEMENT ³ RELATIF AUX FACILITÉS A DONNER AUX MARINS DU COMMERCE POUR LE TRAITEMENT DES MALADIES VÉNÉRIENNES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1924.

ADHÉSION

PAYS-BAS (Pour le Royaume en Europe) 10 octobre 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 décembre 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 319; vol. LXXXVIII, page 367; vol. XCII, page 403; et vol. C, page 247, de ce recueil.

² Vol. LXXVIII, page 229; et vol. XCII, page 409, de ce recueil.

³ Vol. LXXVIII, page 351, de ce recueil.

No. 1744. — AGREEMENT ¹ OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS. REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

FREE CITY OF DANZIG (through the intermediary of Poland). Effective as from October 29, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 6, 1930.

Accession of FRANCE for SYRIA and LEBANON, effective as from November 17, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 24, 1930.

No. 1793. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION ². SIGNED AT PARIS, JUNE 21, 1926.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, February 25, 1931.

No. 1794. — AGREEMENT ³ RESPECTING FACILITIES TO BE GIVEN TO MERCHANT SEAMEN FOR THE TREATMENT OF VENEREAL DISEASE. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 1, 1924.

ACCESSION.

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe) October 10, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, December 19, 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 319; Vol. LXXXVIII, page 367; Vol. XCII, page 403; and Vol. C, page 247, of this Series.

² Vol. LXXVIII, page 229; and Vol. XCII, page 409, of this Series.

³ Vol. LXXVIII, page 351, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1799. — PACTE ² D'AMITIÉ ET DE COLLABORATION CORDIALE ENTRE LA POLOGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 18 SEPTEMBRE 1926.

No. 1799. — PACT ² OF FRIENDSHIP AND CORDIAL CO-OPERATION BETWEEN POLAND AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 18, 1926.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET YOUGOSLAVE CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DU PACTE CI-DESSUS. BELGRADE, LE 3 DÉCEMBRE 1930.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE POLISH AND YUGOSLAV GOVERNMENTS CONCERNING THE PROROGATION OF THE ABOVE-MENTIONED PACT. BELGRADE, DECEMBER 3, 1930.

Communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations, le 31 janvier 1931.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, January 31, 1931.

I.

I.

LÉGATION DE POLOGNE.
BELGRADE.
N^o 4614/30.

POLISH LEGATION.
BELGRADE.
No. 4614/30.

BELGRADE, le 3 décembre 1930.

BELGRADE, December 3, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement polonais considère le Pacte d'amitié et de collaboration cordiale entre la République de Pologne et le Royaume de Yougoslavie signé à Genève le 18 septembre 1926, comme automatiquement renouvelé et demeurant en vigueur, ce pacte étant la conséquence naturelle des relations amicales si heureusement établies et existantes entre la Pologne et la Yougoslavie.

I have the honour on instructions from my Government to inform your Excellency that the Polish Government regards the Pact of Friendship and Cordial Collaboration between the Republic of Poland and the Kingdom of Yugoslavia, signed at Geneva on September 18, 1926, as automatically renewed and remaining in force, the said Pact being the natural consequence of the friendly relations so fortunately established, and still continuing between Poland and Yugoslavia.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

I have the honour to be, etc.

(—) Waclaw BABIŃSKI.

(Signed) Waclaw BABIŃSKI.

Son Excellence
Monsieur Voislav Marinkovic,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie
à Belgrade.

To His Excellency
Monsieur Voislav Marinkovic,
Minister for Foreign Affairs
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 30/XII/1930.

(Signé) Dr. J. Makowski
Chef de la Section des Traités.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. LXXVIII, page 413, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LXXVIII, page 413, of this Series.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Pov. : N° 22464.

BELGRADE, le 3 décembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal considère le Pacte d'amitié et de collaboration cordiale entre le Royaume de Yougoslavie et la République de Pologne, signé à Genève, le 18 septembre 1926, comme automatiquement renouvelé et demeurant en vigueur, ce Pacte étant la conséquence naturelle des relations amicales si heureusement établies et existantes entre le Royaume de Yougoslavie et la République de Pologne.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(—) Dr. V. MARINKOVITCH.

Son Excellence
Monsieur Waclaw Babinski
Envoyé extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire de Pologne,
à Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 30/XII/1930.

Dr. J. Makowski.

Chef de la section des traités.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Pov : No. 22464.

BELGRADE, December 3, 1930.

SIR,

I have the honour, on instructions from my Government, to inform you that the Royal Government regards the Pact of Friendship and Cordial Collaboration between the Kingdom of Yugoslavia and the Republic of Poland, signed at Geneva on September 18, 1926, as automatically renewed and remaining in force, the said Pact being the natural consequence of the friendly relations so fortunately established and still continuing between the Kingdom of Yugoslavia and the Republic of Poland.

I have the honour to be, etc.

(—) Dr. V. MARINKOVITCH.

To His Excellency
Monsieur Waclaw Babinski,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Poland
at Belgrade.

N° 1841. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS PERSAN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT POUR LE RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉРАН, LES 30 JUILLET ET 9 AOUT 1928.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 13 octobre 1930.

No. 1841. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE PERSIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, JULY 30, AND AUGUST 9, 1928.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 13, 1930.

N° 1845. — CONVENTION² INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS), ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION² ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS) AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

ADHÉSIONS

COLOMBIE 3 décembre 1930.
 SUÈDE 6 décembre 1930.
 (Pour la Convention seulement.)
 LITHUANIE 13 février 1931.
 (Pour la Convention seulement.)

ACCESSIONS.

COLOMBIA December 3, 1930.
 SWEDEN December 6, 1930.
 (For the Convention only.)
 LITHUANIA February 13, 1931.
 (For the Convention only.)

N° 1852. — ÉCHANGE DE NOTES³ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PERSAN, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉРАН, LE 20 JUIN 1928.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 13 octobre 1930.

No. 1852. — EXCHANGE OF NOTES³ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS OF FRIENDSHIP AND COMMERCE BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, JUNE 20, 1928.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 13, 1930.

¹ Vol. LXXX, page 407, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; et vol. C, page 249, de ce recueil.

³ Vol. LXXXI, page 431, de ce recueil.

¹ Vol. LXXX, page 407, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; and Vol. C, page 249, of this Series.

³ Vol. LXXXI, page 431, of this Series.

N^o 1858. — ACCORD¹ PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS GÉNÉRALES ENTRE LA FRANCE ET LA PERSE. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 11 MAI 1928.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 11 octobre 1930.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT CET ACCORD JUSQU'AU 1^{er} FÉVRIER 1931. TÉHÉРАН, LES 1^{er} FÉVRIER ET 1^{er} AOUT 1930.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 11 octobre 1930.

N^o 13559.
12/II/308.

I.
TÉHÉРАН, le 1^{er} février 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

L'accord provisoire signé entre la Perse et la France le 10 mai 1928 étant actuellement échu, et les négociations en cours relativement à la conclusion d'une convention d'établissement entre les deux pays devant vraisemblablement aboutir à très bref délai, le Gouvernement persan consent, sous condition de réciprocité, à ce que les dispositions de l'article II dudit accord provisoire, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants français en Perse par une lettre du ministre des Affaires étrangères datée du même jour, restent en force jusqu'à la mise en vigueur de la

No. 1858. — PROVISIONAL AGREEMENT¹ REGULATING THE GENERAL RELATIONS BETWEEN FRANCE AND PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, MAY 11, 1928.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 11, 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THIS AGREEMENT UNTIL FEBRUARY 1, 1931. TEHERAN, FEBRUARY 1 AND AUGUST 1, 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 11, 1930.

No. 13559.
12/II/308.

I.
TEHERAN, February 1, 1930.

SIR,

I have the honour to bring to your notice the following :

The provisional agreement between Persia and France signed on May 10, 1928, having now lapsed, and there being every probability that the negotiations at present proceeding will very shortly result in the conclusion of an establishment convention between the two countries, the Persian Government agrees, on condition of reciprocity, that the provisions of Article II of the provisional agreement, together with the most-favoured-nation treatment in the matter of establishment accorded on condition of reciprocity to French nationals in Persia by letter of the Minister for Foreign Affairs of the same date, shall remain in force until the coming into

¹ Vol. LXXXII, page 43, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXII, page 43, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

convention d'établissement ci-dessus prévue et au plus tard jusqu'à la fin du mois de juillet 1930.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) FARZINE.

Monsieur de Sercey,
Chargé d'Affaires
de la République française
à Téhéran.

II.

TÉHÉRAN, le 1^{er} février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

L'accord provisoire signé entre la France et la Perse, le 10 mai 1928, étant actuellement échu, et les négociations en cours relativement à la conclusion d'une convention d'établissement entre les deux pays devant vraisemblablement aboutir à très bref délai, le Gouvernement français consent, sous condition de réciprocité, à ce que les dispositions de l'article II dudit accord provisoire, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement, accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants persans en France par une lettre du ministre de France datée du même jour, restent en force jusqu'à la mise en vigueur de la convention d'établissement ci-dessus prévue et au plus tard jusqu'à la fin du mois de juillet 1930.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) DE SERCEY.

Son Excellence Farzine
Ministre des Affaires étrangères
Téhéran.

force of the establishment convention referred to, and not later than the end of the month of July 1930.

I have, etc.

(Signed) FARZINE.

Monsieur de Sercey,
Chargé d'Affaires
of the French Republic
at Teheran.

II.

TEHERAN, February 1, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the following :

The provisional agreement between France and Persia signed on May 10, 1928, having now lapsed, and there being every probability that the negotiations at present proceeding will very shortly result in the conclusion of an establishment convention between the two countries, the French Government agrees, on condition of reciprocity, that the provisions of Article II of the provisional agreement, together with the most-favoured-nation treatment in the matter of establishment accorded on condition of reciprocity to Persian nationals in France by letter of the French Minister of the same date, shall remain in force until the coming into force of the establishment convention referred to, and not later than the end of the month of July 1930.

I have, etc.

(Signed) DE SERCEY.

His Excellency Farzine,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

III.

N^o 15082/710441.TÉHÉРАН, le 1^{er} août 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 1^{er} février 1930, entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au 31 juillet dernier.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une convention de commerce et à une convention d'établissement, le Gouvernement impérial consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1^{er} février 1931, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues à l'article premier et II de l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants français en Perse par une lettre du ministre des Affaires étrangères datée du même jour.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération distinguée.

M. FOROUGH1.

Monsieur de Sercey,
Chargé d'Affaires
de la République française,
à Téhéran.

IV.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN PERSE.

N^o 86.TÉHÉРАН, le 1^{er} août 1930.

ALTESSE,

Par une lettre en date du 1^{er} août 1930, Votre Altesse a bien voulu me rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réci-

III.

No. 15082/710441.

Teheran, August 1, 1930.

SIR,

I have the honour to remind you that the arrangements, the benefits of which our two countries accorded to each other by an exchange of letters on February 1st, 1930, between the Imperial Government and the French Legation, were valid only to July 31 last.

As there is reason to hope that the treaty of friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations at present proceeding in regard to commercial and establishment conventions will be concluded at an early date, the Imperial Government agrees in the meantime and until February 1, 1931, at latest, on condition of reciprocity, to maintain in force the provisions of Articles I and II of the former provisional agreement signed on May 11, 1928, together with the most-favoured-nation treatment in the matter of establishment accorded on condition of reciprocity to French nationals in Persia by letter of the Minister for Foreign Affairs of the same date.

I have etc.

(Signed) M. FOROUGH1.

Monsieur de Sercey,
Chargé d'Affaires
of the French Republic
at Teheran.

IV.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN PERSIA.

No. 86.

TEHERAN, August 1, 1930.

YOUR HIGHNESS,

By letter dated August 1, 1930, Your Highness has been pleased to remind me that the arrangements, the benefits of which our two countries

proquement accordé le bénéfice par l'échange de lettre effectué le 1^{er} février 1930 entre la Légation de France et le Gouvernement impérial, n'étaient valables que jusqu'au 31 juillet dernier.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une convention de commerce et à une convention d'établissement, le Gouvernement de la République consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1^{er} février 1931, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues à l'article premier et II de l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement, accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants Persans en France, par une lettre de M. Wilden datée du même jour.

Veuillez agréer, Altesse, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. DE SERCEY.

Son Altesse Foroughi,
Ministre des Affaires étrangères
à Téhéran.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT JUSQU'AU 1^{ER} AOUT 1931 LES DISPOSITIONS DES ARTICLES I ET II DE L'ACCORD DU 11 MAI 1928, AINSI QUE LE RÉGIME DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS SUR LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS. TÉHÉRAN, LE 1^{ER} FÉVRIER 1931.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 25 février 1931.

I.

TÉHÉRAN, le 1^{er} février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient récipro-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

accorded to each other by an exchange of letters on February 1, 1930, between the French Legation and the Imperial Government, were valid only to July 31 last.

As there is reason to hope that the treaty of friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations at present proceeding in regard to commercial and establishment conventions will be concluded at an early date, the Government of the Republic agrees in the meantime and until February 1, 1931, at latest, on condition of reciprocity, to maintain in force the provisions of Articles I and II of the former provisional agreement signed on May 11, 1928, together with the most-favoured-nation treatment in the matter of establishment accorded on condition of reciprocity to Persian nationals in France by letter of M. Wilden of the same date.

I have, etc.

(Signed) C. DE SERCEY.

His Highness Foroughi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL AUGUST 1ST, 1931, THE PROVISIONS OF ARTICLES I AND II OF THE AGREEMENT OF MAY 11, 1928, AS WELL AS THE MOST-FAVOURÉ-NATION TREATMENT AS REGARDS THE ESTABLISHMENT OF NATIONALS OF BOTH COUNTRIES, ON THEIR RESPECTIVE TERRITORIES. TEHERAN, FEBRUARY 1, 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, February 25, 1931.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

TEHERAN, February 1, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to remind you that the arrangements of which our two countries

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

quement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le premier août 1930 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au premier février 1931.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une convention de commerce et à une convention d'établissement, le Gouvernement impérial consent, en attendant et au plus tard jusqu'au premier août 1931, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues à l'article premier et II de l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement, accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants français en Perse par une lettre du Ministre des Affaires étrangères datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

M. FOROUGHÍ.

Son Excellence Monsieur Maugras,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de France,
à Téhéran.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN PERSE.

N^o 16.

TÉHÉRAN, le 1^{er} février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Altesse que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 1^{er} août 1930 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au 1^{er} février 1931.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement

granted each other the benefit by an exchange of letters between the Imperial Government and the French Legation on August 1, 1930, were to remain operative only until February 1, 1931.

As there is good reason to hope that the treaty of friendship concluded between us on, May 10, 1929, will speedily be put into force and that the negotiations in progress for a commercial convention and an establishment convention will shortly reach a successful issue, the Imperial Government agrees meanwhile, on condition of reciprocity, to maintain in force, until August 1, 1931, at latest, the arrangements defined in Articles I and II of the original provisional agreement signed on May 11, 1928, and the most-favoured-nation treatment in the matter of establishment, granted on condition of reciprocity to French nationals in Persia by a letter from the Minister for Foreign Affairs bearing the same date.

I have the honour to be, etc.

M. FOROUGHÍ.

To His Excellency M. Maugras,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of France,
at Teheran.

II.

LÉGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN PERSIA.

No. 16.

TEHERAN, February 1, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to remind Your Highness that the arrangements of which our two countries granted each other the benefit by an exchange of letters between the Imperial Government and the French Legation on August 1, 1930, were to remain operative only until February 1, 1931.

As there is good reason to hope that the treaty of friendship concluded between us on May 10, 1929, will speedily be put into force, and that the negotiations in progress for a

à une convention de commerce et à une convention d'établissement, le Gouvernement de la République consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1^{er} août 1931, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles premier et II de l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement, accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants persans en France par une lettre de M. Wilden datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

MAUGRAS.

Son Altesse Foroughi,
Ministre des Affaires étrangères,
à Téhéran.

commercial convention and an establishment convention will shortly reach a successful issue, the Government of the Republic agrees meanwhile, on condition of reciprocity, to maintain in force, until August 1, 1931, at latest, the arrangements defined in Articles I and II of the original provisional agreement signed on May 11, 1928, and the most-favoured-nation treatment in the matter of establishment granted on condition of reciprocity to Persian nationals in France by a letter from M. Wilden bearing the same date.

I have the honour to be, etc.

MAUGRAS.

To His Highness Foroughi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

N^o 1859. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET PERSAN COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉРАН, LE 8 SEPTEMBRE 1928.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 13 octobre 1930.

ÉCHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS JUSQU'AU 10 AOUT 1929. TÉHÉРАН, LES 29 AVRIL ET 9 MAI 1929,

ET

ÉCHANGE DE NOTES PROROGÉANT A NOUVEAU CET ARRANGEMENT JUSQU'A LA CONCLUSION DES TRAITÉS DÉFINITIFS. TÉHÉРАН, LES 9 ET 17 AOUT 1929.

Communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 13 octobre 1930.

¹ Vol. LXXXII, page 57; vol. LXXXVIII, page 390; et vol. XCII, page 410, de ce recueil.

No. 1859. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, SEPTEMBER 8, 1928.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 13, 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT UNTIL AUGUST 10, 1929. TEHERAN, APRIL 29 AND MAY 9, 1929,

AND

EXCHANGE OF NOTES FURTHER RENEWING THIS AGREEMENT UNTIL THE CONCLUSION OF DEFINITIVE TREATIES. TEHERAN, AUGUST 9 AND 17, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 13, 1930.

¹ Vol. LXXXII, page 57; Vol. LXXXVIII, page 390; and Vol. XCII, page 410, of this Series.

N^o 1905. — CONVENTION¹ RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 25 NOVEMBRE 1927.

No. 1905. — INTERNATIONAL RADIO-TELEGRAPH CONVENTION¹. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 25, 1927.

ADHÉSIONS

VILLE LIBRE DE DANTZIG (par l'intermédiaire de la Pologne) effective à partir du 12 février 1930.

NOUVELLES-HÉBRIDES, effective à partir du 22 octobre 1930.

ACCESSIONS.

FREE CITY OF DANZIG (through the intermediary of Poland), effective as from February 12, 1930.

NEW HEBRIDES, effective as from October 22, 1930.

RATIFICATIONS

ROUMANIE 4 novembre 1930.
CUBA 20 décembre 1930.

RATIFICATIONS.

ROUMANIA November 4, 1930.
CUBA December 20, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2044. — CONVENTION³ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

N^o 2044. — CONVENTION³ ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO SCOTLAND OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERLIN, NOVEMBER 6 AND 22, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BERLIN, LES 6 ET 22 NOVEMBRE 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 5 janvier 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 5, 1931.

¹ Vol. LXXXIV, page 97 ; vol. XCII, page 412 ; vol. XCVI, page 205 ; et vol. C, page 249, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. XC, page 287 ; vol. XCII, page 413 ; et vol. C, page 252, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIV, page 97 ; Vol. XCII, page 412 ; Vol. XCVI, page 205 ; and Vol. C, page 249, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. XC, page 287 ; Vol. XCII, page 413 ; and Vol. C, page 252, of this Series.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 369.
185/25/30.

BERLIN, *November 6, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency of the extension of the Convention relating to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on March 20th, 1928, to Scotland in accordance with Article 17 (a) of the Convention.

2. The authority in Scotland to whom judicial and extra-judicial acts and Letters of Request are to be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language in which communications and translations are to be made is English.

3. I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to acknowledge in due course the receipt of this notification which will be regarded as taking effect on the 6th December, 1930.

4. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) B. C. NEWTON.

His Excellency
Dr. Curtius,
etc., etc., etc.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 369.
185/25/30.

BERLIN, *le 6 novembre 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que l'application de la Convention concernant les actes de procédure légale en matière civile et commerciale, signée à Londres le 20 mars 1928, est étendue à l'Ecosse, conformément à l'article 17 a) de cette convention.

2. L'autorité d'Ecosse, à laquelle les actes judiciaires et extra-judiciaires ainsi que les commissions rogatoires doivent être transmis, est le « Crown Agent » à Edimbourg, et les communications et traductions doivent être rédigées en langue anglaise.

3. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception en temps utile de la présente notification, qui devra être considérée comme prenant effet le 6 décembre 1930.

4. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, etc.

(Signé) B. C. NEWTON.

Son Excellence
le D^r Curtius,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Auswärtiges Amt.

V. Z. 2797. I.

BERLIN, den 22 November 1930.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 6. November d. J. — Nr. 369/185/25/30 — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt davon Vermerk, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 6. Dezember 1930 auf Schottland ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner davon Vermerk, dass gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen an den Crown Agent in Edinburg zu übermitteln und dass die Mitteilungen und Übersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 *b* des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung von Schottland am 6. Dezember 1930 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

BÜLOW.

An den Königlich Britischen
Geschäftsträger,
Herrn B. C. Newton.

Certified to be in conformity with the original :

(Sd.) Arthur Yencken.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. Z. 2797.I.

BERLIN, le 22 novembre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 6 novembre 1930 (N^o 369/185/25/20).

Le Gouvernement allemand prend acte du désir manifesté par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir étendre à l'Ecosse

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS

V. Z. 2797. I.

BERLIN, November 22, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 369/185/25/20 of November 6, 1930.

The German Government notes the wish of His Britannic Majesty's Government that the application of the Germano-British Convention

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'application de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, cette extension devant prendre effet à dater du 6 décembre 1930. En outre, le Gouvernement allemand note que les actes judiciaires et extra-judiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, doivent être transmis au « Crown Agent » à Edimbourg, et que ces communications et traductions doivent être rédigées en langue anglaise.

Conformément à l'article 17 *b*) de la Convention du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, les dispositions de cette convention entreront en vigueur le 6 décembre 1930 en ce qui concerne l'Ecosse.

Je saisis cette occasion pour renouveler, etc.

(Signé) BÜLOW.

A Monsieur B. C. Newton,
Chargé d'Affaires de
Sa Majesté britannique.

of March 20, 1928, relating to Legal Proceedings should be extended to Scotland, as from December 6, 1930. It further notes that judicial and extra-judicial acts and Letters of Request are to be transmitted to the *Crown Agent*, Edinburgh, and that the language in which communications and translations are to be made is English.

In accordance with Article 17 *(b)* of the Convention of March 20, 1928, relating to Legal Proceedings, the provisions of this Convention are to come into force on December 6, 1930, as regards Scotland.

I have the honour to be, etc,

(Signed) BÜLOW.

To B. C. Newton Esq.,
British Chargé d'Affaires.

No 2096. — CONVENTION ¹ POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

RATIFICATIONS

ITALIE 12 novembre 1930.
PORTUGAL 10 décembre 1930.

ADHÉSION

TERRE-NEUVE, ... 7 janvier 1931.

No. 2096. — CONVENTION ¹ ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

RATIFICATIONS.

ITALY November 12, 1930.
PORTUGAL December 10, 1930.

ACCESSION.

NEWFOUNDLAND ... January 7, 1931.

¹ Vol. XCII, page 301 ; vol. XCVI, page 205 ; et vol. C, page 259, de ce recueil.

¹ Vol. XCII, page 301 ; Vol. XCVI, page 205 ; and Vol. C, page 259, of this Series.

N^o 2127. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA PERSE ET L'ÉGYPTÉ. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 28 NOVEMBRE 1928.

No. 2127. — TREATY OF FRIENDSHIP AND ESTABLISHMENT BETWEEN PERSIA AND EGYPT. SIGNED AT TEHERAN, NOVEMBER 28, 1928.

AMENDEMENTS AU TEXTE ARABE.

AMENDMENTS IN THE ARABIC TEXT.

A la demande de la délégation permanente de la Perse auprès de la Société des Nations, les amendements suivants doivent être introduits au texte arabe du Traité d'amitié et d'établissement entre la Perse et l'Égypte signé à Téhéran, le 28 novembre 1928, tel qu'il figure au Volume XCIII, page 388, de ce recueil.

At the request of the Permanent Delegation of Persia accredited to the League of Nations, the following amendments should be made in the Arabic text of the Treaty of Friendship and establishment between Persia and Egypt signed at Teheran, November 28, 1928, as it appears in Vol. XCIII, page 388, of this Series.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

معاهدة بالصدقة وبحقوق الإقامة
بين الامبراطورية الفارسية والمملكة المصرية
حضرة صاحب الجلالة الامبراطورية شاه الفرس
و
حضرة صاحب الجلالة ملك مصر
نظرا لما لدى جلالتهما من خالص الرغبة في زيادة توثيق عرى الصداقة
الكائنة بين دولتيهما قد اتفقا على عقد معاهدة تثبت فيها قواعد علاقاتهما
الودية وذلك الى أن تعقد اتفاقات قنصلية وجمركية وتجارية .
وعينا لهذا الغرض مندوبيهما المفوضين .

من لدن حضرة صاحب الجلالة الامبراطورية شاه الفرس :
 حضرة صاحب السعادة فتح الله خان بك روان القائم بادارة وزارة
 خارجيته .
 ومن لدن حضرة صاحب الجلالة ملك مصر :
 حضرة صاحب السعادة حسن نشأت باشا مندوبه فوق العادة ووزيره
 المفوض بطهران .
 اللذين بعد أن تبادلوا وثائق تفويضهما وتبيننا صحتها ومطابقتها للأصول
 المرعية اتفقا على الأحكام الآتية :

(المادة الأولى)

يكون بين الامبراطورية الفارسية والمملكة المصرية وبين رعاياهما سلام
 دائم وصدقة خالصة .

Pour la signature du plénipotentiaire de la Perse, lire :

فتح الله خان بك روان

N^o 2138. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT
 LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA
 GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS,
 TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE
 MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ
 A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE
 PROHIBITION OF THE USE IN WAR
 OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR
 OTHER GASES, AND OF BACTERIOLO-
 GICAL METHODS OF WARFARE.
 SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

RATIFICATION

PAYS-BAS (y compris les
 Indes néerlandaises,
 Surinam et Curaçao) 31 octobre 1930.

Sous réserve que ce protocole, pour ce qui
 concerne l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants,
 toxiques ou similaires, ainsi que de tous les
 liquides, matières ou procédés analogues, cessera

¹ Vol. XCIV, page 65 ; et vol. C, page 262, de ce recueil.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS (in-
 cluding Netherlands
 Indies, Surinam and
 Curaçao) October 31, 1930.

Subject to the reservation that, as regards
 the use in war of asphyxiating, poisonous or
 other gases, and of all analogous liquids, materials
 or devices, this Protocol shall *ipso facto* cease

¹ Vol. XCIV, page 65 ; and Vol. C, page 262, of this Series.

de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement dont les forces armées ou dont les alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

to be binding on the Royal Netherlands Government with regard to any enemy State whose armed forces or whose allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2162. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM AND THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE GOVERNMENT OF INDIA, AND THE ITALIAN GOVERNMENT, CONCERNING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF PASSENGER SHIPS' CERTIFICATES AND EMIGRANT SHIP REGULATIONS. ROME, JANUARY 25, 1929.

N^o 2162. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET DE GOUVERNEMENT DE L'INDE, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, D'AUTRE PART, CONCERNANT LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES CERTIFICATS DE NAVIGATION DES NAVIRES A PASSAGERS ET DES RÈGLEMENTS RELATIFS AUX NAVIRES D'ÉMIGRANTS. ROME, LE 25 JANVIER 1929.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES, PROTECTED STATES AND MANDATED TERRITORIES, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE AGREEMENT. ROME, AUGUST 11/25, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DE L'ACCORD CI-DESSUS A CERTAINES COLONIES BRITANNIQUES ET A CERTAINS PROTECTORATS, TERRITOIRES SOUS MANDAT. ROME, LES 11/25 AOUT 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 12 novembre 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 12, 1930.

NOTE VERBALE.

In accordance with instructions received from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, His Britannic Majesty's Embassy in Rome have the honour to inform the Royal Italian Ministry for Foreign Affairs that, in order to give effect to the desire expressed in the note of the Minister for Foreign Affairs of the 25th January 1929, supplementary to the exchange of notes of that date relative to the reciprocal recognition of Passenger Ships' Certificates and Emigrant Ship Regulations,

NOTE VERBALE.

Conformément aux instructions reçues du principal secrétaire d'Etat de sa Majesté aux Affaires étrangères, l'Ambassadeur de sa Majesté britannique à Rome a l'honneur d'informer le Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Italie qu'en vue de donner effet au désir exprimé dans la note du ministre des Affaires étrangères en date du 25 janvier 1929, complétant l'échange de notes de même date relatif à la reconnaissance réciproque des certificats des navires affectés au transport des passagers

¹ Traduit par la Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. XCV, page 39, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XCV, page 39, of this Series.

that the agreement should be extended to other parts of His Majesty's Dominions, His Majesty's Government in the United Kingdom desire that the provisions of the said exchange of notes should be extended as far as applicable in a like manner in every respect as if they were named in the said exchange of notes, to the under-mentioned British Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories :

Bahamas.
 Barbados.
 Bermuda.
 British Guiana.
 British Honduras.
 British Solomon Islands Protectorate.
 Ceylon.
 Cyprus.
 Falkland Islands.
 Federated Malay States :
 Negri-Sembilan.
 Pahang.
 Perak.
 Selangor.
 Fiji.
 Gibraltar.
 Gilbert and Ellice Islands Colony.
 Gold Coast.
 Gambia.
 Hongkong.
 Jamaica (including Turks and Caicos and Cayman Islands).
 Kenya (Colony and Protectorate).
 Leeward Islands :
 Antigua.
 Dominica.
 Montserrat.
 St. Kitts-Nevis.
 Virgin Islands.
 Malta.
 Mauritius.
 Nigeria (with British Cameroons).
 North Borneo.
 Palestine.
 Sarawak.
 Seychelles.
 Sierra Leone.
 Somaliland.
 Straits Settlements.
 St. Helena.
 Tanganyika Territory.
 Trinidad.
 Weihaiwei.

et des règlements relatifs aux navires d'émigrants, à savoir que l'arrangement soit appliqué à d'autres parties des Dominions de sa Majesté, le Gouvernement de sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que les dispositions dudit échange de notes soient étendues, autant que possible d'une manière en tous points identique, aux colonies, protectorats, Etats protégés (« protected States ») britanniques et territoires sous mandat britannique ci-après mentionnés, comme s'ils étaient nommés dans ledit échange de notes :

Bahamas.
 Barbade.
 Bermudes.
 Guyane britannique.
 Honduras britannique.
 Protectorat britannique des îles Salomon.
 Ceylan.
 Chypre.
 Iles Falkland.
 Etats fédérés malais :
 Negri-Sembilan.
 Pahang.
 Pérah.
 Selangor.
 Fidji.
 Gibraltar.
 Iles Gilbert et Ellice.
 Côte de l'Or.
 Gambie.
 Hongkong.
 Jamaïque (y compris les îles Turks, Caicos et Cayman).
 Kenya (colonie et protectorat).
 Iles Sous-le-Vent :
 Antigua.
 Dominique.
 Montserrat.
 Saint Kitts-Nevis.
 Iles Vierges.
 Malte.
 Maurice.
 Nigéria (y compris le Cameroun britannique).
 Nord-Bornéo.
 Palestine.
 Sarawak.
 Seychelles.
 Sierra-Leone.
 Somalie.
 Etablissements des Détroits.
 Sainte-Hélène.
 Territoire du Tanganyika.
 Trinité.
 Weihaiwei.

Windward Islands :

Grenada.

St. Lucia.

St. Vincent.

Zanzibar Protectorate.

2. His Britannic Majesty's Embassy also have the honour to inform the Royal Italian Ministry for Foreign Affairs as follows :

All the territories mentioned in this note except Somaliland and the Gold Coast keep their own shipping registers and issue survey certificates if necessary. Further in all these territories except Hongkong, Mauritius and the Straits Settlements the regulations in force are the same as those of the United Kingdom. The regulations in Hongkong and Mauritius have been recognised by the Board of Trade as the equivalent of those in force in the United Kingdom and those in the Straits Settlements are being brought into conformity with them.

3. In the event of the Italian Government concurring in this proposal, His Britannic Majesty's Embassy have the honour to suggest that this note and a reply from the Italian Ministry for Foreign Affairs in similar terms should be regarded as placing on record the agreement arrived at in this matter.

ROME, 11th August, 1930.

This is a certified copy
of the original document sent
to the Italian Government :

(Signed) D. G. Osborne.

Iles-du-Vent :

Grenade.

Sainte-Lucie.

Saint-Vincent.

Protectorat de Zanzibar.

2. L'Ambassadeur de sa Majesté britannique a également l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de monsieur le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Italie :

Tous les territoires mentionnés dans la présente note, à l'exception de la Somalie et de la Côte de l'Or, ont leurs propres registres d'immatriculation maritime et délivrent, le cas échéant, des certificats d'experts maritimes. En outre, dans tous ces territoires, à l'exception de Hongkong, de l'île Maurice et des Etablissements des Détroits, les règlements en vigueur sont identiques à ceux du Royaume Uni. Les règlements en vigueur à Hongkong et à l'île Maurice ont été reconnus par le Board of Trade comme équivalant à ceux du Royaume-Uni, et les règlements des Etablissements des Détroits sont actuellement rendus conformes aux règlements en vigueur en Grande-Bretagne.

3. Si le Gouvernement italien veut bien agréer cette proposition, l'Ambassadeur de sa Majesté britannique a l'honneur de proposer que la présente note ainsi que la réponse émanant du ministre des Affaires étrangères italien, libellée dans des termes analogues, soient considérées comme constatant l'accord intervenu en la matière.

ROME, 11 août 1930.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI.
ESTERI.

NOTA VERBALE.

Con la Nota Verbale dell'11 agosto 1930 N° 281 l'Ambasciata d'Inghilterra ha fatto conoscere che il Governo di S. M. Britannica è disposto ad estendere l'Accordo italo-inglese risultante dallo scambio di note del 25 gennaio 1929 per il reciproco riconoscimento dei certificati di navigabilità, ai

sottoelencati : Protettorati, Colonie inglesi, Stati protetti (Protected States), e Territori sotto mandato :

Bahamas.
 Barbados.
 Bermuda.
 British Guiana.
 British Honduras.
 British Solomon Islands Protectorate.
 Ceylon.
 Cyprus.
 Falkland Islands.
 Federated Malay States :
 Negri Sembilan.
 Pahang.
 Perak.
 Selangor.
 Fiji.
 Gibraltar.
 Gilbert and Ellice Islands Colony.
 Gold Coast.
 Gambia.
 Hong-Kong.
 Jamaica (including Turks and Caicos and Cayman Islands).
 Kenya (Colony and Protectorate).
 Leeward Islands :
 Antigua.
 Dominica.
 Montserrat.
 St. Kitts-Nevis.
 Virgin Islands.
 Malta.
 Mauritius.
 Nigeria (with British Cameroons).
 North Borneo.
 Palestine.
 Sarawak.
 Seychelles.
 Sierra Leone.
 Somaliland.
 Straits Settlements.
 St. Helena.
 Tanganyka Territory.
 Trinidad.
 Weihaiwei.
 Windward Islands :
 Grenada.
 St. Lucia.
 St. Vincent.
 Zanzibar Protectorate.

L'Ambasciata ha voluto inoltre comunicare : 1. Che tutti i sopra elencati territorii — eccetto la Somalia e la Costa d'Oro — tengono i registri del proprio naviglio ed emettono, se necessario, certificati di navigabilità ; 2. Che nei ripetuti territorii, eccetto Hong-Kong, Mauritius e gli Straits-Settlements, i regolamenti in vigore sono identici a quelli del Regno Unito ; 3. Che i regolamenti in vigore a Hong Kong e a Mauritius sono stati riconosciuti dal Board of Trade come equivalenti a

quelli in vigore nel Regno Unito, e che i regolamenti degli Straits-Settlements sono in via di perfezionamento per essere resi conformi a quelli in vigore nel Regno Unito.

Nel prendere atto di quanto precede, il R. Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di assicurare l'Ambasciata di S. M. Britannica che il R. Governo non mancherà di impartire, dal canto suo, alle Autorità marittime dei porti italiani, le istruzioni necessarie.

25 Ago 1930. VII.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE

Par la note verbale du 11 août, N° 281, l'Ambassadeur d'Angleterre a fait connaître que le Gouvernement de sa Majesté britannique est disposé à étendre l'accord anglo-italien résultant de l'échange de notes du 25 janvier 1929 concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité aux protectorats, colonies, Etats protégés (protected States) britanniques et territoires sous mandat britannique énumérés ci-après :

Bahamas.
Barbade.
Bermudes.
Guyane britannique.
Honduras britannique.
Protectorat britannique des îles Salomon.
Ceylan.
Chypre.
Îles Falkland.
Etats fédérés malais :
 Néгри-Sembilan.
 Pahang.
 Pérag.
 Selangor.
Fidji.
Gibraltar.
Îles Gilbert et Ellice.
Côte de l'Or.
Gambie.
Hongkong.
Jamaïque (y compris les îles Turks, Caicos et Cayman).
Kenya (colonie et protectorat).

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

VERBAL NOTE.

In its Note Verbale No. 281, dated August 11th, 1930, the British Embassy stated that His Britannic Majesty's Government is prepared to extend the Italo-British Agreement, constituted by the exchange of notes of January 25, 1929, relative to the reciprocal recognition of survey certificates, to the under-mentioned British Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories :

Bahamas.
Barbados.
Bermuda.
British Guiana.
British Honduras.
British Solomon Islands Protectorate.
Ceylon.
Cyprus.
Falkland Islands.
Federated Malay States :
 Negri Sembilan.
 Pahang.
 Perak.
 Selangor.
Fiji.
Gibraltar.
Gilbert and Ellice Islands Colony.
Gold Coast.
Gambia.
Hongkong.
Jamaica (including Turks and Caicos and Cayman Islands).
Kenya (Colony and Protectorate).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Iles Sous-le-Vent :
 Antigua.
 Dominique.
 Montserrat.
 Saint-Kitt-Nevis.
 Iles Vierges.
 Malte.
 Maurice.
 Nigéria (y compris le Cameroun britannique).
 Nord-Borneo.
 Palestine.
 Sarawak.
 Seychelles.
 Sierra-Leone.
 Somalie.
 Etablissements des Détroits.
 Sainte-Hélène.
 Territoire de Tanganyka.
 Trinité.
 Weihaiwei.
 Iles-du-Vent :
 Grenade.
 Sainte-Lucie.
 Saint-Vincent.
 Protectorat de Zanzibar.

L'Ambassadeur a bien voulu me faire savoir en outre : 1. Que tous les territoires énumérés ci-dessus, à l'exception de la Somalie et de la Côte de l'Or, tiennent leurs propres registres d'immatriculation des navires et délivrent, le cas échéant, des certificats de navigabilité ; 2. Que dans les territoires précités, à l'exception de Hongkong, de l'île Maurice et des Etablissements des Détroits, les règlements en vigueur sont identiques à ceux du Royaume-Uni ; 3. Que les règlements en vigueur à Hongkong et à l'île Maurice ont été reconnus par le Board of Trade comme équivalant à ceux du Royaume-Uni, et que les règlements des Etablissements des Détroits sont actuellement amendés afin d'être rendus conformes à ceux qui sont appliqués dans le Royaume-Uni.

En prenant acte de ce qui précède, le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Italie a l'honneur d'assurer à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique que le Gouvernement royal ne manquera pas d'adresser, de son côté, aux autorités maritimes des ports italiens, les instructions nécessaires.

25 août 1930. VII.

A Monsieur l'Ambassadeur
 de Sa Majesté britannique,
 Rome.

Leeward Islands :
 Antigua.
 Dominica.
 Montserrat.
 St. Kitts-Nevis.
 Virgin Islands.
 Malta.
 Mauritius.
 Nigeria (with British Cameroons).
 North Borneo.
 Palestine.
 Sarawak.
 Seychelles.
 Sierra Leone.
 Somaliland.
 Straits Settlements.
 St. Helena.
 Tanganyika Territory.
 Trinidad.
 Weihaiwei.
 Windward Islands :
 Grenada.
 St. Lucia.
 St. Vincent.
 Zanzibar Protectorate.

The Embassy further stated : (1) That all the above-mentioned territories, except Somaliland and the Gold Coast, keep their own shipping registers and issue survey certificates if necessary ; (2) That in the above-mentioned territories, except Hongkong, Mauritius and the Straits Settlements, the regulations in force are the same as those of the United Kingdom ; (3) That the regulations in force in Hongkong and Mauritius have been recognised by the Board of Trade as the equivalent of those in force in the United Kingdom, and that the regulations in the Straits Settlements are being brought into conformity with those in force in the United Kingdom.

In taking note of the foregoing, the Italian Ministry for Foreign Affairs has the honour to assure His Britannic Majesty's Embassy that the Italian Government, for its part, will duly issue the necessary instructions to the maritime authorities of the Italian ports.

August 25, 1930. VII.

His Britannic Majesty's Ambassador
 at Rome.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN NEW ZEALAND AND NEWFOUNDLAND AND THE ITALIAN GOVERNMENT, RESPECTING THE EXTENSION TO NEW ZEALAND AND NEWFOUNDLAND OF THE PROVISIONS OF THE AGREEMENT OF JANUARY 25, 1929. ROME, MAY 10, 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 12 novembre 1930.

I.

BRITISH EMBASSY.

ROME, 10th May, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to the exchange of notes on January 25th, 1929, bringing into force the agreement between His Majesty's Governments in the United Kingdom and the Commonwealth of Australia and the Government of India on the one hand and the Royal Italian Government on the other for the mutual recognition of passenger ship certificates, and in accordance with instructions received from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency at the instance of His Majesty's Governments in New Zealand and Newfoundland that these Governments have expressed their willingness that this agreement should be extended to their territories.

2. His Majesty's Governments in New Zealand and Newfoundland have, moreover, decided that pending the extension of the agreement and until the necessary formalities are completed, the status quo will be maintained by them and recognition will be accorded to passenger ship certificates issued by or on behalf of the Italian Government without requiring counter-signature by His Majesty's Consular Officers.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET A TERRENEUVE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN RELATIF A L'APPLICATION DE L'ACCORD DU 25 JANVIER 1929 A LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET A TERRE-NEUVE. ROME, LE 10 MAI 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 12, 1930.

I.

AMBASSADE D'ANGLETERRE.

ROME, le 10 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à l'échange de notes du 25 janvier 1929, mettant en vigueur l'arrangement intervenu entre les gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement du Royaume d'Italie, d'autre part, concernant la reconnaissance réciproque des certificats des navires affectés au transport des passagers, et, conformément aux instructions reçues du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, d'informer Votre Excellence, à la requête des Gouvernements de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et à Terre-Neuve, que ceux-ci se sont déclarés prêts à accepter que l'arrangement en question soit appliqué à leurs territoires.

2. En outre, les Gouvernements de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et à Terre-Neuve ont décidé qu'en attendant l'application de l'arrangement à leurs territoires et l'accomplissement des formalités nécessaires, ils maintiendraient le *statu quo* et reconnaîtraient les certificats délivrés par le Gouvernement italien ou en son nom aux navires affectés au transport des passagers, sans exiger le contreseing des fonctionnaires consulaires de Sa Majesté.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. I have the honour to add that the regulations in force in New Zealand and Newfoundland are the same as those in force in the United Kingdom.

I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

R. GRAHAM.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
Rome.

3. J'ai l'honneur d'ajouter que les règlements en vigueur en Nouvelle-Zélande et à Terre-Neuve sont les mêmes que ceux qui sont actuellement appliqués dans le Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) GRAHAM. R.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Rome.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

10 Mag. 1930.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con la nota del 10 maggio 1930, V. E. mi ha comunicato che i Governi della Nuova Zelanda e di Newfoundland sono disposti ad aderire all'Accordo concluso, il 25 gennaio 1929, tra la Gran Bretagna, l'Australia e l'India, da una parte, l'Italia, dall'altra parte e relativo al reciproco riconoscimento dei certificati di navigabilità. L'E. V. ha inoltre voluto aggiungere che i predetti due Paesi si impegnano intanto a mantenere lo « statu quo » esistente : a riconoscere, cioè, di fatto, la equivalenza dei certificati di navigabilità rilasciati dall'Autorità italiana, senza richiedere ulteriori vidimazioni da parte dei RR. Uffici consolari italiani.

L'E. V. ha infine fatto osservare che i regolamenti in vigore nei predetti due Paesi sono analoghi a quelli esistenti nel Regno Unito.

Nel prendere atto di quanto precede, ho l'onore di comunicare a V. E. che il R. Governo accetta che l'accordo in parola venga esteso alla Nuova Zelanda ed a Newfoundland e considera in questo senso l'accordo come perfetto, assicurando che le disposizioni opportune sono state impartite alle Autorità portuali italiane rispetto alle navi di quei due Paesi.

Colgo l'occasione per rinnovarle, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione
GRANDI.

S. E. Sir Ronald Graham,
Ambasciatore di S. M. Britannica
in Roma.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

Le 10 mai 1930.

May 10, 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

YOUR EXCELLENCY,

Par sa note du 10 mai 1930, Votre Excellence m'a fait savoir que les Gouvernements

In your note of May 10, 1930, Your Excellency informed me that the Governments of New

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de la Nouvelle-Zélande et de Terre-Neuve sont disposés à adhérer à l'arrangement intervenu le 25 janvier 1929 entre la Grande-Bretagne, l'Australie et l'Inde, d'une part, et l'Italie, d'autre part, concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité. Votre Excellence a bien voulu ajouter, en outre, que les deux pays précités s'engagent dans l'intervalle à maintenir le *statu quo* existant : c'est-à-dire à reconnaître en fait l'équivalence des certificats de navigabilité délivrés par les autorités italiennes, sans exiger d'autre législation de la part des fonctionnaires consulaires du Royaume d'Italie.

Votre Excellence a enfin fait observer que les règlements en vigueur dans les deux pays précités sont analogues à ceux qui existent dans le Royaume-Uni.

En prenant acte de ce qui précède, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement du Royaume d'Italie accepte que l'arrangement en question soit étendu à la Nouvelle-Zélande et à Terre-Neuve ; il considère l'accord comme parfait en ce sens et confirme que les instructions appropriées ont été notifiées aux autorités des ports italiens en ce qui concerne les navires des deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) GRANDI.

A Son Excellence
Sir Ronald Graham,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique,
Rome.

Zealand and Newfoundland are prepared to accede to the Agreement concluded on January 25, 1929, between Great Britain, Australia and India on the one hand and Italy on the other, for the mutual recognition of survey certificates. Your Excellency added that the two above-mentioned countries undertake meanwhile to maintain the status quo, that is to say, to recognise the equivalence of survey certificates issued by the Italian authorities without requiring counter-signature by His Britannic Majesty's Consular offices in Italy.

Your Excellency concluded by stating that the regulations in force in the two above-mentioned countries are the same as those in force in the United Kingdom.

In taking note of the foregoing, I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government is prepared to extend the Agreement in question to New Zealand and Newfoundland and in that respect considers the Agreement complete, and to assure you that the necessary instructions have been issued to the Italian port authorities with regard to vessels of those two countries.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) GRANDI.

His Excellency
Sir Ronald Graham,
His Britannic Majesty's Ambassador
in Rome.

N^o 2179. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET PERSAN, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LES 25 JUIN ET 11 ET 24 JUILLET 1928.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 11 octobre 1930.

No. 2179. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE ITALIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, JUNE 25, AND JULY 11 AND 24, 1928.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 11, 1930.

¹ Vol. XCV, page 269, de ce recueil.

¹ Vol. XCV, page 269, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS JUSQU'AU 10 NOVEMBRE 1930. TÉHÉРАН, LES 9 MAI, 9 AOUT ET 6 NOVEMBRE 1929 ET 10 MAI 1930.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 11 octobre 1930.

I.

TÉHÉРАН, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en vertu du règlement provisoire des relations de la Perse avec l'Italie daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 mai 1929.

Le Gouvernement persan, en s'attendant à ce que les traité et conventions prévus à l'arrangement provisoire susmentionné soient conclus dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des traité et conventions définitifs et au plus tard jusqu'au 10 août 1929.

Je saisis cette occasion pour exprimer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

M. FARZINE.

A Son Excellence
Monsieur G. Daneo,
Ministre d'Italie
Téhéran.

II.

N^o 305

TÉHÉРАН, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en vertu du règlement provisoire des relations de l'Italie avec la Perse daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 mai 1929.

¹ Traduit par le secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE ARRANGEMENT UNTIL NOVEMBER 10, 1930. TEHERAN, MAY 9, AUGUST 9, AND NOVEMBER 6, 1929 AND MAY 10, 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 11, 1930.

I.

TEHERAN, May 9, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, under the provisional settlement of the relations of Persia with Italy dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on May 10, 1929.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the treaty and conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Persian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive treaty and conventions, and not later than August 10, 1929.

I have, etc.

M. FARZINE.

His Excellency
Monsieur G. Daneo,
Italian Minister,
Teheran.

II.

No. 305.

TEHERAN, May 9, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, under the provisional settlement of the relations of Italy with Persia dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on May 10, 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement italien, en s'attendant à ce que les traité et conventions prévus à l'arrangement provisoire susmentionné soient conclus dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des traité et conventions définitifs et au plus tard jusqu'au 10 août 1929.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Gérant, les assurances de ma plus haute considération.

G. DANE0.

Son Excellence
M. Mohammed Ali Khan Farzine,
Gérant du Ministère impérial
des Affaires étrangères,
Téhéran.

III.

TÉHÉRAN, le 9 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 9 mai dernier, du règlement provisoire des relations de la Perse avec l'Italie daté du 25 juin 1928, les dispositions du dit règlement expirent le 10 août 1929.

Le Gouvernement persan, en s'attendant à ce que les traité et conventions prévus par l'arrangement provisoire sus mentionné soient conclus dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des traité et conventions définitifs et au plus tard jusqu'au 10 novembre 1929.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. GAFFARY.

Son Excellence
Monsieur G. Daneo,
Ministre d'Italie.
Téhéran.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the treaty and conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Italian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive treaty and conventions, and not later than August 10, 1929.

I have, etc.

G. DANE0.

His Excellency
M. Mohammed Ali Khan Farzine,
Acting Imperial Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

III.

TEHERAN, August 9, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of May 9 last, of the provisional settlement of the relations of Persia with Italy dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on August 10, 1929.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the treaty and conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Persian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive treaty and conventions, and not later than November 10, 1929.

I have, etc.

H. GAFFARY.

His Excellency
Monsieur G. Daneo,
Italian Minister,
Teheran.

IV.

N° 608

TÉHÉRAN, le 9 août 1929.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 9 mai dernier, du règlement provisoire des relations de l'Italie avec la Perse daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 août 1929.

Le Gouvernement italien, en s'attendant à ce que les traité et conventions prévus par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclus dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des traité et conventions définitifs et au plus tard jusqu'au 10 novembre 1929.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) G. DANEO.

Son Excellence Gaffary,
Directeur général du Ministère impérial
des Affaires étrangères
Téhéran.

V.

TÉHÉRAN, le 6 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 9 août dernier, du règlement provisoire des relations de la Perse avec l'Italie daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 novembre 1929.

Le Gouvernement persan, en s'attendant à ce que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclues dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement

IV.

No. 608.

TEHERAN, August 9, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of May 9 last, of the provisional settlement of the relations of Italy with Persia dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on August 10, 1929.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the treaty and conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Italian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive treaty and conventions, and not later than November 10, 1929.

I have, etc.

G. DANEO.

His Excellency Gaffary,
Director General of the Imperial
Ministry of Foreign Affairs,
Teheran.

V.

TEHERAN, November 6, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of August 9, last, of the provisional settlement of the relations of Persia with Italy dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on November 10, 1929.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Persian Government, agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the pro-

provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions définitives et au plus tard jusqu'au 10 mai 1930.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(*Signé*) GAFFARY.

Son Excellence
Monsieur G. Daneo,
Ministre d'Italie
Téhéran.

VI.

N° 865.

TÉHÉРАН, le 6 novembre 1929.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 9 août dernier, du règlement provisoire des relations de l'Italie avec la Perse daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 novembre 1929.

Le Gouvernement italien, en s'attendant à ce que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclues dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions définitives et au plus tard jusqu'au 10 mai 1930.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma haute considération.

G. DANE0.

Son Excellence Gaffary
Directeur général du Ministère impérial
des Affaires étrangères,
Téhéran.

VII.

N° 4716/710351.

TÉHÉРАН, le 10 mai 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 6 novembre 1929, du règle-

visional arrangement until the coming into force of the definitive conventions, and not later than May 10, 1930.

I have, etc.

(*Signed*) GAFFARY.

His Excellency
Monsieur G. Daneo,
Italian Minister,
Teheran.

VI.

No. 865.

TEHERAN, November 6, 1929.

YOUR EXCELLENCY.

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of August 9 last, of the provisional settlement of the relations of Italy with Persia dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on November 10, 1929.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Italian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive conventions, and not later than May 10, 1930.

I have, etc.

G. DANE0.

His Excellency Gaffary,
Director General of the Imperial Ministry
of Foreign Affairs,
Teheran.

VII.

No. 4716/710351.

TEHERAN, May 10, 1930.

SIR,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of November 6,

ment provisoire des relations de la Perse avec l'Italie daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 mai 1930.

Le Gouvernement persan, en s'attendant à ce que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclues dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions définitives et au plus tard jusqu'au 10 novembre 1930.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :
(Signé) M. FARZINE.

Monsieur Straneo,
Chargé d'Affaires d'Italie
Téhéran.

VIII.

No 370.

TÉHÉRAN, le 10 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 6 novembre 1929, du règlement provisoire des relations de l'Italie avec la Perse daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 mai 1930.

Le Gouvernement italien, en s'attendant à ce que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclues dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions définitives et au plus tard jusqu'au 10 novembre 1930.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) STRANEO.

Son Excellence
M. Mohammed Ali Khan Farzine,
Ministre des Affaires étrangères
Téhéran.

1929, of the provisional settlement of the relations of Persia with Italy dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on May 10, 1930.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Persian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive conventions, and not later than November 10, 1930.

I have, etc.

(Signed) M. FARZINE,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur Straneo,
Italian Chargé d'Affaires,
Teheran.

VIII.

No. 370.

TEHERAN, May 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of November 6, 1929, of the provisional settlement of the relations of Italy with Persia dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on May 10, 1930.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Italian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive conventions, and not later than November 10, 1930.

I have, etc.

(Signed) STRANEO.

His Excellency
M. Mohammed Ali Khan Farzine,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT DU 25 JUIN 1928 JUSQU'AU 10 MAI 1931.
TÉHÉRAN, LE 10 NOVEMBRE 1930.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 12 décembre 1930.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

7103510/22416

TÉHÉRAN, le 10 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que, conformément à la prorogation faite par lettres échangées le 10 mai 1930, du règlement provisoire des relations de la Perse avec l'Italie daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 novembre 1930.

Le Gouvernement persan, en s'attendant à ce que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclues dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions définitives et au plus tard jusqu'au 10 mai 1931.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Pour le Ministre,
Le Directeur général
du Département politique :*
(Signé) GAFFARY.

Son Excellence G. Daneo,
et Ministre plénipotentiaire
d'Italie,
Téhéran.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ARRANGEMENT OF JUNE 25, 1928, UNTIL MAY 10, 1931.
TEHERAN, NOVEMBER 10, 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, December 12, 1930.

I.

No. 7103510/22416

TEHERAN, November 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of May 10, 1930, of the provisional settlement of the relations of Persia with Italy dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on November 10, 1930.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Persian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive conventions, and not later than May 10, 1931.

I have, etc.

For the Minister :
(Signed) GAFFARY,
Director-General
of the Political Department.

His Excellency
Monsieur G. Daneo,
Italian Minister,
Teheran.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

N° 1010.

TÉHÉRAN, le 10 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation, faite par lettres échangées le 10 mai 1930, du règlement provisoire des relations de l'Italie avec la Perse daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 novembre 1930.

Le Gouvernement italien, en s'attendant à ce que les Conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné soient conclues dans le plus bref délai possible, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions définitives et au plus tard jusqu'au 10 mai 1931.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre d'Italie :

(Signed) DANE0.

Son Altesse

M. Mohammed Ali Khan Foroughi
Ministre des Affaires Etrangères
Téhéran.

II.

No. 1010.

TEHERAN, November 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to bring to your notice the fact that, in accordance with the extension, effected by exchange of letters of May 10, 1930, of the provisional settlement of the relations of Italy with Persia dated June 25, 1928, the settlement in question lapses on November 10, 1930.

Awaiting the conclusion at the earliest possible date of the conventions provided for in the provisional arrangement referred to, the Italian Government agrees, on condition of reciprocity, to the continuance of the provisional arrangement until the coming into force of the definitive conventions, and not later than May 10, 1931.

I have, etc.

(Signed) G. DANE0,

Italian Minister.

His Highness

Mohammed Ali Khan Foroughi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

N° 2241. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, COMPORTANT UN ACCORD EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. WASHINGTON, LES 26 AVRIL 1928, 2 ET 6 AVRIL 1929, ET 10 JUIN 1929.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 19 février 1931.

No. 2241. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. WASHINGTON, APRIL 26, 1928, APRIL 2 AND 6, 1929, AND JUNE 10, 1929.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 19, 1931.

¹ Vol. XCVIII, page 81, de ce recueil.

¹ Vol. XCVIII, page 81, of this Series.

N^o 8 a). — CONVENTION¹ RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES. SIGNÉE A PARIS, LE 4 MAI 1910.

No.8 (a). — CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, MAY 4, 1910.

ADHÉSIONS

JAPON	20 octobre	1925.
CHINE	6 novembre	1925.
LUXEMBOURG... ..	22 mai	1928.
YUGOSLAVIE... ..	12 avril	1929.
ESTONIE	15 avril	1930.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française le 20 janvier 1931.

ACCESSIONS.

JAPAN	October 20,	1925.
CHINA	November 6,	1925.
LUXEMBURG	May 22,	1928.
YUGOSLAVIA	April 12,	1929.
ESTONIA	April 15,	1930.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, January 20, 1931.

N^o 105 a). — CONVENTION² COMMERCIALE ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 1^{er} JUILLET 1921.

No. 105 (a). — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN POLAND AND ROMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, JULY 1, 1921.

DÉNONCIATION

ROUMANIE	31 mai	1930.
-----------------	--------	-------

Communiquée par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations, le 8 novembre 1930.

DENUNCIATION.

ROMANIA	May 31,	1930.
----------------	---------	-------

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, November 8, 1930.

¹ Vol III, page 278 ; vol. XI, page 428 ; vol. XXIV, page 206 ; et vol. XXXV, page 334, de ce recueil.

¹ Vol. III, page 278 ; Vol. XI, page 428 ; Vol. XXIV, page 206 ; and Vol. XXXV, page 334, of this Series.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XX, page 519.

No. 106(a). — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND ITALY CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT ROME, JULY 11, 1896.

N^o 106 a). — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ITALIE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉE A ROME, LE 11 JUILLET 1896.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE ITALIAN GOVERNMENT RESPECTING THE DATE ON WHICH THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION CEASES TO HAVE EFFECT. ROME, OCTOBER 3 AND 31, 1930.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN RELATIF A LA DATE A PARTIR DE LAQUELLE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE CESSE DE PRODUIRE SES EFFETS. ROME, LES 3 ET 31 OCTOBRE 1930.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de sa Majesté en Grande-Bretagne, le 5 janvier 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 5, 1931.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I;

I.

BRITISH EMBASSY.

(192/9/30).

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

ROME, 3rd October, 1930.

ROME, le 3 octobre 1930.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my note No. 136 of the 18th April last and Your Excellency's reply of the 16th July relative to the denunciation by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention signed at Rome on the 11th July 1896 between the United Kingdom and the Kingdom of Italy concerning the Exchange of Parcels by Parcel Post, I have the honour, in accordance with instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom now desire that the above-mentioned Convention shall be regarded as ceasing to have effect — except so far as the exchange of parcels by post between Italy and the Island of Malta is concerned — immediately on the entry into

Comme suite à ma note N^o 136 du 18 avril dernier et à votre réponse, en date du 16 juillet relatives à la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de la Convention signée à Rome, le 11 juillet 1896, entre le Royaume-Uni et le Royaume d'Italie au sujet de l'échange des colis postaux, j'ai l'honneur, conformément aux instructions reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que la convention susmentionnée soit considérée comme cessant d'avoir effet — sauf en ce qui concerne l'échange des colis postaux entre l'Italie et l'Ile de Malte — dès l'entrée en vigueur du nouvel accord sur l'échange des colis postaux, négocié entre l'admi-

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 88, page 44.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

force of the new Agreement concerning the Exchange of Parcels by Post which has been negotiated between the Post Office of the United Kingdom and the Italian Post Office.

2. If this proposal is agreeable to the Italian Government, I shall be glad to receive from Your Excellency an assurance to this effect.

3. In this event it would further be understood that the Italian Government agree to regard the provisions of the Convention of the 11th July 1896 as continuing to apply as between Italy and the Island of Malta pending the conclusion of a new agreement between the Post Offices of Italy and Malta.

I take this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) R. GRAHAM.

His Excellency the
Hon. Dino Grandi,
Minister for Foreign Affairs.

nistration des Postes du Royaume-Uni et l'administration des Postes de l'Italie.

2. Si cette proposition est jugée acceptable par le Gouvernement italien, je vous serais vivement obligé de bien vouloir m'en donner l'assurance.

3. Dans ce cas, il serait entendu, en outre, que le Gouvernement italien convient de considérer les dispositions de la Convention du 11 juillet 1896 comme restant applicables entre l'Italie et l'Ile de Malte, en attendant la conclusion d'un nouvel accord entre les administrations postales de l'Italie et de l'Ile de Malte.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) R. GRAHAM.

Son Excellence
l'Honorable Dino Grandi,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

T. 235816/168.

SIGNOR AMBASCIATORE,

In relazione alla Sua lettera del 3 Ottobre corrente, mi è gradito informare Vostra Eccellenza che il Regio Governo aderisce al punto di vista del Governo di S. M. Britannica, che debba cioè considerarsi decaduto da ogni effetto l'accordo italo-inglese dell'11 luglio 1896 relativo allo scambio dei pacchi postali dal momento stesso nel quale entrerà in vigore il nuovo accordo su tale materia, firmato il 21 Agosto 1930, a Londra, tra i Rappresentanti delle Amministrazioni Postali italiana ed inglese.

Il Regio Governo concorda altresì col Governo di S. M. Britannica nel ritenere che l'Accordo dell'11 luglio 1896 suindicato continuerà temporaneamente ad essere in vigore nei rapporti tra l'Italia e l'Isola di Malta, e ciò sino a quando si sarà giunti alla conclusione di un nuovo Patto tra l'Amministrazione Postale italiana e quella dell'Isola di Malta.

Gioverà ora concordare la data dell'entrata in vigore dell'Accordo del 21 agosto 1930. A tale riguardo, l'Amministrazione italiana interessata ha fatto presente l'opportunità che fra tale accordo ed il momento della sua entrata in vigore vi sia l'intervallo di un mese almeno, allo scopo di poter impartire tempestivamente le necessarie disposizioni agli Uffici Postali dipendenti.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

(Signed) GRANDI.

A Sua Eccellenza
Sir Ronald Graham,
G.C.M.C., G.C.V.O., C.B.

¹ TRADUCTION.

TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
T. 235816/168

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
T. 235816/168.

Le 31 octobre 1930. An IX.

October 31, 1930. IX.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

YOUR EXCELLENCY,

Me référant à votre lettre du 3 octobre courant, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal adhère au point de vue du Gouvernement de Sa Majesté britannique, selon lequel l'accord italo-anglais du 11 juillet 1896, relatif à l'échange des colis postaux doit être considéré comme dénué de tout effet à partir du moment où entrera en vigueur le nouvel accord en la matière, signé le 21 août 1930, à Londres, entre les représentants des Administrations postales italienne et anglaise.

With reference to your letter of October 3, 1930, I have pleasure in informing you that the Royal Italian Government concurs with the view of His Britannic Majesty's Government that the Anglo-Italian Convention of July 11, 1896, concerning the Exchange of Parcels by Parcel Post should be regarded as ceasing to have effect immediately on the entry into force of the new Agreement concerning the Exchange of Parcels, negotiated between the representatives of the Italian and British Post Offices, and signed in London on August 21, 1930.

Le Gouvernement royal convient d'autre part avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique que l'Accord susmentionné du 11 juillet 1896 restera en vigueur entre l'Italie et l'île de Malte, à titre provisoire, c'est-à-dire jusqu'au moment où il aura été conclu un nouvel accord entre l'Administration postale italienne et l'Administration postale de l'île de Malte.

The Royal Italian Government also agrees with His Britannic Majesty's Government that the Convention of July 11, 1896, mentioned above shall continue to apply provisionally as between Italy and the Island of Malta pending the conclusion of a new agreement between the Post Offices of Italy and Malta.

Il y aurait lieu, en outre, de convenir, dès maintenant, de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord du 21 août 1930. A cet égard, l'Administration italienne intéressée a fait observer qu'il y aurait intérêt à laisser un intervalle d'un mois entre la conclusion de cet accord et le moment de son entrée en vigueur, afin que les instructions nécessaires puissent être adressées en temps utile aux bureaux de poste dépendants.

It will now be necessary to fix the date of the coming into force of the Convention of August 21, 1930. On this point, the Italian Administration concerned has pointed out the desirability of leaving an interval of at least one month between the conclusion of the agreement and the date of its coming into force, so as to give time to issue the necessary instructions to the subordinate Post Offices.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, etc.

I have the honour to be, etc.

(Signé) GRANDI.

(Signed) GRANDI.

Son Excellence
Sir Ronald Graham,
G.C.M.G., G.C.V.O., C.B.

His Excellency
Sir Ronald Graham,
G.C.M.G., G.C.V.O., C.B.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ERRATA

Volume XI, N° 51.

Pages 364 et 365. Le renvoi suivant a été omis : The following foot-note was omitted :

² Voir vol. II, page 85, de ce recueil. ² See Vol. II, page 85, of this Series.

(En sorte que les renvois de notes suivants prennent en français le numéro ³, et en anglais les numéros ³ et ⁴.)

(So that the foot-notes that follow are numbered in French ³, and in English ³ and ⁴).

Page 411. N° 180. Le renvoi suivant a été omis : The following foot-note was omitted :

² Voir vol. VII, page 121, de ce recueil. ² See Vol. VII, page 121, of this Series.

Volume XXVI, N° 664.

Pages 6 et 7. Table des matières, dernière ligne: Table of Contents, last line, *et: and:* Page 479.

Titre : Title. 7^{me} ligne : 7th line :

au lieu de : instead of : « 1922 »,

lisez : read : « 1923 ».

Pages 496 et 497. Titre : Title. 5^{me} ligne : 5th line :

au lieu de : instead of : « 1922 »,

lisez : read : « 1923 ».

Volume XXXI, N° 664.

Page 258 et 259. Titre : Title. 4^{me} ligne : 4th line :

au lieu de : instead of : « 1922 »,

lisez : read : « 1923 ».

Index général N° 1 : General Index No. 1, N° 664.

Pages 47, 122 et 366 : Pages 486, 679 and 775 :

au lieu de : instead of : « 1922 »

lisez : read : « 1923 ».

(Même erreur dans l'Index N° 7, vol. XXVII, 4, pages 461, 471 et 496 ; et dans l'Index N° 8, vol. XXXI, 4, pages 272, 282 et 316.)

(Same mistake in Index No. 7, Vol. XXVII, 4, pages 509, 529 and 540 ; and in Index No. 8, Vol. XXXI, 4, pages 330, 354 and 369.)

Volume XLV, N° 170.

Page 98. Texte français : French text. Norvège : Norway : 2^{me} ligne : 2nd line :

au lieu de : instead of : « sous réserve »,

lisez : read : « sans réserve ».

Volume LXXXVIII, N° 566.

Page 297. Le renvoi suivant a été omis : The following foot-note was omitted :

¹ Vol. XXII, page 375 ; et vol. LXXXIII, page 385, de ce recueil.

¹ Vol. XXII, page 375 ; and Vol. LXXXIII, page 385, of this Series.

Volume LXXXVIII, N° 52 a).

Page 393. Renvoi ¹. Foot-note ¹. (Textes français et anglais) (French and English texts) :

au lieu de : « Vol. XLV, page 223, de ce recueil » ;

instead of : “ Vol. XLV, page 223, of this Series ” :

lisez : « vol. XLV, page 223 ; et vol. LXIX, page 122, de ce recueil » ;

read : “ Vol. XLV, page 223 ; and Vol. LXIX, page 122, of this Series ”.

Volume XCII, N° 269.

Page 367. Renvoi ¹. Foot-note ¹. (Textes français et anglais) (French and English texts) :

au lieu de : instead of : « Vol. LXXXIII, page 379 »,

lisez : read : « Vol. LXXXIII, page 373 ».

Volume C, N° 2293.

Page 56. Texte français : French text. Article 5, paragraphe 6, paragraphe 6 :

au lieu de : instead of : « se réserve le droit de reconnaître »,

lisez : read : « se réserve le droit de refuser de reconnaître ».
